



# Bulletin

de l'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Volume 7 - Numéro 14

9 avril 2010



AUTORITÉ  
DES MARCHÉS  
FINANCIERS

Bulletin de l'Autorité des marchés financiers

Autorité des marchés financiers

Dépôt légal - Bibliothèque nationale du Canada, 2010

ISSN 17104149

# Table des matières

<b>1. Gouvernance de l'Autorité des marchés financiers</b>	<b>4</b>
1.1 Avis et communiqués	
1.2 Réglementation	
1.3 Autres décisions	
<b>2. Bureau de décision et de révision</b>	<b>8</b>
2.1 Rôle d'audiences	
2.2 Décisions	
<b>3. Distribution de produits et services financiers</b>	<b>22</b>
3.1 Avis et communiqués	
3.2 Réglementation	
3.3 Autres consultations	
3.4 Retraits aux registres des représentants	
3.5 Modifications aux registres des inscrits	
3.6 Avis d'audiences	
3.7 Décisions administratives et disciplinaires	
3.8 Autres décisions	
<b>4. Indemnisation</b>	<b>136</b>
4.1 Avis et communiqués	
4.2 Réglementation	
4.3 Autres consultations	
4.4 Fonds d'indemnisation des services financiers	
4.5 Fonds d'assurance-dépôts	
4.6 Autres décisions	

<b>5. Institutions financières</b>	<b>143</b>
5.1 Avis et communiqués	
5.2 Réglementation et lignes directrices	
5.3 Autres consultations	
5.4 Modifications aux registres de permis des assureurs, des sociétés de fiducie et sociétés d'épargne et des statuts des coopératives de services financiers	
5.5 Sanctions administratives	
5.6 Autres décisions	
<b>6. Marchés des valeurs et des instruments dérivés</b>	<b>205</b>
6.1 Avis et communiqués	
6.2 Réglementation et instructions générales	
6.3 Autres consultations	
6.4 Sanctions administratives pécuniaires	
6.5 Interdictions	
6.6 Placements	
6.7 Régime de l'autorité principale	
6.8 Offres publiques	
6.9 Information sur les valeurs en circulation	
6.10 Autres décisions	
6.11 Annexes et autres renseignements	
<b>7. Bourses, chambres de compensation, organismes d'autoréglementation et autres entités réglementées</b>	<b>434</b>
7.1 Avis et communiqués	
7.2 Réglementation de l'Autorité	
7.3 Réglementation des bourses, des chambres de compensation, des OAR et d'autres entités réglementées	
7.4 Autres consultations	
7.5 Autres décisions	

## Liste des acronymes et abréviation :

Autorité :	Autorité des marchés financiers instituée en vertu de la LAMF
BDRVM :	Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières
CSF :	Chambre de la sécurité financière
ChAD :	Chambre de l'assurance de dommages instituée en vertu de la LDPSF
OAR :	Organismes d'autoréglementation et organismes dispensés de reconnaissance à titre d'OAR mais qui sont assujettis à la surveillance de l'Autorité
OCRCVM :	Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières

# 1.

## Gouvernance de l'Autorité des marchés financiers

---

- 1.1 Avis et communiqués
  - 1.2 Réglementation
  - 1.3 Autres décisions
-

## 1.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

## 1.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

### 1.3 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

# 2.

## Bureau de décision et de révision

---

2.1 Rôle d'audiences

2.2 Décisions

---



## 2.1 RÔLES D'AUDIENCES



## RÔLE DES AUDIENCES

N°	Parties (Avocats)	N° du dossier	Membre(s)	Date	Nature	Commentaires
1°	<i>Autorité des marchés financiers (demanderesse) c. Aquablue International, Aquablue Spring Water International inc et Manuel Da Silva (intimés) et Banque CIBC (mise en cause)</i>	2010-005	Claude St Pierre	9 avril 2010 9 h 30	Ordonnance de blocage, d'interdiction d'opération sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller  Demande d'être entendus des intimés [LVM-249, 265 et 266 et LAMF-93 et 115.9]	À la suite de l'avis d'audience du 30 mars 2010  Audience <i>pro forma</i>
2°	<i>Autorité des marchés financiers c. Jacques Gagné et Martine Gravel et 9112-2192 Québec Inc. et 9151-2632 Québec Inc. et Daniel Bélanger (intimés) et Banque Nationale du Canada et Banque CIBC (mises en cause)</i>	2006-022	Claude St Pierre	12 avril 2010 9 h 30	Demande de prolongation de blocage [LVM-249 et 250]	À la suite de l'avis d'audience du 24 mars 2010

## RÔLE DES AUDIENCES

N°	Parties (Avocats)	N° du dossier	Membre(s)	Date	Nature	Commentaires
3°	<i>Autorité des marchés financiers c. Michel L'Italien et 9151-5270 Québec Inc. et Les Investissements Noble &amp; Finance Inc. et Noble &amp; Finance Inc. et Berchmans L'Italien et Lisette L'Italien et Services Financiers Michel L'Italien Inc. et Pauline L'Italien et Sylvie Basso et Fleurette Rousseau et Michelle Béliveau et Water Bank of America Inc. et Water Bank of America (USA) Inc. (intimés)</i>	2007-010	Alain Gélinas	12 avril 2010 9 h 30	Demande de prolongation de blocage [LVM-249 et 250]	À la suite de l'avis d'audience du 24 mars 2010
4°	<i>Autorité des marchés financiers (demanderesse) c. Réal Robitaille (intimé)</i>	2009-044	Alain Gélinas Claude St Pierre	15 avril 2010 9 h 30	Demande de blocage, d'ordonnance d'interdiction d'opération sur valeurs et d'interdiction d'agir à titre de conseiller en valeurs [LVM-249, 265 et 266]	À la suite de l'audience <i>pro forma</i> du 24 mars 2010 Audience <i>pro forma</i>

## RÔLE DES AUDIENCES

N°	Parties (Avocats)	N° du dossier	Membre(s)	Date	Nature	Commentaires
5°	Autorité des marchés financiers (demanderesse) c. Investissements de capital Dynahedge inc et Nicholas Pantazis (intimés)	2010-001	Alain Gélinas Claude St Pierre	15 avril 2010 9 h 30	Demande d'interdiction d'opération sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller [LVM-265 et 266]	À la suite de l'audience <i>pro forma</i> du 24 mars 2010
6°	Autorité des marchés financiers (Girard et al.) c. Kenneth Battah (Laframboise et Gutkin, avocats) (intimé)	2008-032	Alain Gélinas Claude St Pierre	20 avril 2010 9 h 30	Interdiction d'opération sur valeurs et d'agir à titre de conseiller en valeurs [LVM-265 et 266]	À la suite de la conférence préparatoire du 20 octobre 2009 Audience <i>pro forma</i>
7°	Autorité des marchés financiers (demanderesse) c. Gestion de placements Hélène Dion Inc (intimée)	2010-007	Alain Gélinas Claude St Pierre	20 avril 2010 9 h 30	Demande d'imposition d'une pénalité administrative [LVM-273.1]	À la suite de l'avis d'audience du 15 mars 2010 Audience <i>pro forma</i>
8°	AMF (demanderesse) c. Gestion privée Diamant Inc (intimée)	2010-009	Alain Gélinas Claude St Pierre	20 avril 2010 9 h 30	Demande d'imposition d'une pénalité administrative [LVM-273.1]	À la suite de l'avis d'audience du 15 mars 2010 Audience <i>pro forma</i>

## RÔLE DES AUDIENCES

N°	Parties (Avocats)	N° du dossier	Membre(s)	Date	Nature	Commentaires
9°	<i>Autorité des marchés financiers (demanderesse) c. Luc Despatie (intimé)</i>	2010-006	Alain Gélinas Claude St Pierre	22 avril 2010 9 h 30	Demande d'imposition d'une pénalité administrative [LVM-273.1]	À la suite de l'avis d'audience du 31 mars 2010 Audience <i>pro forma</i>
10°	<i>Autorité des marchés financiers (demanderesse) c. Matthew Scott Sinclair (intimé)</i>	2010-010	Alain Gélinas Claude St Pierre	26 avril 2010 9 h 30	Demande d'ordonnance réciproque d'interdiction d'opérations sur valeurs, d'agir à titre de conseiller et à titre d'administrateur et mesure propre à assurer le respect de la loi. [LVM-265, 266, 273.3, 318.2, 323.8.1 et LAMF-93, 94]	À la suite de l'avis d'audience du 16 mars 2010
11°	<i>Jacques Forest (demandeur) c. Autorité des marchés financiers (intimée) et Raymor Industries Inc. (intervenante)</i>	2010-008	Alain Gélinas Jacques Labelle	28 avril 2010 9 h 30	Demande d'intervention de Raymor Industries Inc. Demande de révision d'une décision de l'Autorité des marchés financiers [LVM-322]	À la suite de l'audience <i>pro forma</i> du 8 avril 2010
12°	<i>Autorité des marchés financiers (Girard et al.) c. Future Growth Group inc. et Future Growth Fund Limited et Future Growth Market Neutral Equity</i>	2008-013	Alain Gélinas	28 avril 2010 9 h 30	Demande de levée d'interdiction d'opération sur valeurs [LVM-265]	À la suite de la remise de l'audience <i>pro forma</i> du 2 février 2010

## RÔLE DES AUDIENCES

N°	Parties (Avocats)	N° du dossier	Membre(s)	Date	Nature	Commentaires
	<i>Fund Limited et Future Growth World Fund et Adrian Samuel Leemhuis (Kulidjian &amp; Associates) (intimés)</i>					Audience <i>pro forma</i>
13°	<i>Gordon Neil Henriksen (demandeur) c. Autorité des marchés financiers (intimée)</i>	2009-045	Alain Gélinas Claude St Pierre	4 mai 2010 9 h 30	Demande de révision d'une décision de l'Autorité des marchés financiers [LVM-322]	À la suite de l'audience <i>pro forma</i> du 16 mars 2010
14°	<i>Pascal Porlier (demandeur) c. Autorité des marchés financiers (intimée)</i>	2009-046	Alain Gélinas Claude St Pierre	4 mai 2010 9 h 30	Demande de révision d'une décision de l'Autorité des marchés financiers [LVM-322]	À la suite de l'audience <i>pro forma</i> du 16 mars 2010

## RÔLE DES AUDIENCES

N°	Parties (Avocats)	N° du dossier	Membre(s)	Date	Nature	Commentaires
15°	<i>Alain Thivierge (demandeur) c. Autorité des marchés financiers (intimée)</i>	2009-047	Alain Gélinas  Claude St Pierre	4 mai 2010 9 h 30	Demande de révision d'une décision de l'Autorité des marchés financiers  [LVM-322]	À la suite de l'audience <i>pro forma</i> du 16 mars 2010
16°	<i>Luc Guimond (demandeur) c. Autorité des marchés financiers (intimée)</i>	2009-048	Alain Gélinas  Claude St Pierre	4 mai 2010 9 h 30	Demande de révision d'une décision de l'Autorité des marchés financiers  [LVM-322]	À la suite de l'audience <i>pro forma</i> du 16 mars 2010
17°	<i>Denis Bélisle (demandeur) c. Autorité des marchés financiers (intimée)</i>	2009-026	Alain Gélinas  Claude St Pierre  Jacques Labelle	5 mai 2010 9 h 30	Demande de révision d'une décision de l'Autorité des marchés financiers  [LVM-322]	À la suite de l'avis d'audience du 4 mars 2010

## RÔLE DES AUDIENCES

N°	Parties (Avocats)	N° du dossier	Membre(s)	Date	Nature	Commentaires
18°	<i>Robert Bouvier (demandeur) c. Autorité des marchés financiers (intimée)</i>	2009-027	Alain Gélinas Claude St Pierre Jacques Labelle	5 mai 2010 9 h 30	Demande de révision d'une décision de l'Autorité des marchés financiers [LVM-322]	À la suite de l'avis d'audience du 4 mars 2010
19°	<i>Philippe Léger (demandeur) c. Autorité des marchés financiers (intimée)</i>	2009-028	Alain Gélinas Claude St Pierre Jacques Labelle	5 mai 2010 9 h 30	Demande de révision d'une décision de l'Autorité des marchés financiers [LVM-322]	À la suite de l'avis d'audience du 4 mars 2010
21°	<i>Guy Morissette (demandeur) c. Autorité des marchés financiers (intimée)</i>	2009-030	Alain Gélinas Claude St Pierre Jacques Labelle	5 mai 2010 9 h 30	Demande de révision d'une décision de l'Autorité des marchés financiers [LVM-322]	À la suite de l'avis d'audience du 4 mars 2010

## RÔLE DES AUDIENCES

N°	Parties (Avocats)	N° du dossier	Membre(s)	Date	Nature	Commentaires
22°	<i>Luc Pelletier (demandeur) c. Autorité des marchés financiers (intimée)</i>	2009-031	Alain Gélinas Claude St Pierre Jacques Labelle	5 mai 2010 9 h 30	Demande de révision d'une décision de l'Autorité des marchés financiers [LVM-322]	À la suite de l'avis d'audience du 4 mars 2010
23°	<i>Autorité des marchés financiers (Girard et al.) c. Gestion d'actifs Joël Raby inc (Lapointe Rosenstein Marchand Melançon). (intimée)</i>	2009-034	Alain Gélinas Claude St Pierre	6 mai 2010 9 h 30	Demande d'imposition d'une pénalité administrative [LVM-273.1]	À la suite de la remise de l'audience <i>pro forma</i> du 2 février 2010
24°	<i>AMF (Girard et al.) c. Fondation Fer de Lance, Fondation Fer de Lance Turks and Caicos, P. M. Gélinas, M. Hamel et G. E. Fleury (Daniel Kochenburger Avocat) J.-P. Desmarais, Marchand,</i>	2009-017	Alain Gélinas Claude St Pierre	17 mai 2010 9 h 30	Ordonnance de blocage et interdiction d'opération sur valeurs Demande d'être entendus des intimés Fondation Fer de Lance, Paul M. Gélinas, Michel Hamel et George E. Fleury	Audience <i>pro forma</i>  À la suite de l'audience du 8 mars 2010



## RÔLE DES AUDIENCES

N°	Parties (Avocats)	N° du dossier	Membre(s)	Date	Nature	Commentaires
	<p><i>Melançon, Forget, S.E.N.C.R.L., Avocats, (Lapointe Rosenstein Marchand Melançon) (intimés) 2849-1801 Québec, G. Lemay, Les Investissements Denise Verreault inc., Les Entreprises Richard Beaupré inc., M. Roy, P. Forget, 9177-8977 Québec Inc., M.Lavoie, G. Bédard, É. Lambert, F. Côté, Gérard Doiron, Ivan Nadeau, Daniel Blanchette, Marcel Jacques, Gérard Bousquet, Pascal Bousquet, Claude Martel, 9151-0628 Québec Inc., Luc Dugré, Hervé Martin, Jacques Preschoux, Yves Carrier, Régis Loisel, Solutions Chemco Inc. et Sylvain Auger (Laurin Duhaime, avocats) (intervenants)</i></p>				<p>Demande de prolongation de blocage [LVM-249, 250, 265 et 323.7]</p>	

## RÔLE DES AUDIENCES

N°	Parties (Avocats)	N° du dossier	Membre(s)	Date	Nature	Commentaires
25°	<i>Richard Tremblay et Claude Valade et René Viau et Fonds de placement Nor-West et Michel Larocque et Mario Dumais et Try Minh Huynh et Gia Tuong Quan et Trinh Tuong Quan et 9137-1534 Québec Inc. et 9201-7144 Québec Inc. (requérants-intimés) c. Autorité des marchés financiers (intimée-demanderesse)</i>	2009-041	Alain Gélinas Claude St Pierre	21 mai 2010 9 h 30	Requête en annulation d'ordonnance de blocage pour motifs d'insuffisance <i>ab initio</i>	À la suite de l'avis d'audience du 7 avril 2010
26	<i>Autorité des marchés financiers (Girard et al.) c. Groupe Sajo inc. et Marc Roberge et Roger Boucher et Luc Richard (intimés)</i>	2009-037	Alain Gélinas Claude St Pierre	11 juin 2010 9 h 30	Demande d'ordonnance de déclaration d'emprise, d'interdiction d'opération sur valeurs et de pénalité administrative [LVM-89, 96, 97, 265, 272.1 et 273.1]	À la suite de l'audience <i>pro forma</i> du 30 mars 2010

## RÔLE DES AUDIENCES

N°	Parties (Avocats)	N° du dossier	Membre(s)	Date	Nature	Commentaires
27	<i>Autorité des marchés financiers (Girard et al.) c. F.D. De Leeuw &amp; Associés Inc. et Francis Daniel De Leeuw (Lapointe Rosenstein Marchand Melançon) (intimés)</i>	2006-026	Alain Gélinas	30 juin 2010 9 h 30		À la suite de la décision du 30 novembre 2009.  <i>Audience pro forma</i>
28	<i>Autorité des marchés financiers (Girard et al.) c. Jean-Pierre Lefebvre (La Roche Rouleau &amp; Associés) (intimé)</i>	2009-035	Alain Gélinas  Claude St Pierre	5 juillet 2010 9 h 30	Demande d'imposition d'une pénalité administrative, interdiction d'opérations sur valeurs et imposition des frais reliés à l'enquête  [LVM-265, 273.1 et 273.2]	À la suite de l'avis d'audience du 8 décembre 2009 et de l'audience <i>pro forma</i> du 2 février 2010
29	<i>Autorité des marchés financiers (Girard et al.) c. Jean-Pierre Lefebvre (La Roche Rouleau &amp; Associés) (intimé)</i>	2009-035	Alain Gélinas  Claude St Pierre	6 juillet 2010 9 h 30	Demande d'imposition d'une pénalité administrative, interdiction d'opérations sur valeurs et imposition des frais reliés à l'enquête  [LVM-265, 273.1 et 273.2]	À la suite de l'audience du 5 juillet 2010

## RÔLE DES AUDIENCES

N°	Parties (Avocats)	N° du dossier	Membre(s)	Date	Nature	Commentaires
30	<i>Autorité des marchés financiers (demanderesse) c. Gestion d'actif Ratio Capital Cor., et Denis Hamel et Christophe Leconte (intimés)</i>	2010-003	Alain Gélinas Claude St Pierre	2 septembre 2010 9 h 30	Interdiction d'exercer l'activité de conseiller et mesure propre à assurer le respect de la loi. Demande d'être entendus des intimés [LVM-265 et 266 et LAMF-93, 94 et 115.9]	À la suite de l'audience <i>pro forma</i> du 30 mars 2010

Le 9 avril 2010

Salle d'audience : Salle *Paul Fortugno*  
500, boulevard René-Lévesque Ouest, Bureau 16.40, Montréal (Québec) H2Z 1W7

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec M<sup>e</sup> Cathy Jalbert, au Secrétariat à l'adresse suivante :

500, boulevard René-Lévesque Ouest, Bureau 16.40, Montréal (Québec) H2Z 1W7 Tél. : (514) 873-2211

Courriel : [secretariat@bdr.gouv.qc.ca](mailto:secretariat@bdr.gouv.qc.ca) [www.bdr.gouv.qc.ca](http://www.bdr.gouv.qc.ca)

## 2.2 DÉCISIONS

Aucune information.

# 3.

## Distribution de produits et services financiers

---

- 3.1 Avis et communiqués
  - 3.2 Réglementation
  - 3.3 Autres consultations
  - 3.4 Retraits aux registres des représentants
  - 3.5 Modifications aux registres des inscrits
  - 3.6 Avis d'audiences
  - 3.7 Décisions administratives et disciplinaires
  - 3.8 Autres décisions
-

### 3.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

## 3.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.



### 3.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

### 3.4 RETRAITS AUX REGISTRES DES REPRÉSENTANTS

#### Courtiers

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
Elia	Tania	BMO Investissements inc.	2010-03-13
Vézina	Diane	BMO Investissements inc.	2010-04-05
Britnell	Richard	Placements CIBC inc.	2010-03-31
Czyzewski	Sara	Placements CIBC inc.	2010-04-01
Illouz	Raymond	Corporation de Valeurs Mobilières Dundee	2010-02-23
Grant	David McKernan	Corporation Mackie Recherche Capital	2010-03-31
Tremblay	Marthe	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2010-03-30
Gagnon	Christyne	Desjardins cabinet de services financiers inc	2010-03-30
Varin	Nathalie	Desjardins cabinet de services financiers inc	2010-03-26
Linteau	Manon	Desjardins cabinet de services financiers inc	2010-04-01
Bilodeau	Denis	Desjardins cabinet de services financiers inc	2010-03-13
Filion	Francine	Desjardins cabinet de services financiers inc	2010-04-01
Lavergne	Simon	Financière Banque Nationale inc.	2010-03-26
Matteau	Jean-Louis	Financière Banque Nationale inc.	2010-03-31
Moïse	Patrick	Financière Banque Nationale inc.	2010-03-26
Parent	Louis-Alexandre	Financière Banque Nationale inc.	2010-03-26
Lanctin	Jean-Daniel	Investia services financiers inc.	2010-04-01
Lemelin	Pierre	Investia services financiers inc.	2010-04-01
Côté	Michel	Investia services financiers inc.	2010-03-31
Dzafik	Dzoner	Services financiers groupe Investors inc.	2010-03-29
Pinet	Marie-Claude	Services financiers groupe Investors inc.	2010-03-26
Ibrahim	Almour	La Capitale, services conseils inc.	2010-03-30
Sabri	Omar	La Capitale, services conseils inc.	2010-03-22
Choinière	Eric	Blc Services Financiers inc.	2010-03-09
M. Allard	Jessica	BLC Services Financiers inc.	2010-03-26
Des Lauriers	Mélanie	BLC Services Financiers inc.	2010-03-16
Arvanitakis	Nicole	Marchés mondiaux CIBC inc.	2010-03-26
Laforest	Guy	Mica Capital inc.	2010-04-01
Serfaty	Joël	Placements Banque Nationale inc.	2010-03-23
Boisjoly-Hébert	Carole	Placements Banque Nationale inc.	2010-03-19
Gélinas	Claire	Placements Banque Nationale inc.	2010-03-31
Royer	Vicky	Placements Banque Nationale inc.	2010-03-29
Brière	Louise	Placements Banque Nationale inc.	2010-03-31
Gagnon	André	PFSL Investments Canada Ltd.	2010-03-31

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
Dufort	Étienne	PFSL Investments Canada Ltd.	2010-04-05
Lapointe	Jonathan	PFSL Investments Canada Ltd.	2010-04-05
Brière	Michel	PFSL Investments Canada Ltd..	2010-04-05
Richard	Nathalie	Richardson GMP Limitée	2010-04-06
Cook	Aaron	Fonds d'investissement Royal inc.	2010-03-31
Charland	Diane	Fonds d'investissement Royal inc.	2010-03-26
Koita	Kamissa Ma	Fonds d'investissement Royal inc.	2010-04-01
Leblanc	Jean-Philippe	Fonds d'investissement Royal inc.	2010-03-19
Mayne	Julie	Fonds d'investissement Royal inc.	2010-03-30
Chaiban	Elie	Placements Scotia inc.	2010-03-25
Lebel	Marcel	Placements Financière Sun Life (Canada) inc.	2010-03-29
Tremblay	Gaétan	Placements Financière Sun Life (Canada) inc.	2010-04-01
Liu	Han	Placements Financière Sun Life (Canada) inc.	2010-04-01
Semmache	Abdelhakim	Services d'investissement TD inc.	2010-03-29
Iulietto	Michael	Services d'investissement TD inc.	2010-03-29
Caza	Jean-Marie	Valeurs mobilières Desjardins inc.	2010-03-31
Friesan	Jhad Joseph	Valeurs mobilières Desjardins inc.	2010-03-29

## Cabinets de services financiers et sociétés autonomes

### Sans mode d'exercice

Liste des représentants qui ne sont plus autorisés à agir dans une ou plusieurs disciplines

Vous trouverez ci-dessous la liste des représentants dont au moins l'une des disciplines mentionnées à leur certificat de l'Autorité est sans mode d'exercice. Par conséquent, ces individus ne sont plus autorisés à exercer leurs activités dans la ou les disciplines mentionnées dans cette liste et ce, depuis la date qui y est indiquée.

Représentants ayant régularisé leur situation

Il se peut que certains représentants figurant sur cette liste aient régularisé leur situation depuis la date de sans mode d'exercice de leur droit de pratique pour la ou les disciplines mentionnées. En effet, certains pourraient avoir procédé à une demande de rattachement et avoir récupéré leur droit de pratique dans l'une ou l'autre de ces disciplines. Dans de tels cas, il est possible de vérifier ces renseignements auprès du agent du centre de renseignements au :

Québec : (418) 525-0337  
 Montréal : (514) 395-0337  
 Sans frais : 1 877 525-0337.

Veuillez vous référer à la légende suivante pour consulter la liste de représentants. Cette légende indique les disciplines et catégories identifiées de 1a à 6, et les mentions spéciales, de A à E.

Disciplines et catégories de disciplines	Mentions spéciales
1a Assurance de personnes	A Restreint à l'assurance-vie
1b Assurance contre les accidents ou la maladie	B Restreint aux produits d'assurance collective contre les accidents et la maladie
2a Assurance collective de personnes	C Courtage spécial
2b Régime d'assurance collective	D Courtage relatif à des prêts garantis par hypothèque immobilière
2c Régime de rentes collectives	E Expertise en règlement de sinistre à l'égard des polices souscrites par l'entremise du cabinet auquel il rattaché
3a Assurance de dommages (Agent)	
3b Assurance de dommages des particuliers (Agent)	
3c Assurance de dommages des entreprises (Agent)	
4a Assurance de dommages (Courtier)	
4b Assurance de dommages des particuliers (Courtier)	
4c Assurance de dommages des entreprises (Courtier)	
5a Expertise en règlement de sinistres	
5b Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des particuliers	
5c Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des entreprises	
6 Planification financière	

Certificat	Nom	Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
101968	Béland	Jacques	2C. 6	2010-04-06
104484	Boudreault	Réal	1A	2010-04-07
106050	Caron	Paul-Armand	1A, 2B, 4A	2010-03-30
108052	Côté	Nathalie	1A	2010-04-06
110364	Dionne	René	2B	2010-03-30
112763	Fougère	Stéphanie	4A	2010-04-06
115763	Guilbault	François	3A	2010-03-31

Certificat	Nom	Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
122133	Lussier	Bertrand	1A, 2A, 6	2010-04-01
128595	Renaud	Richard	3A	2010-04-01
129331	Rodrigue	Hélène	1A, 2A, 6	2010-03-31
132265	Thériault	Maryse	3B	2010-04-07
134977	Provencher	Jean-Sébastien	1A, 2A, 6	2010-03-31
135319	Faucher	Denis	1A	2010-04-06
136725	Girard	Raymond	5A	2010-04-07
139876	Sirois	Michel	6	2010-03-31
148632	Leblond	Michel	6	2010-03-31
149248	Casey	Normand	5A	2010-04-07
151079	Faucher	Christine	3B	2010-04-06
151972	Elie	Cynthia	5A	2010-04-07
152979	Pelletier	Cindy	3C	2010-04-01
153345	Gagné	Nathalie	2B	2010-03-31
155058	Morin-Raymond	Jacqueline	1A	2010-04-06
155338	Léonard	Nicolas	6	2010-04-07
155848	Gamelin	Huguette	1A	2010-03-31
156452	LeBreton	Rosa	4B	2010-04-06
158876	Poiré	Annie-Eve	3B	2010-04-06
160560	Miville	Johanne	4A	2010-04-06
160749	Poulin	Sophie	4B	2010-04-06
162036	Guillaume-Sam	Nadia	1A	2010-03-31
162599	Lamoureux-Schmidt	Marlène	5A	2010-04-07
162965	Fortin	Christine	4B	2010-03-31
164222	Lavoie	Sébastien	4C	2010-04-01
164810	Young	Matthew	4A	2010-04-06
166743	Beaudin	David	1A	2010-03-30
167632	Dineva	Kapka Blagoeva	5A	2010-04-07
167773	Lacroix	Annie	4A	2010-04-06
169940	Solis	François	1A	2010-03-31
170023	Fleury	Érika	1A	2010-04-06
170200	Houle	Martin	4A	2010-04-07
170867	Plante	Véronique	5B	2010-03-31
172841	Fortuné	Djénann Pascale	1A	2010-03-31
173374	Giroux	Sylvie	4B	2010-04-07
173860	Lamontagne	Marie-Eve	6	2010-04-06
175902	Lam	Kolap	5B	2010-04-07
176817	Jolicoeur	Jessica	1B	2010-04-07

Certificat	Nom	Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
178380	Koagne Diake	Theophile	1B	2010-04-07
178613	Archambault	Patrick	5A	2010-04-07
178720	Oligny	Nancy	5A	2010-04-06
178747	Ouhnana	Abdelkrim	1A	2010-04-06
179790	Lajeunesse	Sylvain	1A	2010-04-06
180052	Girard	Elizabeth	5A	2010-03-31
180786	Hramalock	Vivian	1A	2010-03-31
181034	Perrier	Jean Edy	5A	2010-04-07
181610	Blada	Camélia	4B	2010-04-07
181689	Komah	Djenebou	1A	2010-04-06
181861	Leclerc	Marie-Andrée	3B	2010-04-07
182201	Chouinard	Yanik	1A	2010-04-06
183737	Pelletier	François	5A	2010-04-06
184297	Boucher	Véronique	1A	2010-03-31
184444	Torres	Blanca	1A	2010-04-06
184881	Décosse	Pierre	4B	2010-04-06
184898	Provost	Kevin	1A	2010-04-06
185012	St-Onge	Kevin	1A	2010-04-06
185255	Montsion	Christian	5B	2010-04-07
185808	Jean	Alain	5B	2010-04-06
186041	Mayette	Andrée-Anne	4B	2010-04-01
186076	Fontaine	Caroline Sandra	1A	2010-04-06

### Non-renouvellement

Liste des représentants qui ne sont plus autorisés à agir dans une ou plusieurs disciplines

Vous trouverez ci-dessous la liste des représentants dont au moins l'une des disciplines mentionnées à leur certificat de l'Autorité n'a pas été renouvelée à la date d'échéance. Par conséquent, ces individus ne sont plus autorisés à exercer leurs activités dans la ou les disciplines mentionnées dans cette liste et ce, depuis la date qui y est indiquée.

Représentants ayant régularisé leur situation

Il se peut que certains représentants figurant sur cette liste aient régularisé leur situation depuis la date d'annulation de leur droit de pratique pour la ou les disciplines mentionnées. En effet, certains pourraient avoir procédé à une remise en vigueur et avoir récupéré leur droit de pratique dans l'une ou l'autre de ces disciplines. Dans de tels cas, il est possible de vérifier ces renseignements auprès d'un agent du centre de renseignements au :

Québec : (418) 525-0337  
 Montréal : (514) 395-0337  
 Sans frais : 1 877 525-0337.

Veillez vous référer à la légende mentionnée ci-haut pour consulter la liste de représentants. Cette légende indique les disciplines et catégories identifiées de 1a à 6, et les mentions spéciales, de A à E.

Certificat	Nom	Prénom	Disciplines	Date d'annulation
108677	Dagenais	Annie	6	2010-04-01
108679	Dagenais	Claude	1A	2010-04-01
108743	Daigneault	Alain	1A,2A	2010-04-01
108747	Daigneault	Diane	3B	2010-04-01
108763	Dalalian	Rita	6	2010-04-01
108793	Dallaire	Michèle	4A	2010-04-01
108805	Dallaire Audet	Micheline	1A	2010-04-01
108855	Daneau	Annie	3B	2010-04-01
108887	Danis	Pierre	6	2010-04-01
108901	Dansereau	Lizane	6	2010-04-01
108956	D'Arcy	Pierre	1A	2010-04-01
109047	De Beaumont	Jean-Marc	6	2010-04-01
109054	De Belleval	Pierre	2B	2010-04-01
109090	De Denus	Guy	1A	2010-04-01
109095	De Foenbrune	Alain Gerintes	1A,2A	2010-04-01
109107	De Guzman	Manuela	1A	2010-04-01
109169	De Villers	Raymond	4A	2010-04-01
109196	Decelles	Jacques	4A	2010-04-01
109278	Delisle	Linda	4A	2010-04-01
109304	Delle Grazie	Scola	4B	2010-04-01
109323	Delorme	Jean-Pierre	1A	2010-04-01
109335	Demers	André	1A	2010-04-01
109340	Demers	Claudette	6	2010-04-01
109348	Demers	Dominique	2A	2010-04-01
109378	Demers	Michel	2A	2010-04-01
109450	Denis	Richard	1A	2010-04-01
109461	Denommé	Yves	6	2010-04-01
109498	Derome	Martin Luc	2A,6	2010-04-01
109500	Derome	René	2A	2010-04-01
109527	Déry	Yvan	2B	2010-04-01
109556	Desbiens	Céline	4A	2010-04-01
109575	Desbiens	Nathalie	6	2010-04-01
109641	Deschênes	Jocelyn	1A	2010-04-01
109660	Deschênes	Robert	1A,2A	2010-04-01
109808	Desjardins	Monique	1A,2A	2010-04-01
109838	Desjardins	Yves	1A	2010-04-01
109860	Deslauriers	Michel	2A	2010-04-01

<b>Certificat</b>	<b>Nom</b>	<b>Prénom</b>	<b>Disciplines</b>	<b>Date d'annulation</b>
109895	Desmarais	Normande	3A	2010-04-01
109905	Desmeules	Guy	1A	2010-04-01
109921	Desnoyers	Patrice	1A,2A	2010-04-01
109935	Desormiers	Claudine	4A	2010-04-01
110002	Desroches	Denis	6	2010-04-01
110039	Desrosiers	Jean-Guy	1A	2010-04-01
110097	Devito	Ronald	1A	2010-04-01
110117	Di Cesare	Céleste	4A	2010-04-01
110238	Dion	Aline	4A	2010-04-01
110262	Dion	Jean	2A	2010-04-01
110271	Dion	Johanne	5A	2010-04-01
110364	Dionne	René	2B	2010-04-01
110382	Diotte	Louise	1A	2010-04-01
110393	Dixon	Josée	1A,2A	2010-04-01
110606	Doyon	Julien	4A	2010-04-01
110630	Doyon-Jacques	Francine	6	2010-04-01
110717	Drouin	Claude	2B	2010-04-01
110718	Drouin	Claudette	4C	2010-04-01
110729	Drouin	Gaston	6	2010-04-01
110731	Drouin	Hélène	6	2010-04-01
110745	Drouin	Louis	1A	2010-04-01
110855	Dubé	Nicole	1A	2010-04-01
110856	Dubé	Nicole	5A	2010-04-01
110859	Dubé	Normand	1A	2010-04-01
110902	Dubois	Dominique	1A	2010-04-01
110910	Dubois	Guy	2B	2010-04-01
110930	Dubois	Marthe	4A	2010-04-01
110931	Dubois	Maurice	4A	2010-04-01
110972	Dubuc	Jacynthe	6	2010-04-01
111032	Duchesne	Danielle	2A	2010-04-01
111047	Duchesne	Lisa	1A,D	2010-04-01
111079	Duclos	Gilles	4A	2010-04-01
111083	Duclos	Patrice	5A	2010-04-01
111190	Dufresne	Gilles	5B	2010-04-01
111191	Dufresne	Guy	4A	2010-04-01
111216	Dugas	Bernard	6	2010-04-01
111217	Dugas	Firmin	3A	2010-04-01
111237	Dugré	Jean	1A,6	2010-04-01
111275	Dulac	Sylvi	1A	2010-04-01



Certificat	Nom	Prénom	Disciplines	Date d'annulation
111278	Dulong	Rémi	1A,6	2010-04-01
111345	Dumont	Gilles	1A	2010-04-01
111358	Dumont	Pierrette	3A	2010-04-01
111391	Dunberry	Ghislaine	4A	2010-04-01
111430	Dupont	Claude	1A	2010-04-01
111482	Dupras	Serge	2A	2010-04-01
111521	Dupuis	Louis-Marie	6	2010-04-01
111536	Dupuis	Renaud	1A	2010-04-01
111548	Duquet	Robert	6	2010-04-01
111629	Dussault	Carol	1A	2010-04-01
111664	Dutil	Reynald	6	2010-04-01
111683	Duval	Huguette	3A	2010-04-01
111700	Duvivier	Jacques	1A,2B	2010-04-01
126636	Deschênes- Perreault	Jovette	1A	2010-04-01
135533	Désy	Jean-Benoît	5A	2010-04-01
135606	Drouin	Peter	1A	2010-04-01
136757	Dupuis	Dany	5A	2010-04-01
137610	Demers	Claude	5A	2010-04-01
138312	Di Re	Luisa	5A	2010-04-01
141650	Deveau	Normand	3A	2010-04-01
142170	Desjardins	Guillaume	1A	2010-04-01
142226	Doré	Jean-Guy	5A	2010-04-01
142736	Dubé	Philippe	5A	2010-04-01
144809	Desjardins	Sylvie	3B	2010-04-01
145785	De Carufel	Claude	4A	2010-04-01
145984	Del Papa	Maria	1A	2010-04-01
146338	Deraiche	Stéphane	1A	2010-04-01
146564	Décosse	Yves	5A	2010-04-01
147578	Devoy	Karine	3B	2010-04-01
149700	Deshaies	Élise	1A,2A	2010-04-01
150929	Derda	Anna	6	2010-04-01
151259	Demers	Nathalie	1A	2010-04-01
151375	Du Berger	Dominique	4B	2010-04-01
151780	Di Minni	Mélanie	3B	2010-04-01
152341	De Sousa	Marconi	1A	2010-04-01
152642	Dumont	Camil	1A	2010-04-01
152783	Dion	Geneviève	3B	2010-04-01
154321	Durant	Ghislaine	3B	2010-04-01
154530	De Moscovaki	Gilbert	1A	2010-04-01

<b>Certificat</b>	<b>Nom</b>	<b>Prénom</b>	<b>Disciplines</b>	<b>Date d'annulation</b>
155051	Dugas	Nathalie	1A	2010-04-01
155180	Desrochers	Vincent	3B	2010-04-01
155298	Dalpé	Liliane	1A	2010-04-01
155784	Daoust	Martin	1A	2010-04-01
155912	Durocher	Yvon	1A	2010-04-01
156045	Demers	Raymond	5C	2010-04-01
156614	Dooley	Michèle	4C	2010-04-01
157536	Desbiens	Richard	1A	2010-04-01
157994	De Grange	Catherine	4B	2010-04-01
158703	Dumais	Marie-Ève	4B	2010-04-01
159074	Daoust	Daniel	1A	2010-04-01
159186	Darveau	Paul	1B	2010-04-01
159297	Dion	Julie	4A	2010-04-01
161472	Deschênes	Chantal	1A	2010-04-01
161724	Desrosiers	Nancy	1A	2010-04-01
161946	Dumay	Jocelyn	1A	2010-04-01
162248	Darveau	Mélissa	3B	2010-04-01
162393	Desgroseillers	Monique	4B	2010-04-01
162883	Drolet	Johanne	4A	2010-04-01
163199	Dumouchel	Karine	4B	2010-04-01
163221	Dorcely	Harley	1A	2010-04-01
163248	Duguay	Marie-Pierre	1A	2010-04-01
163400	Delarosbil	Stéphan	1A	2010-04-01
163405	Duquette	Lina	4A	2010-04-01
163431	Demers	France	4B	2010-04-01
163442	Dubois	Claudie	4A	2010-04-01
163853	Di Salvo	Nancy	1A	2010-04-01
164702	Deroux	Anne-Sophie	4B	2010-04-01
165480	Durand	Francine	3B	2010-04-01
166136	Dionne	France	3B	2010-04-01
166442	Desjardins	Julie	1A	2010-04-01
168161	Desire	Yves Danny Alex	4B	2010-04-01
168283	Ducharme	Louise	1A	2010-04-01
168508	Desaulniers	Nancy	1A	2010-04-01
168835	Desroches	Louise	1A	2010-04-01
170060	Dok	Morith	1A	2010-04-01
170120	Dolan Perron	Nathalie	3B	2010-04-01
170621	Drouin	Annie	1A	2010-04-01
171123	Denault	Lucie	1A	2010-04-01

Certificat	Nom	Prénom	Disciplines	Date d'annulation
171296	Del Rosario	Léonardo	1A	2010-04-01
172013	Dubé	Sylvie	1A	2010-04-01
172331	Deroy	Carole	1B	2010-04-01
172514	Del Rosario	Pedro Antonio	1A	2010-04-01
172520	Dubé	Diane	1A	2010-04-01
173161	Dos Santos	Milvania	1A	2010-04-01
173215	David	Anne-Marie	6	2010-04-01
173687	Delcorde	Adele	1A	2010-04-01
173834	Dominguez Canon	Denis Ivan	1A	2010-04-01
174015	Diaconu	Ina Claudia	1A	2010-04-01
174129	Drolet	Nathalie	1A	2010-04-01
174294	Deslonchamps	Claude	4B	2010-04-01
174379	Dubé	Frédéric	1A	2010-04-01
174567	Delarosbil	Christian	1A	2010-04-01
175426	Dubé	Christian	1A	2010-04-01
175506	Dupont	Nicolas	3B	2010-04-01
176239	Dufort	Sébastien	4B	2010-04-01
176361	Delisle	Benoît	1A	2010-04-01
176758	Dania Galavis	Romulo Enrique	1B	2010-04-01
176987	Desquirez	Vincent	1A	2010-04-01
177197	Desgagné	Marie-Eve	1B	2010-04-01
177458	Deslauriers	Stéphane	1A	2010-04-01
177467	De Gagné	Sylvain	1A	2010-04-01
177641	Duval	Véronique	1A	2010-04-01
177844	De Blois	Diane	1A	2010-04-01
178308	Derival	Jimmy Lecès	1A	2010-04-01
178324	Desgranges	Yves	1A	2010-04-01
178464	Dessureault	Louise	3B	2010-04-01
178825	Dupont	Mylène	1A	2010-04-01
178889	Dunlavey	Alexia	1A	2010-04-01
178904	Desmarais	Gregory	1A	2010-04-01
178918	Dupuis	Julie	4B	2010-04-01
178954	Deschênes	Louis Georges	1A	2010-04-01
178977	Dumais	Eric	1A	2010-04-01
179037	Drolet	Annabelle	1A	2010-04-01
179063	Dufresne Gagnon	Elizabeth	1B	2010-04-01
179077	Devu	Gérald	1B	2010-04-01
179189	Daigle	Nathaniel	1A	2010-04-01
179308	Desnoyers	François	1A	2010-04-01

<b>Certificat</b>	<b>Nom</b>	<b>Prénom</b>	<b>Disciplines</b>	<b>Date d'annulation</b>
179496	Dansereau	Olivier	1A	2010-04-01
179725	Dulmaine	Yannic	1A	2010-04-01
179769	Dufour	Sébastien	1A	2010-04-01
179784	Daigle	Yolande	1A	2010-04-01
179801	Desharnais	Jasmin	1A	2010-04-01
180003	Dupuis	Stephen Matthew	1A	2010-04-01
180059	Domond	Ayala	1A	2010-04-01
180610	Darius	Rose-Lourdes	3B	2010-04-01
180693	Durand	Sandra	1B	2010-04-01
180805	Dionne	Mirka	5B	2010-04-01
180845	Duhamel	Geneviève	1B	2010-04-01
180900	Dumouchel	David	1B	2010-04-01
180951	De Lair	Marie-Michèle	4B	2010-04-01
181047	Daneault	Josée	5B	2010-04-01
181075	Dame	Patrick	1A	2010-04-01
181139	Deschênes	Hugues	1A	2010-04-01
181223	Daviau	Johanna	3B	2010-04-01
181302	Dang	Linh Hong	1A	2010-04-01
181583	Desroses	Cliford	1A	2010-04-01
181638	Duhamel	Christian	1A	2010-04-01
181737	Duncan	Ross	1A	2010-04-01
181753	Dion	Chantal	4B	2010-04-01
181765	Denis	Pierre	3B	2010-04-01
181766	Desrochers	Joane	3B	2010-04-01
181826	Deroy	Patrick	1B	2010-04-01
182097	Déodati	Carole	5B	2010-04-01
182107	Dib	Wajdi	1A	2010-04-01
182134	De Leon	Carlos	1A	2010-04-01
182314	Deslauriers	Michel	1A	2010-04-01
182355	Desrosiers	Maxime	1A	2010-04-01
182489	Danis	Carl	1A	2010-04-01
182574	Desroches	Nathalie	1B	2010-04-01
182621	Dallaire	Rachel	4B	2010-04-01
182682	Dufour	Andrée	1B	2010-04-01
182789	Doumbia	N'Tchidje	1A	2010-04-01
182829	Demers	Kévin	1B	2010-04-01
182887	Donato Durand	Karl	1B	2010-04-01
182978	Dionne	France	1B	2010-04-01
183031	Desjardins	Marie-Lou	1B	2010-04-01

Certificat	Nom	Prénom	Disciplines	Date d'annulation
183185	Drouin	Vincent	1A	2010-04-01
183265	Duchesneau	Dominic	1A	2010-04-01
183356	Dandurand	Robert Benoit	1B	2010-04-01
183478	Dostie	Christian	1A	2010-04-01
183625	Desroches	Sylvain	1A	2010-04-01
183721	Dumont	Marie-Soleil	1A	2010-04-01
184244	Demers	Julie	1B	2010-04-01
184317	Diallo	Alpha Ousmane	1A	2010-04-01
184401	Diallo	Serigne	1A	2010-04-01
184403	Drouin	Marc-André	1A	2010-04-01
184426	Dubosq	Charlotte Geral	1B	2010-04-01
184451	Del Cid-Pinto	Ricardo	1A	2010-04-01
184452	Deslandes	Marc	1A	2010-04-01
184479	Desjardins	Stéphanie	1A	2010-04-01

### Suspensions

Le tableau suivant contient le nom de représentants dont une ou plusieurs disciplines a/ont été suspendue(s) parce qu'ils n'ont pas respecté les exigences de formation continue.

Il est possible que leur situation soit déjà corrigée. Si vous souhaitez vérifier si un représentant dispose d'un droit de pratique, veuillez consulter le registre prévu à cette fin à l'adresse suivante :

<http://www.lautorite.qc.ca/clientele/consommateur/registre-entreprises-individus-autorises-exercer.fr.html>

ou veuillez contacter notre centre de renseignements à Québec au (418) 525-0337 ou à Montréal au (514) 525-0337 ou par notre ligne sans frais au 1-877-525-0337.

Pour l'identification des disciplines, veuillez vous référer à la légende publiée dans cette section aux pages précédentes.

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
100211	Louise	Legros-Allard	2010-PDIS-0076	Suspension	7	2010-03-31
100309	John	Anastasopoulos	2010-PDIS-1037	Suspension	7	2010-03-31
100360	Nanor	Antaby	2010-PDIS-1341	Suspension	7	2010-03-31
100392	Diane	Arbour	2010-PDIS-0077	Suspension	7	2010-03-31
100424	Diane	Archambault	2010-PDIS-0078	Suspension	7	2010-03-31
100448	Sylvie	Archambault	2010-PDIS-0080	Suspension	7	2010-03-31
100486	Huguette	Armand	2010-PDIS-0081	Suspension	7	2010-03-31
100521	Dalida	Arsenault	2010-PDIS-1643	Suspension	7	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
100616	François	Asselin	2010-PDIS-0082	Suspension	7	2010-03-31
100652	Claude	Atalla	2010-PDIS-0083	Suspension	7	2010-03-31
100879	Claude	Aussant	2010-PDIS-0084	Suspension	7	2010-03-31
100914	Jean	Ayotte	2010-PDIS-0085	Suspension	7	2010-03-31
100946	Sylvie	Babeux	2010-PDIS-1644	Suspension	7	2010-03-31
100956	Louise	Lemire Babin	2010-PDIS-0086	Suspension	7	2010-03-31
101065	Adelaide	Barba	2010-PDIS-0087	Suspension	7	2010-03-31
101142	Suzanne	Baril	2010-PDIS-0088	Suspension	7	2010-03-31
101190	Yves	Barrette	2010-PDIS-0089	Suspension	7	2010-03-31
101215	André	Barsalou	2010-PDIS-1645	Suspension	7	2010-03-31
101277	Jean-Gaston	Baudart	2010-PDIS-1988	Suspension	1A	2010-03-31
101374	Francine	Beauchemin	2010-PDIS-0090	Suspension	7	2010-03-31
101397	Francine	Beaudet	2010-PDIS-0091	Suspension	7	2010-03-31
101509	Chantal	Beaudry	2010-PDIS-0092	Suspension	7	2010-03-31
101654	Rino	Beaulieu	2010-PDIS-0093	Suspension	7	2010-03-31
101668	Yves	Beaulieu	2010-PDIS-1646	Suspension	7	2010-03-31
101829	Francine	Bédard	2010-PDIS-1647	Suspension	7	2010-03-31
101836	Ginette	Bédard	2010-PDIS-0094	Suspension	7	2010-03-31
101854	Lucie	Bédard	2010-PDIS-0095	Suspension	7	2010-03-31
101885	Louise	Bédard- Robillard	2010-PDIS-0096	Suspension	7	2010-03-31
101900	Denise	Bégin	2010-PDIS-0097	Suspension	7	2010-03-31
101927	Patrice	Bégin	2010-PDIS-0098	Suspension	7	2010-03-31
102007	Brigitte	Bélanger	2010-PDIS-1648	Suspension	7	2010-03-31
102021	Christian	Bélanger	2010-PDIS-0099	Suspension	7	2010-03-31
102037	Dany	Bélanger	2010-PDIS-1649	Suspension	7	2010-03-31
102056	Francine	Asselin	2010-PDIS-0100	Suspension	7	2010-03-31
102141	Pierre	Bélanger	2010-PDIS-1650	Suspension	7	2010-03-31
102160	Serge	Bélanger	2010-PDIS-0101	Suspension	7	2010-03-31
102198	Céline	Belhumeur	2010-PDIS-0102	Suspension	7	2010-03-31
102206	Jacinthe	Belisle	2010-PDIS-0103	Suspension	7	2010-03-31
102281	Francine	Bellavance- Plouffe	2010-PDIS-0104	Suspension	7	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
102426	Brigitte	Benizri	2010-PDIS-1343	Suspension	7	2010-03-31
102597	Marie-Paule	Bergeron	2010-PDIS-1651	Suspension	7	2010-03-31
102647	Sylvie	Bergeron	2010-PDIS-1652	Suspension	7	2010-03-31
102856	Pierre	Berry	2010-PDIS-0105	Suspension	7	2010-03-31
102899	Alexandre	Bertomeu	2010-PDIS-1653	Suspension	7	2010-03-31
102919	François	Bertrand	2010-PDIS-1654	Suspension	7	2010-03-31
102951	Richard	Bertrand	2010-PDIS-0106	Suspension	7	2010-03-31
103058	Suzanne	Bessette Perras	2010-PDIS-0107	Suspension	7	2010-03-31
103230	Monique	Binette	2010-PDIS-0108	Suspension	7	2010-03-31
103263	Denis	Bisson	2010-PDIS-1655	Suspension	7	2010-03-31
103315	Sylvie	Bissonnette	2010-PDIS-0109	Suspension	7	2010-03-31
103342	Réal	Blackburn	2010-PDIS-1656	Suspension	7	2010-03-31
103379	Dominic	Blais	2010-PDIS-0110	Suspension	7	2010-03-31
103421	Micheline	Blais	2010-PDIS-0111	Suspension	7	2010-03-31
103465	Luc	Blanchard	2010-PDIS-1657	Suspension	7	2010-03-31
103466	Marc-André	Blanchard	2010-PDIS-0112	Suspension	7	2010-03-31
103852	Louise	Boivin	2010-PDIS-1658	Suspension	7	2010-03-31
104044	Jean	Borgia	2010-PDIS-1659	Suspension	7	2010-03-31
104066	Guy	Bossé	2010-PDIS-0113	Suspension	7	2010-03-31
104258	Suzanne	Bouchard	2010-PDIS-0114	Suspension	7	2010-03-31
104277	Line	Bouchard	2010-PDIS-0115	Suspension	7	2010-03-31
104406	George Edmond	Boucher	2010-PDIS-1038	Suspension	7	2010-03-31
104606	Marc-André	Boulet	2010-PDIS-0116	Suspension	7	2010-03-31
104635	Carole	Bourassa	2010-PDIS-0117	Suspension	7	2010-03-31
104728	Jean	Bourgeois	2010-PDIS-0118	Suspension	7	2010-03-31
104764	Raymonde	Bourgoin	2010-PDIS-0119	Suspension	7	2010-03-31
104930	Robin	Bowyer	2010-PDIS-1660	Suspension	7	2010-03-31
104966	Gilles	Brabant	2010-PDIS-0120	Suspension	7	2010-03-31
104981	Denise	Bragdon	2010-PDIS-0121	Suspension	7	2010-03-31
105010	Louise	Brassard	2010-PDIS-0122	Suspension	7	2010-03-31
105086	Deric	Brenes	2010-PDIS-1039	Suspension	7	2010-03-31
105186	Louise	Brière	2010-PDIS-1661	Suspension	7	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
105311	Charles	Brophy	2010-PDIS-1344	Suspension	7	2010-03-31
105432	Ginette	Bruneau	2010-PDIS-0123	Suspension	7	2010-03-31
105491	Maryse	Brunet	2010-PDIS-0124	Suspension	7	2010-03-31
105536	Tony	Bufo	2010-PDIS-1345	Suspension	7	2010-03-31
105552	Guy	Bujold	2010-PDIS-0125	Suspension	7	2010-03-31
105566	Kristine	Bulota	2010-PDIS-0126	Suspension	7	2010-03-31
105568	Dominic	Bulté	2010-PDIS-0127	Suspension	7	2010-03-31
105698	Lynn Béatrice	Cain	2010-PDIS-1346	Suspension	7	2010-03-31
106045	Monique	Caron	2010-PDIS-0128	Suspension	7	2010-03-31
106158	Nicole	Carrier	2010-PDIS-1662	Suspension	7	2010-03-31
106218	Anne-Marie	Cartier	2010-PDIS-0129	Suspension	7	2010-03-31
106234	Cristina	Casati	2010-PDIS-0130	Suspension	7	2010-03-31
106243	Stéphane	Casgrain	2010-PDIS-1663	Suspension	7	2010-03-31
106309	Benoît	Cauchon	2010-PDIS-0131	Suspension	7	2010-03-31
106432	Pierre	Chabot	2010-PDIS-0132	Suspension	7	2010-03-31
106452	Gérard	Chagnon	2010-PDIS-0133	Suspension	7	2010-03-31
106844	Christian	Charron	2010-PDIS-0134	Suspension	7	2010-03-31
106871	Lucienne	Charron-Bérubé	2010-PDIS-0135	Suspension	7	2010-03-31
106981	Paul	Chauvette	2010-PDIS-0136	Suspension	7	2010-03-31
107026	Tammy Lee	Chénier	2010-PDIS-1347	Suspension	7	2010-03-31
107116	Winston	Chin	2010-PDIS-1348	Suspension	7	2010-03-31
107211	André	Chrétien	2010-PDIS-0137	Suspension	7	2010-03-31
107336	Manon	Clément	2010-PDIS-1664	Suspension	7	2010-03-31
107419	Berthier	Cloutier	2010-PDIS-0138	Suspension	7	2010-03-31
107595	Gina	Colombini	2010-PDIS-0139	Suspension	7	2010-03-31
107608	Lucie	Comeau	2010-PDIS-0140	Suspension	7	2010-03-31
107625	Natasha	Comtois	2010-PDIS-0141	Suspension	7	2010-03-31
107694	Josée	Corbeil	2010-PDIS-0142	Suspension	7	2010-03-31
107757	Suzanne	Cormier	2010-PDIS-0143	Suspension	7	2010-03-31
107848	André	Côté	2010-PDIS-0144	Suspension	7	2010-03-31
108035	Michel	Côté	2010-PDIS-1665	Suspension	7	2010-03-31
108048	Nathalie	Côté	2010-PDIS-0145	Suspension	7	2010-03-31



Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
108077	Régis	Côté	2010-PDIS-0146	Suspension	7	2010-03-31
108120	Denise	Boulé	2010-PDIS-0147	Suspension	7	2010-03-31
108196	Yolande	Coulombe	2010-PDIS-0148	Suspension	7	2010-03-31
108241	Lynda	Cournoyer	2010-PDIS-1666	Suspension	7	2010-03-31
108282	Gaston	Cousineau	2010-PDIS-0149	Suspension	7	2010-03-31
108300	Dominique	Coutu	2010-PDIS-0150	Suspension	7	2010-03-31
108344	Guy	Couture	2010-PDIS-1667	Suspension	7	2010-03-31
108369	Louis	Couture	2010-PDIS-0151	Suspension	7	2010-03-31
108371	Luc	Couture	2010-PDIS-0152	Suspension	7	2010-03-31
108383	Maxime	Couture	2010-PDIS-1668	Suspension	7	2010-03-31
108390	Monic	Couture	2010-PDIS-0153	Suspension	7	2010-03-31
108496	Catherine	Crilis	2010-PDIS-1040	Suspension	7	2010-03-31
108537	Jean-Denis	Croteau	2010-PDIS-1669	Suspension	7	2010-03-31
108614	Diane	Cyr	2010-PDIS-0154	Suspension	7	2010-03-31
108980	Jocelyne	D'Astous	2010-PDIS-0155	Suspension	7	2010-03-31
109008	Diane	David	2010-PDIS-0156	Suspension	7	2010-03-31
109090	Guy	De Denus	2010-PDIS-0157	Suspension	7	2010-03-31
109107	Manuela	De Guzman	2010-PDIS-1041	Suspension	7	2010-03-31
109273	Jean	Delisle	2010-PDIS-0158	Suspension	7	2010-03-31
109294	Carmen Natalie	Kuczewski	2010-PDIS-2132	Suspension	1A, 2A, 7	2010-03-31
109423	Micheline	Tardif	2010-PDIS-1670	Suspension	7	2010-03-31
109461	Yves	Denommé	2010-PDIS-0159	Suspension	7	2010-03-31
109511	Josée	Déry	2010-PDIS-1671	Suspension	7	2010-03-31
109554	Yanick	Desautels	2010-PDIS-0160	Suspension	7	2010-03-31
109600	Carole	Deschamps	2010-PDIS-0161	Suspension	7	2010-03-31
109641	Jocelyn	Deschênes	2010-PDIS-0162	Suspension	7	2010-03-31
109715	Lucie	Desgagné	2010-PDIS-0163	Suspension	7	2010-03-31
109760	Ann	Desjardins	2010-PDIS-1672	Suspension	7	2010-03-31
109787	Ghislaine	Desjardins	2010-PDIS-0164	Suspension	7	2010-03-31
109847	Nicole	Deslandes	2010-PDIS-0165	Suspension	7	2010-03-31
110002	Denis	Desroches	2010-PDIS-0166	Suspension	7	2010-03-31
110101	Louise	Dextraze	2010-PDIS-0167	Suspension	7	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
110600	Ginette	Doyon	2010-PDIS-1673	Suspension	7	2010-03-31
110671	Pierre	Drapeau	2010-PDIS-0168	Suspension	7	2010-03-31
110692	Johanne	Drolet	2010-PDIS-0169	Suspension	7	2010-03-31
110723	Danielle	Drouin	2010-PDIS-1674	Suspension	7	2010-03-31
110745	Louis	Drouin	2010-PDIS-0170	Suspension	7	2010-03-31
110970	Guytaine	Dubuc	2010-PDIS-0171	Suspension	7	2010-03-31
111045	Linda	Duchesne	2010-PDIS-0172	Suspension	7	2010-03-31
111052	Sylvain	Duchesne	2010-PDIS-0173	Suspension	7	2010-03-31
111066	Suzanne	Duchesneau	2010-PDIS-1675	Suspension	7	2010-03-31
111216	Bernard	Dugas	2010-PDIS-0174	Suspension	7	2010-03-31
111248	Jean Eudes	Duguay	2010-PDIS-0175	Suspension	7	2010-03-31
111321	Marguerite	Carbonneau	2010-PDIS-0176	Suspension	7	2010-03-31
111430	Claude	Dupont	2010-PDIS-0177	Suspension	7	2010-03-31
111629	Carol	Dussault	2010-PDIS-0178	Suspension	7	2010-03-31
111660	Jocelyne	Forest-Dutemple	2010-PDIS-0179	Suspension	7	2010-03-31
111764	Bernadette	Ellis	2010-PDIS-1042	Suspension	7	2010-03-31
111782	Aldéo	Émond	2010-PDIS-0180	Suspension	7	2010-03-31
111800	Martine	Émond	2010-PDIS-1676	Suspension	7	2010-03-31
111841	Jean-Pierre	Éthier	2010-PDIS-0181	Suspension	7	2010-03-31
112011	Lucie	Faucher	2010-PDIS-0182	Suspension	7	2010-03-31
112086	Jocelyne	Ferguson	2010-PDIS-0183	Suspension	7	2010-03-31
112091	Cécile	Ferland	2010-PDIS-0184	Suspension	7	2010-03-31
112098	Georges	Ferland	2010-PDIS-1677	Suspension	7	2010-03-31
112277	Paul	Fiset	2010-PDIS-0185	Suspension	7	2010-03-31
112291	Wendi Lynne	Fisher	2010-PDIS-1043	Suspension	7	2010-03-31
112380	Daniel	Fontaine	2010-PDIS-0186	Suspension	7	2010-03-31
112466	Ginette	Forget	2010-PDIS-0187	Suspension	7	2010-03-31
112547	Marcel	Fortier	2010-PDIS-0188	Suspension	7	2010-03-31
112594	Claire	Fortin	2010-PDIS-0189	Suspension	7	2010-03-31
112731	Suzanne	Fortin	2010-PDIS-0190	Suspension	7	2010-03-31
112849	Nathalie	Fournier	2010-PDIS-0191	Suspension	7	2010-03-31
112971	Monique	Roy-Fréchette	2010-PDIS-0192	Suspension	7	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
113013	Lyne	Frenette	2010-PDIS-0193	Suspension	7	2010-03-31
113206	Mona	Gagné	2010-PDIS-0194	Suspension	7	2010-03-31
113382	Huguette	Gagnon	2010-PDIS-1678	Suspension	7	2010-03-31
113579	Sylvie	Gagnon	2010-PDIS-0195	Suspension	7	2010-03-31
113643	Alain	Gallichan	2010-PDIS-0196	Suspension	7	2010-03-31
113790	Isabelle	Gascon	2010-PDIS-1981	Suspension	7	2010-03-31
113961	Christiane	Maltais	2010-PDIS-0197	Suspension	7	2010-03-31
113963	Claire	Desautels-Gauthier	2010-PDIS-0198	Suspension	7	2010-03-31
113999	Gérald	Gauthier	2010-PDIS-0199	Suspension	7	2010-03-31
114116	Suzanne	Gauthier	2010-PDIS-0200	Suspension	7	2010-03-31
114190	Jocelyne	Gélinas	2010-PDIS-0201	Suspension	7	2010-03-31
114245	France	Gendron	2010-PDIS-1679	Suspension	7	2010-03-31
114435	Sean Michael	Gibson	2010-PDIS-1349	Suspension	7	2010-03-31
114545	Marc	Gilbert	2010-PDIS-0202	Suspension	7	2010-03-31
114670	France	Girard	2010-PDIS-0203	Suspension	7	2010-03-31
114713	Louise	Girard	2010-PDIS-0204	Suspension	7	2010-03-31
114728	Michèle	Girard	2010-PDIS-0205	Suspension	7	2010-03-31
114753	Mireille	Girard - Benay	2010-PDIS-0206	Suspension	7	2010-03-31
114768	Diane	Girouard	2010-PDIS-0207	Suspension	7	2010-03-31
115021	France	Gosselin	2010-PDIS-0208	Suspension	7	2010-03-31
115032	Jacques	Gosselin	2010-PDIS-0209	Suspension	7	2010-03-31
115296	Diane	Gravel	2010-PDIS-0210	Suspension	7	2010-03-31
115320	Louise	Gravel	2010-PDIS-0211	Suspension	7	2010-03-31
115392	France	Grégoire	2010-PDIS-0212	Suspension	7	2010-03-31
115395	Ginette	Grégoire	2010-PDIS-0213	Suspension	7	2010-03-31
115420	Paul	Grégoire	2010-PDIS-0214	Suspension	7	2010-03-31
115459	Joelle	Picard	2010-PDIS-0215	Suspension	7	2010-03-31
115468	Marco	Grenier	2010-PDIS-1680	Suspension	7	2010-03-31
115507	Lucie	Grenon	2010-PDIS-0216	Suspension	7	2010-03-31
115627	Éric	Guay	2010-PDIS-0217	Suspension	7	2010-03-31
115718	Delia	Guerrera	2010-PDIS-1044	Suspension	7	2010-03-31
116062	Nicole	Hamel	2010-PDIS-0218	Suspension	7	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
116120	Suzanne	Hanna	2010-PDIS-1547	Suspension	1A	2010-03-31
116140	Martin	Hardy	2010-PDIS-2111	Suspension	1A	2010-03-31
116157	Andrea Lynne	Harris	2010-PDIS-1045	Suspension	7	2010-03-31
116212	Robert	Harvey	2010-PDIS-1989	Suspension	1A	2010-03-31
116222	Jacques	Hauben	2010-PDIS-1681	Suspension	7	2010-03-31
116266	Émile	Hébert	2010-PDIS-0219	Suspension	7	2010-03-31
116299	Michel	Hébert	2010-PDIS-0220	Suspension	7	2010-03-31
116352	Jean-Pierre	Henri	2010-PDIS-2206	Suspension	2B	2010-03-31
116404	Claude	Hétu	2010-PDIS-1990	Suspension	1A	2010-03-31
116410	Pierre	Hétu	2010-PDIS-2130	Suspension	1A, 2A	2010-03-31
116423	Thérèse	Hickey	2010-PDIS-1046	Suspension	7	2010-03-31
116451	Eddie Sz Ming	Ho	2010-PDIS-1047	Suspension	7	2010-03-31
116451	Eddie Sz Ming	Ho	2010-PDIS-1548	Suspension	1A	2010-03-31
116476	Michèle Éva	Holland	2010-PDIS-1549	Suspension	1A	2010-03-31
116505	Anna	Hospod	2010-PDIS-1550	Suspension	1A	2010-03-31
116646	Gaston	Hubert	2010-PDIS-0221	Suspension	7	2010-03-31
116659	Esther	Hudon	2010-PDIS-0222	Suspension	7	2010-03-31
116677	Richard	Hudon	2010-PDIS-2179	Suspension	2A	2010-03-31
116698	Danna	Hulmann	2010-PDIS-0223	Suspension	7	2010-03-31
116747	Natalie Lynn	Gill	2010-PDIS-1048	Suspension	7	2010-03-31
116754	Guyline	Hupée	2010-PDIS-1682	Suspension	7	2010-03-31
116816	Manon	Imbeault	2010-PDIS-2120	Suspension	1A, 2A	2010-03-31
116851	Michelle	Isabelle	2010-PDIS-0224	Suspension	7	2010-03-31
116903	Francis Paul	Jacques	2010-PDIS-0225	Suspension	7	2010-03-31
116923	Michel	Jacques	2010-PDIS-2138	Suspension	1A, 2B	2010-03-31
116941	Luce	Jacques	2010-PDIS-0226	Suspension	7	2010-03-31
116991	Alain	Jasmin	2010-PDIS-1991	Suspension	1A	2010-03-31
117050	Léopold	Jean-Baptiste	2010-PDIS-0971	Suspension	9	2010-03-31
117095	Paul	Jetté	2010-PDIS-1992	Suspension	1A	2010-03-31
117172	Urbain	Johnson	2010-PDIS-1993	Suspension	1A	2010-03-31
117194	Louis	Jolicoeur	2010-PDIS-2180	Suspension	2A	2010-03-31
117241	Brigitte	Jomphe Cormier	2010-PDIS-1683	Suspension	7	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
117294	Johanne	Jourdain	2010-PDIS-0227	Suspension	7	2010-03-31
117303	Lucy	Joyal	2010-PDIS-0228	Suspension	7	2010-03-31
117367	Jacques	Jutras	2010-PDIS-0229	Suspension	7	2010-03-31
117426	Myron	Karls	2010-PDIS-1317	Suspension	9	2010-03-31
117470	Nancy Louise	Kelly	2010-PDIS-1049	Suspension	7	2010-03-31
117479	Sandra	Kendall	2010-PDIS-0230	Suspension	7	2010-03-31
117531	Serge	Kingsbury	2010-PDIS-0231	Suspension	7	2010-03-31
117570	Joseph	Kocisko	2010-PDIS-1551	Suspension	1A	2010-03-31
117592	Stella	Korovilas	2010-PDIS-1994	Suspension	1A	2010-03-31
117690	Claude	Labbé	2010-PDIS-2216	Suspension	6, 7	2010-03-31
117777	Marc	Laberge	2010-PDIS-2145	Suspension	1A, 7	2010-03-31
117799	François Carl	Labonté	2010-PDIS-2121	Suspension	1A, 2A	2010-03-31
117819	Serge	Labonté	2010-PDIS-1995	Suspension	1A	2010-03-31
117835	Denis	Labrecque	2010-PDIS-1996	Suspension	1A	2010-03-31
117917	Roger	Lacasse	2010-PDIS-0232	Suspension	7	2010-03-31
117944	Bertin	Lachance	2010-PDIS-2142	Suspension	1A, 6	2010-03-31
118090	Pierre	Lacombe	2010-PDIS-2181	Suspension	2A	2010-03-31
118268	Pierre	Lafleur	2010-PDIS-2182	Suspension	2A	2010-03-31
118273	Daniel	Lafond	2010-PDIS-2122	Suspension	1A, 2A	2010-03-31
118277	Gilles	Lafond	2010-PDIS-0233	Suspension	7	2010-03-31
118315	Patrick	Laforce	2010-PDIS-1684	Suspension	7	2010-03-31
118342	Julie-Edith	Lafortune	2010-PDIS-1997	Suspension	1A	2010-03-31
118391	Esther	Lafrenière	2010-PDIS-0234	Suspension	7	2010-03-31
118430	Jean-Louis	Laganière	2010-PDIS-2123	Suspension	1A, 2A	2010-03-31
118463	Richard	Lagueux	2010-PDIS-2146	Suspension	1A, 7	2010-03-31
118464	Robert	Lagueux	2010-PDIS-1998	Suspension	1A	2010-03-31
118493	Jean-Déral	Lajeunesse	2010-PDIS-2147	Suspension	1A, 7	2010-03-31
118548	Serge	Lalande	2010-PDIS-2112	Suspension	1A	2010-03-31
118555	André	Laliberté	2010-PDIS-2183	Suspension	2A	2010-03-31
118586	Pierre	Laliberté	2010-PDIS-2184	Suspension	2A	2010-03-31
118590	Roger	Laliberté	2010-PDIS-0235	Suspension	7	2010-03-31
118704	Serge	Lamarre	2010-PDIS-1685	Suspension	7	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
118725	François	Lambert	2010-PDIS-1604	Suspension	6	2010-03-31
118787	Aline	Lamontagne	2010-PDIS-0236	Suspension	7	2010-03-31
118870	Guy	Lampron	2010-PDIS-2185	Suspension	2A	2010-03-31
118898	Gilles	Lanctôt	2010-PDIS-1686	Suspension	7	2010-03-31
118901	Nathalie	Lanctôt	2010-PDIS-0237	Suspension	7	2010-03-31
118932	Claudette	Landry	2010-PDIS-1687	Suspension	7	2010-03-31
118967	Lyse	Landry	2010-PDIS-0238	Suspension	7	2010-03-31
119094	Danielle	Langlois	2010-PDIS-1605	Suspension	6	2010-03-31
119102	Geneva	Langlois	2010-PDIS-1688	Suspension	7	2010-03-31
119141	Sylvie	Langlois	2010-PDIS-0239	Suspension	7	2010-03-31
119185	Isabelle	Lanthier	2010-PDIS-1689	Suspension	7	2010-03-31
119195	Gao-Fang	Lao	2010-PDIS-0240	Suspension	7	2010-03-31
119195	Gao-Fang	Lao	2010-PDIS-1999	Suspension	1A	2010-03-31
119209	Lise	Laperle	2010-PDIS-1690	Suspension	7	2010-03-31
119253	Sylvie	Lapierre	2010-PDIS-0241	Suspension	7	2010-03-31
119301	Alain	Lapointe	2010-PDIS-2186	Suspension	2A	2010-03-31
119343	Hélène	Lapointe	2010-PDIS-0242	Suspension	7	2010-03-31
119386	Philippe	Lapointe	2010-PDIS-1691	Suspension	7	2010-03-31
119393	Raymond	Lapointe	2010-PDIS-2148	Suspension	1A, 7	2010-03-31
119402	Stéphane	Lapointe	2010-PDIS-2149	Suspension	1A, 7	2010-03-31
119459	Fabrice	Laques	2010-PDIS-1692	Suspension	7	2010-03-31
119467	Richard	Laramée	2010-PDIS-2187	Suspension	2A	2010-03-31
119626	Michel	Larocque	2010-PDIS-0243	Suspension	7	2010-03-31
119707	Gabriel	Larrivée	2010-PDIS-2188	Suspension	2A	2010-03-31
119800	Larry	Laurendeau	2010-PDIS-1552	Suspension	1A	2010-03-31
119811	Paul	Laurier	2010-PDIS-2217	Suspension	6, 7	2010-03-31
119822	Francine	Laurin	2010-PDIS-0244	Suspension	7	2010-03-31
119865	Clément	Lauzon	2010-PDIS-1693	Suspension	7	2010-03-31
119866	Élisabeth	Lauzon	2010-PDIS-0245	Suspension	7	2010-03-31
120053	Denis	Lavoie	2010-PDIS-2207	Suspension	2B	2010-03-31
120114	Julie	Lavoie	2010-PDIS-0246	Suspension	7	2010-03-31
120135	Marie	Lavoie	2010-PDIS-0247	Suspension	7	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
120137	Mario	Lavoie	2010-PDIS-0248	Suspension	7	2010-03-31
120137	Mario	Lavoie	2010-PDIS-2124	Suspension	1A, 2A	2010-03-31
120220	Gilles	Le Blanc	2010-PDIS-1606	Suspension	6	2010-03-31
120248	Jacques	Le Sieur	2010-PDIS-0968	Suspension	7, 9	2010-03-31
120248	Jacques	Le Sieur	2010-PDIS-2001	Suspension	1A	2010-03-31
120297	Sandra	Lebel	2010-PDIS-1607	Suspension	6	2010-03-31
120303	Daniel	Lebeuf	2010-PDIS-0249	Suspension	7	2010-03-31
120337	Dominique	Leblanc	2010-PDIS-0250	Suspension	7	2010-03-31
120362	Jocelyne	Leblanc	2010-PDIS-1694	Suspension	7	2010-03-31
120402	Pierre	Leblanc	2010-PDIS-1695	Suspension	7	2010-03-31
120441	Monique	Leblond	2010-PDIS-1696	Suspension	7	2010-03-31
120442	Lilianne	Leblond-Noël	2010-PDIS-1697	Suspension	7	2010-03-31
120487	Ginette	Fontaine-Leclair	2010-PDIS-0251	Suspension	7	2010-03-31
120506	Dan-Rock	Leclerc	2010-PDIS-1608	Suspension	6	2010-03-31
120507	Denis	Leclerc	2010-PDIS-0252	Suspension	7	2010-03-31
120543	Luc	Leclerc	2010-PDIS-1698	Suspension	7	2010-03-31
120630	Étienne	L'Écuyer	2010-PDIS-1609	Suspension	6	2010-03-31
120708	Serge	Leduc	2010-PDIS-2150	Suspension	1A, 7	2010-03-31
120729	Trevor	Lee	2010-PDIS-0253	Suspension	7	2010-03-31
120753	Danielle	Lefebvre	2010-PDIS-1699	Suspension	7	2010-03-31
120773	Guy	Lefebvre	2010-PDIS-0254	Suspension	7	2010-03-31
120810	Monique	Lefebvre	2010-PDIS-1610	Suspension	6	2010-03-31
120855	Diane	Rocheleau	2010-PDIS-0255	Suspension	7	2010-03-31
120939	Philippe	Legault	2010-PDIS-2002	Suspension	1A	2010-03-31
120944	Serge	Legault	2010-PDIS-2113	Suspension	1A	2010-03-31
121016	Jean-Marc	Lelièvre	2010-PDIS-2133	Suspension	1A, 2A, 7	2010-03-31
121018	Johanne	Lelièvre	2010-PDIS-1050	Suspension	7	2010-03-31
121109	Richard	Lemelin	2010-PDIS-0256	Suspension	7	2010-03-31
121189	Robert	Lemieux	2010-PDIS-0257	Suspension	7	2010-03-31
121190	Robert	Lemieux	2010-PDIS-2134	Suspension	1A, 2A, 7	2010-03-31
121191	Robert	Lemieux	2010-PDIS-2189	Suspension	2A	2010-03-31
121206	France	Lemieux-	2010-PDIS-0258	Suspension	7	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
		Pageau				
121221	Diane	Lemire	2010-PDIS-2003	Suspension	1A	2010-03-31
121236	Lise	Lemire	2010-PDIS-0259	Suspension	7	2010-03-31
121250	Dena	Lemmo	2010-PDIS-1051	Suspension	7	2010-03-31
121255	Léon	Lemoine	2010-PDIS-1611	Suspension	6	2010-03-31
121279	Jean	Leonard	2010-PDIS-2190	Suspension	2A	2010-03-31
121301	Georges	Lepage	2010-PDIS-0260	Suspension	7	2010-03-31
121327	Pier	Lepage	2010-PDIS-2135	Suspension	1A, 2A, 7	2010-03-31
121340	Claude	Lépine	2010-PDIS-1700	Suspension	7	2010-03-31
121343	Dominique	Lépine	2010-PDIS-1612	Suspension	6	2010-03-31
121347	Jacques	Lépine	2010-PDIS-0261	Suspension	7	2010-03-31
121414	Roger	Lespérance	2010-PDIS-0262	Suspension	7	2010-03-31
121443	Francine	Lessard	2010-PDIS-2004	Suspension	1A	2010-03-31
121453	Grégoire	Lessard	2010-PDIS-2191	Suspension	2A	2010-03-31
121504	Réjean	Lessard	2010-PDIS-0263	Suspension	7	2010-03-31
121506	Robert	Lessard	2010-PDIS-1350	Suspension	7	2010-03-31
121589	Jean-Pierre	Levac	2010-PDIS-2163	Suspension	1B	2010-03-31
121598	Dinh	Le Van	2010-PDIS-0264	Suspension	7	2010-03-31
121637	Pierre	Léveillé	2010-PDIS-0972	Suspension	9	2010-03-31
121734	Lise	Lévesque	2010-PDIS-0265	Suspension	7	2010-03-31
121768	Patrice	Lévesque	2010-PDIS-2164	Suspension	1B	2010-03-31
121877	Angela	Lihnakis	2010-PDIS-1052	Suspension	7	2010-03-31
121917	Pamela	Litwin	2010-PDIS-1318	Suspension	9	2010-03-31
122077	Joseph Delsoin	Louis	2010-PDIS-2005	Suspension	1A	2010-03-31
122147	Jacques	Lussier	2010-PDIS-1613	Suspension	6	2010-03-31
122191	Linda	Lyonnais	2010-PDIS-0266	Suspension	7	2010-03-31
122194	Yolande	Brousseau	2010-PDIS-0267	Suspension	7	2010-03-31
122222	Alan Scott	Mac Nab	2010-PDIS-1599	Suspension	2B	2010-03-31
122283	Jean-Pierre	Magnan	2010-PDIS-1614	Suspension	6	2010-03-31
122409	Pierre	Mainguy	2010-PDIS-1615	Suspension	6	2010-03-31
122549	Lise	Maltais	2010-PDIS-0268	Suspension	7	2010-03-31
122594	Élizabeth	Manoukian	2010-PDIS-0269	Suspension	7	2010-03-31
122784	Marie-Christine	Marcoux	2010-PDIS-0270	Suspension	7	2010-03-31



Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
122798	Yolande	Simard-Marcoux	2010-PDIS-0271	Suspension	7	2010-03-31
122799	Yvan	Marcoux	2010-PDIS-1616	Suspension	6	2010-03-31
122807	Marcel	Marenger	2010-PDIS-2006	Suspension	1A	2010-03-31
122892	Jean-Claude	Marquis	2010-PDIS-2192	Suspension	2A	2010-03-31
122945	Clermont	Martel	2010-PDIS-2007	Suspension	1A	2010-03-31
123031	Daniel	Martin	2010-PDIS-0272	Suspension	7	2010-03-31
123075	Nathalie Anne	Martin	2010-PDIS-1701	Suspension	7	2010-03-31
123086	Sylvie	Martin	2010-PDIS-1617	Suspension	6	2010-03-31
123177	Bertrand	Massé	2010-PDIS-2151	Suspension	1A, 7	2010-03-31
123317	Nancy	Matte	2010-PDIS-2208	Suspension	2B	2010-03-31
123331	Edward	Matti	2010-PDIS-1586	Suspension	1A, 7	2010-03-31
123528	Fred	Medici	2010-PDIS-1053	Suspension	7	2010-03-31
123585	Claude	Ménard	2010-PDIS-1618	Suspension	6	2010-03-31
123597	Guy	Ménard	2010-PDIS-1702	Suspension	7	2010-03-31
123662	Céline	Mercier	2010-PDIS-0273	Suspension	7	2010-03-31
123666	Claudette	Mercier	2010-PDIS-0274	Suspension	7	2010-03-31
123698	Lynn	Mercier	2010-PDIS-0275	Suspension	7	2010-03-31
123720	Richard	Mercier	2010-PDIS-1619	Suspension	6	2010-03-31
123739	John	Meredith	2010-PDIS-1553	Suspension	1A	2010-03-31
123757	Claude	Messier	2010-PDIS-0276	Suspension	7	2010-03-31
123828	André	Michaud	2010-PDIS-2139	Suspension	1A, 2B	2010-03-31
123878	Suzanne	Michaud	2010-PDIS-0277	Suspension	7	2010-03-31
123896	Nick	Mignacca	2010-PDIS-1054	Suspension	7	2010-03-31
124054	Elsie	Moffatt	2010-PDIS-1703	Suspension	7	2010-03-31
124077	Nancy	Moisan	2010-PDIS-0278	Suspension	7	2010-03-31
124229	Pina	Montuoro	2010-PDIS-1055	Suspension	7	2010-03-31
124247	Dora	Goldenone	2010-PDIS-1056	Suspension	7	2010-03-31
124291	Henri	Moreau	2010-PDIS-2008	Suspension	1A	2010-03-31
124386	Christine	Morin	2010-PDIS-1704	Suspension	7	2010-03-31
124421	Gaston	Morin	2010-PDIS-2009	Suspension	1A	2010-03-31
124485	Nancy	Morin	2010-PDIS-2152	Suspension	1A, 7	2010-03-31
124590	Sylvain	Morissette	2010-PDIS-2010	Suspension	1A	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
124661	Bernard	Mousseau	2010-PDIS-0279	Suspension	7	2010-03-31
124708	Donald	Murphy	2010-PDIS-2011	Suspension	1A	2010-03-31
124823	Michel	Nadeau	2010-PDIS-2012	Suspension	1A	2010-03-31
124938	Serge	Nault	2010-PDIS-0280	Suspension	7	2010-03-31
124985	Anu	Nerska	2010-PDIS-1057	Suspension	7	2010-03-31
125150	Lyne	Gauthier-Noreau	2010-PDIS-0281	Suspension	7	2010-03-31
125227	John David	Ogden	2010-PDIS-1585	Suspension	1A, 2A, 7	2010-03-31
125250	Gilles	Olivier	2010-PDIS-0282	Suspension	7	2010-03-31
125250	Gilles	Olivier	2010-PDIS-2125	Suspension	1A, 2A	2010-03-31
125324	Gaétan	Ouellet	2010-PDIS-0283	Suspension	7	2010-03-31
125327	Gérald	Ouellet	2010-PDIS-0284	Suspension	7	2010-03-31
125352	Linda	Ouellet	2010-PDIS-0285	Suspension	7	2010-03-31
125448	Pierre	Ouellette	2010-PDIS-2209	Suspension	2B	2010-03-31
125535	Marielle	Pageau	2010-PDIS-0286	Suspension	7	2010-03-31
125548	Louise	Paiement	2010-PDIS-0287	Suspension	7	2010-03-31
125586	Aurelio	Palermo	2010-PDIS-1594	Suspension	2A	2010-03-31
125596	Giacomo	Palucci	2010-PDIS-1351	Suspension	7	2010-03-31
125597	Laura Evangéline	Scarangella	2010-PDIS-1352	Suspension	7	2010-03-31
125613	François	Panneton	2010-PDIS-2013	Suspension	1A	2010-03-31
125627	Maria	Papadomanolakis	2010-PDIS-1706	Suspension	7	2010-03-31
125853	Denise	Paradis	2010-PDIS-0288	Suspension	7	2010-03-31
125903	Robert	Paradis	2010-PDIS-2114	Suspension	1A	2010-03-31
125969	Sylvie	Paré	2010-PDIS-0289	Suspension	7	2010-03-31
126062	Julie	Parenteau	2010-PDIS-1707	Suspension	7	2010-03-31
126134	Jagrutiben	Patel	2010-PDIS-1058	Suspension	7	2010-03-31
126139	Alain	Patenaude	2010-PDIS-0290	Suspension	7	2010-03-31
126288	Gérard	Pelchat	2010-PDIS-2014	Suspension	1A	2010-03-31
126384	Guy	Pelletier	2010-PDIS-0291	Suspension	7	2010-03-31
126405	Johanne	Pelletier	2010-PDIS-0292	Suspension	7	2010-03-31
126505	Diane	Péloquin	2010-PDIS-0293	Suspension	7	2010-03-31
126515	Salvatore	Pennacchio	2010-PDIS-1582	Suspension	1A, 2A	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
126616	Claudine	Lapalme	2010-PDIS-1708	Suspension	7	2010-03-31
126647	Marthe	Perreault	2010-PDIS-0294	Suspension	7	2010-03-31
126657	Réjean	Perreault	2010-PDIS-2015	Suspension	1A	2010-03-31
126663	Robert	Perreault	2010-PDIS-2210	Suspension	2B	2010-03-31
126703	Denise	Perron	2010-PDIS-0295	Suspension	7	2010-03-31
126711	Gilles	Perron	2010-PDIS-2016	Suspension	1A	2010-03-31
126727	Line	Perron	2010-PDIS-0296	Suspension	7	2010-03-31
126826	Gracia	Petroni	2010-PDIS-2165	Suspension	1B	2010-03-31
126883	Michelet	Philosca	2010-PDIS-2017	Suspension	1A	2010-03-31
126905	Ginette	Picard	2010-PDIS-1709	Suspension	7	2010-03-31
126910	Lucie	Picard	2010-PDIS-2193	Suspension	2A	2010-03-31
126997	Sarah Lucie	Pierre-Louis	2010-PDIS-0297	Suspension	7	2010-03-31
127171	John	Pittaro	2010-PDIS-1587	Suspension	1A, 7	2010-03-31
127298	Nathalie	Plouffe	2010-PDIS-0298	Suspension	7	2010-03-31
127363	Claude	Poirier	2010-PDIS-0299	Suspension	7	2010-03-31
127370	Denise	Poirier	2010-PDIS-1059	Suspension	7	2010-03-31
127382	Hugue	Poirier	2010-PDIS-2203	Suspension	2A	2010-03-31
127428	Serge	Poirier	2010-PDIS-0300	Suspension	7	2010-03-31
127428	Serge	Poirier	2010-PDIS-2211	Suspension	2B	2010-03-31
127476	Jean	Poitras	2010-PDIS-2018	Suspension	1A	2010-03-31
127478	Josée	Poitras	2010-PDIS-0301	Suspension	7	2010-03-31
127593	Michel	Potvin	2010-PDIS-0302	Suspension	7	2010-03-31
127596	Pierre	Potvin	2010-PDIS-2136	Suspension	1A, 2A, 7	2010-03-31
127703	Stanley	Poulin	2010-PDIS-1620	Suspension	6	2010-03-31
127771	Janice-Margaret	Powers	2010-PDIS-1060	Suspension	7	2010-03-31
127856	Richard	Prévost	2010-PDIS-2194	Suspension	2A	2010-03-31
127880	Yves	Primeau	2010-PDIS-2131	Suspension	1A, 2A	2010-03-31
127903	Murielle	Pronovost	2010-PDIS-1710	Suspension	7	2010-03-31
127952	Laurette	Proulx	2010-PDIS-0303	Suspension	7	2010-03-31
127959	Marie-Claude	Proulx	2010-PDIS-1711	Suspension	7	2010-03-31
128020	Alain	Provost	2010-PDIS-2153	Suspension	1A, 7	2010-03-31
128048	Wilfrid	Provost	2010-PDIS-0304	Suspension	7	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
128071	Monique	Puech	2010-PDIS-1621	Suspension	6	2010-03-31
128079	Tina-Marie	Punt	2010-PDIS-0305	Suspension	7	2010-03-31
128103	Paul	Querry	2010-PDIS-0306	Suspension	7	2010-03-31
128173	Ligaya Jarvinia	Quizon	2010-PDIS-1595	Suspension	2A	2010-03-31
128185	Michel	Raby	2010-PDIS-2019	Suspension	1A	2010-03-31
128351	Nicole	Ranger	2010-PDIS-1622	Suspension	6	2010-03-31
128369	Lise	Ratelle	2010-PDIS-0307	Suspension	7	2010-03-31
128371	Michèle	Ratelle	2010-PDIS-0308	Suspension	7	2010-03-31
128389	Robin	Ratthé	2010-PDIS-1712	Suspension	7	2010-03-31
128391	Michel	Ravary	2010-PDIS-0309	Suspension	7	2010-03-31
128391	Michel	Ravary	2010-PDIS-2126	Suspension	1A, 2A	2010-03-31
128464	Yves	Raymond	2010-PDIS-0310	Suspension	7	2010-03-31
128581	Michel	Renaud	2010-PDIS-2212	Suspension	2B	2010-03-31
128612	Jacques	René de Cotret	2010-PDIS-2195	Suspension	2A	2010-03-31
128648	Lise	Rhéaume	2010-PDIS-1623	Suspension	6	2010-03-31
128677	Suzanne	Ricard	2010-PDIS-0311	Suspension	7	2010-03-31
128694	André	Richard	2010-PDIS-1624	Suspension	6	2010-03-31
128702	Chantal	Richard	2010-PDIS-2020	Suspension	1A	2010-03-31
128728	Jacques	Richard	2010-PDIS-2196	Suspension	2A	2010-03-31
128731	Johanne	Richard	2010-PDIS-1713	Suspension	7	2010-03-31
128842	Lise	Labrosse	2010-PDIS-0312	Suspension	7	2010-03-31
128943	Monique	Rivard	2010-PDIS-0313	Suspension	7	2010-03-31
128944	Nathalie	Rivard	2010-PDIS-0314	Suspension	7	2010-03-31
128982	Raymond	Rivest	2010-PDIS-1625	Suspension	6	2010-03-31
129079	Nicole	Robert	2010-PDIS-0315	Suspension	7	2010-03-31
129109	Claire	Robichaud	2010-PDIS-0316	Suspension	7	2010-03-31
129162	Claudine	Robinet	2010-PDIS-0317	Suspension	7	2010-03-31
129335	Josée	Rodrigue	2010-PDIS-0318	Suspension	7	2010-03-31
129408	André	Ronco	2010-PDIS-2197	Suspension	2A	2010-03-31
129465	Jacques	Ross	2010-PDIS-2021	Suspension	1A	2010-03-31
129495	Bona	Rossignol	2010-PDIS-0319	Suspension	7	2010-03-31
129570	Colette	Rousseau	2010-PDIS-1714	Suspension	7	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
129604	Rolande	Rousseau	2010-PDIS-0320	Suspension	7	2010-03-31
129666	Douglas Miles	Rowat	2010-PDIS-1554	Suspension	1A	2010-03-31
129716	Daniel	Roy	2010-PDIS-0321	Suspension	7	2010-03-31
129722	Denis	Roy	2010-PDIS-1627	Suspension	6	2010-03-31
129738	Éric	Roy	2010-PDIS-2115	Suspension	1A	2010-03-31
129740	Florence	Roy	2010-PDIS-2022	Suspension	1A	2010-03-31
129770	Guy	Roy	2010-PDIS-0322	Suspension	7	2010-03-31
129787	Jean-Guy	Roy	2010-PDIS-2154	Suspension	1A, 7	2010-03-31
129853	Michel	Roy	2010-PDIS-2198	Suspension	2A	2010-03-31
129856	Michel	Roy	2010-PDIS-2023	Suspension	1A	2010-03-31
130164	Bassam	Salman	2010-PDIS-1715	Suspension	7	2010-03-31
130317	Sarkis	Sarkissian	2010-PDIS-1555	Suspension	1A	2010-03-31
130389	Daniel	Sauvé	2010-PDIS-0323	Suspension	7	2010-03-31
130476	Marie-Claude	Savard	2010-PDIS-0324	Suspension	7	2010-03-31
130542	René	Sawodny	2010-PDIS-2205	Suspension	2A, 6	2010-03-31
130586	Stéphan	Schneider	2010-PDIS-0325	Suspension	7	2010-03-31
130680	Pierre	Séguin	2010-PDIS-0326	Suspension	7	2010-03-31
130772	Nicole	Sévigny	2010-PDIS-0327	Suspension	7	2010-03-31
130857	Kaddis	Sidaros	2010-PDIS-1628	Suspension	6	2010-03-31
130872	Jacques	Sigouin	2010-PDIS-2155	Suspension	1A, 7	2010-03-31
130934	Gilles	Simard	2010-PDIS-2024	Suspension	1A	2010-03-31
130984	Mario	Simard	2010-PDIS-2025	Suspension	1A	2010-03-31
130999	Pierre	Simard	2010-PDIS-0328	Suspension	7	2010-03-31
131004	Richard	Simard	2010-PDIS-2199	Suspension	2A	2010-03-31
131133	Norman	Small	2010-PDIS-1600	Suspension	2B	2010-03-31
131173	Jeffrey	Sniderman	2010-PDIS-1556	Suspension	1A	2010-03-31
131193	Éric	Sonn	2010-PDIS-0329	Suspension	7	2010-03-31
131242	Maurice	Soulard	2010-PDIS-2140	Suspension	1A, 2B	2010-03-31
131317	Peter Joseph James	Staniforth	2010-PDIS-1716	Suspension	7	2010-03-31
131318	Scott	Stanislaus	2010-PDIS-1581	Suspension	1A	2010-03-31
131375	Lise	Ste-Marie	2010-PDIS-0330	Suspension	7	2010-03-31
131383	Samuel S.	Stepner	2010-PDIS-1557	Suspension	1A	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
131457	Denis	St-Jacques	2010-PDIS-0331	Suspension	7	2010-03-31
131559	Denise	St-Onge	2010-PDIS-0332	Suspension	7	2010-03-31
131663	Martine	St-Pierre	2010-PDIS-1717	Suspension	7	2010-03-31
131691	Antonio	Strati	2010-PDIS-1596	Suspension	2A	2010-03-31
131717	David	Suissa	2010-PDIS-2127	Suspension	1A, 2A	2010-03-31
131720	Kotiel	Suissa	2010-PDIS-1353	Suspension	7	2010-03-31
131783	Annick	Symons	2010-PDIS-1718	Suspension	7	2010-03-31
131917	François	Tanguay	2010-PDIS-0333	Suspension	7	2010-03-31
131957	Andrée Sylvie	Tardif Black	2010-PDIS-0334	Suspension	7	2010-03-31
131958	Angèle	Tardif	2010-PDIS-0335	Suspension	7	2010-03-31
132189	Denise	Théberge	2010-PDIS-1629	Suspension	6	2010-03-31
132237	Frédéric	Thériault	2010-PDIS-0336	Suspension	7	2010-03-31
132311	Dario	Therrien	2010-PDIS-2204	Suspension	2A	2010-03-31
132357	Yvan	Therrien	2010-PDIS-2200	Suspension	2A	2010-03-31
132370	Caroline	Thibaudeau	2010-PDIS-0337	Suspension	7	2010-03-31
132372	Jacques	Thibaudeau	2010-PDIS-2026	Suspension	1A	2010-03-31
132413	Jocelyne	Thibault	2010-PDIS-0338	Suspension	7	2010-03-31
132449	Gérald	Thibeault	2010-PDIS-2027	Suspension	1A	2010-03-31
132541	Linda Oreanthi	Thomas	2010-PDIS-1354	Suspension	7	2010-03-31
132551	Daniel Wiggins	Thompson	2010-PDIS-1061	Suspension	7	2010-03-31
132607	Laurent	Tittley	2010-PDIS-1339	Suspension	6	2010-03-31
132623	Amor	Tolentino	2010-PDIS-1533	Suspension	9	2010-03-31
132883	Éric	Croft	2010-PDIS-0339	Suspension	7	2010-03-31
132937	Huguette	Tremblay	2010-PDIS-1719	Suspension	7	2010-03-31
133017	Louis	Tremblay	2010-PDIS-2128	Suspension	1A, 2A	2010-03-31
133054	Marie-Josée	Tremblay	2010-PDIS-2137	Suspension	1A, 2A, 7	2010-03-31
133062	Marthe	Tremblay	2010-PDIS-1630	Suspension	6	2010-03-31
133080	Michel	Tremblay	2010-PDIS-0340	Suspension	7	2010-03-31
133108	Noëlla	Tremblay	2010-PDIS-2028	Suspension	1A	2010-03-31
133271	Arturo	Tridico	2010-PDIS-2129	Suspension	1A, 2A	2010-03-31
133310	Nancy	Trottier	2010-PDIS-2029	Suspension	1A	2010-03-31
133408	Stella	Tsarnas	2010-PDIS-1355	Suspension	7	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
133449	Daniel	Turcotte	2010-PDIS-2143	Suspension	1A, 6	2010-03-31
133463	Jean	Turcotte	2010-PDIS-2201	Suspension	2A	2010-03-31
133484	Pierre	Turcotte	2010-PDIS-1631	Suspension	6	2010-03-31
133561	Assunta	Tutino	2010-PDIS-1356	Suspension	7	2010-03-31
133603	Denis	Vachon	2010-PDIS-1720	Suspension	7	2010-03-31
133634	Lucille	Vachon	2010-PDIS-2213	Suspension	2B	2010-03-31
133667	François	Vadeboncoeur	2010-PDIS-2116	Suspension	1A	2010-03-31
133789	Jean	Vallée	2010-PDIS-1632	Suspension	6	2010-03-31
133940	Richard	Veillette	2010-PDIS-0341	Suspension	7	2010-03-31
134033	Paul	Venturi	2010-PDIS-1062	Suspension	7	2010-03-31
134078	Louise	Duchesne	2010-PDIS-0342	Suspension	7	2010-03-31
134103	Jacquely	Vertus	2010-PDIS-2030	Suspension	1A	2010-03-31
134243	Madeleine	Viens	2010-PDIS-1721	Suspension	7	2010-03-31
134610	Stephen	Williams	2010-PDIS-1583	Suspension	1A, 2A	2010-03-31
134622	Joseph-Anthony	Wilson	2010-PDIS-1558	Suspension	1A	2010-03-31
134716	Hélène	Yelle	2010-PDIS-0343	Suspension	7	2010-03-31
134781	Angelo	Zappitelli	2010-PDIS-1559	Suspension	1A	2010-03-31
134790	Christine	Zbacnik	2010-PDIS-1357	Suspension	7	2010-03-31
134807	Kathleen	Zicat	2010-PDIS-1633	Suspension	6	2010-03-31
134956	Gino	Napoleoni	2010-PDIS-0344	Suspension	7	2010-03-31
135172	Sylvain	Lapointe	2010-PDIS-2031	Suspension	1A	2010-03-31
135255	Mathieu	Lefebvre	2010-PDIS-1634	Suspension	6	2010-03-31
135432	Michel	Laliberté	2010-PDIS-0346	Suspension	7	2010-03-31
135592	Terry	Pilon	2010-PDIS-1358	Suspension	7	2010-03-31
135764	Richard	King	2010-PDIS-1597	Suspension	2A	2010-03-31
135774	Joanne	Lessard	2010-PDIS-0348	Suspension	7	2010-03-31
135822	Carole	De Courval	2010-PDIS-0349	Suspension	7	2010-03-31
135830	Sylvie	Boutet	2010-PDIS-1722	Suspension	7	2010-03-31
135832	Guyline	Tessier	2010-PDIS-1723	Suspension	7	2010-03-31
135852	Marie-Josée	Lortie	2010-PDIS-1724	Suspension	7	2010-03-31
135859	Hélène	Baril	2010-PDIS-1725	Suspension	7	2010-03-31
135874	Claude	Barrette	2010-PDIS-0350	Suspension	7	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
135883	Pierre	Godin	2010-PDIS-1726	Suspension	7	2010-03-31
135887	Pierrette	Châteauvert	2010-PDIS-0351	Suspension	7	2010-03-31
135893	Linda	Barrette	2010-PDIS-1727	Suspension	7	2010-03-31
135897	Serge	Ducharme	2010-PDIS-1728	Suspension	7	2010-03-31
135931	Jacqueline	Philippe	2010-PDIS-0352	Suspension	7	2010-03-31
135941	Josette	Métivier	2010-PDIS-0353	Suspension	7	2010-03-31
135971	Denis	Beaulieu	2010-PDIS-0354	Suspension	7	2010-03-31
135985	Nicole	Éthier	2010-PDIS-0355	Suspension	7	2010-03-31
135994	Sophie	Côté	2010-PDIS-1729	Suspension	7	2010-03-31
136007	Lise	Martel	2010-PDIS-1730	Suspension	7	2010-03-31
136023	Diane	Cousineau-Lefebvre	2010-PDIS-1731	Suspension	7	2010-03-31
136063	Yves	Martineau	2010-PDIS-1732	Suspension	7	2010-03-31
136079	Danielle	Dallaire	2010-PDIS-0356	Suspension	7	2010-03-31
136084	Lise	Roy	2010-PDIS-0357	Suspension	7	2010-03-31
136092	Noëlla	Gadoury	2010-PDIS-1733	Suspension	7	2010-03-31
136094	Louise	Cloutier	2010-PDIS-1734	Suspension	7	2010-03-31
136096	Simone	Bilodeau	2010-PDIS-1735	Suspension	7	2010-03-31
136102	Lise	Proulx	2010-PDIS-1736	Suspension	7	2010-03-31
136115	Diane	Massicotte	2010-PDIS-0358	Suspension	7	2010-03-31
136130	Élaine	Tremblay	2010-PDIS-0359	Suspension	7	2010-03-31
136186	Lorraine	Rioux	2010-PDIS-0360	Suspension	7	2010-03-31
136210	Raymonde	Grant	2010-PDIS-1737	Suspension	7	2010-03-31
136217	Nicole	Bleau	2010-PDIS-1738	Suspension	7	2010-03-31
136222	Jocelyne	Bossé	2010-PDIS-1739	Suspension	7	2010-03-31
136265	Micheline	Trottier	2010-PDIS-0361	Suspension	7	2010-03-31
136279	Lise	Deslauriers	2010-PDIS-1740	Suspension	7	2010-03-31
136296	Carole	Savard	2010-PDIS-1741	Suspension	7	2010-03-31
136299	Viviane	Brazeau	2010-PDIS-0362	Suspension	7	2010-03-31
136301	Sylvie	Hains	2010-PDIS-1742	Suspension	7	2010-03-31
136324	Lise	Caron	2010-PDIS-0363	Suspension	7	2010-03-31
136327	Clémence	Jacques	2010-PDIS-1743	Suspension	7	2010-03-31
136336	Suzie	Gagnon	2010-PDIS-0364	Suspension	7	2010-03-31



Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
136345	Rosaline	Caron	2010-PDIS-0365	Suspension	7	2010-03-31
136347	Sylvie	Larocque	2010-PDIS-1744	Suspension	7	2010-03-31
136348	Monique	Lalonde-Dionne	2010-PDIS-1745	Suspension	7	2010-03-31
136368	Yves-Marie	Lagacé	2010-PDIS-0366	Suspension	7	2010-03-31
136375	Céline	Foley	2010-PDIS-1746	Suspension	7	2010-03-31
136408	Danielle	Letellier	2010-PDIS-0367	Suspension	7	2010-03-31
136409	Aline	Lafond	2010-PDIS-1747	Suspension	7	2010-03-31
136420	Lorraine	Brunet	2010-PDIS-0368	Suspension	7	2010-03-31
136426	Louise	Lafontaine	2010-PDIS-0369	Suspension	7	2010-03-31
136443	Richard	Desrochers	2010-PDIS-1748	Suspension	7	2010-03-31
136471	Pierrette	Montpetit	2010-PDIS-1749	Suspension	7	2010-03-31
136473	Carmen	Labrie	2010-PDIS-1750	Suspension	7	2010-03-31
136496	Marie-Claude	Lebel	2010-PDIS-1635	Suspension	6	2010-03-31
136565	Hyang Soon	Roy	2010-PDIS-0372	Suspension	7	2010-03-31
136577	Irène	Ruel	2010-PDIS-0373	Suspension	7	2010-03-31
137067	Johanne	Gauthier	2010-PDIS-1752	Suspension	7	2010-03-31
137214	Line	Tremblay-Pedneault	2010-PDIS-0375	Suspension	7	2010-03-31
137306	Maha	Bitar	2010-PDIS-1753	Suspension	7	2010-03-31
137337	Céline	Gauthier	2010-PDIS-0374	Suspension	7	2010-03-31
137376	Jean-François	Ouimet	2010-PDIS-2218	Suspension	6, 7	2010-03-31
137437	Line	St-Pierre	2010-PDIS-2219	Suspension	6, 7	2010-03-31
137609	Julie	Raïche	2010-PDIS-1636	Suspension	6	2010-03-31
137891	Michel	Plouffe	2010-PDIS-2032	Suspension	1A	2010-03-31
137929	Claudia	Tardif	2010-PDIS-1754	Suspension	7	2010-03-31
138121	Manon	Lelièvre	2010-PDIS-1755	Suspension	7	2010-03-31
138134	Daniel	Beaupré	2010-PDIS-1756	Suspension	7	2010-03-31
138150	Alain	Vinette	2010-PDIS-1757	Suspension	7	2010-03-31
138240	Guy	Prévost	2010-PDIS-0378	Suspension	7	2010-03-31
138346	Steve	Martin	2010-PDIS-0347	Suspension	7	2010-03-31
138363	France	Ouellet	2010-PDIS-0382	Suspension	7	2010-03-31
138369	Francine	Bélair-Bouchard	2010-PDIS-0381	Suspension	7	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
138459	Janique	Proulx	2010-PDIS-0376	Suspension	7	2010-03-31
138561	Sébastien	Lévesque	2010-PDIS-2033	Suspension	1A	2010-03-31
138574	Ginette	L'Heureux	2010-PDIS-1758	Suspension	7	2010-03-31
138593	Marc	Bélanger	2010-PDIS-1759	Suspension	7	2010-03-31
138604	Johanne	Vermette-Demers	2010-PDIS-0380	Suspension	7	2010-03-31
138620	Anatoli	Chaoulski	2010-PDIS-0371	Suspension	7	2010-03-31
138707	Louise	Blouin	2010-PDIS-0384	Suspension	7	2010-03-31
138810	Pierre	Paquette	2010-PDIS-1760	Suspension	7	2010-03-31
138820	Mark	McDermid	2010-PDIS-1359	Suspension	7	2010-03-31
138831	Éric	Bois	2010-PDIS-2034	Suspension	1A	2010-03-31
139080	Johanne	Coutu	2010-PDIS-0386	Suspension	7	2010-03-31
139599	Chantal	Paquette	2010-PDIS-2035	Suspension	1A	2010-03-31
139795	Marlène	Beaudet	2010-PDIS-0385	Suspension	7	2010-03-31
139808	Philippe	Tessier	2010-PDIS-1761	Suspension	7	2010-03-31
139826	George	Kibaris	2010-PDIS-1598	Suspension	2A	2010-03-31
139882	Valérie	Bérard	2010-PDIS-0379	Suspension	7	2010-03-31
139952	Gilberte	Mercille	2010-PDIS-0387	Suspension	7	2010-03-31
139969	Stéphane	Vincent	2010-PDIS-1762	Suspension	7	2010-03-31
140190	Francine	Paré-Simard	2010-PDIS-1763	Suspension	7	2010-03-31
140249	Line	Boilard	2010-PDIS-1764	Suspension	7	2010-03-31
140471	Lyse	Bélanger	2010-PDIS-1765	Suspension	7	2010-03-31
140579	Réjeanne	Dubé	2010-PDIS-0370	Suspension	7	2010-03-31
140621	Éric	Paquette	2010-PDIS-1766	Suspension	7	2010-03-31
140637	Diane	Savoie	2010-PDIS-1767	Suspension	7	2010-03-31
140834	Julie	Gagnon	2010-PDIS-0388	Suspension	7	2010-03-31
140861	Luc	Lessard	2010-PDIS-0390	Suspension	7	2010-03-31
140879	Gilles	Baril	2010-PDIS-0389	Suspension	7	2010-03-31
141041	Kathleen	Agnew	2010-PDIS-1360	Suspension	7	2010-03-31
141068	Suzanne	Hébert	2010-PDIS-1768	Suspension	7	2010-03-31
141244	Suzanne	Loisel	2010-PDIS-2202	Suspension	2A	2010-03-31
141316	Lise	Bérubé	2010-PDIS-0392	Suspension	7	2010-03-31
141349	Esther	Doyon	2010-PDIS-0393	Suspension	7	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
141361	Mario	Lefebvre	2010-PDIS-0395	Suspension	7	2010-03-31
141388	Johanne	Dusseault	2010-PDIS-0394	Suspension	7	2010-03-31
141420	Roger	Lemieux	2010-PDIS-2036	Suspension	1A	2010-03-31
141448	Sylvie	Jones	2010-PDIS-1769	Suspension	7	2010-03-31
141480	Douglas Clinton	Gray	2010-PDIS-1534	Suspension	9	2010-03-31
141481	Claudine	Nsingi Mbala	2010-PDIS-0973	Suspension	9	2010-03-31
141547	Myriam	Brisebois	2010-PDIS-0974	Suspension	9	2010-03-31
141591	Colette	Vaillancourt	2010-PDIS-0396	Suspension	7	2010-03-31
141614	Linda	Morin	2010-PDIS-0397	Suspension	7	2010-03-31
141859	Suzanne	Crevier	2010-PDIS-0398	Suspension	7	2010-03-31
141910	Diane	Gagné	2010-PDIS-1770	Suspension	7	2010-03-31
142056	Djamel	Mebarki	2010-PDIS-2037	Suspension	1A	2010-03-31
142102	Lyne	Martin	2010-PDIS-0399	Suspension	7	2010-03-31
142301	Edeline	Nelson	2010-PDIS-2038	Suspension	1A	2010-03-31
142357	Odette	Goulet	2010-PDIS-0401	Suspension	7	2010-03-31
142420	Joséphine	Millaire	2010-PDIS-1063	Suspension	7	2010-03-31
142524	Nathalie	Spaans	2010-PDIS-1771	Suspension	7	2010-03-31
142527	Manon	Lefebvre	2010-PDIS-0402	Suspension	7	2010-03-31
142682	Lise	Deschenes	2010-PDIS-0404	Suspension	7	2010-03-31
142725	Guy	Ranger	2010-PDIS-0405	Suspension	7	2010-03-31
142742	Nicole	Lessard	2010-PDIS-0406	Suspension	7	2010-03-31
142773	Éric	Levert	2010-PDIS-2039	Suspension	1A	2010-03-31
142911	Assunta	Forgione	2010-PDIS-1361	Suspension	7	2010-03-31
142920	Chantal	Bergeron	2010-PDIS-1772	Suspension	7	2010-03-31
142961	Sylvie	Carrier	2010-PDIS-0407	Suspension	7	2010-03-31
143222	Rita	Savard	2010-PDIS-0408	Suspension	7	2010-03-31
143295	Nathalie	Cassin	2010-PDIS-0377	Suspension	7	2010-03-31
143424	Doris	Gagnon	2010-PDIS-0409	Suspension	7	2010-03-31
143529	Gilles	Castonguay	2010-PDIS-1773	Suspension	7	2010-03-31
143536	Marc	Natal	2010-PDIS-0403	Suspension	7	2010-03-31
143708	Diane	Turgeon	2010-PDIS-2214	Suspension	2B	2010-03-31
143785	Peter	Krauth	2010-PDIS-1324	Suspension	7, 9	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
143919	Jocelyne	Cossette	2010-PDIS-0411	Suspension	7	2010-03-31
144026	Vincent	Martucci	2010-PDIS-2040	Suspension	1A	2010-03-31
144061	Suzy	Brière	2010-PDIS-0391	Suspension	7	2010-03-31
144096	Robert	Sévigny	2010-PDIS-0383	Suspension	7	2010-03-31
144158	Natalie	Laforest	2010-PDIS-1774	Suspension	7	2010-03-31
144161	Guy	Haspect	2010-PDIS-0400	Suspension	7	2010-03-31
144224	Nicole	Laflamme	2010-PDIS-1982	Suspension	9	2010-03-31
144235	Sylvie	Rocheport	2010-PDIS-1775	Suspension	7	2010-03-31
144241	France	Grenier	2010-PDIS-1776	Suspension	7	2010-03-31
144459	Hélène	Houde	2010-PDIS-0345	Suspension	7	2010-03-31
144492	Monique Georgette	Jolicoeur	2010-PDIS-1064	Suspension	7	2010-03-31
144493	Denise	Depont	2010-PDIS-0412	Suspension	7	2010-03-31
144505	Joyce	Sarroino Ness	2010-PDIS-1362	Suspension	7	2010-03-31
144515	Johanne	Gauvin- Dontigny	2010-PDIS-0413	Suspension	7	2010-03-31
144540	Vera Lynn	Corby	2010-PDIS-1065	Suspension	7	2010-03-31
144645	Claudine	Mathieu	2010-PDIS-0414	Suspension	7	2010-03-31
144658	Nadine	Valois	2010-PDIS-0415	Suspension	7	2010-03-31
144661	Solange	Millette	2010-PDIS-0416	Suspension	7	2010-03-31
144737	Deborah Anne	Gray	2010-PDIS-1066	Suspension	7	2010-03-31
144774	Martin	Ouellet	2010-PDIS-0410	Suspension	7	2010-03-31
145007	Linda	Dea	2010-PDIS-0417	Suspension	7	2010-03-31
145032	Daniel	Dupuis	2010-PDIS-0418	Suspension	7	2010-03-31
145119	Radu	Pop	2010-PDIS-1777	Suspension	7	2010-03-31
145170	Kenneth	Guarisco	2010-PDIS-1363	Suspension	7	2010-03-31
145181	Manon	Gormley	2010-PDIS-0419	Suspension	7	2010-03-31
145235	Nicole	Patry	2010-PDIS-0420	Suspension	7	2010-03-31
145272	Nathalie	Aubin	2010-PDIS-1778	Suspension	7	2010-03-31
145295	Gilles	Latour	2010-PDIS-1364	Suspension	7	2010-03-31
145428	Marc	Lamontagne	2010-PDIS-1067	Suspension	7	2010-03-31
145475	Eric Egide Dadau	Kira	2010-PDIS-0421	Suspension	7	2010-03-31
145608	Élisa	Chocron	2010-PDIS-1779	Suspension	7	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
145656	Céline	Hamel	2010-PDIS-0422	Suspension	7	2010-03-31
145667	Mathieu	Chatelois	2010-PDIS-1780	Suspension	7	2010-03-31
145768	Martin	Audet	2010-PDIS-1781	Suspension	7	2010-03-31
145929	Yannick	Therrien	2010-PDIS-2041	Suspension	1A	2010-03-31
145936	Louise	Guérin-Gagné	2010-PDIS-0424	Suspension	7	2010-03-31
145985	Claudia	Klaric	2010-PDIS-2042	Suspension	1A	2010-03-31
145988	Érick	Cloutier	2010-PDIS-1782	Suspension	7	2010-03-31
146107	Darlène	Adam	2010-PDIS-1068	Suspension	7	2010-03-31
146221	Nancy	Lebel	2010-PDIS-1783	Suspension	7	2010-03-31
146302	Christine-Paule	Vallée	2010-PDIS-0425	Suspension	7	2010-03-31
146306	Sandra	Fournier	2010-PDIS-1784	Suspension	7	2010-03-31
146318	Marguerite	Mercille	2010-PDIS-0426	Suspension	7	2010-03-31
146439	Gina	Monfiston	2010-PDIS-1785	Suspension	7	2010-03-31
146475	Hélène	Bernard-Montpetit	2010-PDIS-0427	Suspension	7	2010-03-31
146588	Marie-Josée	Ouellet	2010-PDIS-1786	Suspension	7	2010-03-31
146606	Patricia	Morey	2010-PDIS-1069	Suspension	7	2010-03-31
146659	Jean-François	Bégin	2010-PDIS-0429	Suspension	7	2010-03-31
146809	Brent	Harpur	2010-PDIS-1070	Suspension	7	2010-03-31
146844	Lyne	Véronneau	2010-PDIS-0430	Suspension	7	2010-03-31
146853	Michel	Carbone	2010-PDIS-1071	Suspension	7	2010-03-31
146943	Amani	Nahhas	2010-PDIS-1637	Suspension	6	2010-03-31
147078	Chantal	Parent	2010-PDIS-0433	Suspension	7	2010-03-31
147124	James Kenneth	Carruthers	2010-PDIS-1072	Suspension	7	2010-03-31
147373	Mélanie	Tremblay	2010-PDIS-2162	Suspension	1A, 7	2010-03-31
147726	Anna	Roth	2010-PDIS-1073	Suspension	7	2010-03-31
147750	Joël	Gravel	2010-PDIS-0423	Suspension	7	2010-03-31
147754	Nadia	Bertrand	2010-PDIS-0434	Suspension	7	2010-03-31
147800	Patricia	Tardif	2010-PDIS-1787	Suspension	7	2010-03-31
147892	Martine	Hamel	2010-PDIS-0436	Suspension	7	2010-03-31
147947	Thi Sen	Chher	2010-PDIS-0437	Suspension	7	2010-03-31
147965	Yaëlle	Ouanounou	2010-PDIS-0975	Suspension	9	2010-03-31
148040	Paul	Boissonneault	2010-PDIS-1365	Suspension	7	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
148127	Maurice	Paquette	2010-PDIS-2144	Suspension	1A, 6	2010-03-31
148211	Caroline	Gauthier	2010-PDIS-1788	Suspension	7	2010-03-31
148255	Jean-François	Baril	2010-PDIS-0438	Suspension	7	2010-03-31
148301	William Réginald	Williams	2010-PDIS-1366	Suspension	7	2010-03-31
148360	Linda	McGregor	2010-PDIS-1789	Suspension	7	2010-03-31
148367	Ouria	Hamdis	2010-PDIS-1790	Suspension	7	2010-03-31
148509	Shirley Rose	MacMillan	2010-PDIS-1074	Suspension	7	2010-03-31
148515	Hélène	Fugère	2010-PDIS-0439	Suspension	7	2010-03-31
148632	Michel	Leblond	2010-PDIS-1638	Suspension	6	2010-03-31
148642	Pierre-Ian	Tremblay	2010-PDIS-0428	Suspension	7	2010-03-31
148689	Robert	Lapierre	2010-PDIS-0440	Suspension	7	2010-03-31
148736	Maryse	Arcarone	2010-PDIS-0441	Suspension	7	2010-03-31
148789	Jocelyne	Charron	2010-PDIS-1791	Suspension	7	2010-03-31
148810	Martin	Fréchette	2010-PDIS-0442	Suspension	7	2010-03-31
148869	David	Deschênes	2010-PDIS-1367	Suspension	7	2010-03-31
148890	Ronald	Montpetit	2010-PDIS-2043	Suspension	1A	2010-03-31
149139	Donald	Iachetta	2010-PDIS-1592	Suspension	1B	2010-03-31
149376	Luc	Marengère	2010-PDIS-1792	Suspension	7	2010-03-31
149395	Joanne	Prud'Homme	2010-PDIS-0444	Suspension	7	2010-03-31
149402	Sébastien	Groulx	2010-PDIS-0445	Suspension	7	2010-03-31
149636	Omar	Sabri	2010-PDIS-1793	Suspension	7	2010-03-31
149665	Steve	Lavoie	2010-PDIS-1794	Suspension	7	2010-03-31
149767	Robert	Léonard	2010-PDIS-0435	Suspension	7	2010-03-31
149790	David	Gobeil	2010-PDIS-0432	Suspension	7	2010-03-31
149822	Francesco	La Monaca	2010-PDIS-1560	Suspension	1A	2010-03-31
149842	Marie-Claude	Nadeau	2010-PDIS-1795	Suspension	7	2010-03-31
149866	Yang Yang	Yeo	2010-PDIS-1368	Suspension	7	2010-03-31
149933	Berthe	Grégoire	2010-PDIS-0446	Suspension	7	2010-03-31
149967	Kim	Nguyen	2010-PDIS-1639	Suspension	6	2010-03-31
149973	Louise	Laperle	2010-PDIS-0447	Suspension	7	2010-03-31
150070	Tania	Micucci	2010-PDIS-1075	Suspension	7	2010-03-31
150140	Gabriel	Otis	2010-PDIS-1640	Suspension	6	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
150223	Johnson	Joseph	2010-PDIS-1076	Suspension	7	2010-03-31
150230	Helen	Georgaklis	2010-PDIS-1077	Suspension	7	2010-03-31
150247	Marie	Bémeur	2010-PDIS-0450	Suspension	7	2010-03-31
150356	Vladimir	Letang	2010-PDIS-2118	Suspension	1A	2010-03-31
150423	Denise	Lemay	2010-PDIS-0453	Suspension	7	2010-03-31
150426	Antonia	Di Florio	2010-PDIS-1369	Suspension	7	2010-03-31
150444	Francine	Lapierre	2010-PDIS-0452	Suspension	7	2010-03-31
150600	Lucie	Fournier-Leblanc	2010-PDIS-0455	Suspension	7	2010-03-31
150612	Joanne	Laforme	2010-PDIS-0976	Suspension	9	2010-03-31
150690	Diane	Desjardins	2010-PDIS-0456	Suspension	7	2010-03-31
150773	Sylvain	Tremblay	2010-PDIS-2141	Suspension	1A, 2B, 7	2010-03-31
150825	John	Van Den Hanenberg	2010-PDIS-1370	Suspension	7	2010-03-31
150917	Julie	Demers	2010-PDIS-1796	Suspension	7	2010-03-31
150936	Grant	Iranian	2010-PDIS-0458	Suspension	7	2010-03-31
150968	Josée	Lanthier	2010-PDIS-0460	Suspension	7	2010-03-31
150986	Odette	Gélinas	2010-PDIS-0459	Suspension	7	2010-03-31
151049	Valérie	Malboeuf	2010-PDIS-1797	Suspension	7	2010-03-31
151094	Roxane	Marion	2010-PDIS-1371	Suspension	7	2010-03-31
151172	Nathalie	Gagnon	2010-PDIS-0461	Suspension	7	2010-03-31
151232	Daniella	Afriat	2010-PDIS-1078	Suspension	7	2010-03-31
151273	Dorothy Dalaila	Wyse	2010-PDIS-1372	Suspension	7	2010-03-31
151394	Boubacar	Amadou	2010-PDIS-0463	Suspension	7	2010-03-31
151411	Matthew Adam	Rotenberg	2010-PDIS-1373	Suspension	7	2010-03-31
151437	Randy Allan	Keniston	2010-PDIS-1079	Suspension	7	2010-03-31
151454	Jakub	Kocun	2010-PDIS-1374	Suspension	7	2010-03-31
151562	Eva	Bouhadana	2010-PDIS-1080	Suspension	7	2010-03-31
151592	Jannie	Gauthier	2010-PDIS-0466	Suspension	7	2010-03-31
151606	Michel	Leclerc	2010-PDIS-2044	Suspension	1A	2010-03-31
151611	Tommy	Bigras	2010-PDIS-0454	Suspension	7	2010-03-31
151903	Suzanne	Lecomte	2010-PDIS-0451	Suspension	7	2010-03-31
152013	Michel	Brière	2010-PDIS-1798	Suspension	7	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
152087	Diane	Cournoyer	2010-PDIS-0467	Suspension	7	2010-03-31
152095	Lufika Sandrine	Kande	2010-PDIS-0468	Suspension	7	2010-03-31
152101	Daniel	Raynauld	2010-PDIS-2220	Suspension	6, 7	2010-03-31
152193	Kristina	Raeva-Roussinova	2010-PDIS-1375	Suspension	7	2010-03-31
152336	Suzelle	Auger	2010-PDIS-0469	Suspension	7	2010-03-31
152341	Marconi	De Sousa	2010-PDIS-1081	Suspension	7	2010-03-31
152353	Geoffrey	Prendergast	2010-PDIS-1082	Suspension	7	2010-03-31
152404	Diane	Brière	2010-PDIS-0470	Suspension	7	2010-03-31
152438	Line	Richard	2010-PDIS-2045	Suspension	1A	2010-03-31
152458	Johanne	Douaire	2010-PDIS-1799	Suspension	7	2010-03-31
152479	Pascal	Gervais	2010-PDIS-0449	Suspension	7	2010-03-31
152694	Melissa	Tornatora	2010-PDIS-1376	Suspension	7	2010-03-31
152705	Jean-Paul	Fortier	2010-PDIS-0472	Suspension	7	2010-03-31
152869	Bianca	Moreau	2010-PDIS-0474	Suspension	7	2010-03-31
152876	Sébastien	Comeau	2010-PDIS-0462	Suspension	7	2010-03-31
152895	Vanessa	Beloin	2010-PDIS-1800	Suspension	7	2010-03-31
152945	Sylvie	Traversy	2010-PDIS-0475	Suspension	7	2010-03-31
152979	Cindy	Pelletier	2010-PDIS-2046	Suspension	1A	2010-03-31
153149	Yann	Marcotte	2010-PDIS-0464	Suspension	7	2010-03-31
153159	Michel	Morel	2010-PDIS-1801	Suspension	7	2010-03-31
153295	Lorraine	Martel	2010-PDIS-0476	Suspension	7	2010-03-31
153310	Deepak	Chitra	2010-PDIS-1377	Suspension	7	2010-03-31
153335	Patricia	Plante	2010-PDIS-0477	Suspension	7	2010-03-31
153339	Murray	Stark	2010-PDIS-1561	Suspension	1A	2010-03-31
153342	Wen-Ching	Wang	2010-PDIS-1083	Suspension	7	2010-03-31
153380	Josée	Robidoux	2010-PDIS-0478	Suspension	7	2010-03-31
153396	Theodore	Tsoukatos	2010-PDIS-1378	Suspension	7	2010-03-31
153554	Sonia	De La Chevrotière	2010-PDIS-0479	Suspension	7	2010-03-31
153578	Chantal	Côté-Mercier	2010-PDIS-0480	Suspension	7	2010-03-31
153793	Pierre-Olivier	Éloquin	2010-PDIS-0481	Suspension	7	2010-03-31
153845	Francesco	Sciortino	2010-PDIS-1588	Suspension	1A, 7	2010-03-31



Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
153861	Pierre-Luc	Morneau	2010-PDIS-1802	Suspension	7	2010-03-31
153875	Claude	Martel	2010-PDIS-0483	Suspension	7	2010-03-31
153982	Benoit A.	Lemieux	2010-PDIS-2166	Suspension	1B	2010-03-31
154081	Diane	Thériault	2010-PDIS-1803	Suspension	7	2010-03-31
154083	Guy	Rioux	2010-PDIS-0484	Suspension	7	2010-03-31
154231	Julian	Charles	2010-PDIS-1379	Suspension	7	2010-03-31
154239	Rosa	Mazzonna	2010-PDIS-1084	Suspension	7	2010-03-31
154331	Run	Li	2010-PDIS-1085	Suspension	7	2010-03-31
154331	Run	Li	2010-PDIS-1562	Suspension	1A	2010-03-31
154373	Alexandre	Roussel	2010-PDIS-1086	Suspension	7	2010-03-31
154383	Franck	Régis	2010-PDIS-1804	Suspension	7	2010-03-31
154388	Marie-Josée	Bouchard	2010-PDIS-0443	Suspension	7	2010-03-31
154484	Isabelle	Drolet	2010-PDIS-0473	Suspension	7	2010-03-31
154541	Geneviève	Tourigny	2010-PDIS-0487	Suspension	7	2010-03-31
154566	Cinzia	Falcone Farina	2010-PDIS-1380	Suspension	7	2010-03-31
154621	Ginette	Gagnon	2010-PDIS-0489	Suspension	7	2010-03-31
154694	Marlaine	Cloutier	2010-PDIS-0490	Suspension	7	2010-03-31
154780	Carole	Dufort	2010-PDIS-0491	Suspension	7	2010-03-31
154792	Rajaa	Aberhouch	2010-PDIS-1805	Suspension	7	2010-03-31
154865	Liliane	Slunder	2010-PDIS-0492	Suspension	7	2010-03-31
154944	Peter	Patsilivas	2010-PDIS-1381	Suspension	7	2010-03-31
154963	Nancy	Calabrese	2010-PDIS-1087	Suspension	7	2010-03-31
155389	Chantal	Gagnon	2010-PDIS-0494	Suspension	7	2010-03-31
155440	Elza	Saour	2010-PDIS-1088	Suspension	7	2010-03-31
155474	Christian	Carrier	2010-PDIS-0431	Suspension	7	2010-03-31
155497	Gésika	Laplante	2010-PDIS-0482	Suspension	7	2010-03-31
155583	Loutfi	Tadlaoui	2010-PDIS-1806	Suspension	7	2010-03-31
155584	Annick	Grand'Maison	2010-PDIS-0496	Suspension	7	2010-03-31
155585	Sébastien	Gay	2010-PDIS-0497	Suspension	7	2010-03-31
155611	Michel	Ferland	2010-PDIS-0969	Suspension	7, 9	2010-03-31
155664	Alexander	Benelli	2010-PDIS-1089	Suspension	7	2010-03-31
155748	Nathalie	Ayotte	2010-PDIS-1807	Suspension	7	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
155756	Laurence	Faliech	2010-PDIS-1808	Suspension	7	2010-03-31
155804	Linda	Boisvert	2010-PDIS-0498	Suspension	7	2010-03-31
155807	Chantal	Desjardins	2010-PDIS-1090	Suspension	7	2010-03-31
155841	Rita	Molina Valdes	2010-PDIS-1091	Suspension	7	2010-03-31
155854	Florian	Petre	2010-PDIS-1589	Suspension	1A, 7	2010-03-31
155874	France	Caumartin	2010-PDIS-0499	Suspension	7	2010-03-31
155919	Michel	Besozzi	2010-PDIS-0500	Suspension	7	2010-03-31
155921	Lyne	Gauthier	2010-PDIS-0493	Suspension	7	2010-03-31
156018	Maria	Kalfakis	2010-PDIS-1382	Suspension	7	2010-03-31
156067	Anne	Paquette	2010-PDIS-0501	Suspension	7	2010-03-31
156075	Hélène	Dallaire	2010-PDIS-0502	Suspension	7	2010-03-31
156100	Dicarmel	Michel	2010-PDIS-0503	Suspension	7	2010-03-31
156128	Karine	Lebreux	2010-PDIS-0504	Suspension	7	2010-03-31
156191	Norbert	Tavares	2010-PDIS-0505	Suspension	7	2010-03-31
156207	Mireille	Abi Kheir	2010-PDIS-1809	Suspension	7	2010-03-31
156233	Fethi	Negratz	2010-PDIS-0977	Suspension	9	2010-03-31
156294	Mario	Laliberté	2010-PDIS-0978	Suspension	9	2010-03-31
156312	Ying	Huang	2010-PDIS-1092	Suspension	7	2010-03-31
156312	Ying	Huang	2010-PDIS-1563	Suspension	1A	2010-03-31
156323	Mélissa	Lanthier	2010-PDIS-1810	Suspension	7	2010-03-31
156334	Marc	Robitaille	2010-PDIS-1093	Suspension	7	2010-03-31
156339	Brenda	Renteln	2010-PDIS-1340	Suspension	6	2010-03-31
156537	Marie-Josée	Maheu	2010-PDIS-0508	Suspension	7	2010-03-31
156543	Gertrude	Carette	2010-PDIS-0509	Suspension	7	2010-03-31
156647	Diane	Bélanger	2010-PDIS-1811	Suspension	7	2010-03-31
156683	Jacinthe	Breault	2010-PDIS-1812	Suspension	7	2010-03-31
156867	Arthur	Regenstreif	2010-PDIS-1094	Suspension	7	2010-03-31
156875	Christopher	Meyers	2010-PDIS-1095	Suspension	7	2010-03-31
156875	Christopher	Meyers	2010-PDIS-1564	Suspension	1A	2010-03-31
157064	Joey	Janusas	2010-PDIS-0510	Suspension	7	2010-03-31
157079	Louis	Filiatrault	2010-PDIS-0511	Suspension	7	2010-03-31
157089	Mélanie	Bourassa	2010-PDIS-0488	Suspension	7	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
157122	Kevan Philip	Burrows	2010-PDIS-1096	Suspension	7	2010-03-31
157152	Chantal	Landry	2010-PDIS-1813	Suspension	7	2010-03-31
157256	Andrew	Noseworthy	2010-PDIS-1383	Suspension	7	2010-03-31
157294	Tony	Ruccolo	2010-PDIS-2048	Suspension	1A	2010-03-31
157350	Yves	Bérubé	2010-PDIS-0506	Suspension	7	2010-03-31
157411	Sabrina	Del Conte	2010-PDIS-1384	Suspension	7	2010-03-31
157484	Hassan	Al-Himyary	2010-PDIS-1385	Suspension	7	2010-03-31
157513	Chantal	Leclerc	2010-PDIS-0512	Suspension	7	2010-03-31
157557	Denis	Bolzon	2010-PDIS-0513	Suspension	7	2010-03-31
157606	Lucie	Bélanger	2010-PDIS-1814	Suspension	7	2010-03-31
157744	Geneviève	Maheux	2010-PDIS-0515	Suspension	7	2010-03-31
157776	Louise	Daunais	2010-PDIS-0517	Suspension	7	2010-03-31
157782	Lisa	Desjardins	2010-PDIS-1386	Suspension	7	2010-03-31
157816	Jean-Sébastien	Cartier	2010-PDIS-1815	Suspension	7	2010-03-31
157860	Katina	Chronopoulos	2010-PDIS-1387	Suspension	7	2010-03-31
157977	Denis	Ratté	2010-PDIS-0495	Suspension	7	2010-03-31
157990	Andy	Vermette	2010-PDIS-0518	Suspension	7	2010-03-31
157993	David	Smiley	2010-PDIS-1388	Suspension	7	2010-03-31
158388	Lyne	Chartier	2010-PDIS-0485	Suspension	7	2010-03-31
158509	Giuseppina	Leo	2010-PDIS-1389	Suspension	7	2010-03-31
158559	Ryan	Makela	2010-PDIS-1097	Suspension	7	2010-03-31
158640	Christiane	Provencher	2010-PDIS-0519	Suspension	7	2010-03-31
158691	Frederick	Montilla	2010-PDIS-1390	Suspension	7	2010-03-31
158710	Luce	Gervais	2010-PDIS-0520	Suspension	7	2010-03-31
158715	Lise	Labonté	2010-PDIS-0521	Suspension	7	2010-03-31
158758	Stéphane	Labbé	2010-PDIS-0522	Suspension	7	2010-03-31
158794	Paul-Mathieu	Chénier	2010-PDIS-1816	Suspension	7	2010-03-31
158804	Samer	Kanafani	2010-PDIS-1391	Suspension	7	2010-03-31
158827	Jocelyne	Miron	2010-PDIS-0523	Suspension	7	2010-03-31
158847	Youssef	Lemgendez	2010-PDIS-1817	Suspension	7	2010-03-31
158854	Jennifer	Gardos	2010-PDIS-1098	Suspension	7	2010-03-31
158885	Thérèse	Chouinard	2010-PDIS-0524	Suspension	7	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
158912	France	Beaudoin	2010-PDIS-1818	Suspension	7	2010-03-31
158935	Steve	Labrie	2010-PDIS-0516	Suspension	7	2010-03-31
159048	Lise	Des Trois Maisons	2010-PDIS-0525	Suspension	7	2010-03-31
159059	Audrey	Ng Kwai Hang	2010-PDIS-1601	Suspension	2B	2010-03-31
159074	Daniel	Daoust	2010-PDIS-0507	Suspension	7	2010-03-31
159275	Louise	Vigeant	2010-PDIS-0526	Suspension	7	2010-03-31
159281	Marie	Gonis	2010-PDIS-1392	Suspension	7	2010-03-31
159305	Benoît	Jomphe	2010-PDIS-1819	Suspension	7	2010-03-31
159453	Elsie	Arslan	2010-PDIS-1820	Suspension	7	2010-03-31
159540	Sylvie	Ménard	2010-PDIS-0527	Suspension	7	2010-03-31
159614	Roxane	Gagné	2010-PDIS-1821	Suspension	7	2010-03-31
159650	Réjeanne	Léger	2010-PDIS-0528	Suspension	7	2010-03-31
159688	Frédéric	Raïche	2010-PDIS-0529	Suspension	7	2010-03-31
159702	Pierre	Bitz	2010-PDIS-1099	Suspension	7	2010-03-31
159712	Donna	Crooks	2010-PDIS-1100	Suspension	7	2010-03-31
159803	Badia	Bensalah Benzaazoua	2010-PDIS-1822	Suspension	7	2010-03-31
159847	Line	Bouliane	2010-PDIS-0530	Suspension	7	2010-03-31
159853	Rowena	Ho	2010-PDIS-1393	Suspension	7	2010-03-31
159923	Claude	Girard	2010-PDIS-1823	Suspension	7	2010-03-31
160048	Joelle	Hovsépian	2010-PDIS-0532	Suspension	7	2010-03-31
160086	Lucette	Bélangier	2010-PDIS-0533	Suspension	7	2010-03-31
160125	Nathalie	Ferland	2010-PDIS-0534	Suspension	7	2010-03-31
160295	Maria	Grandinetti	2010-PDIS-1101	Suspension	7	2010-03-31
160393	Mélanie	Tremblay	2010-PDIS-1824	Suspension	7	2010-03-31
160417	Payam	Eslami-Manoucheri	2010-PDIS-1825	Suspension	7	2010-03-31
160426	Samantha	Lie	2010-PDIS-1826	Suspension	7	2010-03-31
160488	Monique	Deme	2010-PDIS-0535	Suspension	7	2010-03-31
160502	Nancy	Michaud	2010-PDIS-1827	Suspension	7	2010-03-31
160504	Brigitte	Ratté	2010-PDIS-0536	Suspension	7	2010-03-31
160572	Luc	Renaud	2010-PDIS-0537	Suspension	7	2010-03-31
160665	Christina	Halar	2010-PDIS-1102	Suspension	7	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
160687	Dana	Chemali	2010-PDIS-1394	Suspension	7	2010-03-31
160704	Dany	Maalouf	2010-PDIS-0514	Suspension	7	2010-03-31
160794	Alain	Kimato-Nabia	2010-PDIS-1828	Suspension	7	2010-03-31
160856	Charles	Dorion	2010-PDIS-0538	Suspension	7	2010-03-31
160871	Vladimir	Jacques	2010-PDIS-1395	Suspension	7	2010-03-31
160875	Sébastien	Lapointe	2010-PDIS-0539	Suspension	7	2010-03-31
160885	Dino	Fortin	2010-PDIS-0540	Suspension	7	2010-03-31
161046	Brice	Lafontaine	2010-PDIS-0541	Suspension	7	2010-03-31
161052	Yolla	El-Khoury	2010-PDIS-1103	Suspension	7	2010-03-31
161108	Chantal	Bessette	2010-PDIS-0542	Suspension	7	2010-03-31
161206	Sylvie	Lampron	2010-PDIS-2049	Suspension	1A	2010-03-31
161252	Jimmy	Lau	2010-PDIS-1396	Suspension	7	2010-03-31
161268	Isabelle	Tremblay	2010-PDIS-1829	Suspension	7	2010-03-31
161324	Azzedine	Fati	2010-PDIS-0544	Suspension	7	2010-03-31
161326	Steve	Montigny	2010-PDIS-0545	Suspension	7	2010-03-31
161355	Nathalie	Dubé	2010-PDIS-1830	Suspension	7	2010-03-31
161386	Julie	Beauchesne	2010-PDIS-0547	Suspension	7	2010-03-31
161462	Bruce	Lévesque Jr	2010-PDIS-1397	Suspension	7	2010-03-31
161476	Réjean	Vidal	2010-PDIS-2050	Suspension	1A	2010-03-31
161500	Brigitte	Boucher-Boily	2010-PDIS-0548	Suspension	7	2010-03-31
161528	Claude	Auger	2010-PDIS-0549	Suspension	7	2010-03-31
161544	Francine	Bordeleau	2010-PDIS-0550	Suspension	7	2010-03-31
161581	Marie-Hélène	Pelland	2010-PDIS-1831	Suspension	7	2010-03-31
161594	Arshia	Ali	2010-PDIS-1104	Suspension	7	2010-03-31
161624	Marie-Christine	Bertin	2010-PDIS-0551	Suspension	7	2010-03-31
161642	Sylvie	Plante	2010-PDIS-0552	Suspension	7	2010-03-31
161705	Kosta	Arnokouros	2010-PDIS-1105	Suspension	7	2010-03-31
161787	Julienne	Dea	2010-PDIS-0553	Suspension	7	2010-03-31
161796	Karine	Ladouceur	2010-PDIS-0554	Suspension	7	2010-03-31
161802	Rosemary	Marzano	2010-PDIS-1106	Suspension	7	2010-03-31
161807	Janice	Chin	2010-PDIS-1107	Suspension	7	2010-03-31
161848	Angela	Mason	2010-PDIS-1593	Suspension	1B	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
161912	Ammar	Saidi	2010-PDIS-0556	Suspension	7	2010-03-31
161944	Maria Cristina	Pace	2010-PDIS-1398	Suspension	7	2010-03-31
161951	Chantal	Lemay	2010-PDIS-0557	Suspension	7	2010-03-31
161955	Roberto	Naccarato	2010-PDIS-1108	Suspension	7	2010-03-31
161962	Lucille	Tardif	2010-PDIS-0558	Suspension	7	2010-03-31
161963	Chantal	Beaudin	2010-PDIS-1832	Suspension	7	2010-03-31
161992	Pascal	Poirier	2010-PDIS-0559	Suspension	7	2010-03-31
162021	Roula	Berberi	2010-PDIS-1833	Suspension	7	2010-03-31
162023	Alexandre	Savoie	2010-PDIS-1834	Suspension	7	2010-03-31
162120	Chiara	Belluso	2010-PDIS-1399	Suspension	7	2010-03-31
162150	Roger Kazadi	Mbanga	2010-PDIS-1109	Suspension	7	2010-03-31
162215	Érick	Legros	2010-PDIS-1835	Suspension	7	2010-03-31
162276	Jocelyn	Langlois	2010-PDIS-2051	Suspension	1A	2010-03-31
162337	Nizar	Laouni	2010-PDIS-0457	Suspension	7	2010-03-31
162567	Manon	Bertrand	2010-PDIS-0561	Suspension	7	2010-03-31
162586	Robert	Bowness	2010-PDIS-1110	Suspension	7	2010-03-31
162592	Francis	Viens-Paré	2010-PDIS-1111	Suspension	7	2010-03-31
162669	Michelle	Carrier	2010-PDIS-0562	Suspension	7	2010-03-31
162690	Anne	Lavergne	2010-PDIS-1836	Suspension	7	2010-03-31
162763	Annick	Carrier	2010-PDIS-0563	Suspension	7	2010-03-31
162795	Carole	Larocque	2010-PDIS-0564	Suspension	7	2010-03-31
162847	Nathalie	Paré	2010-PDIS-0565	Suspension	7	2010-03-31
162910	Christine	Gauthier	2010-PDIS-1837	Suspension	7	2010-03-31
162992	Najwa	Khalil	2010-PDIS-0566	Suspension	7	2010-03-31
163029	Irene	Iracanye	2010-PDIS-0567	Suspension	7	2010-03-31
163047	Nathalie	Comtois	2010-PDIS-0568	Suspension	7	2010-03-31
163060	Marie-Ève	Beaulieu	2010-PDIS-0569	Suspension	7	2010-03-31
163082	Marie-Claire	Gagné	2010-PDIS-1838	Suspension	7	2010-03-31
163164	Nadine	Ackad	2010-PDIS-0543	Suspension	7	2010-03-31
163166	Benoit	Cimon	2010-PDIS-0570	Suspension	7	2010-03-31
163228	Véronique	Jacques	2010-PDIS-2052	Suspension	1A	2010-03-31
163241	Mathieu	Boileau	2010-PDIS-0486	Suspension	7	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
163249	David	St-Amand Fecteau	2010-PDIS-1112	Suspension	7	2010-03-31
163250	Arnaud	Plaziac	2010-PDIS-0571	Suspension	7	2010-03-31
163300	Ghislain	Bergeron	2010-PDIS-1839	Suspension	7	2010-03-31
163339	Alexandre	Rousselle	2010-PDIS-0572	Suspension	7	2010-03-31
163358	Diane	Tosco	2010-PDIS-1113	Suspension	7	2010-03-31
163378	Julia	Infantino	2010-PDIS-1114	Suspension	7	2010-03-31
163393	Claudia	Côté	2010-PDIS-1840	Suspension	7	2010-03-31
163409	René	Senbandith	2010-PDIS-1841	Suspension	7	2010-03-31
163457	Stéphane	Gagnon	2010-PDIS-0531	Suspension	7	2010-03-31
163462	Jaret	Dawe	2010-PDIS-1115	Suspension	7	2010-03-31
163566	Claire	Foucault	2010-PDIS-0573	Suspension	7	2010-03-31
163606	Kathleen	So	2010-PDIS-1116	Suspension	7	2010-03-31
163668	Nathalie	Gagnon	2010-PDIS-1842	Suspension	7	2010-03-31
163697	Richard	Paré	2010-PDIS-1642	Suspension	6	2010-03-31
163707	Anne	St Louis	2010-PDIS-1400	Suspension	7	2010-03-31
163731	Frederick	Riche	2010-PDIS-1401	Suspension	7	2010-03-31
163747	Jean-Célestin	Yombé	2010-PDIS-2156	Suspension	1A, 7	2010-03-31
163783	Jean	Nasrallah	2010-PDIS-0575	Suspension	7	2010-03-31
163806	Sylvie	Lombardo	2010-PDIS-2167	Suspension	1B	2010-03-31
163866	Geneviève	Morin	2010-PDIS-1843	Suspension	7	2010-03-31
163916	Francesco	Bolongaro	2010-PDIS-1117	Suspension	7	2010-03-31
163937	Lama	Farran	2010-PDIS-0576	Suspension	7	2010-03-31
163939	Cécile	Hamel	2010-PDIS-0577	Suspension	7	2010-03-31
163962	Diane	Renaud	2010-PDIS-0578	Suspension	7	2010-03-31
163978	Rody	Ramia	2010-PDIS-1118	Suspension	7	2010-03-31
164020	Isabelle	Maltais	2010-PDIS-1844	Suspension	7	2010-03-31
164071	Denyse	Nielsen	2010-PDIS-1402	Suspension	7	2010-03-31
164073	Doreen	Hunt	2010-PDIS-1119	Suspension	7	2010-03-31
164074	Nathalie	Beaudet	2010-PDIS-0581	Suspension	7	2010-03-31
164119	Madeleine	Ancil	2010-PDIS-0582	Suspension	7	2010-03-31
164121	Daphné	Plourde	2010-PDIS-0583	Suspension	7	2010-03-31
164125	Kevin	Otis	2010-PDIS-0584	Suspension	7	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
164131	Rachel	Lavoie	2010-PDIS-0585	Suspension	7	2010-03-31
164182	Claudette	Rouleau	2010-PDIS-0586	Suspension	7	2010-03-31
164196	Nikiforos	Manioudakis	2010-PDIS-1565	Suspension	1A	2010-03-31
164232	Renée-Claude	Landry	2010-PDIS-0587	Suspension	7	2010-03-31
164267	Helen	Liu	2010-PDIS-1403	Suspension	7	2010-03-31
164300	Christian	Falle	2010-PDIS-1319	Suspension	9	2010-03-31
164319	Angelo	Rizzo	2010-PDIS-1404	Suspension	7	2010-03-31
164428	Anabel	Gendron	2010-PDIS-0588	Suspension	7	2010-03-31
164465	Marie	Parenteau	2010-PDIS-1845	Suspension	7	2010-03-31
164466	Stéphanie	Larochelle	2010-PDIS-0589	Suspension	7	2010-03-31
164479	Stéphane	Lemay	2010-PDIS-2053	Suspension	1A	2010-03-31
164507	Gordon	Tough	2010-PDIS-1120	Suspension	7	2010-03-31
164541	Muilen	In	2010-PDIS-1846	Suspension	7	2010-03-31
164571	Johannie	Gignac	2010-PDIS-0590	Suspension	7	2010-03-31
164594	Stephen	Marles	2010-PDIS-1121	Suspension	7	2010-03-31
164608	Véronique	Sirois	2010-PDIS-0591	Suspension	7	2010-03-31
164667	Domenica	Sacchetti	2010-PDIS-1847	Suspension	7	2010-03-31
164672	Yannick	Gagné	2010-PDIS-1848	Suspension	7	2010-03-31
164732	Nicole	Carrier	2010-PDIS-1849	Suspension	7	2010-03-31
164793	Lisa	Cheong	2010-PDIS-1850	Suspension	7	2010-03-31
164837	Xavier	Sagues	2010-PDIS-0593	Suspension	7	2010-03-31
164859	Lina	Lamy	2010-PDIS-0595	Suspension	7	2010-03-31
164864	Renée-Claude	Gagnon	2010-PDIS-0596	Suspension	7	2010-03-31
164875	Norman	Bastampillai	2010-PDIS-0979	Suspension	9	2010-03-31
164933	Marcel	Dubé	2010-PDIS-0597	Suspension	7	2010-03-31
164960	Chi Man Sherman Tong		2010-PDIS-1405	Suspension	7	2010-03-31
165023	Krzysztof	Dziadek	2010-PDIS-0598	Suspension	7	2010-03-31
165101	Diane	Bérubé	2010-PDIS-0599	Suspension	7	2010-03-31
165170	William	McCann	2010-PDIS-1406	Suspension	7	2010-03-31
165180	Mireille	Simard	2010-PDIS-1122	Suspension	7	2010-03-31
165284	Cynthia	Deland	2010-PDIS-1851	Suspension	7	2010-03-31
165299	Sophie	Séguin	2010-PDIS-1566	Suspension	1A	2010-03-31



Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
165303	Lisette	Adam	2010-PDIS-1852	Suspension	7	2010-03-31
165311	Stephen	Boyle	2010-PDIS-1123	Suspension	7	2010-03-31
165332	Francine	Bédard	2010-PDIS-1853	Suspension	7	2010-03-31
165371	Isabelle	Laporte	2010-PDIS-0600	Suspension	7	2010-03-31
165403	Justin	Ryan	2010-PDIS-1407	Suspension	7	2010-03-31
165405	Ginette	Ryder	2010-PDIS-1124	Suspension	7	2010-03-31
165424	Agota	Nagy Zsoldics	2010-PDIS-0601	Suspension	7	2010-03-31
165440	Darin	Whiteley	2010-PDIS-1125	Suspension	7	2010-03-31
165443	Hélène	Nault	2010-PDIS-1854	Suspension	7	2010-03-31
165444	Paula	Crandall	2010-PDIS-1126	Suspension	7	2010-03-31
165564	Philippe	Amegah	2010-PDIS-1855	Suspension	7	2010-03-31
165631	Warren	Conrod	2010-PDIS-1408	Suspension	7	2010-03-31
165637	Éric	Drapeau	2010-PDIS-0604	Suspension	7	2010-03-31
165672	Dennis	Carranza	2010-PDIS-1127	Suspension	7	2010-03-31
165728	Vassilios	Mikedis	2010-PDIS-1567	Suspension	1A	2010-03-31
165855	James	Vowles	2010-PDIS-1128	Suspension	7	2010-03-31
165881	Carlo	Cansino	2010-PDIS-1129	Suspension	7	2010-03-31
165993	Souad	Ouared	2010-PDIS-1856	Suspension	7	2010-03-31
165997	Maxime	Côté	2010-PDIS-0606	Suspension	7	2010-03-31
166042	Jo-Anne	Bouchard	2010-PDIS-0608	Suspension	7	2010-03-31
166079	Jennifer	Benakoun	2010-PDIS-0609	Suspension	7	2010-03-31
166107	Guy	La Roche	2010-PDIS-0610	Suspension	7	2010-03-31
166116	Josée	Paquin	2010-PDIS-1857	Suspension	7	2010-03-31
166147	Jean-françois	Jobidon	2010-PDIS-0611	Suspension	7	2010-03-31
166157	Andrea	Demers	2010-PDIS-1130	Suspension	7	2010-03-31
166177	Mireille	Mishriky	2010-PDIS-0612	Suspension	7	2010-03-31
166211	Andreea	Mihailov	2010-PDIS-1858	Suspension	7	2010-03-31
166216	Karine Yaël	Quedoshim	2010-PDIS-2054	Suspension	1A	2010-03-31
166230	Mehdi	Ghalim	2010-PDIS-1859	Suspension	7	2010-03-31
166239	Margarita	Paraskevopoulos	2010-PDIS-1860	Suspension	7	2010-03-31
166324	Patricia	Testa	2010-PDIS-0613	Suspension	7	2010-03-31
166367	Josée	Roy	2010-PDIS-1861	Suspension	7	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
166425	Michèle	Bilodeau	2010-PDIS-0970	Suspension	7, 9	2010-03-31
166488	My Anh	Dang	2010-PDIS-1131	Suspension	7	2010-03-31
166500	Elsa	Alves	2010-PDIS-0615	Suspension	7	2010-03-31
166504	Mahammed	Matin	2010-PDIS-1535	Suspension	9	2010-03-31
166545	Christine	Yavner	2010-PDIS-0980	Suspension	9	2010-03-31
166601	Josiane	Helie	2010-PDIS-0616	Suspension	7	2010-03-31
166620	Liliane	Soucy	2010-PDIS-0617	Suspension	7	2010-03-31
166635	Geneviève	Lemire-Julien	2010-PDIS-2055	Suspension	1A	2010-03-31
166639	Marilyn	Mooers	2010-PDIS-1409	Suspension	7	2010-03-31
166644	Roberta	Carter	2010-PDIS-1132	Suspension	7	2010-03-31
166693	Philippe	Roptus	2010-PDIS-1410	Suspension	7	2010-03-31
166710	Joannie	Ethier	2010-PDIS-0619	Suspension	7	2010-03-31
166736	Martin	Dumont	2010-PDIS-0580	Suspension	7	2010-03-31
166738	Donald	Lamousnery	2010-PDIS-0471	Suspension	7	2010-03-31
166738	Donald	Lamousnery	2010-PDIS-2056	Suspension	1A	2010-03-31
166765	Dominic	Martin	2010-PDIS-0592	Suspension	7	2010-03-31
166765	Dominic	Martin	2010-PDIS-2057	Suspension	1A	2010-03-31
166810	Susanne	Nicoriuk	2010-PDIS-1590	Suspension	1A, 7	2010-03-31
166858	Cedric	Parnell	2010-PDIS-1568	Suspension	1A	2010-03-31
166903	Chen-Hsuan	Lin	2010-PDIS-1862	Suspension	7	2010-03-31
166946	Oliver	Perilla	2010-PDIS-2058	Suspension	1A	2010-03-31
166951	Mabrouk	Ben Fadhel	2010-PDIS-0621	Suspension	7	2010-03-31
166994	René	Verreault	2010-PDIS-0603	Suspension	7	2010-03-31
167004	Micaela	Newell	2010-PDIS-1411	Suspension	7	2010-03-31
167014	Karl	Chabot	2010-PDIS-0622	Suspension	7	2010-03-31
167025	Vienganong	Sundara	2010-PDIS-1133	Suspension	7	2010-03-31
167036	Hina	Patel	2010-PDIS-0623	Suspension	7	2010-03-31
167045	Mozelle	Roberge	2010-PDIS-0624	Suspension	7	2010-03-31
167051	Patrick	Morin	2010-PDIS-1863	Suspension	7	2010-03-31
167064	Suzanne	Vézina	2010-PDIS-1864	Suspension	7	2010-03-31
167115	Bruno	Bernatchez	2010-PDIS-1865	Suspension	7	2010-03-31
167147	Samer	Akl-Chedid	2010-PDIS-1866	Suspension	7	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
167163	Chau-Phung Annie	Tran	2010-PDIS-2059	Suspension	1A	2010-03-31
167260	Karine	Marchand	2010-PDIS-0625	Suspension	7	2010-03-31
167275	Michael	Kharowf	2010-PDIS-0626	Suspension	7	2010-03-31
167285	Audrey	Rousseau- Fortin	2010-PDIS-1867	Suspension	7	2010-03-31
167292	Kaja Rose	Bukasa Nsenda Ilunga	2010-PDIS-0627	Suspension	7	2010-03-31
167302	Eric	Goutorbe	2010-PDIS-0628	Suspension	7	2010-03-31
167410	Annie	Bouchard	2010-PDIS-0629	Suspension	7	2010-03-31
167462	Ernesto	Tenorio Jr.	2010-PDIS-1134	Suspension	7	2010-03-31
167464	Suat	Ongun	2010-PDIS-0630	Suspension	7	2010-03-31
167466	Maria	English	2010-PDIS-1135	Suspension	7	2010-03-31
167468	Stephen	Tarling	2010-PDIS-1136	Suspension	7	2010-03-31
167471	Thelepan	Surendra	2010-PDIS-1137	Suspension	7	2010-03-31
167491	Endre	Bari	2010-PDIS-1138	Suspension	7	2010-03-31
167492	You	Lee	2010-PDIS-1139	Suspension	7	2010-03-31
167493	Harpreet	Dhillon	2010-PDIS-1140	Suspension	7	2010-03-31
167496	Loreta	Statkeviciene	2010-PDIS-1141	Suspension	7	2010-03-31
167497	Alice	Lieu	2010-PDIS-1142	Suspension	7	2010-03-31
167501	Maryam	Ahmad	2010-PDIS-0631	Suspension	7	2010-03-31
167504	Wai	Chan	2010-PDIS-1143	Suspension	7	2010-03-31
167510	Ewoll	Louis-Jean	2010-PDIS-1144	Suspension	7	2010-03-31
167514	Tomasz	Migdalski	2010-PDIS-1145	Suspension	7	2010-03-31
167515	Dylan	O'Heron	2010-PDIS-1146	Suspension	7	2010-03-31
167518	Marc	Faille	2010-PDIS-1147	Suspension	7	2010-03-31
167534	Supun	Fernando	2010-PDIS-0632	Suspension	7	2010-03-31
167563	David	Dumont	2010-PDIS-0633	Suspension	7	2010-03-31
167564	Hatice	Sagirdak	2010-PDIS-1868	Suspension	7	2010-03-31
167599	Julio	Hernandez	2010-PDIS-0634	Suspension	7	2010-03-31
167676	Karina	Silva	2010-PDIS-1869	Suspension	7	2010-03-31
167684	Alexandre	Lapointe	2010-PDIS-0607	Suspension	7	2010-03-31
167759	Dominique	Cyr	2010-PDIS-0636	Suspension	7	2010-03-31
167863	Hugo	Fortier	2010-PDIS-0637	Suspension	7	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
167874	Abdellah	Bourbel	2010-PDIS-0602	Suspension	7	2010-03-31
167930	Angelo	Fulco	2010-PDIS-1412	Suspension	7	2010-03-31
167941	Larry	Martin	2010-PDIS-1413	Suspension	7	2010-03-31
167986	Dominique	Humblet	2010-PDIS-0638	Suspension	7	2010-03-31
168039	Adel Kamel	Tawfik	2010-PDIS-0640	Suspension	7	2010-03-31
168059	Karine	Brillant	2010-PDIS-0579	Suspension	7	2010-03-31
168072	Wendy	Gromnisky	2010-PDIS-1148	Suspension	7	2010-03-31
168131	Maxime	Beauchemin	2010-PDIS-0641	Suspension	7	2010-03-31
168135	Francine	Cournoyer	2010-PDIS-0642	Suspension	7	2010-03-31
168142	Lesley	Reimer	2010-PDIS-1149	Suspension	7	2010-03-31
168144	James	Otmar	2010-PDIS-1415	Suspension	7	2010-03-31
168147	Marc	Aubé	2010-PDIS-0560	Suspension	7	2010-03-31
168175	Luc	Bossé	2010-PDIS-0981	Suspension	9	2010-03-31
168219	David	Wong	2010-PDIS-1150	Suspension	7	2010-03-31
168233	Genevieve	Brooks	2010-PDIS-0643	Suspension	7	2010-03-31
168249	Parisa	Beheshti	2010-PDIS-1151	Suspension	7	2010-03-31
168289	Branislav	Vujic	2010-PDIS-0644	Suspension	7	2010-03-31
168333	Boutaina	Chokri	2010-PDIS-0645	Suspension	7	2010-03-31
168342	Raphaël	Fournier	2010-PDIS-0646	Suspension	7	2010-03-31
168345	Mary	Morra	2010-PDIS-1152	Suspension	7	2010-03-31
168364	Renal	Abou Touma	2010-PDIS-1416	Suspension	7	2010-03-31
168396	Wayne	Leacock	2010-PDIS-1153	Suspension	7	2010-03-31
168398	Ichou	Wai	2010-PDIS-1870	Suspension	7	2010-03-31
168411	Khadija	Ouarak	2010-PDIS-1871	Suspension	7	2010-03-31
168421	Daniel	Sonkodi	2010-PDIS-1417	Suspension	7	2010-03-31
168427	Geneviève	Smith	2010-PDIS-0647	Suspension	7	2010-03-31
168446	Stéphane	Guérette	2010-PDIS-0982	Suspension	9	2010-03-31
168462	Alain	Archambault	2010-PDIS-0555	Suspension	7	2010-03-31
168464	Philippe	Boucher	2010-PDIS-1154	Suspension	7	2010-03-31
168480	Thomas	Moryto	2010-PDIS-1155	Suspension	7	2010-03-31
168483	Mohammed	Sharif	2010-PDIS-1156	Suspension	7	2010-03-31
168503	Vikram	Chitra	2010-PDIS-0648	Suspension	7	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
168539	Michael	Schoen	2010-PDIS-1157	Suspension	7	2010-03-31
168541	Sandy	Piazza	2010-PDIS-0649	Suspension	7	2010-03-31
168580	Rosa Matilde	Mejia Alegria	2010-PDIS-0546	Suspension	7	2010-03-31
168589	Farid	Kettani	2010-PDIS-0983	Suspension	9	2010-03-31
168606	Ralph	Weekes	2010-PDIS-1419	Suspension	7	2010-03-31
168638	Pierre	Ostiguy	2010-PDIS-0635	Suspension	7	2010-03-31
168702	Johanne	Nault	2010-PDIS-0650	Suspension	7	2010-03-31
168712	Kelly	Trihey	2010-PDIS-2060	Suspension	1A	2010-03-31
168722	Daniel	Perreault	2010-PDIS-1872	Suspension	7	2010-03-31
168728	Mouad	El Biad	2010-PDIS-1873	Suspension	7	2010-03-31
168771	Anick	Larrivée	2010-PDIS-1874	Suspension	7	2010-03-31
168776	Betty	Nukuri	2010-PDIS-1875	Suspension	7	2010-03-31
168786	Sonia	Bouchard	2010-PDIS-0651	Suspension	7	2010-03-31
168798	Isabelle	Laurent	2010-PDIS-0653	Suspension	7	2010-03-31
168869	Brigitte	Barrette	2010-PDIS-1420	Suspension	7	2010-03-31
168873	Aissata	N'diaye	2010-PDIS-0655	Suspension	7	2010-03-31
168895	Isabelle	Bernier	2010-PDIS-1876	Suspension	7	2010-03-31
168901	Mélissa	Screnci	2010-PDIS-0656	Suspension	7	2010-03-31
168912	Michèle	Daigle	2010-PDIS-0657	Suspension	7	2010-03-31
168940	Nathalie	Imbeault	2010-PDIS-0658	Suspension	7	2010-03-31
168950	Gregg	Miltimore	2010-PDIS-1158	Suspension	7	2010-03-31
168951	Josée	Parent	2010-PDIS-2061	Suspension	1A	2010-03-31
168979	Yves	Vachon	2010-PDIS-1877	Suspension	7	2010-03-31
169039	Melissa	Fillmore	2010-PDIS-1159	Suspension	7	2010-03-31
169056	Dany	Ouellet	2010-PDIS-0659	Suspension	7	2010-03-31
169065	Paul	Newton	2010-PDIS-1421	Suspension	7	2010-03-31
169066	Elaine	Arges	2010-PDIS-1422	Suspension	7	2010-03-31
169068	Evans	Potvin	2010-PDIS-2157	Suspension	1A, 7	2010-03-31
169073	Elie	Chaiban	2010-PDIS-1423	Suspension	7	2010-03-31
169074	Annie	Albert	2010-PDIS-0661	Suspension	7	2010-03-31
169089	Hicham	Bellaliz	2010-PDIS-0662	Suspension	7	2010-03-31
169090	David	Wyatt	2010-PDIS-1424	Suspension	7	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
169092	Angela	Carolan	2010-PDIS-1160	Suspension	7	2010-03-31
169105	Soubhi	Canbarieh	2010-PDIS-0663	Suspension	7	2010-03-31
169139	Cynthia	Tassé	2010-PDIS-1983	Suspension	9	2010-03-31
169159	Giovanna	Cinelli	2010-PDIS-0664	Suspension	7	2010-03-31
169201	Massimo	Esposito	2010-PDIS-0654	Suspension	7	2010-03-31
169223	Jerry	Baum	2010-PDIS-0665	Suspension	7	2010-03-31
169312	Karl	Todd	2010-PDIS-1161	Suspension	7	2010-03-31
169314	Christine	Cobham	2010-PDIS-1878	Suspension	7	2010-03-31
169328	Paul-André	Bégin	2010-PDIS-1879	Suspension	7	2010-03-31
169347	Stéphanie	Williams	2010-PDIS-0666	Suspension	7	2010-03-31
169367	Nancy	Surprenant	2010-PDIS-1880	Suspension	7	2010-03-31
169374	Érik	Thibeault	2010-PDIS-0667	Suspension	7	2010-03-31
169408	Rose-Marie	Malo	2010-PDIS-2119	Suspension	1A	2010-03-31
169416	Sibau	Munsala	2010-PDIS-2062	Suspension	1A	2010-03-31
169424	Georges	Farhat	2010-PDIS-0668	Suspension	7	2010-03-31
169430	Gabrielle	Robichaud	2010-PDIS-0669	Suspension	7	2010-03-31
169433	Ginette	Boucher	2010-PDIS-1881	Suspension	7	2010-03-31
169467	Vincenzo	Vinci	2010-PDIS-0670	Suspension	7	2010-03-31
169499	Rachel Ilona	Kajos	2010-PDIS-1569	Suspension	1A	2010-03-31
169594	Lamia	Bentaleb	2010-PDIS-1882	Suspension	7	2010-03-31
169603	Victoria	Soulios	2010-PDIS-1162	Suspension	7	2010-03-31
169635	Paul	Kudzia	2010-PDIS-1425	Suspension	7	2010-03-31
169643	Philippe	Rivard	2010-PDIS-1426	Suspension	7	2010-03-31
169648	Michael	Goodman	2010-PDIS-0671	Suspension	7	2010-03-31
169678	Corissa	Topolnisky	2010-PDIS-1427	Suspension	7	2010-03-31
169716	Isabel	Tremblay	2010-PDIS-0672	Suspension	7	2010-03-31
169727	Anna	Cherian	2010-PDIS-1163	Suspension	7	2010-03-31
169763	Hayat	Hamaili	2010-PDIS-0673	Suspension	7	2010-03-31
169800	Dimitri	Stamos	2010-PDIS-0674	Suspension	7	2010-03-31
169822	Halina	Mastandrea	2010-PDIS-1428	Suspension	7	2010-03-31
169823	Frédéric	Lebel	2010-PDIS-0675	Suspension	7	2010-03-31
169827	Yasir	Ismail	2010-PDIS-1164	Suspension	7	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
169834	John	Rennie	2010-PDIS-1165	Suspension	7	2010-03-31
169893	François	Patoine	2010-PDIS-0677	Suspension	7	2010-03-31
169915	Julie	Rheume	2010-PDIS-0678	Suspension	7	2010-03-31
169996	Jérôme	Tremblay	2010-PDIS-0679	Suspension	7	2010-03-31
170020	David	Lafantaisie	2010-PDIS-1429	Suspension	7	2010-03-31
170041	Philippe	Proux-Martin	2010-PDIS-1883	Suspension	7	2010-03-31
170097	Patrice	Charette	2010-PDIS-0682	Suspension	7	2010-03-31
170104	Zineb	Benmoussa-Zahar	2010-PDIS-1884	Suspension	7	2010-03-31
170155	Serge	Badibanga	2010-PDIS-0684	Suspension	7	2010-03-31
170159	Chantal	Lemay	2010-PDIS-1885	Suspension	7	2010-03-31
170186	Emmanuelle	Dubois	2010-PDIS-0685	Suspension	7	2010-03-31
170193	Jeremy	Ing	2010-PDIS-1430	Suspension	7	2010-03-31
170195	Chantrea	Vann	2010-PDIS-1166	Suspension	7	2010-03-31
170208	Paula	Caines	2010-PDIS-1167	Suspension	7	2010-03-31
170300	Chantal	Landry	2010-PDIS-2063	Suspension	1A	2010-03-31
170311	Anna	Dawe	2010-PDIS-0686	Suspension	7	2010-03-31
170326	Jean-François	Arsenault	2010-PDIS-0660	Suspension	7	2010-03-31
170356	Steves	Exantus	2010-PDIS-0687	Suspension	7	2010-03-31
170366	Maxime	Stencer	2010-PDIS-1886	Suspension	7	2010-03-31
170417	Plebious	Nsame-Ngala	2010-PDIS-0688	Suspension	7	2010-03-31
170446	Colette	Dodier	2010-PDIS-0689	Suspension	7	2010-03-31
170486	Naji	El-Khoury	2010-PDIS-0690	Suspension	7	2010-03-31
170497	Sylvie	Boivin	2010-PDIS-0448	Suspension	7	2010-03-31
170511	Sara	Garcia	2010-PDIS-0691	Suspension	7	2010-03-31
170512	Fatmé	Arzouni	2010-PDIS-1431	Suspension	7	2010-03-31
170518	Jean-François	Mondoux	2010-PDIS-2064	Suspension	1A	2010-03-31
170534	Aulf	Robitaille	2010-PDIS-1168	Suspension	7	2010-03-31
170540	Marie-France	Vermette	2010-PDIS-1169	Suspension	7	2010-03-31
170559	Rana	Karim	2010-PDIS-1887	Suspension	7	2010-03-31
170572	Mathieu	Kermoyan	2010-PDIS-1888	Suspension	7	2010-03-31
170598	Eric	Marcil	2010-PDIS-0692	Suspension	7	2010-03-31
170631	Julio	Larosilière	2010-PDIS-0693	Suspension	7	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
170648	Muadi	Mbuyi	2010-PDIS-1170	Suspension	7	2010-03-31
170671	Chibuzoh	Ehirim	2010-PDIS-1432	Suspension	7	2010-03-31
170675	Pierina	Chabot	2010-PDIS-1171	Suspension	7	2010-03-31
170737	Patrice	Labonne-Mercier	2010-PDIS-0694	Suspension	7	2010-03-31
170745	Fadoua	Bougha	2010-PDIS-0695	Suspension	7	2010-03-31
170765	Melissa	Martel	2010-PDIS-0696	Suspension	7	2010-03-31
170798	Camille	Poirier	2010-PDIS-1433	Suspension	7	2010-03-31
170890	Mahdi Abdelhafidh	Turki	2010-PDIS-0697	Suspension	7	2010-03-31
170908	Tammy Lee	MacDonald	2010-PDIS-1172	Suspension	7	2010-03-31
171051	Ziad	Chaieb	2010-PDIS-0700	Suspension	7	2010-03-31
171062	Karen	Ferrazzano	2010-PDIS-0701	Suspension	7	2010-03-31
171090	Simon	Leclerc	2010-PDIS-1889	Suspension	7	2010-03-31
171144	Marie-Julie	Minville	2010-PDIS-0702	Suspension	7	2010-03-31
171154	Jayashree	Rastogi	2010-PDIS-1173	Suspension	7	2010-03-31
171166	Mohammed	Rizvi	2010-PDIS-1434	Suspension	7	2010-03-31
171169	Sami	Zakhama	2010-PDIS-0703	Suspension	7	2010-03-31
171170	Randy	Chan	2010-PDIS-1435	Suspension	7	2010-03-31
171180	Michael	Lombardi	2010-PDIS-1436	Suspension	7	2010-03-31
171181	Ruchir	Bhatia	2010-PDIS-1174	Suspension	7	2010-03-31
171183	Stanley	Ha	2010-PDIS-1437	Suspension	7	2010-03-31
171191	Amudhan	Gnanasekar	2010-PDIS-1438	Suspension	7	2010-03-31
171193	Jennifer	Twu	2010-PDIS-1175	Suspension	7	2010-03-31
171203	Christopher	Yu	2010-PDIS-1439	Suspension	7	2010-03-31
171215	Kevin	Lai	2010-PDIS-1176	Suspension	7	2010-03-31
171218	Luis	Argueta	2010-PDIS-1440	Suspension	7	2010-03-31
171221	Ian	Chuah	2010-PDIS-1177	Suspension	7	2010-03-31
171224	Gita	Basserinia	2010-PDIS-1441	Suspension	7	2010-03-31
171226	Emily	Zhou	2010-PDIS-1442	Suspension	7	2010-03-31
171249	Patricia	Boutin	2010-PDIS-0639	Suspension	7	2010-03-31
171277	Pamela	Cabrera	2010-PDIS-0704	Suspension	7	2010-03-31
171305	Olivier	Girard	2010-PDIS-0705	Suspension	7	2010-03-31



Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
171316	Balasubramaniam	Kumarravel	2010-PDIS-0984	Suspension	9	2010-03-31
171328	Erfan Mohammad	Youssef	2010-PDIS-1178	Suspension	7	2010-03-31
171346	Mathieu	Liberty	2010-PDIS-2065	Suspension	1A	2010-03-31
171347	Yann	Nguyen	2010-PDIS-2066	Suspension	1A	2010-03-31
171395	Caroline	Lefebvre	2010-PDIS-0706	Suspension	7	2010-03-31
171459	Caroline	Magnan	2010-PDIS-1890	Suspension	7	2010-03-31
171461	Cynthia	Tan	2010-PDIS-1443	Suspension	7	2010-03-31
171469	Lucie	Marcoux	2010-PDIS-0707	Suspension	7	2010-03-31
171474	Chi Ko	Lai	2010-PDIS-1891	Suspension	7	2010-03-31
171479	Sandeep Singh	Mangat	2010-PDIS-1179	Suspension	7	2010-03-31
171481	Jason	St-Denis	2010-PDIS-1180	Suspension	7	2010-03-31
171506	Jean	Davidson	2010-PDIS-0708	Suspension	7	2010-03-31
171561	Darrell	Hope	2010-PDIS-1444	Suspension	7	2010-03-31
171565	Ian	Simister	2010-PDIS-1181	Suspension	7	2010-03-31
171594	Patricia	Plamondon	2010-PDIS-0709	Suspension	7	2010-03-31
171607	Dustin	Gareau	2010-PDIS-1445	Suspension	7	2010-03-31
171626	Pasha	Sharifnia	2010-PDIS-1182	Suspension	7	2010-03-31
171628	Daniel	Lenghardt	2010-PDIS-1183	Suspension	7	2010-03-31
171675	Kanwar	Singh	2010-PDIS-1184	Suspension	7	2010-03-31
171676	Patrick-André	Poisson	2010-PDIS-2067	Suspension	1A	2010-03-31
171705	Marie-Pier	Fortin	2010-PDIS-0711	Suspension	7	2010-03-31
171721	Sergey	Zinchenko	2010-PDIS-1185	Suspension	7	2010-03-31
171722	Shawn	Thomas	2010-PDIS-1186	Suspension	7	2010-03-31
171744	Najat	Kadiri	2010-PDIS-1446	Suspension	7	2010-03-31
171759	Mariya	Medvedeva	2010-PDIS-1187	Suspension	7	2010-03-31
171761	John	Ferguson	2010-PDIS-1447	Suspension	7	2010-03-31
171774	Sandra	Potvin	2010-PDIS-0712	Suspension	7	2010-03-31
171807	Kevin	Blainey	2010-PDIS-1448	Suspension	7	2010-03-31
171814	Petra	McDonald	2010-PDIS-1188	Suspension	7	2010-03-31
171820	Stephanie	Kaperonis	2010-PDIS-1892	Suspension	7	2010-03-31
171823	Raha	Pooyania	2010-PDIS-1893	Suspension	7	2010-03-31
171828	Karim	Charrad	2010-PDIS-0713	Suspension	7	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
171834	Ahmad	Mohungoo	2010-PDIS-1449	Suspension	7	2010-03-31
171837	Joseph	Elias	2010-PDIS-1189	Suspension	7	2010-03-31
171844	Patrick	Janelle	2010-PDIS-1894	Suspension	7	2010-03-31
171846	Jennifer	Tsang	2010-PDIS-1190	Suspension	7	2010-03-31
171862	Nadine	Alby	2010-PDIS-0714	Suspension	7	2010-03-31
171863	Clara	Erdman	2010-PDIS-1450	Suspension	7	2010-03-31
171875	Sylvain	Larouche	2010-PDIS-0676	Suspension	7	2010-03-31
171875	Sylvain	Larouche	2010-PDIS-2068	Suspension	1A	2010-03-31
171893	Dominique	Rodrigue	2010-PDIS-1895	Suspension	7	2010-03-31
171897	Anca	Enache	2010-PDIS-1451	Suspension	7	2010-03-31
171904	Mary	Mariano	2010-PDIS-1452	Suspension	7	2010-03-31
171912	David	Campbell	2010-PDIS-1453	Suspension	7	2010-03-31
171952	Renée	Grant	2010-PDIS-1191	Suspension	7	2010-03-31
171988	Anastasia	Mylonas	2010-PDIS-0715	Suspension	7	2010-03-31
172004	Geneviève	Bégin	2010-PDIS-0716	Suspension	7	2010-03-31
172005	Brendan	Harvey	2010-PDIS-1192	Suspension	7	2010-03-31
172010	Joseph	Kalombo-Ndonki	2010-PDIS-0717	Suspension	7	2010-03-31
172013	Sylvie	Dubé	2010-PDIS-0620	Suspension	7	2010-03-31
172019	Rania	Zahabi	2010-PDIS-1896	Suspension	7	2010-03-31
172026	Lena Francis	Assaf	2010-PDIS-0574	Suspension	7	2010-03-31
172038	Maryse	Pépin	2010-PDIS-0718	Suspension	7	2010-03-31
172040	Carolyn	Hughes	2010-PDIS-1454	Suspension	7	2010-03-31
172076	William	Allen	2010-PDIS-1193	Suspension	7	2010-03-31
172080	Marie-Hélène	LeBlanc	2010-PDIS-1194	Suspension	7	2010-03-31
172081	Avegail	Javier	2010-PDIS-1195	Suspension	7	2010-03-31
172091	Mohamed	Sohawon	2010-PDIS-1897	Suspension	7	2010-03-31
172112	Serge	Sonier	2010-PDIS-1455	Suspension	7	2010-03-31
172161	Diana-Brigitte	Mrzena	2010-PDIS-1196	Suspension	7	2010-03-31
172163	Brian	Murphy	2010-PDIS-1456	Suspension	7	2010-03-31
172170	Maude	Croteau	2010-PDIS-1898	Suspension	7	2010-03-31
172213	Juan-Arturo	Lara-Caravantes	2010-PDIS-1197	Suspension	7	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
172217	Abdelhafid	Walieddine	2010-PDIS-0720	Suspension	7	2010-03-31
172264	Nathalie	Lacourse	2010-PDIS-2069	Suspension	1A	2010-03-31
172283	Emile	Wahbe	2010-PDIS-1198	Suspension	7	2010-03-31
172297	Yara	Jbeili	2010-PDIS-2070	Suspension	1A	2010-03-31
172313	Catherine	Brissette	2010-PDIS-1900	Suspension	7	2010-03-31
172327	Line	Laferrière	2010-PDIS-2071	Suspension	1A	2010-03-31
172351	Roussel	Lamothe	2010-PDIS-0985	Suspension	9	2010-03-31
172399	Clemence	Dessureault	2010-PDIS-0721	Suspension	7	2010-03-31
172400	Saad Paco	Harchi	2010-PDIS-1457	Suspension	7	2010-03-31
172404	Mary	Hanson	2010-PDIS-1199	Suspension	7	2010-03-31
172446	Hichem	Bousnina	2010-PDIS-0722	Suspension	7	2010-03-31
172523	Kwok-Sum	Tung	2010-PDIS-1458	Suspension	7	2010-03-31
172538	Richard	Benn	2010-PDIS-1459	Suspension	7	2010-03-31
172565	Guylaine	Ouellette	2010-PDIS-0698	Suspension	7	2010-03-31
172573	Muhammad	Merchant	2010-PDIS-1200	Suspension	7	2010-03-31
172576	Douglas	Dahmer	2010-PDIS-1201	Suspension	7	2010-03-31
172603	Manon	Roy	2010-PDIS-2072	Suspension	1A	2010-03-31
172621	Anjara	Boicel	2010-PDIS-1901	Suspension	7	2010-03-31
172623	Tania	Dubé	2010-PDIS-1902	Suspension	7	2010-03-31
172626	Eric	Descheneaux	2010-PDIS-1903	Suspension	7	2010-03-31
172643	Randy	Hau	2010-PDIS-1202	Suspension	7	2010-03-31
172674	Alaa	El-Huni	2010-PDIS-0723	Suspension	7	2010-03-31
172688	Brendan	D'Mello	2010-PDIS-1203	Suspension	7	2010-03-31
172716	Frédérique	Gagné	2010-PDIS-0724	Suspension	7	2010-03-31
172734	Linda	Soulière	2010-PDIS-0725	Suspension	7	2010-03-31
172742	Hubert	Kalenga-Kayembe	2010-PDIS-1460	Suspension	7	2010-03-31
172746	Amina	Ouattara	2010-PDIS-0726	Suspension	7	2010-03-31
172766	Joyce	Wells	2010-PDIS-1204	Suspension	7	2010-03-31
172785	Giuseppe	Nocera	2010-PDIS-1205	Suspension	7	2010-03-31
172801	Denise	Vallières	2010-PDIS-0728	Suspension	7	2010-03-31
172802	Daniel	Forster	2010-PDIS-1206	Suspension	7	2010-03-31
172811	Pierre	Castonguay	2010-PDIS-1207	Suspension	7	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
172813	Isabelle	Brisson	2010-PDIS-1904	Suspension	7	2010-03-31
172837	Simon	Lapointe Auger	2010-PDIS-0729	Suspension	7	2010-03-31
172855	Teodora-Elena	Serbanescu	2010-PDIS-0730	Suspension	7	2010-03-31
172890	Nathalie	Duff	2010-PDIS-1208	Suspension	7	2010-03-31
172913	Simon	Menard	2010-PDIS-0731	Suspension	7	2010-03-31
172918	Rodney	Warren	2010-PDIS-1209	Suspension	7	2010-03-31
172920	Milinda	De Silva	2010-PDIS-0732	Suspension	7	2010-03-31
172954	Christina	Mahmouridis	2010-PDIS-1905	Suspension	7	2010-03-31
172960	Julien	Vincent	2010-PDIS-0733	Suspension	7	2010-03-31
173000	Aviva	Leibovici	2010-PDIS-0734	Suspension	7	2010-03-31
173013	Dalila	Laghmati	2010-PDIS-0735	Suspension	7	2010-03-31
173023	Rachel	Belzil	2010-PDIS-0736	Suspension	7	2010-03-31
173036	Audrey	Laplante	2010-PDIS-0737	Suspension	7	2010-03-31
173069	Jing	Gao	2010-PDIS-1210	Suspension	7	2010-03-31
173133	Mylène	Ruel	2010-PDIS-2168	Suspension	1B	2010-03-31
173169	Jessica	Benabou	2010-PDIS-1906	Suspension	7	2010-03-31
173191	Alexander	Martinez-Melendez	2010-PDIS-0738	Suspension	7	2010-03-31
173216	Julien	Manseau	2010-PDIS-0740	Suspension	7	2010-03-31
173253	Scott	Murray	2010-PDIS-1211	Suspension	7	2010-03-31
173257	Philippe	Lespérance	2010-PDIS-2169	Suspension	1B	2010-03-31
173279	Jean-Sébastien	Bouchard	2010-PDIS-0741	Suspension	7	2010-03-31
173298	Deborah	Wood	2010-PDIS-1461	Suspension	7	2010-03-31
173381	Carlos	Rios	2010-PDIS-1462	Suspension	7	2010-03-31
173388	Jamie	Robb	2010-PDIS-1212	Suspension	7	2010-03-31
173393	Ryan	Small	2010-PDIS-1213	Suspension	7	2010-03-31
173402	Hicham	El Ouali	2010-PDIS-1907	Suspension	7	2010-03-31
173423	Marie-Eve	Gagnon	2010-PDIS-0742	Suspension	7	2010-03-31
173434	Bonaventure	Ayena	2010-PDIS-0743	Suspension	7	2010-03-31
173440	Marie-Pierre	Adam	2010-PDIS-0744	Suspension	7	2010-03-31
173471	Manon	St-Louis	2010-PDIS-1908	Suspension	7	2010-03-31
173499	Jones	Ho	2010-PDIS-1463	Suspension	7	2010-03-31
173500	Matthieu	Houde	2010-PDIS-0745	Suspension	7	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
173516	Lorraine	Hein	2010-PDIS-1464	Suspension	7	2010-03-31
173540	Robert	Kowal	2010-PDIS-0746	Suspension	7	2010-03-31
173544	Dominique	Cangé	2010-PDIS-0747	Suspension	7	2010-03-31
173546	Hong	Zhou	2010-PDIS-1214	Suspension	7	2010-03-31
173552	Nathalie	Khawli	2010-PDIS-1909	Suspension	7	2010-03-31
173557	Yosef	Ryzhik	2010-PDIS-1910	Suspension	7	2010-03-31
173586	Guillaume	Bouvrette	2010-PDIS-0605	Suspension	7	2010-03-31
173598	Anna	Kanaras	2010-PDIS-0748	Suspension	7	2010-03-31
173599	Adrian	Cook	2010-PDIS-1215	Suspension	7	2010-03-31
173606	Panagiota	Petropoulos	2010-PDIS-1911	Suspension	7	2010-03-31
173625	Martin	Rodrigue	2010-PDIS-0986	Suspension	9	2010-03-31
173632	Edward	Cheng	2010-PDIS-1465	Suspension	7	2010-03-31
173667	Marlon	Munro	2010-PDIS-1466	Suspension	7	2010-03-31
173687	Adele	Delcorde	2010-PDIS-1216	Suspension	7	2010-03-31
173699	Maxime	Lampron	2010-PDIS-2073	Suspension	1A	2010-03-31
173715	Anil	Desai	2010-PDIS-1217	Suspension	7	2010-03-31
173749	Maria	Bruzzese	2010-PDIS-0749	Suspension	7	2010-03-31
173757	Basseer	Peeroo	2010-PDIS-1570	Suspension	1A	2010-03-31
173762	Annie	Kuftedjian	2010-PDIS-0750	Suspension	7	2010-03-31
173804	Lea	Petrella	2010-PDIS-1912	Suspension	7	2010-03-31
173814	Farnoush	Forouzan	2010-PDIS-1913	Suspension	7	2010-03-31
173834	Denis Ivan	Dominguez Canon	2010-PDIS-0652	Suspension	7	2010-03-31
173861	Ghizlaine	Soughati	2010-PDIS-0751	Suspension	7	2010-03-31
173873	Juan Pablo	Larocque Sanchez	2010-PDIS-0752	Suspension	7	2010-03-31
173889	Ting	Ye	2010-PDIS-1218	Suspension	7	2010-03-31
173897	Hugues	Bérubé	2010-PDIS-0699	Suspension	7	2010-03-31
173904	Karyne	Harvey	2010-PDIS-0987	Suspension	9	2010-03-31
173910	Annie	Beaudry	2010-PDIS-1914	Suspension	7	2010-03-31
173917	Maria	Maiorano	2010-PDIS-1915	Suspension	7	2010-03-31
173934	François	Morin	2010-PDIS-2074	Suspension	1A	2010-03-31
173946	Ying	Zhang	2010-PDIS-1467	Suspension	7	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
173984	Thomas	Arseneau	2010-PDIS-1219	Suspension	7	2010-03-31
174042	Sei	Choi	2010-PDIS-1220	Suspension	7	2010-03-31
174073	Maria	Giovannitti	2010-PDIS-1221	Suspension	7	2010-03-31
174095	Marie-Renée	Drouin	2010-PDIS-0755	Suspension	7	2010-03-31
174119	Dominique	Adrien	2010-PDIS-0756	Suspension	7	2010-03-31
174182	David	Webb	2010-PDIS-1222	Suspension	7	2010-03-31
174199	Nan	Hu	2010-PDIS-1591	Suspension	1A, 7	2010-03-31
174220	Nancy	Cantin	2010-PDIS-1916	Suspension	7	2010-03-31
174228	Mathieu	Beaudry	2010-PDIS-0710	Suspension	7	2010-03-31
174272	Woodrow Glen	St-John	2010-PDIS-1468	Suspension	7	2010-03-31
174276	Gregory	Duggan	2010-PDIS-1223	Suspension	7	2010-03-31
174295	Asmae	Benjelloun	2010-PDIS-1917	Suspension	7	2010-03-31
174326	Philippe	Ménard	2010-PDIS-0759	Suspension	7	2010-03-31
174361	Roger	Larche	2010-PDIS-1469	Suspension	7	2010-03-31
174386	Mimi	Lee	2010-PDIS-1470	Suspension	7	2010-03-31
174388	Geneviève	Paquette	2010-PDIS-1918	Suspension	7	2010-03-31
174396	Josée	Touzin	2010-PDIS-0761	Suspension	7	2010-03-31
174423	Teresa	Wong	2010-PDIS-1471	Suspension	7	2010-03-31
174428	René	Houle	2010-PDIS-0614	Suspension	7	2010-03-31
174435	Arthur	Beers	2010-PDIS-1472	Suspension	7	2010-03-31
174455	Véronique	Michaud	2010-PDIS-1919	Suspension	7	2010-03-31
174556	Theo	Nijimbere	2010-PDIS-1473	Suspension	7	2010-03-31
174591	Zeinam Hamadoun	Ba	2010-PDIS-1920	Suspension	7	2010-03-31
174622	Cristeta	Palcon	2010-PDIS-1224	Suspension	7	2010-03-31
174622	Cristeta	Palcon	2010-PDIS-1571	Suspension	1A	2010-03-31
174627	Salah	Ahmed Yahia	2010-PDIS-0988	Suspension	9	2010-03-31
174658	John	Knowles	2010-PDIS-1474	Suspension	7	2010-03-31
174661	Laurence	Fraser	2010-PDIS-1225	Suspension	7	2010-03-31
174662	Sébastien	Laurence	2010-PDIS-0762	Suspension	7	2010-03-31
174663	Kam-Ho	Tsai	2010-PDIS-1921	Suspension	7	2010-03-31
174678	Todd	Webb	2010-PDIS-1226	Suspension	7	2010-03-31
174680	Severine	Laurence	2010-PDIS-0763	Suspension	7	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
174691	Gilles	Decoste	2010-PDIS-0764	Suspension	7	2010-03-31
174692	Asguet	Djimet	2010-PDIS-1922	Suspension	7	2010-03-31
174713	Luciana	Chiocca	2010-PDIS-1227	Suspension	7	2010-03-31
174732	Michael	Webb	2010-PDIS-1228	Suspension	7	2010-03-31
174738	Jason	Dilamarter	2010-PDIS-1475	Suspension	7	2010-03-31
174786	Michael	Amouyal	2010-PDIS-0765	Suspension	7	2010-03-31
174791	Glenda	McLelland	2010-PDIS-1320	Suspension	9	2010-03-31
174804	Ronald	Sauve	2010-PDIS-1229	Suspension	7	2010-03-31
174832	Jean	Denis	2010-PDIS-0766	Suspension	7	2010-03-31
174835	Alain	Desroches	2010-PDIS-0767	Suspension	7	2010-03-31
174842	Martine	Larouche	2010-PDIS-2075	Suspension	1A	2010-03-31
174867	Zhihuan	Cao	2010-PDIS-1230	Suspension	7	2010-03-31
174888	Octavio David	Hernandez-Maqueda	2010-PDIS-0739	Suspension	7	2010-03-31
174888	Octavio David	Hernandez-Maqueda	2010-PDIS-2076	Suspension	1A	2010-03-31
174898	Jim	Wilson	2010-PDIS-1476	Suspension	7	2010-03-31
174899	Dale	Duquesnay	2010-PDIS-1231	Suspension	7	2010-03-31
174915	Melissa	Leduc	2010-PDIS-1232	Suspension	7	2010-03-31
174916	Marcello	Barrasso	2010-PDIS-0768	Suspension	7	2010-03-31
174950	Michael	Owens	2010-PDIS-1572	Suspension	1A	2010-03-31
174962	Alain	Grandmaison	2010-PDIS-1923	Suspension	7	2010-03-31
174985	Mey	Ngo	2010-PDIS-1924	Suspension	7	2010-03-31
175014	Cynthia	Brunelle	2010-PDIS-0772	Suspension	7	2010-03-31
175017	Béatrice	Hane	2010-PDIS-0773	Suspension	7	2010-03-31
175029	Eric	Roy	2010-PDIS-1573	Suspension	1A	2010-03-31
175043	Jacinthe	Fortin	2010-PDIS-0989	Suspension	9	2010-03-31
175094	Laurent	Sayadi	2010-PDIS-2158	Suspension	1A, 7	2010-03-31
175200	Jean-Frédéric	Laroche	2010-PDIS-0727	Suspension	7	2010-03-31
175266	Donald	Flack	2010-PDIS-1477	Suspension	7	2010-03-31
175277	Ivan	Chen	2010-PDIS-0719	Suspension	7	2010-03-31
175281	Aaron	Fradette	2010-PDIS-1478	Suspension	7	2010-03-31
175317	Louis-Philippe	Turcot	2010-PDIS-0769	Suspension	7	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
175337	Florence	Grunfelder	2010-PDIS-1233	Suspension	7	2010-03-31
175340	Shoib Ahsan	Rabbani	2010-PDIS-0774	Suspension	7	2010-03-31
175350	Brandon	Legge	2010-PDIS-1234	Suspension	7	2010-03-31
175364	Craig	Lehr	2010-PDIS-1479	Suspension	7	2010-03-31
175369	Nader	Kefi	2010-PDIS-1925	Suspension	7	2010-03-31
175372	Amanda	Wotton	2010-PDIS-1235	Suspension	7	2010-03-31
175374	Nathalie	Hernandez Castro	2010-PDIS-1236	Suspension	7	2010-03-31
175385	Maxime	Guitard	2010-PDIS-0775	Suspension	7	2010-03-31
175391	Louis	Leclerc	2010-PDIS-1926	Suspension	7	2010-03-31
175409	Andres	Cook	2010-PDIS-1237	Suspension	7	2010-03-31
175417	Bineta	Ngom	2010-PDIS-0776	Suspension	7	2010-03-31
175428	Sophie	Saint-Fleury	2010-PDIS-2077	Suspension	1A	2010-03-31
175436	Kathy	Doan	2010-PDIS-1238	Suspension	7	2010-03-31
175443	Anne	Williams-Gaus	2010-PDIS-1239	Suspension	7	2010-03-31
175452	Charalambos	Charalabous	2010-PDIS-0777	Suspension	7	2010-03-31
175454	Annick	Laberge	2010-PDIS-0778	Suspension	7	2010-03-31
175461	Darlene	Gillard	2010-PDIS-1240	Suspension	7	2010-03-31
175473	Jeremy	Deme	2010-PDIS-0779	Suspension	7	2010-03-31
175481	Marcel	Sauve	2010-PDIS-1241	Suspension	7	2010-03-31
175489	Norman	Wong	2010-PDIS-1603	Suspension	7, 9	2010-03-31
175492	André	Larocque	2010-PDIS-0990	Suspension	9	2010-03-31
175519	Richard	Watt	2010-PDIS-1480	Suspension	7	2010-03-31
175565	Debra	Hessel	2010-PDIS-1481	Suspension	7	2010-03-31
175568	Valentina	Balint	2010-PDIS-1927	Suspension	7	2010-03-31
175624	Hayley	Strecker	2010-PDIS-1482	Suspension	7	2010-03-31
175670	Roger	Normandeau	2010-PDIS-1483	Suspension	7	2010-03-31
175677	Shireen	Chowdhury	2010-PDIS-1484	Suspension	7	2010-03-31
175683	Stuart	Green	2010-PDIS-1485	Suspension	7	2010-03-31
175700	Ginger	Robinson	2010-PDIS-1486	Suspension	7	2010-03-31
175727	Yue Bo	Chen	2010-PDIS-1487	Suspension	7	2010-03-31
175731	Scott	Allen	2010-PDIS-1488	Suspension	7	2010-03-31
175733	Aissa	Mebtouche	2010-PDIS-0991	Suspension	9	2010-03-31



Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
175734	Nigel	Peyrau	2010-PDIS-1489	Suspension	7	2010-03-31
175769	Medardo	Espinoza Abaunza	2010-PDIS-1242	Suspension	7	2010-03-31
175796	Surrayya	Akram	2010-PDIS-1490	Suspension	7	2010-03-31
175804	Ashish	Kalia	2010-PDIS-0781	Suspension	7	2010-03-31
175810	Hollie	Frain	2010-PDIS-1243	Suspension	7	2010-03-31
175839	Ali Sebastian	Er-Requyeg	2010-PDIS-0782	Suspension	7	2010-03-31
175860	Miguel	Rodrigue	2010-PDIS-0784	Suspension	7	2010-03-31
175865	John	Apostolakis	2010-PDIS-0785	Suspension	7	2010-03-31
175868	Charles	Addai	2010-PDIS-1491	Suspension	7	2010-03-31
175876	Samantha	Di Milo	2010-PDIS-0786	Suspension	7	2010-03-31
175877	Frantz	Kelly	2010-PDIS-0992	Suspension	9	2010-03-31
175877	Frantz	Kelly	2010-PDIS-2170	Suspension	1B	2010-03-31
175895	Laura	Thomson	2010-PDIS-1492	Suspension	7	2010-03-31
175931	Muriel	Badawi	2010-PDIS-0787	Suspension	7	2010-03-31
175933	Jerry	Julien	2010-PDIS-0788	Suspension	7	2010-03-31
175946	Cam Nguyen	Le Phan	2010-PDIS-0789	Suspension	7	2010-03-31
175959	Guillaume	Bougie	2010-PDIS-0790	Suspension	7	2010-03-31
175962	Teresa	Scrivens	2010-PDIS-1493	Suspension	7	2010-03-31
175976	Martin	Roy	2010-PDIS-0792	Suspension	7	2010-03-31
176000	Chris	Christopulos	2010-PDIS-1244	Suspension	7	2010-03-31
176020	Ingrid Sabine	Alfred	2010-PDIS-1928	Suspension	7	2010-03-31
176024	Shivani	Oberoi	2010-PDIS-1494	Suspension	7	2010-03-31
176027	Annie	Riverin	2010-PDIS-2078	Suspension	1A	2010-03-31
176035	Bradley	Walton	2010-PDIS-1495	Suspension	7	2010-03-31
176039	Chun Ho	Kwok	2010-PDIS-1496	Suspension	7	2010-03-31
176040	Jo-Lynne	Breau	2010-PDIS-1245	Suspension	7	2010-03-31
176061	Rehaaz	Boodhoo	2010-PDIS-1497	Suspension	7	2010-03-31
176063	Steve	Lebel	2010-PDIS-0754	Suspension	7	2010-03-31
176063	Steve	Lebel	2010-PDIS-2079	Suspension	1A	2010-03-31
176112	Michelle	Palma	2010-PDIS-1246	Suspension	7	2010-03-31
176114	Barbara-Ishah	Bernier	2010-PDIS-0794	Suspension	7	2010-03-31
176120	David	Prévost	2010-PDIS-1929	Suspension	7	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
176124	Chi	Lac	2010-PDIS-1247	Suspension	7	2010-03-31
176144	Dalila	Djuma	2010-PDIS-1930	Suspension	7	2010-03-31
176157	Angela	Kendall	2010-PDIS-1498	Suspension	7	2010-03-31
176164	Gilles	Lachance	2010-PDIS-0797	Suspension	7	2010-03-31
176170	Bradley	Cormier	2010-PDIS-1248	Suspension	7	2010-03-31
176173	Laurence	Laliberté	2010-PDIS-0798	Suspension	7	2010-03-31
176197	Teresa	Ware	2010-PDIS-1499	Suspension	7	2010-03-31
176225	Abe	Ben Zvi	2010-PDIS-1500	Suspension	7	2010-03-31
176272	Babak	Rafat	2010-PDIS-1501	Suspension	7	2010-03-31
176316	Sonya	Colwell	2010-PDIS-1249	Suspension	7	2010-03-31
176318	Christopher	Lorde	2010-PDIS-1250	Suspension	7	2010-03-31
176324	Steven	Scharf	2010-PDIS-0799	Suspension	7	2010-03-31
176330	James	Bennett	2010-PDIS-1502	Suspension	7	2010-03-31
176331	Delphine	Sawadogo	2010-PDIS-1931	Suspension	7	2010-03-31
176362	Kimberly	Cloutier	2010-PDIS-1321	Suspension	9	2010-03-31
176368	Stephan	Chrétien	2010-PDIS-0800	Suspension	7	2010-03-31
176391	Alain	Poirier	2010-PDIS-2159	Suspension	1A, 7	2010-03-31
176414	Pierre-Luc	Trottier	2010-PDIS-0753	Suspension	7	2010-03-31
176452	Nydia Guisella	Ramirez	2010-PDIS-1932	Suspension	7	2010-03-31
176474	Tahsin	Yilmaz	2010-PDIS-1933	Suspension	7	2010-03-31
176526	Ejaz	Nadeem	2010-PDIS-1584	Suspension	1A, 2A	2010-03-31
176527	Philippe	St-Michel	2010-PDIS-0801	Suspension	7	2010-03-31
176529	Karl	Bédard	2010-PDIS-0757	Suspension	7	2010-03-31
176556	Glenn	Brown	2010-PDIS-1251	Suspension	7	2010-03-31
176574	Geneviève	Milot	2010-PDIS-0802	Suspension	7	2010-03-31
176597	Kevin	Malette-Dacres	2010-PDIS-1934	Suspension	7	2010-03-31
176624	Anthony	Dethomasis	2010-PDIS-1503	Suspension	7	2010-03-31
176630	Abdellatif	Benmalek	2010-PDIS-0803	Suspension	7	2010-03-31
176688	Christiane	Hamel	2010-PDIS-1935	Suspension	7	2010-03-31
176697	Rajinder	Mahil	2010-PDIS-1252	Suspension	7	2010-03-31
176721	Junzheng	Liu	2010-PDIS-0804	Suspension	7	2010-03-31
176734	Fei	Yan	2010-PDIS-1253	Suspension	7	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
176751	Marie-Ève	Lamoureux	2010-PDIS-0758	Suspension	7	2010-03-31
176751	Marie-Ève	Lamoureux	2010-PDIS-2080	Suspension	1A	2010-03-31
176777	Stuart	Wechsler	2010-PDIS-0805	Suspension	7	2010-03-31
176780	Robert	Picard	2010-PDIS-0806	Suspension	7	2010-03-31
176879	Simon	Whalen	2010-PDIS-0807	Suspension	7	2010-03-31
176887	Elaine	Yuen	2010-PDIS-1254	Suspension	7	2010-03-31
176889	Darren	Buttigieg	2010-PDIS-1255	Suspension	7	2010-03-31
176903	Marie-Mai	Péloquin-Thériault	2010-PDIS-0808	Suspension	7	2010-03-31
176988	Valentin	Kintombo	2010-PDIS-1936	Suspension	7	2010-03-31
177019	Stéphane	Harrisson	2010-PDIS-2081	Suspension	1A	2010-03-31
177093	Susan	O'Donnell	2010-PDIS-1256	Suspension	7	2010-03-31
177094	Moira	Gilchrist	2010-PDIS-1504	Suspension	7	2010-03-31
177141	Joan	Dobbin	2010-PDIS-1937	Suspension	7	2010-03-31
177144	Sandrine	Tuekam	2010-PDIS-1257	Suspension	7	2010-03-31
177160	Michèle	Gauthier	2010-PDIS-0809	Suspension	7	2010-03-31
177167	Imad	Nasr	2010-PDIS-0810	Suspension	7	2010-03-31
177169	Annick	Thériault	2010-PDIS-2082	Suspension	1A	2010-03-31
177175	Richard	Larose	2010-PDIS-1938	Suspension	7	2010-03-31
177230	Adnan	Dhali	2010-PDIS-0811	Suspension	7	2010-03-31
177260	Towhida	Khan	2010-PDIS-1258	Suspension	7	2010-03-31
177265	Chi	Liang	2010-PDIS-1259	Suspension	7	2010-03-31
177268	Stephan	Lazure	2010-PDIS-0812	Suspension	7	2010-03-31
177282	Annick	Filion	2010-PDIS-0795	Suspension	7	2010-03-31
177302	Katherine	Matton	2010-PDIS-1505	Suspension	7	2010-03-31
177304	Stéphane	Lebrun	2010-PDIS-1939	Suspension	7	2010-03-31
177428	Annie	Trudel	2010-PDIS-0813	Suspension	7	2010-03-31
177458	Stéphane	Deslauriers	2010-PDIS-0770	Suspension	7	2010-03-31
177493	Kirandeep	Sandhu	2010-PDIS-0814	Suspension	7	2010-03-31
177509	Kathleen	O'Mara	2010-PDIS-0815	Suspension	7	2010-03-31
177516	Xinjuan	Yu	2010-PDIS-1940	Suspension	7	2010-03-31
177544	Carl	Fortin	2010-PDIS-0816	Suspension	7	2010-03-31
177546	Jonathan	Perreault	2010-PDIS-0817	Suspension	7	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
177547	Anthony	Siggia	2010-PDIS-0818	Suspension	7	2010-03-31
177584	Nathalie	Proulx	2010-PDIS-1260	Suspension	7	2010-03-31
177597	Pier-Hugo	Quévillon	2010-PDIS-0820	Suspension	7	2010-03-31
177599	Bachir	Lechheb	2010-PDIS-0819	Suspension	7	2010-03-31
177628	David	Robitaille	2010-PDIS-2083	Suspension	1A	2010-03-31
177656	Christian	Martel	2010-PDIS-0796	Suspension	7	2010-03-31
177685	Isabelle	Houde	2010-PDIS-2084	Suspension	1A	2010-03-31
177700	Gilbert	Godin	2010-PDIS-0822	Suspension	7	2010-03-31
177746	Jillian	Sumner	2010-PDIS-1261	Suspension	7	2010-03-31
177756	Melissa	Mullins	2010-PDIS-0823	Suspension	7	2010-03-31
177779	Aida	Zerrou	2010-PDIS-1941	Suspension	7	2010-03-31
177807	Alain	Tanguay	2010-PDIS-0993	Suspension	9	2010-03-31
177866	Julia	Lum-York	2010-PDIS-1262	Suspension	7	2010-03-31
177875	Teresa	Tirabasso	2010-PDIS-1942	Suspension	7	2010-03-31
177886	Gladis	Albizurez	2010-PDIS-1984	Suspension	9	2010-03-31
177941	Caty	Blanchette	2010-PDIS-0994	Suspension	9	2010-03-31
177950	Annie	Caron	2010-PDIS-0824	Suspension	7	2010-03-31
177953	Kevin	Landreville	2010-PDIS-1263	Suspension	7	2010-03-31
177989	Jonathan	René de Cotret	2010-PDIS-0825	Suspension	7	2010-03-31
177995	Sadok	Zaddam	2010-PDIS-0826	Suspension	7	2010-03-31
178002	Mark	Winson	2010-PDIS-1506	Suspension	7	2010-03-31
178008	Geneviève	Nault	2010-PDIS-2160	Suspension	1A, 7	2010-03-31
178064	François	Bruyat	2010-PDIS-0771	Suspension	7	2010-03-31
178069	Paul	Rodgers	2010-PDIS-1507	Suspension	7	2010-03-31
178074	Jason	Beauchemin	2010-PDIS-0827	Suspension	7	2010-03-31
178089	Simon	Viel	2010-PDIS-0828	Suspension	7	2010-03-31
178111	Arden	Amirian	2010-PDIS-1943	Suspension	7	2010-03-31
178157	Guy	Hébert	2010-PDIS-0995	Suspension	9	2010-03-31
178171	Aly	Youssef	2010-PDIS-0830	Suspension	7	2010-03-31
178179	Michael	Allworth	2010-PDIS-1508	Suspension	7	2010-03-31
178181	Hosam Abdel Hadi	Abou-Bars	2010-PDIS-1264	Suspension	7	2010-03-31
178222	Mike	Mangione	2010-PDIS-0996	Suspension	9	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
178244	Isabelle	Côté	2010-PDIS-0831	Suspension	7	2010-03-31
178246	Malika	Haddad	2010-PDIS-0783	Suspension	7	2010-03-31
178247	Diogo	Oliveira	2010-PDIS-0832	Suspension	7	2010-03-31
178259	Cecilia	Arslan	2010-PDIS-0833	Suspension	7	2010-03-31
178274	Elisabeth	Laguë	2010-PDIS-2085	Suspension	1A	2010-03-31
178301	Inderjit	Tamber	2010-PDIS-1536	Suspension	9	2010-03-31
178314	Marie-Ève	Bélanger	2010-PDIS-0791	Suspension	7	2010-03-31
178331	John	Higgins	2010-PDIS-1265	Suspension	7	2010-03-31
178387	Dave	St-Gelais	2010-PDIS-2171	Suspension	1B	2010-03-31
178405	Emanuel	Bilc	2010-PDIS-0834	Suspension	7	2010-03-31
178424	Rakshanda	Shah	2010-PDIS-0835	Suspension	7	2010-03-31
178431	Jacinthe	Laquerre	2010-PDIS-0836	Suspension	7	2010-03-31
178432	Cyril	Mitram	2010-PDIS-0837	Suspension	7	2010-03-31
178485	Kaouther	Bennani	2010-PDIS-0838	Suspension	7	2010-03-31
178555	Hassan	Tounkara	2010-PDIS-0997	Suspension	9	2010-03-31
178556	Shilpa	Patel	2010-PDIS-1944	Suspension	7	2010-03-31
178558	Tom	Leest	2010-PDIS-0998	Suspension	9	2010-03-31
178576	Mame	Diop	2010-PDIS-0839	Suspension	7	2010-03-31
178604	John	Slee	2010-PDIS-1266	Suspension	7	2010-03-31
178608	Han Yun	Wu	2010-PDIS-0840	Suspension	7	2010-03-31
178611	Eyimofe	Moju	2010-PDIS-1267	Suspension	7	2010-03-31
178630	Sofia	Boufaied	2010-PDIS-1945	Suspension	7	2010-03-31
178633	Robert	Gavin	2010-PDIS-1509	Suspension	7	2010-03-31
178638	Guillaume	Gagnon	2010-PDIS-0842	Suspension	7	2010-03-31
178650	Nancy	Ladouceur	2010-PDIS-0999	Suspension	9	2010-03-31
178660	Valérie	Pan	2010-PDIS-0844	Suspension	7	2010-03-31
178691	Jacqueline	Clément	2010-PDIS-1268	Suspension	7	2010-03-31
178753	Frank	Millington	2010-PDIS-1510	Suspension	7	2010-03-31
178771	Lukasz	Kozinski	2010-PDIS-0846	Suspension	7	2010-03-31
178778	Jeffrey	Jackson	2010-PDIS-1511	Suspension	7	2010-03-31
178832	Christine	Black	2010-PDIS-1270	Suspension	7	2010-03-31
178897	Yves-Marie	Doricent	2010-PDIS-0847	Suspension	7	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
178912	Eissa	Salmoun	2010-PDIS-0848	Suspension	7	2010-03-31
178924	Anjun	Guo	2010-PDIS-1512	Suspension	7	2010-03-31
178937	Pamelo	Yatchou	2010-PDIS-1000	Suspension	9	2010-03-31
178943	Youcef-Rafik	Benhacine	2010-PDIS-2086	Suspension	1A	2010-03-31
178947	Frédéric	Bergeron	2010-PDIS-0849	Suspension	7	2010-03-31
178953	Marcie	Magnusson	2010-PDIS-1513	Suspension	7	2010-03-31
178968	Emmanuel	Marcoux	2010-PDIS-0821	Suspension	7	2010-03-31
178991	Johnny	Zeffiro	2010-PDIS-0850	Suspension	7	2010-03-31
179003	David	Laidlaw-Mullins	2010-PDIS-1946	Suspension	7	2010-03-31
179055	Ryan	Myshrall	2010-PDIS-1537	Suspension	9	2010-03-31
179056	Carine	Uwitonze	2010-PDIS-1322	Suspension	9	2010-03-31
179076	Otman	Akesbi	2010-PDIS-1271	Suspension	7	2010-03-31
179084	Hassan	Chauhan	2010-PDIS-1272	Suspension	7	2010-03-31
179130	Li	Meng	2010-PDIS-1538	Suspension	9	2010-03-31
179136	Lutful	Khan	2010-PDIS-1273	Suspension	7	2010-03-31
179186	Peter	Marko	2010-PDIS-1274	Suspension	7	2010-03-31
179186	Peter	Marko	2010-PDIS-1574	Suspension	1A	2010-03-31
179190	Fabian	Paez	2010-PDIS-1003	Suspension	9	2010-03-31
179192	Danielle	Barbeau	2010-PDIS-0853	Suspension	7	2010-03-31
179207	Mauricio	Casaubon Garcin	2010-PDIS-1004	Suspension	9	2010-03-31
179217	Paul Bach	Hoang	2010-PDIS-0854	Suspension	7	2010-03-31
179236	Aude-Mary	Gouillou	2010-PDIS-1947	Suspension	7	2010-03-31
179263	Randy	Harrison	2010-PDIS-1514	Suspension	7	2010-03-31
179294	Pierluigi	Zilembo	2010-PDIS-0855	Suspension	7	2010-03-31
179301	Ioana	Mitrache	2010-PDIS-0856	Suspension	7	2010-03-31
179302	Manon	La Grenade	2010-PDIS-1005	Suspension	9	2010-03-31
179309	Nancy	Soni	2010-PDIS-1275	Suspension	7	2010-03-31
179323	Marise	LeBel	2010-PDIS-1006	Suspension	9	2010-03-31
179326	Guy	Boutin	2010-PDIS-1007	Suspension	9	2010-03-31
179332	Martine	Laroche	2010-PDIS-0857	Suspension	7	2010-03-31
179358	Carlos	Macedo	2010-PDIS-0858	Suspension	7	2010-03-31
179361	Cindy	Adam	2010-PDIS-1008	Suspension	9	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
179364	Betty	Kabelu-Tunsele	2010-PDIS-1539	Suspension	9	2010-03-31
179366	Ke	Cao	2010-PDIS-1540	Suspension	9	2010-03-31
179384	Adam	Dupree	2010-PDIS-1515	Suspension	7	2010-03-31
179409	Barthelemy	Kamdem	2010-PDIS-0859	Suspension	7	2010-03-31
179424	Maryam	Farhat	2010-PDIS-0861	Suspension	7	2010-03-31
179453	Qun	Meng	2010-PDIS-0862	Suspension	7	2010-03-31
179454	Ousmane	Sock	2010-PDIS-0863	Suspension	7	2010-03-31
179459	Johanne	Degrâce	2010-PDIS-0864	Suspension	7	2010-03-31
179509	Lucie	Légaré	2010-PDIS-0860	Suspension	7	2010-03-31
179513	Yi	Wang	2010-PDIS-0865	Suspension	7	2010-03-31
179516	Suzie	Piché	2010-PDIS-0760	Suspension	7	2010-03-31
179521	Tarun	George	2010-PDIS-1276	Suspension	7	2010-03-31
179532	Ana Mercedes	Henriquez	2010-PDIS-1009	Suspension	9	2010-03-31
179563	David	McMillan	2010-PDIS-1516	Suspension	7	2010-03-31
179579	Josée	Fournier	2010-PDIS-1948	Suspension	7	2010-03-31
179588	Annie	Kovacic	2010-PDIS-0866	Suspension	7	2010-03-31
179629	Joel	Darnell	2010-PDIS-1277	Suspension	7	2010-03-31
179646	Alexandre	Mayer	2010-PDIS-0618	Suspension	7	2010-03-31
179647	Xiang	Yao	2010-PDIS-0867	Suspension	7	2010-03-31
179677	Gonwoko Seraphin	Meango	2010-PDIS-2087	Suspension	1A	2010-03-31
179710	Claudette	Tanguay	2010-PDIS-0868	Suspension	7	2010-03-31
179714	Rocco	Caminiti	2010-PDIS-1517	Suspension	7	2010-03-31
179722	Évelyne	Gariépy	2010-PDIS-0869	Suspension	7	2010-03-31
179727	Xavier	Houde	2010-PDIS-2088	Suspension	1A	2010-03-31
179756	Frances	Phillips	2010-PDIS-1278	Suspension	7	2010-03-31
179805	Achille	Djofang Kouenkam	2010-PDIS-0870	Suspension	7	2010-03-31
179812	Martin	Latremouille	2010-PDIS-1279	Suspension	7	2010-03-31
179821	Pierre-Jean	Guèvremont	2010-PDIS-0871	Suspension	7	2010-03-31
179865	Carole	Bergeron	2010-PDIS-1010	Suspension	9	2010-03-31
179868	Joel	Gillis	2010-PDIS-1011	Suspension	9	2010-03-31
179898	Claude	Lemieux	2010-PDIS-2089	Suspension	1A	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
179913	Annie	Charbonneau	2010-PDIS-0872	Suspension	7	2010-03-31
179958	Alain	Nadon	2010-PDIS-2090	Suspension	1A	2010-03-31
179979	Darina	Gueorguieva	2010-PDIS-0874	Suspension	7	2010-03-31
179983	Maria Gina	Sabelli	2010-PDIS-0875	Suspension	7	2010-03-31
179997	Roody	Simon	2010-PDIS-1949	Suspension	7	2010-03-31
180032	Mélanie	Kéroack	2010-PDIS-2091	Suspension	1A	2010-03-31
180065	Kevin	Carrier	2010-PDIS-1280	Suspension	7	2010-03-31
180069	Marcio	Almeida	2010-PDIS-1281	Suspension	7	2010-03-31
180077	NingPing	Liao	2010-PDIS-1012	Suspension	9	2010-03-31
180083	Christopher	Smith	2010-PDIS-1518	Suspension	7	2010-03-31
180089	Ousmane	Tall	2010-PDIS-1985	Suspension	9	2010-03-31
180095	Reza	Manouchehri	2010-PDIS-1519	Suspension	7	2010-03-31
180105	Karine	Berger	2010-PDIS-0876	Suspension	7	2010-03-31
180106	Kelly	Orellana	2010-PDIS-1282	Suspension	7	2010-03-31
180116	Jian	Zhao	2010-PDIS-1283	Suspension	7	2010-03-31
180123	Lennie	Moreno	2010-PDIS-1950	Suspension	7	2010-03-31
180125	Jean	Gadbois	2010-PDIS-0877	Suspension	7	2010-03-31
180136	Ariane	Nater	2010-PDIS-0878	Suspension	7	2010-03-31
180193	John Patrick	Saker	2010-PDIS-1575	Suspension	1A	2010-03-31
180194	Steve	Blais	2010-PDIS-0879	Suspension	7	2010-03-31
180254	Nataly	Silva	2010-PDIS-0881	Suspension	7	2010-03-31
180262	Lyne	Paquette	2010-PDIS-1013	Suspension	9	2010-03-31
180266	Jhoreek	Ponce	2010-PDIS-1284	Suspension	7	2010-03-31
180283	Marcel	Simoneau	2010-PDIS-1986	Suspension	9	2010-03-31
180287	Claude	Carrier	2010-PDIS-1014	Suspension	9	2010-03-31
180291	Marc-André	Petit	2010-PDIS-1015	Suspension	9	2010-03-31
180298	Isabelle	Bruneau	2010-PDIS-1016	Suspension	9	2010-03-31
180331	David	Pittaro	2010-PDIS-0882	Suspension	7	2010-03-31
180332	Patrick	Quinn	2010-PDIS-1951	Suspension	7	2010-03-31
180335	April	Nolasco	2010-PDIS-1541	Suspension	9	2010-03-31
180351	Omar	Abdullahi	2010-PDIS-0883	Suspension	7	2010-03-31
180353	Mounir	Boukaroum	2010-PDIS-0793	Suspension	7	2010-03-31



Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
180361	Nicolas	Dery	2010-PDIS-0884	Suspension	7	2010-03-31
180374	Nadia	Jafri	2010-PDIS-1542	Suspension	9	2010-03-31
180375	Sylvain	Comeau	2010-PDIS-0885	Suspension	7	2010-03-31
180378	Edward	Foo	2010-PDIS-1285	Suspension	7	2010-03-31
180384	David	Johnstone	2010-PDIS-1323	Suspension	9	2010-03-31
180400	Diahann	Raghbeer	2010-PDIS-1286	Suspension	7	2010-03-31
180405	Jean-Philippe	Provost	2010-PDIS-2215	Suspension	2B	2010-03-31
180414	Merih	Tesfaselassie	2010-PDIS-1287	Suspension	7	2010-03-31
180416	David	Villalta	2010-PDIS-1288	Suspension	7	2010-03-31
180421	Arash	Sayed	2010-PDIS-1543	Suspension	9	2010-03-31
180425	Yanhua	Zhong	2010-PDIS-1544	Suspension	9	2010-03-31
180435	Faress	Ben Salah	2010-PDIS-0887	Suspension	7	2010-03-31
180446	Harvey	Hopper	2010-PDIS-1520	Suspension	7	2010-03-31
180461	Brigitte	Corriveau	2010-PDIS-0888	Suspension	7	2010-03-31
180494	Mohamadou Binet	Mangassouba	2010-PDIS-2092	Suspension	1A	2010-03-31
180501	Gregory	O'Brien	2010-PDIS-1521	Suspension	7	2010-03-31
180507	Mitchel	Morehouse	2010-PDIS-1289	Suspension	7	2010-03-31
180527	Marie-Eve	Bélanger	2010-PDIS-0890	Suspension	7	2010-03-31
180531	Frédéric	Bélanger	2010-PDIS-0594	Suspension	7	2010-03-31
180532	Maguy	El-Kai	2010-PDIS-1952	Suspension	7	2010-03-31
180553	Ronald	McMorran	2010-PDIS-1290	Suspension	7	2010-03-31
180585	John	Diamond	2010-PDIS-1545	Suspension	9	2010-03-31
180599	David	Lafleur	2010-PDIS-0891	Suspension	7	2010-03-31
180602	Dane	Orieux	2010-PDIS-1522	Suspension	7	2010-03-31
180608	Wangtao	Chen	2010-PDIS-0892	Suspension	7	2010-03-31
180609	Elise	Roy-Bégin	2010-PDIS-0893	Suspension	7	2010-03-31
180615	Lyda Estella	Montoya	2010-PDIS-0894	Suspension	7	2010-03-31
180616	Tarik	Lerari	2010-PDIS-1017	Suspension	9	2010-03-31
180620	Benoit	Morin	2010-PDIS-0895	Suspension	7	2010-03-31
180624	Alexandru	Ciupitu	2010-PDIS-0896	Suspension	7	2010-03-31
180636	Sonja	Kokal	2010-PDIS-1291	Suspension	7	2010-03-31
180643	David	Gosselin	2010-PDIS-0897	Suspension	7	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
180645	Lisa	Jaworski	2010-PDIS-0898	Suspension	7	2010-03-31
180665	David	Bruneau	2010-PDIS-0899	Suspension	7	2010-03-31
180688	Karine	Litalien	2010-PDIS-1953	Suspension	7	2010-03-31
180697	Marie-Soleil	Martel	2010-PDIS-0901	Suspension	7	2010-03-31
180716	Jason	Clark	2010-PDIS-1523	Suspension	7	2010-03-31
180719	Timothy	Drodge	2010-PDIS-1292	Suspension	7	2010-03-31
180722	Dante	Reino	2010-PDIS-1293	Suspension	7	2010-03-31
180735	Marc	Kozman	2010-PDIS-1524	Suspension	7	2010-03-31
180741	André	Hains	2010-PDIS-0902	Suspension	7	2010-03-31
180762	James	Cameron	2010-PDIS-1294	Suspension	7	2010-03-31
180766	Nicholas	Buchanan	2010-PDIS-1525	Suspension	7	2010-03-31
180770	Michelle	Trinh	2010-PDIS-1546	Suspension	9	2010-03-31
180782	Shafqat	Dattu	2010-PDIS-1295	Suspension	7	2010-03-31
180853	Anthony	Cavallo	2010-PDIS-0903	Suspension	7	2010-03-31
180869	Hugues	Provost-Blais	2010-PDIS-0904	Suspension	7	2010-03-31
180873	Amélie	St-Onge Tousignant	2010-PDIS-1296	Suspension	7	2010-03-31
180881	Karan	Jain	2010-PDIS-1297	Suspension	7	2010-03-31
180928	Mohammad	Al-Sunidar	2010-PDIS-1298	Suspension	7	2010-03-31
180934	Jean-Michel	Kouassi	2010-PDIS-1299	Suspension	7	2010-03-31
180938	Marie-Ève	Scalabrini	2010-PDIS-0905	Suspension	7	2010-03-31
180942	Kim	Leclair-Boisvert	2010-PDIS-0852	Suspension	7	2010-03-31
181016	Anouk	Landry	2010-PDIS-0889	Suspension	7	2010-03-31
181022	Matthew	Gharibo	2010-PDIS-1301	Suspension	7	2010-03-31
181070	Jason	Parker	2010-PDIS-0906	Suspension	7	2010-03-31
181085	Elizabeth	Davies	2010-PDIS-1302	Suspension	7	2010-03-31
181094	David	Di Pasquale	2010-PDIS-1303	Suspension	7	2010-03-31
181097	Didier	Fiset-Trudeau	2010-PDIS-0681	Suspension	7	2010-03-31
181099	Melinda	Brooks-Richard	2010-PDIS-1526	Suspension	7	2010-03-31
181101	Naomie	Haché	2010-PDIS-0907	Suspension	7	2010-03-31
181110	Craig	Woolford	2010-PDIS-1304	Suspension	7	2010-03-31
181126	Arik	Olo	2010-PDIS-1018	Suspension	9	2010-03-31
181128	Roger	Bertrand	2010-PDIS-0910	Suspension	7	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
181164	Kathia	Emond	2010-PDIS-1019	Suspension	9	2010-03-31
181166	Alexandre	Ianovski	2010-PDIS-1020	Suspension	9	2010-03-31
181166	Alexandre	Ianovski	2010-PDIS-2093	Suspension	1A	2010-03-31
181181	Pierre	Leduc	2010-PDIS-1021	Suspension	9	2010-03-31
181182	Isabelle	Vallée	2010-PDIS-1022	Suspension	9	2010-03-31
181188	Denis	Labrie	2010-PDIS-2094	Suspension	1A	2010-03-31
181191	Vyna	Thirakul	2010-PDIS-0911	Suspension	7	2010-03-31
181201	Suzanne	Caron	2010-PDIS-0912	Suspension	7	2010-03-31
181204	Marina	Zaitzev	2010-PDIS-0913	Suspension	7	2010-03-31
181228	Émilie	Trempe	2010-PDIS-0914	Suspension	7	2010-03-31
181235	Louis Le Jeune	Bell Bell	2010-PDIS-1023	Suspension	9	2010-03-31
181252	Danish	Goulamhousse n	2010-PDIS-0915	Suspension	7	2010-03-31
181256	Giancarlo	Ruscio	2010-PDIS-0916	Suspension	7	2010-03-31
181257	Frédéric	Soares	2010-PDIS-1954	Suspension	7	2010-03-31
181275	Dominic	Lambert	2010-PDIS-0917	Suspension	7	2010-03-31
181281	Guillaume	Trudeau	2010-PDIS-0918	Suspension	7	2010-03-31
181289	Stephen	Bertone	2010-PDIS-0919	Suspension	7	2010-03-31
181295	Marie Nathalie	Charles	2010-PDIS-0920	Suspension	7	2010-03-31
181299	Richard	Leblanc	2010-PDIS-2095	Suspension	1A	2010-03-31
181302	Linh Hong	Dang	2010-PDIS-1305	Suspension	7	2010-03-31
181306	El Mehdi	Kazeb	2010-PDIS-0921	Suspension	7	2010-03-31
181309	Timothy	Lew	2010-PDIS-1955	Suspension	7	2010-03-31
181313	Maria	Filippi	2010-PDIS-1306	Suspension	7	2010-03-31
181318	Mariève	Dugas- Sauvageau	2010-PDIS-0900	Suspension	7	2010-03-31
181319	Gopinath	Kandiah	2010-PDIS-1307	Suspension	7	2010-03-31
181322	Kar Yuen	Kwan	2010-PDIS-1308	Suspension	7	2010-03-31
181334	Isabelle	Bombardier	2010-PDIS-0843	Suspension	7	2010-03-31
181346	Christopher	Zolumoff	2010-PDIS-1309	Suspension	7	2010-03-31
181352	Lyne	Paquin	2010-PDIS-0923	Suspension	7	2010-03-31
181355	Ashraf	Madi	2010-PDIS-0924	Suspension	7	2010-03-31
181367	Meaghan	Tsambasis	2010-PDIS-1956	Suspension	7	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
181369	Robert	Lévesque	2010-PDIS-2172	Suspension	1B	2010-03-31
181385	Benjamin	Sinclair	2010-PDIS-1310	Suspension	7	2010-03-31
181405	Irina	Noa Deniz	2010-PDIS-0925	Suspension	7	2010-03-31
181419	Umer	Ismail	2010-PDIS-1957	Suspension	7	2010-03-31
181426	Richard	Martynuk	2010-PDIS-0926	Suspension	7	2010-03-31
181459	Amina	Kalache	2010-PDIS-1024	Suspension	9	2010-03-31
181471	Julie	Jones	2010-PDIS-0927	Suspension	7	2010-03-31
181473	Yohann	Wagner	2010-PDIS-0928	Suspension	7	2010-03-31
181486	Ana	Hurtado	2010-PDIS-1958	Suspension	7	2010-03-31
181489	Simon	Larouche	2010-PDIS-2173	Suspension	1B	2010-03-31
181493	Isabelle	Lessard	2010-PDIS-0929	Suspension	7	2010-03-31
181496	Janelle	Watling	2010-PDIS-0930	Suspension	7	2010-03-31
181546	Eric	Marcoux	2010-PDIS-1025	Suspension	9	2010-03-31
181575	Brigitte	Bisson	2010-PDIS-0931	Suspension	7	2010-03-31
181578	Ryan	Megarrell	2010-PDIS-1311	Suspension	7	2010-03-31
181579	Jun	Cai	2010-PDIS-1959	Suspension	7	2010-03-31
181580	Maxime	Gagné	2010-PDIS-0932	Suspension	7	2010-03-31
181586	Josée	Bélanger	2010-PDIS-1026	Suspension	9	2010-03-31
181593	Ali	Mbarek	2010-PDIS-0908	Suspension	7	2010-03-31
181632	Bartek	Mirecki	2010-PDIS-1312	Suspension	7	2010-03-31
181636	Pascale	Parent	2010-PDIS-0933	Suspension	7	2010-03-31
181644	Pascale	Lepage	2010-PDIS-0934	Suspension	7	2010-03-31
181701	Mehdi	Bendedouch	2010-PDIS-0845	Suspension	7	2010-03-31
181704	Sarah	Amar	2010-PDIS-0935	Suspension	7	2010-03-31
181720	Matthew	Cameron	2010-PDIS-1527	Suspension	7	2010-03-31
181722	Sonel	Merjuste	2010-PDIS-2096	Suspension	1A	2010-03-31
181725	Sudesh	Sharma	2010-PDIS-1528	Suspension	7	2010-03-31
181732	Panos	Koutroumanis	2010-PDIS-0936	Suspension	7	2010-03-31
181747	Da	Yang	2010-PDIS-0937	Suspension	7	2010-03-31
181748	Karla	Elas Jovel	2010-PDIS-1960	Suspension	7	2010-03-31
181749	Melissa	Paradiso	2010-PDIS-1961	Suspension	7	2010-03-31
181760	John	Blair	2010-PDIS-1962	Suspension	7	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
181785	Johnn Alexander	Usma	2010-PDIS-1027	Suspension	9	2010-03-31
181785	Johnn Alexander	Usma	2010-PDIS-2174	Suspension	1B	2010-03-31
181797	Martin	Ouimet	2010-PDIS-1963	Suspension	7	2010-03-31
181801	Michel	Maher	2010-PDIS-0780	Suspension	7	2010-03-31
181808	Julio	Martins Fontes	2010-PDIS-1028	Suspension	9	2010-03-31
181831	Laurier	Drolet	2010-PDIS-1964	Suspension	7	2010-03-31
181855	Benjamin	Covell	2010-PDIS-1313	Suspension	7	2010-03-31
181856	Robert	Williams	2010-PDIS-1529	Suspension	7	2010-03-31
181881	Maryam	Mohammadian	2010-PDIS-0939	Suspension	7	2010-03-31
181894	Jose	Areas Pacheco	2010-PDIS-1965	Suspension	7	2010-03-31
181903	France	Pouliot	2010-PDIS-0940	Suspension	7	2010-03-31
181910	Rezki	Haddidi	2010-PDIS-2097	Suspension	1A	2010-03-31
181911	Andria	Moss	2010-PDIS-1314	Suspension	7	2010-03-31
181933	Issam	Azizi	2010-PDIS-0941	Suspension	7	2010-03-31
181935	Fritzner	Chounan	2010-PDIS-1966	Suspension	7	2010-03-31
181941	Steve	Harbec	2010-PDIS-0942	Suspension	7	2010-03-31
181945	Sofia	Kyritsis	2010-PDIS-2098	Suspension	1A	2010-03-31
181960	Georgette	Boivin	2010-PDIS-1967	Suspension	7	2010-03-31
181976	Benjamin	Becamel	2010-PDIS-0943	Suspension	7	2010-03-31
181977	Ahmed	Fellag	2010-PDIS-1029	Suspension	9	2010-03-31
181985	Patrick	Simard	2010-PDIS-1968	Suspension	7	2010-03-31
182023	Marie-Soleil	Labrèche	2010-PDIS-2099	Suspension	1A	2010-03-31
182033	Vartan	Topac	2010-PDIS-1969	Suspension	7	2010-03-31
182043	Bassam	Labbat	2010-PDIS-0880	Suspension	7	2010-03-31
182044	Philippe	Gagné	2010-PDIS-0909	Suspension	7	2010-03-31
182048	Cynthia	Boisvert	2010-PDIS-1030	Suspension	9	2010-03-31
182066	Cyprien	Roussy	2010-PDIS-1031	Suspension	9	2010-03-31
182068	Cynthia	Paradis-Lévesque	2010-PDIS-0944	Suspension	7	2010-03-31
182072	Andrew	Potter	2010-PDIS-1530	Suspension	7	2010-03-31
182080	Matthew	Poapst	2010-PDIS-1531	Suspension	7	2010-03-31
182115	Isabelle	Gélinas	2010-PDIS-0945	Suspension	7	2010-03-31
182130	Marie-Julie	Tremblay	2010-PDIS-1970	Suspension	7	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
182141	Anne	Lauzon	2010-PDIS-2100	Suspension	1A	2010-03-31
182142	Jason	Rahal	2010-PDIS-1576	Suspension	1A	2010-03-31
182154	Carolyne	Gagnon	2010-PDIS-0886	Suspension	7	2010-03-31
182157	Paul	Arjane	2010-PDIS-0946	Suspension	7	2010-03-31
182199	Craig	McIntyre	2010-PDIS-0947	Suspension	7	2010-03-31
182209	David	Velanoff	2010-PDIS-1315	Suspension	7	2010-03-31
182216	Steven	Jacques	2010-PDIS-0922	Suspension	7	2010-03-31
182240	Nicholas	Arbour	2010-PDIS-0948	Suspension	7	2010-03-31
182257	Guillaume	Laliberté	2010-PDIS-2101	Suspension	1A	2010-03-31
182273	Mariette	Meilleur	2010-PDIS-2175	Suspension	1B	2010-03-31
182294	An	Le	2010-PDIS-0949	Suspension	7	2010-03-31
182296	Amine	El Kaouachi	2010-PDIS-0950	Suspension	7	2010-03-31
182298	Marc-André	Lapointe	2010-PDIS-0951	Suspension	7	2010-03-31
182324	Cecile	Betchem Mpon	2010-PDIS-1971	Suspension	7	2010-03-31
182329	Md Rajib-Ul	Haq	2010-PDIS-1577	Suspension	1A	2010-03-31
182333	Yassine	Rezgui	2010-PDIS-1972	Suspension	7	2010-03-31
182378	Mathieu	Carignan	2010-PDIS-1032	Suspension	9	2010-03-31
182379	Charles	Paradis	2010-PDIS-1033	Suspension	9	2010-03-31
182384	Patrick	Gauthier	2010-PDIS-1034	Suspension	9	2010-03-31
182390	Peter	Mann	2010-PDIS-1316	Suspension	7	2010-03-31
182390	Peter	Mann	2010-PDIS-1578	Suspension	1A	2010-03-31
182420	Benjamin	Villeneuve	2010-PDIS-0938	Suspension	7	2010-03-31
182423	Jean Israël	Leclerc	2010-PDIS-2102	Suspension	1A	2010-03-31
182425	Marie-Eve	Pellicelli	2010-PDIS-0952	Suspension	7	2010-03-31
182460	Simon	Hébert	2010-PDIS-2103	Suspension	1A	2010-03-31
182487	Nicolas	Megelas	2010-PDIS-1579	Suspension	1A	2010-03-31
182489	Carl	Danis	2010-PDIS-0873	Suspension	7	2010-03-31
182496	Aïda Dite Ada	Sarr	2010-PDIS-0829	Suspension	7	2010-03-31
182532	Lanka	Jayasiriwardena	2010-PDIS-1973	Suspension	7	2010-03-31
182564	Andre	Thouin	2010-PDIS-1035	Suspension	9	2010-03-31
182571	Elena	Kravtchenko	2010-PDIS-1974	Suspension	7	2010-03-31
182575	Jessica	Leblanc	2010-PDIS-2176	Suspension	1B	2010-03-31

Certificat	Prénom	Nom	No décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
182589	Keith	Shee Le May	2010-PDIS-0953	Suspension	7	2010-03-31
182602	Karim	Kawadri	2010-PDIS-1975	Suspension	7	2010-03-31
182627	Marco	Goulet	2010-PDIS-1987	Suspension	9	2010-03-31
182660	Yacine	Bouzid	2010-PDIS-0954	Suspension	7	2010-03-31
182661	Justine	St-Cyr	2010-PDIS-0955	Suspension	7	2010-03-31
182675	Jacques	Buron	2010-PDIS-0956	Suspension	7	2010-03-31
182679	Isabelle	Pigeon	2010-PDIS-2161	Suspension	1A, 7	2010-03-31
182737	El Kbir	Labzagui	2010-PDIS-2104	Suspension	1A	2010-03-31
182767	Serge	Gagnon	2010-PDIS-1976	Suspension	7	2010-03-31
182781	Bernard	Ratté	2010-PDIS-2105	Suspension	1A	2010-03-31
182784	Sonia	Murphy	2010-PDIS-1977	Suspension	7	2010-03-31
182786	Grace	Ouattara	2010-PDIS-1978	Suspension	7	2010-03-31
182790	Naomi	Lacaille	2010-PDIS-2106	Suspension	1A	2010-03-31
182800	François	Bernier	2010-PDIS-0957	Suspension	7	2010-03-31
182805	Brahim	Zenasni	2010-PDIS-0958	Suspension	7	2010-03-31
182819	Danielle	Giguère	2010-PDIS-1036	Suspension	9	2010-03-31
182833	Richard	Lacerte	2010-PDIS-2177	Suspension	1B	2010-03-31
182873	Lilach	Balaciano	2010-PDIS-0959	Suspension	7	2010-03-31
182880	Martine	Kouonya	2010-PDIS-0960	Suspension	7	2010-03-31
182921	Jean-Paul	Rochon	2010-PDIS-2107	Suspension	1A	2010-03-31
182925	Corina	Ghibirdic	2010-PDIS-0961	Suspension	7	2010-03-31
182935	Joshua	Rosenmeier	2010-PDIS-1979	Suspension	7	2010-03-31
182938	Ronald	Snyder	2010-PDIS-1532	Suspension	7	2010-03-31
182939	Béline	Dion	2010-PDIS-0963	Suspension	7	2010-03-31
182942	Johanne	Lalonde	2010-PDIS-0964	Suspension	7	2010-03-31
182943	David	Lajeunesse	2010-PDIS-0965	Suspension	7	2010-03-31
182947	Valérie	Lemieux	2010-PDIS-2108	Suspension	1A	2010-03-31
182949	Dave	Paradis	2010-PDIS-2109	Suspension	1A	2010-03-31
182956	Eric	Nielsen	2010-PDIS-0966	Suspension	7	2010-03-31
182962	Thomas	Richard	2010-PDIS-2110	Suspension	1A	2010-03-31
182973	Bo	Zhou	2010-PDIS-1580	Suspension	1A	2010-03-31
182985	Panagiotis	Dalacouras	2010-PDIS-1980	Suspension	7	2010-03-31

<b>Certificat</b>	<b>Prénom</b>	<b>Nom</b>	<b>No décision</b>	<b>Décision</b>	<b>Disciplines</b>	<b>Date de la décision</b>
183013	Marc	Mouaikel	2010-PDIS-0967	Suspension	7	2010-03-31
183060	Eugenia	Lara De Garcia	2010-PDIS-2178	Suspension	1B	2010-03-31



### 3.5 MODIFICATION AUX REGISTRES DES INSCRITS

#### 3.5.1 Les cessations de fonctions d'une personne physique autorisée, d'une personne désignée responsable, d'un chef de la conformité ou d'un dirigeant responsable

##### Courtiers

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date de cessation
La Capitale, Services Conseils inc.	Ross	Steven	2010-03-24
Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc.	Beausoleil	Frédéric	2010-04-06
Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc.	Hinchey	John David	2010-04-05

##### Cabinets de services financiers

Inscription	Nom du cabinet	Nom	Prénom	Date de cessation
512622	CFChamplain 2006 Inc.	Lanctin	Jean-Daniel	2010-04-01

#### 3.5.2 Les cessations d'activités

##### Radiations pour les cabinets de services financiers

Inscription	Nom du cabinet ou du représentant autonome	Numéro de décision	Décision	Date de la décision
502100	Fortraco International Marketing Inc.	2010-PDIS-1335	Radiation	2010-03-23
507558	Guy-Michel Applyrs	2010-PDIS-1330	Radiation	2010-03-23
513775	Robert Alain Abdo	2010-PDSI-1332	Radiation	2010-03-23
514273	Éric Bernier Meunier	2010-PDIS-1328	Radiation	2010-03-23
514477	Gary Emmanuel Blaise	2010-PDIS-1329	Radiation	2010-03-23

##### Cabinets de services financiers

Inscription	Nom du cabinet ou du représentant autonome	Disciplines	Date de cessation
500948	Jean-Paul Gratton	Assurance de personnes Assurance collective de personnes	2010-04-07
501242	Giovanna DiFabio	Assurance de personnes	2010-03-31
506574	Vicky Courtois	Assurance de personnes	2010-03-31
508463	Assure moi.com inc.	Assurance de dommages	2010-04-06

Inscription	Nom du cabinet ou du représentant autonome	Disciplines	Date de cessation
509345	Jovette Deschênes-Perreault	Assurance de personnes	2010-04-06
512621	Jocelyne Durand	Assurance de personnes	2010-03-31
512821	Alain Veilleux	Assurance de personnes	2010-03-30
513734	3870901 Canada inc.	Assurance de personnes Assurance collective de personnes Assurance de dommages	2010-03-30
514187	Nathalie Desbiens	Planification financière	2010-03-31
514667	Marco Aurélio Michels Manfrin	Assurance de personnes	2010-04-01

### 3.5.3 Les ajouts concernant les personnes physiques autorisées, les personnes désignées responsable, les chefs de la conformité ou les dirigeants responsables

#### Courtiers

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date de la décision
La Capitale, Services Conseils Inc.	Vachon	Yves-Dominique	2010-03-31

#### Cabinets de services financiers

Inscription	Nom du cabinet	Nom	Prénom	Date
512622	CFChamplain 2006 Inc.	Harvey	Rodrigue	2010-04-01

### 3.5.4 Les nouvelles inscriptions

#### Inscription de gestionnaires

Nom de la firme	Catégorie	Nom du chef de conformité	Date de la décision
Société de gérance de Fonds FMOQ	Gestionnaire de fonds d'investissement	Daniel Charbonneau	2010-03-29

#### Cabinets de services financiers

Inscription	Nom du cabinet	Nom du dirigeant responsable	Disciplines	Date d'émission
514679	9203-5252 Québec inc.	Robert Talbot	Assurance de dommages	2010-04-01
514680	9149-2926 Québec inc.	Annie Boivin	Planification financière	2010-04-06

Inscription	Nom du cabinet	Nom du dirigeant responsable	Disciplines	Date d'émission
514687	9218-5628 Québec inc.	André Lavergne	Assurance de personnes	2010-04-01
514713	Groupe Conseil Trio-Vie inc.	Olivier Bertrand	Assurance de personnes Assurance collective de personnes	2010-03-30
514717	DiFabio & Associates inc.	Giovanna DiFabio	Assurance de personnes	2010-04-01

### 3.6 AVIS D'AUDIENCES

Aucune information.

## 3.7 DÉCISIONS ADMINISTRATIVES ET DISCIPLINAIRES

### 3.7.1 Autorité

#### Décision n° 2010-PDG-0054

**9115-1183 QUÉBEC INC., F/A SERVICES FINANCIERS FRANÇOIS GIROUX**, personne morale légalement constituée ayant son siège et principal établissement au 3000, rue King Ouest, bureau 200, à Sherbrooke (Québec) J1L 1Y7

#### DÉCISION

(Art. 115 de la *Loi sur la distribution des produits et services financiers*, L.R.Q. c. D-9.2)

#### LES FAITS CONSTATÉS ET LES MANQUEMENTS REPROCHÉS :

Le 2 avril 2009, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») faisait signifier au cabinet 9115-1183 Québec inc., un avis portant le n° 2009-DSEC-0006 (l'« avis ») en vertu de l'article 117 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*, L.R.Q., c. D-9.2 (la « LDPSF »), préalablement à l'émission d'une décision en vertu de l'article 115 de la LDPSF.

L'avis signifié au cabinet 9115-1183 Québec inc., le 8 avril 2009, établit les faits constatés et les manquements reprochés à ce dernier de la manière suivante :

#### FAITS CONSTATÉS

1. Le cabinet 9115-1183 Québec inc. détient une inscription auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »), portant le numéro 509929, dans la discipline de l'assurance de personnes. À ce titre, il est assujéti à la LDPSF;
2. François Giroux est le président, administrateur et dirigeant responsable de 9115-1183 Québec inc. Il est également le seul représentant rattaché à ce cabinet;
3. François Giroux détient un certificat portant le numéro 144701, lui permettant d'agir à titre de représentant dans les disciplines de l'assurance de personnes et en courtage en épargne collective. Il est rattaché, pour cette dernière discipline, auprès du cabinet Investissement Excel. À ce titre, François Giroux est régi par la LDPSF;
4. Les 23, 24 et 25 octobre 2007, 9115-1183 Québec inc. faisait l'objet d'une inspection menée par l'Autorité, au cours de laquelle diverses irrégularités furent constatées;

#### Irrégularités relatives à la conservation des dossiers clients :

5. Les inspecteurs de l'Autorité ont constaté que le cabinet 9115-1183 Québec inc. ne conservait pas les dossiers de ses clients pour une période de cinq (5) ans à compter de leur fermeture, et ce, contrairement aux dispositions de l'article 15 du *Règlement sur la tenue et la conservation des livres et registres*;

Irrégularités relatives à l'analyse des besoins financiers des clients :

6. Les inspecteurs ont également constaté que trente-deux (32) dossiers clients vérifiés ne contenaient aucune analyse de besoins financiers, et ce, contrairement aux dispositions de l'article 6 du *Règlement sur l'exercice des activités des représentants* et le paragraphe 8° de l'article 17 du *Règlement sur le cabinet, le représentant autonome et la société autonome*;
7. Rappelons que l'article 6 du *Règlement sur l'exercice des activités des représentants* exige que le représentant en assurance de personnes analyse avec le preneur ou l'assuré ses besoins d'assurance, les polices ou contrats qu'il détient et tout autre élément nécessaire, avant de lui faire remplir une proposition d'assurance;
8. Rappelons que le paragraphe 8° de l'article 17 du *Règlement sur le cabinet, le représentant autonome et la société autonome* prévoit que l'analyse de besoins financiers doit être consignée dans les dossiers clients;

Irrégularités relatives à la divulgation de polices d'assurance en vigueur et aux préavis de remplacement :

9. L'analyse du dossier de l'assurée [...] a permis de révéler que lorsque le représentant François Giroux a complété, le 13 décembre 2006, une proposition d'assurance pour cette cliente auprès de Empire Vie, celui-ci avait mentionné à cet assureur que la cliente ne possédait qu'une seule police d'assurance vie en vigueur souscrite auprès de la compagnie Transamérica;
10. Cependant, les inspecteurs ont retracé dans le dossier de madame [...], un document résumant les polices d'assurance en vigueur sur la vie de celle-ci ;
11. Ce document révèle que cette cliente possédait quatre (4) polices d'assurance en vigueur, émises entre 1988 et 1999 par la compagnie Transamérica, dont celle qui a été divulguée par le représentant;
12. Les inspecteurs ont également découvert, dans le dossier de madame [...], des demandes de rachat à l'égard des trois (3) polices d'assurance de Transamérica non divulguées dans la proposition de Empire Vie, lesquelles sont datées du 4 avril 2007, soit peu après la livraison de la police de Empire Vie à cette cliente;
13. Lorsque François Giroux a complété la proposition de madame [...] auprès de Empire-Vie, il a fait défaut de divulguer à cet assureur l'existence de trois autres (3) polices en vigueur et de l'intention de la cliente de remplacer les polices en question, et ce, contrairement aux dispositions de l'article 34 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (le « Code de déontologie »);
14. Ainsi, 9115-1183 Québec inc. a fait défaut de s'assurer que son représentant avait complété le préavis de remplacement relatif aux trois (3) polices d'assurance de madame [...] souscrites auprès de Transamérica, et ce, contrairement aux dispositions de l'article 22 du *Règlement sur l'exercice des activités des représentants*;
15. Rappelons que la procédure de remplacement vise notamment à informer le client des avantages et inconvénients de remplacer un contrat détenu par celui-ci et que cette procédure doit être respectée lorsque que la souscription d'un contrat d'assurance est susceptible d'entraîner la résiliation, l'annulation ou la réduction des bénéfices d'un autre contrat d'assurance en vigueur;

Irrégularités relatives à des rabais de prime accordés à des clients :

16. Il appert également de la vérification de onze (11) dossiers clients que 9115-1183 Québec inc. a remboursé directement ou indirectement aux preneurs la prime d'assurance requise;

17. Dans dix (10) de ces onze (11) dossiers, le preneur était [...], une firme de comptables qui a souscrit à dix (10) polices d'assurance sur la vie de ses employés;
18. Ainsi, les faits suivants ont été observés à l'égard de ces dix (10) dossiers :
- l'agent souscripteur était François Giroux;
- le montant des primes payées par [...] s'élevait à 44 525 \$;
- le montant des commissions perçues par le cabinet 9115-1183 Québec inc. pour la vente de ces polices s'élevait au montant de 77 238,23 \$;
- de façon concomitante et sans justification valable, le cabinet 9115-1183 Québec inc. a remboursé directement ou indirectement à [...] une somme totalisant 73 105,47 \$;
19. Par ailleurs, dans un autre dossier, celui de l'assuré [...], une police d'assurance avait été émise en mai 2005. Le cabinet 9115-1183 Québec inc. a versé à la compagnie 3091-9609 Québec inc., qui a comme unique actionnaire [...], la somme de 19 434 \$ à titre de « rabais de prime »;
20. Cette pratique fut déclarée par François Giroux dans une correspondance qu'il avait adressée au Service de l'inspection le 13 novembre 2007;
21. Or, cette pratique est prohibée par les articles 22, 31, 36 et 41 du Code de déontologie, qui édictent, notamment, que le représentant ne peut accorder un rabais sur la prime contenue dans un contrat d'assurance;

#### Irrégularités relatives au partage illégal de commissions :

22. Au surplus, les inspecteurs ont pu constater que, entre le 14 août 2007 et le 18 septembre 2007, le cabinet 9115-1183 Québec inc. a partagé ses commissions en faveur de la compagnie 177812 Canada inc.;
23. 177812 Canada inc. était un cabinet dont l'inscription a été retirée le 14 août 2007 parce qu'aucun représentant n'y était rattaché depuis le 2 avril 2007;
24. À compter du 14 août 2007, 177812 Canada inc. n'était donc plus autorisée à recevoir des commissions ou toute autre rémunération découlant de la vente d'un produit financier ou de la prestation d'un service financier;
25. 177812 Canada inc. est une compagnie contrôlée par [...] père de François Giroux;
26. En tant que dirigeant responsable de 9115-1183 Québec inc., François Giroux doit faire preuve de probité, il doit agir avec soin et compétence et veiller à la discipline des représentants de ce cabinet et ses employés en s'assurant que ceux-ci agissent conformément à la LDPSF et à ses règlements;
27. Compte tenu de ce qui précède, l'Autorité considère que François Giroux n'est plus apte à agir comme dirigeant responsable du cabinet;

#### **MANQUEMENTS REPROCHÉS À 9115-1183 QUÉBEC INC.**

28. Le cabinet 9115-1183 Québec inc. a fait défaut de conserver ses dossiers clients pour une période de cinq (5) ans à compter de leur fermeture, et ce, contrairement aux dispositions de l'article 15 du *Règlement sur la tenue et la conservation des livres et registres*

29. Le cabinet 9115-1183 Québec inc. a fait défaut de s'assurer que son représentant, François Giroux, analyse avec le preneur ou l'assuré ses besoins d'assurance et que cette analyse soit consignée au dossier de chaque client, et ce, contrairement aux dispositions de l'article 6 du *Règlement sur l'exercice des activités des représentants* et du paragraphe 8° de l'article 17 du *Règlement sur le cabinet, le représentant autonome et la société autonome*;
30. En ne s'assurant pas que le représentant avait procédé soigneusement à l'analyse des besoins financiers de ses clients et en ne s'assurant pas que cette analyse était consignée aux dossiers clients, 9115-1183 Québec inc. a fait défaut d'agir avec soin et compétence, et ce, contrairement aux dispositions de l'article 84 de la LDPSF;
31. Le cabinet 9115-1183 Québec inc. a fait défaut de s'assurer que son représentant divulgue à l'assureur, dans la proposition d'assurance de [...], l'existence de tous les contrats d'assurance en vigueur de cette cliente et de s'assurer qu'il respecte la procédure de remplacement, et ce, contrairement aux dispositions de l'article 34 du Code de déontologie et de l'article 22 du *Règlement sur l'exercice des activités des représentants*;
32. En remboursant aux preneurs la prime requise lors de l'établissement de onze (11) nouvelles polices, 9115-1183 Québec inc., a ainsi laissé son représentant accorder des rabais sur la prime contenue dans un contrat d'assurance, et ce, contrairement à l'article 36 du Code de déontologie;
33. En effectuant du partage de commissions en faveur de la compagnie 177812 Canada inc., laquelle ne détenait plus d'inscription valide auprès de l'Autorité, 9115-1183 Québec inc. a contrevenu aux dispositions de l'article 100 de la LDPSF;
34. Ainsi, 9115-1183 Québec inc. a fait défaut de superviser adéquatement son représentant et de s'assurer que celui-ci agissait conformément à la LDPSF et à ses règlements, et ce, contrairement à l'article 85 de la LDPSF;
35. En conséquence de l'ensemble des manquements constatés tel qu'établi dans la section traitant des faits constatés, le cabinet 9115-1183 Québec inc. a fait défaut de veiller à ce que ses dirigeants et employés agissent conformément à la LDPSF et à ses règlements, et ce, contrairement à l'article 86 de la LDPSF;

#### **OBSERVATIONS ÉCRITES ET PRODUCTION DES DOCUMENTS À L'APPUI :**

Dans son avis signifié le 8 avril 2009, l'Autorité donnait l'opportunité au cabinet 9115-1183 Québec inc. de lui transmettre ses observations par écrit, avant le 23 avril 2009, 17h;

N'étant plus représenté par avocat, le dirigeant responsable du cabinet 9115-1183 Québec inc., François Giroux, présenta une demande pour obtenir une prolongation du délai pour fournir les observations du cabinet. L'Autorité accepta de prolonger le délai jusqu'au 30 avril 2009;

Le 30 avril 2009, le cabinet 9115-1183 Québec inc. faisait parvenir à l'Autorité, par l'entremise de François Giroux, ses observations écrites en réponse à l'avis. Ces observations étaient accompagnées d'un relevé bancaire du cabinet daté du 31 mars 2009;

Parmi les observations présentées par le cabinet 9115-1183 Québec inc., l'Autorité retient notamment que:

François Giroux admet que la gestion des dossiers quant à leur conservation fut, selon ses dires, « un peu laissée dans le brouillard »;

Le 29 juillet 2005, François Giroux a vendu sa clientèle à [...]. Par la suite, Monsieur Giroux a récupéré sa clientèle en mai 2006. Entre ces périodes, les mouvements de dossiers furent nombreux;



Il lui a été impossible de reprendre avec exactitude les dossiers qui furent « latents ou annulés »;

François Giroux corrobore les faits constatés, les manquements reprochés au cabinet 9115-1183 Québec inc. et les sanctions proposées. Monsieur Giroux accepte les constatations de l'Autorité;

Monsieur Giroux souligne qu'un élément important que lui reprochait l'Autorité était le paiement des primes d'assurance. Sans vouloir se soustraire à cette accusation qui, à son avis est très grave, François Giroux admet que cette pratique était connue par ses pairs;

François Giroux ne tente pas de justifier cette pratique d'affaires, mais souligne que son intention initiale était d'avantager le bureau de comptables avec lequel il faisait affaires. C'était une façon de remercier ce bureau pour les clients référés et pour leur montrer qu'il n'était pas un conseiller comme les autres, car il trouvait des astuces dans le système et qu'il en faisait bénéficier ses contacts;

Depuis juin 2005, François Giroux n'a jamais plus utilisé cette pratique d'affaires, mais il sait que cela existe toujours. Son but est de protéger ses clients, même si parfois les compagnies d'assurance utilisent encore ce stratagème;

François Giroux indique que depuis la visite des enquêteurs (sic) de l'Autorité en octobre 2007, il a implanté un système de contrôle de conformité qui, selon lui, est plus que convenable;

Avant même la réception du rapport d'inspection, Monsieur Giroux aurait mis en place les mesures suivantes : il n'effectuerait plus de paiement de prime et ne ferait plus aucun chèque à l'ordre de son père[...];

Monsieur Giroux suggère que Investissement Excel, le cabinet auquel il est rattaché dans la discipline du courtage en épargne collective, nomme une personne au sein de son Service du contentieux afin de prendre en charge l'administration du cabinet 9115-1183 Québec inc.;

François Giroux garantit à l'Autorité que sa pratique s'est améliorée depuis le moment où il a été inspecté. Il invite même le Service de l'inspection à revenir vérifier son cabinet à nouveau;

En somme, François Giroux apprécierait que l'Autorité lui laisse une chance;

Monsieur Giroux aimerait également pouvoir ajuster le montant de la pénalité de 10 000 \$ réclamée par l'Autorité, car son cabinet n'aurait pas les moyens financiers pour acquitter ce montant. Il joint une copie d'un récent relevé bancaire du cabinet à cet effet;

François Giroux aurait même cessé de consulter un avocat pour des raisons [...];

Monsieur Giroux demande donc à l'Autorité de diminuer le montant de la pénalité réclamée ou, à défaut, d'en étaler le paiement sur plusieurs mois;

Le 4 mai 2009 et le 19 mai 2009, le dirigeant responsable du cabinet 9115-1183 Québec inc. fournit à l'Autorité, des précisions additionnelles relativement aux procédures de conformité mises en place au sein du cabinet, lesquelles peuvent se résumer comme suit :

Tout d'abord, François Giroux retient une grande leçon de la visite des inspecteurs à son cabinet à l'automne 2007. Il prend la présente situation très au sérieux et depuis ce temps, Monsieur Giroux est devenu très conservateur dans ses pratiques d'affaires, ainsi que très critique à l'égard des différentes stratégies qui lui sont proposées;

Depuis l'inspection menée par l'Autorité, chacun des dossiers clients comporte maintenant une analyse de besoins, ainsi qu'un préavis de remplacement, s'il y a lieu;

Au sujet de ses pratiques d'affaires, Monsieur Giroux ajoute qu'il « *n'accepte aucune stratégie qui nécessite un certain rendement pour que ça fonctionne. Chaque vie universelle vendue est à capital garantie et au coût fixe c'est-à-dire nivelé. Les taux utilisés sont ceux garantie par les compagnies d'assurance. Mes clients sont au courant qu'aucune de leur police auront de mauvaises surprises basée sur les marchés financiers. Et pour être plus sûr de mes recommandations souvent j'utilise de temporaires 100 ans ou des temporaires plus à court terme. Le produit que je vends le plus est la vie entière car tout est garantie dans les contrats. De plus je suis le seule qui utilise un logiciel [...] qui permet d'évaluer des polices en vigueur d'une façon des plus objectifs possible. C'est moi qui a crée ce logiciel est disons qu'il est fort utile pour expliquer si on doit ou non remplacer une police d'assurance* » (sic);

Quant au système de contrôle de conformité de son cabinet, Monsieur Giroux allègue que celui-ci lui assure « *d'avoir tous les éléments importants lors de la création et du maintien d'un dossier client. En fait je construis mes dossiers toujours de la même manière, c'est-à-dire j'ai une feuille de communication, un avis de constitution de dossier, liste des besoins complets qui est passée en revue afin de m'assurer que j'ai discuté des différents produits d'assurance et de placement et j'ai une déclaration du conseiller expliquant que je suis à la commission et que je représente différentes compagnies d'assurance et pour terminer j'ai une feuille accusé réception dans l'éventualité où me laisserait un document important exemple testament. Bref je fais de mon mieux pour être le plus conforme possible* » (sic);

#### **COMMENTAIRES DE L'AUTORITÉ À LA SUITE DES OBSERVATIONS QUI LUI ONT ÉTÉ PRÉSENTÉES :**

L'Autorité a étudié attentivement les observations émises les 30 avril, 4 et 19 mai 2009 par le dirigeant responsable du cabinet 9115-1183 Québec inc. et les quelques documents soumis au soutien de celles-ci;

Mentionnons tout d'abord que François Giroux ne nie d'aucune façon les manquements reprochés par l'Autorité et corrobore les faits constatés. L'Autorité se doit donc d'intervenir;

L'Autorité souligne que les modifications alléguées ne sauraient diminuer le nombre et l'importance des manquements constatés au moment de l'inspection. En tant que cabinet inscrit à l'Autorité, il est de la responsabilité de 9115-1183 Québec inc. de s'assurer que ses employés et représentants respectent la LDPSF et ses règlements;

L'Autorité souligne de plus que le cabinet 9115-1183 Québec inc. n'a transmis aucune preuve documentaire confirmant que les irrégularités constatées lors de l'inspection de l'Autorité ayant eu lieu les 23, 24 et 25 octobre 2007, avaient toutes été corrigées.

Puisque le dirigeant responsable du cabinet 9115-1183 Québec inc. n'a fourni aucune preuve documentaire démontrant qu'il avait effectivement apporté les correctifs requis, l'Autorité ne peut se déclarer satisfaite des explications fournies par celui-ci;

Ainsi, en raison de l'importance des manquements constatés au sein du cabinet 9115-1183 Québec inc., l'Autorité considère approprié de réclamer la pénalité annoncée et d'exiger des mesures de contrôle, de même que le changement du dirigeant responsable au sein de ce cabinet;

L'Autorité rappelle que l'imposition de pénalités administratives s'insère dans le cadre de sa mission qui consiste, entre autres, à voir au respect de la LDPSF et de ses règlements. L'imposition de ces pénalités n'est d'aucune façon basée sur la capacité financière du cabinet à les acquitter.

#### **LA DÉCISION :**

**CONSIDÉRANT** l'article 115 de la LDPSF, qui se lit comme suit :

« L'Autorité peut radier une inscription pour une discipline donnée, la suspendre ou l'assortir de restrictions ou de conditions, lorsqu'elle estime qu'un cabinet ne respecte pas les dispositions de la présente loi ou de ses règlements ou que la protection du public l'exige.

Elle peut imposer, en plus, au cabinet une pénalité pour un montant qui ne peut excéder 100 000 \$. »;

**CONSIDÉRANT** l'article 117 de la LDPSF, qui se lit comme suit :

« L'Autorité signifie au cabinet un avis d'au moins 15 jours de la date à laquelle il pourra présenter ses observations. »

**CONSIDÉRANT** l'article 84 de la LDPSF, qui se lit comme suit :

« Un cabinet et ses dirigeants sont tenus d'agir avec honnêteté et loyauté dans leurs relations avec leurs clients.

Ils doivent agir avec soin et compétence. »

**CONSIDÉRANT** l'article 85 de la LDPSF, qui se lit comme suit :

« Un cabinet et ses dirigeants veillent à la discipline de leurs représentants. Ils s'assurent que ceux-ci agissent conformément à la présente loi et à ses règlements. »;

**CONSIDÉRANT** l'article 86 de la LDPSF, qui se lit comme suit :

« Un cabinet veille à ce que ses dirigeants et employés agissent conformément à la présente loi et à ses règlements »

**CONSIDÉRANT** l'article 100 de la LDPSF, qui se lit comme suit :

« Un cabinet ne peut partager la commission qu'il reçoit qu'avec un autre cabinet, un représentant autonome ou une société autonome, un courtier immobilier régi par la Loi sur le courtage immobilier (chapitre C-73.1), un courtier ou un conseiller régi par la Loi sur les valeurs mobilières (chapitre V-1.1), une institution de dépôts, un assureur ou une fédération au sens de la Loi sur les coopératives de services financiers (chapitre C-67.3).

Le partage s'effectue selon les modalités déterminées par règlement.

Le cabinet inscrit dans un registre, conformément au règlement, tout partage de commission. »

**CONSIDÉRANT** l'article 107 de la LDPSF, qui se lit comme suit :

« L'Autorité procède, aussi souvent qu'elle l'estime nécessaire, à l'inspection d'un cabinet pour s'assurer du respect de la présente loi et de ses règlements. »

**CONSIDÉRANT** l'article 184 de la LDPSF, qui se lit comme suit :

« L'Autorité a pour mission de veiller à la protection du public relativement à l'exercice des activités régies par la présente loi.

Elle voit à l'application des dispositions de la présente loi et de ses règlements auxquelles sont assujettis les titulaires de certificat, les cabinets ainsi que les représentants autonomes et les sociétés autonomes. »

**CONSIDÉRANT** l'article 467 de la LDPSF, qui se lit comme suit :

« Quiconque, n'étant pas visé à l'article 100, reçoit d'un représentant, d'un représentant autonome, d'une société autonome ou d'un cabinet une commission découlant de la vente d'un produit financier ou de la prestation d'un service financier commet une infraction. »

**CONSIDÉRANT** l'article 6 du *Règlement sur l'exercice des activités des représentants*, qui se lit comme suit :

« Le représentant en assurance de personnes doit, avant de faire remplir une proposition d'assurance, analyser avec le preneur ou l'assuré ses besoins d'assurance, les polices ou contrats qu'il détient, leurs caractéristiques, le nom des assureurs qui les ont émis et tout autre élément nécessaire, tels ses revenus, son bilan financier, le nombre de personnes à charge et ses obligations personnelles et familiales. Il doit consigner par écrit ces renseignements. »;

**CONSIDÉRANT** l'article 22 du *Règlement sur l'exercice des activités des représentants*, qui se lit comme suit :

« Lorsque la souscription d'un contrat d'assurance est susceptible d'entraîner la résiliation, l'annulation ou la réduction des bénéficiaires d'un autre contrat d'assurance, le représentant doit :

1° procéder à une analyse des besoins de l'assuré ou du preneur conformément à l'article 6;

2° remplir, en même temps que la proposition d'assurance, le formulaire vendu par le Bureau, prévu à l'annexe I ou II si l'assuré ou le preneur a avantage à remplacer son contrat par un autre;

3° remettre le formulaire dès qu'il est rempli à l'assuré ou au preneur et le lui expliquer en faisant la comparaison des caractéristiques des contrats en vigueur par rapport à ceux proposés et la description des avantages et désavantages du remplacement;

(...) »

**CONSIDÉRANT** le paragraphe 8° de l'article 17 du *Règlement sur le cabinet, le représentant autonome et la société autonome*, qui se lit comme suit :

« Les dossiers clients que le cabinet, le représentant autonome ou la société autonome doit tenir sur chacun de ses clients dans l'exercice de ses activités, sauf celles reliées à la discipline de l'assurance de dommages ou du courtage immobilier doivent contenir les renseignements suivants lorsqu'ils sont nécessaires :

(...)

8° une copie sur quelque support que ce soit de l'analyse de besoins prévus à l'article 6 du *Règlement sur l'exercice des activités des représentants* approuvé par le décret numéro 830-99 du 7 juillet 1999; »;

(...); »

**CONSIDÉRANT** l'article 15 du *Règlement sur la tenue et la conservation des livres et registres*, qui se lit comme suit :

« Tout cabinet, représentant autonome ou société autonome doit conserver ses dossiers clients pour une période d'au moins cinq ans à compter du dernier des événements suivants :

- 1° la fermeture définitive du dossier du client;
- 2° la date de prestation du dernier service rendu au client;
- 3° selon le cas, l'échéance sans renouvellement ou remplacement du dernier produit vendu au client. »

**CONSIDÉRANT** l'article 22 du Code de déontologie, qui se lit comme suit :

« Le représentant ne doit pas verser ou s'engager à verser à une personne qui n'est pas un représentant, une rémunération, des émoluments ou tout autre avantage sauf dans les cas permis par la Loi sur la distribution de produits et services financiers. »

**CONSIDÉRANT** l'article 31 du Code de déontologie, qui se lit comme suit :

« Le représentant doit utiliser des méthodes loyales de concurrence et de sollicitation. »

**CONSIDÉRANT** l'article 34 du Code de déontologie, qui se lit comme suit :

« Le représentant doit fournir aux assureurs les renseignements qu'il est d'usage de leur fournir. »

**CONSIDÉRANT** l'article 36 du Code de déontologie, qui se lit comme suit :

« Le représentant ne peut, directement ou indirectement, à l'insu de l'assureur, accorder un rabais sur la prime contenue dans un contrat d'assurance, ni convenir d'un mode de paiement de la prime différent de celui prévu par le contrat. »

**CONSIDÉRANT** l'article 41 du Code de déontologie, qui se lit comme suit :

« Le représentant ne peut promettre ou verser une rémunération, qu'elle qu'en soit la forme, pour que ses services soient retenus. »

**CONSIDÉRANT** l'article 181 de la *Loi modifiant diverses dispositions législatives afin principalement de resserrer l'encadrement du secteur financier*, L.Q. 2009, c. 58, qui prévoit que toute affaire commencée par l'Autorité en application de l'article 115 LDPSF avant le 1<sup>er</sup> avril 2010 concernant un cabinet, un représentant autonome ou une société autonome est continuée conformément à cette loi, telle qu'elle se lisait avant cette date;

**CONSIDÉRANT** qu'une rencontre a eu lieu, le 6 décembre 2007, avec le dirigeant responsable du cabinet, lequel était accompagné de son avocat, dans laquelle monsieur Giroux a souligné son intention de corriger les manquements soulevés lors de l'inspection et ainsi, vouloir conformer l'ensemble de la pratique du cabinet 9115-1183 Québec inc. aux exigences imposées par la LDPSF et ses règlements;

**CONSIDÉRANT** la protection du public et le fait qu'il y a lieu pour l'Autorité de s'assurer que les manquements survenus ne se reproduisent plus à l'avenir;

**Il convient pour l'Autorité d' :**

**IMPOSER** au cabinet 9115-1183 Québec inc. une pénalité au montant de 10 000 \$, laquelle sera payable au plus tard 30 jours suivant la date de signification de la présente décision;

**REQUÉRIR** de la part du cabinet 9115-1183 Québec inc. qu'il fournisse, à la satisfaction de l'Autorité, une liste détaillée des mesures de contrôle et de surveillance qu'il aura mises en place afin de s'assurer que le cabinet, son dirigeant responsable, ses représentants et ses employés respectent la LDPSF et ses règlements, et ce, dans les 45 jours de la date de la signification de la présente décision;

**ASSORTIR** l'inscription du cabinet 9115-1183 Québec inc. des conditions suivantes :

Le cabinet 9115-1183 Québec inc. devra procéder au remplacement de son dirigeant responsable;

Le cabinet 9115-1183 Québec devra fournir à l'Autorité, dans les 30 jours de la signification de la présente décision, le nom du dirigeant responsable qu'elle entend nommer en remplacement de monsieur François Giroux, lequel devra satisfaire aux conditions imposées à un dirigeant de cabinet;

Le dirigeant responsable proposé devra faire l'objet de l'approbation écrite préalable de l'Autorité afin de permettre au cabinet 9115-1183 Québec inc. de continuer ses activités;

Monsieur François Giroux ne pourra dorénavant agir, directement ou indirectement, au sens de la LDPSF, comme dirigeant responsable du cabinet 9115-1183 Québec inc., à moins que l'Autorité n'en décide autrement.

**À défaut pour le cabinet 9115-1183 Québec inc. de fournir à la satisfaction de l'Autorité, dans le délai prescrit, une liste détaillée des mesures mises en place en matière de contrôle et de surveillance du cabinet, de son dirigeant responsable, ses représentants et ses employés et de produire le nom du dirigeant responsable que le cabinet entend nommer en remplacement de monsieur François Giroux :**

**SUSPENDRE** l'inscription du cabinet 9115-1183 Québec inc. dans toutes les disciplines dans lesquelles il est inscrit, et ce, tant et aussi longtemps qu'il ne se sera pas conformé à la présente décision.

**En vertu de l'article 121 de la LDPSF, la décision prend effet immédiatement et est exécutoire malgré appel.**

Fait le 23 mars 2010.

---

Jean St-Gelais  
Président-directeur général

En vertu de l'article 119 de la LDPSF, vous pouvez en appeler de cette décision devant la Cour du Québec.

En vertu de l'article 121 de la LDPSF, l'appel de la présente décision ne suspend pas son exécution à moins qu'un juge de la Cour du Québec n'en décide autrement.

En vertu de l'article 122 de la LDPSF, votre appel sera formé par le dépôt d'un avis à cet effet auprès de

**l'Autorité, dans les 30 jours de la date de signification de la présente décision.**

Le cas échéant, veuillez transmettre votre avis à l'adresse suivante :

**Autorité des marchés financiers  
Direction du secrétariat  
À l'attention de M<sup>e</sup> Marie-Hélène Lajoie  
Place de la Cité, tour Cominar  
2640, boulevard Laurier, 4e étage  
Québec (Québec) G1V 5C1**

Si vous avez besoin d'information, vous pouvez communiquer avec M<sup>e</sup> Marie-Hélène Lajoie, par téléphone au 1 877-525-0337, poste 2519, par télécopie au (418) 647-1125 ou par courrier électronique à <mailto:marie-hélène.lajoie@lautorite.qc.ca>.

**\* Le paiement de la pénalité imposée doit être expédié à l'adresse suivante : Autorité des marchés financiers, M<sup>me</sup> Karine Paquet, analyste au Service de la conformité, 2640, boulevard Laurier, bureau 400, Québec (Québec) G1V 5C1. Le chèque doit être libellé à l'ordre de l'Autorité des marchés financiers.**

**Décision no 2010-PDIS-1329**

**GARY EMMANUEL BLAISE**

[...]

Inscription n° 514 477

---

**Décision**

**(article 115 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*, L.R.Q., c. D-9.2)**

---

CONSIDÉRANT que Gary Emmanuel Blaise détenait un certificat portant le n° 163 982, lequel n'a pas été renouvelé dans la discipline de l'assurance de personnes, puisque les exigences prévues aux articles 96 et 126 du *Règlement relatif à la délivrance et au renouvellement du certificat de représentant* n'ont pas été rencontrées;

CONSIDÉRANT que Gary Emmanuel Blaise détient une inscription de représentant autonome auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») portant le n° 514 477;

CONSIDÉRANT que Gary Emmanuel Blaise n'est plus un représentant certifié pouvant agir par son inscription de représentant autonome dans la discipline de l'assurance de personnes;

CONSIDÉRANT que Gary Emmanuel Blaise a fait défaut de respecter l'article 128 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*, L.R.Q., c. D-9.2 (la « LDPSF ») en omettant d'être certifié à titre de représentant afin de détenir une inscription à titre de représentant autonome;

CONSIDÉRANT la lettre du 4 février 2010 mentionnant les manquements et la décision projetée;

CONSIDÉRANT l'absence d'observation présentée par Gary Emmanuel Blaise;

CONSIDÉRANT les articles 115 et 146.1 de la LDPSF;

CONSIDÉRANT l'article 5 de la *Loi sur la justice administrative*, L.R.Q. c. J-3;

CONSIDÉRANT la protection du public;

**Il convient pour l'Autorité de :**

**RADIER** l'inscription de représentant autonome de Gary Emmanuel Blaise dans la discipline suivante :

- assurance de personnes.

**Et, par conséquent, que Gary Emmanuel Blaise :**

**Cesse** d'exercer ses activités.

**La décision prendra effet à la date de sa signature et sera exécutoire malgré appel.**

Signé à Québec, le 23 mars 2010.

M<sup>e</sup> Yan Paquette  
Directeur, OAR, indemnisation et  
pratiques en matière de distribution

**Décision n° 2010-PDIS-1330**

**GUY-MICHEL APPLYRS**

[...]

Inscription n° 507 558

---

**Décision**

**(article 115 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*, L.R.Q., c. D-9.2)**

---

CONSIDÉRANT que Guy-Michel Applyrs détenait un certificat portant le n° 100 376, lequel n'a pas été renouvelé dans la discipline de l'assurance de personnes, puisque les exigences prévues aux articles 96 et 126 du *Règlement relatif à la délivrance et au renouvellement du certificat de représentant* n'ont pas été rencontrées;

CONSIDÉRANT que Guy-Michel Applyrs détient une inscription de représentant autonome auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») portant le n° 507 558;

CONSIDÉRANT que Guy-Michel Applyrs n'est plus un représentant certifié pouvant agir par son inscription de représentant autonome dans la discipline de l'assurance de personnes;

CONSIDÉRANT que Guy-Michel Applyrs a fait défaut de respecter l'article 128 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*, L.R.Q., c. D-9.2 (la « LDPSF ») en omettant d'être certifié à titre de représentant afin de détenir une inscription à titre de représentant autonome;

CONSIDÉRANT la lettre du 4 février 2010 mentionnant les manquements et la décision projetée;

CONSIDÉRANT l'absence d'observation présentée par Guy-Michel Applyrs;

CONSIDÉRANT les articles 115 et 146.1 de la LDPSF;

CONSIDÉRANT l'article 5 de la *Loi sur la justice administrative*, L.R.Q. c. J-3;

CONSIDÉRANT la protection du public;



**Il convient pour l'Autorité de :**

**RADIER** l'inscription de représentant autonome de Guy-Michel Applyrs dans la discipline suivante :

- assurance de personnes.

**Et, par conséquent, que Guy-Michel Applyrs :**

**Cesse** d'exercer ses activités.

**La décision prendra effet à la date de sa signature et sera exécutoire malgré appel.**

Signé à Québec, le 23 mars 2010.

M<sup>e</sup> Yan Paquette  
Directeur, OAR, indemnisation et  
pratiques en matière de distribution

**Décision n° 2010-PDIS-1328**

**ÉRIC BERNIER MEUNIER**  
[...]  
Inscription n° 514 273

---

**Décision**

**(article 115 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*, L.R.Q., c. D-9.2)**

---

CONSIDÉRANT que Éric Bernier Meunier détenait un certificat portant le n° 168 280, lequel n'a pas été renouvelé dans les disciplines de l'assurance de personnes et de la planification financière, puisque les exigences prévues aux articles 96 et 126 du *Règlement relatif à la délivrance et au renouvellement du certificat de représentant* n'ont pas été rencontrées;

CONSIDÉRANT que Éric Bernier Meunier détient une inscription de représentant autonome auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») portant le n° 514 273;

CONSIDÉRANT que Éric Bernier Meunier n'est plus un représentant certifié pouvant agir par son inscription de représentant autonome dans les disciplines de l'assurance de personnes et de la planification financière;

CONSIDÉRANT que Éric Bernier Meunier a fait défaut de respecter l'article 128 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*, L.R.Q., c. D-9.2 (la « LDPSF ») en omettant d'être certifié à titre de représentant afin de détenir une inscription à titre de représentant autonome;

CONSIDÉRANT la lettre du 4 février 2010 mentionnant les manquements et la décision projetée;

CONSIDÉRANT l'absence d'observation présentée par Éric Bernier Meunier;

CONSIDÉRANT les articles 115 et 146.1 de la LDPSF;

CONSIDÉRANT l'article 5 de la *Loi sur la justice administrative*, L.R.Q. c. J-3;

CONSIDÉRANT la protection du public;

**Il convient pour l'Autorité de :**

**RADIER** l'inscription de représentant autonome de Éric Bernier Meunier dans les disciplines suivantes :

- assurance de personnes;
- planification financière.

**Et, par conséquent, que Éric Bernier Meunier :**

**Cesse** d'exercer ses activités.

**La décision prendra effet à la date de sa signature et sera exécutoire malgré appel.**

Signé à Québec, le 23 mars 2010.

M<sup>e</sup> Yan Paquette  
 Directeur, OAR, indemnisation et  
 pratiques en matière de distribution

**Décision n° 2010-PDIS-1332**

**ROBERT ALAIN ABDOO**

[...]

Inscription n° 513 775

---

**Décision**

**(article 115 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*, L.R.Q., c. D-9.2)**

---

CONSIDÉRANT que Robert Alain Abdoo détenait un certificat portant le n° 172 369, lequel n'a pas été renouvelé dans la discipline de l'assurance de personnes, puisque les exigences prévues aux articles 96 et 126 du *Règlement relatif à la délivrance et au renouvellement du certificat de représentant* n'ont pas été rencontrées;

CONSIDÉRANT que Robert Alain Abdoo détient une inscription de représentant autonome auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») portant le n° 513 775;

CONSIDÉRANT que Robert Alain Abdoo n'est plus un représentant certifié pouvant agir par son inscription de représentant autonome dans la discipline de l'assurance de personnes;

CONSIDÉRANT que Robert Alain Abdoo a fait défaut de respecter l'article 128 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*, L.R.Q., c. D-9.2 (la « LDPSF ») en omettant d'être certifié à titre de représentant afin de détenir une inscription à titre de représentant autonome;

CONSIDÉRANT la lettre du 4 février 2010 mentionnant les manquements et la décision projetée;

CONSIDÉRANT l'absence d'observation présentée par Robert Alain Abdoo;

CONSIDÉRANT les articles 115 et 146.1 de la LDPSF;

CONSIDÉRANT l'article 5 de la *Loi sur la justice administrative*, L.R.Q. c. J-3;

CONSIDÉRANT la protection du public;

**Il convient pour l'Autorité de :**

**RADIER** l'inscription de représentant autonome de Robert Alain Abdo dans la discipline suivante :

- assurance de personnes.

**Et, par conséquent, que Robert Alain Abdo :**

**Cesse** d'exercer ses activités.

**La décision prendra effet à la date de sa signature et sera exécutoire malgré appel.**

Signé à Québec, le 25 mars 2010.

M<sup>e</sup> Yan Paquette  
Directeur, OAR, indemnisation et  
pratiques en matière de distribution

**Décision n° 2010-PDIS-1300****NOBEL, SÉCURITÉ FINANCIÈRE INTÉGRALE INC.**

9095, boul. Grande-Allée  
Brossard (Québec) J4Z 3H8  
Inscription n° 508 658

**DÉCISION**

**(article 115, *Loi sur la distribution de produits et services financiers*, L.R.Q., c. D 9.2)**

**LES FAITS CONSTATÉS ET LES MANQUEMENTS REPROCHÉS**

Le 22 février 2010, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») signifiait à l'encontre du cabinet Nobel, sécurité financière intégrale inc. un avis (l'« avis ») en vertu de l'article 5 de la *Loi sur la justice administrative*, L.R.Q. c. J-3, préalablement à l'émission d'une décision en vertu de l'article 115 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*, L.R.Q., c. D-9.2 (la « LDPSF »).

L'avis à Nobel, sécurité financière intégrale inc. établit les faits constatés et les manquements reprochés à ce dernier de la manière suivante :

**FAITS CONSTATÉS**

1. Nobel, sécurité financière intégrale inc. détient une inscription auprès de l'Autorité dans les disciplines de l'assurance de personnes et de l'assurance collective de personnes, portant le n° 508 658, et, à ce titre, est assujéti à la LDPSF.
2. Le dirigeant responsable de Nobel, sécurité financière intégrale inc. est Pierre Blais.
3. Nobel, sécurité financière intégrale inc. n'a pas, à ce jour, acquitté les frais prescrits par règlement pour les factures suivantes :
  - n° 894713, datée du 13 août 2007;
  - n° 945833, datée du 11 février 2008;

- n° 997483, datée du 22 octobre 2008;
  - n° 1035539, datée du 6 février 2009;
  - n° 1128026, datée du 8 février 2010.
4. Nobel, sécurité financière intégrale inc. n'a pas, à ce jour, fait parvenir ses documents de maintien pour les années 2008 et 2009, prescrits par règlement.
  5. Dans la semaine du 8 juillet 2008, un agent de la Direction de la certification et de l'inscription a communiqué avec Pierre Blais, il devait nous faire parvenir les documents et le paiement.
  6. Dans la semaine du 5 août 2008, un agent de la Direction de la certification et de l'inscription a laissé un message à la secrétaire de Pierre Blais. Il n'a jamais donné suite à ce message.
  7. Le 27 octobre 2008, un agent de la Direction de la certification et de l'inscription a envoyé à Pierre Blais, une lettre dans laquelle il était mentionné de fournir les renseignements demandés et le paiement des factures avant le 24 novembre 2008.
  8. Le 6 février 2009, un agent de la Direction de la certification et de l'inscription a envoyé une lettre de rappel à Pierre Blais.
  9. Dans la semaine du 8 février 2010, un agent du Service de la conformité a tenté de joindre Pierre Blais aux numéros inscrits à son dossier. Par contre, les deux numéros ne sont plus en service.

#### **MANQUEMENTS REPROCHÉS**

10. Nobel, sécurité financière intégrale inc. a fait défaut de respecter l'article 81 de la LDPSF en omettant d'acquitter les droits prescrits par règlement.
11. Nobel, sécurité financière intégrale inc. a fait défaut de respecter l'article 9 du *Règlement relatif à l'inscription d'un cabinet, d'un représentant autonome et d'une société autonome* en omettant d'aviser l'Autorité de ses nouvelles coordonnées.
12. Nobel, sécurité financière intégrale inc. a fait défaut de respecter l'article 10 du *Règlement relatif à l'inscription d'un cabinet, d'un représentant autonome et d'une société autonome* en omettant de fournir les documents prescrits par règlement.

#### **LA POSSIBILITÉ DE PRÉSENTER DES OBSERVATIONS ÉCRITES ET DE PRODUIRE DES DOCUMENTS À L'APPUI DE CELLES-CI**

Dans son avis, l'Autorité donnait à Nobel, sécurité financière intégrale inc. l'opportunité de lui transmettre ses observations par écrit, le ou avant le 9 mars 2010.

L'Autorité a reçu de Nobel, sécurité financière intégrale inc. des observations le 26 février 2010 et en a tenu compte pour prendre sa décision, notamment les observations visant l'état de santé de son dirigeant responsable et seul représentant. Le 10 mars 2010, l'Autorité a reçu de Nobel, sécurité financière intégrale inc. les documents pour les années 2008, 2009 et 2010 et quatre chèques pour acquitter les frais. Les dates sont du 26 mars 2010, 7 mai 2010 et 4 juin 2010.

Dans les circonstances, l'Autorité se dit prête à rendre sa décision.

#### **LA DÉCISION**

**CONSIDÉRANT** l'article 115 de la LDPSF, qui se lit comme suit :

« L'Autorité peut, lorsqu'elle estime qu'un cabinet ne respecte pas les dispositions de la présente loi ou de ses règlements, ou que la protection du public l'exige, demander au Bureau de décision et de révision de radier son inscription, de la suspendre ou de l'assortir de restrictions ou de conditions. Elle peut, en plus, demander au Bureau d'imposer au cabinet une pénalité pour un montant qui ne peut excéder 2 000 000 \$.

Toutefois, l'Autorité peut suspendre l'inscription d'un cabinet, l'assortir de restrictions ou de conditions ou lui imposer une sanction administrative pécuniaire pour un montant qui ne peut excéder 5 000 \$, lorsque celui-ci ne respecte pas les conditions des articles 81, 82, 83 et 103.1 de la présente loi ou ne se conforme pas à une obligation de dépôt de document prévue par règlement. Elle peut également radier l'inscription d'un cabinet lorsque celui-ci ne respecte pas les dispositions de l'article 82 ou des articles 81, 83 et 103.1, lorsqu'il s'agit de récidive dans ces derniers cas. »;

**CONSIDÉRANT** l'article 81 de la LDPSF, qui se lit comme suit :

« Un cabinet doit verser à l'Autorité les droits annuels prescrits par règlement tant qu'il est inscrit.

Un cabinet doit également acquitter la cotisation qu'il doit verser au Fonds d'indemnisation des services financiers en application de l'article 278. »;

**CONSIDÉRANT** l'article 9 du *Règlement relatif à l'inscription d'un cabinet, d'un représentant autonome et d'une société autonome*, qui se lit comme suit :

« Si, pendant la durée d'une inscription, survient un changement de circonstances affectant la véracité des renseignements et documents fournis, le titulaire de l'inscription doit en aviser l'Autorité par écrit dans un délai de 30 jours suivant un tel changement. »;

**CONSIDÉRANT** l'article 10 du *Règlement relatif à l'inscription d'un cabinet, d'un représentant autonome et d'une société autonome*, qui se lit comme suit :

« Pour maintenir son inscription, un cabinet, un représentant autonome ou une société autonome doit :

1° dans le cas d'un cabinet, d'un représentant autonome ou d'une société autonome inscrit dans la discipline de l'assurance de personnes, de l'assurance collective de personnes, de l'assurance de dommages, de l'expertise en règlement de sinistres ou de la planification financière et qui reçoit ou perçoit des sommes pour le compte d'autrui, maintenir un compte séparé dans lequel doivent être déposées sans délai toutes les sommes perçues ou reçues pour le compte d'autrui dans le cadre de ses activités régies par cette loi.

Aux fins du présent règlement, l'expression « compte séparé » signifie un compte distinct ouvert au sein d'une institution dont les dépôts sont garantis en vertu de la Loi sur l'assurance dépôts (L.R.Q., c. A-26), dans lequel le cabinet, le représentant autonome ou la société autonome visé doit y déposer toutes les sommes qu'il reçoit ou perçoit pour le compte d'autrui;

1.1° dans les cas d'un cabinet qui agit par l'entremise d'un représentant en valeurs mobilières, respecter les dispositions du Règlement 31-102Q sur la Base de données

nationale d'inscription et du Règlement 33-109Q sur les renseignements concernant l'inscription.

2° dans les 45 jours de la demande de l'Autorité, lui transmettre annuellement :

- a) sauf pour l'assureur qui entend agir par l'entremise d'experts en sinistre à son emploi, une preuve du maintien de l'assurance de responsabilité conforme aux exigences du Règlement sur le cabinet, le représentant autonome et la société autonome;
  - b) dans le cas d'un cabinet, une preuve que tout représentant qui agit pour son compte sans être à son emploi est couvert par une assurance de responsabilité conforme aux exigences du Règlement sur l'exercice des activités des représentants;
  - c) dans le cas d'un cabinet qui agit par l'entremise d'un courtier en assurance de dommages autorisé à agir à titre de courtier spécial, une copie du cautionnement conforme aux exigences du Règlement sur le courtage spécial en assurance de dommages;
  - d) dans le cas d'un cabinet qui agit par l'entremise d'un représentant en valeurs mobilières, une copie des états financiers de son dernier exercice financier, vérifiés et signés par deux administrateurs ou par l'administrateur unique, le cas échéant, et une confirmation indiquant tout changement survenu dans le capital émis de la personne morale, le cas échéant;
  - e) une liste à jour, par discipline, des nom et adresse résidentielle des représentants par l'entremise desquels le cabinet ou la société autonome exerce ses activités en indiquant, dans le cas d'un cabinet, ceux qui sont à son emploi et ceux qui agissent pour son compte sans être à son emploi et, dans le cas d'une société, ceux qui sont ses associés et ceux qui sont à son emploi;
  - f) le cas échéant, les nom et adresse résidentielle de toutes les personnes qui sont à son emploi et qui sont visées par l'article 547 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers;
  - g) une déclaration signée par chacun des administrateurs et dirigeants du cabinet ou des associés d'une société autonome, selon le cas, confirmant s'ils sont dans l'une des situations visées au paragraphe 16 de l'article 2 ou au paragraphe 10 de l'article 6;
  - h) le cas échéant, une déclaration signée par le représentant autonome ou, dans le cas d'un cabinet ou d'une société autonome, par la personne autorisée à signer la demande d'inscription confirmant qu'il n'est survenu aucun changement de circonstances affectant la véracité des renseignements fournis à l'Autorité;
- (...). »;

**CONSIDÉRANT** l'article 5 de la *Loi sur la justice administrative*, L.R.Q. c. J-3, qui se lit comme suit :

« L'autorité administrative ne peut prendre une ordonnance de faire ou de ne pas faire ou une décision défavorable portant sur un permis ou une autre autorisation de même nature, sans au préalable :

1° avoir informé l'administré de son intention ainsi que des motifs sur lesquels celle-ci est fondée;

2° avoir informé celui-ci, le cas échéant, de la teneur des plaintes et oppositions qui le concernent;

3° lui avoir donné l'occasion de présenter ses observations et, s'il y a lieu, de produire des documents pour compléter son dossier. »;

**CONSIDÉRANT** la protection du public et le fait qu'il y a lieu de s'assurer que la LDPSF et ses règlements soient respectés;

**CONSIDÉRANT** les observations présentées;

**Il convient pour l'Autorité d':**

**ACCORDER** à Nobel, sécurité financière intégrale inc. la possibilité d'acquitter le solde à son dossier selon les modalités suivantes (telles que proposées par Nobel, sécurité financière intégrale inc.) :

- Un chèque de 576 \$ en date du 7 mai 2010 (pour l'année 2008);
- Deux chèques de 565 \$ en date du 7 mai 2010 et de 500 \$ en date du 4 juin 2010 (pour l'année 2009);
- Un chèque de 345 \$ en date du 26 mars 2010 (pour l'année 2010).

**IMPOSER** à Nobel, sécurité financière intégrale inc. une pénalité de 500 \$, laquelle sera payable au plus tard le 4 juillet 2010.

À défaut de quoi :

**SUSPENDRE** l'inscription à titre de cabinet de Nobel, sécurité financière intégrale inc. dans les disciplines de l'assurance de personnes et de l'assurance collective de personnes jusqu'à ce qu'il se soit conformé à la présente décision en acquittant les droits prescrits par règlement;

**Et, par conséquent, que Nobel, sécurité financière intégrale inc. :**

**Cesse** d'exercer ses activités.

**La décision prend effet immédiatement et est exécutoire malgré appel.**

Fait le 26 mars 2010.

M<sup>e</sup> Yan Paquette  
Directeur, OAR, indemnisation et  
pratiques en matière de distribution

**\* Le paiement de la pénalité imposée doit être expédié à l'adresse suivante : Autorité des marchés financiers, M<sup>me</sup> Claudia Maschis, analyste au Service de la conformité, 2640, boulevard Laurier, bureau 400, Québec (Québec) G1V 5C1. Le chèque doit être libellé à l'ordre de l'Autorité des marchés financiers.**

**Décision n° 2010-PDIS-1335**

**FORTRACO INTERNATIONAL MARKETING INC.**

2113, rue Saint-Regis, bur. 260  
 Dollard-Des-Ormeaux (Québec) H9B 2M9  
 Inscription n° 502 100

**DÉCISION**

**(article 115, *Loi sur la distribution de produits et services financiers*, L.R.Q., c. D 9.2)**

**LES FAITS CONSTATÉS ET LES MANQUEMENTS REPROCHÉS**

Le 22 février 2010, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») signifiait à l'encontre du cabinet Fortraco International Marketing Inc. un avis (l'« avis ») en vertu de l'article 5 de la *Loi sur la justice administrative*, L.R.Q. c. J-3, préalablement à l'émission d'une décision en vertu de l'article 115 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*, L.R.Q., c. D-9.2 (la « LDPSF »).

L'avis à Fortraco International Marketing Inc. établit les faits constatés et les manquements reprochés à ce dernier de la manière suivante :

**FAITS CONSTATÉS**

1. Fortraco International Marketing Inc. détient une inscription auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») dans les disciplines de l'assurance de personnes, de l'assurance collective de personnes et de la planification financière, portant le n° 502 100, et, à ce titre, est assujéti à la LDPSF.
2. Fortraco International Marketing Inc. n'a pas, à ce jour, de représentant rattaché, et ce, depuis le 6 mai 2008.
3. Fortraco International Marketing Inc. n'a pas, selon nos informations, de police d'assurance de responsabilité professionnelle en vigueur, et ce, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2009.
4. Fortraco International Marketing Inc. n'a pas, à ce jour, fait parvenir ses documents de maintien pour l'année 2008, prescrits par règlement.
5. Le 6 mai 2008, Edward Ronald Greeley a été radié temporairement pour une période de 6 mois, soit jusqu'au 6 novembre 2008, par le comité de discipline de la Chambre de la sécurité financière. M. Greeley était le dirigeant responsable et l'unique représentant rattaché au cabinet Fortraco International Marketing Inc. C'est pour cette raison que le cabinet n'avait plus de représentant rattaché.
6. Le 19 janvier 2009, l'Autorité a reçu les documents pour la remise en vigueur du certificat de Edward Ronald Greeley et le maintien d'inscription de Fortraco International Marketing Inc.
7. Le 9 mars 2009, la Direction des OAR, de l'indemnisation et des pratiques en matière de distribution a rendu la décision n° 2009-PDIS-0409, laquelle se lit comme suit : « Il convient pour l'Autorité de refuser la délivrance du certificat portant le n° 115 365 au nom de Edward Ronald Greeley dans les disciplines de l'assurance de personnes et de l'assurance collective de personnes. » Pour cette raison, la Direction de la certification et de l'inscription n'a pu remettre en vigueur le certificat de M. Greeley.
8. Le 16 mars 2009, un agent de la Direction de la certification et de l'inscription a envoyé à Fortraco International Marketing Inc., par courrier, une lettre demandant de remplir le formulaire « *Demande de retrait de l'inscription* », car celui-ci ne pouvait maintenir l'inscription n° 502 100 en raison du non-respect de la LDPSF et ses règlements.



9. Le 5 février 2010, un agent du Service de la conformité a fait une vérification auprès du Registraire des entreprises et Fortraco International Marketing Inc. était radié de façon volontaire, et ce, depuis le 3 juin 2009.

### MANQUEMENTS REPROCHÉS

10. Fortraco International Marketing Inc. a fait défaut de respecter l'article 82 de la LDPSF, en omettant d'avoir un ou des représentant(s) rattaché(s);
11. Fortraco International Marketing Inc. a fait défaut de respecter l'article 83 de la LDPSF en omettant de produire à l'Autorité une copie attestant qu'il maintenait une assurance de responsabilité conforme aux exigences déterminées par règlement;
12. Fortraco International Marketing Inc. a fait défaut de respecter l'article 29 du *Règlement sur le cabinet, le représentant autonome et la société autonome* en omettant de fournir un contrat d'assurance qui couvre la responsabilité du cabinet et qui répond à ces exigences;
13. Fortraco International Marketing Inc. a fait défaut de respecter l'article 10 du *Règlement relatif à l'inscription d'un cabinet, d'un représentant autonome et d'une société autonome* en omettant de fournir les documents prescrits par règlement;

### LA POSSIBILITÉ DE PRÉSENTER DES OBSERVATIONS ÉCRITES ET DE PRODUIRE DES DOCUMENTS À L'APPUI DE CELLES-CI

Dans son avis, l'Autorité donnait à Fortraco International Marketing Inc. l'opportunité de lui transmettre ses observations par écrit, le ou avant le 9 mars 2010.

Or, le 9 mars 2010, l'Autorité n'avait reçu, de la part de Fortraco International Marketing Inc., aucune observation écrite ou document qui aurait pu lui expliquer les motifs pour lesquels Fortraco International Marketing Inc. a fait défaut de respecter les articles 81, 82 et 83 de la LDPSF, l'article 29 du *Règlement sur le cabinet, le représentant autonome et la société autonome* ainsi que l'article 10 du *Règlement relatif à l'inscription d'un cabinet, d'un représentant autonome et d'une société autonome* en omettant d'acquiescer les droits prescrits et en ne fournissant pas une assurance de responsabilité.

Dans les circonstances, l'Autorité se dit prête à rendre sa décision.

### LA DÉCISION

**CONSIDÉRANT** l'article 115 de la LDPSF, qui se lit comme suit :

« L'Autorité peut, lorsqu'elle estime qu'un cabinet ne respecte pas les dispositions de la présente loi ou de ses règlements, ou que la protection du public l'exige, demander au Bureau de décision et de révision de radier son inscription, de la suspendre ou de l'assortir de restrictions ou de conditions. Elle peut, en plus, demander au Bureau d'imposer au cabinet une pénalité pour un montant qui ne peut excéder 2 000 000 \$.

Toutefois, l'Autorité peut suspendre l'inscription d'un cabinet, l'assortir de restrictions ou de conditions ou lui imposer une sanction administrative pécuniaire pour un montant qui ne peut excéder 5 000 \$, lorsque celui-ci ne respecte pas les conditions des articles 81, 82, 83 et 103.1 de la présente loi ou ne se conforme pas à une obligation de dépôt de document prévue par règlement. Elle peut également radier l'inscription d'un cabinet lorsque celui-ci ne respecte pas les dispositions de l'article 82 ou des articles 81, 83 et 103.1, lorsqu'il s'agit de récidive dans ces derniers cas. »;

**CONSIDÉRANT** l'article 82 de la LDPSF, qui se lit comme suit :

« Un cabinet ne peut agir dans une discipline que par l'entremise d'un représentant pour lequel il a satisfait aux exigences prévues aux articles 74, 76 et 77.

Une personne morale qui ne respecte pas les dispositions du premier alinéa ne peut réclamer ni recevoir de rémunération pour les produits qu'elle a alors vendus ou les services qu'elle a rendus. »;

**CONSIDÉRANT** l'article 83 de la LDPSF, qui se lit comme suit :

« Un cabinet doit, tant qu'il est inscrit, maintenir une assurance conforme aux exigences déterminées par règlement, pour couvrir sa responsabilité ou, s'il existe un fonds d'assurance, acquitter la prime d'assurance fixée par l'Autorité à cette fin. Il doit aussi s'assurer que tout représentant qui agit pour son compte sans être un de ses employés est couvert par une assurance conforme aux exigences déterminées par règlement pour couvrir sa responsabilité ou, s'il existe un fonds d'assurance, qu'il a acquitté la prime d'assurance fixée par l'Autorité à cette fin. »

**CONSIDÉRANT** l'article 127 de la LDPSF, qui se lit comme suit :

« Un cabinet dont l'inscription est radiée ou retirée pour une discipline donnée doit céder les dossiers, livres et registres afférents à cette discipline à un cabinet, une société autonome ou un représentant autonome inscrit dans cette même discipline. Il en avise préalablement l'Autorité par écrit.

L'Autorité peut s'opposer à cette cession ou la subordonner aux conditions qu'elle juge appropriées.

Plutôt que de céder ses dossiers, livres et registres, un cabinet peut, avec l'autorisation de l'Autorité, en disposer autrement.

Lorsque le cabinet refuse de procéder à la cession ou à la disposition de ses dossiers, livres ou registres, l'Autorité prend possession de ceux-ci et statue sur la façon dont elle en dispose. »;

**CONSIDÉRANT** l'article 707 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, L.R.Q., c. A-33.2, qui se lit comme suit :

« L'Autorité des marchés financiers, instituée par l'article 1 de la présente loi, est substituée au Bureau des services financiers et au Fonds d'indemnisation des services financiers, institués en vertu de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (chapitre D-9.2). Elle en acquiert les droits et en assume les obligations. »;

**CONSIDÉRANT** l'article 29 du *Règlement sur le cabinet, le représentant autonome et la société autonome*, qui se lit comme suit :

« Sauf à l'égard de la catégorie d'expertise en règlement de sinistres à l'emploi d'un assureur, le contrat d'assurance qui couvre la responsabilité du représentant autonome, du cabinet ou de la société autonome doit satisfaire aux exigences suivantes :

1° le montant couvert ne doit pas être inférieur à 500 000 \$ par réclamation et, pour chaque période de 12 mois, à :

(...)

b) 1 000 000 \$ pour le cabinet ou la société autonome comptant 3 représentants ou moins qui agissent pour le compte du cabinet ou de la société autonome;

c) 2 000 000 \$ pour le cabinet ou la société autonome comptant plus de 3 représentants qui agissent pour le compte du cabinet ou de la société autonome.

2° il peut comporter une franchise qui ne peut excéder :

(...)

b) 10 000 \$ pour le cabinet ou la société autonome comptant 3 représentants ou moins qui agissent pour le compte du cabinet ou de la société autonome;

c) 25 000 \$ pour le cabinet ou la société autonome comptant plus de 3 représentants qui agissent pour le compte du cabinet ou de la société autonome.

3° il doit comporter des dispositions suivant lesquelles :

a) dans le cas du cabinet, la garantie couvre la responsabilité découlant de fautes, d'erreurs, de négligences ou d'omissions commises dans l'exercice de ses activités ou de celles commises par ses mandataires, ses employés ou les stagiaires des représentants dans l'exercice de leurs fonctions, qu'ils soient ou non encore en fonction à la date de la réclamation;

(...)

d) la couverture offerte quant aux activités du cabinet, du représentant autonome ou des associés et représentants à l'emploi de la société autonome pendant la période au cours de laquelle le contrat est en vigueur continuera d'exister au-delà de la période d'assurance qui y est prévue, pour une période de cinq ans, pour toutes les activités visées par la couverture, à compter de la date de la radiation ou de la suspension de l'inscription du cabinet, du représentant autonome ou de la société autonome, selon le cas;

e) le délai suivant lequel l'assureur doit aviser le Bureau de son intention de ne pas renouveler ou de résilier le contrat est de 30 jours avant la date du non-renouvellement ou de la résiliation;

f) l'assureur doit aviser le Bureau dès qu'il reçoit un avis de non-renouvellement ou de résiliation du contrat d'assurance;

g) l'assureur doit aviser le Bureau de la réception de toute réclamation, qu'il décide de l'honorer ou non.

Le montant de la franchise prévu au contrat d'assurance peut néanmoins être supérieur à celui visé aux sous-paragraphes a à c du paragraphe 2° du premier alinéa, pourvu que l'assuré maintienne en tout temps des liquidités au moins égales au montant mentionné au contrat. On entend par « liquidités », la somme des espèces et des valeurs immédiatement convertibles en espèces. »;

**CONSIDÉRANT** l'article 10 du *Règlement relatif à l'inscription d'un cabinet, d'un représentant autonome et d'une société autonome*, qui se lit comme suit :

« Pour maintenir son inscription, un cabinet, un représentant autonome ou une société autonome doit :

1° dans le cas d'un cabinet, d'un représentant autonome ou d'une société autonome inscrit dans la discipline de l'assurance de personnes, de l'assurance collective de personnes, de l'assurance de dommages, de l'expertise en règlement de sinistres ou de la planification financière et qui reçoit ou perçoit des sommes pour le compte d'autrui, maintenir un compte séparé dans lequel doivent être déposées sans délai toutes les sommes perçues ou reçues pour le compte d'autrui dans le cadre de ses activités régies par cette loi.

Aux fins du présent règlement, l'expression « compte séparé » signifie un compte distinct ouvert au sein d'une institution dont les dépôts sont garantis en vertu de la Loi sur l'assurance dépôts (L.R.Q., c. A-26), dans lequel le cabinet, le représentant autonome ou la société autonome visé doit y déposer toutes les sommes qu'il reçoit ou perçoit pour le compte d'autrui;

1.1° dans les cas d'un cabinet qui agit par l'entremise d'un représentant en valeurs mobilières, respecter les dispositions du Règlement 31-102Q sur la Base de données nationale d'inscription et du Règlement 33-109Q sur les renseignements concernant l'inscription.

2° dans les 45 jours de la demande de l'Autorité, lui transmettre annuellement :

a) sauf pour l'assureur qui entend agir par l'entremise d'experts en sinistre à son emploi, une preuve du maintien de l'assurance de responsabilité conforme aux exigences du Règlement sur le cabinet, le représentant autonome et la société autonome;

b) dans le cas d'un cabinet, une preuve que tout représentant qui agit pour son compte sans être à son emploi est couvert par une assurance de responsabilité conforme aux exigences du Règlement sur l'exercice des activités des représentants;

c) dans le cas d'un cabinet qui agit par l'entremise d'un courtier en assurance de dommages autorisé à agir à titre de courtier spécial, une copie du cautionnement conforme aux exigences du Règlement sur le courtage spécial en assurance de dommages;

d) dans le cas d'un cabinet qui agit par l'entremise d'un représentant en valeurs mobilières, une copie des états financiers de son dernier exercice financier, vérifiés et signés par deux administrateurs ou par l'administrateur unique, le cas échéant, et une confirmation indiquant tout changement survenu dans le capital émis de la personne morale, le cas échéant;

e) une liste à jour, par discipline, des nom et adresse résidentielle des représentants par l'entremise desquels le cabinet ou la société autonome exerce ses activités en indiquant, dans le cas d'un cabinet, ceux qui sont à son emploi et ceux qui agissent pour son compte sans être à son emploi et, dans le cas d'une société, ceux qui sont ses associés et ceux qui sont à son emploi;

f) le cas échéant, les nom et adresse résidentielle de toutes les personnes qui sont à son emploi et qui sont visées par l'article 547 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers;

g) une déclaration signée par chacun des administrateurs et dirigeants du cabinet ou des associés d'une société autonome, selon le cas, confirmant s'ils sont dans l'une des situations visées au paragraphe 16 de l'article 2 ou au paragraphe 10 de l'article 6;

h) le cas échéant, une déclaration signée par le représentant autonome ou, dans le cas d'un cabinet ou d'une société autonome, par la personne autorisée à signer la demande d'inscription confirmant qu'il n'est survenu aucun changement de circonstances affectant la véracité des renseignements fournis à l'Autorité;

(...). »;

**CONSIDÉRANT** l'article 5 de la *Loi sur la justice administrative*, L.R.Q. c. J-3, qui se lit comme suit :

« L'autorité administrative ne peut prendre une ordonnance de faire ou de ne pas faire ou une décision défavorable portant sur un permis ou une autre autorisation de même nature, sans au préalable:

1° avoir informé l'administré de son intention ainsi que des motifs sur lesquels celle-ci est fondée;

2° avoir informé celui-ci, le cas échéant, de la teneur des plaintes et oppositions qui le concernent;

3° lui avoir donné l'occasion de présenter ses observations et, s'il y a lieu, de produire des documents pour compléter son dossier. »

**CONSIDÉRANT** la protection du public et le fait qu'il y a lieu de s'assurer que la LDPSF et ses règlements soient respectés;

**Il convient pour l'Autorité de :**

**RADIER** l'inscription à titre de cabinet de Fortraco International Marketing Inc. dans les disciplines de l'assurance de personnes, de l'assurance collective de personnes et de la planification financière jusqu'à ce que Fortraco International Marketing Inc. se soit conformé à la présente décision;

**ORDONNER** à Fortraco International Marketing Inc. d'informer par écrit l'Autorité de la manière dont il entend disposer de ses dossiers clients, livres et registres (les « dossiers »), et ce, dans les quinze (15) jours de la signification de la présente décision.

**Dans l'éventualité où l'Autorité se déclare satisfaite de la manière dont le cabinet Fortraco International Marketing Inc. entend disposer de ses dossiers :**

**ORDONNER** la remise des dossiers au nouvel acquéreur, à l'assureur ou au consommateur concerné, au plus tard dans les quarante-cinq (45) jours suivant la réponse de l'Autorité;

**Dans l'éventualité où l'Autorité ne se déclare pas satisfaite de la manière dont le cabinet Fortraco International Marketing Inc. entend disposer de ses dossiers :**

**ORDONNER** à Fortraco International Marketing Inc. de remettre tous ses dossiers à l'Autorité, ou à toute autre personne désignée par l'Autorité. La remise des dossiers s'effectuera de la manière suivante :

Le cabinet Fortraco International Marketing Inc. devra communiquer, dans les trente (30) jours suivant la réponse de l'Autorité, avec M. Éric René, chef du Service de l'inspection à l'Autorité, au numéro 1 877 525-0337, poste 4751, afin de déterminer la date à laquelle les

dossiers clients seront remis à l'Autorité. Les dossiers devront être remis à l'Autorité au 800, square Victoria, 22e étage, tour de la Bourse, Montréal (Québec) ou à toute autre adresse qui pourrait être désignée par l'Autorité;

**Et, par conséquent, que Fortraco International Marketing Inc. :**

**Cesse** d'exercer ses activités.

**La décision prend effet immédiatement et est exécutoire malgré appel.**

Fait le 23 mars 2010.

M<sup>e</sup> Yan Paquette  
Directeur, OAR, indemnisation et  
pratiques en matière de distribution

### 3.7.2 BDRVM

Les décisions prononcées par le Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières sont publiées à la section 2.2 du bulletin.

### 3.7.3 OAR

**Veillez noter que les décisions rapportées ci-dessous peuvent faire l'objet d'un appel, selon les règles qui leur sont applicables.**

#### 3.7.3.1 Comité de discipline de la CSF

Aucune information.

#### 3.7.3.2 Comité de discipline de la ChAD

Aucune information.

#### 3.7.3.3 OCRCVM

Aucune information.

#### 3.7.3.4 Bourse de Montréal Inc.

Aucune information.

### 3.8 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

# 4.

## Indemnisation

---

- 4.1 Avis et communiqués
  - 4.2 Réglementation
  - 4.3 Autres consultations
  - 4.4 Fonds d'indemnisation des services financiers
  - 4.5 Fonds d'assurance-dépôts
  - 4.6 Autres décisions
-



#### 4.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

## 4.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

### 4.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

#### 4.4 FONDS D'INDEMNISATION DES SERVICES FINANCIERS

Aucune information.

## 4.5 FONDS D'ASSURANCE-DÉPÔTS

Aucune information.

## 4.6 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

# 5.

## Institutions financières

---

- 5.1 Avis et communiqués
  - 5.2 Réglementation et lignes directrices
  - 5.3 Autres consultations
  - 5.4 Modifications aux registres de permis des assureurs, des sociétés de fiducie et sociétés d'épargne et des statuts des coopératives de services financiers
  - 5.5 Sanctions administratives
  - 5.6 Autres décisions
-

## 5.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

### Mise à jour de certains guides relatifs à la *Loi sur les assurances*

Avis est donné par l'Autorité des marchés financiers que les guides suivants relatifs à la *Loi sur les assurances*, L.R.Q., c. A-32 (la « Loi ») ont été mis à jour :

- [Guide de l'actuaire concernant la production du rapport sur la situation financière actuelle et prévue des assureurs IARD](#) (articles 298.13 et 298.16 de la Loi);
- [Guide de l'actuaire concernant la production du rapport sur la situation financière actuelle et prévue des assureurs de personnes](#) (articles 298.13 et 298.16 de la Loi);

Ces guides sont destinés uniquement aux assureurs à charte du Québec pour l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2009.

### Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

#### Assurance de personnes :

Madame Karine Royer, FICA, FSA  
 Direction de l'analyse actuarielle et financière  
 Autorité des marchés financiers  
 Téléphone : 418 525-0337, poste 4639  
 Numéro sans frais : 1 877 525-0337, poste 4639  
 Courrier électronique : [karine.royer@lautorite.qc.ca](mailto:karine.royer@lautorite.qc.ca)

#### Assurance de dommages :

Monsieur Richard Belleau, ACAS  
 Direction de l'analyse actuarielle et financière  
 Autorité des marchés financiers  
 Téléphone : 418 525-0337, poste 4574  
 Numéro sans frais : 1 877 525-0337, poste 4574  
 Courrier électronique : [richard.belleau@lautorite.qc.ca](mailto:richard.belleau@lautorite.qc.ca)

Le 6 avril 2010.



## 5.2 RÉGLEMENTATION ET LIGNES DIRECTRICES

### 5.2.1 Consultation

#### Règlement d'application de la Loi sur l'assurance-dépôts (Remplacement)

Avis est donné par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») que le projet de Règlement d'application de la Loi sur l'assurance-dépôts, qui remplacera celui actuellement en vigueur, est publié pour consultation.

Le règlement ne pourra être pris par l'Autorité et soumis au ministre des Finances du Québec pour approbation avant l'expiration d'un délai de 30 jours de la présente publication. Le Ministre pourra l'approuver avec ou sans modification.

#### Objet du projet de règlement

Ce projet de règlement est une révision de l'actuel Règlement d'application de Loi sur l'assurance-dépôts s'harmonisant aux diverses modifications apportées à la Loi sur l'assurance-dépôts par la Loi modifiant diverses dispositions législatives afin principalement de resserrer l'encadrement du secteur financier.

Cette révision vise notamment à :

- ajouter une garantie distincte pour les dépôts reçus par une institution lorsque ces derniers servent à acquitter le solde impayé d'un débiteur hypothécaire à l'égard des impôts fonciers sur le bien hypothéqué;
- clarifier le libellé des articles reliés à la garantie distincte de certains dépôts;
- augmenter la prime minimum devant être versée par une institution inscrite de 100 \$ à 5 000 \$ afin qu'elle soit harmonisée avec celle de la Société d'assurance-dépôts du Canada;
- ajouter sur tout document attestant la réception de fonds qui ne constituent pas un dépôt du seul fait qu'ils sont payables en devises étrangères, la mention « Les fonds dont la réception est constatée par le présent document ne constituent pas un dépôt garanti au sens de la Loi sur l'assurance-dépôts »;
- supprimer les annexes (formulaires) contenues au Règlement d'application de la Loi sur l'assurance-dépôts actuel afin que celles-ci soient déterminées administrativement considérant l'introduction dans la Loi sur l'assurance-dépôts du pouvoir de l'Autorité de prescrire les formulaires nécessaires à l'application de la Loi.

Les personnes intéressées à communiquer leurs commentaires sont invitées à les fournir au plus tard le **9 mai 2010**. Il est à noter que les commentaires soumis seront rendus publics à défaut d'avis contraire à cet effet.

Le projet de règlement est également accessible sur la page d'accueil du site Internet de l'Autorité au [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca), à la section « consultations publiques ».

## Consultation

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler au sujet de ce règlement est priée de les faire parvenir par écrit en s'adressant à :

Me Anne-Marie Beaudoin  
Secrétaire de l'Autorité  
Autorité des marchés financiers  
800, square Victoria, 22e étage  
C.P. 246, tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Télécopieur : (514) 864-6381  
Courrier électronique : [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

## Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Julien Reid  
Directeur des normes et vigie  
Autorité des marchés financiers  
Téléphone : (418) 525-0337, poste 4641  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337  
Courrier électronique: [julien.reid@lautorite.qc.ca](mailto:julien.reid@lautorite.qc.ca)

**Le 9 avril 2010**

---

<sup>i</sup> L.Q. 2009, c. 58 (Projet de loi n° 74).  
<sup>ii</sup> L.R.Q., c. A-26, art. 45.1.

**RÈGLEMENT D'APPLICATION DE LA LOI SUR L'ASSURANCE-DÉPÔTS\***

Loi sur l'assurance-dépôts

(L.R.Q., c. A-26, a. 43 par. a, d, e, e.1, f, h.1 à l, m, m.2 à r, t et u)

**CHAPITRE I****CHAMP D'APPLICATION ET INTERPRÉTATION**

**1.** L'expression « dépôt d'argent » signifie le solde impayé, y compris les intérêts y afférents, des fonds reçus par une institution ou une banque, dans le cours normal de ses activités de réception de dépôts d'argent du public à des fins de placement, dont l'obligation de remboursement est constatée soit par un crédit au compte du déposant soit par un certificat de dépôt ou tout autre document qu'elle a délivré.

Toutefois, cette expression ne comprend pas :

1° les fonds remboursables à l'expiration d'un terme de plus de 5 ans, à moins que l'institution ou la banque ne soit obligée après 5 ans de la date du dépôt de les rembourser en tout temps à la demande du déposant ou à moins que les fonds n'aient été reçus avant le 1<sup>er</sup> juillet 1970;

2° les fonds ayant servi à l'acquisition de parts ou de titres de participation émis par une coopérative de services financiers, par un assureur, par une société de fiducie ainsi que par une société d'épargne;

3° les fonds remboursables en cas de liquidation à un rang subalterne aux autres créances ordinaires exigibles de l'institution ou de la banque;

4° les fonds ayant servi à l'acquisition de parts d'un fonds d'investissement.

Un déposant est une personne qui a effectué un dépôt d'argent au sens de la Loi sur l'assurance-dépôts, (L.R.Q., c.A-26) et du présent règlement ou une personne envers laquelle une institution ou une banque est tenue de rembourser un tel dépôt d'argent.

**2.** En outre de ce qui est prévu au premier alinéa de l'article 1, les fonds visés à cet article constituent un dépôt d'argent au sens de la Loi et du présent règlement lorsque le document constatant l'obligation de remboursement ou de paiement de l'institution ou de la banque mentionne expressément le nom de la personne ayant droit, à la date d'émission de ce document, au paiement ou au remboursement des fonds reçus.

Lorsqu'il y a cession de ce document, le nom du cédant et le nom de tout cessionnaire ainsi que les modalités de la cession doivent être mentionnés dans les registres de l'institution ou de la banque.

Le premier alinéa ne s'applique pas lorsque l'obligation de remboursement ou de paiement est constatée par une traite, un chèque visé, un chèque de voyage, une lettre de crédit payée d'avance ou un mandat-poste.

**3.** La date du dépôt est la date à laquelle une somme d'argent est portée au crédit du déposant ou la date apparaissant sur le titre délivré par le dépositaire.

Un dépositaire est une institution inscrite ou une banque au sens de l'article 1.2 de la Loi dont les dépôts sont garantis par l'Autorité des marchés financiers.

\* Le Règlement d'application de la Loi sur l'assurance-dépôts, approuvé par le décret n° 819-93 du 9 juin 1993 (1993 G.O. 2, 4243) a été modifié par le règlement approuvé par le décret n° 820-2006 du 13 septembre 2006 (2006 G.O. 2, 4445) et par l'arrêté n° 2010-05 du 19 février 2010 (2010 G.O. 2, 876).

**4.** Un dépôt est réputé être fait au lieu où les fonds sont reçus par le dépositaire, sous réserve des dispositions suivantes :

1° si les fonds ont été remis à une succursale ou à un agent du dépositaire, le dépôt est réputé être fait au lieu où cette succursale ou cet agent les a reçus;

2° si le déposant demande que ses fonds soient portés à son crédit à un compte maintenu dans un bureau déterminé d'un dépositaire, le dépôt est réputé être fait à ce bureau;

3° si le lieu où le dépôt a été fait est changé sans le consentement du déposant, il est réputé avoir été fait au lieu où les fonds ont été déposés par le déposant;

4° lorsqu'un dépositaire reçoit des fonds donnant lieu à la délivrance d'un certificat de placement garanti, d'un certificat de dépôt ou d'un autre document constatant le dépôt, sans que le lieu où le dépôt a été fait ne puisse être établi selon les paragraphes 1° à 3°, le dépôt est réputé être fait au bureau du dépositaire où le titre a été délivré au déposant ou de l'endroit d'où il lui a été expédié;

5° lorsque le lieu où le dépôt a été fait ne peut être établi selon les paragraphes 1° à 4°, le dépôt sera réputé avoir été fait au siège du dépositaire.

**5.** Un exercice comptable de prime est la période qui s'étend du 1<sup>er</sup> mai de chaque année au 30 avril de l'année suivante.

## **CHAPITRE II**

### **PERMIS ET CONDITIONS D'INSCRIPTION**

**6.** Une institution admissible qui désire être inscrite doit compléter le formulaire prescrit par l'Autorité et accompagner celui-ci des documents suivants :

1° une copie de l'acte constitutif et des règlements de l'institution ainsi que de leurs modifications;

2° une copie certifiée des états financiers vérifiés de l'institution pour chacune des 3 dernières années et de chacune de ses filiales et de l'entité qui la contrôle, et une copie certifiée des états non vérifiés et arrêtés à 90 jours au plus avant la date de la demande de permis si la clôture du dernier exercice remonte à plus de 120 jours mais à moins d'un an de la demande de permis;

3° une copie d'une police d'assurance attestant que l'institution est assurée contre les risques de fraude, de détournement et de vol;

4° le cas échéant, un état détaillé des dépôts détenus par l'institution à l'extérieur du Québec présenté selon le formulaire prescrit par l'Autorité;

Dans le cas d'une institution nouvellement formée, un état prévisionnel de l'actif et du passif et un budget d'opération pour l'exercice financier en cours au moment de la demande du permis ainsi que pour les deux exercices subséquents tiennent lieu des états financiers exigés en vertu du paragraphe 2° du premier alinéa.

**7.** En outre des exigences mentionnées à l'article 6, l'Autorité délivre un permis à toute institution admissible qui remplit les conditions suivantes :

1° elle a fourni tous les documents et renseignements requis par l'Autorité;

2° elle se propose de solliciter et recevoir des dépôts d'argent du public au sens de la Loi et du présent règlement;

3° elle se conforme aux dispositions des lois et des règlements qui lui sont applicables, de même que, le cas échéant, aux lignes directrices, aux instructions écrites ainsi qu'aux engagements pris en vertu de ces lois;

4° elle est en mesure de s'acquitter à échéance de toute obligation pouvant résulter de la réception d'un dépôt d'argent;

5° elle suit des pratiques commerciales et financières saines;

6° elle détient une police d'assurance contre les risques de fraude, de détournement et de vol;

7° elle n'est pas insolvable ou sur le point de le devenir;

8° elle est dans une situation financière satisfaisante.

Pour une institution qui n'est pas constituée en vertu d'une loi du Québec, les dépôts qu'elle détient à l'extérieur du Québec doivent être assurés conformément à la Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada (Lois révisées du Canada (1985), chapitre C-3) ou par une police de garantie délivrée par l'Autorité.

**8.** Une institution inscrite doit maintenir en tout temps les conditions requises pour la délivrance d'un permis mentionnées aux paragraphes 3° à 8° de l'article 7.

### **CHAPITRE III** GARANTIE ET PRIMES EXIGIBLES

#### **SECTION I** GARANTIE DISTINCTE

**9.** Le dépôt d'une personne dans une même institution ou dans une même banque est un dépôt distinct de tout autre dépôt dans les cas suivant :

1° il est constitué de l'ensemble des intérêts d'une personne dans un ou plusieurs dépôts reçus par une institution ou une banque en vertu d'un ou de plusieurs régimes d'épargne retraite enregistrés, d'un ou plusieurs fonds de revenu de retraite enregistrés, ou d'un ou plusieurs comptes d'épargne libre d'impôt conformément à la Loi sur les impôts (L.R.Q., c. I-3) ou à la Loi de l'impôt sur le revenu (Lois révisées du Canada (1985), (5<sup>e</sup> suppl.));

2° il est fait auprès d'une institution ou d'une banque par une personne agissant en qualité de fiduciaire ou de mandataire auprès d'une institution ou d'une banque, et l'existence de la fiducie ou du mandat ainsi que le nom et l'adresse du bénéficiaire apparaissent aux registres de celles-ci;

3° il est fait auprès d'une institution ou d'une banque dans l'intérêt de personnes à l'égard duquel un fiduciaire ou un mandataire agit comme déposant et l'existence de la fiducie ou du mandat, les noms et adresses de chaque bénéficiaire et la ventilation du dépôt apparaissent aux registres de celles-ci, à l'exception des dépôts reçus conformément à des régimes enregistrés d'épargne retraite, à des fonds enregistrés de revenu de retraite ou à des comptes d'épargne libre d'impôt;

4° il est constitué de l'ensemble des dépôts à l'égard desquels une personne agit conjointement avec les mêmes personnes à titre de co-propriétaire lorsque l'existence de l'intérêt de chacune apparaît aux registres de l'institution ou de la banque ;

5° il est reçu par une institution ou une banque et les fonds servent à acquitter le solde impayé des impôts fonciers d'un débiteur hypothécaire à l'égard du bien hypothéqué.

**10.** L'intérêt qu'une personne a acquis dans un dépôt après la date de la suspension ou de la révocation du permis d'une institution, ou de la suspension, de la résiliation ou de l'expiration d'une police délivrée par l'Autorité en vertu de l'article 34 de la Loi ne constitue pas un nouveau dépôt aux fins de la garantie.

**11.** Dans le cas où l'obligation de garantie de l'Autorité devient exécutoire avant la date d'échéance d'un dépôt à terme, la période de garantie prévue au deuxième alinéa de l'article 37 de la Loi est prolongée jusqu'à une date postérieure de 2 ans à la date d'échéance de ce dépôt.

Dans le cas où l'obligation de garantie de l'Autorité devient exécutoire après la date d'échéance d'un dépôt à terme, la période de garantie prévue au deuxième alinéa de l'article 37 de la Loi est prolongée jusqu'à une date postérieure de 2 ans à la date où l'obligation de garantie de l'Autorité devient exécutoire.

## **SECTION II**

### **PRIME EXIGIBLE AUX FINS DE LA GARANTIE PRÉVUE À L'ARTICLE 33.1 DE LA LOI**

#### *§1. — Dispositions générales*

**12.** Le montant payable par une institution inscrite, pour chaque exercice comptable de prime, est égal au plus élevé des montants suivants :

1° 1/25 de 1 % d'un montant égal au total de la partie de chaque dépôt qui est garantie par l'Autorité en vertu de l'article 33.1 de la Loi et qui est en dépôt à l'institution inscrite le 30 avril précédant l'exercice comptable de prime;

2° 5 000 \$.

**13.** L'institution inscrite détermine le total des dépôts d'argent prévu au paragraphe 1° de l'article 12 et en informe l'Autorité dans les 75 jours du début de l'exercice comptable de prime en complétant le formulaire prescrit par l'Autorité.

**14.** Sous réserve de l'article 17, la moitié de la prime payable par une institution inscrite doit être versée à l'Autorité au plus tard le 15 juillet de l'exercice comptable de prime pour lequel la prime a été fixée; le solde doit être versé au plus tard le 15 décembre du même exercice.

**15.** Le montant de la prime payable par une institution inscrite pour l'exercice comptable de prime au cours duquel elle devient une institution inscrite est égal au plus élevé des montants suivants:

1° une fraction de 1/25 de 1 % d'un montant égal au total de la partie de chaque dépôt qui est garantie par l'Autorité en vertu de l'article 33.1 de la Loi et qui est en dépôt à l'institution le dernier jour du mois au cours duquel elle est devenue une institution inscrite;

2° une fraction de 5 000 \$.

La fraction s'obtient en divisant par 365 le nombre de jours de cet exercice comptable de prime durant lesquels la garantie édictée par l'article 33.1 de la Loi est en vigueur.

Au cours d'un exercice comptable de prime, lorsqu'une institution inscrite est prorogée sous la Loi sur les sociétés d'assurance (Lois du Canada 1991, chapitre 47) ou sous la Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt (Lois du Canada 1991, chapitre 45), la partie de la prime non acquise qui a été payée lui est remboursée.

**16.** L'institution inscrite visée à l'article 15 détermine le total des dépôts d'argent prévu au paragraphe 1° du premier alinéa de cet article et en informe l'Autorité dans les plus brefs délais en complétant le formulaire prescrit par l'Autorité.

**17.** Lorsque la prime calculée selon l'article 15 ne dépasse pas la moitié de celle qui aurait été payable pour la totalité de l'exercice comptable de prime, elle doit être payée à l'Autorité dans les 75 jours qui suivent la fin du mois au cours duquel l'institution devient une institution inscrite.

Lorsque la prime calculée selon l'article 15 dépasse la moitié de la prime qui aurait été payable pour la totalité de l'exercice comptable de prime, le montant équivalent à la moitié de cette prime doit être payé à l'Autorité dans les 75 jours qui suivent la fin du mois au cours duquel l'institution devient une institution inscrite, et le solde au plus tard le 15 décembre de l'exercice comptable en cours.

**18.** L'Autorité peut exiger un intérêt, à un taux égal à celui déterminé en vertu de l'article 28 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., c. M-31), sur le montant d'une prime ou d'une partie de prime exigible et non payée.

**19.** Un fonds de sécurité établi conformément à la Loi sur les coopératives de services financiers (L.R.Q., c.C-67.3) doit transmettre à l'Autorité, au plus tard le 31 mars précédant l'exercice comptable de prime, ses états financiers ainsi qu'un rapport de ses activités couvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de l'année précédant l'exercice comptable de prime.

Ce rapport indique notamment :

- 1° la liste des coopératives de services financiers membres de ce fonds de sécurité;
- 2° toute méthode de calcul de toute cotisation décrétée ou exigée par le fonds de sécurité;
- 3° le montant de toute cotisation établie pour chacune des coopératives membres du fonds de sécurité ainsi que les modalités de paiement des cotisations établies;
- 4° les sommes versées à l'égard de toute cotisation par chacune de ces coopératives ainsi que la liste des coopératives qui n'ont pas versé de sommes, le cas échéant;
- 5° les montants des prêts consentis et des subventions accordées à chacune de ces coopératives et les conditions de remboursement des prêts;
- 6° les garanties de remboursements d'une avance ou d'un prêt consenti à une coopérative membre du fonds de sécurité;
- 7° les accords conclus avec chacune de ces coopératives, en vertu desquels les affaires de celles-ci sont gérées par le fonds de sécurité durant une période déterminée, et les conditions de ces accords;
- 8° l'acquisition, en totalité ou en partie, de l'actif d'une coopérative qui est membre du fonds de sécurité et les conditions d'une telle acquisition;
- 9° les mesures déterminées par le fonds de sécurité à l'occasion d'un prêt ou d'une subvention à une ou plusieurs coopératives qui doivent être prises par chacune d'elles afin de corriger certaines de ses pratiques administratives et financières;
- 10° le nom des coopératives pour lesquelles il a agi comme liquidateur ou séquestre;

11° le nom des coopératives pour lesquelles il a agi comme administrateur provisoire aux fins de la Loi sur les coopératives de services financiers;

12° la liste des coopératives inspectées, le nombre et les dates des inspections de même que la liste des coopératives non inspectées;

13° la liste détaillée du portefeuille de placements du fonds de sécurité ainsi que le rapport de gestion de ce portefeuille relatifs à ces derniers;

14° une description des activités et un état des opérations du fonds de sécurité.

**20.** Lorsqu'une coopérative de services financiers inscrite devient ou cesse d'être, au cours d'un exercice comptable de prime, membre d'un fonds de sécurité dont les membres bénéficient d'une réduction de prime, celle-ci bénéficie ou perd le bénéfice, suivant le cas, de la réduction de la prime pour la période non écoulée de cet exercice.

*§2. — Prime exigible d'une institution extra-provinciale inscrite issue d'une fusion*

**21.** Le montant de la prime payable par une institution extra-provinciale inscrite issue d'une fusion, dont une ou des institutions étaient déjà inscrites pour l'exercice comptable de prime au cours duquel elle devient une institution inscrite, est égal au montant prévu au premier alinéa de l'article 15, calculé conformément au deuxième alinéa de cet article.

Cependant le montant de la prime déjà payé par la ou les institutions inscrites parties à la fusion pour le nombre de jours de cet exercice comptable de prime durant lesquels la garantie prévue par l'article 33.1 de la Loi est en vigueur doit être soustrait du montant de la prime établie conformément au premier alinéa.

Une institution extra-provinciale est une institution constituée ou continuée au Canada par une loi autre qu'une loi du Québec.

**SECTION III**  
**POLICE DE GARANTIE ET PRIMES**

*§1. — Police de garantie*

**22.** Une institution inscrite ou une banque qui désire obtenir une police de garantie visée à l'article 34 de la Loi doit produire une demande en complétant le formulaire prescrit par l'Autorité.

Cette police de garantie est rédigée suivant le formulaire prescrit par l'Autorité et est délivrée par celle-ci. Elle est d'une durée d'une année à compter de la date de sa délivrance et se renouvelle automatiquement pour la même durée jusqu'à ce qu'elle soit suspendue, annulée ou résiliée.

**23.** Sous réserve des motifs de suspension, de résiliation ou d'annulation prévus par la Loi et les règlements, il peut être mis fin à une police de garantie lorsque l'institution inscrite ou la banque concernée, en accord avec l'Autorité, convient de résilier la garantie après qu'un avis d'au moins 90 jours de cette intention d'y mettre fin aura été adressé aux autorités compétentes du gouvernement de la province où les dépôts sont faits;

Il en est de même lorsque la Société d'assurance-dépôts du Canada constituée en vertu de la Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada (Lois révisées du Canada (1985), chapitre C-3) délivre à l'institution inscrite ou à la banque une police de garantie qui, de l'avis des autorités compétentes du gouvernement de la province où les dépôts sont faits, accorde une assurance au moins équivalente à la garantie de l'Autorité. Dans ce cas, la garantie ne cesse qu'à compter du moment où l'Autorité a été dûment informée par le gouvernement de la province où les dépôts sont faits qu'à son avis l'assurance accordée à l'institution inscrite ou à la banque par la Société d'assurance-dépôts du Canada est au moins équivalente à la garantie de l'Autorité.



§2. — *Détermination de la prime*

- 24.** La prime payable par une institution inscrite ou une banque titulaire d'une police de garantie est égale à 1/25 de 1 % du montant total des dépôts détenus le dernier jour du précédent exercice comptable de prime.
- 25.** La prime payable par une institution inscrite ou une banque, pour l'exercice comptable de prime au cours duquel ses dépôts deviennent garantis, est égale à une fraction de 1/25 de 1 % du montant total des dépôts détenus au dernier jour du mois au cours duquel ses dépôts sont devenus garantis établie au prorata du nombre de jours de cet exercice comptable de prime durant lesquels la garantie est en vigueur par rapport à 365.
- 26.** Pour les fins du calcul de la prime, chaque dépôt est inclus dans le montant total des dépôts garantis par une police jusqu'à concurrence d'un montant maximal de 100 000 \$.
- 27.** La moitié de la prime payable par une institution inscrite ou une banque en vertu de l'article 25 doit être versée à l'Autorité au plus tard le 15 juillet de l'exercice comptable de prime pour lequel la prime a été fixée; le solde doit être versé au plus tard le 15 décembre du même exercice.
- 28.** L'Autorité peut exiger un intérêt, à un taux égal à celui déterminé en vertu de l'article 28 de la Loi sur le ministère du Revenu, sur le montant d'une prime ou partie de prime exigible et non payée.

**CHAPITRE IV**  
**RÉCLAMATIONS**

- 29.** Toute personne qui requiert un paiement en exécution de la garantie prévue à la Loi doit produire à l'Autorité une réclamation en complétant le formulaire prescrit par cette dernière, accompagné des titres et autres documents au soutien de sa demande. Le cas échéant, la réclamation doit être accompagnée d'une preuve de l'existence de la fiducie ou du mandat lorsque le paiement réclamé en exécution de la garantie résulte d'un dépôt visé au paragraphe 2° de l'article 9.
- 30.** Lorsqu'une institution ou une banque est dans la situation prévue au paragraphe *e* du premier alinéa de l'article 34.1 de la Loi et que l'Autorité est tenue d'effectuer des paiements en exécution de son obligation de garantie aux personnes qui ont fait des dépôts à cette institution ou à cette banque, la réclamation prévue à l'article 29 n'a pas à être produite lorsque les conditions suivantes sont réunies:
- 1° une entente a été conclue entre l'Autorité et le liquidateur de l'institution ou de la banque, ou conclue entre l'Autorité et la Société d'assurance-dépôts du Canada, ou conclue entre l'Autorité et un autre organisme qui administre un régime équivalent ou un autre organisme d'indemnisation;
- 2° cette entente prévoit la transmission à l'Autorité de documents lui permettant de déterminer les personnes ayant droit à des paiements en exécution de la garantie de l'Autorité ainsi que les montants auxquels ces personnes ont droit en vertu de la Loi et du présent règlement.
- 31.** Pour toute réclamation fondée sur un effet négociable délivré par une institution ou une banque, la demande de paiement doit comprendre, outre l'état détaillé visé à l'article 29, une déclaration précisant la date à laquelle le réclamant a acquis cet effet.
- 32.** Pour l'application de l'article 34.4 de la Loi, le taux d'intérêt calculé sur un dépôt d'argent pour la période commençant à la date de la liquidation et se terminant à la date du paiement complet du dépôt d'argent est égal à celui déterminé en vertu de l'article 28 de la Loi sur le ministère du Revenu.

## CHAPITRE V PUBLICITÉ

**33.** Toute institution inscrite doit exhiber le signe officiel qui lui est fourni par l'Autorité à un endroit bien en vue à l'entrée et à l'intérieur de tout établissement où elle exerce ses activités.

**34.** Le signe officiel d'inscription auprès de l'Autorité est dans la forme suivante:



**35.** Une institution inscrite qui désire informer le public que les dépôts qui lui sont confiés sont garantis par l'Autorité ne peut employer, pour des fins publicitaires, que la mention « Inscrite en vertu de la Loi sur l'assurance-dépôts auprès de l'Autorité des marchés financiers ».

**36.** Tout document délivré par une institution inscrite pour constater la réception de fonds visés à l'article 1 doit porter la mention suivante: « Ceci est un dépôt au sens de la Loi sur l'assurance-dépôts. ».

**37.** La mention suivante: « Les fonds dont la réception est constatée par le présent document ne constituent pas un dépôt garanti au sens de la Loi sur l'assurance-dépôts. » doit être incluse dans tout document attestant qu'une institution inscrite a reçu des fonds qui ne constituent pas un dépôt pour l'un des motifs suivants :

1° le terme du dépôt est de plus de 5 ans et son remboursement ne peut être exigé à la demande du déposant après 5 ans de la date du dépôt;

2° le document constatant l'obligation de remboursement de l'institution ne mentionne pas expressément le nom de la personne ayant droit, à la date de son émission, au remboursement;

3° le dépôt est payable en devises étrangères;

## CHAPITRE VI DISPOSITIONS DIVERSES, TRANSITOIRES ET FINALES

### SECTION I DISPOSITIONS DIVERSES

**38.** Toute institution inscrite doit transmettre à l'Autorité une copie certifiée du rapport annuel et de l'état annuel concernant ses opérations et sa situation financière. Ces documents doivent être accompagnés du rapport du vérificateur de l'institution.

La transmission à l'Autorité des documents visés au premier alinéa, en vertu de la Loi sur les assurances (L.R.Q., c. A-32), de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (L.R.Q., c. S-29.01) ou de la Loi sur les coopératives de services financiers, tient lieu de l'obligation prévue au premier alinéa.

**39.** Le rapport d'inspection des affaires d'une institution inscrite effectué en vertu de l'article 42 de la Loi doit porter notamment sur les éléments suivants :

1° la réception de dépôts d'argent au sens de la Loi et du présent règlement;

2° le fait qu'elle respecte la loi régissant ses activités, ainsi que les règlements et lignes directrices;

3° la détention d'une police d'assurance contre les risques de fraude, de détournement et de vol;

4° ses obligations à l'égard des dépôts qu'elle détient;

5° ses pratiques administratives, financières et commerciales;

6° les mesures de sécurité relatives aux fonds qui lui sont confiés.

**40.** Une institution issue d'une continuation, d'une transformation, d'une conversion ou d'une fusion demande à l'Autorité la révision du permis d'institution inscrite qu'elle détenait.

Cette institution doit respecter les exigences prévues aux articles 6 et 7 du présent règlement.

**41.** Tout avis adressé à une institution inscrite ou à une banque, ou à l'un de leurs administrateurs ou dirigeants, doit être transmis par tout moyen permettant d'en faire la preuve à la dernière adresse connue du siège ou du principal établissement au Québec de cette institution ou de cette banque ou du domicile de l'administrateur ou dirigeant.

## **SECTION II DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES**

**42.** Le présent règlement remplace le Règlement d'application de la Loi sur l'assurance-dépôts approuvé par le décret n° 819-93 du 9 juin 1993 à l'exception des articles 12 et 50 de ce règlement qui continuent d'avoir effet jusqu'à ce qu'un règlement approuvé par le gouvernement viennent les remplacer.

**43.** Le présent règlement entrera en vigueur le 15 juillet 2010.

## Regulation respecting the application of the Deposit Insurance Act (Replacement)

Notice is hereby given by the *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") that the draft *Regulation respecting the application of the Deposit Insurance Act*, which will replace the Regulation currently in force, is being published for consultation.

The Regulation may not be made by the Authority and submitted to the Minister of Finance for approval until 30 days have elapsed since this publication. The Minister may approve the Regulation with or without amendment.

### Purpose of draft Regulation

This draft Regulation, which is a revision of the *Regulation respecting the application of the Deposit Insurance Act* currently in force, seeks harmonization with the various amendments made to the *Deposit Insurance Act* by *An Act to amend various legislative provisions principally to tighten the regulation of the financial sector*.<sup>i</sup>

The main revisions were as follows:

- Addition of a separate guarantee for deposits received by an institution where the funds are used to pay the balance owing by a hypothecary debtor with respect to property taxes on hypothecated property;
- Clarification of the wording of the sections related to the separate guarantee for certain deposits;
- Increase in the minimum premium payable by a registered institution from \$100 to \$5,000 to achieve harmonization with the premiums payable under the Canada Deposit Insurance Act;
- Addition of the following statement to any document attesting to the receipt of funds that do not constitute a deposit solely because they are payable in foreign currency: "The funds of which receipt is evidenced by this document do not constitute a guaranteed deposit within the meaning of the Deposit Insurance Act.";
- Deletion of the schedules (forms) contained in the *Regulation respecting the application of the Deposit Insurance Act* currently in force so that they may be determined on an administrative basis given that the *Deposit Insurance Act* has assigned power to the Authority to prescribe forms for the purposes of the Act.<sup>ii</sup>

Comments must be made no later than **May 9, 2010**. Comments will be made public unless otherwise noted.

The draft Regulation is also available on the website of the *Autorité des marchés financiers* at [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca) under "Public Consultations."

## Request for comment

Comments regarding the above Regulation may be made in writing to:

M<sup>e</sup> Anne-Marie Beaudoin  
Corporate Secretary  
Autorité des marchés financiers  
800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Fax: 514-864-6381  
E-mail: [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

## Further information

Further information is available from:

Julien Reid  
Director, Standards and Business Intelligence  
Autorité des marchés financiers  
Telephone: 418-525-0337, ext. 4641  
Toll-free: 1-877-525-0337  
E-mail: [julien.reid@lautorite.qc.ca](mailto:julien.reid@lautorite.qc.ca)

**April 9, 2010**

---

<sup>i</sup> S.Q. 2009, c. 58 (Bill 74)  
<sup>ii</sup> R.S.Q., c. A-26, s. 45.1

## REGULATION RESPECTING THE APPLICATION OF THE DEPOSIT INSURANCE ACT\*

Deposit Insurance Act

(R.S.Q., c. A-26, s. 43, pars. *a, d, e, e.1, f, h.1 to l, m, m.2 to r, t and u*)

### CHAPTER I SCOPE AND INTERPRETATION

**1.** The term "deposit of money" means the unpaid balance, including interest thereon, of funds received by an institution or a bank in the normal course of receiving cash deposits from the public for investment purposes, where the obligation of the institution or bank to repay is evidenced by a credit to the depositor's account, by a deposit certificate or by any other document issued by the institution or bank.

A deposit of money does not include

(1) funds repayable upon the expiry of a term exceeding 5 years, unless the institution or bank is required to repay such funds, at any time, on demand by the depositor, after 5 years from the date of the deposit or unless such funds were received before July 1, 1970;

(2) funds used to acquire shares or equity securities issued by a financial services cooperative, an insurer, a trust company or a savings company;

(3) funds repayable, in the case of a winding-up, at a rank subordinate to other ordinary due debts of the institution or bank;

(4) funds used to acquire shares of an investment fund.

A depositor is a person who makes a deposit of money within the meaning of the Deposit Insurance Act (R.S.Q., c. A-26) and this Regulation, or a person to whom an institution or a bank is required to repay such deposit.

**2.** In addition to the provisions in the first paragraph of section 1, the funds referred to therein constitute a deposit of money within the meaning of the Act and this Regulation where the document evidencing the obligation of the institution or bank to repay or to pay explicitly bears the name of the person entitled, as of the date of issue of the document, to payment or repayment of the funds received.

Where the document is assigned, the name of the assignor, the name of any assignee and the terms of assignment must be noted in the records of the institution or bank.

The first paragraph does not apply where the obligation to repay or to pay is evidenced by a draft, a certified cheque, a traveller's cheque, a letter of credit paid in advance or a money order.

**3.** The date of deposit is the date on which a sum of money is credited to the depositor, or the date appearing on the instrument issued by the depository.

A depository is a registered institution or a bank within the meaning of section 1.2 of the Act where deposits are guaranteed by the Autorité des marchés financiers.

\* The Regulation respecting the application of the Deposit Insurance Act, approved by Order-in-Council No. 819-93 dated June 9, 1993 (1993 G.O. 2, 3333), was amended by the regulation approved by Order-in-Council No. 820-2006 dated September 13, 2006 (2006 G.O. 2, 3065) and by Ministerial Order No. 2010-05 dated February 19, 2010 (2010 G.O. 2, 634).

**4.** A deposit is deemed to be made at the place where the funds are received by the depository, subject to the following provisions:

(1) where the funds are remitted to a branch or agent of the depository, the deposit is deemed to be made at the place where such branch or agent received the funds;

(2) where the depositor requests that the funds be credited to an account maintained at a particular office of the depository, the deposit is deemed to be made at such office;

(3) where the place at which the deposit was made is changed without the consent of the depositor, the deposit is deemed to have been made at the place where the funds were placed by the depositor;

(4) where a depository receives funds giving rise to the issue of a guaranteed investment certificate, a deposit certificate or another document evidencing the deposit, and where it is not possible to establish the place of deposit in accordance with paragraphs 1 to 3 hereof, the deposit is deemed to be made at the office of the depository where the instrument was issued to the depositor or the place from which it was sent to the depositor;

(5) where it is not possible to establish the place of deposit in accordance with paragraphs 1 to 4 hereof, the deposit is deemed to have been made at the depository's head office.

**5.** An accounting period for premiums is the period from May 1 of every year to April 30 of the next year.

## **CHAPTER II**

### **PERMIT AND CONDITIONS FOR REGISTRATION**

**6.** A qualified institution applying for registration must complete the form prescribed by the Authority and submit it together with the following documents:

(1) a copy of the institution's constituting act and by-laws, and any amendments thereto;

(2) a certified copy of the institution's audited financial statements for each of the past 3 years, as well as those of its subsidiaries and of the entity that controls it, and a certified copy of the unaudited financial statements for a period ended not more than 90 days prior to the date of its application for a permit where the most recent fiscal year ended more than 120 days but less than 1 year before the date of the application;

(3) a copy of an insurance policy attesting that the institution is insured against fraud, misappropriation and theft;

(4) where applicable, a detailed statement, in the form prescribed by the Authority, of deposits held by the institution outside Québec;

In the case of a newly formed institution, a budgeted statement of assets and liabilities and an operating budget for the fiscal year during which the application for a permit is filed and for the subsequent two years replace the financial statements required under subparagraph 2 of the first paragraph hereof.

**7.** In addition to the requirements set out in section 6, the Authority issues a permit to any qualified institution that fulfills the following conditions:

(1) it has provided all documents and information required by the Authority;

- (2) it intends to solicit and receive deposits of money from the public within the meaning of the Act and this Regulation;
- (3) it complies with the provisions of the laws and regulations applicable to it as well as any guidelines, written directions and undertakings made pursuant to such laws;
- (4) it is in a position to discharge, when due, any obligation resulting from the receipt of a deposit of money;
- (5) it follows sound commercial and financial practices;
- (6) it holds an insurance policy covering fraud, misappropriation and theft;
- (7) it is not insolvent or about to become so; and
- (8) it is in a satisfactory financial position.

Where an institution is not constituted under an Act of Québec, the deposits it holds outside Québec must be insured in accordance with the Canada Deposit Insurance Corporation Act (Revised Statutes of Canada, 1985, chapter C-3) or under a guarantee policy issued by the Authority.

**8.** A registered institution must, at all times, fulfill the conditions required for the issue of a permit as set out in subparagraphs 3 to 8 of section 7.

### **CHAPTER III** **GUARANTEE AND PREMIUMS PAYABLE**

#### **DIVISION I** **SEPARATE GUARANTEE**

**9.** A deposit made with the same institution or bank constitutes a deposit separate from any other deposits in the following cases:

- (1) the deposit is the aggregate of a person's interests in one or more deposits received by an institution or bank under one or more registered retirement savings plans, registered retirement income funds or tax-free savings accounts in accordance with the Taxation Act (R.S.Q., c. I-3) or the Income Tax Act (Revised Statutes of Canada, 1985, c. 1 (5th Supp.));
- (2) the deposit made with an institution or bank by a person acting as a trustee or mandatary with an institution or bank, and the existence of the trust or mandate as well as the name and address of the beneficiary are noted in the records of the institution or bank;
- (3) the deposit made with an institution or bank in the interest of persons in respect of which a trustee or mandatary acts as a depositor, and the existence of the trust or mandate, the names and addresses of each beneficiary and the breakdown of the deposit are noted in the records of the institution or bank, except for deposits received under registered retirement savings plans, registered retirement income funds or tax-free savings accounts;
- (4) the deposit is the aggregate of the deposits in respect of which a person acts as a co-owner jointly with the same persons, where the existence of each person's interest is noted in the records of the institution or bank;
- (5) the deposit is received by an institution or bank and the funds are used to pay the balance owing by a hypothecary debtor with respect to the property taxes on the hypothecated property.



**10.** An interest acquired by a person in a deposit after the date of the suspension or cancellation of an institution's permit or after the suspension, rescission or expiry of a policy issued by the Authority under section 34 of the Act does not constitute a new deposit for the purposes of the guarantee.

**11.** Where the Authority's obligation under a guarantee becomes enforceable before the date of expiry of a term deposit, the guarantee period provided for in the second paragraph of section 37 of the Act is extended by no more than two years from the date of expiry of such deposit.

Where the Authority's obligation under a guarantee becomes enforceable after the date of expiry of a term deposit, the guarantee period provided for in the second paragraph of section 37 of the Act is extended by no more than two years from the date on which the Authority's obligation under a guarantee becomes enforceable.

**DIVISION II**  
**PREMIUM PAYABLE FOR GUARANTEE PURPOSES UNDER SECTION 33.1 OF THE ACT**

*§1. — General provisions*

**12.** The amount payable by a registered institution for each accounting period for premiums is equal to the greater of the following amounts:

(1) 1/25 of 1% of an amount equal to the total of the portion of each deposit that is guaranteed by the Authority under section 33.1 of the Act and that is on deposit with the registered institution on April 30 preceding the accounting period for premiums;

(2) \$5,000.

**13.** The registered institution determines the total deposits of money under the first paragraph of section 12 and informs the Authority of such total within 75 days of the beginning of the accounting period for premiums by completing the form prescribed by the Authority.

**14.** Notwithstanding section 17, half the premium payable by a registered institution must be paid to the Authority not later than on July 15 of the accounting period for which the premium was established. The balance must be paid not later than on December 15 of the same period.

**15.** The amount of the premium payable by a registered institution for the accounting period during which it becomes a registered institution is equal to the greater of the following amounts:

(1) a fraction of 1/25 of 1% of an amount equal to the total of the portion of each deposit that is guaranteed by the Authority under section 33.1 of the Act and that is on deposit with the institution on the last day of the month during which it became a registered institution;

(2) a fraction of \$5,000.

The fraction is obtained by dividing by 365 the number of days in the accounting period for premiums during which the guarantee provided for in section 33.1 of the Act is in force.

During an accounting period for premiums, where a registered institution is continued pursuant to the Insurance Companies Act (Statutes of Canada, 1991, chapter 47) or the Trust and Loan Companies Act (Statutes of Canada, 1991, chapter 45), the portion of the unearned premium is reimbursed to the registered institution.

**16.** A registered institution referred to in section 15 determines the total deposits of money provided for in subparagraph 1 of the first paragraph of section 15 and informs the Authority of such total forthwith by completing the form prescribed by the Authority.

**17.** Where the premium calculated under section 15 does not exceed half the premium that would have been payable for the full accounting period for premiums, it must be paid to the Authority within 75 days following the end of the month during which the institution becomes a registered institution.

Where the premium calculated under section 15 exceeds half the premium that would have been payable for the full accounting period for premiums, the amount equal to half the premium must be paid to the Authority within 75 days following the end of the month during which the institution becomes a registered institution and the balance not later than on December 15 of the current accounting period.

**18.** The Authority may charge interest, at the rate determined under section 28 of An Act respecting the Ministère du Revenu (R.S.Q., c. M-31), on any unpaid balance of a premium payable or portion thereof.

**19.** A security fund established under An Act respecting financial services cooperatives (R.S.Q., c. C-67.3) must send to the Authority, not later than on March 31 preceding the accounting period for premiums, its financial statements and a report of activities covering the period from January 1 to December 31 of the year preceding the accounting period for premiums.

The report must indicate:

- (1) the list of financial services cooperatives that are members of such security fund;
- (2) the method for calculating every assessment ordered or required by the security fund;
- (3) the amount of any assessment established for each member cooperative of the security fund and the conditions for payment of such assessments;
- (4) the amounts paid in respect of any assessment by each cooperative and a list of any of the cooperatives that have not paid amounts in respect thereof;
- (5) the amounts of loans and grants made to each cooperative and the conditions for repayment of the loans;
- (6) guarantees of repayment of an advance or loan made to a cooperative that is a member of the security fund;
- (7) agreements made with each such cooperative under which its affairs are managed by the security fund for a fixed period, and the conditions of such agreements;
- (8) the acquisition of some or all of the assets of a cooperative that is a member of the security fund and the conditions of such acquisition;
- (9) the measures that the security fund determined when making a loan or grant to one or more cooperatives that must be implemented by each such cooperative in order to correct certain of its administrative and financial practices;
- (10) the names of cooperatives for which the security fund has acted as liquidator or sequester;

(11) the names of cooperatives for which the security fund has acted as provisional administrator for the purposes of An Act respecting financial services cooperatives;

(12) a list of cooperatives inspected, the number of inspections, the dates of the inspections and a list of cooperatives not inspected;

(13) a detailed list of the security fund's investment portfolio and its investment portfolio management report;

(14) a description of the security fund's activities and a statement of its operations.

**20.** Where, during an accounting period for premiums, a registered financial services cooperative becomes or ceases to be a member of a security fund whose members benefit from a reduction in premiums, such cooperative benefits or ceases to benefit, as the case may be, from a reduction in premiums for the unexpired part of the accounting period.

*§2. Premium payable by a registered extra-provincial institution resulting from an amalgamation*

**21.** The amount of the premium payable by a registered extra-provincial institution resulting from an amalgamation of which any of the amalgamating institutions were already registered for the accounting period for premiums during which the amalgamated institution becomes a registered institution is equal to the amount provided for in the first paragraph of section 15 and calculated in accordance with the second paragraph thereof.

However, the amount of the premium payable by a registered institution or institutions that are part of an amalgamation for the number of days in this accounting period for premiums during which the guarantee prescribed under section 33.1 of the Act is in force must be subtracted from the amount of the premium determined in accordance with the first paragraph hereof.

An extra-provincial institution is an institution incorporated or continued in Canada under a law other than a law of Québec.

### **DIVISION III** **GUARANTEE POLICY AND PREMIUMS**

*§1. — Guarantee policy*

**22.** A registered institution or a bank seeking to obtain a guarantee policy referred to in section 34 of the Act must file an application by completing the form prescribed by the Authority.

Such guarantee policy must be drafted in the form prescribed by the Authority and must be issued by the Authority. The guarantee policy is for a duration of one year as of the date of issue and is renewed automatically for the same duration until such time as it is suspended, cancelled or rescinded.

**23.** Subject to the reasons for suspension, cancellation or rescission provided for in the Act and in regulations, a guarantee policy may be terminated where the registered institution or bank involved, together with the Authority, agree to rescind the guarantee after giving the competent authorities of the government of the province in which the deposits were made not less than 90 days' notice of the intention of the registered institution or bank to rescind the guarantee;

And likewise where the Canada Deposit Insurance Corporation, incorporated under the Canada Deposit Insurance Act (Revised Statutes of Canada, 1985, chapter C-3), issues to the registered institution or the bank a guarantee policy that, in the opinion of the

competent authorities of the government of the province in which the deposits were made, provides insurance at least equivalent to the guarantee of the Authority. In such case, the guarantee terminates only once the Authority has been duly informed by the government of the province in which the deposits were made that, in its opinion, the insurance granted to the registered institution or bank by the Canada Deposit Insurance Corporation is at least equivalent to the guarantee of the Authority.

*§2. — Determination of premium*

**24.** The premium payable by a registered institution or a bank holding a guarantee policy is equal to 1/25 of 1% of the aggregate deposits held on the last day of the preceding accounting period for premiums.

**25.** The premium payable by a registered institution or a bank for the accounting period for premiums during which its deposits become guaranteed is equal to a fraction of 1/25 of 1% of the aggregate deposits held on the last day of the month during which its deposits became guaranteed, established on the basis of the number of days in such accounting period for premiums during which the guarantee is in force, divided by 365.

**26.** For premium calculation purposes, each deposit must be included in the aggregate deposits guaranteed by a policy, to a maximum of \$100,000.

**27.** Half the premium payable by a registered institution or a bank under section 25 hereof must be paid to the Authority not later than on July 15 of the accounting period for which the premium was established. The balance must be paid not later than on December 15 of the same period.

**28.** The Authority may charge interest, at the rate determined under section 28 of An Act respecting the Ministère du Revenu, on any unpaid balance of a premium payable or portion thereof.

**CHAPTER IV  
CLAIMS**

**29.** Any person requiring a payment in execution of the guarantee provided for in the Act must file with the Authority a claim by completing the form prescribed by the Authority, accompanied by instruments and other documents supporting his application. As applicable, the claim must also be accompanied by proof of the existence of a trust or mandate where the payment claimed in execution of the guarantee results from a deposit referred to in the second paragraph of section 9.

**30.** Where an institution or bank is in either of the situations provided for in subparagraph *e* of the first paragraph of section 34.1 of the Act and where the Authority is required, in execution of its obligation under a guarantee, to make payments to persons who made deposits with such institution or bank, it is not necessary to file the claim provided for under section 29 where the following conditions are fulfilled:

(1) an agreement has been entered into between the Authority and the liquidator of the institution or bank, or between the Authority and the Canada Deposit Insurance Corporation, or between the Authority and another body that administers a similar plan, or another compensation body;

(2) under such agreement, the Authority is provided with documents that enable it to identify the persons entitled to payments in execution of the guarantee of the Authority and to determine any amount to which such persons are entitled under the Act and this Regulation.

**31.** An application for the payment of any claim based on a negotiable instrument issued by an institution or bank must include, in addition to the detailed statement under section 29, a statement indicating the date on which the claimant acquired such instrument.

**32.** For the purposes of section 34.4 of the Act, the interest rate calculated on a deposit of money for the period beginning on the winding-up date and ending on the date of full payment of such deposit of money is equal to the rate determined under section 28 of An Act respecting the ministère du Revenu.

## **CHAPTER V ADVERTISING**

**33.** Every registered institution must display the official logo supplied by the Authority in a conspicuous place at the entrance to and inside any establishment where it carries on its activities.

**34.** The official logo attesting to registration with the Authority is as follows:



**35.** A registered institution wishing to inform the public that deposits made with it are guaranteed by the Authority may use only the phrase "Registered under the Deposit Insurance Act with the Autorité des marchés financiers" in its advertising.

**36.** Every document issued by a registered institution and evidencing the receipt of funds referred to in section 1 hereof must contain the following statement: "This is a deposit within the meaning of the Deposit Insurance Act."

**37.** The statement "The funds of which receipt is evidenced by this document do not constitute a guaranteed deposit within the meaning of the Deposit Insurance Act." must be included in any document attesting that a registered institution has received funds that do not constitute a deposit for any of the following reasons:

- (1) the term of the deposit is longer than 5 years and repayment may not be required on demand after 5 years from the date of deposit;
- (2) the document evidencing the institution's obligation to repay does not explicitly bear the name of the person entitled to repayment as of the date of issue of the document;
- (3) the deposit is payable in foreign currency.

## **CHAPTER VI MISCELLANEOUS, TRANSITIONAL AND FINAL PROVISIONS**

### **DIVISION I MISCELLANEOUS PROVISIONS**

**38.** Every registered institution must deliver to the Authority a certified copy of the annual report and statement of its operations and financial position. These documents must be accompanied by a report from the institution's auditor.

The delivery to the Authority of the documents referred to in the first paragraph hereof as required under An Act respecting insurance (R.S.Q., c. A-32), An Act respecting trust companies and savings companies (R.S.Q., c. S-29.01) or An Act respecting financial services cooperatives fulfills the requirement set out in the first paragraph hereof.

**39.** The report on the inspection conducted in respect of a registered institution's affairs under section 42 of the Act must pertain, in particular, to:

- (1) the receipt of deposits of money within the meaning of the Act and this Regulation;
- (2) the fact that it complies with the Act governing its activities, and with regulations and guidelines;
- (3) the holding of an insurance policy covering fraud, misappropriation and theft;
- (4) its obligations with respect to the deposits held by the institution;
- (5) its administrative, financial and commercial practices;
- (6) the security measures related to the funds deposited with the institution.

**40.** An institution that is continued, converted or amalgamated must apply to the Authority for a review of the permit held by the registered institution.

Such institution must comply with the requirements set out in sections 6 and 7 of this Regulation.

**41.** Any notice intended for a registered institution or a bank or for any directors or officers of such institution or bank must be delivered by any means attesting to its delivery to the last known address of the head office or principal establishment in Québec of such institution or bank, or to the domicile of the director or officer.

## **DIVISION II**

### **TRANSITIONAL AND FINAL PROVISIONS**

**42.** This Regulation replaces the Regulation respecting the application of the Deposit Insurance Act approved by Order-in-Council No. 819-93 dated June 9, 1993, except for sections 12 and 50 of the Regulation, which continue to be in force until they are replaced by a regulation approved by the government.

**43.** This Regulation comes into force on July 15, 2010.

## 5.2.2 Publication

### Erratum

#### **Ligne directrice sur la gestion des risques liés à la réassurance et Ligne directrice sur la gestion de la continuité des activités**

Veillez prendre note que certaines erreurs cléricales se sont glissées lors de la publication des documents relatifs à la *Ligne directrice sur la gestion des risques liés à la réassurance* et à la *Ligne directrice sur la gestion de la continuité des activités* (collectivement les « Lignes directrices ») dans la section 5.2.2 du bulletin du 2 avril 2010 (Vol 7, n° 13).

Vous trouverez ci-dessous les documents conformes relatifs aux Lignes directrices.

Le 9 avril 2010.

### **DÉCISION N° 2010-PDG-0060**

#### **Ligne directrice sur la gestion de la continuité des activités**

Vu le pouvoir de l'Autorité de donner des lignes directrices applicables aux assureurs concernant des pratiques de gestion saine et prudente, après consultation du ministre des Finances (le « Ministre ») et, dans le cas des sociétés mutuelles d'assurance après consultation de la fédération de sociétés mutuelles d'assurance dont elles sont membres, conformément à l'article 325.0.1 et au paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 325.0.2 de la Loi sur les assurances, L.R.Q., c. A-32 (la « LA »);

Vu le pouvoir de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») de donner des lignes directrices applicables aux coopératives de services financiers concernant des pratiques de gestion saine et prudente, après consultation du Ministre et des fédérations, conformément au paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 565 de la *Loi sur les coopératives de services financiers*, L.R.Q., c. C-67.3 (la « LCSF »);

Vu le pouvoir de l'Autorité de donner des lignes directrices applicables aux sociétés de fiducie et aux sociétés d'épargne concernant des pratiques de gestion saine et prudente, après consultation du Ministre, conformément au paragraphe 4° du second alinéa de l'article 314.1 de la *Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne*, L.R.Q., c. S-29.01 (la « LSFSE »);

Vu le pouvoir de l'Autorité de donner une ligne directrice prévu à l'article 325.0.1 de la LA, à l'article 565 de la LCSF et à l'article 314.1 de la LSFSE, qui appartient exclusivement à son président-directeur général, conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, L.R.Q., c. A-33.2;

Vu la publication du projet de la *Ligne directrice sur la gestion de la continuité des activités* (la « Ligne directrice ») pour consultation au Bulletin de l'Autorité (le « Bulletin ») le 26 juin 2009 [(2009) Vol. 6, n° 25, B.A.M.F., section 5.2.1];

Vu la consultation effectuée auprès de la Fédération des caisses Desjardins du Québec et du Groupe Promutuel Fédération de sociétés mutuelles d'assurance générale relativement au projet de la Ligne directrice;

Vu les modifications apportées au projet de la Ligne directrice à la suite de cette consultation;

Vu la consultation auprès du Ministre et l'avis favorable donné par ce dernier en date du 18 février 2010;

Vu la recommandation de la Direction de l'encadrement de la solvabilité;

En conséquence :

L'Autorité donne la *Ligne directrice sur la gestion de la continuité des activités*, dans ses versions française et anglaise, dont les textes sont annexés à la présente décision, et en autorise la publication au Bulletin.

La présente ligne directrice est applicable à compter du 1<sup>er</sup> avril 2010 aux personnes morales ou sociétés suivantes :

- les assureurs de personnes, les assureurs de dommages, les sociétés de gestion de portefeuille contrôlées par un assureur et les sociétés mutuelles d'assurance régies par la LA;
- les coopératives de services financiers régies par la LCSF; et
- les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne régies par la LSFSE.

Fait le 1<sup>er</sup> avril 2010.

Jean St-Gelais  
Président-directeur général

## **Avis de publication**

### **Ligne directrice sur la gestion de la continuité des activités**

La ligne directrice a été donnée par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») le 1<sup>er</sup> avril 2010, conformément à la *Loi sur les assurances*, L.R.Q., c. A-32, la *Loi sur les coopératives de services financiers*, L.R.Q., c. C 67.3 et la *Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne*, L.R.Q., c. S-29.01.

La ligne directrice est applicable à toutes les institutions financières exerçant leurs activités au Québec à compter du 1<sup>er</sup> avril 2010.

Vous trouvez ci-dessous le texte de la ligne directrice. Celle-ci est également accessible sur le site Web de l'Autorité au [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca), sous l'onglet « Lois et règlements ».

## **Renseignements additionnels**

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Linda El Ghordaf  
Direction des normes et vigie  
Autorité des marchés financiers  
Téléphone : (418) 525-0337, poste 4643  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337  
Courrier électronique : [linda.elghordaf@lautorite.qc.ca](mailto:linda.elghordaf@lautorite.qc.ca)

**Le 1<sup>er</sup> avril 2010**



# **LIGNE DIRECTRICE SUR LA GESTION DE LA CONTINUITÉ DES ACTIVITÉS**

**Avril 2010**

---

## Table des matières

<b>Préambule .....</b>	<b>3</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>4</b>
<b>Champ d'application .....</b>	<b>5</b>
<b>Entrée en vigueur et processus de mise à jour .....</b>	<b>6</b>
<b>1. Continuité et reprise des activités .....</b>	<b>7</b>
<b>2. Gestion saine et prudente de la continuité des activités .....</b>	<b>7</b>
<b>3. Cadre général de la gestion de la continuité des activités.....</b>	<b>8</b>
Principe 1 : Responsabilités du conseil d'administration et de la haute direction .....	8
Principe 2 : Stratégie, politique et procédures .....	9
<b>4. Identification et évaluation des incidents opérationnels majeurs .....</b>	<b>10</b>
Principe 3 : Identification des incidents opérationnels majeurs .....	10
Principe 4 : Identification des activités critiques.....	11
Principe 5 : Évaluation des impacts sur les activités critiques .....	12
<b>5. Développement et implantation du plan de continuité des activités .....</b>	<b>13</b>
Principe 6 : Planification de la continuité des activités.....	13
Principe 7 : Vérification de la fiabilité du PCA et mise à jour .....	15
<b>Surveillance des pratiques de gestion saine et prudente .....</b>	<b>16</b>

---

## Préambule

Une ligne directrice est une indication des attentes de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») à l'égard de l'obligation légale des institutions financières de suivre des pratiques de gestion saine et prudente. Elle porte donc sur l'exécution, l'interprétation et l'application de cette obligation imposée aux institutions financières.

Dans cette optique, l'Autorité privilégie une approche basée sur des principes plutôt que d'édicter des règles précises. Ainsi, du fondement même d'une ligne directrice, l'Autorité confère aux institutions financières la latitude nécessaire leur permettant de déterminer elles-mêmes les stratégies, politiques et procédures pour la mise en œuvre de ces principes de saine gestion et de voir à leur application en regard de la nature, de la taille et de la complexité de leurs activités.

L'Autorité considère la gouvernance, la gestion intégrée des risques et la conformité (GRC) comme les assises sur lesquelles doit reposer la gestion saine et prudente d'une institution financière et conséquemment, les bases sur lesquelles l'encadrement prudentiel donné par l'Autorité s'appuiera.

La présente ligne directrice s'inscrit dans cette perspective et énonce les attentes de l'Autorité à l'égard des pratiques de gestion saine et prudente en ce qui a trait à la continuité des activités.

---

## Introduction

Le secteur financier est constitué d'une multitude d'interconnexions entre les différents marchés, systèmes, participants et fournisseurs de services. Une perturbation, un ralentissement ou une interruption des activités d'une institution financière ou d'un de ses fournisseurs de services, dus à des incidents opérationnels, pourraient compromettre sa capacité à respecter ses engagements vis-à-vis sa clientèle et ses partenaires et pourraient même, dans certains cas, perturber le système financier par effet de contagion. Compte tenu de ces interdépendances et de la complexité du fonctionnement du secteur financier, les institutions financières devraient se doter de pratiques de gestion saine et prudente afin d'assurer la continuité de leurs activités à la suite d'un incident opérationnel. La gestion de la continuité des activités constitue une priorité au chapitre de la saine gestion du risque opérationnel.

La gestion de la continuité des activités consiste à mettre en place des processus pour identifier les incidents opérationnels majeurs susceptibles de menacer l'institution financière tels les catastrophes naturelles, les pannes d'électricité ou de télécommunication, les pannes informatiques, le piratage, le terrorisme, les pandémies, etc. L'identification de ces incidents permet d'évaluer leurs impacts sur les activités de l'institution et de mettre en place les mesures d'atténuation nécessaires afin d'assurer la continuité des activités critiques.

La présente ligne directrice a pour objectif d'énoncer les attentes de l'Autorité en matière de gestion de la continuité des activités. Les diverses lois sectorielles administrées par l'Autorité habilite<sup>1</sup> cette dernière à donner des lignes directrices aux institutions financières pouvant porter sur toute pratique de gestion saine et prudente.

Les principes de gestion de la continuité des activités proposés par l'Autorité s'inspirent du cadre de référence<sup>2</sup> adopté par le ministère de la Sécurité publique au Québec. Ce cadre propose une démarche collective afin d'assurer la cohérence et la complémentarité de la gestion de la continuité. Cette démarche interpelle entre autres les instances gouvernementales, les organismes de santé et toute autre organisation ou institution fournissant des produits ou des services essentiels.

Cette ligne directrice s'inspire également des principes directeurs du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire<sup>3</sup>, de l'Association internationale des contrôleurs d'assurance<sup>4</sup> et du Joint Forum<sup>5</sup> relativement aux saines pratiques de gestion du risque opérationnel et de gestion de la continuité des activités.

---

<sup>1</sup> *Loi sur les assurances*, L.R.Q., c. A-32, articles 325.0.1 et 325.0.2;  
*Loi sur les coopératives de services financiers*, L.R.Q., c. C-67.3, article 565;  
*Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne*, L.R.Q., c. S-29.01, article 314.1.

<sup>2</sup> Gouvernement du Québec, Ministère de la Sécurité publique, *Gestion des risques en sécurité civile*, 2008.  
Gouvernement du Québec, Ministère de la Sécurité publique, *Approche et principes en sécurité civile*, 2008.

<sup>3</sup> Comité de Bâle sur le contrôle bancaire, Banque des règlements internationaux, *Saines pratiques pour la gestion et la surveillance du risque opérationnel*, février 2003.

<sup>4</sup> Association internationale des contrôleurs d'assurance, *Principes de base en matière d'assurance et méthodologie*, octobre 2003.

<sup>5</sup> Joint Forum, *High-level principles for business continuity*, August 2006.

---

## Champ d'application

La Ligne directrice sur la gestion de la continuité des activités est applicable aux assureurs de personnes, aux assureurs de dommages, aux sociétés de gestion de portefeuille contrôlées par un assureur, aux sociétés mutuelles d'assurance, aux coopératives de services financiers, aux sociétés de fiducie et aux sociétés d'épargne, régis par les lois suivantes :

- *Loi sur les assurances*, L.R.Q., c. A-32
- *Loi sur les coopératives de services financiers*, L.R.Q., c. C-67.3
- *Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne*, L.R.Q., c. S-29.01.

Enfin, cette ligne directrice s'applique tant à l'institution financière qui opère de façon autonome qu'à celle qui est membre d'un groupe financier<sup>6</sup>. Dans le cas des coopératives de services financiers et des sociétés mutuelles d'assurance membres d'une fédération, les normes ou politiques adoptées à leur intention par la fédération, doivent être cohérentes, voire convergentes, avec les principes de gestion saine et prudente prescrits par la loi et précisés à la présente ligne directrice.

Les expressions génériques « institution financière » ou « institution » sont utilisées pour faire référence à toutes les entités financières visées par le champ d'application.

---

<sup>6</sup> Aux fins d'application de la présente, est considéré comme « groupe financier », tout ensemble de personnes morales formé d'une société mère (institution financière ou holding) et de personnes morales qui lui sont affiliées.

---

### **Entrée en vigueur et processus de mise à jour**

La Ligne directrice sur la gestion de la continuité des activités est effective à compter du 1<sup>er</sup> avril 2010.

En regard de l'obligation légale des institutions de suivre des pratiques de gestion saine et prudente, l'Autorité s'attend à ce que chaque institution s'approprie les principes de la présente ligne directrice en élaborant des stratégies, politiques et procédures adaptées à sa nature, sa taille, la complexité de ses activités et son profil de risque, et qu'elle les mette en œuvre d'ici le 1<sup>er</sup> avril 2012. Dans la mesure où une institution a déjà mis en place un tel encadrement, l'Autorité pourra vérifier si cet encadrement permet à l'institution de satisfaire aux exigences prescrites par la loi.

Cette ligne directrice sera actualisée en fonction des développements en matière de gestion de la continuité des activités et à la lumière des constats effectués dans le cadre des travaux de surveillance menés auprès des institutions financières.

---

## 1. Continuité et reprise des activités

Aux fins de l'application de la présente ligne directrice, la gestion de la continuité des activités se définit comme étant un processus issu d'une stratégie et d'une politique, et des procédures visant à assurer la continuité et la reprise des activités critiques d'une institution financière à la suite d'un incident de nature opérationnelle. Les activités critiques d'une institution sont celles dont la perturbation, le ralentissement ou l'interruption pendant une certaine période auraient des répercussions importantes sur le fonctionnement de l'institution financière. En plus des répercussions importantes que peut avoir un incident, des impacts à l'égard des clients et des fournisseurs pourraient affecter la situation financière de l'institution et, ultimement, porter atteinte à sa réputation.

Les incidents opérationnels correspondent aux événements qui engendrent une perturbation, un ralentissement ou une interruption des activités critiques de l'institution et qui occasionnent des pertes financières ou une atteinte à sa réputation. Ces incidents pourraient être attribuables aux procédures propres à l'institution, ses ressources humaines et ses systèmes internes ou à des événements extérieurs tels les catastrophes naturelles, les incendies, les pannes d'électricité ou de télécommunications, les dysfonctionnements informatiques, le piratage, la malveillance, le terrorisme, les pandémies, etc.

Dans cette optique, l'institution financière est appelée à se doter d'un plan de continuité des activités (« PCA ») élaboré de façon rigoureuse afin d'assurer un niveau de préparation optimal aux incidents opérationnels majeurs. Dans les faits, le PCA est un plan d'action écrit qui définit les procédures et détermine les ressources nécessaires à la continuité et à la reprise des activités d'une institution.

## 2. Gestion saine et prudente de la continuité des activités

L'Autorité reconnaît que le choix du processus de gestion de la continuité des activités par l'institution financière dépend de plusieurs facteurs tels que sa taille, sa nature et la complexité de ses activités. Malgré les différents processus adoptés par les institutions financières, un processus efficace de gestion de la continuité des activités devrait s'appuyer sur les principes proposés ci-après, tels qu'une formulation claire de la stratégie de continuité et une implication de la haute direction et du conseil d'administration.

Le processus de gestion de la continuité des activités devrait également tenir compte de la nature et de l'importance des incidents opérationnels identifiés par l'institution. La ligne directrice ne vise que les incidents opérationnels majeurs.

Dans la détermination de l'étendue de sa gestion de la continuité, l'institution pourrait s'appuyer sur une approche basée sur les risques. Cette approche permet d'évaluer les différents incidents sur la base, notamment de leur probabilité d'occurrence et de leur sévérité, et d'établir des priorités de traitement. Cette priorisation repose sur la durée nécessaire à la reprise des activités et l'importance des effets que causerait leur interruption. L'institution pourrait déterminer alors des niveaux de services minimaux et des durées d'interruption tolérables. L'impossibilité d'assurer l'offre de produits et de services essentiels peut avoir des conséquences graves sur la réputation de l'institution. La gestion de la continuité des activités constitue un moyen efficace permettant de relever ce défi.

Le présent document propose des principes qui favorisent une gestion rigoureuse et efficace de la continuité des activités des institutions financières en fonction d'une démarche systématique et structurée. Ces principes visent également à favoriser l'utilisation d'une approche globale, permanente et intégrée dans la gestion de risques de l'institution financière.

Essentiellement, les principes proposés portent sur l'organisation de la gestion de la continuité, l'identification des incidents opérationnels majeurs, l'évaluation de leurs impacts sur les activités critiques de l'institution et la planification de la gestion de la continuité.

### 3. Cadre général de la gestion de la continuité des activités

#### Principe 1 : Responsabilités du conseil d'administration et de la haute direction

L'Autorité s'attend à ce que la gestion de la continuité des activités fasse partie intégrante de la gestion intégrée des risques de l'institution financière, dont le conseil d'administration et la haute direction sont ultimement responsables.

L'Autorité s'attend à ce que les rôles et les responsabilités liés à la gestion de la continuité des activités soient clairement définis et adéquatement documentés. La Ligne directrice sur la gouvernance<sup>7</sup> propose des principes en matière de gestion saine et prudente que l'institution financière devrait considérer *a priori* en regard des spécificités de la gestion de la continuité des activités. Dans ce cadre, le conseil d'administration devrait notamment :

- approuver la stratégie et la politique de continuité des activités;
- nommer un responsable de la gestion de la continuité des activités parmi les membres de la haute direction.

Les rôles et responsabilités de la haute direction portent notamment sur les éléments suivants :

- assurer l'efficacité de la gestion de la continuité et la reprise des activités perturbées ou interrompues dans des délais raisonnables;
- créer et promouvoir une culture organisationnelle qui accorde une place prépondérante à la gestion de la continuité;
- approuver le PCA;
- s'impliquer, en cas d'incidents majeurs affectant la continuité des activités, en adaptant les directives préétablies aux imprévus rencontrés;

<sup>7</sup> Autorité des marchés financiers, Ligne directrice sur la gouvernance, avril 2009.



- 
- assurer la survie financière de l'institution;
  - soumettre périodiquement des rapports au conseil d'administration sur la capacité de l'institution financière à répondre à un incident;
  - allouer les ressources nécessaires à l'élaboration et la mise en place du PCA.

La haute direction pourrait désigner un comité de gestion de la continuité des activités. Ce comité pourrait être responsable de l'élaboration, de la planification, de la vérification et de la mise à jour du PCA. Il pourrait en assurer également la mise en œuvre, en plus de coordonner les activités et de superviser l'élaboration du PCA. Dans certains cas, la désignation d'un seul responsable pourrait être suffisante. Toutefois, il ne serait pas nécessaire de désigner un responsable lorsque les lois prévoient des structures ou des comités qui peuvent prendre en charge cette responsabilité.

## Principe 2 : Stratégie, politique et procédures

L'Autorité s'attend à ce que l'institution financière dispose d'une stratégie lui permettant d'assurer la continuité des activités critiques et la reprise des activités perturbées ou interrompues, et ce, dans des délais raisonnables.

La gestion de la continuité des activités devrait faire partie intégrante de la gestion au jour le jour de l'institution financière. L'institution financière devrait élaborer une stratégie de continuité des activités et mettre en place une politique et des procédures qui traduisent cette stratégie sur le plan opérationnel en couvrant notamment les éléments suivants :

- la mise en place d'un comité de gestion de la continuité impliquant la haute direction;
- la définition des rôles et responsabilités de toutes les personnes qui peuvent être impliquées;
- la mise en place de plans de délégation de pouvoirs, afin de répondre efficacement aux imprévus et de réduire les questionnements quant à l'attribution des responsabilités en cas de perturbation, de ralentissement ou d'interruption des activités critiques de l'institution;
- l'identification des incidents opérationnels majeurs susceptibles d'affecter l'institution financière;
- l'identification des activités critiques;
- l'évaluation de l'impact des incidents opérationnels majeurs sur les activités critiques;

- 
- le développement des objectifs de continuité;
  - l'élaboration d'un PCA détaillé qui décrit les actions à entreprendre;
  - la coordination des actions de l'institution financière avec celles entreprises par les instances gouvernementales ou les fournisseurs de services;
  - la mise en place d'un programme de formation et de sensibilisation des employés impliqués;
  - l'élaboration d'un plan de communication;
  - la vérification de la fiabilité du PCA et sa mise à jour.

#### 4. Identification et évaluation des incidents opérationnels majeurs

##### Principe 3 : Identification des incidents opérationnels majeurs

L'Autorité s'attend à ce que l'institution financière identifie les incidents opérationnels majeurs susceptibles de perturber, de ralentir ou d'interrompre ses activités critiques.

Aux incidents opérationnels habituellement identifiés tels les catastrophes naturelles, les pannes informatiques, les attaques terroristes et d'autres actes délibérés ou accidentels, s'ajoutent des incidents nouveaux liés à l'automatisation accrue, au recours croissant à l'impartition et à l'interdépendance des systèmes financiers. Certains incidents, tels qu'une pandémie d'influenza, ont la particularité d'avoir des répercussions directes sur les ressources humaines alors que la majorité des incidents opérationnels entraînent une détérioration ou un dysfonctionnement des systèmes et des infrastructures physiques.

Les incidents opérationnels majeurs peuvent engendrer une ou plusieurs des conséquences suivantes : la dégradation ou la destruction des infrastructures physiques et des systèmes, l'indisponibilité ou la perte des ressources humaines, l'accès restreint aux zones affectées, les pertes financières et l'atteinte à la réputation. Ces incidents sont également susceptibles de générer des pertes financières considérables. Ils pourraient même porter atteinte à la réputation de l'institution financière. Ces incidents peuvent ultimement affecter l'ensemble du système financier.

L'institution financière devrait donc déterminer les incidents susceptibles de l'affecter et en évaluer l'impact sur son profil de risque. Parmi les critères permettant l'identification des incidents opérationnels majeurs et l'établissement des priorités pour en assurer la gestion, on retient principalement :

- l'intensité;
- la probabilité d'occurrence;

- 
- la localisation de l'incident et son étendue;
  - la vitesse d'évolution;
  - la durée de l'impact;
  - le moment où l'incident est susceptible de survenir;
  - la prévisibilité;
  - la possibilité de maîtrise ou de contrôle.

L'institution devrait également considérer le fait que la manifestation de certains incidents serait susceptible de provoquer le déclenchement d'incidents secondaires. Par exemple, un séisme pourrait provoquer des incendies en raison des fuites de gaz.

#### **Principe 4 : Identification des activités critiques**

L'Autorité s'attend à ce que l'institution financière identifie ses activités critiques à la continuité des activités, leur concentration sur un même site, leur interdépendance ainsi que leur dépendance quant au même système, personnel et fournisseurs de services.

D'une part, l'institution financière devrait s'assurer que les prestations des fournisseurs de services dont dépendent ses activités critiques seront disponibles. Par exemple, l'institution devrait tester régulièrement les systèmes de communication entre ses sites et ceux de ses fournisseurs de services. Dans la même optique, l'institution financière devrait vérifier que les risques liés à ses activités imparties ne compromettent pas la continuité de ses activités. Ainsi, l'institution devrait s'assurer que ses fournisseurs de services disposent d'un PCA fiable et voir, le cas échéant, à adapter son propre PCA selon les risques résiduels identifiés<sup>8</sup>.

D'autre part, certaines institutions financières peuvent avoir choisi de centraliser certaines de leurs activités critiques et activités de support (p. ex. : l'informatique). Cette centralisation est susceptible d'accroître les risques d'interruption des activités situées sur un même site ou dépendantes de ce site en cas d'incidents. Par conséquent, l'institution financière devrait envisager de mettre en place les mesures nécessaires afin d'atténuer les risques liés à la concentration de ses activités. Elle pourrait, à titre d'exemple, prévoir des sites de reprise.

---

<sup>8</sup> Autorité des marchés financiers, Ligne directrice sur la gestion des risques liés à l'impartition, avril 2009.

---

## Principe 5 : Évaluation des impacts sur les activités critiques

L'Autorité s'attend à ce que l'institution financière évalue les impacts des incidents majeurs sur ses ressources, son fonctionnement et son environnement et détermine les mesures à prendre découlant de cette évaluation.

Dans son évaluation des impacts des incidents opérationnels majeurs sur les activités critiques, l'institution financière devrait notamment considérer les éléments suivants :

- les effets sur les infrastructures, systèmes et ressources matérielles dont dépend l'institution financière pour la réalisation de ses activités quotidiennes, telles que l'électricité, les télécommunications, etc.;
- les effets sur la population liée géographiquement et économiquement à l'institution financière (p. ex. : son personnel, ses clients, ses fournisseurs, ses partenaires, etc.);
- les impacts financiers et économiques.

L'institution financière devrait également considérer le risque systémique dans l'évaluation d'impact sur son environnement. Dans le cas de plusieurs incidents opérationnels (p. ex. : les catastrophes naturelles, la pandémie d'influenza, etc.), la survenance d'un risque systémique doit être prise en compte puisque les conséquences de ces incidents pourraient avoir une étendue géographique vaste. Cette étendue peut être accentuée par l'interconnexion des marchés financiers et l'interdépendance des systèmes économiques.

Dans son évaluation des impacts, l'institution financière devrait estimer la disponibilité des ressources nécessaires au fonctionnement de chaque activité critique (les ressources humaines et matérielles, les processus des fournisseurs de services, les réseaux de télécommunication, etc.). Elle devrait également prendre en considération les mesures d'atténuation qu'elle a mises en place (p. ex. : sites de reprises, plans de sauvegarde des données, etc.).

L'évaluation des impacts devrait permettre à l'institution financière d'anticiper les perturbations, les ralentissements et les interruptions possibles de ses activités critiques. Sur cette base, l'institution financière devrait fixer ses objectifs de continuité et de reprise, dont entre autres :

- gérer les conséquences immédiates d'un incident;
- assurer la continuité des activités critiques;
- maintenir un niveau de service approprié;
- minimiser la durée d'interruption à un niveau acceptable pour l'institution.

---

Les objectifs de l'institution devraient être établis en considérant ce qui est prioritaire en cas d'incidents majeurs. Ces priorités pourraient notamment être la protection des employés, la survie financière de l'institution, la conformité aux lois et règlements en vigueur et le maintien des services essentiels aux clients.

L'allocation des ressources ne saurait être efficace sans des objectifs clairs et précis. De façon générale, ces ressources se font rares en cas d'incidents majeurs. Les objectifs fixés par l'institution permettront l'élaboration d'un PCA adapté au profil de risque de l'institution.

## 5. Développement et implantation du plan de continuité des activités

### Principe 6 : Planification de la continuité des activités

L'Autorité s'attend à ce que l'institution financière développe et implante un PCA qui documente les actions à entreprendre en cas d'incident opérationnel majeur ayant un impact sur les activités critiques.

Le PCA est la composante principale et tangible d'une saine gestion de la continuité des activités d'une institution financière. Dans cette optique, celui-ci devrait être clair, pratique, vérifié et mis à jour régulièrement. Il devrait également être accompagné d'un plan de communication.

L'institution financière devrait planifier la continuité et la reprise de ses activités en mettant en place des mesures d'intervention adéquates. Ces mesures devraient décrire en détail les façons et les moyens d'assurer la continuité des activités critiques à un niveau de service minimal, avec une durée d'interruption tolérable, notamment lorsque les ressources habituelles ne sont pas disponibles. À cet égard, l'institution financière devrait élaborer son PCA afin de consigner les mesures qu'elle compte adopter en se basant sur un ensemble d'éléments à caractère :

- organisationnels : développement de politiques, de procédures, de plans d'action, de mesures d'urgence, d'une vérification de la fiabilité, de la mise à jour, etc.;
- humains : sensibilisation, formation, etc.;
- technologiques : logiciels, matériels, bases de données, réseaux, etc.;
- physiques et matériels : infrastructures, sites de reprise, etc.

---

Les sous-sections ci-après élaborent sur certains de ces éléments.

### **Atténuation de la menace des incidents opérationnels majeurs**

L'atténuation des risques est un processus permanent qui doit se poursuivre même si le PCA n'est pas activé. Par exemple, si une institution a besoin d'électricité pour poursuivre ses activités critiques, elle peut atténuer le risque d'une panne d'électricité de courte durée en installant des génératrices.

### **Sites de reprise**

L'institution devrait avoir accès à un ou des sites de reprise au cas où elle perdrait ses sites principaux ou ses biens matériels, les réseaux et applications des technologies de l'information. Le choix des sites de reprise devrait tenir compte de plusieurs facteurs, y compris de la nature des incidents opérationnels majeurs menaçant l'institution, du temps d'interruption acceptable et des coûts. L'institution financière devrait également tenir compte de ces facteurs pour choisir les sites qui correspondent à ses objectifs de continuité et ses niveaux de tolérance aux risques.

L'emplacement des sites de reprise devrait être suffisamment éloigné du site principal afin d'éviter qu'ils ne soient soumis aux mêmes perturbations que les sites principaux. Ainsi, les sites de reprise ne devraient pas dépendre des mêmes systèmes et infrastructures que le site principal et par conséquent disposer de réseaux électriques et de télécommunication indépendants.

### **Programmes de sensibilisation et de formation**

Afin d'instaurer une culture de gestion de la continuité au sein de l'institution, il est nécessaire d'informer et de sensibiliser les employés quant à leurs responsabilités dans le cadre du PCA. Pour ceux qui ont des responsabilités directes, des formations devraient être fournies afin de s'assurer que ces employés maîtrisent et comprennent les directives fixées par le PCA et qu'ils sont en mesure de les appliquer adéquatement.

### **Communication**

La réussite du déploiement du PCA est tributaire d'une communication cohérente, claire et efficace afin, par exemple, de contenir les rumeurs. Ainsi, une bonne organisation de la communication permettra de maintenir le contact avec les médias, les services d'urgence, les partenaires, les fournisseurs et, par conséquent, de rassurer les employés et les clients.

---

**Principe 7 : Vérification de la fiabilité du PCA et mise à jour**

L'Autorité s'attend à ce que l'institution financière vérifie périodiquement la fiabilité de son PCA. L'Autorité s'attend également à ce que le processus de gestion de la continuité des activités soit un processus dynamique prenant en charge les changements qui affectent l'institution financière, ses tiers et son environnement.

Les changements sur le plan des technologies, des processus, des rôles et des responsabilités des employés peuvent affecter la fiabilité du PCA. Il est donc important de vérifier régulièrement sa fiabilité. L'institution financière devrait s'assurer que le déploiement du PCA lui permette de poursuivre ses activités critiques de façon efficace et efficiente.

Selon la nature et la complexité des activités critiques, des ressources et du temps disponibles, l'institution financière pourrait procéder à des exercices par modules, à différents intervalles et sur une base régulière. La haute direction et les employés qui seront impliqués dans la gestion de la continuité devraient participer à ces exercices afin de se familiariser avec les rôles et responsabilités qui leur ont été attribués dans le cadre du PCA. Les exercices devraient notamment permettre une vérification :

- des composantes distinctes du PCA;
- de la connexion et le fonctionnement des outils, des systèmes et des sites de reprise;
- des aspects qualitatifs (temps nécessaire à la reprise des activités) et quantitatifs (capacité de la reprise des activités);
- de la validité des hypothèses retenues lors de la planification;
- de la coordination avec les partenaires d'affaires et les instances gouvernementales.

Afin de disposer d'une image d'ensemble de la stratégie de continuité des activités, l'institution devrait mener des exercices intégrant les principales composantes du PCA. L'institution financière pourrait également accroître progressivement le niveau de difficulté des exercices en ajoutant de nouveaux scénarios. Un niveau de difficulté accru permettrait une meilleure vérification de la fiabilité du PCA.

À la fin de chaque exercice, un rapport devrait être rédigé. Selon les résultats obtenus, les solutions ou les correctifs nécessaires devraient être intégrés afin de produire une version amendée du PCA.

---

### **Surveillance des pratiques de gestion saine et prudente**

En lien avec sa volonté de favoriser l'instauration de pratiques de gestion saine et prudente au sein des institutions financières, l'Autorité entend procéder, dans le cadre de ses travaux de surveillance, à l'évaluation du degré d'observance des principes énoncés à la présente ligne directrice, en considérant les attributs propres à chaque institution. En conséquence, l'efficacité et la pertinence des stratégies, politiques et procédures mises en place ainsi que la qualité de la supervision et du contrôle exercé par le conseil d'administration et la haute direction, seront évaluées.

Les pratiques en matière de gestion de la continuité des activités évoluent constamment. L'Autorité s'attend à ce que les instances décisionnelles de l'institution financière connaissent les meilleures pratiques en la matière et se les approprient dans la mesure où celles-ci répondent à leurs besoins.



**DÉCISION N° 2010-PDG-0061****Ligne directrice sur la gestion des risques liés à la réassurance**

Vu le pouvoir de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») de donner des lignes directrices applicables aux assureurs concernant des pratiques de gestion saine et prudente, après consultation du ministre des Finances (le « Ministre »), conformément à l'article 325.0.1 et au paragraphe 3° de l'article 325.0.2 de la Loi sur les assurances, L.R.Q., c. A-32 (la « Loi »);

Vu le pouvoir de l'Autorité de donner des lignes directrices applicables à des sociétés mutuelles d'assurance, après consultation de la fédération dont elles sont membres, conformément au deuxième alinéa de l'article 325.0.1 de la Loi;

Vu le pouvoir de l'Autorité de donner une ligne directrice prévu à l'article 325.0.1 de la Loi, qui appartient exclusivement à son président-directeur général, conformément à l'article 24 de la Loi sur l'Autorité des marchés financiers, L.R.Q., c. A-33.2;

Vu la publication pour consultation du projet de la Ligne directrice sur la gestion des risques liés à la réassurance (la « Ligne directrice ») au Bulletin de l'Autorité (le « Bulletin ») le 10 juillet 2009 [(2009) Vol. 6, n° 27, B.A.M.F., Section 5.2.1];

Vu la consultation faite auprès de Groupe Promutuel Fédération de sociétés mutuelles d'assurance générale relativement au projet de la Ligne directrice;

Vu les modifications apportées au projet de la Ligne directrice à la suite de cette consultation;

Vu la consultation auprès du Ministre et l'avis favorable donné par ce dernier en date du 18 février 2010;

Vu la recommandation de la Direction de l'encadrement de la solvabilité;

En conséquence :

L'Autorité donne la Ligne directrice sur la gestion des risques liés à la réassurance, dans ses versions française et anglaise, dont les textes sont annexés à la présente décision, et en autorise la publication au Bulletin.

La présente Ligne directrice est applicable à compter du 1er avril 2010 aux personnes morales ou sociétés suivantes régies par la Loi :

- les compagnies d'assurance de personnes;
- les compagnies d'assurance de dommages;
- les sociétés mutuelles d'assurance;
- les fédérations de sociétés mutuelles d'assurance;
- les sociétés de secours mutuels; et
- les ordres professionnels, à l'égard de leur fonds d'assurance.

Fait le 1er avril 2010.

Jean St-Gelais  
Président-directeur général

## Avis de publication

### Ligne directrice sur la gestion des risques liés à la réassurance

La ligne directrice sur la gestion des risques liés à la réassurance a été donnée par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») le 1<sup>er</sup> avril 2010, conformément à la *Loi sur les assurances*, L.R.Q., c. A-32.

La ligne directrice est applicable à compter du 1<sup>er</sup> avril 2010 aux personnes morales ou sociétés suivantes exerçant leurs activités au Québec :

- compagnies d'assurance de personnes;
- compagnies d'assurance de dommages;
- sociétés mutuelles d'assurance;
- fédérations de sociétés mutuelles d'assurance;
- sociétés de secours mutuels; et
- ordres professionnels, à l'égard de leur fonds d'assurance.

Vous trouvez ci-dessous le texte de la ligne directrice. Celle-ci est également accessible sur le site Web de l'Autorité au [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca), sous l'onglet « Lois et règlements ».

### Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

#### Assureurs de dommages :

Claude LaRoche  
Direction des normes et vigie  
Autorité des marchés financiers  
Téléphone : (418) 525-0337, poste 4513  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337  
Courrier électronique : [claudelaroche@lautorite.qc.ca](mailto:claudelaroche@lautorite.qc.ca)

#### Assureurs de personnes :

Sylvain St-Georges  
Direction des normes et vigie  
Autorité des marchés financiers  
Téléphone : (418) 525-0337, poste 2385  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337  
Courrier électronique : [sylvain.st-georges@lautorite.qc.ca](mailto:sylvain.st-georges@lautorite.qc.ca)

**Le 1<sup>er</sup> avril 2010**

# **LIGNE DIRECTRICE SUR LA GESTION DES RISQUES LIÉS À LA RÉASSURANCE**

**Avril 2010**

---

## Table des matières

<b>Préambule .....</b>	<b>3</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>4</b>
<b>Champ d'application .....</b>	<b>6</b>
<b>Entrée en vigueur et processus de mise à jour .....</b>	<b>7</b>
<b>1. Risques liés à la réassurance .....</b>	<b>8</b>
<b>2. Gouvernance en matière de risques liés à la réassurance .....</b>	<b>8</b>
Principe 1 : Rôles et responsabilités du conseil d'administration et de la haute direction .....	8
Principe 2 : Encadrement de la gestion des risques liés à la réassurance dans la gestion intégrée des risques de l'assureur .....	10
<b>3. Pratiques de gestion des risques liés à la réassurance .....</b>	<b>10</b>
Principe 3 : Politique de gestion des risques liés à la réassurance .....	10
Principe 4 : Gestion du processus de réassurance .....	12
<b>Surveillance des pratiques de gestion saine et prudente .....</b>	<b>14</b>

---

## Préambule

Une ligne directrice est une indication des attentes de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») à l'égard de l'obligation légale des institutions financières de suivre des pratiques de gestion saine et prudente. Elle porte donc sur l'exécution, l'interprétation et l'application de cette obligation imposée aux institutions financières.

Dans cette optique, l'Autorité privilégie une approche basée sur des principes plutôt que d'édicter des règles précises. Ainsi, du fondement même d'une ligne directrice, l'Autorité confère aux institutions financières la latitude nécessaire leur permettant de déterminer elles-mêmes les stratégies, politiques et procédures pour la mise en œuvre de ces principes de saine gestion et de voir à leur application en regard de la nature, de la taille, de la complexité de leurs activités et de leur profil de risque.

L'Autorité considère la gouvernance, la gestion intégrée des risques et la conformité (GRC) comme les assises sur lesquelles doit reposer la gestion saine et prudente d'une institution financière et conséquemment, les bases sur lesquelles l'encadrement prudentiel donné par l'Autorité s'appuiera.

La présente ligne directrice s'inscrit dans cette perspective et énonce les attentes de l'Autorité à l'égard des pratiques de gestion saine et prudente en matière de gestion des risques liés à la réassurance.

---

## Introduction

Parmi les outils de gestion des risques utilisés par un assureur, la réassurance est l'un des plus importants. L'assureur peut y recourir afin de réduire ses risques d'assurance et la volatilité de ses résultats, de stabiliser son niveau de solvabilité, d'utiliser plus efficacement ses fonds propres disponibles, d'améliorer sa résistance aux catastrophes, d'accroître sa capacité de souscription et d'obtenir l'expertise du réassureur dans le développement des produits. Toutefois, la réassurance expose l'assureur à d'autres risques, notamment le risque d'assurance résiduel, le risque juridique, le risque de contrepartie et le risque de liquidité. L'interrelation de ces risques peut rendre la réassurance complexe. La gestion inadéquate de la réassurance peut donc menacer la solidité financière de l'assureur et ultimement entacher sa réputation.

La présente ligne directrice couvre la réassurance en tant qu'outil de gestion des risques d'assurance seulement. Elle vise donc l'opération par laquelle un assureur transfère une partie des risques d'assurance souscrits en s'assurant à son tour, auprès d'un ou de plusieurs autres assureurs, selon des conditions fixées par contrat, ou par l'utilisation d'autres moyens de couverture. Ainsi, la ligne directrice couvre la gestion des risques liés à la réassurance cédée, incluant la rétrocession, ainsi que la gestion des risques liés aux mécanismes de transfert de risque alternatif. Par mécanisme de transfert de risque alternatif, on entend aux fins de la présente, une forme d'arrangement permettant de transférer ou d'atténuer les risques d'assurance qui ne requiert pas nécessairement l'intervention d'un réassureur. Il s'agit principalement de transfert aux marchés des capitaux, par exemple la titrisation de passifs d'assurance ou l'émission d'obligations de type catastrophe.

Les opérations de l'assureur qui ne couvrent pas des risques d'assurance ne sont pas visées par cette ligne directrice. Par exemple, il peut s'agir de réassurance ne couvrant que les risques financiers (appelée parfois réassurance financière) ou de couverture des taux d'intérêt ou de marchés financiers. De même, les activités de réassurance acceptée ne sont pas assujetties à cette ligne directrice.

Par conséquent, l'utilisation du terme générique « réassurance » dans cette ligne directrice réfère à la réassurance cédée et aux mécanismes de transfert de risque alternatif portant sur les risques d'assurance.

Les principes fondamentaux et orientations publiés par l'Association internationale des contrôleurs d'assurance (« AICA »)<sup>1</sup> exposent la nécessité pour les assureurs d'instaurer de saines pratiques de gestion en matière de réassurance. Pour leur part, les autorités de réglementation sont invitées à fournir aux institutions financières les encadrements pour ce faire.

---

<sup>1</sup> Association internationale des contrôleurs d'assurance, Principes de base en matière d'assurance et méthodologie, octobre 2003.

Association internationale des contrôleurs d'assurance, Norme pour l'évaluation de la couverture de réassurance des assureurs directs et de la qualité de leurs réassureurs, janvier 2002.

---

L'Autorité adhère aux principes et orientations énoncés par l'AICA favorisant les pratiques de gestion saine et prudente et, en regard de son habilitation prévue à la *Loi sur les assurances*<sup>2</sup>, donne la présente ligne directrice aux assureurs signifiant ainsi explicitement ses attentes en matière de gestion des risques liés à la réassurance.

Cette ligne directrice propose des principes ayant trait à la gouvernance et aux pratiques de gestion en matière de risques liés à la réassurance. Quant aux impacts de la réassurance sur les exigences en matière de capital, ils sont couverts par les lignes directrices sur le capital<sup>3</sup>.

---

<sup>2</sup> *Loi sur les assurances*, L.R.Q., c. A-32, articles 325.0.1 et 325.0.2.

<sup>3</sup> Autorité des marchés financiers, Ligne directrice sur les exigences en matière de suffisance de capital (« TCM »), assurance de dommages.

Autorité des marchés financiers, Ligne directrice sur les exigences en matière de suffisance des fonds propres (« EMSFP »), assurance de personnes.

---

### Champ d'application

La Ligne directrice sur la gestion des risques liés à la réassurance est applicable aux personnes morales ou sociétés suivantes régies par la *Loi sur les assurances* :

- compagnies d'assurance de personnes;
- compagnies d'assurance de dommages;
- sociétés mutuelles d'assurance;
- fédérations de sociétés mutuelles d'assurance;
- sociétés de secours mutuels;
- ordres professionnels, à l'égard de leur fonds d'assurance.

L'expression générique « assureur » est utilisée pour faire référence à toutes les entités visées par le champ d'application.

Cette ligne directrice s'applique tant à l'assureur qui opère de façon autonome qu'à celle qui est membre d'un groupe financier<sup>4</sup>. Dans le cas des sociétés mutuelles d'assurance membres d'une fédération, les normes ou politiques adoptées à leur intention par la fédération, doivent être cohérentes, voire convergentes, avec les principes de gestion saine et prudente prescrits par la loi et précisés à la présente ligne directrice.

---

<sup>4</sup> Aux fins d'application de la présente, est considéré comme « groupe financier », tout ensemble de personnes morales formé d'une société mère (institution financière ou holding) et de personnes morales qui lui sont affiliées.



---

### **Entrée en vigueur et processus de mise à jour**

La Ligne directrice sur la gestion des risques liés à la réassurance est effective à compter du 1<sup>er</sup> avril 2010.

En regard de l'obligation légale des assureurs de suivre des pratiques de gestion saine et prudente, l'Autorité s'attend à ce que chaque assureur s'approprie les principes de la présente ligne directrice en élaborant des stratégies, politiques et procédures adaptées à sa nature, sa taille, la complexité de ses activités et son profil de risque, et qu'elle les mette en œuvre d'ici le 1<sup>er</sup> avril 2012. Dans la mesure où un assureur a déjà mis en place un tel encadrement, l'Autorité pourra vérifier si cet encadrement permet à l'assureur de satisfaire aux exigences prescrites par la loi.

Cette ligne directrice sera actualisée en fonction des développements en matière de réassurance et à la lumière des constats effectués dans le cadre des travaux de surveillance menés auprès des assureurs.

## 1. Risques liés à la réassurance

Malgré les avantages dont bénéficie un assureur en ayant recours à la réassurance, celle-ci peut l'exposer, à divers degrés, à différents risques inhérents à son utilisation. La mise en vigueur ou le maintien d'une entente de réassurance pourrait, par exemple, engendrer l'un ou l'autre des risques suivants :

- risque d'assurance résiduel – il peut provenir d'écart entre les besoins de réassurance et la couverture véritable prévue à l'entente pouvant se solder par un montant de risque retenu plus élevé qu'anticipé. De même, l'assureur peut faire face au risque de base lié à des mécanismes de transfert de risque alternatif où les montants obtenus par l'assureur en raison des mécanismes ne sont pas identiques aux montants de pertes encourues par l'assureur;
- risque juridique – il peut se manifester lorsque les conditions de l'entente ne représentent pas précisément l'intention de l'assureur ou lorsque l'entente ne peut pas être légalement exécutée;
- risque de contrepartie – il peut résulter de l'incapacité ou du refus potentiel du réassureur, ou d'une partie prenante dans le cadre d'un transfert de risque alternatif, de respecter ses obligations envers l'assureur cédant;
- risque de liquidité – il peut découler du délai possible entre le paiement de la prestation par l'assureur à son assuré et la réception de la prestation de réassurance.

En somme, il est important que l'utilisation de la réassurance fasse l'objet d'une gestion saine et prudente de la part de l'assureur. Dans cette optique, l'Autorité énonce les principes suivants.

## 2. Gouvernance en matière de risques liés à la réassurance

### Principe 1 : Rôles et responsabilités du conseil d'administration<sup>5</sup> et de la haute direction

L'Autorité s'attend à ce que la gestion des risques liés à la réassurance soit soutenue par une gouvernance efficace.

L'Autorité considère que le conseil d'administration et la haute direction demeurent ultimement responsables des décisions prises et des actions engagées en regard de la réassurance et qu'ils devraient ainsi en assurer une supervision adéquate, étant donné les risques inhérents à ce type d'activité.

<sup>5</sup> Lorsqu'il est fait mention du conseil d'administration, il peut s'agir d'un comité de ce dernier formé, par exemple, à des fins d'examen de points particuliers.

---

En considérant le partage des rôles et responsabilités qui leur sont respectivement dévolus au sein de la Ligne directrice sur la gouvernance<sup>6</sup>, le conseil d'administration et la haute direction devraient notamment :

- élaborer, approuver et mettre en œuvre une stratégie de réassurance appropriée au profil de risque global de l'assureur, eu égard à la nature, la taille et la complexité de ses activités, laquelle devrait être comprise dans le cadre de gestion intégrée des risques. À cette fin, ils devraient :
  - identifier, évaluer, documenter et réviser périodiquement l'appétit et les niveaux de tolérance aux risques au titre de la réassurance;
  - définir les objectifs concernant l'utilisation de la réassurance, par exemple la gestion des risques d'assurance, la gestion des fonds propres et l'atténuation de la volatilité des résultats;
  - élaborer, approuver et mettre en œuvre une politique de gestion des risques liés à la réassurance;
  - s'assurer que le personnel responsable d'appliquer la politique de réassurance est suffisant et possède l'expérience et l'expertise appropriées;
  - définir clairement les limites de responsabilité et de contrôle pour tout ce qui touche la réassurance;
- faire un suivi approprié des opérations de réassurance par l'entremise des rapports de gestion des activités ainsi que des rapports de vérification interne;
- réviser la stratégie et la politique de réassurance périodiquement et au besoin, notamment lorsque des changements surviennent quant à la situation de l'assureur ou de ses réassureurs;
- s'assurer que les transactions de réassurance avec des personnes morales affiliées ou liées<sup>7</sup> à l'assureur sont réalisées selon des conditions similaires à celles relatives à des transactions faites à distance.

---

<sup>6</sup> Autorité des marchés financiers, Ligne directrice sur la gouvernance, avril 2009.

<sup>7</sup> *Loi sur les assurances*, L.R.Q., c. A-32, articles 1.3 et 1.6.

---

## **Principe 2 : Encadrement de la gestion des risques liés à la réassurance dans la gestion intégrée des risques de l'assureur**

L'Autorité s'attend à ce que la gestion des risques liés à la réassurance fasse partie intégrante du cadre de la gestion intégrée des risques de l'assureur.

Étant donné l'importance de la réassurance en tant qu'outil de gestion des risques d'assurance, l'assureur devrait faire en sorte que son utilisation soit bien intégrée dans la gestion globale de ses risques. Dans ce cadre, la gestion des risques liés à la réassurance devrait entre autres :

- prendre en compte l'appétit pour le risque global de l'assureur et ses niveaux de tolérance aux risques;
- être intégrée au processus de planification stratégique et financière. Il serait opportun que ce processus prenne en considération, notamment :
  - la projection des besoins anticipés de réassurance et la nature et la capacité de la réassurance offerte;
  - le recours à la réassurance en tant qu'outil de gestion des risques, mais également en tant que source de risques additionnels, dans les scénarios utilisés ou les simulations de crises effectuées dans le processus de quantification des risques (notamment l'examen dynamique de suffisance du capital);
  - l'impact de la réassurance sur la gestion du capital, par exemple les décisions d'allocation de capital et les analyses d'émission ou de remboursement de capital;
- être considérée lors du développement ou du renouvellement des produits offerts par l'assureur.

### **3. Pratiques de gestion des risques liés à la réassurance**

#### **Principe 3 : Politique de gestion des risques liés à la réassurance**

L'Autorité s'attend à ce que l'assureur adopte une politique de gestion des risques liés à la réassurance qui inclut des procédures visant le choix des méthodes de transfert des risques, la sélection des réassureurs, ainsi que la mise en place, le suivi, la révision, la modification et la documentation relative aux ententes de réassurance.

---

Tout en tenant compte de la nature, de la taille, de la complexité des activités et du profil de risque propres à chaque assureur, la politique de gestion des risques liés à la réassurance, incluant les procédures qui s'y réfèrent, devrait notamment :

- définir les limites de rétention en lien avec l'appétit pour le risque et les niveaux de tolérance aux risques, ces derniers étant définis par la stratégie de réassurance;
- définir les conditions liées à l'emploi de mécanismes de transfert de risque alternatif, notamment leur utilisation prévue, leur impact attendu sur la rentabilité, sur la solvabilité et sur les exigences de fonds propres ainsi que les contrôles particuliers auxquels ils doivent être soumis;
- prévoir l'utilisation possible d'intermédiaires, tels que des courtiers en réassurance. Par exemple, la politique pourrait aborder les critères de sélection des intermédiaires, notamment en ce qui a trait à l'expérience et à l'expertise recherchée, la définition des tâches dévolues aux intermédiaires et la détermination des termes contractuels importants avec ceux-ci, notamment la durée des contrats;
- déterminer le processus de sélection des réassureurs, notamment les critères de sélection. Ce processus tient généralement compte de la diversification des sources de réassurance ainsi que de la situation financière des réassureurs;
- prévoir le recours à des réassureurs non agréés. De façon générale, la politique devrait aborder le choix des instruments de garantie, notamment les actes de fiducie, les lettres de crédit et les dépôts des réassureurs, ainsi que les risques liés à ces instruments, tels que leurs coûts et leur risque de contrepartie;
- spécifier les types d'ententes de réassurance les plus appropriés pour la gestion des risques de l'assureur, eu égard à ses niveaux de tolérance au risque;
- établir des limites quant aux montants et types de risques assurés qui sont automatiquement couverts par la réassurance;
- définir les conditions et les critères relatifs à l'utilisation de la réassurance facultative;
- déterminer les conditions devant être incluses dans les ententes de réassurance, telles que les clauses d'insolvabilité (qui définit les modalités à suivre en cas de faillite de l'assureur cédant) ou de compensation (qui fait en sorte que les dettes réciproques de l'assureur et du réassureur s'annulent dans certaines circonstances) ou une clause prévoyant que l'entente constitue la convention finale ou complète entre les parties (l'entente n'est pas sujette à des conventions accessoires);
- prévoir un processus de cession en réassurance et de mise en place de mécanismes de transfert de risque alternatif;
- prévoir un processus d'information et de formation pour le personnel affecté par des changements à la portée du programme de réassurance ou sur le plan de sa couverture;

- 
- décrire le processus de contrôle de l'application de la politique. Ce processus de suivi vise à s'assurer de la conformité de l'assureur à cette politique. Il pourrait porter notamment sur les éléments suivants :
    - la vérification du respect des limites de rétention établies;
    - l'examen de la situation financière des réassureurs;
    - le suivi des limites de concentration pour l'exposition au risque de contrepartie par réassureur;
    - le suivi du recouvrement des réclamations de réassurance;
    - le contrôle visant à s'assurer que les transferts de risque réels sont tels qu'anticipés;
    - la disponibilité, la précision et la suffisance de la documentation de réassurance pour les besoins de l'assureur;
  - prévoir un processus de révision et de mise à jour de la politique qui devrait être intégré avec les mécanismes de contrôle interne et les fonctions de vérification.

#### **Principe 4 : Gestion du processus de réassurance**

L'Autorité s'attend à ce que l'assureur mette en place un processus pour opérationnaliser la politique de gestion des risques liés à la réassurance.

Lorsqu'un assureur est en processus de cession en réassurance ou de mise en place d'un mécanisme de transfert de risque alternatif, il devrait préalablement avoir une connaissance approfondie de la nature, des limites et des risques inhérents au type d'entente qu'il désire conclure. Par conséquent, il devrait définir un processus de cession en réassurance et de mise en place de mécanismes de transfert de risque alternatif. Avant la conclusion d'une entente, ce processus devrait notamment :

- s'assurer de la conformité du projet d'entente aux exigences législatives;
- analyser l'effet de l'entente sur l'exposition aux risques d'assurance et sur la politique de souscription;
- s'assurer que tous les risques importants sous-jacents à l'entente ont été identifiés et que des mesures d'atténuation ont été prévues pour gérer ces risques. Ceux-ci sont habituellement plus importants lorsqu'il s'agit d'une entente avec un réassureur non agréé ou dans le cas de la mise en place d'un mécanisme de transfert de risque alternatif. Par exemple, l'entente pourrait engendrer des risques tels que le risque d'assurance résiduel, le risque juridique, le risque de contrepartie et le risque de liquidité;

- 
- procéder à l'analyse ou l'examen préalable de la situation financière du réassureur et s'assurer que les vérifications nécessaires aient été effectuées;
  - s'assurer qu'une révision juridique des clauses de l'entente a été effectuée, notamment la clause d'insolvabilité.

À la suite de la conclusion de l'entente, l'assureur devrait :

- suivre une procédure adéquate de signature des ententes prévoyant habituellement des délais acceptables entre la mise en vigueur des ententes et leur date de signature;
- faire en sorte que la documentation requise par les réassureurs leur soit transmise, de façon précise et complète, dans des délais opportuns;
- s'assurer que les réassureurs satisfont toujours aux critères de sélection prévus à la politique de réassurance, s'il y a renouvellement ou révision des ententes.

---

### **Surveillance des pratiques de gestion saine et prudente**

En lien avec sa volonté de favoriser l'instauration de pratiques de gestion saine et prudente au sein des institutions financières, l'Autorité entend procéder, dans le cadre de ses travaux de surveillance, à l'évaluation du degré d'observance des principes énoncés à la présente ligne directrice, en considérant les attributs propres à chaque assureur. De même, l'efficacité et la pertinence des stratégies, politiques et procédures mises en place ainsi que la qualité de la supervision et du contrôle exercé par le conseil d'administration et la haute direction seront évaluées.



### 5.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

**5.4 MODIFICATIONS AUX REGISTRES DE PERMIS DES ASSUREURS, DES SOCIÉTÉS DE FIDUCIE ET SOCIÉTÉS D'ÉPARGNE ET DES STATUTS DES COOPÉRATIVES DE SERVICES FINANCIERS**

Aucune information.

## 5.5 SANCTIONS ADMINISTRATIVES

Aucune information.

## 5.6 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

# 6.

## Marchés des valeurs et des instruments dérivés

---

- 6.1 Avis et communiqués
  - 6.2 Réglementation et instructions générales
  - 6.3 Autres consultations
  - 6.4 Sanctions administratives pécuniaires
  - 6.5 Interdictions
  - 6.6 Placements
  - 6.7 Régime de l'autorité principale
  - 6.8 Offres publiques
  - 6.9 Information sur les valeurs en circulation
  - 6.10 Autres décisions
  - 6.11 Annexes et autres renseignements
-

## 6.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

## 6.2 RÉGLEMENTATION ET INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

### 6.2.1 Consultation

#### Projet de règlement

Loi sur les valeurs mobilières  
(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 2°, 3°, 4.1°, 8°, 11°, 19.3°, 20°, 30° et 34° et a. 331.2)

#### Règlement modifiant le Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti

Avis est donné par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »), que, conformément à l'article 331.2 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, L.R.Q., c. V-1.1, le règlement suivant dont le texte est publié ci-dessous, pourra être pris par l'Autorité et ensuite soumis au ministre des Finances pour approbation, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 144 jours à compter de leur publication au Bulletin de l'Autorité :

- *Règlement modifiant le Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti.*

Vous trouverez également ci-dessous, le projet de modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti*.

#### Consultation

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit avant le **31 août 2010**, en s'adressant à :

M<sup>e</sup> Anne-Marie Beaudoin  
Secrétaire de l'Autorité  
Autorité des marchés financiers  
800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Télécopieur : (514) 864-6381  
Courrier électronique : [consultation-en-cours@lautorite.gc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.gc.ca)

#### Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Lucie J. Roy  
Conseillère en réglementation  
Autorité des marchés financiers  
514-395-0337, poste 4464  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337  
[lucie.roy@lautorite.gc.ca](mailto:lucie.roy@lautorite.gc.ca)

Alexandra Lee  
Conseillère en réglementation  
Autorité des marchés financiers  
514-395-0337, poste 4465  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337  
[alexandra.lee@lautorite.qc.ca](mailto:alexandra.lee@lautorite.qc.ca)

**Le 9 avril 2010**

## **Projet de règlement**

Loi sur les valeurs mobilières  
(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 2°, 3°, 4.1°, 8°, 11°, 20° et 34°; a. 331.2)

### **Règlements concordants au Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujéti**

Avis est donné par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »), que, conformément à l'article 331.2 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, L.R.Q., c. V-1.1, les règlements suivants dont les textes sont publiés ci-dessous, pourront être pris par l'Autorité et ensuite soumis au ministre des Finances pour approbation, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 144 jours à compter de leur publication au Bulletin de l'Autorité :

- *Règlement modifiant le Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue.*

Vous trouverez également ci-dessous les projets suivants :

- Modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue* ;
- Modification de l'*Avis 11-201 relatif à la transmission de documents par voie électronique.*

## **Consultation**

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit avant le **31 août 2010**, en s'adressant à :

M<sup>e</sup> Anne-Marie Beaudoin  
Secrétaire de l'Autorité  
Autorité des marchés financiers  
800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Télécopieur : (514) 864-6381  
Courrier électronique : [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)



### **Renseignements additionnels**

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Lucie J. Roy  
Conseillère en réglementation  
Autorité des marchés financiers  
514-395-0337, poste 4464  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337  
[lucie.roy@lautorite.qc.ca](mailto:lucie.roy@lautorite.qc.ca)

Alexandra Lee  
Conseillère en réglementation  
Autorité des marchés financiers  
514-395-0337, poste 4465  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337  
[alexandra.lee@lautorite.qc.ca](mailto:alexandra.lee@lautorite.qc.ca)

**Le 9 avril 2010**

### Avis de consultation

**Projet de Règlement modifiant le Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujéti**

**Projet de Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujéti**

**Projet de Règlement modifiant le Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue**

**Projet de Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue**

**Projet de Modification de l'Avis 11-201 relatif à la transmission de documents par voie électronique**

### Introduction

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les « ACVM » ou « nous ») publient pour une période de consultation de 144 jours des projets de modifications des textes suivants (les « projets de modifications ») :

- le *Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujéti* et ses annexes (le « Règlement 54-101 »);
- l'*Instruction générale relative au Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujéti* (l'« Instruction générale 54-101 »);
- le *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue*, dont l'Annexe 51-102A5 (le « Règlement 51-102 »);
- l'*Instruction générale relative au Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue* (l'« Instruction générale 51-102 »);
- l'*Avis 11-201 relatif à la transmission de documents par voie électronique* (l'« Avis 11-201 »).

Le texte des projets de modifications est publié avec le présent avis et peut être consulté sur le site Web des membres des ACVM suivants :

www.lautorite.qc.ca  
 www.albertasecurities.com  
 www.bcsc.bc.ca  
 www.gov.ns.ca/nssc  
 www.nbsc-cvmnb.ca  
 www.osc.gov.on.ca  
 www.sfsc.gov.sk.ca  
 www.msc.gov.mb.ca

Dans certains territoires, des renseignements supplémentaires peuvent être joints au présent avis.

**Nous publions les projets de modifications pour une période de consultation de 144 jours qui prendra fin le 31 août 2010. Nous prolongeons la consultation pour ne pas perturber la période de sollicitation de procurations 2010. On trouvera des renseignements sur le processus de consultation ci-après, à la rubrique « Présentation des commentaires ».**

## Objet des projets de modifications

Le Règlement 54-101 est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2002 (le 27 juin 2003 au Québec) en remplacement de l'*Instruction générale n° C-41, Communications avec les actionnaires*. Il vise à donner aux propriétaires véritables qui détiennent leurs titres par l'entremise d'intermédiaires ou de prête-noms la possibilité d'exercer les droits de vote qui s'y rattachent. À cette fin, il établit des procédures de communication détaillées avec les propriétaires véritables en ce qui concerne l'envoi des documents reliés aux procurations et la sollicitation des instructions de vote, et il impose des obligations aux émetteurs assujettis, aux intermédiaires et à la Caisse canadienne de dépôt de valeurs limitée (CDS).

À l'automne 2007, le personnel des ACVM a commencé à étudier le fonctionnement du Règlement 54-101 dans la pratique. Il a non seulement effectué des recherches, mais aussi consulté des émetteurs, des intermédiaires, des propriétaires véritables, un conseiller en matière de procurations, des personnes faisant la sollicitation de procurations et des fournisseurs de services. Il a également participé à plusieurs reprises aux réunions d'un comité consultatif composé de représentants de la plupart de ces groupes d'intervenants, ce qui lui a permis de recueillir des avis sur la façon d'améliorer le Règlement 54-101.

Les projets de modifications visent à améliorer les procédures de communication avec les propriétaires véritables. Nous n'avons pas perdu de vue les principes fondamentaux suivants du Règlement 54-101 :

- tous les porteurs de titres d'un émetteur assujetti, qu'il s'agisse de porteurs inscrits ou de propriétaires véritables, doivent être traités de la même manière dans la mesure du possible;
- il faut encourager l'efficacité;
- les obligations de chaque partie dans le processus de communication avec le porteur de titres doivent être équitables et clairement énoncées.

Les projets de modifications visent également à améliorer les communications avec les porteurs inscrits de titres d'émetteurs assujettis.

## Résumé des changements de fond proposés

On trouvera ci-après un résumé des principaux changements qui seraient apportés par les projets de modifications en cas d'adoption. Il ne s'agit pas d'une liste exhaustive des changements.

### a) Résumé des projets de modifications du Règlement 54-101

#### i) Procédures de notification et d'accès – article 2.7.1

Sauf dans le cas d'une assemblée extraordinaire, les émetteurs assujettis auraient la possibilité d'envoyer les documents reliés aux procurations comme suit :

- en affichant la circulaire de sollicitation de procurations sur un autre site Web que celui de SEDAR;
- en envoyant un avis aux propriétaires véritables pour les informer que les documents reliés aux procurations ont été affichés et leur expliquer comment y accéder. Un formulaire d'instructions de vote (prévu à l'Annexe 54-101A6 ou à l'Annexe 54-101A7, selon le cas) serait envoyé avec l'avis.

À l'heure actuelle, notre projet de procédures de notification et d'accès ne vise pas les « assemblées extraordinaires » au sens du Règlement 54-101. Ces dernières

sont des assemblées au cours desquelles des changements fondamentaux sont soumis au vote. Nous voudrions par conséquent observer la mise en œuvre des procédures de notification et d'accès avant de les appliquer à ces types d'assemblées.

Les propriétaires véritables auraient le droit de demander à l'émetteur assujéti de leur envoyer à ses frais un exemplaire imprimé de la circulaire de sollicitation de procurations par courrier affranchi, service de messagerie ou l'équivalent. Des restrictions sont prévues en ce qui concerne l'accès de l'émetteur assujéti aux renseignements fournis avec la demande et leur utilisation. Ces restrictions visent à préserver la confidentialité des propriétaires véritables opposés (les propriétaires véritables qui ne souhaitent pas que leur identité soit divulguée à l'émetteur assujéti).

Les émetteurs inscrits auprès de la SEC auraient la permission d'utiliser les procédures de notification et d'accès américaines pour s'acquitter de l'obligation d'envoyer les documents reliés aux procurations aux propriétaires véritables.

#### ***Différences entre les procédures de notification et d'accès américaines et le projet des ACVM***

La Securities and Exchange Commission (SEC) a établi des procédures de notification et d'accès applicables à toutes les personnes inscrites auprès d'elle pour les sollicitations de procurations postérieures à janvier 2009.

La SEC a établi ces procédures (le « modèle américain ») dans le cadre de ses tentatives d'amélioration du processus de sollicitation des procurations, en vue notamment d'accroître la participation d'actionnaires informés. Le modèle américain vise aussi à encourager l'utilisation d'Internet comme outil de communication potentiellement fiable et économique avec les actionnaires.

Notre projet de procédures de notification et d'accès (le « projet des ACVM ») a les mêmes objectifs réglementaires fondamentaux que le modèle américain : encourager l'utilisation d'Internet comme outil de communication potentiellement fiable et économique avec les actionnaires. Le projet des ACVM se distingue toutefois du modèle américain sur plusieurs points, dont les suivants :

- Les procédures de notification et d'accès seraient facultatives pour les émetteurs assujéttis. L'affichage des documents reliés aux procurations sur un autre site Web que celui de SEDAR ne serait obligatoire que pour ceux qui décident d'utiliser ces procédures pour envoyer les documents reliés aux procurations.
- Le formulaire d'instructions de vote pertinent (prévu à l'Annexe 54-101A6 ou à l'Annexe 54-101A7) devrait être envoyé avec l'avis initial.
- L'émetteur assujéti, et non l'intermédiaire, serait tenu de répondre aux demandes d'exemplaires imprimés de circulaires de sollicitation de procurations.
- Le projet des ACVM préserve certaines différences fondamentales entre les procédures de communication avec les propriétaires véritables prévues par le Règlement 54-101 et celles en vigueur au États-Unis. Les émetteurs assujéttis conserveraient les options suivantes :
  - envoyer les documents reliés aux procurations directement aux propriétaires véritables non opposés et solliciter directement d'eux des instructions de vote;
  - ne pas payer d'intermédiaire pour transmettre aux propriétaires véritables opposés les documents reliés aux procurations et le formulaire prévu à l'Annexe 54-101A7.

Nous notons que la SEC a mené une consultation sur plusieurs aspects du modèle américain à l'automne 2009 et qu'elle a récemment adopté plusieurs modifications<sup>1</sup>. Nous entendons suivre l'évolution de la situation aux États-Unis pour déterminer si des améliorations au projet des ACVM pourraient en découler.

**ii) Simplification du processus de désignation d'un propriétaire véritable comme détenteur de procuration – articles 2.18 et 4.5**

Le propriétaire véritable qui détient des titres par l'entremise d'un intermédiaire doit généralement être désigné comme détenteur de procuration à leur égard s'il souhaite assister à l'assemblée et y exercer les droits de vote qui s'y rattachent.

Le Règlement 54-101 prévoit actuellement une procuration réglementaire qui permet au propriétaire véritable de demander à son intermédiaire (ou à l'émetteur assujéti, s'il suit les procédures d'envoi direct prévues à l'article 2.9), au moyen du formulaire d'instructions de vote, de le désigner comme détenteur de procuration à l'égard de ses titres. L'intermédiaire doit envoyer un formulaire de procuration réglementaire au propriétaire véritable, qui doit le déposer avant l'expiration du délai fixé pour l'assemblée.

Plusieurs intervenants nous ont fait savoir que le processus de procuration réglementaire est trop long, qu'il est source de confusion et qu'il peut avoir pour conséquence involontaire de compliquer la désignation des propriétaires véritables comme détenteurs de procurations. Les projets de modifications obligerait les intermédiaires et les émetteurs assujétis à :

- faire le nécessaire pour désigner le propriétaire véritable comme détenteur de procuration, sans frais, s'il en fait la demande;
- déposer la procuration avant l'expiration du délai fixé.

Sous réserve du respect de ces obligations fondamentales, les émetteurs assujétis et les intermédiaires disposeraient d'une marge de manœuvre quant aux dispositions à prendre pour désigner le propriétaire véritable comme détenteur de procuration. Nous savons par exemple qu'un certain nombre d'intermédiaires offrent actuellement dans leurs formulaires d'instructions de vote, par le truchement de leurs fournisseurs de services, non seulement la procuration réglementaire mais aussi la possibilité de désigner un mandataire : il suffit au propriétaire véritable d'inscrire son nom ou celui de son mandataire dans l'espace prévu. Ce nom est alors consigné dans une procuration cumulative, qui est fournie au compilateur des procurations ou au scrutateur de l'assemblée. Lorsque le propriétaire véritable ou le mandataire se présente à l'assemblée, le scrutateur a sous la main toutes les procurations et informations nécessaires pour qu'il puisse voter. Les projets de modifications permettraient aux intermédiaires de continuer à offrir la possibilité de désigner un mandataire.

**iii) Amélioration de l'information sur le processus de vote des propriétaires véritables – article 2.16**

Les projets de modifications exigent la présentation de certains renseignements dans la circulaire de sollicitation de procurations dans des circonstances particulières. L'objectif visé est d'accroître la transparence et de fournir de l'information aux propriétaires véritables pour les aider à voter.

Premièrement, si l'émetteur assujéti décide de ne pas payer d'intermédiaire pour envoyer les documents reliés aux procurations et le formulaire prévu à l'Annexe 54-101A7 aux propriétaires véritables opposés, les projets de modifications exigent que sa

<sup>1</sup> Les modifications proposées sont exposées dans l'avis intitulé *Amendments to Rules Requiring Internet Availability of Proxy Materials*, Release No. 33-9073 (14 octobre 2009), que l'on peut consulter à l'adresse <http://www.sec.gov/rules/proposed/2009/33-9073.pdf>. La version finale des modifications figure dans l'avis intitulé *Amendments to Rules Requiring Internet Availability of Proxy Materials*, Release No. 33-9108 (22 février 2010), que l'on peut consulter à l'adresse <http://www.sec.gov/rules/final/2010/33-9108.pdf>.

direction indique ce fait dans la circulaire de sollicitation de procurations et précise qu'il incombe aux propriétaires véritables opposés de prendre des dispositions avec leur intermédiaire pour exercer leurs droits de vote.

Deuxièmement, les projets de modifications exigent que la direction de l'émetteur assujetti indique dans la circulaire de sollicitation de procurations si l'émetteur assujetti ne suit les procédures de notification et d'accès qu'à l'égard de certains propriétaires véritables, et qu'elle fournisse les motifs.

**iv) Resserrement des règles relatives à l'utilisation par des tiers des renseignements des propriétaires véritables non opposés et des procédures d'envoi indirect – partie 7**

Les projets de modifications restreignent l'utilisation des renseignements des propriétaires véritables non opposés et des procédures d'envoi indirect à ce qui suit : *i*) une tentative d'influencer le vote des porteurs ou *ii*) une offre d'acquisition des titres des porteurs. Nous comptons ainsi réduire les risques d'abus des renseignements des propriétaires véritables non opposés et des procédures d'envoi indirect.

**v) Autres changements**

Les projets de modifications portent également sur certains aspects techniques des procédures de communication avec les propriétaires véritables sur les points suivants :

- les personnes autorisées à demander des renseignements sur la propriété véritable (paragraphe 4 de l'article 2.5);
- les délais d'envoi des documents reliés aux procurations (articles 2.9 et 2.12, paragraphe 2 de l'article 4.2);
- la consignation des instructions de vote (paragraphe 2 des articles 2.17 et 4.4);
- l'interaction entre les obligations du dépositaire et de l'intermédiaire envers les propriétaires véritables en vertu du droit des sociétés avec les obligations équivalentes prévues par le Règlement 54-101 (paragraphe 3 de l'article 2.18 et 2 de l'article 5.4).

**vi) Modifications de l'Instruction générale 54-101**

Nous proposons de modifier l'Instruction générale 54-101 pour fournir des indications sur plusieurs points, dont les suivants :

- les méthodes de transmission autorisées des documents reliés aux procurations, notamment les procédures de notification et d'accès (nouvelle partie 5);
- les procédures dont les émetteurs assujettis devraient se doter s'ils décident de solliciter des instructions de vote directement auprès des propriétaires véritables non opposés (nouvel article 3.5).

**b) Projets de modifications du Règlement 51-102**

Nous proposons de modifier la partie 9 (Sollicitation de procurations et circulaire) en introduisant les procédures de notification et d'accès pour les porteurs inscrits de titres d'émetteurs assujettis. Ce projet est identique, pour l'essentiel, à celui qui vise les propriétaires véritables. Nous proposons également de modifier l'Annexe 51-102A5 pour exiger l'information supplémentaire prévue au projet d'article 2.16 du Règlement 54-101.

Les émetteurs inscrits auprès de la SEC auraient la permission d'utiliser les procédures de notification et d'accès américaines pour s'acquitter de l'obligation d'envoyer les documents reliés aux procurations aux porteurs inscrits de titres d'émetteurs assujettis.

Nous proposons de modifier l'Instruction générale 51-102 pour fournir des indications sur les méthodes de transmission autorisées des documents reliés aux procurations, notamment les procédures de notification et d'accès.

**c) Modifications corrélatives de l'Avis 11-201**

Nous proposons d'apporter à l'Avis 11-201 certaines modifications corrélatives qui seraient nécessaires en cas d'adoption des procédures de notification et d'accès.

**Coûts et avantages prévus**

Nous estimons que les projets de modifications apporteraient des avantages aux participants au marché sans augmenter leurs coûts de façon notable.

**a) Procédures de notification et d'accès**

Nous nous attendons à ce que la maintenance d'un site Web pour afficher les documents reliés aux procurations, la fourniture d'exemplaires imprimés des circulaires et d'autres éléments des procédures de notification et d'accès entraînent des coûts. Cependant, étant donné que ces procédures sont facultatives, les émetteurs assujettis ne les suivront que si elles sont avantageuses.

Nous ne nous attendons pas à ce que les procédures de notification et d'accès entraînent des coûts supplémentaires importants pour les intermédiaires étant donné que leurs obligations restent identiques pour l'essentiel.

Les propriétaires véritables et les porteurs inscrits qui impriment la circulaire de sollicitation de procurations supporteront des coûts supplémentaires. Ils pourront toutefois éviter de les engager en demandant un exemplaire imprimé à l'émetteur assujetti, aux frais de celui-ci.

**b) Simplification du processus de désignation d'un propriétaire véritable comme détenteur de procuration**

Nous ne nous attendons pas à des coûts importants.

Les propriétaires véritables bénéficieront d'un processus simplifié de désignation comme détenteur de procuration, avec un nombre d'étapes réduit.

Les émetteurs assujettis et les intermédiaires auront à apporter certains changements aux formulaires d'instructions de vote pertinents, mais, selon nous, les coûts ne devraient pas être élevés.

Nous faisons remarquer que les grands fournisseurs de services offrent déjà sur le formulaire d'instructions de vote deux options pour la désignation du propriétaire véritable comme détenteur de procuration. La première consiste à demander une procuration réglementaire de la façon prévue par le Règlement 54-101. La seconde consiste à indiquer dans le formulaire que l'on souhaite être désigné comme détenteur de procuration, conformément à quoi l'intermédiaire (par le truchement du fournisseur de services) fait le nécessaire, notamment en déposant la procuration auprès de l'agent des transferts de l'émetteur assujetti.

**c) Amélioration de l'information relative au processus de vote des propriétaires véritables**

Les propriétaires véritables tireront avantage d'être informés des raisons pour lesquelles l'émetteur assujetti leur envoie les documents reliés aux procurations ou non.

Nous ne nous attendons pas à ce que les émetteurs assujettis aient à supporter des coûts supplémentaires élevés en raison de la présentation de cette information supplémentaire dans les circulaires de sollicitation de procurations.

**Consultation**

**a) Les projets de modifications**

Nous invitons les intéressés à formuler des commentaires sur les projets de modifications et à répondre aux questions suivantes :

*Questions relatives aux procédures de notification et d'accès*

1. Nous proposons d'exclure des procédures de notification et d'accès les documents reliés aux procurations qui se rapportent à des assemblées extraordinaires. Faudrait-il autoriser ces procédures pour ces assemblées? Faudrait-il au contraire exclure d'autres types d'assemblées de ces procédures?
2. Nous proposons que les émetteurs assujettis aient la possibilité de suivre les procédures de notification et d'accès pour n'envoyer les documents reliés aux procurations qu'à certains propriétaires véritables du moment qu'ils le déclarent publiquement et fournissent des explications. Faudrait-il imposer des restrictions à l'utilisation sélective de ces procédures?
3. Le modèle américain des procédures de notification et d'accès semble avoir entraîné une baisse de la participation des petits actionnaires aux scrutins. Notre modèle de procédures de notification et d'accès présente des différences notables avec le modèle américain qui devraient réduire l'incidence sur les petits actionnaires. Notre projet de procédures de notification et d'accès répond-il adéquatement aux besoins des petits actionnaires qui souhaitent voter? Quelles améliorations peut-on apporter à ces procédures pour les rendre plus conviviales? Existe-t-il d'autres moyens d'arriver à cette fin?
4. Nous remercions d'avance les émetteurs, les fournisseurs de services et les autres intervenants qui voudront bien nous fournir des données sur les coûts et économies prévus de la mise en œuvre des procédures de notification et d'accès. Ces procédures entraîneront-elles des économies notables qui rendraient le vote par procuration plus efficace?
5. Nous proposons de donner aux émetteurs assujettis une marge de manœuvre pour établir la forme et le contenu de l'avis pour autant que celui-ci contienne certaines informations requises. Cette solution est-elle appropriée ou faut-il prévoir un formulaire?
6. Le projet des ACVM n'impose aucune restriction quant aux documents supplémentaires qu'il est possible de joindre à l'avis et au formulaire d'instructions de vote. Nous ne voyons pas de problème à l'inclusion de documents supplémentaires qui expliquent les procédures de notification et d'accès, comme les foires aux questions, mais convient-il que les émetteurs assujettis et les autres intervenants puissent joindre des documents portant sur les questions qui seront soumises au vote lors de l'assemblée? Cela aurait-il pour effet de dissuader les investisseurs de lire la circulaire de sollicitation de procurations au complet? Faudrait-il imposer des restrictions quant à ce qu'il est possible d'inclure dans ces types de documents? Faudrait-il prescrire les renseignements de base à inclure?
7. Conformément au paragraphe 1 de l'article 4.6 du Règlement 51-102, les émetteurs assujettis doivent envoyer annuellement aux porteurs inscrits et aux propriétaires véritables



de leurs titres un formulaire de demande des états financiers et du rapport de gestion. Cette obligation est-elle adéquatement intégrée aux obligations d'envoi des documents reliés aux procurations? Les procédures de notification et d'accès auront-elle une incidence?

*Autres questions*

8. Les projets de modifications exigent que la direction de l'émetteur assujéti qui décide de ne pas payer la transmission aux propriétaires véritables opposés indique ce fait dans la circulaire de sollicitation de procurations. Cette règle vise à rendre le vote par procuration plus transparent et plus facile à manier. La présentation de cette information permettra-t-elle d'atteindre cet objectif?

**b) Autres questions relatives au vote des propriétaires véritables**

Les projets de modifications visent essentiellement à améliorer la procédure en vertu de laquelle les documents reliés aux procurations sont envoyés aux propriétaires véritables et les instructions de vote de ces derniers sollicitées. Cette procédure n'est qu'un aspect du système de vote par procuration, c'est-à-dire du processus de sollicitation, de soumission et de compilation des votes.

Au cours des derniers mois, le système de vote par procuration dans son ensemble a fait l'objet de débats. D'aucuns se demandent s'il fonctionne d'une façon suffisamment fiable, intègre et transparente. Par conséquent, nous demandons également aux intéressés de formuler des commentaires généraux sur les points suivants :

- l'intégrité du système de vote par procuration dans son ensemble;
- les autres points qui pourraient nécessiter l'attention des autorités de réglementation ou une réforme réglementaire et, le cas échéant, dans quel ordre de priorité.

**Présentation des commentaires**

Veillez présenter vos commentaires par écrit avant le **31 août 2010**. Si vous les envoyez par courrier électronique, veuillez envoyer également un fichier électronique les contenant (en format Word pour Windows).

Veillez adresser vos commentaires aux membres des ACVM ci-dessous :

British Columbia Securities Commission  
 Alberta Securities Commission  
 Saskatchewan Financial Services Commission – Securities Division  
 Commission des valeurs mobilières du Manitoba  
 Commission des valeurs mobilières de l'Ontario  
 Autorité des marchés financiers  
 Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick  
 Registrar of Securities, Île-du-Prince-Édouard  
 Nova Scotia Securities Commission  
 Surintendant des valeurs mobilières, Territoires du Nord-Ouest  
 Surintendant des valeurs mobilières, Yukon  
 Surintendant des valeurs mobilières, Nunavut

Veillez n'envoyer vos commentaires qu'aux adresses suivantes, et ils seront distribués aux autres membres des ACVM.

**Anne-Marie Beaudoin**  
**Secrétaire de l'autorité**

Autorité des marchés financiers  
 800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
 C.P. 246, tour de la Bourse  
 Montréal (Québec) H4Z 1G3  
 Télécopieur : 514-864-6381  
 Courriel électronique : [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

**John Stevenson  
 Secretary**

Commission des valeurs mobilières de l'Ontario  
 20 Queen Street West  
 19<sup>th</sup> Floor, Box 55  
 Toronto (Ontario) M5H 3S8  
 Télécopieur : 416-593-2318  
 Courriel électronique : [jstevenson@osc.gov.on.ca](mailto:jstevenson@osc.gov.on.ca)

Veillez noter que tous les commentaires écrits reçus pendant la période de consultation seront publiés. Ils ne seront pas confidentiels car la législation en valeurs mobilières de certaines provinces exige leur publication.

Nous afficherons tous les commentaires reçus dans le site Web de la CVMO, à l'adresse [www.osc.gov.on.ca](http://www.osc.gov.on.ca), par souci de transparence du processus réglementaire.

**Questions**

Pour toute question, veuillez vous adresser aux personnes suivantes :

Lucie J. Roy  
 Conseillère en réglementation  
 Service de la réglementation  
 Autorité des marchés financiers  
 514-395-0337, poste 4464  
[lucie.roy@lautorite.qc.ca](mailto:lucie.roy@lautorite.qc.ca)

Alexandra Lee  
 Conseillère en réglementation  
 Service de la réglementation  
 Autorité des marchés financiers  
 514-395-0337, poste 4465  
[alexandra.lee@lautorite.qc.ca](mailto:alexandra.lee@lautorite.qc.ca)

Winnie Sanjoto  
 Senior Legal Counsel  
 Corporate Finance Branch  
 Commission des valeurs mobilières de l'Ontario  
 416-593-8119  
[wsanjoto@osc.gov.on.ca](mailto:wsanjoto@osc.gov.on.ca)

Celeste Evancio  
 Legal Counsel  
 Corporate Finance  
 Alberta Securities Commission  
 403-355-3885  
[celeste.evancio@asc.ca](mailto:celeste.evancio@asc.ca)

Noreen Bent  
 Manager, Senior Legal Counsel  
 Corporate Finance  
 British Columbia Securities Commission  
 604-899-6741  
[nbent@bcsc.bc.ca](mailto:nbent@bcsc.bc.ca)

Alison Dempsey  
 Senior Legal Counsel  
 Corporate Finance  
 British Columbia Securities Commission  
 604-899-6638  
[adempsey@bcsc.bc.ca](mailto:adempsey@bcsc.bc.ca)

Donna Gouthro  
 Financial Analyst  
 Nova Scotia Securities Commission  
 902-424-7077  
[gouthrdm@gov.ns.ca](mailto:gouthrdm@gov.ns.ca)

Douglas R. Brown  
 General Counsel and Director  
 Commission des valeurs mobilières du Manitoba  
 204-945-0605  
[Doug.Brown@gov.mb.ca](mailto:Doug.Brown@gov.mb.ca)

**Le 9 avril 2010**

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 54-101 SUR LA COMMUNICATION AVEC LES PROPRIÉTAIRES VÉRITABLES DES TITRES D'UN ÉMETTEUR ASSUJETTI**

Loi sur les valeurs mobilières

(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 2°, 3°, 4.1°, 8°, 11°, 19.3°, 20°, 30° et 34°)

**1.** L'article 1.1 du Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti est modifié :

1° dans la définition de « adhérent d'un dépositaire », par la suppression des mots « une société »;

2° dans la définition de « agent des transferts », par la suppression des mots « ou société »;

3° dans la définition de « client », par la suppression des mots « ou la société »;

4° par l'abrogation de la définition de « demande d'instructions de vote »;

5° dans la définition de « dépositaire », par la suppression des mots « ou société »;

6° par l'insertion, dans la définition de « documents pour les porteurs de titres », des mots « ou aux propriétaires véritables » après les mots « porteurs inscrits »;

7° par l'insertion, dans la définition de « documents reliés aux procurations », des mots « ou aux propriétaires véritables » après les mots « porteurs inscrits »;

8° par l'insertion, après la définition de « droit des sociétés », de la suivante :

« « émetteur inscrit auprès de la SEC » : l'émetteur qui remplit les deux conditions suivantes :

*a)* il a une catégorie de titres inscrite en vertu de l'article 12 de la Loi de 1934 ou est tenu de déposer des rapports en vertu du paragraphe d de l'article 15 de cette loi;

*b)* il n'est pas inscrit ni tenu de s'inscrire comme *investment company* en vertu du *Investment Company Act of 1940* des États-Unis d'Amérique et ses modifications; » :

9° par l'abrogation de la définition de « envoyer »;

10° dans la définition de « intermédiaire » :

*a)* dans la phrase introductive, par la suppression, partout où ils se trouvent, des mots « ou société »;

*b)* dans le paragraphe *a*, par la suppression des mots « ni une société »;

11° dans la définition de « porteur inscrit », par la suppression des mots « ou société »;

12° dans la définition de « prête-nom », par la suppression des mots « ou société »;

13° par l'insertion, après la définition de « prête-nom », de la suivante :

« « procédures de notification et d'accès » : les procédures de transmission visées à l'article 2.7.1; »;

14° par l'abrogation de la définition de « procuration réglementaire »;

15° dans la définition de « propriétaire véritable », par la suppression des mots « ou société ».

2. Le paragraphe 4 de l'article 2.5 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« 4) L'émetteur assujéti qui présente une demande de renseignements sur la propriété véritable en vertu du présent article doit le faire de l'une des façons suivantes :

a) par l'entremise d'un agent des transferts;

b) par l'entremise d'une autre personne si les deux conditions suivantes sont remplies :

i) la personne offre des services d'assistance à la sollicitation de procurations;

ii) l'émetteur assujéti a des motifs raisonnables de croire que la personne a la capacité technologique de recevoir les renseignements sur la propriété véritable. ».

3. Les articles 2.7 à 2.9 de ce règlement sont remplacés par les suivants :

**« 2.7. Envoi de documents reliés aux procurations aux propriétaires véritables**

1) L'émetteur assujéti qui est tenu, en vertu de la législation canadienne en valeurs mobilières, d'envoyer des documents reliés aux procurations aux porteurs inscrits de ses titres, quelle qu'en soit la catégorie ou série, envoie ces documents de l'une des façons suivantes :

a) directement, en vertu de l'article 2.9, aux propriétaires véritables non opposés et indirectement, en vertu de l'article 2.12, aux propriétaires véritables opposés;

b) indirectement aux propriétaires véritables, en vertu de l'article 2.12.

2) L'émetteur assujéti qui envoie des documents reliés aux procurations conformément au paragraphe 1 à un propriétaire véritable de titres peut employer l'une des méthodes suivantes ou les combiner :

a) l'envoi d'exemplaires imprimés par courrier affranchi, service de messagerie ou l'équivalent;

b) les procédures de notification et d'accès, sauf dans le cas d'une assemblée extraordinaire;

c) toute méthode de transmission à laquelle le propriétaire véritable consent.

**« 2.7.1. Procédures de notification et d'accès**

1) Sauf dans le cas d'une assemblée extraordinaire, l'émetteur assujéti peut envoyer les documents reliés aux procurations à un propriétaire véritable de titres en suivant des procédures de notification et d'accès qui remplissent les conditions suivantes :

a) un document contenant l'information suivante est envoyé au propriétaire véritable :

- assujetti;
- i)* la date, l'heure et le lieu de l'assemblée de l'émetteur
  - ii)* un résumé des questions qui seront soumises au vote;
  - iii)* une explication de la façon d'accéder électroniquement à la circulaire de sollicitation de procurations et aux autres documents reliés aux procurations, notamment l'adresse d'un site Web autre que celui de SEDAR où se trouvent les documents reliés aux procurations;
  - iv)* un rappel de consulter la circulaire de sollicitation de procurations avant de voter;
  - v)* une explication de la façon d'obtenir de l'émetteur assujetti un exemplaire imprimé de la circulaire de sollicitation de procurations;
  - vi)* une explication de la façon dont le propriétaire véritable non opposé doit signer et renvoyer le formulaire prévu à l'Annexe 54-101A6 envoyé en vertu du sous-paragraphe *b*, notamment la date limite de réception du formulaire;
- b)* le formulaire prévu à l'Annexe 54-101A6 est envoyé à chaque propriétaire véritable non opposé si l'émetteur assujetti envoie les documents reliés aux procurations et demande des instructions de vote aux propriétaires véritables non opposés en vertu de l'article 2.9;
  - c)* un exemplaire imprimé des documents prévus au sous-paragraphe *a* et, le cas échéant, au sous-paragraphe *b* est envoyé au propriétaire véritable par courrier affranchi, service de messagerie ou l'équivalent, ou ces documents lui sont envoyés par toute autre méthode à laquelle il a consenti, selon les procédures d'envoi direct ou indirect prévues à l'article 2.9 ou 2.12, selon le cas;
  - d)* un communiqué contenant l'information suivante est publié au moins 30 jours avant la date fixée pour l'assemblée :
    - i)* l'information prévue au sous-paragraphe *a*;
    - ii)* si l'émetteur assujetti ne suit les procédures de notification et d'accès qu'à l'égard de certains propriétaires véritables, les motifs de sa décision;
  - e)* l'accès électronique public à la circulaire de sollicitation de procurations et aux autres documents reliés aux procurations est fourni de la façon suivante, le jour où l'émetteur assujetti envoie aux propriétaires véritables le document prévu au sous-paragraphe *a* :
    - i)* les documents reliés aux procurations sont déposés au moyen de SEDAR;
    - ii)* les documents reliés aux procurations sont affichés, pour une période se terminant au plus tôt à la date de la première assemblée annuelle suivant l'assemblée à laquelle ils se rapportent, à l'adresse d'un site Web autre que celui de SEDAR;
    - f)* un numéro de téléphone sans frais est mis à la disposition du propriétaire véritable pour qu'il puisse demander un exemplaire imprimé de la circulaire de sollicitation de procurations, à compter de la date à laquelle l'émetteur assujetti lui envoie le document prévu au sous-paragraphe *a* et jusqu'à celle de l'assemblée, y compris toute reprise de celle-ci en cas d'ajournement;

g) si une demande est reçue conformément au sous-paragraphe *f* ou de toute autre façon, un exemplaire imprimé de la circulaire de sollicitation de procurations est envoyé à la personne désignée, sans frais, par courrier affranchi, service de messagerie ou l'équivalent à l'adresse indiquée dans la demande, au plus tard trois jours ouvrables suivant la réception de la demande.

2) L'émetteur assujetti qui reçoit une demande en vertu du sous-paragraphe *f* du paragraphe 1 ou de toute autre façon ne doit pas faire ce qui suit :

a) obtenir d'autres renseignements que le nom et l'adresse du demandeur pour envoyer l'exemplaire imprimé de la circulaire de sollicitation de procurations;

b) divulguer ou utiliser le nom et l'adresse du demandeur à d'autres fins que l'envoi de l'exemplaire imprimé de la circulaire de sollicitation de procurations.

3) L'émetteur assujetti qui affiche les documents reliés aux procurations en vertu de la disposition *ii* du sous-paragraphe *e* du paragraphe 1 ne doit mettre en œuvre aucun moyen qui lui permettrait d'identifier quiconque a accédé à l'adresse du site Web où se trouvent ces documents.

4) L'émetteur assujetti qui affiche les documents reliés aux procurations de la façon prévue à la disposition *ii* du sous-paragraphe *e* du paragraphe 1 affiche aussi les documents suivants sur le site Web :

a) tout autre document d'information relatif à l'assemblée qu'il a envoyé à des porteurs inscrits ou à des propriétaires véritables de ses titres;

b) toute communication écrite concernant l'assemblée qu'il a mise à la disposition du public, qu'il l'ait envoyée ou non à des porteurs inscrits ou à des propriétaires véritables de ses titres.

5) Les documents reliés aux procurations qui sont affichés en vertu de la disposition *ii* du sous-paragraphe *e* du paragraphe 1 sont affichés d'une façon et dans un format qui permettent à toute personne ayant des compétences raisonnables en informatique de faire aisément ce qui suit :

a) y accéder, les lire et y faire des recherches dans le site Web;

b) les télécharger et les imprimer.

6) La circulaire de sollicitation de procurations affichée en vertu de la disposition *ii* du sous-paragraphe *e* du paragraphe 1 contient la même information que celle déposée au moyen de SEDAR.

7) Malgré les dispositions du présent article et de l'article précédent, le propriétaire véritable peut consentir à l'utilisation d'autres méthodes de transmission des documents reliés aux procurations par l'émetteur assujetti ou l'intermédiaire. Aucune disposition du présent article ne saurait être interprétée de façon à l'empêcher d'y consentir.

#### « 2.7.2. Conformité aux règles de la SEC

L'article 2.7 ne s'applique pas à l'émetteur assujetti qui est un émetteur inscrit auprès de la SEC et qui respecte les conditions suivantes :

a) il suit les procédures prévues par la *Rule* 14a-16 prise en vertu de la Loi de 1934 pour transmettre les documents reliés aux procurations à un propriétaire véritable;

*b)* il obtient de l'intermédiaire qui détient les titres pour le compte du propriétaire véritable confirmation qu'il suivra les procédures prévues par la *Rule* 14b-1 ou 14b-2 prise en vertu de la Loi de 1934 qui se rapportent aux procédures prévues par la *Rule* 14a-16 prise en vertu de cette loi. ».

**« 2.8. Autres documents pour les porteurs de titres**

1) L'émetteur assujetti peut envoyer aux propriétaires véritables de ses titres des documents pour les porteurs de titres autres que les documents reliés aux procurations de l'une des façons suivantes :

*a)* directement, en vertu de l'article 2.9, aux propriétaires véritables non opposés et indirectement, en vertu de l'article 2.12, aux propriétaires véritables opposés;

*b)* indirectement aux propriétaires véritables, en vertu de l'article 2.12.

2) L'émetteur assujetti qui envoie des documents pour les porteurs de titres conformément au paragraphe 1 peut utiliser les méthodes prévues au paragraphe 2 de l'article 2.7.

**« 2.9. Envoi direct aux propriétaires véritables non opposés de documents reliés aux procurations par l'émetteur assujetti**

1) L'émetteur assujetti ayant indiqué, dans sa demande de renseignements sur la propriété véritable envoyée à l'occasion d'une assemblée, qu'il enverra des documents reliés aux procurations aux propriétaires véritables non opposés et demandera à ces derniers des instructions de vote, envoie à ses frais les documents reliés aux procurations pour l'assemblée directement aux propriétaires véritables non opposés inscrits sur les listes des propriétaires véritables non opposés reçues en réponse à la demande.

2) L'émetteur assujetti qui envoie par courrier affranchi, service de messagerie ou l'équivalent un exemplaire imprimé des documents reliés aux procurations directement à un propriétaire véritable non opposé le fait au moins 21 jours avant la date fixée pour l'assemblée.

3) L'émetteur assujetti qui envoie des documents reliés aux procurations directement à un propriétaire véritable non opposé en suivant les procédures de notification et d'accès envoie les documents prévus aux sous-paragraphes *a* et *b* du paragraphe 1 de l'article 2.7.1 au moins 30 jours avant la date fixée pour l'assemblée.

4) L'émetteur assujetti qui envoie des documents reliés aux procurations directement à un propriétaire véritable non opposé selon une méthode de transmission autre que les procédures de notification et d'accès et à laquelle celui-ci a consenti conformément au sous-paragraphe *c* du paragraphe 2 de l'article 2.7 le fait à l'une des dates suivantes :

*a)* au moins 21 jours avant la date fixée pour l'assemblée si le propriétaire véritable non opposé n'a pas consenti à une date d'envoi précise;

*b)* la date à laquelle le propriétaire véritable non opposé a consenti.

5) Malgré le paragraphe 2, l'émetteur assujetti qui envoie des documents reliés aux procurations directement à un propriétaire véritable non opposé en suivant les procédures de notification et d'accès ainsi qu'un exemplaire imprimé de ces documents directement à d'autres propriétaires véritables non opposés en vertu de ce paragraphe, par courrier affranchi, service de messagerie ou l'équivalent, envoie cet exemplaire le jour où il envoie les documents prévus aux sous-paragraphes *a* et *b* du paragraphe 1 de l'article 2.7.1 en suivant les procédures de notification et d'accès. ».

4. L'article 2.10 de ce règlement est modifié par l'insertion des mots « et malgré le paragraphe 1 de l'article 2.9 » après les mots « valeurs mobilières ».

5. L'article 2.12 de ce règlement est remplacé par le suivant :

**« 2.12. Envoi indirect par l'émetteur assujetti de documents pour les porteurs de titres**

1) L'émetteur assujetti qui envoie indirectement à un propriétaire véritable des documents pour les porteurs de titres transmet à chaque premier intermédiaire ayant répondu à la demande de renseignements sur la propriété véritable le nombre de jeux de documents requis.

2) L'émetteur assujetti qui envoie indirectement à un propriétaire véritable des documents reliés aux procurations en demandant à l'intermédiaire d'envoyer des exemplaires imprimés de ces documents par courrier affranchi, service de messagerie ou l'équivalent envoie ces documents au premier intermédiaire au moins 3 jours ouvrables avant le 21<sup>e</sup> jour précédant la date fixée pour l'assemblée.

3) L'émetteur assujetti qui envoie indirectement à un propriétaire véritable des documents reliés aux procurations en suivant les procédures de notification et d'accès fournit l'information prévue au sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 de l'article 2.7.1 à l'intermédiaire suffisamment à l'avance pour lui permettre d'envoyer au propriétaire véritable un document contenant cette information au moins 30 jours avant la date fixée pour l'assemblée.

4) L'émetteur assujetti qui envoie indirectement à un propriétaire véritable non opposé des documents reliés aux procurations selon une méthode de transmission autre que les procédures de notification et d'accès et à laquelle celui-ci a consenti conformément au sous-paragraphe *c* du paragraphe 2 de l'article 2.7 fait le nécessaire pour que l'intermédiaire puisse envoyer ces documents de cette façon à l'une des dates suivantes :

*a)* au moins 21 jours avant la date fixée pour l'assemblée si le propriétaire véritable non opposé n'a pas consenti à une date d'envoi précise;

*b)* la date à laquelle le propriétaire véritable non opposé a consenti.

5) Malgré le paragraphe 2, l'émetteur assujetti qui envoie des documents reliés aux procurations directement ou indirectement à un propriétaire véritable en suivant les procédures de notification et d'accès ainsi qu'à d'autres propriétaires véritables, indirectement, en demandant à un intermédiaire de leur en envoyer un exemplaire imprimé, par courrier affranchi, service de messagerie ou l'équivalent, fait le nécessaire pour que l'intermédiaire envoie cet exemplaire le jour où l'émetteur assujetti ou l'intermédiaire, selon le cas, envoie au propriétaire véritable le document contenant l'information prévue au sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 de l'article 2.7.1.

6) L'émetteur assujetti qui envoie indirectement aux propriétaires véritables des documents pour les porteurs de titres qui ne sont pas des documents reliés aux procurations le fait à la date précisée dans la demande de renseignements sur la propriété véritable.

7) L'émetteur assujetti ne doit pas envoyer de documents pour les porteurs de titres directement à un propriétaire véritable non opposé si un premier intermédiaire situé dans un territoire étranger détient des titres pour le compte de celui-ci et que, selon le cas :

*a)* la loi du territoire étranger ne l'autorise pas à envoyer des documents pour les porteurs de titres directement aux propriétaires véritables non opposés;

*b)* le premier intermédiaire a déclaré, en réponse à une demande de renseignements sur la propriété véritable, que la loi du territoire étranger l'oblige à remettre les documents pour les porteurs de titres aux propriétaires véritables. ».



6. Les articles 2.16 à 2.18 de ce Règlement 54-101 sont remplacés par les suivants :

**« 2.16. Explication des droits de vote**

1) L'émetteur assujetti qui envoie des documents reliés aux procurations aux propriétaires véritables de titres en vue d'une assemblée y explique en langage simple les modalités d'exercice des droits de vote rattachés aux titres, notamment la marche à suivre pour assister à l'assemblée et y exercer directement le droit de vote.

2) La direction de l'émetteur assujetti fournit l'information suivante dans la circulaire de sollicitation de procurations :

*a)* si l'émetteur assujetti ne paie pas d'intermédiaires pour envoyer les documents reliés aux procurations et le formulaire prévu à l'Annexe 54-101A7 aux propriétaires véritables opposés en suivant les procédures d'envoi indirect prévues à l'article 2.12 :

*i)* le fait que l'émetteur assujetti a décidé de ne pas payer d'intermédiaires pour envoyer les documents reliés aux procurations et le formulaire prévu à l'Annexe 54-101A7 aux propriétaires véritables opposés;

*ii)* le fait qu'il incombe au propriétaire véritable opposé de communiquer avec son intermédiaire pour prendre les dispositions nécessaires à l'exercice des droits de vote rattachés à ses titres;

*b)* si l'émetteur assujetti ne suit les procédures de notification et d'accès qu'à l'égard de certains propriétaires véritables, les motifs de cette décision.

3) La direction peut omettre l'information prévue au sous-paragraphe *b* du paragraphe 2 si elle n'a pas décidé, lors de l'établissement de la circulaire de sollicitation de procurations, de ne suivre les procédures de notification et d'accès qu'à l'égard de certains propriétaires véritables.

**« 2.17. Formulaire d'instructions de vote (Annexe 54-101A6)**

1) L'émetteur assujetti qui envoie directement à un propriétaire véritable non opposé des documents reliés aux procurations sollicitant des votes ou des instructions de vote fournit le formulaire prévu à l'Annexe 54-101A6 en remplacement du formulaire de procuration.

2) L'émetteur assujetti qui envoie le formulaire prévu à l'Annexe 54-101A6 à un propriétaire véritable non opposé conformément au paragraphe 1 tient un registre des éléments suivants :

*a)* chaque formulaire envoyé;

*b)* la date et l'heure des instructions de vote, y compris les instructions de désignation par procuration, qui lui sont transmises.

**« 2.18. Désignation d'un propriétaire véritable comme détenteur de procuration**

1) L'émetteur assujetti dont la direction détient une procuration à l'égard des titres d'un propriétaire véritable non opposé fait le nécessaire pour le désigner ou désigner un prête-nom de celui-ci, sans frais, comme détenteur de la procuration s'il lui a donné instructions de le faire de l'une des façons suivantes :

*a)* au moyen du formulaire prévu à l'Annexe 54-101A6 que l'émetteur assujetti lui a envoyé;

*b)* au moyen d'un autre document jugé acceptable par l'émetteur assujetti.

2) L'émetteur assujetti qui désigne un propriétaire véritable non opposé comme détenteur de procuration conformément au paragraphe 1 dépose la procuration dans le délai prévu par le droit des sociétés.

3) Si un intermédiaire ou un dépositaire est tenu, en vertu de la législation, de désigner le propriétaire véritable non opposé ou un prête-nom de celui-ci comme détenteur de procuration à l'égard des titres du propriétaire véritable conformément à ses instructions de vote écrites, l'intermédiaire a le droit d'obtenir de l'émetteur assujetti, dans une forme jugée acceptable par l'intermédiaire, confirmation des éléments suivants :

*a)* la direction de l'émetteur assujetti s'engage à se conformer aux paragraphes 1 et 2 de l'article 2.18;

*b)* la direction agit pour le compte de l'intermédiaire ou du dépositaire si elle désigne un propriétaire véritable non opposé ou un prête-nom de celui-ci comme détenteur de procuration à l'égard des titres de l'émetteur assujetti détenus par le propriétaire véritable non opposé. ».

7. Le paragraphe *a* de l'article 2.20 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« *a)* s'il fait le nécessaire pour que les documents reliés aux procurations en vue de l'assemblée soient envoyés dans les délais prévus aux articles 2.9 et 2.12; ».

8. L'article 4.1 de ce règlement est modifié :

1° dans le paragraphe 1, par le remplacement des mots « par l'intermédiaire de l'agent des transferts de l'émetteur assujetti qui a transmis la demande » par les mots « par l'intermédiaire de l'agent des transferts ou de la personne visée au sous-paragraphe *b* du paragraphe 4 de l'article 2.5 qui a transmis la demande »;

2° dans le paragraphe 6, par la suppression des mots « ou société ».

9. L'article 4.2 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant :

« 2) Le premier intermédiaire envoie les documents pour les porteurs de titres suivants aux propriétaires véritables ou aux intermédiaires qui détiennent des titres de la catégorie ou de la série pertinentes et sont ses clients dans les délais suivants :

*a)* les exemplaires imprimés des documents pour les porteurs de titres devant être envoyés par courrier affranchi, service de messagerie ou l'équivalent et les autres documents pour les porteurs de titres qui ne sont pas des documents reliés aux procurations, au plus tard trois jours ouvrables suivant la réception;

*b)* le document contenant l'information prévue au sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 de l'article 2.7.1, au moins 30 jours avant la date fixée pour l'assemblée;

*c)* les documents reliés aux procurations devant être envoyés selon une méthode de transmission autre que les procédures de notification et d'accès et à laquelle le propriétaire véritable a consenti conformément au sous-paragraphe *c* du paragraphe 2 de l'article 2.7, à la date à laquelle le propriétaire véritable a consenti pour l'envoi des documents reliés aux procurations ou, s'il n'a pas consenti à une date précise, au moins 21 jours avant la date fixée pour l'assemblée;

*d)* malgré le sous-paragraphe *a*, les exemplaires imprimés des documents reliés aux procurations devant être envoyés par courrier affranchi, service de messagerie ou l'équivalent, le jour où l'émetteur assujéti ou l'intermédiaire, selon le cas, envoie en suivant les procédures de notification et d'accès un document contenant l'information prévue au sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 de l'article 2.7.1 à un propriétaire véritable. »;

2° dans le paragraphe 4, par la suppression des mots « ou sociétés »;

3° par la suppression du paragraphe 5.

4° par l'addition, après le paragraphe 5, du suivant :

« 6) L'intermédiaire qui envoie des documents pour les porteurs de titres à un propriétaire véritable conformément au présent article peut utiliser les méthodes suivantes :

*a)* l'envoi d'exemplaires imprimés par courrier affranchi, service de messagerie ou l'équivalent;

*b)* toute méthode de transmission à laquelle le propriétaire véritable consent. ».

**10.** Les articles 4.4 et 4.5 de ce règlement sont remplacés par les suivants :

**« 4.4. Formulaire d'instructions de vote (Annexe 54-101A7)**

1) L'intermédiaire qui transmet des documents reliés aux procurations aux propriétaires véritables sollicitant des votes ou des instructions de vote fournit le formulaire prévu à l'Annexe 54-101A7 en remplacement du formulaire de procuration.

2) L'intermédiaire qui envoie le formulaire prévu à l'Annexe 54-101A7 à un propriétaire véritable conformément au paragraphe 1 tient un registre des éléments suivants :

*a)* chaque formulaire envoyé;

*b)* la date et l'heure des instructions de vote, y compris les instructions de désignation par procuration, qui lui sont transmises.

**« 4.5. Désignation d'un propriétaire véritable comme détenteur de procuration**

1) L'intermédiaire qui est porteur inscrit de titres détenus par un propriétaire véritable ou qui détient une procuration à leur égard fait le nécessaire, sans frais pour ce dernier, pour le désigner ou désigner un prête-nom de celui-ci comme détenteur de la procuration s'il lui a donné instructions de le faire de l'une des façons suivantes :

*a)* au moyen du formulaire prévu à l'Annexe 54-101A7 que l'intermédiaire lui a envoyé;

*b)* au moyen de tout autre document jugé acceptable par l'intermédiaire.

2) L'intermédiaire qui désigne un propriétaire véritable comme détenteur de procuration conformément au paragraphe 1 dépose la procuration dans les délais prévus par le droit des sociétés. ».

**11.** Ce règlement est modifié par l'addition, après le paragraphe 2 de l'article 5.4, du suivant :

« 3) Si un dépositaire est tenu, en vertu de la législation, de désigner un propriétaire véritable ou un prête-nom de celui-ci comme détenteur de procuration à l'égard des titres du propriétaire véritable conformément aux instructions de vote écrites de celui-ci, le dépositaire a le droit d'obtenir de tout adhérent visé au paragraphe 1, dans une forme jugée acceptable par le dépositaire, confirmation des éléments suivants :

*a)* l'adhérent s'engage à se conformer aux paragraphes 1 et 2 de l'article 4.5;

*b)* l'adhérent agit pour le compte du dépositaire s'il désigne un propriétaire véritable ou un prête-nom de celui-ci comme détenteur de procuration à l'égard des titres de l'émetteur assujetti détenus par le propriétaire véritable;

*c)* s'il est tenu de signer une procuration générale en vertu de l'article 4.1, l'adhérent s'engage à obtenir la confirmation prévue au paragraphe 3 de l'article 2.18. ».

**12.** L'article 6.2 de ce règlement est modifié :

1° dans l'intitulé, par la suppression des mots « et sociétés »;

2° dans les paragraphes 1, 2, 4 et 5, par la suppression, partout où ils se trouvent, des mots « ou société » et des mots « ou sociétés »;

3° par le remplacement du paragraphe 6 par le suivant :

« 6) La personne, autre que l'émetteur assujetti visé par la demande, qui envoie des documents indirectement aux propriétaires véritables remplit les conditions suivantes :

*a)* elle paie au premier intermédiaire les frais d'envoi des documents pour les porteurs de titres aux propriétaires véritables;

*b)* elle fournit au premier intermédiaire un engagement en la forme prescrite à l'Annexe 54-101A10. ».

**13.** L'intitulé de la partie 7 et les articles 7.1 et 7.2 de ce règlement sont remplacés par ce qui suit :

**« PARTIE 7 UTILISATION DE LA LISTE DES PROPRIÉTAIRES VÉRITABLES NON OPPOSÉS ET ENVOI INDIRECT DE DOCUMENTS**

**« 7.1. Utilisation de la liste des propriétaires véritables non opposés**

1) L'émetteur assujetti peut utiliser la liste des propriétaires véritables non opposés ou un rapport obtenu en vertu du présent règlement et établi en vertu de l'article 5.3 relativement à toute question touchant ses affaires internes.

2) L'utilisation de la liste des propriétaires véritables non opposés ou d'un rapport obtenu en vertu du présent règlement et établi en vertu de l'article 5.3 par d'autres personnes que l'émetteur assujetti est limitée à ce qui suit :

*a)* l'envoi de documents pour les porteurs de titres directement aux propriétaires véritables non opposés conformément au présent règlement;

*b)* une tentative pour influencer le vote des porteurs de titres de l'émetteur assujetti;

*c)* une offre d'acquisition des titres de l'émetteur assujetti.

**« 7.2. Envoi de documents**

1) L'émetteur assujetti peut envoyer des documents pour les porteurs de titres indirectement aux propriétaires véritables de ses titres en suivant les procédures prévues à l'article 2.12 ou directement aux propriétaires véritables non opposés en utilisant la liste des propriétaires véritables non opposés relativement à toute question touchant ses affaires internes.

2) Outre l'émetteur assujetti, toute personne peut envoyer des documents pour les porteurs de titres indirectement aux propriétaires véritables de ses titres en suivant les procédures prévues à l'article 2.12 ou directement aux propriétaires véritables non opposés en utilisant la liste des propriétaires véritables non opposés, mais uniquement aux fins suivantes :

*a)* une tentative pour influencer le vote des porteurs de titres de l'émetteur assujetti;

*b)* une offre d'acquisition des titres de l'émetteur assujetti. ».

**14.** L'Annexe 54-101A6 de ce règlement est modifiée par le remplacement du paragraphe commençant par « Si vous souhaitez participer à l'assemblée et voter en personne [...] » par le suivant :

« Si vous souhaitez participer à l'assemblée et voter en personne, veuillez écrire votre nom à l'endroit prévu sur le formulaire d'instructions de vote fourni (Annexe 54-101A6). Si vous avez besoin d'aide, veuillez communiquer avec [le soussigné]. ».

**15.** L'Annexe 54-101A7 de ce règlement est modifiée par le remplacement du paragraphe commençant par « Si vous souhaitez participer à l'assemblée et voter en personne [...] » par le suivant :

« Si vous souhaitez participer à l'assemblée et voter en personne, veuillez écrire votre nom à l'endroit prévu sur le formulaire d'instructions de vote fourni (Annexe 54-101A7). Si vous avez besoin d'aide, veuillez communiquer avec [le soussigné]. ».

**16.** L'Annexe 54-101A8 de ce règlement est abrogée.

**17.** L'Annexe 54-101A9 de ce règlement est modifiée :

1° par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant :

« 2. Je m'engage à ce que les renseignements figurant sur la liste des propriétaires véritables non opposés ne soient utilisés qu'aux fins suivantes :

*a)* l'envoi de documents pour les porteurs de titres directement aux propriétaires véritables non opposés conformément au Règlement 54-101;

*b)* une tentative pour influencer le vote des porteurs de titres de l'émetteur assujetti;

*c)* une offre d'acquisition des titres de l'émetteur assujetti. »;

2° par le remplacement du paragraphe 4 par le suivant :

« 4. Je suis informé que l'utilisation d'une liste des propriétaires véritables non opposés à d'autres fins que les suivantes constitue une infraction :

*a)* l'envoi de documents pour les porteurs de titres directement aux propriétaires véritables non opposés conformément au Règlement 54-101;

b) une tentative pour influencer le vote des porteurs de titres de l'émetteur assujetti;

c) une offre d'acquisition des titres de l'émetteur assujetti. ».

**18.** Ce règlement est modifié par l'addition, après l'Annexe 54-101A9, de la suivante :

**« ANNEXE 54-101A10 ENGAGEMENT**

*Nota : Les termes employés dans le présent formulaire ont le sens qui leur est donné dans le Règlement 54-101.*

*Il est fait mention de l'utilisation du présent formulaire à l'article 6.2 du Règlement 54-101.*

Je, .....

(adresse personnelle complète) .....

*(Si cet engagement est pris au nom d'une personne morale, indiquer la raison sociale complète et le domicile élu de celle-ci, ainsi que le poste du signataire.)*

**FAIS LA DÉCLARATION SOLENNELLE ET PRENDS LES ENGAGEMENTS QUI SUIVENT :**

1. Je souhaite envoyer des documents aux propriétaires véritables de titres de [*inscrire le nom de l'émetteur assujetti*] pour le compte desquels des intermédiaires détiennent des titres en suivant les procédures d'envoi indirect prévues au Règlement 54-101 (les « procédures du Règlement 54-101 »).

2. Je m'engage à ne suivre les procédures du Règlement 54-101 pour envoyer des documents aux propriétaires véritables qu'aux fins suivantes :

a) une tentative pour influencer le vote des porteurs de titres de l'émetteur assujetti;

b) une offre d'acquisition des titres de l'émetteur assujetti.

3. Je suis informé qu'il est illégal d'envoyer des documents en suivant les procédures du Règlement 54-101 à d'autres fins que les suivantes :

a) une tentative pour influencer le vote des porteurs de titres de l'émetteur assujetti;

b) une offre d'acquisition des titres de l'émetteur assujetti.

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Nom du signataire

\_\_\_\_\_  
Date ».

**19.** Ce règlement est modifié par la suppression, partout où ils se trouvent, des mots « ou une société », « ou société », « ni société », « ou la société », « ou sociétés » et « et sociétés », compte tenu des adaptations nécessaires.

**20.** Le présent règlement entre en vigueur le (*indiquer la date d'entrée en vigueur du présent règlement*).

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 54-101 SUR LA COMMUNICATION AVEC LES PROPRIÉTAIRES VÉRITABLES DES TITRES D'UN ÉMETTEUR ASSUJETTI**

1. Le paragraphe 1 de l'article 2.1 de l'*Instruction générale relative au Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti* est remplacé par le suivant :

« 1) Les procédures de communication avec les porteurs de titres visées par le règlement sont pertinentes pour tous les documents pour les porteurs de titres qui sont envoyés par des émetteurs assujettis aux propriétaires véritables de leurs titres en vertu de la législation canadienne en valeurs mobilières. Il s'agit notamment des documents reliés aux procurations, mais aussi des documents suivants :

a) les documents qui, en vertu de la législation en valeurs mobilières ou du droit des sociétés applicable, doivent être envoyés aux porteurs inscrits et aux propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti, par exemple les états financiers annuels ou intermédiaires;

b) les documents qui, en vertu de la législation en valeurs mobilières ou du droit des sociétés applicable, ne doivent être envoyés qu'aux porteurs inscrits des titres d'un émetteur assujetti, par exemple les notes d'information relatives à une offre publique de rachat, les circulaires des administrateurs et les documents reliés aux procurations d'actionnaires dissidents;

c) les documents qui sont envoyés aux porteurs inscrits ou aux propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti en l'absence de toute obligation légale à cet effet. ».

2. L'article 2.3 de cette instruction générale est supprimé.

3. L'article 2.7 de cette instruction générale est remplacé par le suivant :

**« 2.7. Mandataires**

Les dépositaires, intermédiaires, émetteurs assujettis ou autres personnes qui sont tenus de se conformer aux dispositions du règlement relatives aux procédures de communication avec les porteurs peuvent faire appel à un fournisseur de services pour s'acquitter de leurs obligations. Ils demeurent entièrement responsables de l'observation des dispositions et assument l'entière responsabilité de la conduite du mandataire.

Toute personne peut s'acquitter de ses obligations à l'égard d'une autre personne par l'entremise d'un mandataire de cette dernière. Ainsi, en vertu de l'article 2.12 du règlement, l'émetteur assujetti remplit son obligation de transmission des documents pour les porteurs de titres au premier intermédiaire s'il les fournit à une personne désignée par celui-ci. ».

4. Le paragraphe 2 de l'article 3.3 de cette instruction générale est modifié par le remplacement de la phrase « Toutes les demandes de renseignements sur la propriété véritable, y compris les listes des propriétaires véritables, doivent être faites par l'entremise d'un agent des transferts. » par les suivantes :

« Toutes les demandes de renseignements sur la propriété véritable, y compris les listes des propriétaires véritables non opposés, doivent être faites par l'entremise d'une des personnes suivantes :

a) un agent des transferts;

*b)* toute autre personne qui remplit les deux conditions prévues au sous-paragraphe *b* du paragraphe 4 de l'article 2.5 du règlement. Nous estimons que toute personne sollicitant des procurations remplit ces conditions. ».

5. Cette instruction générale est modifiée par l'insertion, après l'article 3.4, du suivant :

**« 3.4.1. Explication des droits de vote**

1) Conformément au paragraphe 1 de l'article 2.16 du règlement, les documents reliés aux procurations envoyés par un émetteur assujéti à un propriétaire véritable de titres doivent expliquer en langage simple les modalités d'exercice des droits de vote rattachés aux titres. Nous nous attendons à ce que les documents reliés aux procurations indiquent si l'émetteur assujéti a décidé d'envoyer ces documents directement aux propriétaires véritables non opposés et de recevoir directement de ceux-ci des instructions de vote.

2) Conformément au paragraphe 2 de l'article 2.16 du règlement, la direction de l'émetteur assujéti doit fournir dans la circulaire de sollicitation de procurations de l'information sur les éléments suivants :

*a)* le fait qu'aucun intermédiaire n'est payé pour envoyer les documents reliés aux procurations et le formulaire prévu à l'Annexe 54-101A7 aux propriétaires véritables opposés conformément à l'article 2.12 du règlement;

*b)* les procédures de notification et d'accès, si la direction a pris la décision, lors de l'établissement de la circulaire, de ne les suivre qu'à l'égard de certains propriétaires véritables.

Cette information est fournie pour expliquer aux propriétaires véritables qu'ils peuvent ne pas recevoir les mêmes documents reliés aux procurations que d'autres propriétaires véritables ou n'en recevoir aucun, même s'ils en ont fait la demande. La rubrique 4.3 de l'Annexe 51-102A5 prévoit aussi la présentation de cette information.

3) L'émetteur assujéti qui ne paie pas de premier intermédiaire pour transmettre les documents reliés aux procurations et le formulaire prévu à l'Annexe 54-101A7 aux propriétaires véritables opposés doit quand même lui fournir le nombre de jeux de documents reliés aux procurations que celui-ci a demandé aux fins de transmission. ».

6. L'article 3.5 de cette instruction générale est remplacé par le suivant;

**« 3.5. Instructions de vote des propriétaires véritables non opposés**

1) Les instructions de vote que l'émetteur assujéti sollicite directement des propriétaires véritables non opposés seront retournées directement à l'émetteur assujéti. La direction de l'émetteur assujéti exerce alors les droits de vote rattachés aux titres des propriétaires véritables non opposés conformément aux instructions reçues, si elle détient la procuration correspondante. C'est le premier intermédiaire qui fournit la liste des propriétaires véritables non opposés conformément au paragraphe 1 de l'article 4.1 du règlement qui donne cette procuration à la direction.

Nous nous attendons à ce que les émetteurs assujéttis qui sollicitent des instructions de vote directement auprès des propriétaires véritables non opposés disposent de procédures de vote appropriées et fassent notamment ce qui suit en temps opportun :

*a)* répondre aux questions sur les procédures de vote formulées par les propriétaires véritables non opposés ou les intermédiaires qui ont des clients propriétaires véritables non opposés;



b) désigner un propriétaire véritable non opposé ou un prête-nom de celui-ci comme détenteur de procuration à l'égard des titres du propriétaire véritable;

c) fournir un nouveau formulaire prévu à l'Annexe 54-101A6 au propriétaire véritable non opposé qui en fait la demande. Les propriétaires véritables non opposés peuvent avoir perdu le formulaire qu'ils avaient reçu ou souhaiter donner des instructions de vote bien qu'ils aient précédemment indiqué dans la formule de réponse du client qu'ils ne souhaitaient pas recevoir de documents reliés aux procurations.

Nous nous attendons à ce que les émetteurs assujettis et les intermédiaires collaborent pour régler les problèmes qui pourraient découler des procédures de vote des propriétaires véritables non opposés.

2) Conformément au paragraphe 2 de l'article 2.17 du règlement, l'émetteur assujetti doit tenir un registre de chaque formulaire prévu à l'Annexe 54-101A6 qu'il envoie à un propriétaire véritable non opposé ainsi que de la date et de l'heure de réception des instructions de vote. Ce mécanisme vise à faciliter le repérage des dernières instructions de vote du propriétaire véritable non opposé. ».

7. La partie 5 de cette instruction générale est remplacée par la suivante :

« **PARTIE 5 MODALITÉS D'ENVOI**

« **5.1. Indications générales**

1) L'article 2.7 du règlement prévoit les méthodes de transmissions autorisées des documents reliés aux procurations. Les émetteurs assujettis, les intermédiaires et les autres personnes devraient également tenir compte des autres textes législatifs applicables, comme les lois sur les sociétés.

2) Les tableaux ci-après illustrent les différentes options pour l'envoi des documents reliés aux procurations aux propriétaires véritables.

**Tableau A Envoi direct aux propriétaires véritables non opposés**

Méthode de transmission	Documents envoyés	Consentement du propriétaire véritable requis?
Courrier affranchi, service de messagerie ou l'équivalent	L'émetteur assujetti envoie un exemplaire imprimé de l'avis de convocation, de la circulaire de sollicitation de procurations et du formulaire prévu à l'Annexe 54-101A6.	Non
Procédures de notification et d'accès	L'émetteur assujetti dépose la circulaire de sollicitation de procurations au moyen de SEDAR et l'affiche dans un autre site Web. Il envoie un exemplaire imprimé de l'avis prévu au sous-paragraphe a du paragraphe 1 de l'article 2.7.1 et du formulaire prévu à l'Annexe 54-101A6. Il enverra un exemplaire imprimé de la circulaire de sollicitation de procurations sur demande.	Non
	L'émetteur assujetti dépose la circulaire de sollicitation de procurations au moyen de SEDAR et l'affiche dans un autre site Web. Il envoie un exemplaire imprimé de l'avis prévu au sous-paragraphe a du paragraphe 1 de l'article 2.7.1 et du formulaire prévu à l'Annexe 54-101A6 selon une méthode de transmission autre que le courrier affranchi, un service de messagerie ou l'équivalent (par ex. le courriel). Il enverra un exemplaire imprimé de la circulaire de sollicitation de procurations sur demande.	L'émetteur assujetti doit obtenir le consentement préalable du propriétaire véritable pour envoyer l'avis et le formulaire prévu à l'Annexe 54-101A6 en suivant une méthode de transmission autre que le courrier affranchi, un service de messagerie ou l'équivalent.
Autre méthode	L'émetteur assujetti envoie l'avis de convocation, la	Oui. L'émetteur

de transmission	circulaire de sollicitation de procurations et le formulaire prévu à l'Annexe 54-101A6 selon une méthode de transmission autre que <i>i</i> ) le courrier affranchi, un service de messagerie ou l'équivalent ou <i>ii</i> ) les procédures de notification et d'accès.	assujetti doit collaborer avec le premier intermédiaire pour obtenir le consentement.
-----------------	---	---

**Tableau B Envoi indirect aux propriétaires véritables**

Méthode de transmission	Documents envoyés	Consentement du propriétaire véritable requis?
Courrier affranchi, service de messagerie ou l'équivalent	L'émetteur assujetti envoie un exemplaire imprimé de l'avis de convocation et de la circulaire de sollicitation de procurations au premier intermédiaire, qui les envoie, accompagnés du formulaire prévu à l'Annexe 54-101A7, par courrier affranchi, service de messagerie ou l'équivalent.	Non
Procédures de notification et d'accès	L'émetteur assujetti dépose la circulaire de sollicitation de procurations au moyen de SEDAR et l'affiche dans un autre site Web. Il fait le nécessaire pour que le premier intermédiaire envoie un exemplaire imprimé de l'avis prévu au sous-paragraphe <i>a</i> du paragraphe 1 de l'article 2.7.1. Le premier intermédiaire envoie un exemplaire imprimé de l'avis et du formulaire prévu à l'Annexe 54-101A7 par courrier affranchi, service de messagerie ou l'équivalent. L'émetteur assujetti enverra un exemplaire imprimé de la circulaire de sollicitation de procurations sur demande.	Non
	L'émetteur assujetti dépose la circulaire de sollicitation de procurations au moyen de SEDAR et l'affiche dans un autre site Web. Il fait le nécessaire pour que le premier intermédiaire envoie un exemplaire imprimé de l'avis prévu au sous-paragraphe <i>a</i> du paragraphe 1 de l'article 2.7.1 selon une méthode de transmission autre que le courrier affranchi, un service de messagerie ou l'équivalent (par ex. le courriel). Le premier intermédiaire envoie un exemplaire de l'avis et du formulaire prévu à l'Annexe 54-101A7 selon l'autre méthode de transmission. L'émetteur assujetti enverra un exemplaire imprimé de la circulaire de sollicitation de procurations sur demande.	Le premier intermédiaire doit obtenir le consentement du propriétaire véritable pour envoyer l'avis et le formulaire prévu à l'Annexe 54-101A7 en suivant une méthode de transmission autre que le courrier affranchi, un service de messagerie ou l'équivalent. Le premier intermédiaire est responsable de son obtention.
Autre méthode de transmission	L'émetteur assujetti et le premier intermédiaire font le nécessaire pour que ce dernier envoie l'avis de convocation et la circulaire de sollicitation de procurations selon une méthode de transmission autre que <i>i</i> ) le courrier affranchi, un service de messagerie ou l'équivalent ou <i>ii</i> ) les procédures de notification et d'accès. Le premier intermédiaire envoie l'avis, la circulaire et le formulaire prévu à l'Annexe 54-101A7 selon l'autre méthode de transmission.	Oui. L'émetteur assujetti doit collaborer avec le premier intermédiaire pour obtenir le consentement.

**« 5.2. Envoi des documents pour les porteurs de titres aux intermédiaires**

Les émetteurs assujettis et les autres personnes devraient prendre des dispositions avec le premier intermédiaire pour envoyer les documents pour les porteurs de titres aux propriétaires véritables en temps opportun. Le premier intermédiaire ne doit pas demander de jeux de documents pour les porteurs de titres pour envoi aux propriétaires véritables non opposés si l'émetteur assujetti a prévu leur envoyer les documents directement.

### « 5.3. Courrier affranchi, service de messagerie ou l'équivalent

Les exemplaires imprimés des documents reliés aux procurations doivent être envoyés par courrier affranchi, service de messagerie ou l'équivalent. Une méthode de transmission équivalente est toute méthode qui permet au propriétaire véritable de recevoir les exemplaires imprimés dans un délai semblable à celui du courrier affranchi ou d'un service de messagerie. Ainsi, l'émetteur assujetti qui parraine un régime d'achat d'actions des employés pourrait mettre son courrier interne à la disposition du premier intermédiaire pour l'envoi des documents reliés aux procurations aux employés propriétaires véritables.

### « 5.4. Procédures de notification et d'accès

1) L'émetteur assujetti peut suivre les procédures de notification et d'accès s'il envoie les documents reliés aux procurations directement aux propriétaires véritables non opposés conformément à l'article 2.9 du règlement ou, indirectement, conformément à l'article 2.12 du règlement.

#### *Envoi direct aux propriétaires véritables non opposés*

L'émetteur assujetti doit envoyer l'avis prévu au sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 de l'article 2.7.1 et le formulaire prévu à l'Annexe 54-101A6 aux propriétaires véritables non opposés au moins 30 jours avant l'assemblée (paragraphe 3 de l'article 2.9 du règlement).

#### *Envoi indirect aux propriétaires véritables*

L'émetteur assujetti doit prendre des dispositions avec le premier intermédiaire afin que celui-ci soit en mesure d'envoyer l'avis prévu au sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 de l'article 2.7.1 aux propriétaires véritables au moins 30 jours avant la date fixée pour l'assemblée (paragraphe 3 de l'article 2.12 du règlement).

Le premier intermédiaire doit établir le formulaire prévu à l'Annexe 54-101A7 et l'envoyer, accompagné de l'avis (voir l'article 4.4 du règlement). Il est possible de combiner l'avis et le formulaire en un document.

#### *Méthodes de transmission*

Les propriétaires véritables reçoivent un exemplaire imprimé de l'avis et du formulaire d'instructions de vote pertinent à moins que l'émetteur assujetti ou l'intermédiaire, selon le cas, n'ait obtenu leur consentement au préalable.

2) Le sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 de l'article 2.7.1 du règlement prévoit l'envoi d'un document contenant l'information requise aux propriétaires véritables. Ce document est un avis qui informe les propriétaires véritables de la tenue de l'assemblée et leur indique la façon d'accéder à la circulaire de sollicitation de procurations et aux autres documents reliés aux procurations dans Internet. L'émetteur assujetti peut également accompagner cet avis d'information supplémentaire sur les procédures de notification et d'accès.

3) Le sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 de l'article 2.7.1 du règlement ne s'applique que si l'émetteur assujetti envoie des documents reliés aux procurations directement aux propriétaires véritables non opposés en vertu de l'article 2.9. Il est possible de combiner le formulaire prévu à l'Annexe 54-101A6 et l'avis en un document.

4) Le sous-paragraphe *d* du paragraphe 1 de l'article 2.7.1 du règlement prévoit la publication d'un communiqué au moins 30 jours avant la date fixée pour l'assemblée. Ce communiqué doit contenir l'information figurant dans l'avis. Cette disposition a pour objet d'indiquer aux propriétaires véritables de l'émetteur assujetti qu'ils recevront un avis au lieu d'un jeu complet d'exemplaires imprimés des documents reliés aux procurations. Si l'émetteur assujetti ne suit les procédures de notification et d'accès qu'à l'égard de certains

propriétaires véritables, il doit l'indiquer dans le communiqué et fournir des explications, afin d'aider les propriétaires véritables à comprendre la raison pour laquelle ils reçoivent un avis au lieu d'un jeu complet d'exemplaires imprimés des documents reliés aux procurations.

5) Le sous-paragraphe *e* du paragraphe 1 de l'article 2.7.1 du règlement prévoit que la circulaire de sollicitation de procurations et les autres documents reliés aux procurations soient déposés au moyen de SEDAR et affichés dans un autre site Web, qui peut être celui de l'émetteur assujéti ou d'un fournisseur de services.

6) Le sous-paragraphe *f* du paragraphe 1 de l'article 2.7.1 du règlement prévoit que l'émetteur assujéti mette un numéro de téléphone sans frais à la disposition du propriétaire véritable pour qu'il puisse demander un exemplaire imprimé de la circulaire de sollicitation de procurations. L'émetteur assujéti peut offrir d'autres façons de demander ce document, mais il n'y est pas tenu. S'il le fait, il doit respecter le délai prévu au sous-paragraphe *g* du paragraphe 1 de l'article 2.7.1 du règlement et les restrictions relatives à l'utilisation des renseignements fournis par le demandeur.

Le propriétaire véritable client d'un intermédiaire peut charger celui-ci de demander un exemplaire imprimé à sa place.

7) Le paragraphe 5 de l'article 2.7.1 du règlement a pour objet de permettre aux propriétaires véritables d'accéder aisément aux documents reliés aux procurations affichés dans Internet. À titre d'exemple, il serait malaisé d'avoir à naviguer dans plusieurs pages Web pour accéder à ces documents. En revanche, fournir l'adresse URL où les documents se trouvent faciliterait la consultation. Nous encourageons les émetteurs assujétis et leurs fournisseurs de services à adopter des pratiques exemplaires à cet égard.

#### « 5.5. Consentement

Conformément au sous-paragraphe *c* du paragraphe 2 de l'article 2.7 du règlement, il faut obtenir le consentement du propriétaire véritable pour envoyer des documents reliés aux procurations au moyen d'une méthode de transmission autre que *i*) le courrier affranchi, un service de messagerie ou l'équivalent ou *ii*) les procédures de notification et d'accès. L'*Avis 11-201 relatif à la transmission des documents par voie électronique*, au Québec, et, dans le reste du Canada, l'*Instruction canadienne 11-201, La transmission de documents par voie électronique* contiennent des indications au sujet de ce qui constitue une transmission valide par voie électronique, et notamment les consentements requis.

Pour envoyer des documents reliés aux procurations envoyés en suivant les procédures de notification et d'accès, il faut obtenir au préalable le consentement du propriétaire véritable à ne pas recevoir d'exemplaires imprimés de l'avis et du formulaire d'instructions de vote pertinent par courrier affranchi, service de messagerie ou l'équivalent.

#### « 5.6. Envois multiples à une personne

Il peut arriver qu'un investisseur détiennne des titres d'une catégorie dans plusieurs comptes portant la même adresse. Il suffirait de lui transmettre un seul jeu de documents pour les porteurs de titres pour remplir les obligations de transmission prévues par le règlement. Nous encourageons cette pratique pour réduire les coûts des communications avec les porteurs. ».

8. La partie 6 de cette instruction générale est remplacée par la suivante :

#### « PARTIE 6 UTILISATION DE LA LISTE DES PROPRIÉTAIRES VÉRITABLES NON OPPOSÉS

**« 6.1. Utilisation autorisée**

1) Les personnes qui ne sont pas des émetteurs assujettis ne peuvent utiliser la liste des propriétaires véritables non opposés et suivre les procédures prévues aux articles 2.9 et 2.12 du règlement que pour tenter d'influencer le vote des porteurs ou faire une offre d'acquisition des titres d'un émetteur assujetti. Nous estimons que toute personne peut obtenir cette liste si elle agit raisonnablement et de bonne foi et compte s'en servir pour déterminer s'il convient d'influencer le vote des porteurs ou de faire une offre d'acquisition des titres de l'émetteur assujetti.

2) Utiliser la liste des propriétaires véritables non opposés contrairement à la partie 7 du règlement constitue une infraction au règlement et à la législation en valeurs mobilières pouvant déclencher l'application des dispositions pénales de la législation en valeurs mobilières. ».

**9.** L'article 7.1 de cette instruction générale est remplacé par le suivant :

**« 7.1. Documents envoyés après l'expiration du délai**

En règle générale, nous n'accorderons aucune dispense en vue d'abrégé le délai prévu aux articles 2.9 et 2.12 du règlement, sauf circonstances exceptionnelles. ».

**10.** L'article 7.3 de cette instruction générale est remplacé par le suivant :

**« 7.3. Frais supplémentaires pour traitement accéléré**

Les émetteurs assujettis peuvent rembourser à tout intermédiaire les frais raisonnables qu'il a engagés pour traiter de manière accélérée les documents pour les porteurs de titres, par exemple les services de messagerie, les appels téléphoniques interurbains et les heures supplémentaires. ».

**11.** L'article 7.4 de cette instruction générale est remplacé par le suivant :

**« 7.4. Demandes**

Nous n'accorderons sans doute pas fréquemment de dispenses importantes des obligations prévues par le règlement. Nous encourageons les demandeurs à discuter avec les autorités en valeurs mobilières compétentes avant de présenter leur demande. ».

**12.** L'article 8.1 de cette instruction générale est modifié par l'insertion des mots « par courrier affranchi » après les mots « documents reliés aux procurations ».

**13.** Cette instruction générale est modifiée par la suppression, partout où ils se trouvent, des mots « ou une société », « ou société », « ni société », « ou la société », « ou sociétés » et « et sociétés » et en faisant les changements nécessaires.

## RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 51-102 SUR LES OBLIGATIONS D'INFORMATION CONTINUE

Loi sur les valeurs mobilières

(L.R.Q., c. V. 1-1, a. 331.1, par. 1°, 2°, 3°, 4.1°, 8°, 11°, 20° et 34°)

**1.** L'article 1.1 du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue est modifié :

1° par l'insertion, après la définition de « ancien exercice », de la suivante :

« « assemblée extraordinaire » : assemblée au cours de laquelle une résolution extraordinaire est soumise aux porteurs de titres d'un émetteur assujetti; »;

2° par l'insertion, après la définition de « désignation des titres subalternes », de la suivante :

« « documents reliés aux procurations » : les documents pour les porteurs de titres relatifs à une assemblée que l'émetteur assujetti est tenu d'envoyer aux porteurs inscrits des titres conformément aux lois en vertu desquelles il est constitué ou prorogé ou en vertu de la législation en valeurs mobilières; »;

3° par l'insertion, après la définition de « prise de contrôle inversée », de la suivante :

« « procédures de notification et d'accès » : les procédures de transmission visées à l'article 9.1.1; »;

4° par l'insertion, après la définition de « rapport de gestion », de la suivante :

« « résolution extraordinaire » : dans le cas d'une assemblée :

*a)* l'expression « résolution extraordinaire » au sens des lois en vertu desquelles l'émetteur assujetti est constitué ou prorogé;

*b)* si l'expression n'est pas définie par les lois en vertu desquelles l'émetteur assujetti est constitué ou prorogé, toute résolution qui doit être adoptée à une majorité d'au moins les deux tiers des voix exprimées; ».

**2.** Le paragraphe 3 de l'article 5.6 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « porteurs véritables » par les mots « propriétaires véritables ».

**3.** L'article 9.1 de ce règlement est modifié par l'addition, après le paragraphe 2, du suivant :

« 3) La personne sollicitant des procurations peut envoyer les documents reliés aux procurations en employant l'une des méthodes suivantes ou en les combinant :

*a)* l'envoi d'exemplaires imprimés par courrier affranchi, service de messagerie ou l'équivalent;

*b)* les procédures de notification et d'accès, sauf dans le cas d'une assemblée extraordinaire;

*c)* toute méthode de transmission à laquelle le porteur inscrit de titres comportant droit de vote consent. ».

**4.** Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 9.1, des suivants :

### « 9.1.1. Procédures de notification et d'accès

1) Sauf dans le cas d'une assemblée extraordinaire, la personne sollicitant des procurations peut envoyer les documents reliés aux procurations à un porteur inscrit de titres comportant droit de vote en suivant des procédures de notification et d'accès qui remplissent les conditions suivantes :

*a)* un document contenant l'information suivante est envoyé au porteur inscrit de titres comportant droit de vote :

*i)* la date, l'heure et le lieu de l'assemblée de l'émetteur assujetti;

*ii)* un résumé des questions qui seront soumises au vote;

*iii)* une explication de la façon d'accéder électroniquement à la circulaire de sollicitation de procurations et aux autres documents reliés aux procurations, notamment l'adresse d'un site Web autre que celui de SEDAR où se trouvent les documents reliés aux procurations;

*iv)* un rappel de consulter la circulaire de sollicitation de procurations avant de voter;

*v)* une explication de la façon d'obtenir de la personne un exemplaire imprimé de la circulaire de sollicitation de procurations;

*vi)* une explication de la façon dont le porteur inscrit doit signer et renvoyer le formulaire de procuration envoyé en vertu du sous-paragraphe *b*, notamment la date limite de réception du formulaire;

*b)* un formulaire de procuration à utiliser lors de l'assemblée est envoyé au porteur inscrit de titres comportant droit de vote;

*c)* un exemplaire imprimé des documents prévus aux sous-paragraphe *a* et *b* est envoyé au porteur inscrit de titres comportant droit de vote par courrier affranchi, service de messagerie ou l'équivalent, ou ces documents lui sont envoyés par toute autre méthode à laquelle il a consenti et, dans le cas d'une sollicitation faite par la direction de l'émetteur assujetti ou en son nom, au moins 30 jours avant la date fixée pour l'assemblée;

*d)* dans le cas d'une sollicitation faite par la direction de l'émetteur assujetti ou en son nom, un communiqué contenant l'information suivante est publié au moins 30 jours avant la date fixée pour l'assemblée :

*i)* l'information prévue au sous-paragraphe *a*;

*ii)* si la direction de l'émetteur assujetti ne suit les procédures de notification et d'accès qu'à l'égard de certains porteurs inscrits, les motifs de sa décision;

*e)* l'accès électronique public à la circulaire de sollicitation de procurations, au formulaire de procuration et aux autres documents reliés aux procurations est fourni de la façon suivante, le jour où la personne sollicitant les procurations envoie les documents prévus aux sous-paragraphe *a* et *b* :

*i)* les documents reliés aux procurations sont déposés au moyen de SEDAR conformément à l'article 9.3;

*ii)* les documents reliés aux procurations sont affichés, pour une période se terminant au plus tôt à la date de la première assemblée annuelle suivant

l'assemblée à laquelle ils se rapportent, à l'adresse d'un site Web autre que celui de SEDAR;

*f)* un numéro de téléphone sans frais est mis à la disposition du porteur inscrit de titres comportant droit de vote pour qu'il puisse demander un exemplaire imprimé de la circulaire de sollicitation de procurations, à compter de la date à laquelle la personne sollicitant les procurations lui envoie les documents prévus aux sous-paragraphes *a* et *b* et jusqu'à celle de l'assemblée, y compris toute reprise de celle-ci en cas d'ajournement;

*g)* si une demande est reçue conformément au sous-paragraphes *f* ou de toute autre façon, un exemplaire imprimé de la circulaire de sollicitation de procurations est envoyé à la personne désignée, sans frais, par courrier affranchi, service de messagerie ou l'équivalent à l'adresse indiquée dans la demande, au plus tard 3 jours ouvrables suivant la réception de la demande.

2) La personne sollicitant des procurations qui affiche les documents reliés aux procurations de la façon prévue à la disposition *ii* du sous-paragraphes *e* du paragraphes 1 affiche aussi les documents suivants sur le site Web :

*a)* tout autre document d'information relatif à l'assemblée qu'elle a envoyé à des porteurs inscrits ou à des propriétaires véritables de titres comportant droit de vote;

*b)* toute communication écrite concernant l'assemblée qu'elle a mise à la disposition du public, qu'elle l'ait envoyée ou non à des porteurs inscrits ou à des propriétaires véritables de titres comportant droit de vote.

3) Les documents reliés aux procurations qui sont affichés conformément à la disposition *ii* du sous-paragraphes *e* du paragraphes 1 sont affichés d'une façon et dans un format qui permet à toute personne ayant des compétences raisonnables en informatique de faire aisément ce qui suit :

*a)* y accéder, les lire et y faire des recherches dans le site Web;

*b)* les télécharger et les imprimer.

4) La circulaire de sollicitation de procurations affichée conformément à la disposition *ii* du sous-paragraphes *e* du paragraphes 1 contient la même information que celle déposée au moyen de SEDAR.

5) La direction de l'émetteur assujetti qui envoie une circulaire de sollicitation de procurations et un formulaire de procuration à un porteur inscrit de titres comportant droit de vote en suivant les procédures de notification et d'accès et un exemplaire imprimé de ces documents à d'autres porteurs inscrits de titres comportant droit de vote par courrier affranchi, service de messagerie ou l'équivalent envoie cet exemplaire le jour où elle envoie les documents reliés aux procurations conformément au sous-paragraphes *c* du paragraphes 1.

6) Malgré les dispositions du présent article et de l'article précédent, le porteur inscrit de titres comportant droit de vote peut consentir à l'utilisation d'autres méthodes de transmission des documents reliés aux procurations par la personne sollicitant des procurations. Aucune disposition du présent article ne saurait être interprétée de façon à l'empêcher d'y consentir.

#### « 9.1.2. Conformité aux règles de la SEC

L'article 9.1 ne s'applique pas à l'émetteur assujetti qui est un émetteur inscrit auprès de la SEC et qui suit les procédures prévues par la *Rule* 14a-16 prise en vertu de la Loi de 1934 pour transmettre les documents reliés aux procurations à un porteur inscrit de titres comportant droit de vote. ».



- 5.** Le paragraphe 3 de l'article 13.4 de ce règlement est modifié :
- 1° par le remplacement des mots « si les conditions suivantes sont réunies » par les mots « lorsque les conditions suivantes sont réunies »;
  - 2° par le remplacement, au sous-paragraphe *b*, des mots « l'initié n'est pas le garant et » par les mots « si l'initié n'est pas garant »;
  - 3° par le remplacement du sous-paragraphe *c* par le suivant :
    - « *c*) si l'initié est garant, il n'est propriétaire véritable d'aucun titre garanti désigné »;
- 6.** L'Annexe 51-102A2 de ce règlement est modifiée, dans le texte français, par le remplacement, au paragraphe 1.2 de la rubrique 10.2, des mots « , ou si un séquestre, » par les mots « , ou pour laquelle un séquestre, ».
- 7.** L'Annexe 51-102A5 de ce règlement est modifiée :
- 1° par l'insertion, après la rubrique 4.2, des suivantes :
    - « 4.3 La circulaire de sollicitation de procurations doit indiquer si la direction de l'émetteur assujetti a décidé de ne pas payer d'intermédiaire pour transmettre aux propriétaires véritables opposés au sens du Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti les documents reliés aux procurations et le formulaire prévu à l'Annexe 54-101A7, Demande d'instructions de vote faite par l'intermédiaire. Elle indique également qu'il incombe aux propriétaires véritables opposés de communiquer avec leur intermédiaire pour prendre les dispositions nécessaires à l'exercice des droits de vote rattachés aux titres dont ils ont la propriété véritable.
    - 4.4 Indiquer si la direction de l'émetteur assujetti ne suit les procédures de notification et d'accès qu'à l'égard de certains porteurs inscrits ou propriétaires véritables et fournir les motifs de cette décision. ».
  - 2° par le remplacement dans le texte français, au paragraphe *b* de la rubrique 7.2, des mots « , ou si un séquestre, » par les mots « , ou pour laquelle un séquestre, ».
- 8.** Le présent règlement entre en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*).

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 51-102 SUR LES OBLIGATIONS D'INFORMATION CONTINUE**

1. L'article 10.1 de l'*Instruction générale relative au Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue* est modifié :

1° par le remplacement du mot « Tout » par les mots « En règle générale, tout »;

2° par l'insertion de la phrase suivante, à la fin :

« Cependant, l'émetteur assujéti qui suit les procédures de notification et d'accès pour transmettre les documents reliés aux procurations devrait se reporter aux indications contenues au paragraphe 3 de l'article 10.2 de la présente instruction générale. ».

2. Cette instruction générale est modifiée par l'insertion, après l'article 10.1, du suivant :

**« 10.2. Transmission des documents reliés aux procurations**

1) Le présent article contient des indications sur la transmission des documents reliés aux procurations. Les émetteurs assujétis devraient également tenir compte des autres textes législatifs applicables, comme les lois sur les sociétés.

2) **Courrier affranchi, service de messagerie ou l'équivalent** – Les exemplaires imprimés des documents reliés aux procurations doivent être envoyés par courrier affranchi, service de messagerie ou l'équivalent. Une méthode de transmission équivalente est toute méthode qui permet aux porteurs inscrits de recevoir les exemplaires imprimés dans un délai semblable à celui du courrier affranchi ou d'un service de messagerie. Ainsi, l'émetteur assujéti qui parraine un régime d'achat d'actions des employés pourrait mettre son courrier interne à la disposition du premier intermédiaire pour l'envoi des documents reliés aux procurations aux employés porteurs inscrits.

3) **Procédures de notification et d'accès** – On trouvera ci-après des indications concernant les dispositions relatives aux procédures de notification et d'accès.

*a)* Le sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 de l'article 9.1.1 du règlement prévoit l'envoi d'un document contenant l'information requise aux porteurs inscrits. Ce document est un avis qui informe les porteurs inscrits de la tenue de l'assemblée et leur indique la façon d'accéder à la circulaire de sollicitation de procurations et aux autres documents reliés aux procurations dans Internet. La personne sollicitant les procurations peut également accompagner cet avis d'information supplémentaire sur les procédures de notification et d'accès.

*b)* Le sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 de l'article 9.1.1 du règlement prévoit l'envoi d'un formulaire de procuration aux porteurs inscrits de titres comportant droit de vote.

*c)* Le sous-paragraphe *c* du paragraphe 1 de l'article 9.1.1 du règlement traite des modalités d'envoi de l'avis visé au sous-paragraphe *a* et du formulaire de procuration. La méthode de transmission par défaut à un porteur inscrit de titres comportant droit de vote consiste à transmettre un exemplaire imprimé des documents requis par courrier affranchi, service de messagerie ou l'équivalent. Si la personne sollicitant les procurations souhaite utiliser d'autres méthodes, comme le courrier électronique, elle doit obtenir le consentement préalable du porteur inscrit.

*d)* Le sous-paragraphe *d* du paragraphe 1 de l'article 9.1.1 du règlement prévoit la publication d'un communiqué au moins 30 jours avant la date fixée pour

l'assemblée. Ce communiqué doit contenir l'information figurant dans l'avis. Cette disposition a pour objet d'indiquer aux porteurs inscrits des titres comportant droit de vote de l'émetteur assujetti qu'ils recevront un avis au lieu d'un jeu complet d'exemplaires imprimés des documents reliés aux procurations. Si l'émetteur assujetti ne suit les procédures de notification et d'accès qu'à l'égard de certains porteurs inscrits de titres comportant droit de vote, il doit l'indiquer dans le communiqué et fournir des explications, afin d'aider les porteurs à comprendre la raison pour laquelle ils reçoivent un avis au lieu d'un jeu complet d'exemplaires imprimés des documents reliés aux procurations.

*e)* Le sous-paragraphe *e* du paragraphe 1 de l'article 9.1.1 du règlement prévoit que la circulaire de sollicitation de procurations et les autres documents reliés aux procurations soient déposés au moyen de SEDAR et affichés dans un autre site Web, qui peut être celui de la personne sollicitant les procurations (par exemple, celui de l'émetteur assujetti) ou d'un fournisseur de services.

*f)* Le sous-paragraphe *f* du paragraphe 1 de l'article 9.1.1 du règlement prévoit que la personne sollicitant les procurations mette un numéro de téléphone sans frais à la disposition des porteurs inscrits pour qu'ils puissent demander un exemplaire imprimé de la circulaire de sollicitation de procurations. La personne peut offrir d'autres façons de demander ce document, mais elle n'y est pas tenue. Si elle le fait, elle doit respecter le délai prévu au sous-paragraphe *g* du paragraphe 1 de l'article 9.1.1 du règlement.

*g)* Le paragraphe 3 de l'article 9.1.1 du règlement a pour objet de permettre aux porteurs inscrits d'accéder aisément aux documents reliés aux procurations affichés dans Internet. À titre d'exemple, il serait malaisé d'avoir à naviguer dans plusieurs pages Web pour accéder à ces documents. En revanche, fournir l'adresse URL où les documents se trouvent faciliterait la consultation. Nous encourageons les émetteurs assujettis et leurs fournisseurs de services à adopter des pratiques exemplaires à cet égard. ».

## **MODIFICATION DE L'AVIS 11-201 RELATIF À LA TRANSMISSION DE DOCUMENTS PAR VOIE ÉLECTRONIQUE**

1. L'article 1.3 de l'Avis 11-201 relatif à la transmission de documents par voie électronique est remplacé par le suivant:

### **« 1.3. Champ d'application**

1) Les parties 2 et 3 du présent avis s'appliquent aux documents qui doivent être transmis en vertu des obligations de transmission. Cela inclut les prospectus, les états financiers, les avis d'exécution et les relevés de compte transmis par les émetteurs, les personnes inscrites ou les personnes qui agissent pour le compte d'émetteurs ou de personnes inscrites, comme les agents de transferts ou d'autres fournisseurs de services. Les documents que les porteurs de titres ou les investisseurs transmettent aux émetteurs ou aux personnes inscrites, par exemple, à l'occasion de l'envoi de procurations remplies ou d'instructions de vote, constituent des exemples de documents dont la transmission n'est pas exigée par la législation en valeurs mobilières et qui, par conséquent, ne sont pas assujettis aux parties 2 et 3 du présent avis. La partie 4 du présent avis contient également des indications précises sur les documents reliés aux procurations.

2) Le présent avis ne s'applique pas aux documents dont la méthode de transmission est prescrite par la législation en valeurs mobilières et ne comporte pas des moyens électroniques. Les participants au marché devraient également établir si d'autres textes législatifs pertinents, comme les lois sur les sociétés, prévoient des obligations quant à la méthode de transmission dans certaines circonstances.

3) Le présent avis ne s'applique pas aux documents qui sont déposés auprès d'une autorité en valeurs mobilières ou d'un agent responsable, ou qui leur sont transmis ou encore que ceux-ci transmettent. ».

2. L'article 4.1 de cet avis est remplacé par le suivant :

### **« 4.1. Obligations de transmission des procurations**

1) Le présent article s'applique aux personnes tenues de transmettre des documents reliés aux procurations en vertu de la législation en valeurs mobilières aux propriétaires véritables ou aux porteurs inscrits de titres, notamment les dépositaires, les adhérents des dépositaires, les intermédiaires et les fournisseurs de services de ces personnes.

2) Les articles 2.7.1 du *Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti* et 9.1.1 du *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue* indiquent comment les émetteurs assujettis et les intermédiaires peuvent s'acquitter de leurs obligations de transmission des documents reliés aux procurations aux propriétaires véritables et aux porteurs inscrits de titres au moyen de « procédures de notification et d'accès ».

3) Les « procédures de notification et d'accès » ne sont pas le seul moyen dont les émetteurs assujettis et les intermédiaires disposent pour s'acquitter de leurs obligations de transmission des documents par voie électronique. Les participants au marché peuvent employer d'autres méthodes de transmission conformes aux quatre règles fondamentales énoncées à la partie 2 du présent avis.

4) Les participants au marché se souviendront que le simple fait de mettre les documents de procurations à la disposition des intéressés sur un site Web n'est pas assimilable à une transmission valide.

## Draft Regulation

Securities Act

(R.S.Q. c. V-1.1, s. 331.1, pars. (1), (2), (3), (4.1), (8), (11), (19.3), (20), (30) and (34), and s. 331.2)

### Regulation to amend Regulation 54-101 respecting Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer

Notice is hereby given by the *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") that, in accordance with section 331.2 of the *Securities Act*, R.S.Q. c. V-1.1, the following Regulation, the text of which is published hereunder, may be made by the Authority and subsequently submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment, after 144 days have elapsed since their publication in the Bulletin of the Authority:

- *Regulation to amend Regulation 54-101 respecting Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer.*

Draft amendments to the *Policy Statement to Regulation 54-101 respecting Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer* are also published hereunder.

### Request for comment

Comments regarding the above may be made in writing before **August 31, 2010**, to the following:

M<sup>e</sup> Anne-Marie Beaudoin  
 Corporate Secretary  
 Autorité des marchés financiers  
 800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
 C.P. 246, tour de la Bourse  
 Montréal (Québec) H4Z 1G3  
 Fax: (514) 864-6381  
 E-mail: [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

### Further information

Further information is available from:

Lucie J. Roy  
 Senior Policy Advisor  
 Autorité des marchés financiers  
 514-395-0337, poste 4464  
 Toll-free: 1 877 525-0337  
[lucie.roy@lautorite.qc.ca](mailto:lucie.roy@lautorite.qc.ca)

Alexandra Lee  
 Senior Policy Advisor  
 Autorité des marchés financiers  
 514-395-0337, poste 4465  
 Toll-free: 1 877 525-0337  
[alexandra.lee@lautorite.qc.ca](mailto:alexandra.lee@lautorite.qc.ca)

**April 9, 2010**

## Draft Regulation

Securities Act

(R.S.Q. c. V-1.1, s. 331.1, par. (1), (2), (3), (4.1), (8), (11), (20) and (34); and s. 331.2)

### Concordant Regulation to Regulation 54-101 respecting Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer

Notice is hereby given by the *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") that, in accordance with section 331.2 of the *Securities Act*, R.S.Q. c. V-1.1, the following Regulations, the texts of which are published hereunder, may be made by the Authority and subsequently submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment, after 144 days have elapsed since their publication in the Bulletin of the Authority:

- *Regulation to amend Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations.*

As well, the following draft amendments are published below:

- Amendment to *Policy Statement to Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations*;
- Amendments to *Notice 11-201 related to the Delivery of Documents by Electronic Means*.

### Request for comment

Comments regarding the above may be made in writing before **August 31, 2010**, to the following:

M<sup>e</sup> Anne-Marie Beaudoin  
 Corporate Secretary  
 Autorité des marchés financiers  
 800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
 C.P. 246, tour de la Bourse  
 Montréal (Québec) H4Z 1G3  
 Fax: (514) 864-6381  
 E-mail: [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

### Further information

Further information is available from:

Lucie J. Roy  
 Senior Policy Advisor  
 Autorité des marchés financiers  
 514-395-0337, poste 4464  
 Toll-free: 1 877 525-0337  
[lucie.roy@lautorite.qc.ca](mailto:lucie.roy@lautorite.qc.ca)

Alexandra Lee  
 Senior Policy Advisor  
 Autorité des marchés financiers  
 514-395-0337, poste 4465  
 Toll-free: 1 877 525-0337  
[alexandra.lee@lautorite.qc.ca](mailto:alexandra.lee@lautorite.qc.ca)

**April 9, 2010**

## Notice and Request for Comments

**Draft Regulation to amend Regulation 54-101 respecting  
Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer**

**Proposed Amendment to Policy Statement to Regulation 54-101 respecting  
Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer**

**Draft Regulation to amend Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure  
Obligations**

**Proposed Amendment to Policy Statement to Regulation 51-102 respecting Continuous  
Disclosure Obligations**

**Proposed Amendments to Notice 11-201 related to the  
Delivery of Documents by Electronic Means**

### Introduction

The Canadian Securities Administrators (the CSA or we) are publishing for a 144 day comment period proposed amendments (the Proposed Amendments) to:

- *Regulation 54-101 respecting Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer* and the related forms (“Regulation 54-101”);
- *Policy Statement to Regulation 54-101 respecting Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer* (“Policy Statement 54-101”);
- *Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations*, including Form 51-102F5 (“Form 51-102F5”) (collectively, “Regulation 51-102”);
- *Policy Statement to Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations* (“Policy Statement 51-102”), and
- *Notice 11-201 related to the Delivery of Documents by Electronic Means* (“Notice 11-201”).

The text of the Proposed Amendments is published with this notice and will also be available on websites of CSA jurisdictions, including:

www.lautorite.qc.ca  
www.albertasecurities.com  
www.bcsc.bc.ca  
www.gov.ns.ca/nssc  
www.nbsc-cvmb.ca  
www.osc.gov.on.ca  
www.sfsc.gov.sk.ca  
www.msc.gov.mb.ca

Certain jurisdictions may include additional local information.

**We are publishing the Proposed Amendments for comment for 144 days. The comment period will expire on August 31, 2010. We are providing an extended comment period to accommodate the 2010 proxy season. For more information on the comment process, see below under “How To Provide Your Comments”.**

### Substance and purpose of the Proposed Amendments

Regulation 54-101 came into effect on July 1, 2002 (in Québec, on June 27, 2003), replacing its predecessor National Policy 41 *Shareholder Communications*. It is intended

to give beneficial owners who hold their securities through intermediaries or nominees a reasonable opportunity to exercise the voting rights attached to those securities. It does so by establishing detailed beneficial owner communication procedures regarding sending of proxy-related materials and solicitation of voting instructions, and imposing obligations on reporting issuers, intermediaries and the Canadian Depository for Securities Limited (CDS).

In the fall of 2007, CSA staff commenced a review of how Regulation 54-101 currently works in practice. The review comprised both research and consultation with issuers, intermediaries, beneficial owners, a proxy advisory firm, proxy solicitors and service providers. CSA staff also met several times with an advisory group composed of members from most of these stakeholder groups, and obtained input on how to improve Regulation 54-101.

The Proposed Amendments are intended to improve the beneficial owner communication procedures. We have kept in mind the following fundamental principles of Regulation 54-101:

- all securityholders of a reporting issuer, whether registered holders or beneficial owners, should have the opportunity to be treated alike as far as is practicable;
- efficiency should be encouraged; and
- the obligation of each party in the securityholder communication process should be equitable and clearly defined.

The Proposed Amendments are also intended to improve communications with registered holders of reporting issuer securities.

#### **Summary of the proposed substantive changes**

The following are the key changes that would result from the Proposed Amendments, if adopted. This is not a complete list of all the changes.

#### **(a) Summary of Proposed Amendments to Regulation 54-101**

##### **(i) Notice-and-access – section 2.7.1**

Reporting issuers would have the option of sending proxy-related materials for meetings that are not special meetings by:

- posting the information circulars on a website that is not SEDAR; and
- sending a notice informing beneficial owners that the proxy-related materials have been posted, and explaining how to access them. A voting instruction form (Form 54-101F6 or Form 54-101F7 as applicable) would be sent with the notice.

At present, our notice-and-access proposal is limited to meetings that are not “special meetings” as defined in Regulation 54-101. Special meetings are ones where fundamental changes are being voted on, and we would like to monitor the implementation of notice-and-access before extending it to these types of meetings.

A beneficial owner would be entitled to request that the reporting issuer send a paper copy of the information circular by prepaid mail, courier or the equivalent, at the reporting issuer’s expense. There are restrictions on the reporting issuer’s access to, and use of information associated with the request. These restrictions are intended to maintain the anonymity of objecting beneficial owners (i.e. beneficial owners who do not wish to have their identities disclosed to the reporting issuer, or OBOs).



SEC issuers will be permitted to use the US notice-and-access process to comply with the requirements to send proxy-related materials to beneficial owners.

***Differences between the US and CSA proposed notice-and-access models***

The Securities and Exchange Commission (SEC) has introduced its own notice-and-access process, which applies to all SEC registrants for proxy solicitations commencing in or after January 2009.

The SEC introduced its notice-and-access process (the US model) as part of a wider focus on finding ways to improve the proxy solicitation process, and to facilitate increased and informed shareholder participation in the proxy process. The US model is also intended to promote the use of the Internet as a potentially reliable and cost efficient way to communicate with shareholders.

Our notice-and-access proposal (the CSA proposal) shares the basic policy objectives of the US model to promote the use of the Internet as a potentially reliable and cost efficient means of shareholder communication. However, there are several differences between the CSA proposal and the US model. The following are some, but not all examples of where the CSA proposal differs from the US model:

- Notice-and-access would not be mandatory for reporting issuers. Posting of proxy-related materials on a non-SEDAR website is required only if the reporting issuer chooses to use notice-and-access to send proxy-related materials.
- The relevant voting instruction form (Form 54-101F6 or Form 54-101F7) must be sent with the initial notice.
- The reporting issuer is responsible for fulfilling requests for paper copies of information circulars, not the intermediary.
- The CSA proposal maintains certain basic differences between the Regulation 54-101 beneficial owner communication procedures and the US beneficial owner communication procedures. Reporting issuers continue to have the following options:
  - to send proxy-related materials directly to and solicit voting instructions directly from NOBOs; and
  - not to pay for intermediaries to forward proxy-related materials and Form 54-101F7 to OBOs.

We note that the SEC requested comment on various aspects of the US model in the Fall of 2009, and recently adopted several amendments.<sup>1</sup> We will continue to monitor developments in the US, as these may assist in identifying possible enhancements to the CSA proposal.

**(ii) Simplification of beneficial owner proxy appointment process – sections 2.18 and 4.5**

A beneficial owner who holds securities through an intermediary generally must be appointed proxy holder in respect of those securities if she wishes to attend and vote those securities at a meeting.

<sup>1</sup> The proposed amendments are set out in “Amendments to Rules Requiring Internet Availability of Proxy Materials” (October 14, 2009), Release No. 33-9073. Available at <http://www.sec.gov/rules/proposed/2009/33-9073.pdf>. The final amendments are set out in “Amendments to Rules Requiring Internet Availability of Proxy Materials” (February 22, 2010), Release No. 33-9108. Available at <http://www.sec.gov/rules/final/2010/33-9108.pdf>.

Regulation 54-101 currently prescribes a legal proxy process, by which a beneficial owner can instruct her intermediary using the voting instruction form (or the reporting issuer, if the direct sending procedures in section 2.9 are being used) to appoint her as proxy holder in respect of the securities she beneficially owns. The intermediary must send the beneficial owner a legal proxy, which the beneficial owner in turn must deposit by any relevant proxy cut-off established for the meeting.

We have received feedback from several stakeholders that the legal proxy process is too time-consuming and confusing, and can have the unintended consequence of making it more difficult for beneficial owners to be properly appointed as proxy holders. The Proposed Amendments would require intermediaries and reporting issuers to:

- arrange to appoint the beneficial owner as proxy holder, if she so requests, at no expense to the beneficial owner; and
- deposit the proxy by any relevant proxy cut-off.

However, subject to these basic obligations, reporting issuers and intermediaries would have flexibility as to the specific arrangements used to appoint the beneficial owner as proxy holder. For example, we understand that a number of intermediaries, through their service provider, currently provide an “appointee system” option in addition to the legal proxy on their voting instruction forms. Under the appointee system, the beneficial owner can print the beneficial owner’s name or the name of her appointee in a space provided on the voting instruction form. The name of the beneficial owner or her appointee is then recorded on a cumulative proxy, which is provided to the proxy tabulator or meeting scrutineer. When the beneficial owner or her appointee arrives at the meeting, the scrutineer has all the necessary proxies and information at hand to enable the beneficial owner or other appointees to vote at the meeting. The Proposed Amendments would permit an intermediary to continue to provide the appointee system option.

**(iii) Enhanced disclosure regarding the beneficial owner voting process – section 2.16**

The Proposed Amendments require certain information to be disclosed in the management information circular in specified circumstances. This disclosure is intended to increase transparency and provide information to assist beneficial owners in the voting process.

First, if the reporting issuer chooses not to pay for intermediaries to send proxy-related materials and Form 54-101F7 to OBOs, the Proposed Amendments require management of the reporting issuer to disclose this fact in the management information circular, and to disclose that it is the OBO’s responsibility to make arrangements with her intermediary to exercise her voting rights.

Second, the Proposed Amendments require management of the reporting issuer to disclose in the management information circular if the reporting issuer is using notice-and-access only in respect of some, but not all beneficial owners. An explanation of this decision must also be provided.

**(iv) Stricter rules on use by third-parties of NOBO information and the indirect sending procedures – Part 7**

The Proposed Amendments restrict the permitted use of NOBO information and the indirect sending procedures to matters connected to (i) an attempt to influence securityholder voting, or (ii) an offer to acquire securities of the securityholder. The intent is to minimize the potential for misuse of NOBO information and the indirect sending procedures.

**(v) Other changes**

The Proposed Amendments also make changes to certain technical aspects of the beneficial owner communication procedures in the following areas:

- persons or companies permitted to make requests for beneficial ownership information (subsection 2.5(4));
- the timing for sending proxy-related materials (sections 2.9 and 2.12, and subsection 4.2(2));
- records of voting instructions (subsections 2.17(2) and 4.4(2)); and
- the interaction of depository and intermediary obligations to beneficial owners under corporate law with the equivalent obligations under Regulation 54-101 (subsections 2.18(3) and 5.4(2)).

**(vi) Policy Statement 54-101 amendments**

We propose to amend Policy Statement 54-101 to provide guidance in several areas, including:

- permitted delivery methods for proxy-related materials, including notice-and-access (new Part 5); and
- procedures reporting issuers should have in place if they choose to solicit voting instructions directly from NOBOs (new section 3.5).

**(b) Proposed Amendments to Regulation 51-102**

We propose to amend Part 9 *Proxy Solicitation and Information Circulars* to introduce notice-and-access for registered holders of reporting issuer securities. The notice-and-access proposal for registered holders is substantially similar to the proposal for beneficial owners. We also propose to amend Form 51-102F5 to require the additional disclosure set out in proposed section 2.16 of Regulation 54-101.

SEC issuers will be permitted to use the US notice-and-access process to comply with the requirements to send proxy-related materials to registered holders of reporting issuer securities.

We propose to amend Policy Statement 51-102 to provide guidance on permitted delivery methods for proxy-related materials, including notice-and-access.

**(c) Consequential amendments to Notice 11-201**

We propose to make consequential amendments to Notice 11-201 that would be necessary should notice-and-access be adopted.

**Anticipated costs and benefits**

We think that the Proposed Amendments, if implemented, will yield benefits, with little additional cost to market participants.

**(a) Notice-and-access**

We expect that there will be costs associated with maintaining a website for the proxy-related materials, fulfillment of requests for paper circulars and other required features of notice-and-access. However, because notice-and-access is voluntary, a reporting issuer will use it only if the benefits outweigh the costs.

We do not expect notice-and-access to impose any material additional costs on intermediaries, as their obligations remain substantially the same.

Beneficial owners and registered holders who print the information circular will incur additional costs. However, beneficial owners and registered holders can elect not to incur these costs as they have an option to request paper copies of the information circular at the issuer's expense.

**(b) Simplification of beneficial owner proxy appointment process**

We do not anticipate any material costs to be imposed.

Beneficial owners will benefit from having a simpler proxy appointment process with fewer steps.

Reporting issuers and intermediaries will need to make some changes to the relevant voting instruction forms, but we anticipate that the costs will not be significant.

We note that the major intermediary service provider already provides on the voting instruction form two options for a beneficial owner to be appointed as proxy holder. The first option is for the beneficial owner to request a legal proxy, in the manner prescribed by Regulation 54-101. The second option is for the beneficial owner to indicate on the voting instruction form that she wishes to be appointed as proxy holder, whereupon the intermediary (through the service provider) will make the necessary arrangements, including depositing the proxy with the reporting issuer's transfer agent.

**(c) Enhanced disclosure regarding the beneficial owner voting process**

Beneficial owners will benefit from having a better understanding of why a reporting issuer is or is not sending particular proxy-related materials to them.

We do not expect reporting issuers to incur any significant additional costs as a result of the additional disclosure in the management information circulars.

**Request for comments**

**(a) The Proposed Amendments**

We welcome your comments on the Proposed Amendments, and also invite comments on the following specific questions:

*Questions relating to notice-and-access*

1. We propose to exclude proxy-related materials relating to special meetings from notice-and-access. Should we expand notice-and-access to include special meetings? Should other types of meetings be excluded from notice-and-access as well?
2. We propose that reporting issuers be able to use notice-and-access to send proxy-related materials to some, but not all beneficial owners, so long as this fact is publicly disclosed and an explanation provided. Should there be restrictions on when a reporting issuer can use notice-and-access selectively?
3. The US model of notice-and-access seems to have resulted in a decrease in voting by retail shareholders. Our notice-and-access proposal has some significant differences from the US model which are intended to minimize the impact on retail shareholders. Does our notice-and-access proposal adequately meet the needs of retail shareholders who wish to vote? Are there any specific enhancements or other ways that notice-and-access can be made more user-friendly?

4. We would appreciate data from issuers, service providers and other stakeholders on the anticipated costs and savings of implementing and using the notice-and-access process. Will notice-and-access result in meaningful costs savings that make the proxy voting system more efficient?

5. We propose to give reporting issuers flexibility in the form and content of the notice provided the notice contains certain specified information. Is this approach appropriate, or should there be a prescribed form?

6. The CSA proposal does not impose any restrictions on additional materials that can be included with the notice and voting instruction form. We do not have any concerns with including additional material that explains the notice-and-access process, such as a Q&A. However, is it appropriate for reporting issuers and others to include materials that address the substance of the matters to be voted on at the meeting? Would this create a disincentive for investors to read the full information circular? Should there be restrictions on what can be included in these types of materials? Should there be requirements prescribing basic information that these types of materials must contain?

7. Is the requirement in subsection 4.6(1) of Regulation 51-102 that requires reporting issuers to send an annual request form to registered holders and beneficial owners of their securities to request financial statements and management's discussion and analysis adequately integrated with the requirements to send proxy-related materials? Will notice-and-access have any impact?

#### *Other questions*

8. The Proposed Amendments require management of reporting issuers that choose not to pay for delivery to OBOs to disclose this fact in the management information circular. The intent is to make the proxy voting system more transparent and easier to navigate. Will this disclosure facilitate this objective?

#### **(b) Other issues relating to the beneficial owner voting process generally**

The focus of the Proposed Amendments is on improving the process by which beneficial owners are sent proxy-related materials and their voting instructions are solicited. This process is one aspect of the larger proxy voting system, i.e. the entire process by which votes are solicited, submitted and tabulated.

In recent months, the proxy voting system as a whole has been the subject of some debate. Questions are being raised as to whether it is functioning with appropriate reliability, integrity and transparency. We therefore also invite general comments on:

- the integrity of the proxy voting system as a whole; and
- whether there are any particular areas that require regulatory attention or reform, and if so, what priority should be assigned.

#### **How to provide your comments**

You must submit your comments in writing by **August 31, 2010**. If you are sending your comments by email, you should also send an electronic file containing the submissions (in Windows format, Microsoft Word).

Please address your comments to all of the CSA member commissions as follows:

British Columbia Securities Commission  
 Alberta Securities Commission  
 Saskatchewan Financial Services Commission – Securities Division  
 Manitoba Securities Commission  
 Ontario Securities Commission

Autorité des marchés financiers  
 New Brunswick Securities Commission  
 Registrar of Securities, Prince Edward Island  
 Nova Scotia Securities Commission  
 Superintendent of Securities, Northwest Territories  
 Superintendent of Securities, Yukon Territory  
 Superintendent of Securities, Nunavut

Please send you comments only to the address below. Your comments will be forwarded to the remaining CSA jurisdictions.

**Anne-Marie Beaudoin**  
**Corporate Secretary**

Autorité des marchés financiers  
 800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
 C.P. 246, tour de la Bourse  
 Montréal (Québec) H4Z 1G3  
 Fax: 514-864-6381  
 E-mail: [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

**John Stevenson**  
**Secretary**

Ontario Securities Commission  
 20 Queen Street West  
 19<sup>th</sup> Floor, Box 55  
 Toronto (Ontario) M5H 3S8  
 Fax: 416-593-2318  
 Email: [jstevenson@osc.gov.on.ca](mailto:jstevenson@osc.gov.on.ca)

Please note that all comments received during the comment period will be made publicly available. We cannot keep submissions confidential because securities legislation in certain provinces requires publication of a summary of the written comments received during the comment period.

We will post all comments received during the comment period to the OSC website at [www.osc.gov.on.ca](http://www.osc.gov.on.ca) to improve the transparency of the policy-making process.

**Questions**

Please refer your questions to any of the following:

Lucie J. Roy  
 Senior Policy Advisor  
 Policy and Regulation Department  
 Autorité des marchés financiers  
 514-395-0337, poste 4464  
[lucie.roy@lautorite.qc.ca](mailto:lucie.roy@lautorite.qc.ca)

Alexandra Lee  
 Senior Policy Advisor  
 Policy and Regulation Department  
 Autorité des marchés financiers  
 514-395-0337, poste 4465  
[alexandra.lee@lautorite.qc.ca](mailto:alexandra.lee@lautorite.qc.ca)

Winnie Sanjoto  
 Senior Legal Counsel  
 Corporate Finance Branch  
 Ontario Securities Commission  
 416-593-8119  
[wsanjoto@osc.gov.on.ca](mailto:wsanjoto@osc.gov.on.ca)

Noreen Bent  
 Manager, Senior Legal Counsel  
 Corporate Finance  
 British Columbia Securities Commission  
 604-899-6741

Alison Dempsey  
 Senior Legal Counsel  
 Corporate Finance  
 British Columbia Securities Commission  
 604-899-6638

nbent@bcsc.bc.ca

adempsey@bcsc.bc.ca

Celeste Evancio  
Legal Counsel  
Corporate Finance  
Alberta Securities Commission  
403-355-3885  
celeste.evancio@asc.ca

Douglas R. Brown  
General Counsel and Director  
The Manitoba Securities Commission  
204-945-0605  
Doug.Brown@gov.mb.ca

Donna Gouthro  
Financial Analyst  
Nova Scotia Securities Commission  
902-424-7077  
gouthrdm@gov.ns.ca

**April 9, 2010**

**REGULATION TO AMEND REGULATION 54-101 RESPECTING COMMUNICATION WITH BENEFICIAL OWNERS OF SECURITIES OF A REPORTING ISSUER**

Securities Act

(R.S.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. (1), (2), (3), (4.1), (8), (11), (19.3), (20), (30) and (34))

**1.** Section 1.1 of Regulation 54-101 respecting Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer is amended:

(1) in the definition of “participant in a depository”, by deleting the words “or company”;

(2) in the definition of “transfer agent”, by deleting the words “or company”;

(3) in the definition of “client”, by deleting the words “or company”;

(4) by repealing the definition of “request for voting instructions”;

(5) in the definition of “depository”, by deleting the words “or company”;

(6) by inserting, in the definition of “securityholder materials”, the words “or beneficial owners” after the words “registered holders”;

(7) by inserting, in the definition of “proxy-related materials”, the words “or beneficial owners” after the words “registered holders”;

(8) by inserting the following definition after the definition of “request for beneficial ownership information”:

““SEC issuer” means an issuer that

(a) has a class of securities registered under section 12 of the 1934 Act or is required to file reports under section 15(d) of the 1934 Act, and

(b) is not registered or required to be registered as an investment company under the Investment Company Act of 1940 of the United States of America, as amended;”;

(9) by repealing the definition of “send”;

(10) in the definition of “intermediary”:

(a) in the opening sentence, by deleting, wherever they occur, the words “or company”;

(b) in paragraph (a), by deleting the words “or company”;

(11) in the definition of “registered holder”, by deleting the words “or company”;

(12) in the definition of “nominee”, by deleting the words “or company”;

(13) by inserting the following definition after the definition of “non-objecting beneficial owner list”:

““notice-and-access” means the delivery procedures referred to in section 2.7.1;”;

(14) by repealing the definition of “legal proxy”;



(15) in the definition of “beneficial owner”, by deleting, wherever they occur, the words “or company”.

2. Paragraph (4) of section 2.5 of the Regulation is replaced with the following:

“(4) A reporting issuer that requests beneficial ownership information under this section must do so through one of the following:

- (a) a transfer agent;
- (b) another person if both of the following apply:
  - (i) the person is in the business of providing services to assist persons soliciting proxies;
  - (ii) the reporting issuer has reasonable grounds to believe that the person has the technological capacity to receive the beneficial ownership information.”.

3. Sections 2.7 to 2.9 of the Regulation are replaced with the following:

**“2.7. Sending of Proxy-Related Materials to Beneficial Owners**

(1) A reporting issuer that is required by Canadian securities legislation to send proxy-related materials to the registered holders of any class or series of its securities must send the proxy-related materials to beneficial owners of the securities by doing one of the following:

- (a) the reporting issuer sends the proxy-related materials directly under section 2.9 to NOBOs, and indirectly under section 2.12 to OBOs;
- (b) the reporting issuer sends the proxy-related materials indirectly under section 2.12 to beneficial owners.

(2) A reporting issuer that sends proxy-related materials under subsection (1) to a beneficial owner of securities may do so using any one or a combination of the following methods:

- (a) paper copies sent by prepaid mail, courier or the equivalent;
- (b) notice-and-access, but only for a meeting that is not a special meeting;
- (c) any delivery method to which the beneficial owner consents.

**“2.7.1. Notice-and-Access**

(1) For a meeting that is not a special meeting, a reporting issuer may send proxy-related materials to a beneficial owner of securities by notice-and-access that complies with all of the following:

- (a) the beneficial owner is sent a document containing all of the following information:
  - (i) the date, time and location of the reporting issuer’s meeting;
  - (ii) a summary of the items to be voted on;

(iii) an explanation of how to electronically access the information circular and other proxy-related materials, including a website address other than the address for SEDAR, where the proxy-related materials are located;

(iv) a reminder to review the information circular before voting;

(v) an explanation of how to obtain a paper copy of the information circular from the reporting issuer;

(vi) an explanation of how the NOBO is to execute and return Form 54-101F6 sent under paragraph (b), including any deadline for the return of the form;

(b) each NOBO is sent a Form 54-101F6, if the reporting issuer is sending proxy-related materials to, and seeking voting instructions from, NOBOs under section 2.9;

(c) using the direct or indirect procedures in section 2.9 or 2.12 as applicable, the beneficial owner is sent by prepaid mail, courier or the equivalent, paper copies of the documents required by paragraph (a) and if applicable, paragraph (b), or is sent these documents by any other method previously consented to by the beneficial owner;

(d) a news release is issued at least 30 days before the date fixed for the meeting containing the following:

(i) the information set out in paragraph (a);

(ii) if the reporting issuer is using notice-and-access only in respect of some beneficial owners, an explanation of its decision;

(e) public electronic access to the information circular and other proxy-related materials is provided on the same day as the reporting issuer sends the document in paragraph (a) to beneficial owners, in the following manner:

(i) the proxy-related materials are filed on SEDAR;

(ii) the proxy-related materials are posted, for a period ending no earlier than the date of the first annual meeting following the meeting to which the materials relate, at a website address other than the address for SEDAR;

(f) a toll-free telephone number is provided for use by the beneficial owner to request a paper copy of the information circular at any time from the date that the reporting issuer sends the document in paragraph (a) to the beneficial owner, up to and including the date of the meeting including any adjournment;

(g) if a request is received under paragraph (f) or by any other means, a paper copy of the information circular is sent by prepaid mail, courier or the equivalent to the person at the address specified in the request, free of charge to the person to whom the paper copy of the information circular is sent, no later than 3 business days after receiving the request.

(2) A reporting issuer that receives a request under paragraph (1)(f) or by any other means must not do any of the following:

(a) obtain any information about the person making the request, other than the name and address to which the paper copy of the information circular is to be sent;

(b) disclose or use the name or address of the person making the request for any purpose other than sending the paper copy of the information circular.

(3) A reporting issuer that posts proxy-related materials pursuant to subparagraph (1)(e)(ii) must not use any means that would enable the reporting issuer to identify a person who has accessed the website address where the proxy-related materials are located.

(4) A reporting issuer that posts proxy-related materials in the manner referred to in subparagraph (1)(e)(ii) must also post on the website the following documents:

(a) any other disclosure material regarding the meeting that the reporting issuer has sent to registered holders or beneficial owners of its securities;

(b) any written communications the reporting issuer has made available to the public regarding the meeting, whether sent to registered holders or beneficial owners of its securities or not.

(5) Proxy-related materials that are posted under subparagraph (1)(e)(ii) must be posted in a manner and be in a format that permits a person with a reasonable level of computer skill and knowledge to do all of the following conveniently:

(a) access, read and search the documents on the website;

(b) download and print the documents.

(6) An information circular posted under subparagraph (1)(e)(ii) must contain the same information as the information circular filed on SEDAR.

(7) Despite anything in this section or the previous section, a beneficial owner may consent to the use of other delivery methods to send proxy-related materials. Nothing in this section shall be interpreted as restricting a beneficial owner from consenting to the reporting issuer's or intermediary's use of other delivery methods to send proxy-related materials.

#### **“2.7.2. Compliance with SEC Rules**

Section 2.7 does not apply to a reporting issuer that is an SEC issuer if it complies with both of the following:

(a) the SEC issuer sends proxy-related materials to the beneficial owner using the procedures in Rule 14a-16 under the 1934 Act;

(b) the SEC issuer obtains confirmation from the intermediary that holds securities on behalf of the beneficial owner that the intermediary will implement the procedures under Rule 14b-1 or Rule 14b-2 of the 1934 Act that relate to the procedures in Rule 14a-16 under the 1934 Act.

#### **“2.8. Other securityholder materials**

(1) A reporting issuer may send securityholder materials other than proxy-related materials to beneficial owners of its securities by doing one of the following:

(a) the reporting issuer sends the materials directly under section 2.9 to NOBOs, and indirectly under section 2.12 to OBOs;

(b) the reporting issuer sends the materials indirectly under section 2.12 to beneficial owners.

(2) A reporting issuer that sends securityholder materials under subsection (1) may send the securityholder materials using any of the methods in subsection 2.7(2).

**“2.9. Direct sending of proxy-related materials to NOBOs by reporting issuer**

(1) A reporting issuer that has stated in its request for beneficial ownership information sent in connection with a meeting that it will send proxy-related materials to, and seek voting instructions from, NOBOs must send the proxy-related materials for the meeting directly to the NOBOs on the NOBO lists received in response to the request at its own expense.

(2) A reporting issuer that sends by prepaid mail, courier or the equivalent, paper copies of proxy-related materials directly to a NOBO must send the proxy-related materials at least 21 days before the date fixed for the meeting.

(3) A reporting issuer that sends proxy-related materials directly to a NOBO using notice-and-access must send the material required by paragraphs 2.7.1(1)(a) and (b) at least 30 days before the date fixed for the meeting.

(4) A reporting issuer that sends proxy-related materials directly to a NOBO using a delivery method that is not notice-and-access and to which the NOBO has consented under paragraph 2.7(2)(c) must send the proxy-related materials using that delivery method either:

(a) at least 21 days before the date fixed for the meeting, if the NOBO has not consented to a specific day or days for sending of the proxy-related materials; or

(b) on any day to which the NOBO has consented.

(5) Despite subsection (2), a reporting issuer that sends proxy-related materials directly to a NOBO using notice-and-access and also sends paper copies of proxy-related materials directly to other NOBOs under subsection (2) by prepaid mail, courier or the equivalent must send the paper copies of the proxy-related materials to those other beneficial owners on the same day as it sends the documents set out in paragraphs 2.7.1(1)(a) and (b) to the beneficial owner using notice-and-access.”.

4. Section 2.10 of the Regulation is amended by inserting the words “and despite subsection 2.9(1),” after the words “Except as required by securities legislation,”.

5. Section 2.12 of the Regulation is replaced with the following:

**“2.12. Indirect sending of securityholder materials by reporting issuer**

(1) A reporting issuer sending securityholder materials indirectly to beneficial owners must send to each proximate intermediary that responded to the applicable request for beneficial ownership information the number of sets of those materials specified by that proximate intermediary for sending to beneficial owners.

(2) A reporting issuer that sends proxy-related materials indirectly to a beneficial owner by having the intermediary send paper copies of the proxy-related materials by prepaid mail, courier or the equivalent must send the proxy-related materials to the proximate intermediary at least 3 business days before the 21st day before the date fixed for the meeting.

(3) A reporting issuer that sends proxy-related materials indirectly to a beneficial owner using notice-and-access must provide the information set out in paragraph 2.7.1(1)(a) to the intermediary in sufficient time for the intermediary to send a document containing that information to the beneficial owner at least 30 days before the date fixed for the meeting.

(4) A reporting issuer that sends proxy-related materials indirectly to a beneficial owner using a delivery method that is not notice-and-access and to which a beneficial owner has consented under paragraph 2.7(2)(c) must make any necessary

arrangements to enable the intermediary to send the proxy-related materials using that delivery method either:

(a) at least 21 days before the date fixed for the meeting, if the NOBO has not consented to a specific day or days for sending of the proxy-related materials; or

(b) on any day to which the beneficial owner has consented.

(5) Despite subsection (2), a reporting issuer that sends proxy-related materials directly or indirectly to a beneficial owner using notice-and-access, and also sends proxy-related materials indirectly to other beneficial owners by having the intermediary send paper copies of the proxy-related materials using prepaid mail, courier or the equivalent, must arrange for the intermediary to send the paper copies of the proxy-related materials to those other beneficial owners on the same day as the reporting issuer or intermediary, as applicable, sends the document containing the information set out in paragraph 2.7.1(1)(a) to the beneficial owner.

(6) A reporting issuer that sends securityholder materials that are not proxy-related materials indirectly to beneficial owners must send the securityholder materials to the intermediary on the day specified in the request for beneficial ownership information.

(7) A reporting issuer must not send securityholder materials directly to a NOBO if a proximate intermediary in a foreign jurisdiction holds securities on behalf the NOBO and one or both of the following applies:

(a) the law of the foreign jurisdiction does not permit the reporting issuer to send securityholder materials directly to NOBOs;

(b) the proximate intermediary has stated in a response to a request for beneficial ownership information that the law in the foreign jurisdiction requires the proximate intermediary to deliver securityholder materials to beneficial owners.

6. Sections 2.16 to 2.18 of the Regulation are replaced with the following:

**“2.16. Explanation of voting rights**

(1) If a reporting issuer sends proxy-related materials for a meeting to a beneficial owner of securities, the materials must explain, in plain language, how the beneficial owner can exercise voting rights attached to the securities, including an explanation of how to attend and vote the securities directly at the meeting.

(2) Management of a reporting issuer must provide the following disclosure in the information circular:

(a) if the reporting issuer is not paying for intermediaries to send proxy-related materials and Form 54-101F7 to OBOs through the indirect sending procedures in section 2.12, disclosure of the following:

(i) the reporting issuer is choosing not to pay for intermediaries to send proxy-related materials and Form 54-101F7 to OBOs;

(ii) it is the OBO's responsibility to contact the OBO's intermediary to make any necessary arrangements to exercise voting rights attached to the OBO's securities;

(b) if the reporting issuer is using notice-and-access only in respect of some beneficial owners, an explanation of its decision.

(3) Despite subsection (2), management may omit the disclosure set out in paragraph (2)(b) if management has not determined at the time of preparing the information circular whether notice-and-access will be used in respect of some beneficial owners.

**“2.17. Voting instruction form (Form 54-101F6)**

(1) A reporting issuer that sends proxy-related materials that solicit votes or voting instructions directly to a NOBO must provide a Form 54-101F6 in substitution for the form of proxy.

(2) A reporting issuer that sends a Form 54-101F6 to a NOBO under subsection (1) must maintain a record of the following:

(a) each Form 54-101F6 sent to the NOBO;

(b) the date and time of any voting instructions, including proxy appointment instructions, submitted to the reporting issuer.

**“2.18. Appointing beneficial owner as proxy holder**

(1) A reporting issuer whose management holds a proxy in respect of securities beneficially owned by a NOBO must arrange, without expense to the NOBO, to appoint the NOBO or a nominee of the NOBO as a proxy holder in respect of those securities if the NOBO has instructed the reporting issuer to do so using either of the following methods:

(a) the NOBO submitted the completed Form 54-101F6 previously sent to the NOBO by the reporting issuer;

(b) the NOBO submitted any other documentation that is acceptable to the reporting issuer.

(2) A reporting issuer who appoints a NOBO as a proxy holder pursuant to subsection (1) must deposit the proxy within any time specified under corporate law for the deposit of proxies.

(3) If legislation requires an intermediary or depository to appoint the NOBO or nominee of the NOBO as proxy holder in respect of securities beneficially owned by the NOBO in accordance with any written voting instructions received from the NOBO, the intermediary may ask for, and the reporting issuer must provide, in a form that is acceptable to the intermediary, confirmation of both of the following:

(a) management of the reporting issuer will comply with subsections 2.18(1) and (2);

(b) management is acting on behalf of the intermediary or depository to the extent it appoints a NOBO or nominee of the NOBO as proxy holder in respect of the securities of the reporting issuer beneficially owned by the NOBO.”

**7.** Paragraph (a) of section 2.20 of the Regulation is replaced with the following:

“(a) arranges to have proxy-related materials for the meeting sent in compliance with the applicable timing requirements in sections 2.9 and 2.12;”

**8.** Section 4.1 of the Regulation is amended:

(1) in paragraph (1), by replacing the words “through the transfer agent of the reporting issuer that sent the request” with the words “through the transfer agent or person described in paragraph 2.5(4)(b) that sent the request”;

(2) in paragraph (6), by deleting the words “or company”.

**9.** Section 4.2 of the Regulation is amended:

- (1) by replacing paragraph (2) with the following:

“(2) A proximate intermediary shall send the following securityholder materials to beneficial owners or intermediaries holding securities of the relevant class or series that are its clients within the following time periods:

(a) in the case of paper copies of securityholder materials to be sent by prepaid mail, courier or the equivalent, or any other securityholder materials that are not proxy-related materials, within 3 business days after receipt;

(b) in the case of a document containing the information set out in paragraph 2.7.1(1)(a), at least 30 days before the date fixed for the meeting;

(c) in the case of proxy-related materials to be sent by a delivery method that is not notice-and-access to which the beneficial owner has consented under paragraph 2.7(2)(c), on any day to which the beneficial owner has consented for the sending of proxy-related materials, or if the beneficial owner has not consented to a specific day or days, at least 21 days before the date fixed for the meeting;

(d) despite paragraph (a), in the case of paper copies of proxy-related materials to be sent by prepaid mail, courier or the equivalent, on the same day as the reporting issuer or intermediary, as applicable, sends any document using notice-and-access containing the information set out in paragraph 2.7.1(1)(a) to a beneficial owner.”;

- (2) in paragraph (4), by deleting the words “or companies”;

- (3) by deleting paragraph (5);

- (4) by adding the following after paragraph (5):

“(6) An intermediary that sends securityholder materials to a beneficial owner under this section may do so through either of the following methods:

(a) paper copies sent by prepaid mail, courier or the equivalent;

(b) any delivery method to which the beneficial owner consents.”.

**10.** Sections 4.4 and 4.5 of the Regulation are replaced with the following:

**“4.4. Voting instruction form (Form 54-101F7)**

(1) An intermediary that forwards proxy-related materials to beneficial owners that solicit votes or voting instructions from securityholders must provide a Form 54-101F7 in substitution for the form of proxy.

(2) An intermediary that sends a Form 54-101F7 to a beneficial owner under subsection (1) must maintain a record of the following:

(a) each Form 54-101F7 sent to the beneficial owner;

(b) the date and time of any voting instructions, including proxy appointment instructions, submitted to the intermediary.

**“4.5. Appointing beneficial owner as proxy holder**

(1) An intermediary who is the registered holder of, or holds a proxy in respect of, securities owned by a beneficial owner must arrange, at no expense to the beneficial owner, to appoint the beneficial owner or a nominee of the beneficial owner as a proxy holder if the beneficial owner has instructed the intermediary to do so using either of the following methods:

(a) the beneficial owner submitted the completed Form 54-101F7 previously sent to the beneficial owner by the intermediary;

(b) the beneficial owner submitted any other documentation that is acceptable to the intermediary.

(2) An intermediary who appoints a beneficial owner as proxy holder pursuant to subsection (1) must deposit the proxy within any time specified under corporate law for the deposit of proxies.”.

**11.** The Regulation is amended by inserting the following after paragraph (2) of section 5.4:

“(3) If legislation requires a depository to appoint a beneficial owner or nominee of the beneficial owner as proxy holder in respect of securities that are beneficially owned by a beneficial owner in accordance with any written voting instructions received from the beneficial owner, the depository may ask any participant described in subsection (1) for, and the participant must provide, in a form that is acceptable to the depository, confirmation of all of the following:

(a) the participant will comply with subsections 4.5(1) and (2);

(b) the participant is acting on behalf of the depository to the extent it appoints a beneficial owner or nominee of a beneficial owner as proxy holder in respect of the securities of the reporting issuer beneficially owned by the beneficial owner;

(c) if the participant is required to execute an omnibus proxy under section 4.1, that the participant will obtain the confirmation set out in subsection 2.18(3).”.

**12.** Section 6.2 of the Regulation is amended:

(1) in the title, by deleting the words “and Companies”;

(2) in paragraphs (1), (2), (4) and (5), by deleting, wherever they occur, the words “or company” and the words “and companies”;

(3) by replacing paragraph (6) with the following:

“(6) A person, other than the reporting issuer to which the request relates, that sends materials indirectly to beneficial owners must comply with all of the following:

(a) the person must pay to the proximate intermediary a fee for sending the securityholder materials to the beneficial owners;

(b) the person must provide an undertaking to the proximate intermediary in the form of Form 54-101F10.”.

**13.** The title of Part 7 and sections 7.1 and 7.2 are replaced with the following:



**“PART 7 USE OF NOBO LIST AND INDIRECT SENDING OF MATERIALS**

**“7.1. Use of NOBO list**

(1) A reporting issuer may use a NOBO list or a report prepared under section 5.3 relating to the reporting issuer and obtained under this Regulation in connection with any matter relating to the affairs of the reporting issuer.

(2) A person that is not the reporting issuer must not use a NOBO list or a report prepared under section 5.3 relating to a reporting issuer and obtained under this Regulation in any manner other than the following:

(a) for sending securityholder materials directly to NOBOs in accordance with this Regulation;

(b) in respect of an effort to influence the voting of securityholders of the reporting issuer;

(c) in respect of an offer to acquire securities of the reporting issuer.

**“7.2. Sending of Materials**

(1) A reporting issuer may send securityholder materials indirectly to beneficial owners of securities of the reporting issuer using the procedures in section 2.12, or directly to NOBOs of the reporting issuer using a NOBO list, in connection with any matter relating to the affairs of the reporting issuer.

(2) A person that is not the reporting issuer may send securityholder materials indirectly to beneficial owners of securities of the reporting issuer using the procedures in section 2.12, or directly to NOBOs of the reporting issuer using a NOBO list, only in connection with one or more of the following:

(a) an effort to influence the voting of securityholders of the reporting issuer;

(b) an offer to acquire securities of the reporting issuer.

**14.** Form 54-101F6 of the Regulation is amended by replacing the paragraph that begins with “Should you wish to attend the meeting and vote in person...” with the following:

“If you want to attend the meeting and vote in person, please write your name in the place provided for that purpose in the voting instruction form (Form 54-101F6) provided to you. If you require help, please contact [the undersigned].”.

**15.** Form 54-101F7 of the Regulation is amended by replacing the paragraph that begins with “Should you wish to attend the meeting and vote in person...” with the following:

“If you want to attend the meeting and vote in person, please write your name in the place provided for that purpose in the voting instruction form (Form 54-101F7) provided to you. If you require help, please contact [the undersigned].”.

**16.** Form 54-101F8 of the Regulation is repealed.

**17.** Form 54-101F9 of the Regulation is amended:

(1) by replacing paragraph 2 the following:

“2. I undertake that the information set out on the NOBO list will be used only in connection with one or more of the following:

- (a) sending securityholder materials directly to NOBOs in accordance with Regulation 54-101;
- (b) an effort to influence the voting of securityholders of the reporting issuer;
- (c) an offer to acquire securities of the reporting issuer.”;

(2) by replacing paragraph 4 with the following:

“4. I am aware that it is a contravention of the law to use a NOBO list for purposes other than in connection with one or more of the following:

- (a) sending securityholder materials directly to NOBOs in accordance with Regulation 54-101;
- (b) an effort to influence the voting of securityholders of the reporting issuer;
- (c) an offer to acquire securities of the reporting issuer.”.

**18.** The Regulation is amended by adding the following after Form 54-101F9:

**“FORM 54-101F10 UNDERTAKING**

*Note: Terms used in this Form have the meaning given to them in Regulation 54-101.*

*The use of this Form is referenced in section 6.2 of Regulation 54-101.*

I, .....  
(Full Residence Address) .....

*(If this undertaking is made on behalf of a body corporate, set out the full legal name of the body corporate, position of person signing and address for service of the body corporate.)*

**SOLEMNLY DECLARE AND UNDERTAKE THAT:**

1. I wish to send materials to beneficial owners of securities of [insert name of the reporting issuer] on whose behalf intermediaries hold securities, using the indirect sending procedures provided in Regulation 54-101 (the “Regulation 54-101 Procedures”).

2. I undertake that I am using the Regulation 54-101 Procedures to send materials to beneficial owners only in connection with one or both of the following:

- (a) an effort to influence the voting of securityholders of the reporting issuer;
- (b) an offer to acquire securities of the reporting issuer.

3. I am aware that it is a contravention of the law to send materials using the Regulation 54-101 Procedures for purposes other than in connection with one or both of the following:

- (a) an effort to influence the voting of securityholders of the reporting issuer;
- (b) an offer to acquire securities of the reporting issuer.

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Name of person signing

\_\_\_\_\_  
Date”.

**19.** The Regulation is amended by deleting, wherever they occur, the words “or company”, “or companies” and “and companies”, and making the necessary changes.

**20.** This Regulation comes into force on *(indicate the date of the coming into force of this Regulation)*.

**AMENDMENT TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 54-101 RESPECTING COMMUNICATION WITH BENEFICIAL OWNERS OF SECURITIES OF A REPORTING ISSUER**

1. Paragraph (1) of section 2.1 of *Policy Statement to Regulation 54-101 respecting Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer* is replaced with the following:

“(1) The securityholder communication procedures in the Regulation are relevant to all securityholder materials sent by a reporting issuer to beneficial owners of its securities under Canadian securities legislation. Securityholder materials include, but are not limited to, proxy-related materials. Securityholder materials include:

(a) materials required by securities legislation or applicable corporate law to be sent to registered holders and beneficial owners of a reporting issuer’s securities, such as interim or annual financial statements;

(b) materials required by securities legislation or applicable corporate law to be sent only to registered holders of a reporting issuer’s securities, such as issuer bid and directors circulars, and dissident proxy-related materials;

(c) materials sent to registered holders or beneficial owners of a reporting issuer’s securities absent any legal requirement to do so.”.

2. Section 2.3 of the Policy Statement is repealed.

3. Section 2.7 of the Policy Statement is replaced with the following:

**“2.7. Agent**

A depository, intermediary, reporting issuer or any other person subject to obligations under the Regulation’s securityholder communication procedures may use a service provider as its agent to fulfill its obligations. A person that uses an agent remains fully responsible for fulfilling its obligations under the Regulation, and for the conduct of the agent in this regard.

A person may fulfill its obligations relating to another party through an agent of that other party. For example, under section 2.12 of the Regulation, a reporting issuer fulfills its obligation to send securityholder materials to a proximate intermediary if it provides the materials to a person designated by that proximate intermediary.”.

4. Paragraph (2) of section 3.3 of the Policy Statement is amended by replacing the sentence “All requests for beneficial ownership information, including NOBO lists are required to be made through a transfer agent.” with the following:

“All requests for beneficial ownership information, including NOBO lists, must be made through:

(a) a transfer agent; or

(b) another person that satisfies the two criteria in subsection 2.5(4)(b) of the Regulation. In our view, a proxy solicitor would satisfy these criteria.”.

5. The Policy Statement is amended by inserting the following after section 3.4:

### “3.4.1. Explanation of voting rights

(1) Subsection 2.16(1) of the Regulation requires a reporting issuer’s proxy-related materials to contain a plain language explanation of how the beneficial owner can exercise the voting rights attached to the securities. If the reporting issuer has chosen to send proxy-related materials directly to, and receive voting instructions from, NOBOs, we expect this to be stated in the proxy-related materials.

(2) Subsection 2.16(2) of the Regulation requires management of a reporting issuer to provide in the information circular disclosure about the following:

(a) non-payment of fees for intermediaries to send proxy-related materials and Form 54-101F7 to OBOs under section 2.12 of the Regulation;

(b) use of notice-and-access if management has made this determination for some, but not all beneficial owners at the time it prepares the information circular.

This disclosure is intended to explain to beneficial owners why they may receive different proxy-related materials than other beneficial owners and why they may not receive proxy-related materials even if they have requested them. Item 4.3 of Form 51-102F5 also requires this disclosure.

(3) If a reporting issuer has chosen not to pay for proximate intermediaries to deliver proxy-related materials and Form 54-101F7 to OBOs, it must still provide to the proximate intermediary the number of sets of proxy-related materials that the proximate intermediary requested for forwarding.”.

6. Section 3.5 of the Policy Statement is replaced with the following:

### “3.5. NOBO voting instructions

(1) Voting instructions that the reporting issuer requests directly from NOBOs will be returned directly to the reporting issuer. Management of the reporting issuer will then vote the securities beneficially owned by NOBOs according to the instructions received from the NOBOs to the extent that management has the corresponding proxy. The proximate intermediary that provides the NOBO list under subsection 4.1(1) of the Regulation gives management that proxy.

We expect reporting issuers that choose to solicit voting instructions directly from NOBOs to have appropriate procedures for NOBO voting. This includes doing the following in a timely manner:

(a) responding to inquiries from NOBOs or intermediaries with NOBO clients about the voting process;

(b) appointing a NOBO or nominee of the NOBO as a proxyholder in respect of securities beneficially owned by the NOBO;

(c) generating a new Form 54-101F6 if a NOBO requests one. For example, a NOBO may have misplaced a Form 54-101F6 that she had received; or may now wish to provide voting instructions although she had previously indicated on her client response form that she did not wish to receive proxy-related materials.

We expect reporting issuers and intermediaries to work together to address any issues arising from the NOBO voting process.

(2) Subsection 2.17(2) of the Regulation requires a reporting issuer to maintain records of each Form 54-101F6 that it sends to a NOBO, and the date and time of voting instructions that it receives. This is to assist in identifying the beneficial owner’s most recent set of voting instructions.”.

7. Part 5 of the Policy Statement is replaced with the following:

**“PART 5 MEANS OF SENDING**

**“5.1. General**

(1) Section 2.7 of the Regulation sets out the permitted delivery methods for proxy-related materials. Reporting issuers, intermediaries and other persons should also review any other applicable legislation, such as corporate legislation.

(2) The following tables illustrate the options available for sending proxy-related materials to beneficial owners.

**Table A: Direct Sending to NOBOs**

Delivery Method	Documents Sent	Beneficial Owner Consent Required?
Prepaid mail, courier or the equivalent	Reporting issuer sends paper copies of notice of meeting, management information circular, and Form 54-101F6	No
Notice-and-access	Reporting issuer posts management information circular on SEDAR and non-SEDAR website. Reporting issuer sends paper copies of notice required by para. 2.7.1(1)(a), Form 54-101F6. Reporting issuer will send paper copy of management information circular on request.	No
	Reporting issuer posts management information circular on SEDAR and non-SEDAR website. Reporting issuer sends notice required by para. 2.7.1(1)(a) and Form 54-101F6 using delivery method other than prepaid mail, courier or the equivalent (e.g. email). Reporting issuer will send paper copy of management information circular on request.	Prior consent of beneficial owner is required for reporting issuer to send notice and Form 54-101F6 using delivery method other than prepaid mail, courier or the equivalent.
Other delivery method	Reporting issuer sends notice of meeting, management information circular and Form 54-101F6 using delivery method that is not (i) prepaid mail, courier or the equivalent, or (ii) notice-and-access.	Yes. Reporting issuers are expected to work with proximate intermediaries to obtain consent.

**Table B: Indirect Sending to Beneficial Owners**

Delivery Method	Documents Sent	Beneficial Owner Consent Required?
Prepaid mail, courier or the equivalent	Reporting issuer sends paper copies of notice of meeting, management information circular to proximate intermediary. Proximate intermediary sends paper copies of materials and Form 54-101F7 using prepaid mail, courier or the equivalent.	No
Notice-and-access	Reporting issuer posts management information circular on SEDAR and non-SEDAR website. Reporting issuer makes arrangements for proximate intermediary to send paper copies of notice required by para. 2.7.1(1)(a). Proximate intermediary sends paper copies of notice and Form 54-101F7 using prepaid mail, courier or the equivalent. Reporting issuer will send paper copy of management information circular on request.	No
	Reporting issuer posts management information circular on SEDAR and non-SEDAR website. Reporting issuer	Beneficial owner consent is required for

	makes arrangements for proximate intermediary to send notice required by para. 2.7.1(1)(a) using delivery method other than prepaid mail, courier or the equivalent (e.g. email). Proximate intermediary sends copies of notice and Form 54-101F7 using the alternate delivery method. Reporting issuer will send paper copy of management information circular on request.	proximate intermediary to send notice and Form 54-101F7 using delivery method other than prepaid mail, courier or the equivalent. Proximate intermediary will be responsible for obtaining necessary beneficial owner consent.
Other delivery method	Reporting issuer and proximate intermediary make arrangements for proximate intermediary to send notice of meeting and management information circular using delivery method that is not (i) prepaid mail, courier or the equivalent, or (ii) notice-and-access. Proximate intermediary sends notice of meeting, management information circular and Form 54-101F7 using the alternate delivery method.	Yes. Reporting issuers are expected to work with proximate intermediaries to obtain consent.

### “5.2. Securityholder materials sent to intermediaries

Reporting issuers and other persons should make arrangements with proximate intermediaries to send securityholder materials to beneficial owners in a timely manner. A proximate intermediary should not request sets of securityholder materials for NOBOs if the reporting issuer will be sending the materials directly to those NOBOs.

### “5.3. Prepaid mail, courier or the equivalent

Paper copies of proxy-related materials must be sent using prepaid mail, courier or an equivalent delivery method. An equivalent delivery method is any delivery method where the beneficial owner receives paper copies in a similar time frame as prepaid mail or courier. For example, a reporting issuer that sponsors an employee share purchase plan could arrange for the proximate intermediary to deliver proxy-related materials to beneficial owner employees through the reporting issuer’s internal mail system.

### “5.4. Notice-and-access

(1) A reporting issuer can use notice-and-access if it sends proxy-related materials directly to NOBOs under section 2.9 of the Regulation or indirectly under section 2.12 of the Regulation.

#### *Direct sending to NOBOs*

The reporting issuer must send the notice required by paragraph 2.7.1(1)(a) and Form 54-101F6 to the NOBO at least 30 days before the meeting (subsection 2.9(3) of the Regulation).

#### *Indirect sending to beneficial owners*

The reporting issuer must make arrangements with the proximate intermediary so that the proximate intermediary is in a position to send the notice required by paragraph 2.7.1(1)(a) to the beneficial owner at least 30 days before the date fixed for the meeting (subsection 2.12(3) of the Regulation).

The proximate intermediary must prepare a Form 54-101F7 and forward it and the notice document (see section 4.4 of the Regulation). The notice can be combined with the Form 54-101F7 in a single document.

*Delivery methods*

Unless the reporting issuer or intermediary, as applicable, has obtained the beneficial owner's prior consent, a beneficial owner will receive a paper copy of the notice document and relevant voting instruction form.

(2) Paragraph 2.7.1(1)(a) of the Regulation requires the beneficial owner to be sent a document containing required information. This document is essentially a notice that informs the beneficial owner of the meeting, and how to access the information circular and other proxy-related materials that are posted on the Internet. A reporting issuer may choose to send additional information on notice-and-access with this notice.

(3) Paragraph 2.7.1(1)(b) of the Regulation only applies if the reporting issuer is sending proxy-related materials directly to NOBOs under section 2.9. The Form 54-101F6 and the notice document can be combined in a single document.

(4) Paragraph 2.7.1(1)(d) of the Regulation requires a news release to be issued at least 30 days before the date fixed for the meeting. The news release must contain the information set out in the notice document. This is intended to broadly communicate to the reporting issuer's beneficial owners that they will receive a notice and not a full paper set of proxy-related materials. If the reporting issuer is using notice-and-access only for some beneficial owners, this must also be disclosed and explained in the news release. This is intended to help beneficial owners understand why they are receiving a notice and not the full set of paper proxy-related materials.

(5) Paragraph 2.7.1(1)(e) of the Regulation requires the information circular and other proxy-related materials to be posted on SEDAR and on a website other than SEDAR. The non-SEDAR website can be the reporting issuer's website or the website of a service provider.

(6) Paragraph 2.7.1(1)(f) of the Regulation requires the reporting issuer to establish a toll-free telephone number for the beneficial owner to request a paper copy of the information circular. A reporting issuer may choose to, but is not required to, provide additional methods for requesting a paper copy of the information circular. If a reporting issuer does so, it must still comply with the fulfillment timelines in paragraph 2.7.1(1)(g) of the Regulation and the restrictions on use of information obtained in connection with the request.

A beneficial owner client may ask its intermediary to request a paper copy of the information on its behalf.

(7) Subsection 2.7.1(5) of the Regulation is intended to allow beneficial owners to access the posted proxy-related materials in a user-friendly manner. For example, requiring the beneficial owner to navigate through several web pages to access the proxy-related materials would not be user-friendly. Providing the beneficial owner with the specific URL where the documents are posted would be more user-friendly. We encourage reporting issuers and their service providers to develop best practices in this regard.

**“5.5. Consent**

Paragraph 2.7(2)(c) of the Regulation requires that beneficial owner consent be obtained if proxy-related materials are being sent using a delivery method that is not (i) prepaid mail, courier or the equivalent, or (ii) notice-and-access. Refer to Notice 11-201 Relating to Delivery of Documents by Electronic Means in Québec, and in the rest of Canada, National Policy 11-201 Delivery of Documents by Electronic Means, for guidance on effective delivery using electronic means, including appropriate consents.

In the case of proxy-related materials sent using notice-and-access, a beneficial owner's prior consent must be obtained if the beneficial owner will not be sent



paper copies of the notice and relevant voting instruction form by prepaid mail, courier or the equivalent.

**“5.6. Multiple deliveries to one person**

A single investor may hold securities of the same class in two or more accounts with the same address. Delivering a single set of securityholder materials to that person would satisfy the delivery requirements under the Regulation. We encourage this practice as a way to help reduce the costs of securityholder communications.”.

8. Part 6 of the Policy Statement is replaced with the following:

**“PART 6 USE OF NOBO LIST**

**“6.1. Permitted uses**

(1) A person that is not a reporting issuer may only use the NOBO list and the procedures in sections 2.9 or 2.12 of the Regulation in connection with an effort to influence voting or an offer to acquire securities of a reporting issuer. In our view, a person may obtain the NOBO list if the person is acting reasonably and in good faith, and intends to use the NOBO list to determine whether to begin an effort to influence securityholder voting or an offer to acquire securities of the reporting issuer.

(2) Using a NOBO list contrary to Part 7 of the Regulation will constitute a breach of the Regulation and securities legislation. Penalty provisions of securities legislation may be applied.”.

9. Section 7.1 of the Policy Statement is replaced with the following:

**“7.1. Materials sent in less than the required number of days before meeting**

In general, exemptive relief to shorten the relevant periods in sections 2.9 and 2.12 of the Regulation will not be granted, except in extraordinary circumstances.”.

10. Section 7.3 of the Policy Statement is replaced with the following:

**“7.3. Additional costs for expedited processing**

Reporting issuers may want to reimburse an intermediary for reasonable costs incurred in expedited processing of securityholder materials, for example, courier, long distance telephone and overtime costs.”.

11. Section 7.4 of the Policy Statement is replaced with the following:

**“7.4. Applications**

Major exemptions from the requirements of the Regulation will likely be granted infrequently. We encourage applicants to discuss requests for exemptive relief on a pre-file basis with the relevant Canadian securities regulatory authorities.”.

12. Section 8.1 of the Policy Statement is amended by inserting the words “by prepaid mail” after the words “proxy-related materials”.

13. The Policy Statement is amended by deleting, wherever they occur, the words “or company”, “or companies” and “and companies”, and making the necessary changes.

## REGULATION TO AMEND REGULATION 51-102 RESPECTING CONTINUOUS DISCLOSURE OBLIGATIONS

### Securities Act

(R.S.Q., c. V. 1-1, a. 331.1, par. (1), (2), (3), (4.1), (8), (11), (20) and (34))

**1.** Section 1.1 of Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations is amended:

(1) by inserting the following definition after the definition of “solicit”:

““special meeting” means a meeting at which a special resolution is being submitted to the securityholders of a reporting issuer;”;

(2) by inserting the following definition after the definition of “proxy”:

““proxy-related materials” means securityholder materials relating to a meeting that the reporting issuer is required by the laws under which the reporting issuer is organized, incorporated or continued, or by securities legislation, to send to the registered holders of the securities.”;

(3) by inserting the following definition after the definition of “non-voting security”:

““notice-and-access” means the delivery procedures referred to in section 9.1.1;”.

(4) by inserting the following definition after the definition of “solicit”:

““special resolution” for a meeting,

(a) has the same meaning given to the term “special resolution” under the laws under which the reporting issuer is incorporated, organized or continued; or

(b) if no such term exists under the laws under which the reporting issuer is incorporated, organized or continued, means a resolution that is required to be passed by at least two thirds of the votes cast;”;

**2.** Paragraph (3) of section 5.6 of the Regulation is amended, in the French text, by replacing the words “porteurs véritables” with the words “propriétaires véritables”.

**3.** The Regulation is amended by inserting the following after paragraph (2) of section 9.1:

“(3) A person soliciting proxies may send proxy-related materials using any one or a combination of the following methods:

(a) paper copies sent by prepaid mail, courier or the equivalent;

(b) notice-and-access, but only for a meeting that is not a special meeting;

(c) any delivery method to which the registered holder of voting securities consents.”.

4. The Regulation is amended by inserting the following after section 9.1:

**“9.1.1. Notice-and-Access**

(1) For a meeting that is not a special meeting, a person soliciting proxies may send proxy-related materials to a registered holder of voting securities by notice-and-access that complies with all of the following:

(a) the registered holder of voting securities is sent a document containing all of the following information:

- (i) the date, time and location of the reporting issuer's meeting;
- (ii) a summary of the items to be voted on;
- (iii) an explanation of how to electronically access the information circular and other proxy-related materials, including a website address other than the address for SEDAR, where the proxy-related materials are located;
- (iv) a reminder to review the information circular before voting;
- (v) an explanation of how to obtain a paper copy of the information circular from the person;
- (vi) an explanation of how the registered holder is to execute and return the form of proxy sent under paragraph (b), including any deadline for return of proxies;

(b) the registered holder of voting securities is sent a form of proxy for use at the meeting;

(c) the registered holder of voting securities is sent by prepaid mail, courier or the equivalent, paper copies of the documents required by paragraphs (a) and (b), or is sent the documents by any other method previously consented to by the registered holder, and in the case of a solicitation by or on behalf of management of the reporting issuer the documents are sent at least 30 days before the date fixed for the meeting;

(d) in the case of a solicitation by or on behalf of management of the reporting issuer, a news release is issued at least 30 days before the date fixed for the meeting containing the following:

- (i) the information set out in paragraph (a);
- (ii) if management of the reporting issuer is using notice-and-access only in respect of some registered holders, an explanation of its decision;

(e) public electronic access to the information circular, form of proxy and other proxy-related materials is provided on the same day as the person soliciting proxies sends the documents in paragraphs (a) and (b), in the following manner:

- (i) the proxy-related materials are filed on SEDAR as required by section 9.3;
- (ii) the proxy-related materials are posted, for a period ending no earlier than the date of the first annual meeting following the meeting to which the material relates, at a website address other than the address for SEDAR;

(f) a toll-free telephone number is provided for use by the registered holder of voting securities to request a paper copy of the information circular at any time from the date that the person soliciting proxies sends the documents in paragraphs (a) and

(b) to the registered holder, up to and including the date of the meeting including any adjournment;

(g) if a request is received under paragraph (f) or by any other means, a paper copy of the information circular is sent by prepaid mail, courier or the equivalent to the person at the address specified in the request, free of charge to the person to whom the paper copy of the information circular is sent, no later than 3 business days after receiving the request.

(2) A person soliciting proxies that posts proxy-related materials in the manner referred to in subparagraph (1)(e)(ii) must also post on the website the following documents:

(a) any other disclosure material regarding the meeting that the person has sent to registered holders or beneficial owners of voting securities;

(b) any written communications the person soliciting proxies has made available to the public regarding the meeting, whether sent to registered holders or beneficial owners of voting securities or not.

(3) Proxy-related materials that are posted under subparagraph (1)(e)(ii) must be posted in a manner and be in a format that permits a person with a reasonable level of computer skill and knowledge to do all of the following conveniently:

(a) access, read and search the documents on the website;

(b) download and print the documents.

(4) An information circular posted under subparagraph (1)(e)(ii) must contain the same information as the information circular filed on SEDAR.

(5) Management of a reporting issuer that sends an information circular and form of proxy to a registered holder of voting securities using notice-and-access and sends paper copies of the information circular and form of proxy to other registered holders of voting securities by prepaid mail, courier or the equivalent must send the paper copies to those other registered holders on the same day as they send the proxy-related materials under paragraph (1)(c).

(6) Despite anything in this section or the previous section, a registered holder of voting securities may consent to the use of other delivery methods to send proxy-related materials. Nothing in this section shall be interpreted as restricting a registered holder of voting securities from consenting to use by a person soliciting proxies of other delivery methods to send proxy-related materials.

#### **9.1.2. Compliance with SEC Rules**

Section 9.1 does not apply to a reporting issuer that is an SEC issuer if it uses the procedures in Rule 14a-16 under the 1934 Act to deliver proxy-related materials to a registered holder of voting securities.”.

**5.** Paragraph (3) of section 13.4 is amended, in the French text:

(1) by replacing the words “si les conditions suivantes sont réunies” with the words “lorsque les conditions suivantes sont réunies”;

(2) by replacing, in subparagraph (b), the words “l’initié n’est pas le garant et” with the words “si l’initié n’est pas garant”;

(3) by replacing subparagraph (c) with the following:

“c) si l’initié est garant, il n’est propriétaire véritable d’aucun titre garanti désigné”;

**6.** Form 51-102F2 of the Regulation is amended, in the French text, by replacing, in paragraph (1.2) of item 10.2, the words “, ou si un séquestre,” with the words “, ou pour laquelle un séquestre,”.

**7.** Form 51-102F5 of the Regulation is amended by inserting the following after item 4.2:

(1) by inserting, after item 4.2, the following:

“4.3 If management of the reporting issuer has decided not to pay for intermediaries to forward to objecting beneficial owners under Regulation 54-101 respecting Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer the proxy-related materials and Form 54-101F7 – Request for Voting Instructions Made by Intermediary, the information circular must state this fact. The information circular must also state that it is the responsibility of objecting beneficial owners to contact their intermediaries to make any necessary arrangements to exercise voting rights attached to securities they beneficially own.

4.4 If management of the reporting issuer has determined to use notice-and-access only in respect of certain registered holders or beneficial owners, disclose this fact and provide an explanation of this decision.”;

(2) by replacing, in the French text of paragraph (b) of item 7.2, the words “, ou si un séquestre,” with the words “, ou pour laquelle un séquestre,”.

**8.** This Regulation comes into force on *(indicate the date of the coming into force of this Regulation)*.

**AMENDMENT TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 51-102 RESPECTING CONTINUOUS DISCLOSURE OBLIGATIONS**

1. Section 10.1 of *Policy Statement to Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations* is amended:

- (1) by replacing the word “Any” with the words “Generally, any”;
- (2) by adding the following sentence at the end:

“However, where a reporting issuer is using notice-and-access to deliver proxy-related materials, it should refer to the specific guidance in subsection 10.2(3) of the Policy Statement.”.

2. The Policy Statement is amended by inserting the following after section 10.1:

**“10.2. Delivery of Proxy-Related Materials**

(1) This section provides guidance on delivery of proxy-related materials. Reporting issuers should also review any other applicable legislation, such as corporate legislation.

(2) **Prepaid mail, courier or the equivalent** – Paper copies of proxy-related materials must be sent using prepaid mail, courier or an equivalent delivery method. An equivalent delivery method is any delivery method where the registered holder receives paper copies in a similar time frame as prepaid mail or courier. For example, a reporting issuer that sponsors an employee share purchase plan could arrange to deliver proxy-related materials to registered holder employees through the reporting issuer’s internal mail system.

(3) **Notice-and-access** – The following is guidance on specific provisions regarding notice-and-access.

(a) Paragraph 9.1.1(1)(a) of the Regulation requires the registered holder of voting securities to be sent a document containing required information. This document is essentially a notice that informs the registered holder of the meeting, and how to access the information circular and other proxy-related materials that are posted on the Internet. A person soliciting proxies may choose to send additional information on notice-and-access with the notice.

(b) Paragraph 9.1.1(1)(b) of the Regulation requires the registered holder of voting securities to be sent the form of proxy.

(c) Paragraph 9.1.1(1)(c) of the Regulation deals with how the notice in paragraph 9.1.1(1)(a) and the form of proxy are to be sent. The default delivery method to a registered holder of voting securities is paper copies of the required documents sent by prepaid mail, courier or the equivalent. If a person soliciting proxies wishes to use alternate delivery methods such as electronic mail, it must obtain the registered holder’s prior consent.

(d) Paragraph 9.1.1(1)(d) of the Regulation requires a news release be issued at least 30 days before the date fixed for the meeting. The news release must contain the information set out in the notice document. This is intended to broadly communicate to the reporting issuer’s registered holders of voting securities that they will receive a notice and not a full paper set of proxy-related materials. If the reporting issuer is using notice-and-access only for some registered holders, this must also be disclosed and explained in the news release. This is intended to help registered holders understand why they are receiving a notice and not the full set of paper proxy-related materials.

(e) Paragraph 9.1.1(1)(e) of the Regulation requires the information circular and other proxy-related materials to be posted on SEDAR and on an additional website other than SEDAR. The non-SEDAR website can be the website of the person soliciting proxies (e.g. the reporting issuer's website), or the website of a service provider.

(f) Paragraph 9.1.1(1)(f) of the Regulation requires the person soliciting proxies to establish a toll-free telephone number for the registered holder of voting securities to request a paper copy of the information circular. The person soliciting proxies may choose, but is not required to, provide additional methods for requesting a paper copy of the information circular. If a person soliciting proxies does so, it must still comply with the fulfillment timelines in paragraph 9.1.1(1)(g) of the Regulation.

(g) Subsection 9.1.1(3) of the Regulation is intended to allow registered holders of voting securities to access the posted proxy-related materials in a user-friendly manner. For example, requiring the registered holder to navigate through numerous web pages in order to access the proxy-related materials would not be user-friendly. Providing the registered holder with the specific URL where the documents are posted would be more user-friendly. We encourage reporting issuers and their service providers to develop best practices in this regard.”.

**AMENDMENTS TO NOTICE 11-201 RELATED TO THE DELIVERY OF DOCUMENTS BY ELECTRONIC MEANS**

1. Section 1.3 of Notice 11-201 related to the Delivery of Documents by Electronic Means is replaced with the following:

**“1.3 Application of this Notice**

(1) Parts 2 and 3 of this Notice apply to documents required to be delivered under the delivery requirements. This includes prospectuses, financial statements, trade confirmations, and account statements that are delivered by issuers, registrants or persons acting on behalf of issuers or registrants, such as transfer agents or other service providers. Examples of documents that are not required by securities legislation to be delivered, and which are therefore not subject to Parts 2 and 3, are documents delivered by securityholders or investors to issuers or registrants, for instance, in connection with the return of completed proxies or voting instructions. In addition, there is specific guidance on proxy documents in Part 4 of this Notice.

(2) This Notice does not apply to deliveries where the method of delivery is mandated by securities legislation and that method does not include electronic means. Market participants also should consider whether other relevant legislation, such as corporate law statutes, may impose requirements concerning the method of delivery in some circumstances.

(3) This Notice does not apply to documents filed with or delivered by or to a securities regulatory authority or regulator.”

2. Section 4.1 of the Notice is replaced with the following:

**“4.1 Proxy Delivery Requirements**

(1) This section applies to persons required to send proxy documents under securities legislation to registered or beneficial securityholders, including depositories, participants in depositories, intermediaries and service providers to those persons.

(2) Section 2.7.1 of *Regulation 54-101 respecting Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer* and section 9.1.1 of *Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations* prescribe how reporting issuers and intermediaries can satisfy obligations to deliver proxy documents to beneficial and registered owners using a “notice-and-access” delivery method.

(3) “Notice-and-access” is not the only means by which a reporting issuer or intermediary can satisfy their proxy document delivery obligations using electronic delivery methods. Market participants can use alternate methods of delivery that are consistent with the four components of effective delivery set out in Part 2 of this Notice.

(4) Market participants are reminded, however, that merely making proxy documents available for access on a website likely does not constitute effective delivery.”



## 6.2.2 Publication

### Avis de publication

#### Règlements concordants au Règlement 23-102 sur l'emploi des courtages.

(Voir section 7.2.2 du présent bulletin)

### 6.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

## 6.4 Sanctions administratives pécuniaires

L'Autorité des marchés financiers publie dans cette section la liste des sanctions administratives pécuniaires. Les décisions de révision des sanctions administratives pécuniaires imposées aux émetteurs ainsi qu'aux initiés sont publiées à la section 6.4.3, distinctement des sections 6.4.1 et 6.4.2 qui contiennent les décisions initiales imposées à la suite d'un défaut de respecter une disposition prévue au titre III de la *Loi sur les valeurs mobilières* (« LVM ») ou encore, les articles 96 à 98 ou 102 de cette même loi. (274.1 LVM / 271.13, 271.14 *Règlement sur les valeurs mobilières* (« RVM »)).

### 6.4.1 - Émetteurs assujettis

Le tableau publié dans cette section présente les sanctions administratives pécuniaires imposées aux émetteurs assujettis à la suite d'un défaut de respecter une disposition prévue au titre III de la *Loi sur les valeurs mobilières*. (274.1 *Loi sur les valeurs mobilières* et 271.13 et 271.15 *Règlement sur les valeurs mobilières* (« RVM »)).

#### 271.13 RVM.

Tout émetteur assujetti qui contrevient à une disposition du titre III de la Loi, parce qu'il a fait défaut de déposer un document d'information périodique, est tenu au paiement d'une sanction administrative pécuniaire de 100 \$ par document pour chaque jour ouvrable au cours duquel il est en défaut, jusqu'à concurrence d'une somme maximale de 5 000 \$ au cours d'un même exercice financier de l'Autorité.

#### 271.15 RVM.

Une sanction administrative pécuniaire est exigible à compter du moment où l'Autorité en transmet avis.

L'imposition d'une sanction administrative pécuniaire, en application de l'article 271.13 RVM, est sans préjudice quant à tout autre recours dont peut se prévaloir l'Autorité des marchés financiers.

Le tableau produit ci-dessous indique le nom de l'émetteur concerné, la date où a été prise la décision d'imposer une sanction administrative pécuniaire ainsi que le montant imposé.

Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé
----------	--------------	------------------	----------------

Aucune information

## 6.4.2 - Initiés

Le tableau publié dans cette section présente les sanctions administratives pécuniaires imposées aux initiés suivant leur défaut de respecter l'une des dispositions des articles 96 à 98 ou 102 de la *Loi sur les valeurs mobilières*. (274.1 Loi sur les valeurs mobilières et 271.14 et 271.15 *Règlement sur les valeurs mobilières* (« RVM »)).

### 271.14.

Tout initié ou dirigeant réputé initié qui contrevient à une disposition des articles 96 à 98 ou 102 de la Loi, parce qu'il a fait défaut de déclarer son emprise sur des titres ou une modification à cette emprise, est tenu au paiement d'une sanction administrative pécuniaire de 100 \$ par omission de déclarer pour chaque jour au cours duquel il est en défaut, jusqu'à concurrence d'une somme maximale de 5 000 \$.

### 271.15.

Une sanction administrative pécuniaire est exigible à compter du moment où l'Autorité en transmet avis.

L'imposition d'une sanction administrative pécuniaire, en application de l'article 271.14 RVM, est sans préjudice quant à tout autre recours dont peut se prévaloir l'Autorité des marchés financiers.

Le tableau ci-dessous indique le nom de l'initié concerné, le nom de l'émetteur à l'égard duquel il n'a pas fait la déclaration requise, la date où a été prise la décision d'imposer une sanction administrative pécuniaire ainsi que le montant imposé.

Nom de l'initié	Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé
BOURASSA, GUY GEORGES	EXPLORATION NEMASKA INC.	20100005842-1	2010-04-01	200,00 \$
BOYLE, JENNIFER L	NEVADA EXPLORATION INC.	20100005840-1	2010-04-01	5 000,00 \$
GAUDREAU, NICOLAS	FONDS DE REVENU PAGES JAUNES	20100005844-1	2010-04-01	600,00 \$
HINSE, NORMAND	MINES ABCOURT INC.	20100005843-1	2010-04-01	200,00 \$

Nom de l'initié	Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé
ORAZIETTI, RICHARD	BCE INC.	20100005841-1	2010-04-01	5 000,00 \$
STEWART, ALEXANDER	RESSOURCES EVERTON INC.	20100005839-1	2010-04-01	700,00 \$

### 6.4.3 - Décisions de révision

Les tableaux ci-dessous présentent les informations relatives aux décisions de révision de sanctions administratives pécuniaires.

Il s'agit plus particulièrement des cas où l'Autorité, dans le cadre d'un processus de révision, a décidé de maintenir, de réduire ou encore d'annuler le montant de la sanction administrative pécuniaire précédemment imposée.

#### 6.4.3.1 - Émetteurs assujettis

Le tableau publié dans cette section présente les décisions de révision de sanctions administratives pécuniaires qui concernent les émetteurs assujettis.

Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé initialement	Montant révisé
----------	--------------	------------------	-----------------------------	----------------

Aucune information

#### 6.4.3.2 - Initiés

Le tableau publié dans cette section présente les décisions de révision de sanctions administratives pécuniaires qui concernent les initiés.

Nom de l'initié	Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé initialement	Montant révisé
-----------------	----------	--------------	------------------	-----------------------------	----------------

Aucune information

## 6.5 INTERDICTIONS

### 6.5.1 Interdictions d'effectuer une opération sur valeurs

#### **Akela Pharma Inc.**

Interdit à Gordon Busenbark, Rudy Emmelot, Gregory McKee, Robert Rieder et Robert O. Williams III d'effectuer, directement ou indirectement, toute activité reliée à des opérations sur les valeurs de Akela Pharma Inc., parce que l'émetteur ne s'est pas conformé aux obligations de dépôt de ses états financiers annuels, son rapport de gestion annuel, ses attestations annuelles et sa notice annuelle de l'exercice terminé le 31 décembre 2009 prévues au Règlement 51-102 et au Règlement 52-109 et que ces personnes sont des administrateurs ou des dirigeants de l'émetteur qui peuvent avoir été informées de tout fait ou changement important concernant l'émetteur qui n'a pas été rendu public.

L'interdiction est prononcée le 6 avril 2010.

Décision n°: 2010-FIIC-0077

#### **Brainhunter inc.**

Interdit à Brainhunter inc., à ses porteurs de titres, à tous les courtiers en valeurs et à leurs représentants, ainsi qu'à toute autre personne, toute activité reliée à des opérations sur les valeurs de l'émetteur, parce que celui-ci ne s'est pas conformé aux obligations de dépôt de ses états financiers annuels, son rapport de gestion annuel et la notice annuelle de l'exercice terminé le 30 septembre 2009, ses états financiers intermédiaires et son rapport de gestion intermédiaire de la période terminée le 31 décembre 2009 prévues au Règlement 51-102 et des attestations prévues au Règlement 52-109.

L'interdiction est prononcée le 6 avril 2010.

Décision n°: 2010-FIIC-0079

#### **Chantiers Davie inc.**

Interdit à Chantiers Davie inc., à ses porteurs de titres, à tous les courtiers en valeurs et à leurs représentants, ainsi qu'à toute autre personne, toute activité reliée à des opérations sur les valeurs de l'émetteur, parce que celui-ci ne s'est pas conformé aux obligations de dépôt de ses états financiers annuels, son rapport de gestion annuel, sa notice annuelle et ses attestations annuelles de l'exercice terminé le 31 décembre 2009 prévues au Règlement 51-102 et au Règlement 52-109.

L'interdiction est prononcée le 7 avril 2010.

Décision n°: 2010-FIIC-0080

#### **Les produits Fraco Ltée**

Interdit à Les produits Fraco Ltée, à ses porteurs de titres, à tous les courtiers en valeurs et à leurs représentants, ainsi qu'à toute autre personne, toute activité reliée à des opérations sur les valeurs de l'émetteur, parce que celui-ci ne s'est pas conformé aux obligations de dépôt de ses états financiers annuels des exercices terminés les 30 septembre 2008 et 2009 prévues au Règlement.

L'interdiction est prononcée le 6 avril 2010.

Décision n°: 2010-FIIC-0060

### **Redline Communications Group Inc.**

Interdit à Eric Melka d'effectuer, directement ou indirectement, toute activité reliée à des opérations sur les valeurs de Redline Communications Group Inc., parce que l'émetteur ne s'est pas conformé aux obligations de dépôt de ses états financiers annuels, son rapport de gestion annuel, ses attestations annuelles et sa notice annuelle de l'exercice terminé le 31 décembre 2009 prévues au Règlement 51-102 et au Règlement 52-109 et que cette personne est un administrateur ou un dirigeant de l'émetteur qui peut avoir été informée de tout fait ou changement important concernant l'émetteur qui n'a pas été rendu public.

L'interdiction est prononcée le 7 avril 2010.

Décision n°: 2010-FIIC-0078

### **Toptent inc.**

Interdit à Toptent inc., à ses porteurs de titres, à tous les courtiers en valeurs et à leurs représentants, ainsi qu'à toute autre personne, toute activité reliée à des opérations sur les valeurs de l'émetteur, parce que celui-ci ne s'est pas conformé aux obligations de dépôt de ses états financiers annuels, son rapport de gestion annuel et ses attestations annuelles de l'exercice terminé le 31 novembre 2009 prévues au Règlement 51-102 et au Règlement 52-109.

L'interdiction est prononcée le 7 avril 2010.

Décision n°: 2010-FIIC-0076

## **6.5.2 Révocations d'interdiction**

Aucune information.



## 6.6 PLACEMENTS

### 6.6.1 Visas de prospectus

#### 6.6.1.1 Prospectus provisoires

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé un prospectus provisoire pour lequel un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de prospectus provisoires sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du premier paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale <sup>1</sup>
Caisse centrale Desjardins	1 <sup>er</sup> avril 2010	Québec - Colombie-Britannique - Alberta - Saskatchewan - Manitoba - Ontario - Nouveau-Brunswick - Nouvelle-Écosse - Île-du-Prince-Édouard - Terre-Neuve et Labrador
C&C Energy Canada Ltd.	1 <sup>er</sup> avril 2010	Alberta
Dividend Growth Split Corp.	1 <sup>er</sup> avril 2010	Ontario
Tricon Capital Group Inc.	5 avril 2010	Ontario

<sup>1</sup> Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

#### 6.6.1.2 Prospectus définitifs

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé un prospectus pour lequel un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de prospectus sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du deuxième paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale <sup>1</sup>
Caisse populaire Desjardins de l'Anse de La Pocatière	1 <sup>er</sup> avril 2010	Québec
Fonds d'investissement RÉA II Natcan Inc.	6 avril 2010	Québec
Financial 15 Split Corp.	6 avril 2010	Ontario
Fonds AIC	1 <sup>er</sup> avril 2010	Ontario
Fonds Avantage AIC		
Fonds Avantage II AIC		
Fonds d'actions canadiennes AIC		
Fonds ciblé canadien AIC		
Fonds Canada diversifié AIC		
Fonds de revenus de dividendes AIC		
Fonds de revenus privilégiés AIC		
Fonds Avantage américain AIC		
Fonds valeur AIC		
Fonds ciblé américain AIC		
Fonds de petites et moyennes capitalisations américaines AIC		
Fonds Avantage universel AIC		
Fonds ciblé universel AIC		
Fonds universel de revenus de dividendes supérieurs AIC		
Fonds international de revenus de dividendes Copernican		
Fonds universel immobilier AIC		
Fonds universel de gestion d'actifs AIC		
Fonds universel d'infrastructures Brookfield Redding		
Fonds équilibré canadien AIC		
Fonds équilibré universel AIC		
Fonds universel à revenu fixe AIC		
Fonds obligations AIC		
Fonds obligations universelles AIC		
Fonds marché monétaire AIC		

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale <sup>1</sup>
Fonds marché monétaire américain AIC Portefeuille Leader de valeur à revenu Portefeuille Leader de valeur à revenu équilibré Portefeuille Leader de valeur à croissance équilibrée Portefeuille Leader de valeur à croissance		
Fonds communs de placement McLean Budden	1 <sup>er</sup> avril 2010	Ontario
Fonds équilibré de croissance McLean Budden Fonds équilibré de valeur McLean Budden		
Fonds d'actions canadiennes de croissance McLean Budden Fonds d'actions canadiennes McLean Budden		
Fonds d'actions canadiennes de valeur McLean Budden Fonds à revenu élevé McLean Budden		
Fonds d'actions américaines McLean Budden Fonds d'actions mondiales McLean Budden		
Fonds d'actions internationales McLean Budden Fonds de titres à revenu fixe McLean Budden		
Fonds de marché monétaire McLean Budden Fonds McLean Budden Stratégie de vie <sup>MC</sup> 2010		
Fonds McLean Budden Stratégie de vie <sup>MC</sup> 2020 Fonds McLean Budden Stratégie de vie <sup>MC</sup> 2030		
Fonds McLean Budden Stratégie de vie <sup>MC</sup> Retraite		

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale <sup>1</sup>
Fonds QFM	6 avril 2010	Colombie-Britannique
Fonds à revenu fixe QFM		
Fonds d'actions mondiales QFM		
Fonds mondial ciblé par secteur QFM		
Fonds de rendement structuré QFM		
Fonds du marché monétaire QFM		
Fonds équilibré mondial QFM		
Fonds SICAV AIC Inc.	4 avril 2010	Ontario
Catégorie SICAV Avantage II AIC		
Catégorie SICAV ciblé canadien AIC		
Catégorie SICAV Canada diversifié AIC		
Catégorie SICAV valeur AIC		
Catégorie SICAV ciblé américain AIC		
Catégorie SICAV ciblé universel AIC		
Catégorie SICAV universel immobilier AIC		
Catégorie SICAV universel d'infrastructures Brookfield Redding		
Catégorie SICAV équilibré canadien AIC		
Catégorie SICAV rendement global AIC		
Catégorie SICAV marché monétaire AIC		
Primeline Energy Holdings Inc.	6 avril 2010	Colombie-Britannique

<sup>1</sup> Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

### 6.6.1.3 Modifications de prospectus

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé une modification du prospectus pour laquelle un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de modifications du prospectus sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du deuxième paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale <sup>1</sup>
Fiducie des métaux précieux et des Mines	1 <sup>er</sup> avril 2010	Ontario
Fonds de placement Phillips, Hager & North  Fonds fiduciaire de retraite équilibré Phillips, Hager & North Fonds fiduciaire de retraite d'actions canadiennes Phillips, Hager & North Fonds au flottant faible Phillips, Hager & North Fonds fiduciaire de retraite d'actions canadiennes plus Phillips, Hager & North Fonds fiduciaire de retraite d'actions outre-mer Phillips, Hager & North	7 avril 2010	Colombie-Britannique
Fonds de placement Phillips, Hager & North  Fonds de marché monétaire canadien Phillips, Hager & North Fonds de marché monétaire américain Phillips, Hager & North Fonds d'hypothèques et d'obligations à court terme Phillips, Hager & North Fonds d'obligations Phillips, Hager & North Fonds d'obligations à rendement global Phillips, Hager & North Fonds d'obligations indexées sur l'inflation Phillips, Hager & North Fonds d'obligations à rendement élevé Phillips, Hager & North Fonds équilibré Phillips, Hager & North Fonds à revenu canadien Phillips, Hager & North Fonds à revenu de dividendes Phillips, Hager & North Fonds à revenu de dividendes américain Phillips, Hager & North Fonds d'actions canadiennes Phillips,	7 avril 2010	Colombie-Britannique

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale <sup>1</sup>
Hager & North Fonds d'actions américaines avec couverture de change Phillips, Hager & North Fonds d'actions américaines Phillips, Hager & North Fonds d'actions outre-mer avec couverture de change Phillips, Hager & North Fonds d'actions outre-mer Phillips, Hager & North Fonds d'actions mondiales Phillips, Hager & North Fonds de croissance canadien Phillips, Hager & North Fonds Vintage Phillips, Hager & North Fonds de croissance américain Phillips, Hager & North Fonds d'obligations Valeurs communautaires Phillips, Hager & North Fonds équilibré Valeurs communautaires Phillips, Hager & North Fonds d'actions canadiennes Valeurs communautaires Phillips, Hager & North Fonds d'actions mondiales Valeurs communautaires Phillips, Hager & North Fonds équilibré mondial BonaVista Fonds de valeur d'actions canadiennes BonaVista		
Mitel Networks Corporation	1 <sup>er</sup> avril 2010	Ontario
Propel Multi-Strategy Fund (auparavant :Propel Paulson Diversified Fund)	31 mars 2010	Ontario

<sup>1</sup> Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

#### 6.6.1.4 Dépôt de suppléments

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers un supplément de prospectus qui complète l'information contenue au prospectus préalable ou simplifié de ces émetteurs pour lequel un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières :

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable ou du prospectus simplifié
Banque de Nouvelle-Écosse	31 mars 2010	16 avril 2008
Barclays Bank PLC	29 mars 2010	14 novembre 2008
Barclays Bank PLC	30 mars 2010	14 novembre 2008
Husky Energy Inc.	9 mars 2010	21 décembre 2009
Husky Energy Inc.	9 mars 2010	21 décembre 2009

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces suppléments, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

#### 6.6.2 Dispenses de prospectus

##### Exploration Dia Bras Inc.

Vu le placement de droits de Exploration Dia Bras Inc. (l'« émetteur ») visé par la notice d'offre datée du 1er avril 2010 (la « notice d'offre ») déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »);

Vu le dépôt par l'émetteur en date du 8 janvier 2010 de l'avis prévu à l'article 2.1(1)a du *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription* (le « Règlement 45-106 »);

Vu la lettre d'opposition émise par l'Autorité en date du 11 janvier 2010 relativement à l'opération visée prévue à la notice d'offre;

Vu le respect par l'émetteur des conditions prévues à l'article 2.1 du Règlement 45-106;

Vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, L.R.Q., c.A-33.2.

En conséquence, l'Autorité accepte les renseignements fournis par l'émetteur relativement au placement de 371 491 824 droits de souscription, tel que prévu dans la notice d'offre.

Fait à Montréal, le 1<sup>er</sup> avril 2010.

Benoit Dionne  
Chef du service du financement des sociétés

Numéro de projet SEDAR : 1522490

Décision n°: 2010-FS-0430

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse [www.canlii.org](http://www.canlii.org).

Si vous désirez consulter les décisions rendues depuis la publication du dernier numéro du bulletin, vous n'avez qu'à suivre les indications suivantes : rendez-vous à l'adresse Internet [www.canlii.org/fr/advancedsearch.htm](http://www.canlii.org/fr/advancedsearch.htm), inscrivez la date du dernier bulletin et la date du jour à l'étape 3 - Date de décision, vérifiez que toutes les compétences sont sélectionnées à l'étape 4 - Compétences, cocher le choix « aucune » à l'étape 5 - Législation, cocher le choix « aucune » à l'étape 6 - Cours, cocher le choix « valeurs mobilières » à l'étape 7 - Tribunaux administratifs et lancer la recherche en cliquant le bouton « chercher ».

### 6.6.3 Déclarations de placement avec dispense

L'Autorité publie ci-dessous l'information concernant les placements effectués sous le bénéfice des dispenses prévues au *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription* (« Règlement 45-106 »).

Nous rappelons qu'il est de la responsabilité des émetteurs de s'assurer qu'ils bénéficient des dispenses prévues au Règlement 45-106 avant d'effectuer un placement. Les émetteurs doivent aussi s'assurer du respect des délais impartis pour déclarer les placements et fournir une information exacte. Toute contravention aux dispositions législatives et réglementaires pertinentes constitue une infraction.

L'information contenue aux déclarations de placement avec dispense déposées conformément au Règlement 45-106 est publiée ci-dessous tel qu'elle est fournie par les émetteurs concernés. L'Autorité ne saurait être tenue responsable de quelque lacune ou erreur que ce soit dans ces déclarations.

## SECTION RELATIVE AUX SOCIÉTÉS

Nom de l'émetteur	Date du placement	Nombre et type de titres émis	Montant total du placement	Nombre de souscripteurs QC / Hors QC		Dispense invoquée (Règlement 45-106)
Neilas (Shephard Road) Limited Partnership	2010-01-25 et 2010-01-26	1 250 parts de société en commandite	125 000 \$	1	1	2.3
North American Gem Inc.	2009-10-08	5 000 000 d'unités	300 000 \$	1	29	2.3 / 2.5



Nom de l'émetteur	Date du placement	Nombre et type de titres émis	Montant total du placement	Nombre de souscripteurs		Dispense invoquée (Règlement 45-106)
				QC	Hors QC	
Otish Energy Inc.	2009-12-30	2 559 920 unités et 11 148 540 actions ordinaires accréditives	959 598 \$	81	14	2.3 / 2.5
PetroBakken Energy Ltd.	2010-01-25	billets convertibles	750 000 000 \$US	1	225	2.3
PharmaGap Inc.	2010-02-19	5 185 606 unités	855 625 \$	2	56	2.3
Red Hill Energy Inc.	2010-02-17	6 500 000 unités	1 950 000 \$	1	37	2.3 / 2.5 / 2.10
Romios Gold Resources Inc.	2009-02-12 2009-04-22 et 2010-01-22	390 000 actions ordinaires	40 950 \$	2	0	2.13
TCHC Issuer Trust	2010-02-22	débetures série B	200 000 000 \$	7	15	2.3
Technologies D-Box Inc.	2010-02-17	20 692 886 actions ordinaires catégorie A et 10 346 443 bons de souscription	7 242 510 \$	4	3	2.10
Tuscany International Drilling Ltd.	2010-02-12	42 269 501 bons de souscription spéciaux	66 771 017 \$	2	210	2.3

## SECTION RELATIVE AUX FONDS D'INVESTISSEMENT

Aucune information.

Pour de plus amples renseignements relativement aux placements énumérés ci-dessus, veuillez consulter les dossiers disponibles à la salle des dossiers de l'Autorité.

#### 6.6.4 Refus

Aucune information.

#### 6.6.5 Divers

##### **Artis Real Estate Investment Trust**

Vu la demande présentée par Artis Real Estate Investment Trust (l'« émetteur ») auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») le 30 mars 2010 (la « demande »);

Vu les articles 40.1 et 263 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, L.R.Q., c. V-1.1 (la « Loi »);

Vu les articles 2.2(2) et 19.1 du *Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus* (le « Règlement 41-101 »);

Vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, L.R.Q., c. A-33.2;

Vu la demande visant à obtenir une dispense temporaire de l'obligation prévue à l'article 40.1 de la Loi et à l'article 2.2(2) du Règlement 41-101 d'établir une version française des documents suivants qui seront intégrés par renvoi dans le prospectus simplifié provisoire que l'émetteur entend déposer le ou vers le 7 avril 2010 (la « dispense demandée ») :

1. la notice annuelle pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009;
  2. les états financiers annuels vérifiés comparatifs ainsi que le rapport de la direction sur le rendement du fonds qui les accompagne, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009;
  3. la circulaire de sollicitation de procurations datée du 19 mars 2010;
- (collectivement, les « documents visés »);

Vu les déclarations faites par l'émetteur.

En conséquence, l'Autorité accorde la dispense demandée à la condition que les documents visés soient traduits en français et que la version française des documents visés soit déposée auprès de l'Autorité dans les meilleurs délais, mais au plus tard au moment du dépôt du prospectus simplifié se rapportant au prospectus simplifié provisoire.

Fait à Montréal, le 7 avril 2010.

Patrick Théorêt  
Chef du Service du financement des sociétés

Décision n°: 2010-FS-0432

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser

les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse [www.canlii.org](http://www.canlii.org).

Si vous désirez consulter les décisions rendues depuis la publication du dernier numéro du bulletin, vous n'avez qu'à suivre les indications suivantes : rendez-vous à l'adresse Internet [www.canlii.org/fr/advancedsearch.htm](http://www.canlii.org/fr/advancedsearch.htm), inscrivez la date du dernier bulletin et la date du jour à l'étape 3 - Date de décision, vérifiez que toutes les compétences sont sélectionnées à l'étape 4 – Compétences, cocher le choix « aucune » à l'étape 5 – Législation, cocher le choix « aucune » à l'étape 6 – Cours, cocher le choix « valeurs mobilières » à l'étape 7 – Tribunaux administratifs et lancer la recherche en cliquant le bouton « chercher ».

## 6.7 RÉGIME DE L'AUTORITÉ PRINCIPALE (RÈGLEMENT 11-101)

La section 6.7 du Bulletin ne contient désormais plus d'information vu l'entrée en vigueur du *Règlement 11-102 sur le régime de passeport*.

## 6.8 OFFRES PUBLIQUES

### 6.8.1 Avis

Aucune information.

### 6.8.2 Dispenses

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse [www.canlii.org](http://www.canlii.org).

Si vous désirez consulter les décisions rendues depuis la publication du dernier numéro du bulletin, vous n'avez qu'à suivre les indications suivantes : rendez-vous à l'adresse Internet [www.canlii.org/fr/advancedsearch.htm](http://www.canlii.org/fr/advancedsearch.htm), inscrivez la date du dernier bulletin et la date du jour à l'étape 3 - Date de décision, vérifiez que toutes les compétences sont sélectionnées à l'étape 4 - Compétences, cocher le choix « aucune » à l'étape 5 - Législation, cocher le choix « aucune » à l'étape 6 - Cours, cocher le choix « valeurs mobilières » à l'étape 7 - Tribunaux administratifs et lancer la recherche en cliquant le bouton « chercher ».

### 6.8.3 Refus

Aucune information.

### 6.8.4 Divers

Aucune information.

## 6.9 INFORMATION SUR LES VALEURS EN CIRCULATION

### 6.9.1 Actions déposées entre les mains d'un tiers

Aucune information.

### 6.9.2 Dispenses

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse [www.canlii.org](http://www.canlii.org).

Si vous désirez consulter les décisions rendues depuis la publication du dernier numéro du bulletin, vous n'avez qu'à suivre les indications suivantes : rendez-vous à l'adresse Internet [www.canlii.org/fr/advancedsearch.htm](http://www.canlii.org/fr/advancedsearch.htm), inscrivez la date du dernier bulletin et la date du jour à l'étape 3 - Date de décision, vérifiez que toutes les compétences sont sélectionnées à l'étape 4 - Compétences, cocher le choix « aucune » à l'étape 5 - Législation, cocher le choix « aucune » à l'étape 6 - Cours, cocher le choix « valeurs mobilières » à l'étape 7 - Tribunaux administratifs et lancer la recherche en cliquant le bouton « chercher ».

### 6.9.3 Refus

Aucune information.

### 6.9.4 Révocations de l'état d'émetteur assujéti

#### **SIRIT Inc.**

En conséquence, l'Autorité révoque l'état d'émetteur assujéti de SIRIT Inc.

La présente décision prend effet à la date de décision de l'autorité principale.

Décision n°: 2010-FIIC-0066

### 6.9.5 Divers

Aucune information.

## 6.10 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

## 6.11 ANNEXES ET AUTRES RENSEIGNEMENTS



## ANNEXE 1 DÉPÔTS DE DOCUMENTS D'INFORMATION

## RAPPORTS TRIMESTRIELS

	Date du document
APELLA RESOURCES INC.	2010-01-31
CANADIAN SATELLITE RADIO HOLDINGS INC.	2010-02-28
CAPITAL SUB INC.	2010-01-31
COMMUNICATIONS DVR INC.	2010-01-31
CORPORATION BIG RED DIAMOND	2010-01-31
CORPORATION GROUPE MERCATOR TRANSPORT	2010-01-31
CORPORATION NUVOLT INC.	2010-02-28
CORPORATION URANIUM QUEST	2010-01-31
COVINGTON VENTURE FUND INC.	2010-01-31
EXFO INC.	2010-02-28
MATRIKON INC.	2010-02-28
MCO CAPITAL INC.	2010-01-31
MINES D'OR EXCEL INC. (LES)	2010-01-31
MINES D'OR VISIBLES INC. (LES)	2010-01-31
PERLITE CANADA INC.	2010-01-31
RESSOURCES EVERTON INC.	2010-01-31
RESSOURCES MURGOR INC.	2010-01-31
SANDVINE CORPORATION	2010-02-28
STELLAR PACIFIC VENTURES INC.	2010-01-31
5N PLUS INC.	2010-02-28

## ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

	Date du document
ABITIBIBOWATER INC.	2009-12-31
ACTIVENERGY INCOME FUND	2009-12-31
ACUITY FOCUSED TOTAL RETURN TRUST	2009-12-31
ACUITY GROWTH & INCOME TRUST	2009-12-31
ACUITY SMALL CAP CORPORATION	2009-12-31
ADEPTRON TECHNOLOGIES CORPORATION	2009-12-31
ADHEREX TECHNOLOGIES INC.	2009-12-31
AHL INVESTMENT STRATEGIES SPC (29947)	2009-12-31
AHL INVESTMENT STRATEGIES SPC BILLETS MAN AHL DIV. 2 CAD DE CAT. D (30168)	2009-12-31
AKITA DRILLING LTD	2009-12-31
ALGONQUIN POWER & UTILITIES CORP.	2009-12-31
ALGONQUIN POWER INCOME FUND	2009-12-31
AMERICAN BONANZA GOLD CORP	2009-12-31
AMERICAN EXPRESS CANADA CREDIT CORPORATION	2009-12-31
AMERICAN NATURAL ENERGY CORPORATION	2009-12-31
AMERICAN RESOURCE CORPORATION LIMITED	2009-12-31
ARCTIC GLACIER INCOME FUND	2009-12-31
AVIP TRUST (#25072)	2009-12-31
BAM INVESTMENTS CORP.	2009-12-31
BIG BANK BIG OIL SPLIT CORP.	2009-12-31
BLUE RIBBON INCOME FUND	2009-12-31
BLUMONT CORE HEDGE FUND	2009-12-31
BLUMONT HIRSCH PERFORMANCE FUND (#18958)	2009-12-31
BOMBARDIER INC.	2010-01-31
BROMPTON ADVANTAGED OIL & GAS INCOME FUND (23907)	2009-12-31

## ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

	Date du document
BROMPTON ADVANTAGED VIP INCOME FUND (#25144)	2009-12-31
BROMPTON EQUITY SPLIT CORP.	2009-12-31
BROMPTON LIFECO SPLIT CORP.	2009-12-31
BROMPTON OIL & GAS INCOME FUND	2009-12-31
BROMPTON SPLIT BANC CORP.	2009-12-31
BROMPTON VIP INCOME FUND	2009-12-31
BROOKFIELD ASSET MANAGEMENT INC.	2009-12-31
BROOKFIELD INVESTMENTS CORPORATION	2009-12-31
B2GOLD CORP.	2009-12-31
C.A.B. REALTY FINANCE L.P. (28878)	2009-12-31
CAISSE D'ECONOMIE DESJARDINS DE SEPT-ILES	2009-12-31
CAISSE DESJARDINS D'AMOS	2009-12-31
CAISSE DESJARDINS D'ARGENTEUIL	2009-12-31
CAISSE DESJARDINS DE BELOEIL-MONT-SAINT-HILAIRE	2009-12-31
CAISSE DESJARDINS DE SAINT-ANTOINE-DES-LAURENTIDES	2009-12-31
CAISSE DESJARDINS DE BEAUPORT	2009-12-31
CAISSE DESJARDINS DE BIENVILLE	2009-12-31
CAISSE DESJARDINS DE L'HERITAGE DES BASQUES	2009-12-31
CAISSE DESJARDINS DE L'ILE-D'ORLEANS	2009-12-31
CAISSE DESJARDINS DE L'OUEST DE LA MONTEREGIE	2009-12-31
CAISSE DESJARDINS DE LIMOILOU	2009-12-31
CAISSE DESJARDINS DE MONT-LAURIER	2009-12-31
CAISSE DESJARDINS DE ROUYN-NORANDA	2009-12-31
CAISSE DESJARDINS DE VAL-MASKA	2009-12-31
CAISSE DESJARDINS DE VAUDREUIL-SOULANGES	2009-12-31
CAISSE DESJARDINS DES MONTS ET RIVIERES	2009-12-31
CAISSE DESJARDINS DES RIVIERES BOYER ET ETCHEMIN	2009-12-31
CAISSE DESJARDINS DES RIVIERES CHAUDIERE ET ETCHEMIN	2009-12-31
CAISSE DESJARDINS DES SEIGNEURIES DE BELLECHASSE	2009-12-31
CAISSE DESJARDINS DES SOMMETS DE LA BEAUCE	2009-12-31
CAISSE DESJARDINS DU CAP-MARTIN DE CHARLEVOIX	2009-12-31
CAISSE DESJARDINS DU MONT-BELLEVUE DE SHERBROOKE	2009-12-31
CAISSE DESJARDINS DU MONT-SAINT-BRUNO	2009-12-31
CAISSE DESJARDINS DU SUD DE LA BEAUCE	2009-12-31
CAISSE DESJARDINS DU VIEUX-MOULIN (BEAUPORT)	2009-12-31
CAISSE DESJARDINS LES MEANDRES	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DE L'ANGE-GARDIEN (LA)	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DE ST-ALEXIS-DES-MONTS (LA)	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS MONT-SAINTE-ANNE	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS PIERRE-DE-SAUREL	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS BEAUHARNOIS	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS D'ALMA	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE BOIS-FRANC-CARTIERVILLE	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE HAVRE-SAINT-PIERRE	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE L'ANSE-SAINT-JEAN	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE MONT-TREMBLANT	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE NOTRE-DAME-DE-GRACE	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE SAINT-ANTONIN	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE SAINT-FABIEN	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE SAINT-LAURENT (LA)	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE ST-ROCH-DE-L'ACHIGAN	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE BEDFORD	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE CAP-ROUGE	2009-12-31

## ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

	Date du document
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE HAUTERIVE	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE LA REGION-OUEST-DE-MEGANTIC	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE LA RIVIERE-OUELLE	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE LA VALLEE DE L'ETCHEMIN	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE LA VALLEE DES LACS	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE MATANE	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE WEEDON	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DES PAYS-D'EN-HAUT	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DES QUATRE-VENTS	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DES TROIS-LACS	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DES ABENAKIS	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DES MONTS DE BELLECHASSE	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DU CENTRE-VILLE DE QUEBEC	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DU BAS-SAINT FRANCOIS	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DU HAUT-PAYS DE LA NEIGETTE	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DU PARC ET VILLERAY	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DU PLATEAU DES APPALACHES	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS MER ET MONTAGNES	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS PROVOST DE LACHINE	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE LES GRANDS BOULEVARDS	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE LONGUE-POINTE	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE PLACE DESJARDINS (LA)	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE ST-MARTIN DE LAVAL	2009-12-31
CAISSE PRIVEE « A » ACTIONS INTERNATIONALES TBN (#17248)	2009-12-31
CAISSE PRIVEE « A » ACTIONS AMERICAINES TBN (#17248)	2009-12-31
CAISSE PRIVEE « A » ACTIONS CANADIENNES TBN (#17248)	2009-12-31
CAISSE PRIVEE « B » ACTIONS INTERNATIONALES TBN (#17248)	2009-12-31
CAISSE PRIVEE « B » ACTIONS AMERICAINES TBN (#17248)	2009-12-31
CAISSE PRIVEE « B » ACTIONS CANADIENNES TBN (#17248)	2009-12-31
CAISSE PRIVEE ACTIFS REELS TBN (#17248)	2009-12-31
CAISSE PRIVEE ACTIONS DE CROISSANCE TBN (#17248)	2009-12-31
CAISSE PRIVEE ACTIONS PRIVILEGIEES TBN (#17248)	2009-12-31
CAISSE PRIVEE AMERICAINE DIVERSIVIEE TBN (#17248)	2009-12-31
CAISSE PRIVEE DEVIATIONS TACTIQUES TBN (#17248)	2009-12-31
CAISSE PRIVEE FIDUCIE ET SUCCESSIONS TBN (#17248)	2009-12-31
CAISSE PRIVEE MARCHE MONETAIRE TBN (#17248)	2009-12-31
CAISSE PRIVEE MARCHES EMERGENTS TBN (#17248)	2009-12-31
CAISSE PRIVEE OBLIGATIONS GOUVERNEMENTALES TBN (#17248)	2009-12-31
CAISSE PRIVEE OBLIGATIONS A HAUT RENDEMENT TBN (#17248)	2009-12-31
CAISSE PRIVEE OBLIGATIONS CANADIENNES COURT TERME TBN (#17248)	2009-12-31
CAISSE PRIVEE OBLIGATIONS CANADIENNES TBN (#17248)	2009-12-31
CAISSE PRIVEE OBLIGATIONS CORPORATIVES TBN (#17248)	2009-12-31
CANADIAN CONVERTIBLE DEBENTURE FUND	2009-12-31
CANADIAN ENERGY CONVERTIBLE DEBENTURE FUND	2009-12-31
CATEGORIE D'ACTIONS CANADIENNES DE 30 SOC. TOUTES CAP. ACUITY (#10929)	2009-12-31
CATEGORIE DE CROISSANCE DE METAUX PRECIEUX SENTRY SELECT (#15141)	2009-12-31
CATEGORIE DE CROISSANCE ENERGETIQUE CANADIENNE SENTRY SELECT (#15141)	2009-12-31
CATEGORIE DE RENDEMENT STRATEGIQUE O'LEARY (#30617)	2009-12-31
CATEGORIE DE RESSOURCES CANADIENNES QWEST ENERGY DE QE FUNDS CORP.	2009-12-31
CATEGORIE DE RESSOURCES CANADIENNES SENTRY SELECT (#15141)	2009-12-31
CATEGORIE DE RESSOURCES NATURELLES ACUITY (#10929)	2009-12-31
CATEGORIE DE REVENU A COURT TERME ACUITY (#10929)	2009-12-31
CATEGORIE DE REVENU CANADIEN SENTRY SELECT (#15141)	2009-12-31

## ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

	Date du document
CATEGORIE DE REVENU ELEVE ACUIITY (#10929)	2009-12-31
CATEGORIE DU DOMAINE MINIER SENTRY SELECT (#15141)	2009-12-31
CATEGORIE DU MARCHE MONETAIRE SENTRY SELECT (#15141)	2009-12-31
CATEGORIE ENERGIE ASTON HILL ARK (#28704)	2009-12-31
CATEGORIE EQUILIBREE SENTRY SELECT (#15141)	2009-12-31
CATEGORIE MONDIALE DE DIVIDENDES ACUIITY (#10929)	2009-12-31
CATEGORIE REVENU MENSUEL ASTON HILL ARK (#28704)	2009-12-31
CATEGORIE VALEUR TRAPEZE (#28704)	2009-12-31
CATERPILLAR FINANCIAL SERVICES LIMITED	2009-12-31
CITADEL INCOME FUND	2009-12-31
CITADEL SMART FUND	2009-12-31
CITIGROUP INC.	2009-12-31
CLAYMORE ADVANTAGED CANADIAN BOND ETF (#25938)	2009-12-31
CLAYMORE ADVANTAGED HIGH YIELD BOND ETF (#25938)	2009-12-31
CLAYMORE ALTERNATIVE ENERGY/ECO ETF (#25938)	2009-12-31
CLAYMORE BALANCED GROWTH COREPORTFOLIO ETF (#25938)	2009-12-31
CLAYMORE BALANCED INCOME COREPORTFOLIO ETF (#25938)	2009-12-31
CLAYMORE BRIC ETF (#25938)	2009-12-31
CLAYMORE BROAD EMERGING MARKETS ETF (#25938)	2009-12-31
CLAYMORE CANADIAN BALANCED COREPORTFOLIO ETF (#25938)	2009-12-31
CLAYMORE CANADIAN FINANCIAL MONTHLY INCOME ETF (#25938)	2009-12-31
CLAYMORE CANADIAN FUNDAMENTAL INDEX ETF (#25938)	2009-12-31
CLAYMORE CDN DIVIDEND & INCOME ACHIEVERS ETF (#25938)	2009-12-31
CLAYMORE EQUAL WEIGHT BANC & LIFECO ETF (#25938)	2009-12-31
CLAYMORE GLOBAL AGRICULTURE ETF (#25938)	2009-12-31
CLAYMORE GLOBAL INFRASTRUCTURE ETF (#25938)	2009-12-31
CLAYMORE GLOBAL MONTHLY ADVANTAGED DIVIDEND ETF (#25938)	2009-12-31
CLAYMORE GLOBAL REAL ESTATE ETF (#25938)	2009-12-31
CLAYMORE GOLD BULLION ETF	2009-12-31
CLAYMORE INTERNATIONAL FUNDAMENTAL INDEX FUND ETF (#25938)	2009-12-31
CLAYMORE JAPAN FUNDAMENTAL INDEX ETF C\$ HEDGED (#25938)	2009-12-31
CLAYMORE NATURAL GAS COMMODITY ETF (#25938)	2009-12-31
CLAYMORE OIL SANDS SECTOR ETF (#25938)	2009-12-31
CLAYMORE PREMIUM MONEY MARKET ETF (#25938)	2009-12-31
CLAYMORE S&P GLOBAL WATER ETF (#25938)	2009-12-31
CLAYMORE S&P/TSX CDN PREFERRED SHARE ETF (#25938)	2009-12-31
CLAYMORE S&P/TSX GLOBAL MINING ETF (#25938)	2009-12-31
CLAYMORE SILVER BULLION TRUST	2009-12-15
CLAYMORE US FUNDAMENTAL INDEX ETF (#25938)	2009-12-31
CLAYMORE 1-5 YR LADDERED CORPORATE BOND ETF (#25938)	2009-12-31
CLAYMORE 1-5 YR LADDERED GOVERNMENT BOND ETF (#25938)	2009-12-31
CLUBLINK ENTERPRISES LIMITED	2009-12-31
CNH CAPITAL CANADA RECEIVABLES TRUST	2009-12-31
CNH CAPITAL CANADA WHOLESALE TRUST	2009-12-31
COMPASS INCOME FUND	2009-12-31
COND'EAUTELS DU MANOIR	2009-12-31
CONNOR, CLARK & LUNN PRINTS TRUST	2009-12-31
CORPORATION MINIERE ALEXIS	2009-12-31
CORPORATION MINIERE SCORPIO	2009-12-31
CORPORATION NORTHGATE MINERALES	2009-12-31
CORPORATION VECTOR AEROSPATIALE	2009-12-31
COUNSEL CORPORATION	2009-12-31
COXE COMMODITY STRATEGY FUND	2009-12-31

## ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

	Date du document
CRITERION DIVERSIFIED COMMODITIES CURRENCY HEDGED FUND (#25490)	2009-12-31
CRITERION GLOBAL CLEAN ENERGY FUND (#25490)	2009-12-31
CRITERION GLOBAL DIVIDEND FUND (#25490)	2009-12-31
CRITERION WATER INFRASTRUCTURE FUND (#25490)	2009-12-31
CROWFLIGHT MINERALS INC.	2009-12-31
CRYSTALLEX INTERNATIONAL CORPORATION	2009-12-31
DEJOUR ENTERPRISES LTD.	2009-12-31
DIVESTCO INC.	2009-12-31
DOMINION EQUITY RESOURCE GROWTH CLASS	2009-12-31
ENERGY PLUS INCOME TRUST	2009-12-31
ENSIGN ENERGY SERVICES INC.	2009-12-31
ERDENE RESOURCE DEVELOPMENT CORPORATION	2009-12-31
EURO RESSOURCES S.A.	2009-12-31
EXEMPLAR CANADIAN FOCUS PORTFOLIO (#29294)	2009-12-31
EXEMPLAR DIVERSIFIED PORTFOLIO (#29294)	2009-12-31
EXEMPLAR GLOBAL OPPORTUNITIES PORTFOLIO (#29294)	2009-12-31
EXPLORATION DIOS INC.	2009-12-31
FIDUCIE A RENDEMENT REEL (#24408)	2009-12-31
FIDUCIE CARTE DE CREDIT OR	2009-12-31
FIDUCIE CARTES DE CREDIT GLOUCESTER	2009-12-31
FIDUCIE DE DEBENTURES CONVERTIBLES (30420)	2009-12-31
FIDUCIE DE PORTEFEUILLE (29982)	2009-12-31
FIDUCIE DE PORTEFEUILLE NORD-AMERICAINE (30322)	2009-12-31
FIDUCIE DE REPARTITION D'ACTIFS GLOBALE UBS	2009-12-31
FIDUCIE DE TITRES DE CAPITAL BANCAIRE CANADIEN (30034)	2009-12-31
FIDUCIE DE TITRES DE CAPITAL DE FINANCIERES NORD-AMERICAINES (30336)	2009-12-31
FIDUCIE MBB (29893)	2009-12-31
FIDUCIE POUR L'EDUCATION DES ENFANTS DU CANADA (LA)	2009-12-31
FIDUCIE STRATEGIQUE D'OBLIGATION CONVERTIBLES MONDIALES LAZARD (30446)	2009-12-31
FIDUCIE STRATEGIQUE NAVINA/LAZARD (29969)	2009-12-31
FIERA FIDUCIE A REVENU ELEVE	2009-12-31
FINANCIAL PREFERRED SECURITIES CORPORATION	2009-12-31
FINB BMO ACTIONS AMERICAINES COUVERTES EN DOLLARS CANADIENS (#29878)	2009-12-31
FINB BMO ACTIONS DE MARCHES EMERGENTS (#29878)	2009-12-31
FINB BMO ACTIONS INTERNATIONALES COUVERTES EN DOLLARS CANADIENS (#29878)	2009-12-31
FINB BMO DOW JONES CANADA TITANS 60 (#29878)	2009-12-31
FINB BMO EQUIPONDERE S&P/TSX BANQUES (#29878)	2009-12-31
FINB BMO EQUIPONDERE S&P/TSX METAUX DE BASE MON. COUV. EN DOL. CAN. (#29878)	2009-12-31
FINB BMO EQUIPONDERE S&P/TSX PETROLE ET GAZ (#29878)	2009-12-31
FINB BMO INFRASTRUCTURES MONDIALES (#29878)	2009-12-31
FINB BMO MOYENNE INDUSTRIELLE DOW JONES COUVERTE EN DOLLARS CANADIENS (#29878)	2009-12-31
FINB BMO OBLIGATIONS DE L'ETAT CANADIEN (#29878)	2009-12-31
FINB BMO OBLIGATIONS DE SOC. AMERICAINES A HAUT REND. COUV. EN DOL. CAN. (#29878)	2009-12-31
FINB BMO OBLIGATIONS DE SOCIETES A COURT TERME (#29878)	2009-12-31
FINB BMO OBLIGATIONS FEDERALES A COURT TERME (#29878)	2009-12-31
FINB BMO OBLIGATIONS PROVINCIALES A COURT TERME (#29878)	2009-12-31
FIRST ASSET CANBANC SPLIT CORP.	2009-12-31
FIRST ASSET DIVERSIFIED CONVERTIBLE DEBENTURE FUND	2009-12-31
FIRST ASSET ENERGY & RESOURCE FUND	2009-12-31
FIRST ASSET GLOBAL BOND TRUST (#21952)	2009-12-31
FIRST ASSET PIPES & POWER INCOME FUND	2009-12-31
FIRST ASSET POWERGEN FUND	2009-12-31
FIRST ASSET REIT INCOME FUND	2009-12-31

## ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

	Date du document
FIRST ASSET YIELD OPPORTUNITY TRUST (#21979)	2009-12-31
FIRST TRUST/HIGHLAND CAPITAL FLOATING RATE INCOME FUND II (24157)	2009-12-31
FIRST TRUST/HIGHLAND CAPITAL SENIOR LOAN TRUST (24132)	2009-12-31
FLAHERTY & CRUMRINE INVESTMENT GRADE FIXED INCOME FUND	2009-12-31
FLUID MUSIC CANADA, INC.	2009-12-31
FNB A ROTATION SAISONNIERE HORIZONS ALPHAPRO (#29689)	2009-12-31
FNB GERE HORIZONS ALPHAPRO S&P TSX 60 (#29689)	2009-12-31
FNB HORIZONS ALPHAPRO GARTMAN (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO COMEX ARGENT (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO COMEX ARGENT BAISSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO COMEX ARGENT HAUSSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO COMEX LINGOTS D'OR BAISSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO COMEX LINGOTS D'OR HAUSSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO COMEX OR (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO DOLLAR US BAISSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO DOLLAR US HAUSSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO MSCI MARCHES EMERGENTS BAISSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO MSCI MARCHES EMERGENTS HAUSSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO NASDAQ-100 BAISSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO NASDAQ-100 HAUSSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO NYMEX GAZ NATURAL A ECHEANCE EN HIVER (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO NYMEX GAZ NATURAL BAISSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO NYMEX GAZ NATUREL HAUSSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO NYMEX PETROLE BRUT A ECHEANCE EN HIVER (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO NYMEX PETROLE BRUT BAISSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO NYMEX PETROLE BRUT HAUSSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO OBLIGATIONS E.U. 30 ANS BAISSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO OBLIGATIONS E.U. 30 ANS HAUSSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO S&P AGRO-INDUSTRIE AMERIQUE DU NORD BAISSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO S&P AGRO-INDUSTRIE AMERIQUE DU NORD HAUSSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO S&P 500 BAISSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO S&P 500 HAUSSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO S&P/TSX AURIFERE MONDIAL À RENDEMENT INVERSE (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO S&P/TSX AURIFERE MONDIAL BAISSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO S&P/TSX AURIFERE MONDIAL HAUSSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO S&P/TSX METAUX DE BASE MONDIAL BAISSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO S&P/TSX METAUX DE BASE MONDIAL HAUSSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO S&P/TSX PLAFONNE ENERGIE A RENDEMENT INVERSE (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO S&P/TSX PLAFONNE ENERGIE BAISSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO S&P/TSX PLAFONNE ENERGIE HAUSSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO S&P/TSX PLAFONNE FINANCE A RENDEMENT INVERSE (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO S&P/TSX PLAFONNE FINANCE BAISSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO S&P/TSX PLAFONNE FINANCE HAUSSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO S&P/TSX 60 A RENDEMENT INVERSE (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO S&P/TSX 60 BAISSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO S&P/TSX 60 HAUSSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FONDS A GESTION FISCALE D'OBLIGATIONS CANADIEN NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS A GESTION FISCALE DE CROISSANCE AMERICAIN NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS A GESTION FISCALE DE CROISSANCE CANADIEN NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS A GESTION FISCALE DE CROISSANCE EQUILIBREE CANADIEN NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS A GESTION FISCALE DE CROISSANCE NORD-AMERICAN NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS A GESTION FISCALE DE DIVIDENDES MONDIAL NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS A GESTION FISCALE DE DIVIDENDES ET DE REVENU CANADIEN NEXGEN (#24887)	2009-12-31

## ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

	Date du document
FONDS A GESTION FISCALE DE DIVIDENDES ET DE REVENU NORD-AMERICAIN NEXGEN (#24887	2009-12-31
FONDS A GESTION FISCALE DE FAIBLE OU MOY. CAP. NORD-AMERICAIN NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS A GESTION FISCALE DE FORTE CAPITALISATION CANADIEN NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS A GESTION FISCALE DE FORTE CAP. NORD-AMERICAIN NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS A GESTION FISCALE DE RESSOURCES MONDIAL NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS A GESTION FISCALE DE REVENU ET DE CROISSANCE CANADIEN NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS A GESTION FISCALE DE VALEUR MONDIAL NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS A GESTION FISCALE DE VALEUR NORD-AMERICAIN NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS A GESTION FISCALE DU MARCHE MONETAIRE CANADIEN NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS A VISER ING DIRECT, CROISSANCE EQUILIBREE (#28594)	2009-12-31
FONDS A VISER ING DIRECT, EQUILIBRE (#28594)	2009-12-31
FONDS A VISER ING DIRECT, REVENU EQUILIBRE (#28594)	2009-12-31
FONDS AMERICAIN DE CROISSANCE MD (#5407)	2009-12-31
FONDS AMERICAIN DE VALEUR MD (#5407)	2009-12-31
FONDS ASIATIQUE DE CROISSANCE ET DE REVENU BMO GUARDIAN (#5791)	2009-12-31
FONDS ASIE-PACIFIQUE MAVRIX (#6714)	2009-12-31
FONDS CANADIEN A VERSEMENT FIXE IMAXX (#20225)	2009-12-31
FONDS CANADIEN BLUMONT (#15360)	2009-12-31
FONDS CANADIEN D' ACTIONS A GRANDE CAPITALISATION BMO GUARDIAN (#5791)	2009-12-31
FONDS CANADIEN D'OCCASIONS DE REVENU O'LEARY	2009-12-31
FONDS CANADIEN DE CROISSANCE MAVRIX (#6714)	2009-12-31
FONDS CANADIEN DE DIVIDENDES IMAXX (#20225)	2009-12-31
FONDS CANADIEN DE PETITES CAPITALISATION IMAXX (#20225)	2009-12-31
FONDS CANADIEN DE REVENU MENSUEL DIVERSIFIE BMO GUARDIAN (#5791)	2009-12-31
FONDS CANADIEN EQUILIBRE IMAXX (#20225)	2009-12-31
FONDS CATEGORIE ENERGIE ARK CATAPULT (#28493)	2009-12-31
FONDS CHINE SENTRY SELECT (#15141)	2009-12-31
FONDS COLLECTIF D' ACTIONS INTERNATIONALES GPPMD (#5407)	2009-12-31
FONDS COLLECTIF D' ACTIONS AMERICAINES GPPMD (#5407)	2009-12-31
FONDS COLLECTIF D' ACTIONS CANADIENNES GPPMD (#5407)	2009-12-31
FONDS COLLECTIF D' OBLIGATIONS CANADIENNES GPPMD (#5407)	2009-12-31
FONDS COLLECTIF DE DIVIDENDES GPPMD (#5407)	2009-12-31
FONDS COMMUN D' ACTION AMERICAINES LODH OPUS (#21403)	2009-12-31
FONDS COMMUN D' ACTIONS CANADIENNES DIVERSIFIEES LODH OPUS (#21403)	2009-12-31
FONDS COMMUN D' ACTIONS EUROPE AUSTRALIE EXTREME-ORIENT LODH OPUS (#21403)	2009-12-31
FONDS COMMUN DE REVENU FIXE LODH OPUS (#21403)	2009-12-31
FONDS CROISSANCE DES DIVIDENDES BMO GUARDIAN (#5791)	2009-12-31
FONDS D' ACTIONS AMERICAINES SELECTIONNEES BMO NESBITT BURNS (#14114)	2009-12-31
FONDS D' ACTIONS AMERICAINES DE CROISSANCE IMAXX (#20225)	2009-12-31
FONDS D' ACTIONS AMERICAINES DE BASE DFA (#22015)	2009-12-31
FONDS D' ACTIONS AMERICAINES DE VALEUR IMAXX (#20225)	2009-12-31
FONDS D' ACTIONS CANADIENNES SELECTIONNEES BMO NESBITT BURNS (#14114)	2009-12-31
FONDS D' ACTIONS CANADIENNES ACUITY (#10929)	2009-12-31
FONDS D' ACTIONS CANADIENNES DE CROISSANCE IMAXX (#20225)	2009-12-31
FONDS D' ACTIONS CANADIENNES DE BASE DFA (#22015)	2009-12-31
FONDS D' ACTIONS CANADIENNES DE VALEUR IMAXX (#20225)	2009-12-31
FONDS D' ACTIONS CANADIENNES DE 30 SOC. TOUTES CAPITALISATIONS ACUITY (#10929)	2009-12-31
FONDS D' ACTIONS CANADIENNES VALEURS SOCIALES ACUITY (#10929)	2009-12-31
FONDS D' ACTIONS DIVERSIFIE REDWOOD (#29523)	2009-12-31
FONDS D' ACTIONS EAEO ACUITY (#10929)	2009-12-31
FONDS D' ACTIONS ENVIRONNEMENT SAIN ACUITY (#10929)	2009-12-31
FONDS D' ACTIONS INTERNATIONALES BMO NESBITT BURNS (#14114)	2009-12-31
FONDS D' ACTIONS INTERNATIONALES DE BASE DFA (#22015)	2009-12-31

## ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

	Date du document
FONDS D' ACTIONS MD (#5407)	2009-12-31
FONDS D' ACTIONS MONDIALES DE CROISSANCE IMAXX (#20225)	2009-12-31
FONDS D' ACTIONS MONDIALES DE VALEUR IMAXX (#20225)	2009-12-31
FONDS D' ARBITRAGE AMETHYSTE	2009-12-31
FONDS D' ENTREPRISE BMO GUARDIAN (#5791)	2009-12-31
FONDS D' EXPLORATION MAVRIX (#6714)	2009-12-31
FONDS D' INFRASTRUCTURES MONDIALES SENTRY SELECT LAZARD (#15141)	2009-12-31
FONDS D' OBLIGATIONS A RENDEMENT ELEVE BMO GUARDIAN (#5791)	2009-12-31
FONDS D' OBLIGATIONS AMERICAINES A HAUT RENDEMENT NAVINA/LAZARD (29977)	2009-12-31
FONDS D' OBLIGATIONS BMO NESBITT BURNS (#14114)	2009-12-31
FONDS D' OBLIGATIONS CANADIENNES DE QUALITE SUPERIEUR RIDGEWOOD	2009-12-31
FONDS D' OBLIGATIONS CANADIENNES IMAXX (#20225)	2009-12-31
FONDS D' OBLIGATIONS CONVERTIBLES MONDIALES LAZARD (30472)	2009-12-31
FONDS D' OBLIGATIONS ET D' HYPOTHEQUES MD (#5407)	2009-12-31
FONDS D' OBLIGATIONS MD (#5407)	2009-12-31
FONDS D' OBLIGATIONS TACTIQUE FIERA HORIZONS ALPHAPRO (30040)	2009-12-31
FONDS DE CAPITAL GOODWOOD (LE)	2009-12-31
FONDS DE COUVERTURE TBN (#17248)	2009-12-31
FONDS DE CROISSANCE DE DIVIDENDES SENTRY SELECT (#15141)	2009-12-31
FONDS DE CROISSANCE DE METAUX PRECIEUX SENTRY SELECT (#15141)	2009-12-31
FONDS DE CROISSANCE DE RETRAITE SCEPTRE ROI (#28094)	2009-12-31
FONDS DE CROISSANCE ENERGETIQUE CANADIEN SENTRY SELECT (#15141)	2009-12-31
FONDS DE CROISSANCE ET DE REVENU BMO GUARDIAN (#5791)	2009-12-31
FONDS DE CROISSANCE ET DE REVENU SENTRY SELECT (#15141)	2009-12-31
FONDS DE DIVIDENDES ACUITY (#10929)	2009-12-31
FONDS DE DIVIDENDES ET DE REVENU MAVRIX (#6714)	2009-12-31
FONDS DE DIVIDENDES MD (#5407)	2009-12-31
FONDS DE DIVIDENDES MENSUELS BMO GUARDIAN LTEE (#5791)	2009-12-31
FONDS DE GESTION COMMUNE DE FIDUCIES DE REVENU A IMPOT DIFFERE MAVRIX (#6714)	2009-12-31
FONDS DE PETITES SOCIETES MAVRIX (#6714)	2009-12-31
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER SENTRY SELECT (#15141)	2009-12-31
FONDS DE RENDEMENT D' ACTIONS CANADIENNES O'LEARY (#30617)	2009-12-31
FONDS DE RENDEMENT D' ACTIONS MONDIALES O'LEARY (#30617)	2009-12-31
FONDS DE RENDEMENT D' OBLIGATIONS CANADIENNES O'LEARY (#30617)	2009-12-31
FONDS DE RENDEMENT D' OBLIGATIONS MONDIALES O'LEARY (#30617)	2009-12-31
FONDS DE RENDEMENT DU MARCHE MONETAIRE O'LEARY (#30617)	2009-12-31
FONDS DE RENDEMENT EQUILIBRE CANADIEN O'LEARY (#30617)	2009-12-31
FONDS DE RENDEMENT EQUILIBRE MONDIAL O'LEARY (#30617)	2009-12-31
FONDS DE RENDEMENT STRATEGIQUE O'LEARY (#30617)	2009-12-31
FONDS DE REPARTITION PRUDENTE DE L'ACTIF ACUITY (#10929)	2009-12-31
FONDS DE RESSOURCES NATURELLES ACUITY (#10929)	2009-12-31
FONDS DE RETRAITE CANADIEN ROI (#28094)	2009-12-31
FONDS DE RETRAITE MONDIAL ROI (#28094)	2009-12-31
FONDS DE REVENU A IMPOT DIFFERE MAVRIX (#6714)	2009-12-31
FONDS DE REVENU A PETITE CAPITALISATION SENTRY SELECT (#15141)	2009-12-31
FONDS DE REVENU A RENDEMENT REEL CONNOR, CLARK & LUNN (#24440)	2009-12-31
FONDS DE REVENU A TAUX VARIABLE BMO GUARDIAN (#5791)	2009-12-31
FONDS DE REVENU CANADIEN SENTRY SELECT (#15141)	2009-12-31
FONDS DE REVENU D' ACTIONS CANADIENNES O'LEARY	2009-12-31
FONDS DE REVENU DIVERSIFIE REDWOOD (#29523)	2009-12-31
FONDS DE REVENU DIVERSIFIE SENTRY SELECT (#15141)	2009-12-31
FONDS DE REVENU DU GROUPE DATA	2009-12-31
FONDS DE REVENU ELEVE ACUITY (#10929)	2009-12-31



## ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

	Date du document
FONDS DE REVENU ENERGETIQUE SENTRY SELECT (#15141)	2009-12-31
FONDS DE REVENU ET DE CROISSANCE ACUITY (#10929)	2009-12-31
FONDS DE REVENU ET DE CROISSANCE MD (#5407)	2009-12-31
FONDS DE REVENU ET DE CROISSANCE SERIE FONDATEUR O'LEARY	2009-12-31
FONDS DE REVENU FIXE ACUITY (#10929)	2009-12-31
FONDS DE REVENU MACQUARIE ENERGIE ET INFRASTRUCTURE	2009-12-31
FONDS DE REVENU MENSUEL ELEVE II BMO GUARDIAN (#5791)	2009-12-31
FONDS DE REVENU PLUS HORIZONS ALPHAPRO	2009-12-31
FONDS DE SOCIETES CANADIENNES A FAIBLE CAPITALISATION ACUITY (#10929)	2009-12-31
FONDS DE SUPERCYCLE MONDIAL ROI (#28094)	2009-12-31
FONDS DE TITRES A REVENU FIXE DE QUALITE DFA (#22015)	2009-12-31
FONDS DES 20 PREMIERES ACTIONS CANADA DE ROI (#28094)	2009-12-31
FONDS DIVERSIFIE DE RENDEMENT GLOBAL SENTRY SELECT (#15141)	2009-12-31
FONDS DIVERSIFIE DE REVENU ACUITY (#10929)	2009-12-31
FONDS DU MARCHE MONETAIRE IMAXX (#20225)	2009-12-31
FONDS DU MARCHE MONETAIRE SENTRY SELECT (#15141)	2009-12-31
FONDS DU SECTEUR MONDIAL DES SERVICES FINANCIERS CONNOR, CLARK & LUNN II	2009-12-31
FONDS ENREGISTRE D'OBLIGATIONS CANADIEN NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS ENREGISTRE DE CROISSANCE EQUILIBREE CANADIEN NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS ENREGISTRE DE CROISSANCE NORD-AMERICAIN NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS ENREGISTRE DE CROISSANCE AMERICAIN NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS ENREGISTRE DE CROISSANCE CANADIEN NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS ENREGISTRE DE DIVIDENDES ET DE REVENU CANADIEN NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS ENREGISTRE DE DIVIDENDES ET DE REVENU NORD-AMERICAIN NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS ENREGISTRE DE DIVIDENDES MONDIAL NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS ENREGISTRE DE FAIBLE OU MOYENNE CAP. NORD-AMERICAIN NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS ENREGISTRE DE FORTE CAPITALISATION CANADIEN NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS ENREGISTRE DE FORTE CAPITALISATION NORD-AMERICAIN NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS ENREGISTRE DE RESSOURCES MONDIAL NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS ENREGISTRE DE REVENU ET DE CROISSANCE CANADIEN NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS ENREGISTRE DE VALEUR NORD-AMERICAIN NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS ENREGISTRE DE VALEUR MONDIAL NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS ENREGISTRE DU MARCHE MONETAIRE CANADIEN NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS EQUILIBRE A VERSEMENT MENSUEL MAVRIX (#6714)	2009-12-31
FONDS EQUILIBRE BMO NESBITT BURNS (#14114)	2009-12-31
FONDS EQUILIBRE CANADIEN ACUITY (#10929)	2009-12-31
FONDS EQUILIBRE DE VALEURS SOCIALES ACUITY (#10929)	2009-12-31
FONDS EQUILIBRE MD (#5407)	2009-12-31
FONDS EQUILIBRE SENTRY SELECT (#15141)	2009-12-31
FONDS FIERA ACTIONS AMERICAINES (#6982)	2009-12-31
FONDS FIERA ACTIONS AMERICAINES-ETHIQUE (#6982)	2009-12-31
FONDS FIERA ACTIONS CANADIENNES CROISSANCE (#6982)	2009-12-31
FONDS FIERA ACTIONS CANADIENNES (#6982)	2009-12-31
FONDS FIERA ACTIONS CANADIENNES - ETHIQUE (#6982)	2009-12-31
FONDS FIERA ACTIONS INTERNATIONALES (#6982)	2009-12-31
FONDS FIERA ACTIONS MONDIALES (#6982)	2009-12-31
FONDS FIERA DE FINANCEMENT DIVERSIFIE (#6982)	2009-12-31
FONDS FIERA MARCHE MONETAIRE (#6982)	2009-12-31
FONDS FIERA OBLIGATIONS - GESTION TACTIQUE (#6982)	2009-12-31
FONDS FIERA OBLIGATIONS CANADIENNES - ETHIQUE (#6982)	2009-12-31
FONDS FNB D'OBLIGATIONS MONDIALES TACTIQUE (30036)	2009-12-31
FONDS INTERNATIONAL DE CROISSANCE MD (#5407)	2009-12-31
FONDS INTERNATIONAL DE VALEUR MD (#5407)	2009-12-31

## ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

	Date du document
FONDS MARCHE MONETAIRE ACUITY (#10929)	2009-12-31
FONDS MARCHE MONETAIRE MAVRIX (#6714)	2009-12-31
FONDS MONDIAL A PETITE CAPITALISATION BMO GUARDIAN (#5791)	2009-12-31
FONDS MONDIAL A PETITE CAPITALISATION REDWOOD (#29523)	2009-12-31
FONDS MONDIAL D' ACTIONS BMO GUARDIAN (#5791)	2009-12-31
FONDS MONDIAL D' ACTIONS VALEURS SOCIALES ACUITY (#10929)	2009-12-31
FONDS MONDIAL D' INFRASTRUCTURES O'LEARY	2009-12-31
FONDS MONDIAL D' OBLIGATIONS BMO GUARDIAN (#5791)	2009-12-31
FONDS MONDIAL D' OCCASIONS DE REVENU O'LEARY	2009-12-31
FONDS MONDIAL DE DIVIDENDES ACUITY (#10929)	2009-12-31
FONDS MONDIAL DE RENDEMENT D' INFRASTRUCTURE O'LEARY (#30617)	2009-12-31
FONDS MONDIAL DE RENDEMENT ABSOLU BMO GUARDIAN (#5791)	2009-12-31
FONDS MONDIAL DE REVENU D' ACTIONS O'LEARY	2009-12-31
FONDS MONDIAL DE REVENU ELEVE ACUITY (#10929)	2009-12-31
FONDS MONDIAL DE TITRES A REVENU FIXE DE CINQ ANS DFA (#22015)	2009-12-31
FONDS MONDIAL DE TITRES DU SECTEUR IMMOBILIER DFA (#22015)	2009-12-31
FONDS MONDIAL DIVERSIFIE BMO GUARDIAN (#5791)	2009-12-31
FONDS MONDIAL MAVRIX (#6714)	2009-12-31
FONDS MONDIAL TECHNOLOGIE BMO GUARDIAN (#5791)	2009-12-31
FONDS MONETAIRE MD (#5407)	2009-12-31
FONDS NORD-AMERICAIN DE CROISSANCE MAVRIX (#6714)	2009-12-31
FONDS PORTEFEUILLE DE CROISSANCE MAXIMALE BMO NESBITT BURNS (#14114)	2009-12-31
FONDS PORTEFEUILLE DE CROISSANCE BMO NESBITT BURNS (#14114)	2009-12-31
FONDS PORTEFEUILLE EQUILIBRE BMO NESBITT BURNS (#14114)	2009-12-31
FONDS SELECTIF MD (#5407)	2009-12-31
FONDS SERIES MULTIPLES MAVRIX LTEE - SERIE ACT. ORD. CANADIENNES (#6714)	2009-12-31
FONDS SERIES MULTIPLES MAVRIX LTEE - SERIE CANADIENNE DE CROISSANCE (#6714)	2009-12-31
FONDS SERIES MULTIPLES MAVRIX LTEE - SERIE EXPLORATION (#6714)	2009-12-31
FONDS SERIES MULTIPLES MAVRIX LTEE - SERIE NORD-AMERICAINE DE CROIS. (#6714)	2009-12-31
FONDS SERIES MULTIPLES MAVRIX LTEE - SERIE REVENU (#6714)	2009-12-31
FONDS SERIES MULTIPLES MAVRIX LTEE - SERIE REVENU A COURT TERME (#6714)	2009-12-31
FONDS SIERRA D' ACTIONS MAVRIX (#6714)	2009-12-31
FONDS STRATEGIQUE D' OBLIGATIONS MAVRIX (#6714)	2009-12-31
FONDS VECTEUR D' ACTIONS AMERICAINES DFA (#22015)	2009-12-31
FONDS VECTEUR D' ACTIONS INTERNATIONAL DFA (#22015)	2009-12-31
FORACO INTERNATIONAL SA	2009-12-31
FRONTERA COPPER CORPORATION	2009-12-31
FRONTIERALT OASIS CANADA FUND (#13182)	2009-12-31
FRV MEDIA INC.	2009-10-31
GENERAL MOTORS ACCEPTANCE CORPORATION DU CANADA, LIMITEE	2009-12-31
GEOGLOBAL RESOURCES INC.	2009-12-31
GEOPETRO RESOURCES COMPANY	2009-12-31
GESTIONNAIRE INDEPENDANT DU RESEAU ELECTRIQUE	2009-12-31
GLOBAL AGRIBUSINESS TRUST	2009-12-31
GLOBAL ALUMINA CORPORATION	2009-12-31
GLOBAL DIVIDEND FUND	2009-12-31
GLOBAL RAILWAY INDUSTRIES LTD.	2009-12-31
GLOBAL URANIUM FUND INC.	2009-12-31
GLOBAL 45 SPLIT CORP	2009-12-31
GLOBALBANC ADVANTAGED 8 SPLIT CORP.	2009-12-31
GLOBESTAR MINING CORPORATION	2009-12-31
GOLD RESERVE INC.	2009-12-31
GOLDEN QUEEN MINING CO. LTD.	2009-12-31

## ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

	Date du document
GROPPE TACTICAL ENERGY CLASS (#5423)	2009-12-31
GROUPE FORZANI LTEE (LE)	2010-01-31
GROUPE OPTIMAL INC.	2009-12-31
HOMBURG INVEST INC.	2009-12-31
HORIZON SCIENCES & TECHNOLOGIES INC.	2009-12-31
HOSTED DATA TRANSACTION SOLUTIONS INC.	2009-12-31
IMPERIAL METALS CORPORATION	2009-12-31
INDEXPLUS INCOME FUND	2009-12-31
INDUSTRIES AVCORP INC. (LES)	2009-12-31
INDUSTRIES LASSONDE INC.	2009-12-31
ISE LIMITED	2009-12-31
IVANHOE MINES LTD.	2009-12-31
JOV DIVERSIFIED QUEBEC 2009 FLOW-THROUGH LIMITED PARTNERSHIP	2009-12-31
KINGSWAY FINANCIAL SERVICES INC.	2009-12-31
KINGSWAY LINKED RETURN OF CAPITAL TRUST (#24421)	2009-12-31
KINGSWAY NOTE TRUST (#24320)	2009-12-31
KOBEX MINERALS INC.	2009-12-31
LAB RECHERCHE INC.	2009-12-31
LABOPHARM INC.	2009-12-31
LAWRENCE INCOME AND GROWTH FUND	2009-12-31
MACKENZIE MASTER LIMITED PARTNERSHIP	2009-12-31
MALAGA INC.	2009-12-31
MAN CANADA AHL ALPHA FUND (29978)	2009-12-31
MAN CANADA AHL DP INVESTMENT FUND (30217)	2009-12-31
MANULIFE BROMPTON ADVANTAGED BOND FUND	2009-12-31
MARRET HIGH YIELD STRATEGIES FUND (30037)	2009-12-31
MARRET HYS TRUST (29990)	2009-12-31
MARRET IGB TRUST (30317)	2009-12-31
MARRET INVESTMENT GRADE BOND FUND (30371)	2009-12-31
MAVRIX EXPLORE 2008 - I FT LIMITED PARTNERSHIP	2009-12-31
MAVRIX EXPLORE 2008 - II FT LIMITED PARTNERSHIP	2009-12-31
MAVRIX EXPLORE 2009 - I FT LIMITED PARTNERSHIP	2009-12-31
MAVRIX EXPLORE 2009- II FT LIMITED PARTNERSHIP	2009-12-31
MAVRIX QUEBEC 2008 FLOW THROUGH LP	2009-12-31
MAVRIX QUEBEC 2009 FLOW THROUGH LP	2009-12-31
MCAN MORTGAGE CORPORATION	2009-12-31
MDN INC.	2009-12-31
MEGA BRANDS INC.	2009-12-31
METHYLGENE INC.	2009-12-31
MIDDLEFIELD CANADIAN BALANCED CLASS (#5423)	2009-12-31
MIDDLEFIELD CANADIAN GROWTH CLASS (#5423)	2009-12-31
MIDDLEFIELD EQUITY INDEX CLASS (#5423)	2009-12-31
MIDDLEFIELD GLOBAL AGRICULTURE CLASS (#5423)	2009-12-31
MIDDLEFIELD INCOME PLUS CLASS (#5423)	2009-12-31
MIDDLEFIELD PRECIOUS METALS CLASS (#5423)	2009-12-31
MIDDLEFIELD SHORT-TERM INCOME CLASS (#5423)	2009-12-31
MIDDLEFIELD URANIUM FOCUSED METALS CLASS (#5423)	2009-12-31
MINERAUX SIERRA INC.	2009-12-31
MINES D'ARGENT ECU INC. (LES)	2009-12-31
MINES D'OR DYNACOR INC.	2009-12-31
MINES MONETA PORCUPINE INC. (LES)	2009-12-31
MINT INCOME FUND	2009-12-31
MRF 2009 RESOURCE LIMITED PARTNERSHIP	2009-12-31

## ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

	Date du document
NAL OIL & GAS TRUST	2009-12-31
NB SPLIT CORP.	2009-12-31
NGEX RESOURCES INC.	2009-12-31
NORTHSTAR AEROSPACE, INC.	2009-12-31
NOVADAQ TECHNOLOGIES INC.	2009-12-31
NUVISTA ENERGY LTD.	2009-12-31
O&G TRUST (#23809)	2009-12-31
OCP CREDIT STRATEGY FUND (30453)	2009-12-31
OCP INVESTMENT TRUST (30406)	2009-12-31
OILSANDS CANADA CORPORATION	2009-12-31
OLYMPUS PACIFIC MINERALS INC.	2009-12-31
OREZONE GOLD CORPORATION	2009-12-31
PATHFINDER CONVERTIBLE DEBENTURE FUND (30456)	2009-12-31
PATHWAY MULTI SERIES FUND INC.- CANADIAN FLEX SERIES FUND (#28440)	2009-12-31
PATHWAY MULTI SERIES FUND INC.- ENERGY SERIES FUND (#28440)	2009-12-31
PATHWAY MULTI SERIES FUND INC.- EXPLORER SERIES FUND (#28440)	2009-12-31
PATHWAY MULTI SERIES FUND INC.- FLEX DIV. AND INC. GROWTH SERI. FUND (#28440)	2009-12-31
PATHWAY MULTI SERIES FUND INC.- RESOURCE FLEX SERIES FUND (#28440)	2009-12-31
PATHWAY OIL & GAS 2008 FLOW-THROUGH LIMITED PARTNERSHIP	2009-12-31
PATHWAY OIL & GAS 2009 FLOW-THROUGH LIMITED PARTNERSHIP	2009-12-31
PETROLES CALVALLEY INC. (LES)	2009-12-31
PLACEMENTS D'AVENIR MD LIMITEE (#5407)	2009-12-31
PLAZACORP RETAIL PROPERTIES LTD	2009-12-31
POINTS INTERNATIONAL LTD.	2009-12-31
PORTEFEUILLE AMERICAIN D'ACTIONS BMO HARRIS (#15074)	2009-12-31
PORTEFEUILLE AMERICAIN DE CROISSANCE BMO HARRIS (#15074)	2009-12-31
PORTEFEUILLE CANADIEN D'ACTIONS A REVENU BMO HARRIS (#15074)	2009-12-31
PORTEFEUILLE CANADIEN D'ACTIONS DE CROISSANCE BMO HARRIS (#15074)	2009-12-31
PORTEFEUILLE CANADIEN D'ACTIONS DE VALEURS SURES BMO HARRIS (#15074)	2009-12-31
PORTEFEUILLE CANADIEN D'OBLIGATIONS D'ENTREPRISE BMO HARRIS (#15074)	2009-12-31
PORTEFEUILLE CANADIEN D'OBLIGATIONS A RENDEMENT GLOBAL BMO HARRIS (#15074)	2009-12-31
PORTEFEUILLE CANADIEN DE REVENU D'OBLIGATIONS BMO HARRIS (#15074)	2009-12-31
PORTEFEUILLE CANADIEN DU MARCHE MONETAIRE BMO HARRIS (#15074)	2009-12-31
PORTEFEUILLE CANADIEN SPECIAL DE CROISSANCE BMO HARRIS (#15074)	2009-12-31
PORTEFEUILLE CROISSANCE ALPHA (#10929)	2009-12-31
PORTEFEUILLE D'ACTIONS DES MARCHES EMERGENTS BMO HARRIS (#15074)	2009-12-31
PORTEFEUILLE D'OCCASIONS DE CROISSANCE BMO HARRIS (#15074)	2009-12-31
PORTEFEUILLE DE CROISSANCE AUDACIEUCE TOP IMAXX (#20225)	2009-12-31
PORTEFEUILLE DE CROISSANCE TOP IMAXX (#20225)	2009-12-31
PORTEFEUILLE DE REVENU ALPHA (#10929)	2009-12-31
PORTEFEUILLE DE REVENU DIVERSIFIE BMO HARRIS (#15074)	2009-12-31
PORTEFEUILLE DE REVENU TOP IMAXX (#20225)	2009-12-31
PORTEFEUILLE EQUILIBRE ALPHA (#10929)	2009-12-31
PORTEFEUILLE EQUILIBRE TOP IMAXX (#20225)	2009-12-31
PORTEFEUILLE INTERNATIONAL D'ACTIONS BMO HARRIS (#15074)	2009-12-31
PORTEFEUILLE MONDIAL ALPHA (#10929)	2009-12-31
PORTEFEUILLE PRUDENCE TOP IMAXX (#20225)	2009-12-31
PORTEFEUILLE SPECIAL D'ACTIONS INTERNATIONALES BMO HARRIS (#15074)	2009-12-31
PORTEFEUILLE VALEURS SOCIALES ALPHA (#10929)	2009-12-31
PRECIOUS METALS BULLION TRUST	2009-12-31
PREFERRED SHARE INVESTMENT TRUST	2009-12-31
PRO FTSE RAFI CANADIAN INDEX FUND (#26303)	2009-12-31
PRO FTSE RAFI EMERGING MARKETS INDEX FUND (#26303)	2009-12-31

## ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

	Date du document
PRO FTSE RAFI GLOBAL INDEX FUND (#26303)	2009-12-31
PRO FTSE RAFI HONG KONG CHINA INDEX FUND (#26303)	2009-12-31
PRO FTSE RAFI US INDEX FUND (#26303)	2009-12-31
PRO MONEY MARKET FUND (#26303)	2009-12-31
QUEENSTON MINING INC.	2009-12-31
QUSTREAM CORPORATION	2009-12-31
QWEST ENERGY 2008 FLOW-THROUGH LIMITED PARTNERSHIP	2009-12-31
QWEST ENERGY 2008-II FLOW-THROUGH LIMITED PARTNERSHIP	2009-12-31
QWEST ENERGY 2009 FLOW-THROUGH LIMITED PARTNERSHIP	2009-12-31
QWEST ENERGY 2009-II FLOW-THROUGH LIMITED PARTNERSHIP	2009-12-31
RAINMAKER ENTERTAINMENT INC.	2009-12-31
RAM POWER, CORP.	2009-12-31
RANAZ CORPORATION	2009-12-31
RAVENSOURCE FUND	2009-12-31
RESEARCH IN MOTION LIMITED	2010-02-27
RESSOURCES THUNDERMIN INC.	2009-12-31
RESSOURCES YORBEAU INC. (LES)	2009-12-31
ROUTE1 INC.	2009-12-31
RUBICON MINERALS CORPORATION	2009-12-31
SAVARIA CORPORATION	2009-12-31
SEMBIOSYS GENETICS INC.	2009-12-31
SENVEST CAPITAL INC.	2009-12-31
SHIRE PLC	2009-12-31
SMTC CORPORATION	2009-12-31
SOC. EN COMMANDITE FRONTIERALT METAUX PRECIEUX ET ENERGIE FLOW-THROUGH 2008	2009-12-31
SOCIETE EN COMMANDITE ACCREDITIVE PATHWAY QUEBEC 2009	2009-12-31
SOCIETE EN COMMANDITE ACCREDITIVE PATHWAY QUEBEC 2009-II	2009-12-31
SOCIETE EN COMMANDITE ACCREDITIVE CGF RESOURCE 2008	2009-12-31
SOCIETE EN COMMANDITE ACCREDITIVE 2008 CONNOR, CLARK & LUNN	2009-12-31
SOCIETE EN COMMANDITE ACCREDITIVE 2009 CONNOR, CLARK & LUNN	2009-12-31
SOCIETE EN COMMANDITE D'ACTIONS ACCREDITIVES MINIERES 2008-I GGOF	2009-12-31
SOCIETE EN COMMANDITE METAUX PRECIEUX NORTHERN 2006	2009-12-31
SOCIETE EN COMMANDITE METAUX PRECIEUX NORTHERN 2007	2009-12-31
SOCIETE EN COMMANDITE METAUX PRECIEUX NORTHERN 2007-II	2009-12-31
SOFAME TECHNOLOGIES INC	2009-09-30
SOLUTION CROISSANCE BMO GUARDIAN (#5791)	2009-12-31
SOLUTION CROISSANCE DYNAMIQUE BMO GUARDIAN (#5791)	2009-12-31
SOLUTION EQUILIBREE BMO GUARDIAN (#5791)	2009-12-31
SOLUTION PRUDENCE BMO GUARDIAN (#5791)	2009-12-31
SOLUTION REVENU BMO GUARDIAN (#5791)	2009-12-31
SPLIT REIT OPPORTUNITY TRUST	2009-12-31
SPUR VENTURES INC.	2009-12-31
STELLA-JONES INC.	2009-12-31
SUSTAINABLE PRODUCTION ENERGY TRUST	2009-12-31
T. BOONE PICKENS ENERGY FUND	2009-12-31
TAX OPTIMIZED RETURN ORIENTED SECURITIES TRUST	2009-12-31
TDK RESOURCE FUND INC.	2009-12-31
TDK 2008 FLOW-THROUGH LIMITED PARTNERSHIP	2009-12-31
TLC VISION CORPORATION	2009-12-31
TRANZEO WIRELESS TECHNOLOGIES INC.	2009-12-31
TREE ISLAND WIRE INCOME FUND	2009-12-31
TRIAX DIVERSIFIED HIGH YIELD TRUST	2009-12-31
UBS (CANADA) GLOBAL ALLOCATION FUND (#16794)	2009-12-31

## ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

	Date du document
URANIUM FOCUSED ENERGY FUND	2009-12-31
UTILITY SPLIT TRUST	2009-12-31
VOLTA RESOURCES INC.	2009-12-31
XSTRATA CANADA CORPORATION	2009-12-31
YIELDPLUS INCOME FUND	2009-12-31

## RAPPORTS ANNUELS

	Date du document
ABITIBIBOWATER INC.	2009-12-31
ACTIVENERGY INCOME FUND	2009-12-31
ACUITY FOCUSED TOTAL RETURN TRUST	2009-12-31
ACUITY GROWTH & INCOME TRUST	2009-12-31
ACUITY SMALL CAP CORPORATION	2009-12-31
ADEPTRON TECHNOLOGIES CORPORATION	2009-12-31
ADHEREX TECHNOLOGIES INC.	2009-12-31
AHL INVESTMENT STRATEGIES SPC (29947)	2009-12-31
AHL INVESTMENT STRATEGIES SPC BILLETS MAN AHL DIV. 2 CAD DE CAT. D (30168)	2009-12-31
AKITA DRILLING LTD	2009-12-31
ALGONQUIN POWER & UTILITIES CORP.	2009-12-31
ALGONQUIN POWER INCOME FUND	2009-12-31
AMERICAN BONANZA GOLD CORP	2009-12-31
AMERICAN EXPRESS CANADA CREDIT CORPORATION	2009-12-31
AMERICAN NATURAL ENERGY CORPORATION	2009-12-31
AMERICAN RESOURCE CORPORATION LIMITED	2009-12-31
ARCTIC GLACIER INCOME FUND	2009-12-31
AVIP TRUST (#25072)	2009-12-31
BAM INVESTMENTS CORP.	2009-12-31
BIG BANK BIG OIL SPLIT CORP.	2009-12-31
BLUE RIBBON INCOME FUND	2009-12-31
BLUMONT CORE HEDGE FUND	2009-12-31
BLUMONT HIRSCH PERFORMANCE FUND (#18958)	2009-12-31
BOMBARDIER INC.	2010-01-31
BROMPTON ADVANTAGED OIL & GAS INCOME FUND (23907)	2009-12-31
BROMPTON ADVANTAGED VIP INCOME FUND (#25144)	2009-12-31
BROMPTON EQUITY SPLIT CORP.	2009-12-31
BROMPTON LIFECO SPLIT CORP.	2009-12-31
BROMPTON OIL & GAS INCOME FUND	2009-12-31
BROMPTON SPLIT BANC CORP.	2009-12-31
BROMPTON VIP INCOME FUND	2009-12-31
BROOKFIELD ASSET MANAGEMENT INC.	2009-12-31
BROOKFIELD INVESTMENTS CORPORATION	2009-12-31
B2GOLD CORP.	2009-12-31
C.A.B. REALTY FINANCE L.P. (28878)	2009-12-31
CAISSE D'ECONOMIE DESJARDINS DE SEPT-ILES	2009-12-31
CAISSE DESJARDINS D'AMOS	2009-12-31
CAISSE DESJARDINS D'ARGENTEUIL	2009-12-31
CAISSE DESJARDINS DE BELOEIL-MONT-SAINT-HILAIRE	2009-12-31
CAISSE DESJARDINS DE SAINT-ANTOINE-DES-LAURENTIDES	2009-12-31
CAISSE DESJARDINS DE BEAUPORT	2009-12-31
CAISSE DESJARDINS DE BIENVILLE	2009-12-31
CAISSE DESJARDINS DE L'HERITAGE DES BASQUES	2009-12-31
CAISSE DESJARDINS DE L'ILE-D'ORLEANS	2009-12-31

## RAPPORTS ANNUELS

	Date du document
CAISSE DESJARDINS DE L'OUEST DE LA MONTEREGIE	2009-12-31
CAISSE DESJARDINS DE LIMOILOU	2009-12-31
CAISSE DESJARDINS DE MONT-LAURIER	2009-12-31
CAISSE DESJARDINS DE ROUYN-NORANDA	2009-12-31
CAISSE DESJARDINS DE VAL-MASKA	2009-12-31
CAISSE DESJARDINS DE VAUDREUIL-SOULANGES	2009-12-31
CAISSE DESJARDINS DES MONTS ET RIVIERES	2009-12-31
CAISSE DESJARDINS DES RIVIERES BOYER ET ETCHEMIN	2009-12-31
CAISSE DESJARDINS DES RIVIERES CHAUDIERE ET ETCHEMIN	2009-12-31
CAISSE DESJARDINS DES SEIGNEURIES DE BELLECHASSE	2009-12-31
CAISSE DESJARDINS DES SOMMETS DE LA BEUCE	2009-12-31
CAISSE DESJARDINS DU CAP-MARTIN DE CHARLEVOIX	2009-12-31
CAISSE DESJARDINS DU MONT-BELLEVUE DE SHERBROOKE	2009-12-31
CAISSE DESJARDINS DU MONT-SAINT-BRUNO	2009-12-31
CAISSE DESJARDINS DU SUD DE LA BEUCE	2009-12-31
CAISSE DESJARDINS DU VIEUX-MOULIN (BEAUPORT)	2009-12-31
CAISSE DESJARDINS LES MEANDRES	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DE L'ANGE-GARDIEN (LA)	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DE ST-ALEXIS-DES-MONTS (LA)	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS MONT-SAINTE-ANNE	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS PIERRE-DE-SAUREL	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS BEAUHARNOIS	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS D'ALMA	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE BOIS-FRANC-CARTIERVILLE	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE HAVRE-SAINT-PIERRE	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE L'ANSE-SAINT-JEAN	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE MONT-TREMBLANT	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE NOTRE-DAME-DE-GRACE	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE SAINT-ANTONIN	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE SAINT-FABIEN	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE SAINT-LAURENT (LA)	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE ST-ROCH-DE-L'ACHIGAN	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE BEDFORD	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE CAP-ROUGE	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE HAUTERIVE	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE LA REGION-OUEST-DE-MEGANTIC	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE LA RIVIERE-OUELLE	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE LA VALLEE DE L'ETCHEMIN	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE LA VALLEE DES LACS	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE MATANE	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE WEEDON	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DES PAYS-D'EN-HAUT	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DES QUATRE-VENTS	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DES TROIS-LACS	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DES ABENAKIS	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DES MONTS DE BELLECHASSE	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DU CENTRE-VILLE DE QUEBEC	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DU BAS-SAINT FRANCOIS	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DU HAUT-PAYS DE LA NEIGETTE	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DU PARC ET VILLERAY	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DU PLATEAU DES APPALACHES	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS MER ET MONTAGNES	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS PROVOST DE LACHINE	2009-12-31

## RAPPORTS ANNUELS

	Date du document
CAISSE POPULAIRE LES GRANDS BOULEVARDS	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE LONGUE-POINTE	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE PLACE DESJARDINS (LA)	2009-12-31
CAISSE POPULAIRE ST-MARTIN DE LAVAL	2009-12-31
CANADIAN CONVERTIBLE DEBENTURE FUND	2009-12-31
CANADIAN ENERGY CONVERTIBLE DEBENTURE FUND	2009-12-31
CATEGORIE D' ACTIONS CANADIENNES DE 30 SOC. TOUTES CAP. ACUITY (#10929)	2009-12-31
CATEGORIE DE CROISSANCE DE METAUX PRECIEUX SENTRY SELECT (#15141)	2009-12-31
CATEGORIE DE CROISSANCE ENERGETIQUE CANADIENNE SENTRY SELECT (#15141)	2009-12-31
CATEGORIE DE RENDEMENT STRATEGIQUE O'LEARY (#30617)	2009-12-31
CATEGORIE DE RESSOURCES CANADIENNES QWEST ENERGY DE QE FUNDS CORP.	2009-12-31
CATEGORIE DE RESSOURCES CANADIENNES SENTRY SELECT (#15141)	2009-12-31
CATEGORIE DE RESSOURCES NATURELLES ACUITY (#10929)	2009-12-31
CATEGORIE DE REVENU A COURT TERME ACUITY (#10929)	2009-12-31
CATEGORIE DE REVENU CANADIEN SENTRY SELECT (#15141)	2009-12-31
CATEGORIE DE REVENU ELEVE ACUITY (#10929)	2009-12-31
CATEGORIE DU DOMAINE MINIER SENTRY SELECT (#15141)	2009-12-31
CATEGORIE DU MARCHE MONETAIRE SENTRY SELECT (#15141)	2009-12-31
CATEGORIE ENERGIE ASTON HILL ARK (#28704)	2009-12-31
CATEGORIE EQUILIBREE SENTRY SELECT (#15141)	2009-12-31
CATEGORIE MONDIALE DE DIVIDENDES ACUITY (#10929)	2009-12-31
CATEGORIE REVENU MENSUEL ASTON HILL ARK (#28704)	2009-12-31
CATEGORIE VALEUR TRAPEZE (#28704)	2009-12-31
CITADEL INCOME FUND	2009-12-31
CITADEL SMART FUND	2009-12-31
CITIGROUP INC.	2009-12-31
CLAYMORE ADVANTAGED CANADIAN BOND ETF (#25938)	2009-12-31
CLAYMORE ADVANTAGED HIGH YIELD BOND ETF (#25938)	2009-12-31
CLAYMORE ALTERNATIVE ENERGY/ECO ETF (#25938)	2009-12-31
CLAYMORE BALANCED GROWTH COREPORTFOLIO ETF (#25938)	2009-12-31
CLAYMORE BALANCED INCOME COREPORTFOLIO ETF (#25938)	2009-12-31
CLAYMORE BRIC ETF (#25938)	2009-12-31
CLAYMORE BROAD EMERGING MARKETS ETF (#25938)	2009-12-31
CLAYMORE CANADIAN BALANCED COREPORTFOLIO ETF (#25938)	2009-12-31
CLAYMORE CANADIAN FINANCIAL MONTHLY INCOME ETF (#25938)	2009-12-31
CLAYMORE CANADIAN FUNDAMENTAL INDEX ETF (#25938)	2009-12-31
CLAYMORE CDN DIVIDEND & INCOME ACHIEVERS ETF (#25938)	2009-12-31
CLAYMORE EQUAL WEIGHT BANC & LIFECO ETF (#25938)	2009-12-31
CLAYMORE GLOBAL AGRICULTURE ETF (#25938)	2009-12-31
CLAYMORE GLOBAL INFRASTRUCTURE ETF (#25938)	2009-12-31
CLAYMORE GLOBAL MONTHLY ADVANTAGED DIVIDEND ETF (#25938)	2009-12-31
CLAYMORE GLOBAL REAL ESTATE ETF (#25938)	2009-12-31
CLAYMORE GOLD BULLION ETF	2009-12-31
CLAYMORE INTERNATIONAL FUNDAMENTAL INDEX FUND ETF (#25938)	2009-12-31
CLAYMORE JAPAN FUNDAMENTAL INDEX ETF C\$ HEDGED (#25938)	2009-12-31
CLAYMORE NATURAL GAS COMMODITY ETF (#25938)	2009-12-31
CLAYMORE OIL SANDS SECTOR ETF (#25938)	2009-12-31
CLAYMORE PREMIUM MONEY MARKET ETF (#25938)	2009-12-31
CLAYMORE S&P GLOBAL WATER ETF (#25938)	2009-12-31
CLAYMORE S&P/TSX CDN PREFERRED SHARE ETF (#25938)	2009-12-31
CLAYMORE S&P/TSX GLOBAL MINING ETF (#25938)	2009-12-31
CLAYMORE SILVER BULLION TRUST	2009-12-15
CLAYMORE US FUNDAMENTAL INDEX ETF (#25938)	2009-12-31



## RAPPORTS ANNUELS

	Date du document
CLAYMORE 1-5 YR LADDERED CORPORATE BOND ETF (#25938)	2009-12-31
CLAYMORE 1-5 YR LADDERED GOVERNMENT BOND ETF (#25938)	2009-12-31
CLUBLINK ENTERPRISES LIMITED	2009-12-31
CNH CAPITAL CANADA RECEIVABLES TRUST	2009-12-31
CNH CAPITAL CANADA WHOLESALE TRUST	2009-12-31
COMPASS INCOME FUND	2009-12-31
CONNOR, CLARK & LUNN PRINTS TRUST	2009-12-31
CORPORATION MINIERE ALEXIS	2009-12-31
CORPORATION MINIERE SCORPIO	2009-12-31
CORPORATION NORTHGATE MINERALES	2009-12-31
CORPORATION VECTOR AEROSPATIALE	2009-12-31
COUNSEL CORPORATION	2009-12-31
COXE COMMODITY STRATEGY FUND	2009-12-31
CRITERION DIVERSIFIED COMMODITIES CURRENCY HEDGED FUND (#25490)	2009-12-31
CRITERION GLOBAL CLEAN ENERGY FUND (#25490)	2009-12-31
CRITERION GLOBAL DIVIDEND FUND (#25490)	2009-12-31
CRITERION WATER INFRASTRUCTURE FUND (#25490)	2009-12-31
CROWFLIGHT MINERALS INC.	2009-12-31
CRYSTALLEX INTERNATIONAL CORPORATION	2009-12-31
DEJOUR ENTERPRISES LTD.	2009-12-31
DIVESTCO INC.	2009-12-31
DOMINION EQUITY RESOURCE GROWTH CLASS	2009-12-31
ENERGY PLUS INCOME TRUST	2009-12-31
ENSIGN ENERGY SERVICES INC.	2009-12-31
ERDENE RESOURCE DEVELOPMENT CORPORATION	2009-12-31
EURO RESSOURCES S.A.	2009-12-31
EXEMPLAR CANADIAN FOCUS PORTFOLIO (#29294)	2009-12-31
EXEMPLAR DIVERSIFIED PORTFOLIO (#29294)	2009-12-31
EXEMPLAR GLOBAL OPPORTUNITIES PORTFOLIO (#29294)	2009-12-31
FIDUCIE A RENDEMENT REEL (#24408)	2009-12-31
FIDUCIE CARTE DE CREDIT OR	2009-12-31
FIDUCIE CARTES DE CREDIT GLOUCESTER	2009-12-31
FIDUCIE DE DEBENTURES CONVERTIBLES (30420)	2009-12-31
FIDUCIE DE PORTEFEUILLE (29982)	2009-12-31
FIDUCIE DE PORTEFEUILLE NORD-AMERICAINE (30322)	2009-12-31
FIDUCIE DE REPARTITION D'ACTIFS GLOBALE UBS	2009-12-31
FIDUCIE DE TITRES DE CAPITAL BANCAIRE CANADIEN (30034)	2009-12-31
FIDUCIE DE TITRES DE CAPITAL DE FINANCIERES NORD-AMERICAINES (30336)	2009-12-31
FIDUCIE MBB (29893)	2009-12-31
FIDUCIE POUR L'EDUCATION DES ENFANTS DU CANADA (LA)	2009-12-31
FIDUCIE STRATEGIQUE D'OBLIGATION CONVERTIBLES MONDIALES LAZARD (30446)	2009-12-31
FIDUCIE STRATEGIQUE NAVINA/LAZARD (29969)	2009-12-31
FIERA FIDUCIE A REVENU ELEVE	2009-12-31
FINANCIAL PREFERRED SECURITIES CORPORATION	2009-12-31
FINB BMO ACTIONS AMERICAINES COUVERTES EN DOLLARS CANADIENS (#29878)	2009-12-31
FINB BMO ACTIONS DE MARCHES EMERGENTS (#29878)	2009-12-31
FINB BMO ACTIONS INTERNATIONALES COUVERTES EN DOLLARS CANADIENS (#29878)	2009-12-31
FINB BMO DOW JONES CANADA TITANS 60 (#29878)	2009-12-31
FINB BMO EQUIPONDERE S&P/TSX BANQUES (#29878)	2009-12-31
FINB BMO EQUIPONDERE S&P/TSX METAUX DE BASE MON. COUV. EN DOL. CAN. (#29878)	2009-12-31
FINB BMO EQUIPONDERE S&P/TSX PETROLE ET GAZ (#29878)	2009-12-31
FINB BMO INFRASTRUCTURES MONDIALES (#29878)	2009-12-31
FINB BMO MOYENNE INDUSTRIELLE DOW JONES COUVERTE EN DOLLARS CANADIENS (#29878)	2009-12-31

## RAPPORTS ANNUELS

	Date du document
FINB BMO OBLIGATIONS DE L'ETAT CANADIEN (#29878)	2009-12-31
FINB BMO OBLIGATIONS DE SOC. AMERICAINES A HAUT REND. COUV. EN DOL. CAN. (#29878)	2009-12-31
FINB BMO OBLIGATIONS DE SOCIETES A COURT TERME (#29878)	2009-12-31
FINB BMO OBLIGATIONS FEDERALES A COURT TERME (#29878)	2009-12-31
FINB BMO OBLIGATIONS PROVINCIALES A COURT TERME (#29878)	2009-12-31
FIRST ASSET CANBANC SPLIT CORP.	2009-12-31
FIRST ASSET DIVERSIFIED CONVERTIBLE DEBENTURE FUND	2009-12-31
FIRST ASSET ENERGY & RESOURCE FUND	2009-12-31
FIRST ASSET GLOBAL BOND TRUST (#21952)	2009-12-31
FIRST ASSET PIPES & POWER INCOME FUND	2009-12-31
FIRST ASSET POWERGEN FUND	2009-12-31
FIRST ASSET REIT INCOME FUND	2009-12-31
FIRST ASSET YIELD OPPORTUNITY TRUST (#21979)	2009-12-31
FIRST TRUST/HIGHLAND CAPITAL FLOATING RATE INCOME FUND II (24157)	2009-12-31
FIRST TRUST/HIGHLAND CAPITAL SENIOR LOAN TRUST (24132)	2009-12-31
FLAHERTY & CRUMRINE INVESTMENT GRADE FIXED INCOME FUND	2009-12-31
FLUID MUSIC CANADA, INC.	2009-12-31
FNB A ROTATION SAISONNIERE HORIZONS ALPHAPRO (#29689)	2009-12-31
FNB GERE HORIZONS ALPHAPRO S&P TSX 60 (#29689)	2009-12-31
FNB HORIZONS ALPHAPRO GARTMAN (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO COMEX ARGENT (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO COMEX ARGENT BAISSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO COMEX ARGENT HAUSSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO COMEX LINGOTS D'OR BAISSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO COMEX LINGOTS D'OR HAUSSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO COMEX OR (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO DOLLAR US BAISSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO DOLLAR US HAUSSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO MSCI MARCHES EMERGENTS BAISSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO MSCI MARCHES EMERGENTS HAUSSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO NASDAQ-100 BAISSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO NASDAQ-100 HAUSSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO NYMEX GAZ NATURAL A ECHEANCE EN HIVER (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO NYMEX GAZ NATURAL BAISSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO NYMEX GAZ NATUREL HAUSSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO NYMEX PETROLE BRUT A ECHEANCE EN HIVER (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO NYMEX PETROLE BRUT BAISSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO NYMEX PETROLE BRUT HAUSSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO OBLIGATIONS E.U. 30 ANS BAISSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO OBLIGATIONS E.U. 30 ANS HAUSSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO S&P AGRO-INDUSTRIE AMERIQUE DU NORD BAISSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO S&P AGRO-INDUSTRIE AMERIQUE DU NORD HAUSSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO S&P 500 BAISSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO S&P 500 HAUSSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO S&P/TSX AURIFERE MONDIAL À RENDEMENT INVERSE (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO S&P/TSX AURIFERE MONDIAL BAISSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO S&P/TSX AURIFERE MONDIAL HAUSSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO S&P/TSX METAUX DE BASE MONDIAL BAISSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO S&P/TSX METAUX DE BASE MONDIAL HAUSSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO S&P/TSX PLAFONNE ENERGIE A RENDEMENT INVERSE (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO S&P/TSX PLAFONNE ENERGIE BAISSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO S&P/TSX PLAFONNE ENERGIE HAUSSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO S&P/TSX PLAFONNE FINANCE A RENDEMENT INVERSE (#26116)	2009-12-31

## RAPPORTS ANNUELS

	Date du document
FNB HORIZONS BETAPRO S&P/TSX PLAFONNE FINANCE BAISSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO S&P/TSX PLAFONNE FINANCE HAUSSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO S&P/TSX 60 A RENDEMENT INVERSE (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO S&P/TSX 60 BAISSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FNB HORIZONS BETAPRO S&P/TSX 60 HAUSSIER PLUS (#26116)	2009-12-31
FONDS A GESTION FISCALE D'OBLIGATIONS CANADIEN NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS A GESTION FISCALE DE CROISSANCE AMERICAIN NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS A GESTION FISCALE DE CROISSANCE CANADIEN NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS A GESTION FISCALE DE CROISSANCE EQUILIBREE CANADIEN NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS A GESTION FISCALE DE CROISSANCE NORD-AMERICAIN NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS A GESTION FISCALE DE DIVIDENDES MONDIAL NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS A GESTION FISCALE DE DIVIDENDES ET DE REVENU CANADIEN NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS A GESTION FISCALE DE DIVIDENDES ET DE REVENU NORD-AMERICAIN NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS A GESTION FISCALE DE FAIBLE OU MOY. CAP. NORD-AMERICAIN NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS A GESTION FISCALE DE FORTE CAPITALISATION CANADIEN NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS A GESTION FISCALE DE FORTE CAP. NORD-AMERICAIN NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS A GESTION FISCALE DE RESSOURCES MONDIAL NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS A GESTION FISCALE DE REVENU ET DE CROISSANCE CANADIEN NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS A GESTION FISCALE DE VALEUR MONDIAL NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS A GESTION FISCALE DE VALEUR NORD-AMERICAIN NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS A GESTION FISCALE DU MARCHE MONETAIRE CANADIEN NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS A VISER ING DIRECT, CROISSANCE EQUILIBREE (#28594)	2009-12-31
FONDS A VISER ING DIRECT, EQUILIBRE (#28594)	2009-12-31
FONDS A VISER ING DIRECT, REVENU EQUILIBRE (#28594)	2009-12-31
FONDS AMERICAIN DE CROISSANCE MD (#5407)	2009-12-31
FONDS AMERICAIN DE VALEUR MD (#5407)	2009-12-31
FONDS ASIATIQUE DE CROISSANCE ET DE REVENU BMO GUARDIAN (#5791)	2009-12-31
FONDS ASIE-PACIFIQUE MAVRIX (#6714)	2009-12-31
FONDS CANADIEN A VERSEMENT FIXE IMAXX (#20225)	2009-12-31
FONDS CANADIEN BLUMONT (#15360)	2009-12-31
FONDS CANADIEN D' ACTIONS A GRANDE CAPITALISATION BMO GUARDIAN (#5791)	2009-12-31
FONDS CANADIEN D'OCCASIONS DE REVENU O'LEARY	2009-12-31
FONDS CANADIEN DE CROISSANCE MAVRIX (#6714)	2009-12-31
FONDS CANADIEN DE DIVIDENDES IMAXX (#20225)	2009-12-31
FONDS CANADIEN DE PETITES CAPITALISATION IMAXX (#20225)	2009-12-31
FONDS CANADIEN DE REVENU MENSUEL DIVERSIFIE BMO GUARDIAN (#5791)	2009-12-31
FONDS CANADIEN EQUILIBRE IMAXX (#20225)	2009-12-31
FONDS CATEGORIE ENERGIE ARK CATAPULT (#28493)	2009-12-31
FONDS CHINE SENTRY SELECT (#15141)	2009-12-31
FONDS COLLECTIF D' ACTIONS INTERNATIONALES GPPMD (#5407)	2009-12-31
FONDS COLLECTIF D' ACTIONS AMERICAINES GPPMD (#5407)	2009-12-31
FONDS COLLECTIF D' ACTIONS CANADIENNES GPPMD (#5407)	2009-12-31
FONDS COLLECTIF D' OBLIGATIONS CANADIENNES GPPMD (#5407)	2009-12-31
FONDS COLLECTIF DE DIVIDENDES GPPMD (#5407)	2009-12-31
FONDS CROISSANCE DES DIVIDENDES BMO GUARDIAN (#5791)	2009-12-31
FONDS D' ACTIONS AMERICAINES SELECTIONNEES BMO NESBITT BURNS (#14114)	2009-12-31
FONDS D' ACTIONS AMERICAINES DE CROISSANCE IMAXX (#20225)	2009-12-31
FONDS D' ACTIONS AMERICAINES DE BASE DFA (#22015)	2009-12-31
FONDS D' ACTIONS AMERICAINES DE VALEUR IMAXX (#20225)	2009-12-31
FONDS D' ACTIONS CANADIENNES SELECTIONNEES BMO NESBITT BURNS (#14114)	2009-12-31
FONDS D' ACTIONS CANADIENNES ACUITY (#10929)	2009-12-31
FONDS D' ACTIONS CANADIENNES DE CROISSANCE IMAXX (#20225)	2009-12-31
FONDS D' ACTIONS CANADIENNES DE BASE DFA (#22015)	2009-12-31

## RAPPORTS ANNUELS

	Date du document
FONDS D' ACTIONS CANADIENNES DE VALEUR IMAXX (#20225)	2009-12-31
FONDS D' ACTIONS CANADIENNES DE 30 SOC. TOUTES CAPITALISATIONS ACUITY (#10929)	2009-12-31
FONDS D' ACTIONS CANADIENNES VALEURS SOCIALES ACUITY (#10929)	2009-12-31
FONDS D' ACTIONS DIVERSIFIE REDWOOD (#29523)	2009-12-31
FONDS D' ACTIONS EAEO ACUITY (#10929)	2009-12-31
FONDS D' ACTIONS ENVIRONNEMENT SAIN ACUITY (#10929)	2009-12-31
FONDS D' ACTIONS INTERNATIONALES BMO NESBITT BURNS (#14114)	2009-12-31
FONDS D' ACTIONS INTERNATIONALES DE BASE DFA (#22015)	2009-12-31
FONDS D' ACTIONS MD (#5407)	2009-12-31
FONDS D' ACTIONS MONDIALES DE CROISSANCE IMAXX (#20225)	2009-12-31
FONDS D' ACTIONS MONDIALES DE VALEUR IMAXX (#20225)	2009-12-31
FONDS D' ENTREPRISE BMO GUARDIAN (#5791)	2009-12-31
FONDS D' EXPLORATION MAVRIX (#6714)	2009-12-31
FONDS D' INFRASTRUCTURES MONDIALES SENTRY SELECT LAZARD (#15141)	2009-12-31
FONDS D' OBLIGATIONS A RENDEMENT ELEVE BMO GUARDIAN (#5791)	2009-12-31
FONDS D' OBLIGATIONS AMERICAINES A HAUT RENDEMENT NAVINA/LAZARD (29977)	2009-12-31
FONDS D' OBLIGATIONS BMO NESBITT BURNS (#14114)	2009-12-31
FONDS D' OBLIGATIONS CANADIENNES DE QUALITE SUPERIEUR RIDGEWOOD	2009-12-31
FONDS D' OBLIGATIONS CANADIENNES IMAXX (#20225)	2009-12-31
FONDS D' OBLIGATIONS CONVERTIBLES MONDIALES LAZARD (30472)	2009-12-31
FONDS D' OBLIGATIONS ET D' HYPOTHEQUES MD (#5407)	2009-12-31
FONDS D' OBLIGATIONS MD (#5407)	2009-12-31
FONDS D' OBLIGATIONS TACTIQUE FIERA HORIZONS ALPHAPRO (30040)	2009-12-31
FONDS DE CAPITAL GOODWOOD (LE)	2009-12-31
FONDS DE CROISSANCE DE DIVIDENDES SENTRY SELECT (#15141)	2009-12-31
FONDS DE CROISSANCE DE METAUX PRECIEUX SENTRY SELECT (#15141)	2009-12-31
FONDS DE CROISSANCE DE RETRAITE SCEPTRE ROI (#28094)	2009-12-31
FONDS DE CROISSANCE ENERGETIQUE CANADIEN SENTRY SELECT (#15141)	2009-12-31
FONDS DE CROISSANCE ET DE REVENU BMO GUARDIAN (#5791)	2009-12-31
FONDS DE CROISSANCE ET DE REVENU SENTRY SELECT (#15141)	2009-12-31
FONDS DE DIVIDENDES ACUITY (#10929)	2009-12-31
FONDS DE DIVIDENDES ET DE REVENU MAVRIX (#6714)	2009-12-31
FONDS DE DIVIDENDES MD (#5407)	2009-12-31
FONDS DE DIVIDENDES MENSUELS BMO GUARDIAN LTEE (#5791)	2009-12-31
FONDS DE GESTION COMMUNE DE FIDUCIES DE REVENU A IMPOT DIFFERE MAVRIX (#6714)	2009-12-31
FONDS DE PETITES SOCIETES MAVRIX (#6714)	2009-12-31
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER SENTRY SELECT (#15141)	2009-12-31
FONDS DE RENDEMENT STRATEGIQUE O'LEARY (#30617)	2009-12-31
FONDS DE REPARTITION PRUDENTE DE L'ACTIF ACUITY (#10929)	2009-12-31
FONDS DE RESSOURCES NATURELLES ACUITY (#10929)	2009-12-31
FONDS DE RETRAITE CANADIEN ROI (#28094)	2009-12-31
FONDS DE RETRAITE MONDIAL ROI (#28094)	2009-12-31
FONDS DE REVENU A IMPOT DIFFERE MAVRIX (#6714)	2009-12-31
FONDS DE REVENU A PETITE CAPITALISATION SENTRY SELECT (#15141)	2009-12-31
FONDS DE REVENU A RENDEMENT REEL CONNOR, CLARK & LUNN (#24440)	2009-12-31
FONDS DE REVENU A TAUX VARIABLE BMO GUARDIAN (#5791)	2009-12-31
FONDS DE REVENU CANADIEN SENTRY SELECT (#15141)	2009-12-31
FONDS DE REVENU D' ACTIONS CANADIENNES O'LEARY	2009-12-31
FONDS DE REVENU DIVERSIFIE REDWOOD (#29523)	2009-12-31
FONDS DE REVENU DIVERSIFIE SENTRY SELECT (#15141)	2009-12-31
FONDS DE REVENU DU GROUPE DATA	2009-12-31
FONDS DE REVENU ELEVE ACUITY (#10929)	2009-12-31
FONDS DE REVENU ENERGETIQUE SENTRY SELECT (#15141)	2009-12-31

## RAPPORTS ANNUELS

	Date du document
FONDS DE REVENU ET DE CROISSANCE ACUIY (#10929)	2009-12-31
FONDS DE REVENU ET DE CROISSANCE MD (#5407)	2009-12-31
FONDS DE REVENU ET DE CROISSANCE SERIE FONDATEUR O'LEARY	2009-12-31
FONDS DE REVENU FIXE ACUIY (#10929)	2009-12-31
FONDS DE REVENU MACQUARIE ENERGIE ET INFRASTRUCTURE	2009-12-31
FONDS DE REVENU MENSUEL ELEVE II BMO GUARDIAN (#5791)	2009-12-31
FONDS DE REVENU PLUS HORIZONS ALPHAPRO	2009-12-31
FONDS DE SOCIETES CANADIENNES A FAIBLE CAPITALISATION ACUIY (#10929)	2009-12-31
FONDS DE SUPERCYCLE MONDIAL ROI (#28094)	2009-12-31
FONDS DE TITRES A REVENU FIXE DE QUALITE DFA (#22015)	2009-12-31
FONDS DES 20 PREMIERES ACTIONS CANADA DE ROI (#28094)	2009-12-31
FONDS DIVERSIFIE DE RENDEMENT GLOBAL SENTRY SELECT (#15141)	2009-12-31
FONDS DIVERSIFIE DE REVENU ACUIY (#10929)	2009-12-31
FONDS DU MARCHE MONETAIRE IMAXX (#20225)	2009-12-31
FONDS DU MARCHE MONETAIRE SENTRY SELECT (#15141)	2009-12-31
FONDS DU SECTEUR MONDIAL DES SERVICES FINANCIERS CONNOR, CLARK & LUNN II	2009-12-31
FONDS ENREGISTRE D'OBLIGATIONS CANADIEN NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS ENREGISTRE DE CROISSANCE EQUILIBREE CANADIEN NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS ENREGISTRE DE CROISSANCE NORD-AMERICAIN NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS ENREGISTRE DE CROISSANCE AMERICAIN NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS ENREGISTRE DE CROISSANCE CANADIEN NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS ENREGISTRE DE DIVIDENDES ET DE REVENU CANADIEN NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS ENREGISTRE DE DIVIDENDES ET DE REVENU NORD-AMERICAIN NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS ENREGISTRE DE DIVIDENDES MONDIAL NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS ENREGISTRE DE FAIBLE OU MOYENNE CAP. NORD-AMERICAIN NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS ENREGISTRE DE FORTE CAPITALISATION CANADIEN NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS ENREGISTRE DE FORTE CAPITALISATION NORD-AMERICAIN NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS ENREGISTRE DE RESSOURCES MONDIAL NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS ENREGISTRE DE REVENU ET DE CROISSANCE CANADIEN NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS ENREGISTRE DE VALEUR NORD-AMERICAIN NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS ENREGISTRE DE VALEUR MONDIAL NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS ENREGISTRE DU MARCHE MONETAIRE CANADIEN NEXGEN (#24887)	2009-12-31
FONDS EQUILIBRE A VERSEMENT MENSUEL MAVRIX (#6714)	2009-12-31
FONDS EQUILIBRE BMO NESBITT BURNS (#14114)	2009-12-31
FONDS EQUILIBRE CANADIEN ACUIY (#10929)	2009-12-31
FONDS EQUILIBRE DE VALEURS SOCIALES ACUIY (#10929)	2009-12-31
FONDS EQUILIBRE MD (#5407)	2009-12-31
FONDS EQUILIBRE SENTRY SELECT (#15141)	2009-12-31
FONDS FNB D'OBLIGATIONS MONDIALES TACTIQUE (30036)	2009-12-31
FONDS IMAN DE GLOBAL	2009-12-31
FONDS INTERNATIONAL DE CROISSANCE MD (#5407)	2009-12-31
FONDS INTERNATIONAL DE VALEUR MD (#5407)	2009-12-31
FONDS MARCHE MONETAIRE ACUIY (#10929)	2009-12-31
FONDS MARCHE MONETAIRE MAVRIX (#6714)	2009-12-31
FONDS MONDIAL A PETITE CAPITALISATION BMO GUARDIAN (#5791)	2009-12-31
FONDS MONDIAL A PETITE CAPITALISATION REDWOOD (#29523)	2009-12-31
FONDS MONDIAL D'ACTIONS BMO GUARDIAN (#5791)	2009-12-31
FONDS MONDIAL D'ACTIONS VALEURS SOCIALES ACUIY (#10929)	2009-12-31
FONDS MONDIAL D'INFRASTRUCTURES O'LEARY	2009-12-31
FONDS MONDIAL D'OBLIGATIONS BMO GUARDIAN (#5791)	2009-12-31
FONDS MONDIAL D'OCCASIONS DE REVENU O'LEARY	2009-12-31
FONDS MONDIAL DE DIVIDENDES ACUIY (#10929)	2009-12-31
FONDS MONDIAL DE RENDEMENT ABSOLU BMO GUARDIAN (#5791)	2009-12-31

## RAPPORTS ANNUELS

	Date du document
FONDS MONDIAL DE REVENU D'ACTIONS O'LEARY	2009-12-31
FONDS MONDIAL DE REVENU ELEVE ACUITY (#10929)	2009-12-31
FONDS MONDIAL DE TITRES A REVENU FIXE DE CINQ ANS DFA (#22015)	2009-12-31
FONDS MONDIAL DE TITRES DU SECTEUR IMMOBILIER DFA (#22015)	2009-12-31
FONDS MONDIAL DIVERSIFIE BMO GUARDIAN (#5791)	2009-12-31
FONDS MONDIAL MAVRIX (#6714)	2009-12-31
FONDS MONDIAL TECHNOLOGIE BMO GUARDIAN (#5791)	2009-12-31
FONDS MONETAIRE MD (#5407)	2009-12-31
FONDS NORD-AMERICAIN DE CROISSANCE MAVRIX (#6714)	2009-12-31
FONDS PORTEFEUILLE DE CROISSANCE MAXIMALE BMO NESBITT BURNS (#14114)	2009-12-31
FONDS PORTEFEUILLE DE CROISSANCE BMO NESBITT BURNS (#14114)	2009-12-31
FONDS PORTEFEUILLE EQUILIBRE BMO NESBITT BURNS (#14114)	2009-12-31
FONDS SELECTIF MD (#5407)	2009-12-31
FONDS SERIES MULTIPLES MAVRIX LTEE - SERIE ACT. ORD. CANADIENNES (#6714)	2009-12-31
FONDS SERIES MULTIPLES MAVRIX LTEE - SERIE CANADIENNE DE CROISSANCE (#6714)	2009-12-31
FONDS SERIES MULTIPLES MAVRIX LTEE - SERIE EXPLORATION (#6714)	2009-12-31
FONDS SERIES MULTIPLES MAVRIX LTEE - SERIE NORD-AMERICAINE DE CROIS. (#6714)	2009-12-31
FONDS SERIES MULTIPLES MAVRIX LTEE - SERIE REVENU (#6714)	2009-12-31
FONDS SERIES MULTIPLES MAVRIX LTEE - SERIE REVENU A COURT TERME (#6714)	2009-12-31
FONDS SIERRA D'ACTIONS MAVRIX (#6714)	2009-12-31
FONDS STRATEGIQUE D'OBLIGATIONS MAVRIX (#6714)	2009-12-31
FONDS VECTEUR D'ACTIONS AMERICAINES DFA (#22015)	2009-12-31
FONDS VECTEUR D'ACTIONS INTERNATIONAL DFA (#22015)	2009-12-31
FORACO INTERNATIONAL SA	2009-12-31
FRONTERA COPPER CORPORATION	2009-12-31
FRONTIERALT OASIS CANADA FUND (#13182)	2009-12-31
FRV MEDIA INC.	2009-10-31
GEOGLOBAL RESOURCES INC.	2009-12-31
GEOPETRO RESOURCES COMPANY	2009-12-31
GLOBAL AGRIBUSINESS TRUST	2009-12-31
GLOBAL ALUMINA CORPORATION	2009-12-31
GLOBAL DIVIDEND FUND	2009-12-31
GLOBAL RAILWAY INDUSTRIES LTD.	2009-12-31
GLOBAL URANIUM FUND INC.	2009-12-31
GLOBAL 45 SPLIT CORP	2009-12-31
GLOBALBANC ADVANTAGED 8 SPLIT CORP.	2009-12-31
GLOBESTAR MINING CORPORATION	2009-12-31
GOLD RESERVE INC.	2009-12-31
GOLDEN QUEEN MINING CO. LTD.	2009-12-31
GROPPE TACTICAL ENERGY CLASS (#5423)	2009-12-31
GROUPE FORZANI LTEE (LE)	2010-01-31
GROUPE OPTIMAL INC.	2009-12-31
HOMBURG INVEST INC.	2009-12-31
HORIZON SCIENCES & TECHNOLOGIES INC.	2009-12-31
HOSTED DATA TRANSACTION SOLUTIONS INC.	2009-12-31
IMPERIAL METALS CORPORATION	2009-12-31
INDEXPLUS INCOME FUND	2009-12-31
INDUSTRIES AVCORP INC. (LES)	2009-12-31
INDUSTRIES LASSONDE INC.	2009-12-31
ISE LIMITED	2009-12-31
IVANHOE MINES LTD.	2009-12-31
KINGSWAY FINANCIAL SERVICES INC.	2009-12-31
KINGSWAY LINKED RETURN OF CAPITAL TRUST (#24421)	2009-12-31

## RAPPORTS ANNUELS

	Date du document
KINGSWAY NOTE TRUST (#24320)	2009-12-31
KOBEX MINERALS INC.	2009-12-31
LAB RECHERCHE INC.	2009-12-31
LABOPHARM INC.	2009-12-31
LAWRENCE INCOME AND GROWTH FUND	2009-12-31
MACKENZIE MASTER LIMITED PARTNERSHIP	2009-12-31
MALAGA INC.	2009-12-31
MAN CANADA AHL ALPHA FUND (29978)	2009-12-31
MAN CANADA AHL DP INVESTMENT FUND (30217)	2009-12-31
MANULIFE BROMPTON ADVANTAGED BOND FUND	2009-12-31
MARRET HIGH YIELD STRATEGIES FUND (30037)	2009-12-31
MARRET HYS TRUST (29990)	2009-12-31
MARRET IGB TRUST (30317)	2009-12-31
MARRET INVESTMENT GRADE BOND FUND (30371)	2009-12-31
MAVRIX EXPLORE 2008 - I FT LIMITED PARTNERSHIP	2009-12-31
MAVRIX EXPLORE 2008 - II FT LIMITED PARTNERSHIP	2009-12-31
MAVRIX EXPLORE 2009 - I FT LIMITED PARTNERSHIP	2009-12-31
MAVRIX EXPLORE 2009- II FT LIMITED PARTNERSHIP	2009-12-31
MAVRIX QUEBEC 2008 FLOW THROUGH LP	2009-12-31
MAVRIX QUEBEC 2009 FLOW THROUGH LP	2009-12-31
MCAN MORTGAGE CORPORATION	2009-12-31
MDN INC.	2009-12-31
MEGA BRANDS INC.	2009-12-31
METHYLGENE INC.	2009-12-31
MIDDLEFIELD CANADIAN BALANCED CLASS (#5423)	2009-12-31
MIDDLEFIELD CANADIAN GROWTH CLASS (#5423)	2009-12-31
MIDDLEFIELD EQUITY INDEX CLASS (#5423)	2009-12-31
MIDDLEFIELD GLOBAL AGRICULTURE CLASS (#5423)	2009-12-31
MIDDLEFIELD INCOME PLUS CLASS (#5423)	2009-12-31
MIDDLEFIELD PRECIOUS METALS CLASS (#5423)	2009-12-31
MIDDLEFIELD SHORT-TERM INCOME CLASS (#5423)	2009-12-31
MIDDLEFIELD URANIUM FOCUSED METALS CLASS (#5423)	2009-12-31
MINERAUX SIERRA INC.	2009-12-31
MINES D'ARGENT ECU INC. (LES)	2009-12-31
MINES D'OR DYNACOR INC.	2009-12-31
MINES MONETA PORCUPINE INC. (LES)	2009-12-31
MINT INCOME FUND	2009-12-31
MRF 2009 RESOURCE LIMITED PARTNERSHIP	2009-12-31
NAL OIL & GAS TRUST	2009-12-31
NB SPLIT CORP.	2009-12-31
NGEX RESOURCES INC.	2009-12-31
NORTHSTAR AEROSPACE, INC.	2009-12-31
NOVADAQ TECHNOLOGIES INC.	2009-12-31
NUVISTA ENERGY LTD.	2009-12-31
O&G TRUST (#23809)	2009-12-31
OCP CREDIT STRATEGY FUND (30453)	2009-12-31
OCP INVESTMENT TRUST (30406)	2009-12-31
OILSANDS CANADA CORPORATION	2009-12-31
OLYMPUS PACIFIC MINERALS INC.	2009-12-31
OREZONE GOLD CORPORATION	2009-12-31
PATHFINDER CONVERTIBLE DEBENTURE FUND (30456)	2009-12-31
PATHWAY MULTI SERIES FUND INC.- CANADIAN FLEX SERIES FUND (#28440)	2009-12-31
PATHWAY MULTI SERIES FUND INC.- ENERGY SERIES FUND (#28440)	2009-12-31

## RAPPORTS ANNUELS

	Date du document
PATHWAY MULTI SERIES FUND INC.- EXPLORER SERIES FUND (#28440)	2009-12-31
PATHWAY MULTI SERIES FUND INC.- FLEX DIV. AND INC. GROWTH SERI. FUND (#28440)	2009-12-31
PATHWAY MULTI SERIES FUND INC.- RESOURCE FLEX SERIES FUND (#28440)	2009-12-31
PATHWAY OIL & GAS 2008 FLOW-THROUGH LIMITED PARTNERSHIP	2009-12-31
PATHWAY OIL & GAS 2009 FLOW-THROUGH LIMITED PARTNERSHIP	2009-12-31
PETROLES CALVALLEY INC. (LES)	2009-12-31
PLACEMENTS D'AVENIR MD LIMITEE (#5407)	2009-12-31
PLAZACORP RETAIL PROPERTIES LTD	2009-12-31
POINTS INTERNATIONAL LTD.	2009-12-31
PORTEFEUILLE AMERICAIN D'ACTIONS BMO HARRIS (#15074)	2009-12-31
PORTEFEUILLE AMERICAIN DE CROISSANCE BMO HARRIS (#15074)	2009-12-31
PORTEFEUILLE CANADIEN D'ACTIONS A REVENU BMO HARRIS (#15074)	2009-12-31
PORTEFEUILLE CANADIEN D'ACTIONS DE CROISSANCE BMO HARRIS (#15074)	2009-12-31
PORTEFEUILLE CANADIEN D'ACTIONS DE VALEURS SURES BMO HARRIS (#15074)	2009-12-31
PORTEFEUILLE CANADIEN D'OBLIGATIONS D'ENTREPRISE BMO HARRIS (#15074)	2009-12-31
PORTEFEUILLE CANADIEN D'OBLIGATIONS A RENDEMENT GLOBAL BMO HARRIS (#15074)	2009-12-31
PORTEFEUILLE CANADIEN DE REVENU D'OBLIGATIONS BMO HARRIS (#15074)	2009-12-31
PORTEFEUILLE CANADIEN DU MARCHE MONETAIRE BMO HARRIS (#15074)	2009-12-31
PORTEFEUILLE CANADIEN SPECIAL DE CROISSANCE BMO HARRIS (#15074)	2009-12-31
PORTEFEUILLE CROISSANCE ALPHA (#10929)	2009-12-31
PORTEFEUILLE D'ACTIONS DES MARCHES EMERGENTS BMO HARRIS (#15074)	2009-12-31
PORTEFEUILLE D'OCCASIONS DE CROISSANCE BMO HARRIS (#15074)	2009-12-31
PORTEFEUILLE DE CROISSANCE AUDACIEUCE TOP IMAXX (#20225)	2009-12-31
PORTEFEUILLE DE CROISSANCE TOP IMAXX (#20225)	2009-12-31
PORTEFEUILLE DE REVENU ALPHA (#10929)	2009-12-31
PORTEFEUILLE DE REVENU DIVERSIFIE BMO HARRIS (#15074)	2009-12-31
PORTEFEUILLE DE REVENU TOP IMAXX (#20225)	2009-12-31
PORTEFEUILLE EQUILIBRE ALPHA (#10929)	2009-12-31
PORTEFEUILLE EQUILIBRE TOP IMAXX (#20225)	2009-12-31
PORTEFEUILLE INTERNATIONAL D'ACTIONS BMO HARRIS (#15074)	2009-12-31
PORTEFEUILLE MONDIAL ALPHA (#10929)	2009-12-31
PORTEFEUILLE PRUDENCE TOP IMAXX (#20225)	2009-12-31
PORTEFEUILLE SPECIAL D'ACTIONS INTERNATIONALES BMO HARRIS (#15074)	2009-12-31
PORTEFEUILLE VALEURS SOCIALES ALPHA (#10929)	2009-12-31
PRECIOUS METALS BULLION TRUST	2009-12-31
PREFERRED SHARE INVESTMENT TRUST	2009-12-31
PRO FTSE RAFI CANADIAN INDEX FUND (#26303)	2009-12-31
PRO FTSE RAFI EMERGING MARKETS INDEX FUND (#26303)	2009-12-31
PRO FTSE RAFI GLOBAL INDEX FUND (#26303)	2009-12-31
PRO FTSE RAFI HONG KONG CHINA INDEX FUND (#26303)	2009-12-31
PRO FTSE RAFI US INDEX FUND (#26303)	2009-12-31
PRO MONEY MARKET FUND (#26303)	2009-12-31
QUEENSTON MINING INC.	2009-12-31
QUSTREAM CORPORATION	2009-12-31
QWEST ENERGY 2008 FLOW-THROUGH LIMITED PARTNERSHIP	2009-12-31
QWEST ENERGY 2008-II FLOW-THROUGH LIMITED PARTNERSHIP	2009-12-31
QWEST ENERGY 2009 FLOW-THROUGH LIMITED PARTNERSHIP	2009-12-31
QWEST ENERGY 2009-II FLOW-THROUGH LIMITED PARTNERSHIP	2009-12-31
RAINMAKER ENTERTAINMENT INC.	2009-12-31
RAM POWER, CORP.	2009-12-31
RANAZ CORPORATION	2009-12-31
RAVENSOURCE FUND	2009-12-31
RESEARCH IN MOTION LIMITED	2010-02-27



## RAPPORTS ANNUELS

	Date du document
RESSOURCES THUNDERMIN INC.	2009-12-31
RESSOURCES YORBEAU INC. (LES)	2009-12-31
ROUTE1 INC.	2009-12-31
RUBICON MINERALS CORPORATION	2009-12-31
SAVARIA CORPORATION	2009-12-31
SEMBIOSYS GENETICS INC.	2009-12-31
SENVEST CAPITAL INC.	2009-12-31
SHIRE PLC	2009-12-31
SMTC CORPORATION	2009-12-31
SOC. EN COMMANDITE FRONTIERALT METAUX PRECIEUX ET ENERGIE FLOW-THROUGH 2008	2009-12-31
SOCIETE EN COMMANDITE ACCREDITIVE PATHWAY QUEBEC 2009	2009-12-31
SOCIETE EN COMMANDITE ACCREDITIVE PATHWAY QUEBEC 2009-II	2009-12-31
SOCIETE EN COMMANDITE ACCREDITIVE CGF RESOURCE 2008	2009-12-31
SOCIETE EN COMMANDITE ACCREDITIVE 2008 CONNOR, CLARK & LUNN	2009-12-31
SOCIETE EN COMMANDITE ACCREDITIVE 2009 CONNOR, CLARK & LUNN	2009-12-31
SOCIETE EN COMMANDITE D'ACTIONS ACCREDITIVES MINIERES 2008-I GGOF	2009-12-31
SOCIETE EN COMMANDITE METAUX PRECIEUX NORTHERN 2006	2009-12-31
SOCIETE EN COMMANDITE METAUX PRECIEUX NORTHERN 2007	2009-12-31
SOCIETE EN COMMANDITE METAUX PRECIEUX NORTHERN 2007-II	2009-12-31
SOFAME TECHNOLOGIES INC	2009-09-30
SOLUTION CROISSANCE BMO GUARDIAN (#5791)	2009-12-31
SOLUTION CROISSANCE DYNAMIQUE BMO GUARDIAN (#5791)	2009-12-31
SOLUTION EQUILIBREE BMO GUARDIAN (#5791)	2009-12-31
SOLUTION PRUDENCE BMO GUARDIAN (#5791)	2009-12-31
SOLUTION REVENU BMO GUARDIAN (#5791)	2009-12-31
SPLIT REIT OPPORTUNITY TRUST	2009-12-31
SPUR VENTURES INC.	2009-12-31
STELLA-JONES INC.	2009-12-31
SUSTAINABLE PRODUCTION ENERGY TRUST	2009-12-31
T. BOONE PICKENS ENERGY FUND	2009-12-31
TAX OPTIMIZED RETURN ORIENTED SECURITIES TRUST	2009-12-31
TDK RESOURCE FUND INC.	2009-12-31
TDK 2008 FLOW-THROUGH LIMITED PARTNERSHIP	2009-12-31
TLC VISION CORPORATION	2009-12-31
TRANZEO WIRELESS TECHNOLOGIES INC.	2009-12-31
TREE ISLAND WIRE INCOME FUND	2009-12-31
TRIAX DIVERSIFIED HIGH YIELD TRUST	2009-12-31
UBS (CANADA) GLOBAL ALLOCATION FUND (#16794)	2009-12-31
URANIUM FOCUSED ENERGY FUND	2009-12-31
UTILITY SPLIT TRUST	2009-12-31
VOLTA RESOURCES INC.	2009-12-31
XSTRATA CANADA CORPORATION	2009-12-31
YIELDPLUS INCOME FUND	2009-12-31

## CIRCULAIRES EN VUE DE LA SOLLICITATION DE PROCURATION

	Date du document
AETERNA ZENTARIS INC.	
AGRIUM INC.	
AKITA DRILLING LTD	
ANDERSON ENERGY LTD.	
ARTIS REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	

ATCO LTD.  
ATRIUM INNOVATIONS INC.  
BAM INVESTMENTS CORP.  
BAYTEX ENERGY LTD.  
BAYTEX ENERGY TRUST  
BONAVISTA ENERGY TRUST  
BONAVISTA PETROLEUM LTD.  
BROOKFIELD ASSET MANAGEMENT INC.  
BROOKFIELD PROPERTIES CORPORATION  
BROOKFIELD REAL ESTATE SERVICES FUND  
CALLOWAY REAL ESTATE INVESTMENT TRUST  
CANADIAN UTILITIES LIMITED  
CAPITAL POWER CORPORATION  
CATALYST PAPER CORPORATION  
CHESSWOOD INCOME FUND  
CONSUMERS' WATERHEATER INCOME FUND (THE)  
CORPORATION COTT  
CORPORATION SHOPPERS DRUG MART  
DENISON MINES CORP.  
DEQ SYSTEMES CORP.  
DIVESTCO INC.  
DOMTAR CORPORATION  
E-L FINANCIAL CORPORATION LIMITED  
EASYHOME LTD.  
ENBRIDGE INCOME FUND  
FIDUCIE DE PLACEMENT IMMOBILIER DUNDEE  
FONDS DE REVENU SUPREMEX  
GENWORTH MI CANADA INC.  
GOLDEN STAR RESOURCES LTD.  
GROUPE AEROPLAN INC.  
GROUPE TVA INC  
HORIZON NORTH LOGISTICS INC.  
INDUSTRIES LASSONDE INC.  
INTELGENX TECHNOLOGIES CORP.  
KATANGA MINING LIMITED  
LAB RECHERCHE INC.  
LABOPHARM INC.  
LUMINEX CORPORATION  
LUNETTERIE NEW LOOK INC.  
MAGNA INTERNATIONAL INC.  
MANITOBA TELECOM SERVICES INC.  
MARSULEX INC.  
MEDICAL FACILITIES CORPORATION  
MGM ENERGY CORP.  
MINEFINDERS CORPORATION LTD

## CIRCULAIRES EN VUE DE LA SOLLICITATION DE PROCURATION

Date du document

MINES RICHMONT INC.  
MULLEN GROUP LTD.  
NPS PHARMACEUTICALS, INC.  
NUVISTA ENERGY LTD.  
NUVO RESEARCH INC.  
PARAMOUNT RESOURCES LTD  
PEMBINA PIPELINE INCOME FUND  
PENGROWTH ENERGY TRUST  
PLAZACORP RETAIL PROPERTIES LTD  
POINTS INTERNATIONAL LTD.  
PROGRESS ENERGY RESOURCES CORP.  
PROSEP INC.  
PROSPEX RESOURCES LTD.  
PROVIDENT ENERGY TRUST  
RESSOURCES THUNDERMIN INC.  
RESSOURCES VANTEX LTEE  
ROCKY MOUNTAIN DEALERSHIPS INC.  
ROGERS COMMUNICATIONS INC.  
SEMBIOSYS GENETICS INC.  
SOCIETE CANADIAN TIRE, LIMITEE (LA)  
SOUTHGOBI ENERGY RESOURCES LTD.  
STANTEC INC.  
STELLA-JONES INC.  
SXC HEALTH SOLUTIONS CORP.  
THOMSON-REUTERS CORPORATION  
TIM HORTONS INC.  
TRADEX FONDS D'ACTIONS LIMITEE (#12706)  
TRADEX FONDS D'ACTIONS MONDIALES (#12706)  
TRADEX FONDS D'OBLIGATIONS (#12706)  
TRICAN WELL SERVICE LTD.  
TRILOGY ENERGY CORP.  
UNI-SELECT INC.  
WESTERN FINANCIAL GROUP INC.  
WGI HEAVY MINERALS INCORPORATED  
WORLD ENERGY SOLUTIONS, INC.  
01 COMMUNIQUE LABORATORY INC.

## NOTICE ANNUELLE

Date du document

ABITIBIBOWATER INC.	2009-12-31
ACUITY FOCUSED TOTAL RETURN TRUST	2009-12-31
ACUITY GROWTH & INCOME TRUST	2009-12-31
ACUITY SMALL CAP CORPORATION	2009-12-31
ADEPTRON TECHNOLOGIES CORPORATION	2009-12-31
ADHEREX TECHNOLOGIES INC.	2009-12-31
AKITA DRILLING LTD	2009-12-31

## NOTICE ANNUELLE

	Date du document
ALAMOS GOLD INC.	2009-12-31
ALGONQUIN POWER & UTILITIES CORP.	2009-12-31
ALLIED PROPERTIES REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	2009-12-31
AMERICAN BONANZA GOLD CORP	2009-12-31
ANDERSON ENERGY LTD.	2009-12-31
ANVIL MINING LIMITED	2009-12-31
ARCTIC GLACIER INCOME FUND	2009-12-31
ARTIS REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	2009-12-31
ATRIUM INNOVATIONS INC.	2009-12-31
AVIP TRUST (#25072)	2009-12-31
BAFFINLAND IRON MINES CORPORATION	2009-12-31
BAM INVESTMENTS CORP.	2009-12-31
BANQUE HSBC CANADA	2009-12-31
BELL ALIANT COMMUNICATIONS REGIONALES, SOCIETE EN COMMANDITE	2009-12-31
BELL ALIANT REGIONAL COMMUNICATIONS HOLDINGS, LIMITED PARTNERSHIP	2009-12-31
BIG BANK BIG OIL SPLIT CORP.	2009-12-31
BLUE RIBBON INCOME FUND	2009-12-31
BLUMONT CORE HEDGE FUND	2009-12-31
BOMBARDIER INC.	2010-01-31
BPO PROPERTIES LTD.	2009-12-31
BRADMER PHARMACEUTICALS INC.	2009-12-31
BRICK GROUP INCOME FUND (THE)	2009-12-31
BROMPTON ADVANTAGED OIL & GAS INCOME FUND (23907)	2009-12-31
BROMPTON ADVANTAGED VIP INCOME FUND (#25144)	2009-12-31
BROMPTON EQUITY SPLIT CORP.	2009-12-31
BROMPTON LIFECO SPLIT CORP.	2009-12-31
BROMPTON OIL & GAS INCOME FUND	2009-12-31
BROMPTON SPLIT BANC CORP.	2009-12-31
BROMPTON VIP INCOME FUND	2009-12-31
BROOKFIELD ASSET MANAGEMENT INC.	2009-12-31
BROOKFIELD INVESTMENTS CORPORATION	2009-12-31
BROOKFIELD REAL ESTATE SERVICES FUND	2009-12-31
B2GOLD CORP.	2009-12-31
C.A. BANCORP INC.	2009-12-31
C.A.B. REALTY FINANCE L.P. (28878)	2009-12-31
CANWEL HOLDINGS CORPORATION	2009-12-31
CAPSTONE MINING CORP.	2009-12-31
CHESSWOOD INCOME FUND	2009-12-31
CINEPLEX GALAXY INCOME FUND	2009-12-31
CINRAM INTERNATIONAL INCOME FUND	2009-12-31
CITADEL INCOME FUND	2009-12-31
CITADEL SMART FUND	2009-12-31
CLUBLINK ENTERPRISES LIMITED	2009-12-31
CML HEALTHCARE INCOME FUND	2009-12-31
CONNOR, CLARK & LUNN PRINTS TRUST	2009-12-31
CONSOLIDATED THOMPSON IRON MINES LIMITED	2009-12-31
CORE CANADIAN DIVIDEND TRUST	2009-12-31
CORPORATION CAMECO	2009-12-31
CORPORATION DE SYSTEMES BRIDGEWATER	2009-12-31
CORPORATION MINIERE ALEXIS	2009-12-31
CORPORATION MINIERE SCORPIO	2009-12-31
CORPORATION NORTHGATE MINERALES	2009-12-31
CORPORATION SHOPPERS DRUG MART	2010-01-02

## NOTICE ANNUELLE

	Date du document
CORPORATION VECTOR AEROSPATIALE	2009-12-31
COUNSEL CORPORATION	2009-12-31
COXE COMMODITY STRATEGY FUND	2009-12-31
CRESCENT POINT ENERGY CORP.	2009-12-31
CRESTSTREET 2007 LIMITED PARTNERSHIP	2009-12-31
CROWFLIGHT MINERALS INC.	2009-12-31
CRYSTALLEX INTERNATIONAL CORPORATION	2009-12-31
DEANS KNIGHT INCOME AND GROWTH FUND	2009-12-31
DEJOUR ENTERPRISES LTD.	2009-12-31
DELPHI ENERGY CORP.	2009-12-31
DESTINY RESOURCE SERVICES CORP.	2009-12-31
DIVERSIFIED PREFERRED SHARE TRUST	2009-12-31
DIVESTCO INC.	2009-12-31
DOMINION EQUITY RESOURCE GROWTH CLASS	2009-12-31
DUNDEE CORPORATION	2009-12-31
DUNDEE PRECIOUS METALS INC.	2009-12-31
DUNDEEWEALTH INC.	2009-12-31
ELDORADO GOLD CORPORATION	2009-12-31
EMERA INCORPORATED	2009-12-31
ENERGIE RENOUVELABLE BROOKFIELD INC.	2009-12-31
ENERGY PLUS INCOME TRUST	2009-12-31
ENERVEST ENERGY AND OIL SANDS TOTAL RETURN TRUST	2009-12-31
ENSIGN ENERGY SERVICES INC.	2009-12-31
ERDENE RESOURCE DEVELOPMENT CORPORATION	2009-12-31
ESPIAL GROUP INC.	2009-12-31
EURO RESSOURCES S.A.	2009-12-31
EXTENDICARE REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	2009-12-31
FAIRCOURT SPLIT TRUST	2009-12-31
FIDUCIE A RENDEMENT REEL (#24408)	2009-12-31
FIDUCIE AURIFERE CMP	2009-12-31
FIDUCIE CARTE DE CREDIT OR	2009-12-31
FIDUCIE CARTES DE CREDIT GLOUCESTER	2009-12-31
FIDUCIE D'ACTIFS HSBC CANADA	2009-12-31
FIDUCIE D'INVESTISSEMENT DANS LES MATIERES PREMIERES (#24416)	2009-12-31
FIDUCIE DE PLACEMENT IMMOBILIER DUNDEE	2009-12-31
FIDUCIE DE PORTEFEUILLE (29982)	2009-12-31
FIDUCIE DE PORTEFEUILLE NORD-AMERICAINE (30322)	2009-12-31
FIDUCIE DE REVENU DES MATIERES PREMIERES SENTRY SELECT (#24441)	2009-12-31
FIDUCIE DE REVENU FIRST PREMIUM	2009-12-31
FIDUCIE DE SABLES BITUMINEUX ET DE MEGAPROJETS ENERGETIQUES	2009-12-31
FIDUCIE DE TITRES DE CAPITAL BANCAIRE CANADIEN (30034)	2009-12-31
FIDUCIE DE TITRES DE CAPITAL DE FINANCIERES NORD-AMERICAINES (30336)	2009-12-31
FIDUCIE DES METAUX PRECIEUX ET DES MINES	2009-12-31
FIERA FIDUCIE A REVENU ELEVE	2009-12-31
FINANCIAL PREFERRED SECURITIES CORPORATION	2009-12-31
FIRST ASSET CANBANC SPLIT CORP.	2009-12-31
FIRST ASSET DIVERSIFIED CONVERTIBLE DEBENTURE FUND	2009-12-31
FIRST ASSET ENERGY & RESOURCE FUND	2009-12-31
FIRST ASSET GLOBAL BOND TRUST (#21952)	2009-12-31
FIRST ASSET PIPES & POWER INCOME FUND	2009-12-31
FIRST ASSET POWERGEN FUND	2009-12-31
FIRST ASSET REIT INCOME FUND	2009-12-31
FIRST ASSET YIELD OPPORTUNITY TRUST (#21979)	2009-12-31

## NOTICE ANNUELLE

	Date du document
FIRST QUANTUM MINERALS LTD.	2009-12-31
FLAHERTY & CRUMRINE INVESTMENT GRADE FIXED INCOME FUND	2009-12-31
FLUID MUSIC CANADA, INC.	2009-12-31
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER RIOCAN	2009-12-31
FONDS DE REVENU A RENDEMENT REEL CONNOR, CLARK & LUNN (#24440)	2009-12-31
FONDS DE REVENU BELL ALIANT COMMUNICATIONS REGIONALES	2009-12-31
FONDS DE REVENU DU GROUPE DATA	2009-12-31
FONDS DE REVENU JAZZ AIR	2009-12-31
FONDS DE REVENU MACQUARIE ENERGIE ET INFRASTRUCTURE	2009-12-31
FONDS DU SECTEUR MONDIAL DES SERVICES FINANCIERS CONNOR, CLARK & LUNN II	2009-12-31
FONDS MONDIAL D'INFRASTRUCTURES O'LEARY	2009-12-31
FONDS MONDIAL DE REVENU D'ACTIONS O'LEARY	2009-12-31
FORACO INTERNATIONAL SA	2009-12-31
FORTRESS PAPER LTD.	2009-12-31
FORTUNE MINERALS LIMITED	2009-12-31
FRONTERA COPPER CORPORATION	2009-12-31
FUTUREMED HEALTHCARE INCOME FUND	2009-12-31
GEOGLOBAL RESOURCES INC.	2009-12-31
GEOPETRO RESOURCES COMPANY	2009-12-31
GLOBAL AGRIBUSINESS TRUST	2009-12-31
GLOBAL ALUMINA CORPORATION	2009-12-31
GLOBAL DIVIDEND FUND	2009-12-31
GLOBAL RAILWAY INDUSTRIES LTD.	2009-12-31
GLOBAL URANIUM FUND INC.	2009-12-31
GLOBAL 45 SPLIT CORP	2009-12-31
GLOBALBANC ADVANTAGED 8 SPLIT CORP.	2009-12-31
GLOBESTAR MINING CORPORATION	2009-12-31
GOLD RESERVE INC.	2009-12-31
GOLDEN QUEEN MINING CO. LTD.	2009-12-31
GOVERNMENT STRIP BOND TRUST	2009-12-31
GREAT BASIN GOLD LTD.	2009-12-31
GROUPE AECON INC.	2009-12-31
GROUPE AEROPLAN INC.	2009-12-31
GROUPE FORZANI LTEE (LE)	2010-01-31
GROUPE OPTIMAL INC.	2009-12-31
HARTCO INC.	2009-12-31
HEMISPHERE GPS INC.	2009-12-31
HOMBURG INVEST INC.	2009-12-31
HOSTED DATA TRANSACTION SOLUTIONS INC.	2009-12-31
HUSBAY MINERALS INC.	2009-12-31
HYDRO ONE INC.	2009-12-31
IAMGOLD CORPORATION	2009-12-31
IBI INCOME FUND	2009-12-31
IESI-BFC LTD.	2009-12-31
IMPERIAL METALS CORPORATION	2009-12-31
INDUSTRIES AVCORP INC. (LES)	2009-12-31
INDUSTRIES LASSONDE INC.	2009-12-31
INTELGENX TECHNOLOGIES CORP.	2009-12-31
ISE LIMITED	2009-12-31
IVANHOE MINES LTD.	2009-12-31
KATANGA MINING LIMITED	2009-12-31
KINGSWAY FINANCIAL SERVICES INC.	2009-12-31
KINGSWAY LINKED RETURN OF CAPITAL TRUST (#24421)	2009-12-31

## NOTICE ANNUELLE

	Date du document
KINGSWAY NOTE TRUST (#24320)	2009-12-31
KINROSS GOLD CORPORATION	2009-12-31
KOBEX MINERALS INC.	2009-12-31
LAB RECHERCHE INC.	2009-12-31
LABOPHARM INC.	2009-12-31
LONG RESERVE LIFE RESOURCE FUND	2009-12-31
LUNDIN MINING CORPORATION	2009-12-31
MACKENZIE MASTER LIMITED PARTNERSHIP	2009-12-31
MAGELLAN AEROSPACE CORPORATION	2009-12-31
MAGNA INTERNATIONAL INC.	2009-12-31
MALAGA INC.	2009-12-31
MCAN MORTGAGE CORPORATION	2009-12-31
MCM SPLIT SHARE CORP.	2010-01-31
MDN INC.	2009-12-31
MEGA BRANDS INC.	2009-12-31
METHYLGENE INC.	2009-12-31
MINERAUX SIERRA INC.	2009-12-31
MINES AURIZON LTEE	2009-12-31
MINES D'ARGENT ECU INC. (LES)	2009-12-31
MINES D'OR DYNACOR INC.	2009-12-31
MINES MONETA PORCUPINE INC. (LES)	2009-12-31
MORTGAGE-BACKED SECURITIES LIMITED PARTNERSHIP (#23321)	2009-12-31
MULVIHILL PRO-AMS RSP SPLIT SHARE CORP.	2009-12-31
NAL OIL & GAS TRUST	2009-12-31
NB SPLIT CORP.	2009-12-31
NEO MATERIAL TECHNOLOGIES INC.	2009-12-31
NEW FLYER INDUSTRIES INC.	2010-01-03
NGEX RESOURCES INC.	2009-12-31
NORTH AMERICAN PALLADIUM LTD	2009-12-31
NORTHLAND POWER INCOME FUND	2009-12-31
NORTHSTAR AEROSPACE, INC.	2009-12-31
NOVA SCOTIA POWER INC.	2009-12-31
NOVADAQ TECHNOLOGIES INC.	2009-12-31
NUINSCO RESOURCES LIMITED	2009-12-31
NUVISTA ENERGY LTD.	2009-12-31
O&G TRUST (#23809)	2009-12-31
OCEANAGOLD CORPORATION	2009-12-31
OIL SANDS SPLIT TRUST	2009-12-31
OLYMPUS PACIFIC MINERALS INC.	2009-12-31
ONCOLYTICS BIOTECH INC.	2009-12-31
ONTARIO POWER GENERATION INC.	2009-12-31
OREZONE GOLD CORPORATION	2009-12-31
PAN AMERICAN SILVER CORP.	2009-12-31
PAREX RESOURCES INC.	2009-12-31
PEAK ENERGY SERVICES TRUST	2009-12-31
PETHEALTH INC.	2009-12-31
PETROBANK ENERGY AND RESOURCES LTD.	2009-12-31
PETROLES CALVALLEY INC. (LES)	2009-12-31
PLAZACORP RETAIL PROPERTIES LTD	2009-12-31
POINTS INTERNATIONAL LTD.	2009-12-31
PREFERRED SHARE INVESTMENT TRUST	2009-12-31
PREMIER CANADIAN INCOME FUND	2009-12-31
PREMIER GOLD MINES LIMITED	2009-12-31

## NOTICE ANNUELLE

	Date du document
PREMIER VALUE INCOME TRUST	2009-12-31
PRO-AMS U.S. TRUST	2009-12-31
PRT FOREST REGENERATION INCOME FUND	2009-12-31
PURE INDUSTRIAL REAL ESTATE TRUST	2009-12-31
QUEBECOR INC.	2009-12-31
QUEENSTON MINING INC.	2009-12-31
RAINMAKER ENTERTAINMENT INC.	2009-12-31
RAM POWER, CORP.	2009-12-31
RAVENSOURCE FUND	2009-12-31
RESEARCH IN MOTION LIMITED	2010-02-27
RESSOURCES THUNDERMIN INC.	2009-12-31
RESSOURCES YORBEAU INC. (LES)	2009-12-31
ROCKY MOUNTAIN DEALERSHIPS INC.	2009-12-31
RUBICON MINERALS CORPORATION	2009-12-31
S SPLIT CORP.	2009-12-31
SAVARIA CORPORATION	2009-12-31
SEF PRIVATE ISSUERS TRUST	2009-12-31
SEMBIOSYS GENETICS INC.	2009-12-31
SENTRY SELECT BLUE - CHIP INCOME TRUST	2009-12-31
SENTRY SELECT GLOBAL INDEX INCOME TRUST	2009-12-31
SENTRY SELECT MBS ADJUSTABLE RATE INCOME FUND II (#23351)	2009-12-31
SENVEST CAPITAL INC.	2009-12-31
SHIRE PLC	2009-12-31
SILVER STANDARD RESOURCES INC.	2009-12-31
SILVER WHEATON CORP.	2009-12-31
SINO-FOREST CORPORATION	2009-12-31
SIR ROYALTY INCOME FUND	2009-12-31
SMTC CORPORATION	2009-12-31
SOCIETE CANADIENNE DE FINANCEMENT IMMOBILIER C.A. BANCORP (28965)	2009-12-31
SOCIETE DES METAUX PRIMAIRES SENTRY SELECT	2009-12-31
SOCIETE EN COMMANDITE ACCREDITIVE CGF RESOURCE 2008	2009-12-31
SOCIETE EN COMMANDITE MINIERE 130/30	2009-12-31
SOFTCHOICE CORPORATION	2009-12-31
SOUTHGOBI ENERGY RESOURCES LTD.	2009-12-31
SPLIT REIT OPPORTUNITY TRUST	2009-12-31
SPROTT INC.	2009-12-31
SPUR VENTURES INC.	2009-12-31
STELLA-JONES INC.	2009-12-31
SUSTAINABLE PRODUCTION ENERGY TRUST	2009-12-31
TASEKO MINES LIMITED	2009-12-31
TAX OPTIMIZED RETURN ORIENTED SECURITIES TRUST	2009-12-31
TEKMIRA PHARMACEUTICALS CORPORATION	2009-12-31
TLC VISION CORPORATION	2009-12-31
TOP 10 CANADIAN FINANCIAL TRUST	2009-12-31
TOP 10 SPLIT TRUST	2009-12-31
TRANSFORCE INC.	2009-12-31
TRANZEO WIRELESS TECHNOLOGIES INC.	2009-12-31
TREE ISLAND WIRE INCOME FUND	2009-12-31
TRIAX DIVERSIFIED HIGH YIELD TRUST	2009-12-31
URANIUM ONE INC.	2009-12-31
URBANA CORPORATION	2009-12-31
UTILITY SPLIT TRUST	2009-12-31
VAALDIAM MINING INC.	2009-12-31



## NOTICE ANNUELLE

	Date du document
VICTORY NICKEL INC.	2009-12-31
VOLTA RESOURCES INC.	2009-12-31
WESDOME GOLD MINES LTD.	2009-12-31
WORLD FINANCIAL SPLIT CORP.	2009-12-31
YAMANA GOLD INC.	2009-12-31

**Liste des symboles SEDI**

<b>RELATIONS AVEC L'ÉMETTEUR ASSUJETTI</b>	
1 : Émetteur assujetti ayant acquis ses propres titres	45 : Contrepartie d'un bien
2 : Filiale de l'émetteur assujetti	46 : Contrepartie de services
3 : Porteur de titres qui détient en propriété véritable ou contrôle plus de % des titres d'un émetteur assujetti (Loi sur les valeurs mobilières du Québec – 10 % d'une catégorie d'actions) comportant le droit de vote ou droit de participer, sans limite, au bénéfice et au partage en cas de liquidation.	47 : Acquisition ou aliénation par don
4 : Administrateur d'un émetteur assujetti	48 : Acquisition par héritage ou aliénation par legs
5 : Dirigeant d'un émetteur assujetti	<b>Dérivés émis par l'émetteur</b>
6 : Administrateur ou dirigeant d'un porteur de titres visé en 3	50 : Attribution d'options
7 : Administrateur ou dirigeant d'un initié à l'égard de l'émetteur assujetti ou d'une filiale de l'émetteur assujetti, autre que 4, 5 et 6	51 : Levée d'options
8 : Initié présumé – six mois avant de devenir initié	52 : Expiration d'options
	53 : Attribution de bons de souscription
	54 : Exercice de bons de souscription
	55 : Expiration de bons de souscription
	56 : Attribution de droits de souscription
	57 : Exercice de droits de souscription
	58 : Expiration de droits de souscription
	59 : Exercice au comptant
	<b>Dérivés émis par un tiers</b>
	70 : Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers
	71 : Exercice d'un dérivé émis par un tiers
	72 : Autre règlement d'un dérivé émis par un tiers
	73 : Expiration d'un dérivé émis par un tiers
	<b>Divers</b>
	90 : Changements relatifs à la propriété
	97 : Autres
	99 : Correction d'information
	<b>NATURE DE L'OPÉRATION</b>
	D : Propriété directe
	I : Propriété indirecte
	C : Contrôle
	<b>AUTRES MENTIONS</b>
	O : Opération originale
	M : Première modification
	M' : Deuxième modification
	M'' : Troisième modification, etc.
	R : Opération déclarée hors délai (en retard).
<b>Généralités</b>	
00 : Solde d'ouverture – Déclaration initiale format SEDI	
10 : Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	
11 : Acquisition ou aliénation effectuée privément	
15 : Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	
16 : Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	
22 : Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, un regroupement ou une acquisition	
30 : Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	
35 : Dividende en actions	
36 : Conversion ou échange	
37 : Division ou regroupement d'actions	
38 : Rachat – annulation	
40 : Vente à découvert	

\* : L'astérisque en regard d'un solde de clôture signifie que l'initié ou son agent déposant a aussi indiqué un solde calculé par lui-même lorsque l'opération a été déposée.

**AVIS**

L'information publiée dans cette annexe est tirée du rapport hebdomadaire produit par le Système électronique de déclaration des initiés (SEDI).

Les initiés ou leurs agents autorisés sont responsables des informations entrées dans le système et, par conséquent, de celles contenues dans le présent rapport. L'information entrée directement dans SEDI prévaut toutefois sur celle présentée cidessous. Certaines informations entrées par les initiés ou leurs agents, qui ne sont pas automatiquement traduites par le système, peuvent être publiées en français ou en anglais. Le personnel de l'Autorité rappelle aux initiés qu'ils doivent, en vertu de la Loi sur les valeurs mobilières, déclarer leur emprise ou une modification à leur emprise sur les titres d'un émetteur assujetti au Québec dans un délai de 10 jours, sauf dans certains cas précis. Ces opérations doivent être rapportées de façon exacte et claire. Pour informations, veuillez communiquer avec l'Autorité des marchés financiers.

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<b>Aastra Technologies Limited</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Scholaert, Hugues Sebastien Bernard	4, 5	R	O	2010-03-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	32.5000	12 000
<b>ACTIVEnergy Income Fund</b>									
<i>Parts de fiducie</i>									
Activenergy Income Fund	1		O	2010-03-17	D	38 - Rachat ou annulation	700	7.5000	19 740 639
			O	2010-03-18	D	38 - Rachat ou annulation	700	7.4500	19 741 339
			O	2010-03-22	D	38 - Rachat ou annulation	700	7.3500	19 742 039
			O	2010-03-31	D	38 - Rachat ou annulation	700	7.3500	19 742 739
<b>Ag Growth International Inc.</b>									
<i>Débetures convertibles 7 12/31/2014</i>									
Anderson, Gary Keith	4, 5		O	2009-06-03	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 87 000.00	106.5000	\$ 87 000.00
			O	2010-03-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 293 000.00	106.5000	\$ 380 000.00
<i>Droits Deferred Compensation Plan</i>									
Brodie, Derek John Robert	4		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	241	35.7900	1 504*
Lambert, William Allen	4		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 322		3 094
White, David	4		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	245		2 352
<b>Ainsworth Lumber Co. Ltd.</b>									
<i>Billets 11 Senior Unsecured Notes due 2015</i>									
HBK Investments L.P.	3								
HBK Master Fund L.P.	PI		O	2010-03-31	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(\$ 85 029 170.00)		\$ 0.00
<b>Air Canada</b>									
<i>Class B Voting Shares</i>									
Legge, David	5		O	2010-04-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	840	2.5100	55 366
			O	2010-04-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(840)	2.5100	54 526
<b>Akita Drilling Ltd.</b>									
<i>Actions sans droit de vote</i>									
Charlton, Loraine	4		O	2010-01-13	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	170	10.2895	5 359
Eastly, Arthur	4		O	2010-01-13	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	170	10.2895	3 209
Heathcott, Linda A.	4, 6		O	2010-01-13	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	170	10.2895	3 424
Hensel, Fred	5		O	2010-01-13	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	242	10.2895	3 692
Kushner, Craig	5		O	2010-01-13	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	242	10.2895	4 443
Pahl, John	5		O	2010-01-13	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	242	10.2895	4 829
RICHARDSON, DALE	4		O	2010-01-13	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	170	10.2895	16 968
Roth, Murray	5		O	2010-01-13	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	242	10.2895	44 449
Ruud, Karl	5		O	2010-01-13	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	242	10.2895	28 659
Southern, Nancy C.	4, 6		O	2010-01-13	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	170	10.2895	3 324
Southern, Ronald D.	4, 6, 5, 3		O	2010-01-13	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	170	10.2895	13 324
Spitznagel, Curt Perry	4		O	2010-01-13	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	170	10.2895	3 924
WILSON, Charles W.	4		O	2010-01-13	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	170	10.2895	4 424
<b>Alberta Oilsands Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Goodisman, Adrian Howard	4		O	2009-09-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.2320USD	1 500 000
			O	2009-09-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	30 000	0.2900USD	1 530 000

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
		R	O	2009-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	40 000	0.2800USD	1 570 000
		R	O	2009-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	80 000	0.2930USD	1 650 000
		R	O	2009-12-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	0.2860USD	1 670 000
		R	O	2010-01-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	60 000	0.2890USD	1 730 000
Lee, Michael	4, 5		O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	0.4350	279 500*
			O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(21 500)	0.4300	258 000*
<b>AltaCanada Energy Corp.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Page, Brian Anthony	5								
RRSP	PI		O	2009-11-10	I	90 - Changements relatifs à la propriété	90 666	0.0800	190 666
			O	2010-03-15	I	90 - Changements relatifs à la propriété	106 551	0.0950	297 217
<b>Amalgamated Income Limited Partnership</b>									
<i>Parts de société en commandite</i>									
Foscolos, Elias	4								
1108632 Alberta Ltd	PI		O	2010-04-06	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	3.1500	84 428
<b>American Bonanza Gold Corp.</b>									
<i>Options</i>									
Bagwell, James F.	4		O	2010-03-25	D	50 - Attribution d'options	100 000	0.1900	900 000
<b>AMI Resources Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Elford, Dustin Arthur	4, 5		O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.1400	1 190 000
<b>Anatolia Minerals Development Limited</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Maestas, Lisa	5		O	2010-04-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 855)	4.4000	0
Tobler, Douglas Lee	5		O	2010-03-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	4.2633USD	32 926*
			O	2010-03-30	D	51 - Exercice d'options	36 009	1.2200	68 935*
			O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(12 000)	4.2200USD	56 935*
			O	2010-03-31	D	99 - Correction d'information	1 509	4.2200USD	58 444*
			O	2010-04-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	4.4000	53 444*
<i>Options</i>									
Tobler, Douglas Lee	5		O	2010-03-30	D	51 - Exercice d'options	(50 000)	1.2200	522 500*
<b>Apella Resources Inc.</b>									
<i>Options</i>									
Adams, Brian Frank	4	R	O	2010-03-26	D	50 - Attribution d'options	300 000	0.1400	1 603 000
<b>ARC Energy Trust</b>									
<i>Parts de fiducie</i>									
Anderson, Terry Michael	5								
RESP	PI		O	2010-03-31	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 400	20.5500	4 692
Dafoe, P. Van R.	5								
Broker Account	PI		O	2010-03-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	20.4200	22 036
Gillmore, Ingram	5								
Brokerage Account	PI		O	2010-01-18	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	133	20.0777	26 908
			O	2010-02-18	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	137	19.5361	27 045
			O	2010-03-18	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	129	20.9337	27 174
			O	2010-03-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 000	20.6000	33 174
Houck, James Curtis	4		O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	20.6000	10 125
<b>Arsenal Energy Inc.</b>									

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
<i>Actions ordinaires</i>									
Stewart, Curtis	4		O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	17 000	0.8400	694 317
			O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	0.8500	694 517
Taylor, Gjoa	5		O	2010-04-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)	0.9400	161 314
			O	2010-04-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(43 180)	0.9300	118 134
<b>ATCO LTD.</b>									
<i>Actions sans droit de vote Class I</i>									
ATCO Ltd.	1		O	2010-03-05	D	38 - Rachat ou annulation	5 500	49.9700	5 500
			O	2010-03-05	D	38 - Rachat ou annulation	(5 500)		0
			O	2010-03-12	D	38 - Rachat ou annulation	5 500	51.1500	5 500
			O	2010-03-12	D	38 - Rachat ou annulation	(5 500)		0
			O	2010-03-22	D	38 - Rachat ou annulation	5 500	52.7400	5 500
			O	2010-03-22	D	38 - Rachat ou annulation	(5 500)		0
			O	2010-03-29	D	38 - Rachat ou annulation	5 500	50.9600	5 500
			O	2010-03-29	D	38 - Rachat ou annulation	(5 500)		0
Southern, Nancy C.	4, 7, 6, 5		O	2010-03-30	D	51 - Exercice d'options	40 000	19.3200	92 165
			O	2010-03-30	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(40 000)	51.0000	52 165
Southern, Ronald D.	4, 7, 5, 3								
Sentgraf Enterprises Ltd.	PI		O	2010-03-30	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	40 000	51.0000	12 655 818
<i>Options 38.64</i>									
Southern, Nancy C.	4, 7, 6, 5		O	2010-03-30	D	51 - Exercice d'options	(40 000)		0
<b>Athabasca Oil Sands Corp.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Atkinson, Ian Kenneth	5		O	2010-03-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 125 982
Avenir Capital Corp. ITF	PI		O	2010-03-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2010-03-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 296 668
Bruce, Robert Thomas	5		O	2010-03-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2010-03-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			118 753
Avenir Capital Corp. ITF	PI		O	2010-03-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			271 667
Dundas, Gary	4		O	2010-03-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2010-03-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 820 000
Avenir Capital Corp. ITF Gary Dundas	PI		O	2010-03-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			55 000
Gallacher, William	4		O	2010-03-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			300 000
Avenir Capital Corporation	PI		O	2010-03-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			23 857 820
Gould, Bryan Morris	5								
Avenir Capital Corp. ITF	PI		O	2010-03-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2010-03-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			50 000
Harding, Jason Robert	5		O	2010-03-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			102 167
Avenir Capital Corp. ITF	PI		O	2010-03-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			208 333
Lawson, Jeffery George	4		O	2010-03-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			161 666
Avenir Capital Corp. ITF	PI		O	2010-03-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2010-03-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			168 334
McRae, Marshall L.	4								
Avenir Capital Corp. ITF	PI		O	2010-03-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			10 000
Schenkenberger, Anne Terese	5		O	2010-03-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			43 333

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<b>Avenir Capital Corp. ITF</b>									
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Avenir Capital Corp. ITF	PI		O	2010-03-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			99 167
Svarte, Sveinung	4		O	2010-03-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			13 150 000
Avenir Capital Corp. ITF	PI		O	2010-03-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			300 000
Verdonck, Donald Bruce	5		O	2010-03-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			147 500
Avenir Capital Corp. ITF	PI		O	2010-03-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			360 000
<b>Options</b>									
Gould, Bryan Morris	5								
Avenir Capital Corp. ITF	PI		O	2010-03-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			125 000
McRae, Marshall L.	4								
Avenir Capital Corp. ITF	PI		O	2010-03-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			50 000
<b>Azure Dynamics Corporation</b>									
<b>Droits Deferred Share Units</b>									
Brigstocke, Nicholas	4		O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	20 000	0.2500	127 376
Colburn, John Brian	4		O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	22 500	0.2500	105 798
Deacon, Donald Campbell	4		O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	70 000	0.2500	2 303 226
Gouin, James Christopher	4		O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	25 000	0.2500	151 929
Padilla, James Jerome	4		O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	73 646	0.2500	781 504
Sharp, Dennis Ambrose	4		O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	20 000	0.2500	240 581
<b>Baffinland Iron Mines Corporation</b>									
<b>Options stock</b>									
McCloskey, Richard Duncan	4		O	2010-04-05	D	52 - Expiration d'options	(52 000)		733 000
<b>BAM Investments Corp.</b>									
<b>Actions ordinaires</b>									
BAM Investments Corp.	1		O	2010-03-26	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	11.9000	1 000
			O	2010-03-30	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	11.6000	2 000
			O	2010-03-31	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	11.0000	3 000
			O	2010-03-31	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)		0
<b>Banque Canadienne Imperiale de Commerce</b>									
<b>Actions ordinaires</b>									
Grewal, Dilprit	5		O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 300	75.0700	1 300
McCaughey, Gerald T	4, 5		O	2010-04-01	D	51 - Exercice d'options	12 300	55.1000	141 926
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(12 300)	74.4100	129 626
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	74.4000	119 626
<b>Options</b>									
McCaughey, Gerald T	4, 5		O	2010-04-01	D	51 - Exercice d'options	(12 300)		731 848
<b>Banque de Montréal</b>									
<b>Actions ordinaires</b>									
Birmingham, Thomas	5		O	2010-03-30	D	51 - Exercice d'options	1 800	38.4500	1 800
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 800)	62.0300	0
Computershare Trust Company Of Canada	PI		O	2010-03-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(1 626)	61.4700	1 067
criland, myra ruth	5		O	2010-03-25	D	51 - Exercice d'options	2 441	34.1300	2 441
			O	2010-03-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 441)	60.6900	0
Hudon, Francois Mariano Philippe	5		O	2010-04-01	D	51 - Exercice d'options	3 200	38.4500	9 200*
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 200)	61.9900	6 000
McDonald, Gerard John	5								
Computershare Trust Company	PI		O	2010-03-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(1 101)	61.4700	121*
Menezes, Michael	5		O	2010-04-01	D	51 - Exercice d'options	9 500	35.6800	9 500

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 500)	61.7660	0
Piermarini, Charles Nunzio	5								
Compushares Trust Company	PI		O	2009-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	189	40.4900USD	1 988*
Stirton, Stephen Scott	8								
Computershare Trust Company of Canada	PI		O	2009-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	459	43.1100	1 219*
Trembacki, Mark D.	5		O	2010-03-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 750	38.4500	
			M	2010-03-16	D	51 - Exercice d'options	3 750	38.4500	7 750
			O	2010-03-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 250	38.4500	
			M	2010-03-22	D	51 - Exercice d'options	4 250	38.4500	8 250
<i>Options</i>									
Bermingham, Thomas	5		O	2010-03-30	D	51 - Exercice d'options	(1 800)	38.4500	20 838
criland, myra ruth	5		O	2010-03-25	D	51 - Exercice d'options	(2 441)	34.1300	20 061
Hudon, Francois Mariano Philippe	5		O	2010-04-01	D	51 - Exercice d'options	(3 200)	38.4500	65 166*
Menezes, Michael	5		O	2010-04-01	D	51 - Exercice d'options	(9 500)	35.6800	20 301
<b>Banque Royale du Canada</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Clarke, Byron David	5		O	2010-04-01	D	51 - Exercice d'options	20 000	24.6400	33 300
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)	59.4900	13 300
Johnston, Robert Graham	5		O	2010-04-01	D	51 - Exercice d'options	6 000	24.5600	10 731
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 000)	59.5600	4 731
Mezon, Linda Faye	5		O	2006-11-28	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 776	54.3400	
			M'	2006-11-28	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 776	54.3400	1 776
			M	2006-12-12	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 692	54.4300	5 468
			M	2006-12-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 662)	54.7713	3 806
			M	2006-12-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 300)	55.4900	2 506
			O	2007-05-28	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 851	60.0280	
			M'	2007-05-28	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 851	60.0280	4 357
			M'	2007-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 400)	57.5000	1 957
			O	2010-03-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(430)	59.3723	
			O	2010-03-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(570)	59.3700	
			M'	2010-03-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(570)	59.3700	1 861
RBC Dominion Securities	PI		M	2006-11-28	I	57 - Exercice de droits de souscription	1 776	54.3400	
			O	2006-12-12	I	57 - Exercice de droits de souscription	3 692	54.4300	
			O	2006-12-12	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 662)	54.7713	
			O	2006-12-29	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 300)	55.4900	
			M	2007-05-28	I	57 - Exercice de droits de souscription	1 851	60.0280	
			O	2007-06-06	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 400)	57.5000	
			M	2007-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 400)	57.5000	
			M	2010-03-16	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(430)	59.3723	0
			M	2010-03-16	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(570)	59.3700	
Michaud, Denise	8		O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 300)	59.5000	3 100
Moffat, Marcia Tilla	5		O	2010-04-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	59.2000	1 500
<i>Options</i>									
Clarke, Byron David	5		O	2010-04-01	D	51 - Exercice d'options	(20 000)	24.6400	111 852
Johnston, Robert Graham	5		O	2010-04-01	D	51 - Exercice d'options	(6 000)	24.5600	9 794
<b>BCE Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
BCE Inc.	1		O	2010-03-01	D	38 - Rachat ou annulation	35 000	29.8079	35 000
			O	2010-03-01	D	38 - Rachat ou annulation	(35 000)		0
<i>Share Units</i>									
Allen, Barry Keith	4		O	2010-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	732	29.8500	1 943
Bérard, André	4		O	2010-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 465	29.8500	35 468
Brenneman, Ron A.	4		O	2010-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	670	29.8500	30 312
Brown, Robert Ellis	4		O	2009-05-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	837	29.8500	837
Fell, Anthony S.	4		O	2010-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	732	29.8500	36 122
Kaufman, Donna Soble	4		O	2010-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	670	29.8500	31 247
Levitt, Brian	4		O	2010-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	942	29.8500	52 184
Lumley, Edward C.	4		O	2010-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	670	29.8500	22 049
O'Neill, Thomas Charles	4		O	2010-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 465	29.8500	15 495
Tellier, Paul M.	4		O	2010-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 256	29.8500	48 003
Weiss, Paul Raymond	4		O	2010-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 884	19.8500	7 393
Young, Victor Leyland	4		O	2010-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	916	29.8500	20 008
<b>Bellatrix Exploration Ltd.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Woo, Ving Yee	5		O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 000	3.8400	170 878
<i>Options</i>									
Baker, Douglas N	4		O	2010-04-06	D	50 - Attribution d'options	20 500	3.8800	115 500
BLAIR, TIMOTHY	5		O	2010-04-06	D	50 - Attribution d'options	75 000	3.8800	200 000
Brown, Edward John	5		O	2010-04-06	D	50 - Attribution d'options	140 000	3.8800	515 000
Chisholm, Duncan Andre	5		O	2010-04-06	D	50 - Attribution d'options	100 000	3.8800	400 000
Cobbe, Murray Lynn	4		O	2010-04-06	D	50 - Attribution d'options	20 500		115 500
Cuthbertson, John	4		O	2010-04-06	D	50 - Attribution d'options	20 500	3.8800	115 500
Dunn, William Carmichael	4		O	2010-04-06	D	50 - Attribution d'options	20 500	3.8800	115 500
Hawkrigg, Melvin M.	4		O	2010-04-06	D	50 - Attribution d'options	20 500	3.8800	115 500
Johnson, Robert Anthony	4		O	2010-04-06	D	50 - Attribution d'options	20 500	3.8800	115 500
Macdonald, Keith Elliott	4		O	2010-04-06	D	50 - Attribution d'options	20 500		115 500*
Oicle, Russell G.	5		O	2010-04-06	D	50 - Attribution d'options	140 000	3.8800	350 000
Smith, Raymond George	4		O	2010-04-06	D	50 - Attribution d'options	250 000	3.8800	750 000
Todd, Murray B.	4		O	2010-04-06	D	50 - Attribution d'options	20 500	3.8800	115 500
Woo, Ving Yee	5		O	2010-04-06	D	50 - Attribution d'options	150 000	3.8800	350 000
<b>Biovail Corporation</b>									
<i>Droits Restricted Share Units (RSUs)</i>									
Albert, Richard Mark	5		O	2010-04-05	D	35 - Dividende en actions	5		2 059
			O	2010-04-05	D	35 - Dividende en actions	5		2 064
Bovaird, Christopher Wayne	5		O	2010-04-05	D	35 - Dividende en actions	8		4 279
			O	2010-04-05	D	35 - Dividende en actions	7		4 286
			O	2010-04-05	D	35 - Dividende en actions	7		4 293
Chouinard, Michel	5		O	2010-04-05	D	35 - Dividende en actions	20		63 391
			O	2010-04-05	D	35 - Dividende en actions	24		63 415
			O	2010-04-05	D	35 - Dividende en actions	272		63 687
			O	2010-04-05	D	35 - Dividende en actions	23		63 710
Durham, Mark	5		O	2010-04-05	D	35 - Dividende en actions	40		71 035
			O	2010-04-05	D	35 - Dividende en actions	35		71 070



Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2010-04-05	D	35 - Dividende en actions	272		71 342
			O	2010-04-05	D	35 - Dividende en actions	33		71 375
Fibigir, Hans Christian	5		O	2010-04-05	D	35 - Dividende en actions	76		64 906
			O	2010-04-05	D	35 - Dividende en actions	272		65 178
Godin, Gilbert	5		O	2010-04-05	D	35 - Dividende en actions	40		98 912
			O	2010-04-05	D	35 - Dividende en actions	42		98 954
			O	2010-04-05	D	35 - Dividende en actions	408		99 362
			O	2010-04-05	D	35 - Dividende en actions	40		99 402
Gubitz, Gregory David	5		O	2010-04-05	D	35 - Dividende en actions	40		71 035
			O	2010-04-05	D	35 - Dividende en actions	35		71 070
			O	2010-04-05	D	35 - Dividende en actions	272		71 342
			O	2010-04-05	D	35 - Dividende en actions	33		71 375
Isabel, Nelson Ferreira	5		O	2010-04-05	D	35 - Dividende en actions	8		8 626
			O	2010-04-05	D	35 - Dividende en actions	5		8 631
			O	2010-04-05	D	35 - Dividende en actions	27		8 658
			O	2010-04-05	D	35 - Dividende en actions	5		8 663
Mayer, Christine	5		O	2010-04-05	D	35 - Dividende en actions	40		71 785
			O	2010-04-05	D	35 - Dividende en actions	35		71 820
			O	2010-04-05	D	35 - Dividende en actions	272		72 092
			O	2010-04-05	D	35 - Dividende en actions	37		72 129
Mulligan, Margaret Jean	5		O	2010-04-05	D	35 - Dividende en actions	35		63 494
			O	2010-04-05	D	35 - Dividende en actions	272		63 766
			O	2010-04-05	D	35 - Dividende en actions	33		63 799
Sebben, John Charles	5		O	2010-04-05	D	35 - Dividende en actions	6		3 513
			O	2010-04-05	D	35 - Dividende en actions	5		3 518
			O	2010-04-05	D	35 - Dividende en actions	6		3 524
Tindale, Jennifer Sara	5		O	2010-04-05	D	35 - Dividende en actions	22		60 722
			O	2010-04-05	D	35 - Dividende en actions	17		60 739
			O	2010-04-05	D	35 - Dividende en actions	27		60 766
			O	2010-04-05	D	35 - Dividende en actions	16		60 782
			O	2010-04-05	D	35 - Dividende en actions	241		61 023
Wells, William McDowell	4		O	2010-04-05	D	35 - Dividende en actions	784		291 754
			O	2010-04-05	D	35 - Dividende en actions	53		291 807
			O	2010-04-05	D	35 - Dividende en actions	340		292 147
			O	2010-04-05	D	35 - Dividende en actions	336		292 483
			O	2010-04-05	D	35 - Dividende en actions	50		292 533
Zator, Todd	5		O	2010-04-05	D	35 - Dividende en actions	6		1 156
<b>Blue Note Mining Inc.</b>									
<i>Options</i>									
Crevier, David	4		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	200 000		833 333
Judson, Michael Charles	4, 5		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	300 000		1 311 666
Martin, John Stanley George	5		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	200 000		1 011 666
Massad, Glenn	4		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	200 000		800 000
Mayer, Jean	4, 5		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	300 000		1 191 666
Méthot, Léon	4		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	200 000	0.1100	950 000
Therriault, Robert	5		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	200 000		833 333

**Blue Ribbon Income Fund (formerly Citadel Diversified**

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
<b>Investment Trust)</b>									
<i>Parts de fiducie</i>									
Blue Ribbon Income Fund	1		O	2010-03-05	D	38 - Rachat ou annulation	5 500	9.8000	5 500
			O	2010-03-05	D	38 - Rachat ou annulation	(5 500)	9.8000	0
			O	2010-03-05	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	9.8500	5 000
			O	2010-03-05	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	9.8500	0
			O	2010-03-08	D	38 - Rachat ou annulation	8 000	9.7500	8 000
			O	2010-03-08	D	38 - Rachat ou annulation	(8 000)	9.7500	0
			O	2010-03-09	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	9.6900	5 000
			O	2010-03-09	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	9.6900	0
			O	2010-03-10	D	38 - Rachat ou annulation	2 500	9.7000	2 500
			O	2010-03-10	D	38 - Rachat ou annulation	(2 500)	9.7000	0
			O	2010-03-12	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	9.7200	5 000
			O	2010-03-12	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	9.7200	0
			O	2010-03-16	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	9.6000	5 000
			O	2010-03-16	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	9.6000	0
			O	2010-03-19	D	38 - Rachat ou annulation	2 700	9.7000	2 700
			O	2010-03-19	D	38 - Rachat ou annulation	(2 700)	9.7000	0
			O	2010-03-24	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	9.6500	5 000
			O	2010-03-24	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	9.6500	0
			O	2010-03-26	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	9.6000	1 300
			O	2010-03-26	D	38 - Rachat ou annulation	(1 300)	9.6000	0
			O	2010-03-29	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.5900	3 000
			O	2010-03-29	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	9.5900	0
			O	2010-03-29	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	9.6500	5 000
			O	2010-03-29	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	9.6500	0
			O	2010-03-30	D	38 - Rachat ou annulation	500	9.6000	500
			O	2010-03-30	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	9.6000	0
			O	2010-03-31	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	9.6000	10 000
			O	2010-03-31	D	38 - Rachat ou annulation	(10 000)	9.6000	0
<b>BONAVISTA ENERGY TRUST</b>									
<i>Parts de fiducie</i>									
Hamilton, Glenn A.	5		O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	353	23.8500	57 346
Hanson, Scott Harlan	5		O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	305	23.8500	11 021
Humeniuk, Orest	5		O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	315	23.8500	76 425
Kobelka, Dean Mark	5		O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	298	23.8500	32 596
MacPhail, Keith A.J.	4, 5		O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	290	23.8500	2 234 116
Mullane, Tom	5		O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	368	23.8500	69 361
Poelzer, Ronald J.M.	4, 5		O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	290	23.8500	64 016
Robinson, Lynda Julie	5		O	2010-04-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	23.6100	14 153
			O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	291	23.8500	14 853
Skehar, Jason Edward	5		O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	431	23.8500	59 672
Spence, Harold R.	5		O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	345	23.8500	192 815
Thiessen, Johannes H.	5		O	2010-04-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	23.6200	87 446
			O	2010-04-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	23.6100	86 946
			O	2010-04-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 600)	23.6000	81 346
			O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	23.8500	88 146

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
<b>Breakwater Resources Ltd.</b>									
<i>Actions ordinaires CUSIP 106902307</i>									
carreau, robert	5		O	2010-04-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	20 930	0.4300	319 865
Cuttriss, Robert Hartney	5		O	2010-04-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	13 953	0.4300	229 328
Doucet, Mario	7		O	2010-04-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	11 047	0.4300	175 512
Duncan, Lesley Ruth	5		O	2010-04-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	4 186	0.4300	68 085
Gridley, Norman Carl	7		O	2010-04-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	11 628	0.4300	108 137
Hermann, Frederick William	5		O	2010-04-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	34 884	0.4300	421 868
Laurie, John Veldon Earl	5		O	2010-04-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	20 930	0.4300	118 999
Petroff, David Michael	4		O	2009-06-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-04-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	27 906	0.4300	27 906
<b>BRIQUE BRAMPTON LIMITEE</b>									
<i>Options</i>									
Bratty, Rudolph	4		O	2010-03-24	D	50 - Attribution d'options	2 500	5.7600	15 000*
<b>Brompton Advantaged Oil &amp; Gas Income Fund</b>									
<i>Bons de souscription</i>									
Kikuchi, Craig	5		O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(825)	0.0800	0
<i>Parts de fiducie</i>									
Brompton Advantaged Oil & Gas Income Fund	1		O	2010-03-03	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	4.8500	3 000
			O	2010-03-03	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	4.8500	0
			O	2010-03-04	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	4.8000	3 000
			O	2010-03-04	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	4.8000	0
			O	2010-03-08	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	4.8500	1 400
			O	2010-03-08	D	38 - Rachat ou annulation	(1 400)	4.8500	0
			O	2010-03-09	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	4.8500	3 000
			O	2010-03-09	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	4.8500	0
			O	2010-03-22	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	4.8500	3 000
			O	2010-03-22	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	4.8500	0
			O	2010-03-29	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	4.8000	3 000
			O	2010-03-29	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	4.8000	0
<b>Brompton Advantaged VIP Income Fund</b>									
<i>Parts</i>									
Brompton Advantaged VIP Income Fund	1		O	2010-03-01	D	38 - Rachat ou annulation	1 900	9.2500	1 900
			O	2010-03-01	D	38 - Rachat ou annulation	(1 900)	9.2500	0
			O	2010-03-04	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.3000	3 000
			O	2010-03-04	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	9.3000	0
			O	2010-03-09	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.3000	3 000
			O	2010-03-09	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	9.3000	0
			O	2010-03-12	D	38 - Rachat ou annulation	900	9.3000	900
			O	2010-03-12	D	38 - Rachat ou annulation	(900)	9.3000	0
			O	2010-03-15	D	38 - Rachat ou annulation	300	9.3000	300
			O	2010-03-15	D	38 - Rachat ou annulation	(300)	9.3000	0
			O	2010-03-19	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.3500	3 000
			O	2010-03-19	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	9.3500	0
			O	2010-03-24	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.4000	3 000
			O	2010-03-24	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	9.4000	0
			O	2010-03-25	D	38 - Rachat ou annulation	2 600	9.4000	2 600

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2010-03-25	D	38 - Rachat ou annulation	(2 600)	9.4000	0
			O	2010-03-29	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.3500	3 000
			O	2010-03-29	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	9.3500	0
			O	2010-03-30	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.3500	3 000
			O	2010-03-30	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	9.3500	0
			O	2010-03-31	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.3500	3 000
			O	2010-03-31	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	9.3500	0
<b>Brompton Oil &amp; Gas Income Fund</b>									
<i>Bons de souscription</i>									
Cullen, Christopher	5		O	2010-04-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 675)	0.1200	158
			O	2010-04-06	D	54 - Exercice de bons de souscription	(158)		0
MacKay, Moyra E.	5		O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	0.0600	500
			O	2010-04-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	0.1200	0
RRSP	PI		O	2010-03-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 000)	0.0600	725
			O	2010-04-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(725)	0.1200	0
<i>Parts de fiducie</i>									
Brompton Oil & Gas Income Fund	1		O	2010-03-04	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	4.7900	3 000
			O	2010-03-04	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	4.7900	0
			O	2010-03-10	D	38 - Rachat ou annulation	1 600	4.7500	1 600
			O	2010-03-10	D	38 - Rachat ou annulation	(1 600)	4.7500	0
			O	2010-03-15	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	4.8000	3 000
			O	2010-03-15	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	4.8000	0
			O	2010-03-16	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	4.8000	3 000
			O	2010-03-16	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	4.8000	0
			O	2010-03-22	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	4.8000	3 000
			O	2010-03-22	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	4.8000	0
			O	2010-03-23	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	4.8000	3 000
			O	2010-03-23	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	4.8000	0
			O	2010-03-29	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	4.7000	2 000
			O	2010-03-29	D	38 - Rachat ou annulation	(2 000)	4.7000	0
Cullen, Christopher	5		O	2010-04-06	D	54 - Exercice de bons de souscription	158	4.7400	1 825
<b>Brompton VIP Income Fund</b>									
<i>Bons de souscription</i>									
Kikuchi, Craig	5								
Scotia RRSP	PI		O	2010-04-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 590)	0.4700	0
<i>Parts de fiducie</i>									
Brompton VIP Income Fund	1		O	2010-03-01	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	8.6500	3 000
			O	2010-03-01	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	8.6500	0
			O	2010-03-03	D	38 - Rachat ou annulation	2 200	8.6500	2 200
			O	2010-03-03	D	38 - Rachat ou annulation	(2 200)	8.6500	0
			O	2010-03-04	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	8.6500	3 000
			O	2010-03-04	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	8.6500	0
			O	2010-03-12	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	8.7000	3 000
			O	2010-03-12	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	8.7000	0
			O	2010-03-18	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	8.7500	3 000
			O	2010-03-18	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	8.7500	0
			O	2010-03-26	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	8.7000	3 000

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2010-03-26	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	8.7000	0
<b>Brookfield Asset Management Inc.</b>									
<i>Deferred Share Units</i>									
Liebman, Lance Malcolm	4		O	2010-04-05	D	46 - Contrepartie de services	798	25.8500	11 945*
Newson, Patricia Marie	4		O	2010-03-31	D	35 - Dividende en actions	63	24.9500	11 531
Taylor, George Simpson	4		O	2010-02-28	D	97 - Autre	234	24.9500	42 472*
			O	2010-03-31	D	97 - Autre	725	25.8500	43 197*
<b>Brookfield Properties Corporation</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Barganski, John R.	5		O	2007-02-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-29	D	51 - Exercice d'options	3 642	6.1500USD	3 642
			O	2010-03-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 642)	15.6500USD	0
<i>Options</i>									
Barganski, John R.	5		O	2010-03-29	D	51 - Exercice d'options	(3 642)		64 808
<b>BSM Technologies Inc.</b>									
<i>Options</i>									
Bell, John K.	4		O	2010-04-06	D	50 - Attribution d'options	200 000		1 000 000
levesque, robert	4		O	2009-09-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-04-06	D	50 - Attribution d'options	450 000	0.1000	450 000
Mader, Daniel Jonathan	5		O	2009-10-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
<b>Calfrac Well Services Ltd.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Battenfelder, Donald	5		O	2010-04-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 250	16.5600	6 277
			O	2010-04-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 250)	21.5003	27
<i>Options 2004 Stock Option Plan</i>									
Battenfelder, Donald	5		O	2010-04-06	D	51 - Exercice d'options	(6 250)	16.5600	90 834
Payne, Frederick Bruce	5	R	O	2009-05-01	D	50 - Attribution d'options	20 000	9.6800	71 667
<b>Calloway Real Estate Investment Trust</b>									
<i>Deferred Units</i>									
Nyilassy, Simon	4		O	2010-03-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	28 015		145 755
<i>Parts de fiducie</i>									
Nyilassy, Simon	4								
Marsim LP	PI		O	2010-03-29	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	21.5500	22 378
<b>Canaccord Financial Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Evans, Aeron Thomsley	7		O	2004-06-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			46 427
		R	O	2010-03-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15 400)	11.0890	31 027
<b>Canadian Energy Services &amp; Technology Corp.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Nieboer, Craig Frederick	5		O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	14.7500	10 341
<i>Options</i>									
Zinger, Kenneth Earl	5		O	2010-03-29	D	51 - Exercice d'options	(2 000)	14.5000	43 000
			O	2010-03-30	D	51 - Exercice d'options	(5 000)	14.3400	38 000
			O	2010-03-30	D	51 - Exercice d'options	(8 000)	14.3000	30 000
<b>Canadian Natural Resources Limited</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bell, William David Redvers	7		O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(419)	75.3000	32 497

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Cusson, Réal, Michel	5		O	2010-04-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	75.4000	342 494
			O	2010-04-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(19 000)	77.5100	323 494
Edens, James Andrew	7								
Spouse	PI		O	2006-04-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-29	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	140		140
Giffin, Gordon D.	4								
Savings Plan	PI		O	2010-04-07	I	46 - Contrepartie de services	500	78.1900	14 928
Haywood, David Martin	7		O	2006-03-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2006-03-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	120	47.4800GBP	120
			O	2010-04-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	27	79.6000USD	147
			O	2010-04-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	79.8900	347
			O	2010-04-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	135	79.7000USD	482
Laing, Ronald Keith	5		O	2010-03-27	D	51 - Exercice d'options	1 800	61.1800	1 800
			O	2010-03-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 800)	73.7200	0
Laut, Stephen W.	5		O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 000)	74.9200	792 183
			O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 300)	74.9300	789 883
			O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 800)	74.9400	784 083
			O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 900)	74.9500	776 183
			O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 000)	75.0000	769 183
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(30 000)	77.5000	739 183
			O	2010-04-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 000)	79.6000	736 183
			O	2010-04-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 600)	79.6100	734 583
			O	2010-04-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	79.6300	734 283
			O	2010-04-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 800)	79.6500	729 483
			O	2010-04-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 900)	79.6800	720 583
			O	2010-04-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 900)	79.7000	716 683
			O	2010-04-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 200)	79.7400	715 483
			O	2010-04-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 300)	79.7500	714 183
MacPhail, Keith A.J.	4		O	2010-04-07	D	46 - Contrepartie de services	500	78.1900	190 294
Peterson, William Robert	5		O	2010-04-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)		35 121*
Whitehouse, David Benjamin	4								
Royal Bank of Canada	PI		O	2010-03-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(2 400)	72.0680	7 294*
Options									
Laing, Ronald Keith	5		O	2010-03-27	D	51 - Exercice d'options	(1 800)	61.1800	40 900
<b>Canadian Oil Recovery &amp; Remediation Enterprises Ltd.</b>									
Options									
Cross, Lindsay	5		O	2010-03-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			25 000
		R	O	2010-03-23	D	50 - Attribution d'options	30 000	0.2000	55 000
<b>Canadian Utilities Limited</b>									
Actions sans droit de vote Class A									
Canadian Utilities Limited	1		O	2010-03-03	D	38 - Rachat ou annulation	2 300	45.2200	2 300
			O	2010-03-03	D	38 - Rachat ou annulation	(2 300)		0
			O	2010-03-04	D	38 - Rachat ou annulation	1 725	45.1800	1 725
			O	2010-03-04	D	38 - Rachat ou annulation	(1 725)		0
			O	2010-03-05	D	38 - Rachat ou annulation	1 725	46.2400	1 725
			O	2010-03-05	D	38 - Rachat ou annulation	(1 725)		0

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2010-03-08	D	38 - Rachat ou annulation	1 150	46.5500	1 150
			O	2010-03-08	D	38 - Rachat ou annulation	(1 150)		0
			O	2010-03-09	D	38 - Rachat ou annulation	1 150	46.8700	1 150
			O	2010-03-09	D	38 - Rachat ou annulation	(1 150)		0
			O	2010-03-10	D	38 - Rachat ou annulation	1 150	47.0700	1 150
			O	2010-03-10	D	38 - Rachat ou annulation	(1 150)		0
			O	2010-03-11	D	38 - Rachat ou annulation	1 150	47.2900	1 150
			O	2010-03-11	D	38 - Rachat ou annulation	(1 150)		0
			O	2010-03-12	D	38 - Rachat ou annulation	1 150	47.5200	1 150
			O	2010-03-12	D	38 - Rachat ou annulation	(1 150)		0
			O	2010-03-15	D	38 - Rachat ou annulation	1 150	47.6200	1 150
			O	2010-03-15	D	38 - Rachat ou annulation	(1 150)		0
			O	2010-03-16	D	38 - Rachat ou annulation	1 150	48.4900	1 150
			O	2010-03-16	D	38 - Rachat ou annulation	(1 150)		0
			O	2010-03-17	D	38 - Rachat ou annulation	1 150	48.6100	1 150
Charlton, Loraine M.	4		O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	345	48.7700	5 416
<b>Canadian Western Bank</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Addington, William James	5		O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	24.3900	27 088
Golick, Ricki	5		O	2010-04-07	D	51 - Exercice d'options	10 000	13.7790	59 075
			O	2010-04-07	D	51 - Exercice d'options	12 000	16.3795	71 075
			O	2010-04-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(22 000)	24.4000	49 075
Morrison, Peter Kenneth	5		O	2010-04-01	D	35 - Dividende en actions	55	23.8300	12 105*
<i>Options</i>									
Golick, Ricki	5		O	2010-04-07	D	51 - Exercice d'options	(10 000)		47 966
			O	2010-04-07	D	51 - Exercice d'options	(12 000)		35 966
<b>Canexus Income Fund</b>									
<i>Droits Option Bonus Rights</i>									
Bost, Karen D.W.	5		O	2010-03-30	D	58 - Expiration de droits de souscription	(3 050)		85 703
Lacara, Angelo (Andy)	5		O	2010-03-31	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 607)		73 393
<i>Options</i>									
Bost, Karen D.W.	5		O	2010-03-30	D	52 - Expiration d'options	(4 000)	8.3200	68 550
Lacara, Angelo (Andy)	5		O	2010-03-31	D	51 - Exercice d'options	(11 900)	2.9900	63 100
<i>Parts de fiducie</i>									
Lacara, Angelo (Andy)	5		O	2010-03-31	D	51 - Exercice d'options	11 900	6.2600	14 570
			O	2010-03-31	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 607		16 177
			O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(13 507)	6.2600	2 670
<b>Canfor Corporation</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Pattison, James A.	4, 3								
Great Pacific Capital Corp.	PI		O	2010-03-29	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	104 700	9.3727	17 761 550
			O	2010-03-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	173 500	9.4484	17 935 050
			O	2010-03-31	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	18 600	9.4084	17 953 650
<b>Cangene Corporation</b>									
<i>Options</i>									
Bees, William Charles Henry Labossiere	5		O	2010-04-02	D	52 - Expiration d'options	(30 000)	9.3100	30 000
Langstaff, John McNeil	4, 7, 5		O	2010-04-02	D	52 - Expiration d'options	(55 000)	9.3100	40 000

Émetteur	Relation	Re-tard	État opération	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Storey, Andrew David	5		O	2010-04-02	D	52 - Expiration d'options	(25 000)	9.3100	28 000
Wolff-Long, Vicki Lynn	7		O	2010-04-02	D	52 - Expiration d'options	(18 000)	9.3100	15 000
<b>Canwel Holdings Corporation</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Baskerville, Ian	4		O	2010-03-24	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 881		107 086
Dhillon, Peter	4		O	2010-03-24	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 881		39 688
Doman, Amardeip Singh	4		O	2010-03-24	D	57 - Exercice de droits de souscription	25 871		448 949
ASD Investments Five Ltd.	PI		O	2010-03-24	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(535 422)		0
ASD Investments Four Ltd.	PI		O	2010-03-24	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(1 196 222)		0
ASD Investments One Ltd.	PI		O	2010-03-24	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(608 533)		0
ASD Investments Three Ltd.	PI		O	2010-03-24	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(332 267)		0
ASD Investments Two Ltd.	PI		O	2010-03-24	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(438 667)		0
The Futura Corporation	PI		O	2010-03-24	I	90 - Changements relatifs à la propriété	3 111 111		13 980 784
Doman, Rupinder (Rob) Singh	5		O	2010-03-24	D	57 - Exercice de droits de souscription	12 936		158 722
Dushnisky, Kelvin Paul Michael	4		O	2010-03-24	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 881		39 637
Grenich, Todd Alan	4		O	2010-03-24	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 881		44 450
Melone, Martin	4								
The Melone Family Trust	PI		O	2010-02-01	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2010-03-26	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	4.6310USD	4 000
Thoma, Siegfried Josef	4		O	2010-02-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-24	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 881		3 881
<i>Restricted Equity Shares</i>									
Baskerville, Ian	4		O	2010-03-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 381		3 881
			O	2010-03-24	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 881)		0
Dhillon, Peter	4		O	2010-03-24	D	99 - Correction d'information	316		2 500
			O	2010-03-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 381		3 881
			O	2010-03-24	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 881)		0
Doman, Amardeip Singh	4		O	2010-03-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 204		25 871
			O	2010-03-24	D	57 - Exercice de droits de souscription	(25 871)		0
Doman, Rupinder (Rob) Singh	5		O	2010-03-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 602		12 936
			O	2010-03-24	D	57 - Exercice de droits de souscription	(12 936)		0
Dushnisky, Kelvin Paul Michael	4		O	2010-03-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 381		3 881
			O	2010-03-24	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 881)		0
Grenich, Todd Alan	4		O	2010-03-24	D	99 - Correction d'information	316		2 500
			O	2010-03-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 381		3 881
			O	2010-03-24	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 881)		0
Thoma, Siegfried Josef	4		O	2010-03-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 381		3 881
			O	2010-03-24	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 881)		0
<b>Capital Argex Argent inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bonnell, George Roy MacKay	4, 5		O	2008-07-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-31	D	51 - Exercice d'options	266 980		266 980
<i>Options</i>									
Bonnell, George Roy MacKay	4, 5								
9170-8248 Quebec Inc.	PI		O	2010-03-31	I	51 - Exercice d'options	(266 980)		0
<b>Capital Power Corporation</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									



Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Chisholm, Burness Kathryn	5		O	2009-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	438		1 938
<b>Capstone Mining Corp.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Barnes, Robert	5		O	2010-04-01	D	46 - Contrepartie de services	20 000	3.0300	90 750
			O	2010-04-01	D	46 - Contrepartie de services	20 000	3.0300	110 750
Mercer, Bradley	5		O	2010-03-26	D	46 - Contrepartie de services	5 000	2.9900	
			M	2010-03-26	D	46 - Contrepartie de services	5 000	3.0300	73 524
			O	2010-04-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	3.0800	63 524
<i>Options</i>									
Barnes, Robert	5		O	2010-03-26	D	50 - Attribution d'options	150 000	2.9900	660 000
Bell, Larry I.	4		O	2010-03-26	D	50 - Attribution d'options	100 000	2.9900	317 450
Brack, George Leslie	8		O	2010-03-26	D	50 - Attribution d'options	100 000		
			M	2010-03-26	D	50 - Attribution d'options	100 000		200 000
Hemstead, Peter Timothy	5		O	2010-03-26	D	50 - Attribution d'options	150 000	2.9900	499 240
Peniuk, Dale Canfield	4		O	2010-03-26	D	50 - Attribution d'options	100 000	2.9900	200 000
<b>Cargojet Income Fund</b>									
<i>Parts de fiducie</i>									
Johnston, Gord	5		O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 500)	8.0900	2 500
Virmani, Ajay Kumar	5								
The Virmani Family Trust	PI		O	2010-03-19	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	408 693		
			M	2010-03-19	C	36 - Conversion ou échange	408 693		408 693
<i>Parts de société en commandite Exchangeable Limited Partnership Units</i>									
Virmani, Ajay Kumar	5								
The Virmani Family Trust	PI		O	2010-03-19	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(408 693)		
			M	2010-03-19	C	36 - Conversion ou échange	(408 693)		1 400 000
<b>Catalyst Paper Corporation</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Third Avenue Management LLC	3								
Separately Managed Accounts	PI		O	2010-04-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(141 700)	0.2661	56 595 606
			O	2010-04-06	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	0.2700	56 585 606
<b>CCL Industries Inc.</b>									
<i>Droits Deferred Share Units</i>									
Block, Paul J.	4		O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	258	28.3600	1 270
GRANT, JON	4		O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	6	28.3600	1 018
Guillet, Edward	4		O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	18	28.3600	3 201
Horn, Alan Douglas	4		O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	174	28.3600	5 901
Lang, Stuart W.	4		O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	6	28.3600	1 018
Muzyka, Douglas W.	4		O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	40	28.3600	7 232
Peddie, Tom	4		O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	331	28.3600	15 036
<b>Celestica Inc.</b>									
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>									
Muhlhauser, Craig	4, 5		O	2009-02-05	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	76 167	4.1700	
			M	2009-02-05	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	76 167	4.1700USD	
			M'	2009-02-05	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	122 500	4.1700USD	302 074
<i>Deferred Share Units</i>									
Crandall, Robert	4		O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 149	10.9300USD	259 457

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<b>Celtic Exploration Ltd.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Porteur inscrit									
Etherington, William Koellner, Laurette	4		O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 375	10.9300USD	140 656
	4		O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 946	10.9300USD	
			M	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 946	10.9300USD	50 113
Love, Richard	4		O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 946	10.9300USD	83 431
Ryan, Eamon	4		O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 918	10.9300USD	75 258
Tapscott, Don	4		O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 717	10.9300USD	134 188
<i>Actions ordinaires</i>									
Franks, Alan G.	5								
Employee Stock Savings Plan	PI		O	2010-03-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	57	19.5500	4 726
Shea, Michael	5								
Employee Stock savings Plan( ESSP)	PI		O	2010-03-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	57	19.5500	4 842
Wilson, David John	4, 5, 3		O	2010-03-30	D	51 - Exercice d'options	25 000	10.6000	4 761 232
Employee Stock Savings Plan	PI		O	2010-03-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	66	19.5500	5 547
<i>Stock Options</i>									
Dales, Robert John	4		O	2010-04-06	D	50 - Attribution d'options	25 000	21.3700	87 500
Sinclair, Neil Graham	4		O	2010-04-06	D	50 - Attribution d'options	25 000	21.3700	87 500
Wilson, David John	4, 5, 3		O	2010-03-30	D	51 - Exercice d'options	(25 000)	10.6000	268 750
<b>Cervus Equipment Corporation</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Lacey, Peter Alan	4, 5, 3								
Proventure Income Fund	PI		O	2010-03-30	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(47 400)	13.8400	201 835
RRSP - Kathy Lacey	PI		O	2010-03-30	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	23 000	13.8400	1 232 753
RRSP - Peter Lacey	PI		O	2010-03-30	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	13.8400	2 478 453
<b>Chariot Resources Limited</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
thompson, edward george	4		O	2010-04-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(135 000)	0.6500	1 003 000*
			O	2010-04-05	D	51 - Exercice d'options	170 000		1 173 000*
<i>Options</i>									
thompson, edward george	4		O	2010-04-05	D	51 - Exercice d'options	(170 000)		920 000*
<b>Chartwell Seniors Housing Real Estate Investment Trust</b>									
<i>Deferred Units</i>									
Bastarache, Lise	4		O	2010-01-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	42	7.2520	6 734
			O	2010-02-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	41	7.4068	6 775
			O	2010-03-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	41	7.4890	6 816
			O	2010-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	475	7.4265	7 291
Harris, Michael Deane	4		O	2010-01-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	244	7.2520	39 624
			O	2010-02-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	241	7.4068	39 865
			O	2010-03-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	240	7.4890	40 105
			O	2010-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	3 299	7.4265	43 404
Kuzmicki, Andre	7		O	2010-01-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	90	7.2520	14 608
			O	2010-02-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	89	7.4068	14 697
			O	2010-03-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	88	7.4890	14 785
			O	2010-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 060	7.4265	15 845
Robinson, Sidney P H	4		O	2010-01-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	202	7.2520	32 813
			O	2010-02-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	199	7.4068	33 012
			O	2010-03-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	198	7.4890	33 210

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Schwartz, Thomas	4		O	2010-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 323	7.4265	35 533
			O	2010-01-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	170	7.2520	27 545
			O	2010-02-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	167	7.4068	27 712
			O	2010-03-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	167	7.4890	27 879
			O	2010-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 104	7.4265	29 983
<i>Parts de fiducie</i>									
Schwartz, Thomas	4		O	2010-02-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	42	7.1846	31 876
			O	2010-03-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	42	7.3107	31 918
Megaview Diversified Holdings Inc.	PI		O	2010-02-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	21	7.1846	3 611
			O	2010-03-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	21	7.3107	3 632
<b>Chesswood Income Fund</b>									
<i>Parts de fiducie</i>									
Obront, David Mitchell Aaron	7		O	2010-03-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	4.5500	94 772
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	4.5500	94 272
<b>CI Financial Corp.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Besse, Ronald D.	4								
Self-Directed RIF	PI		O	2009-01-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-04-01	I	97 - Autre	2 500		2 500
Self-Directed RSP	PI		O	2010-04-01	I	97 - Autre	(2 500)		0
CI Financial Corp.	1		O	2010-03-03	D	38 - Rachat ou annulation	7 600	20.6624	314 897
			O	2010-03-03	D	38 - Rachat ou annulation	(7 600)		307 297
			O	2010-03-04	D	38 - Rachat ou annulation	34 300	20.6805	341 597
			O	2010-03-04	D	38 - Rachat ou annulation	(34 300)		307 297
			O	2010-03-05	D	38 - Rachat ou annulation	10 200	20.6994	317 497
			O	2010-03-05	D	38 - Rachat ou annulation	(10 200)		307 297
			O	2010-03-08	D	38 - Rachat ou annulation	17 400	20.7555	324 697
			O	2010-03-08	D	38 - Rachat ou annulation	(17 400)		307 297
			O	2010-03-09	D	38 - Rachat ou annulation	32 300	20.8338	339 597
			O	2010-03-09	D	38 - Rachat ou annulation	(32 300)		307 297
			O	2010-03-10	D	38 - Rachat ou annulation	15 700	20.9428	322 997
			O	2010-03-10	D	38 - Rachat ou annulation	(15 700)		307 297
			O	2010-03-11	D	38 - Rachat ou annulation	27 200	20.8503	334 497
			O	2010-03-11	D	38 - Rachat ou annulation	(27 200)		307 297
			O	2010-03-12	D	38 - Rachat ou annulation	17 400	20.8948	324 697
			O	2010-03-12	D	38 - Rachat ou annulation	(17 400)		307 297
			O	2010-03-15	D	38 - Rachat ou annulation	22 900	20.8968	330 197
			O	2010-03-15	D	38 - Rachat ou annulation	(22 900)		307 297
			O	2010-03-16	D	38 - Rachat ou annulation	23 900	20.8366	331 197
			O	2010-03-16	D	38 - Rachat ou annulation	(23 900)		307 297
			O	2010-03-17	D	38 - Rachat ou annulation	30 000	20.8851	337 297
			O	2010-03-17	D	38 - Rachat ou annulation	(30 000)		307 297
			O	2010-03-18	D	38 - Rachat ou annulation	31 400	20.8304	338 697
			O	2010-03-18	D	38 - Rachat ou annulation	(31 400)		307 297
			O	2010-03-19	D	38 - Rachat ou annulation	22 000	20.8475	329 297
			O	2010-03-19	D	38 - Rachat ou annulation	(22 000)		307 297
			O	2010-03-22	D	38 - Rachat ou annulation	24 300	20.8363	331 597

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2010-03-22	D	38 - Rachat ou annulation	(24 300)		307 297
			O	2010-03-23	D	38 - Rachat ou annulation	8 400	21.2071	315 697
			O	2010-03-23	D	38 - Rachat ou annulation	(8 400)		307 297
			O	2010-03-24	D	38 - Rachat ou annulation	13 400	21.0575	320 697
			O	2010-03-24	D	38 - Rachat ou annulation	(13 400)		307 297
			O	2010-03-25	D	38 - Rachat ou annulation	6 900	21.4199	314 197
			O	2010-03-25	D	38 - Rachat ou annulation	(6 900)		307 297
			O	2010-03-29	D	38 - Rachat ou annulation	2 300	21.3970	309 597
			O	2010-03-29	D	38 - Rachat ou annulation	(2 300)		307 297
			O	2010-03-30	D	38 - Rachat ou annulation	2 400	21.4192	309 697
			O	2010-03-30	D	38 - Rachat ou annulation	(2 400)		307 297
			O	2010-03-31	D	38 - Rachat ou annulation	7 700	21.3272	314 997
			O	2010-03-31	D	38 - Rachat ou annulation	(7 700)		307 297
			O	2010-03-31	D	38 - Rachat ou annulation	(5 270)		302 027
<i>Options</i>									
Donato, Marcelo A.	7		O	2010-04-01	D	52 - Expiration d'options	(20 000)	11.6000	78 900
Holland, William T.	4		O	2010-04-01	D	52 - Expiration d'options	(191 666)	11.6000	633 334
<b>Cineplex Galaxy Income Fund</b>									
<i>Parts</i>									
Briant, Heather	5		O	2010-03-24	D	46 - Contrepartie de services	4 934	19.3400	46 133
Galaxy Entertainment Inc., as Trustee	PI		O	2010-03-24	I	46 - Contrepartie de services	9 868		20 422
Campbell, Susan Linda Helen	5		O	2010-03-24	D	46 - Contrepartie de services	5 345	19.3400	29 361
Galaxy Entertainment Inc., as trustee	PI		O	2010-03-24	I	46 - Contrepartie de services	10 690		17 022
Duhatschek, Monica	5		O	2010-03-24	D	46 - Contrepartie de services	3 290	19.3400	7 593
Galaxy Entertainment Inc., as Trustee	PI		O	2010-03-24	I	46 - Contrepartie de services	6 580		10 802
Fitzgerald, Anne Tunstall	5		O	2010-03-24	D	46 - Contrepartie de services	8 223	19.3400	37 448
Galaxy Entertainment Inc., as trustee	PI		O	2010-03-24	I	46 - Contrepartie de services	16 446		27 000
Fulsom, Jason William	5		O	2010-03-24	D	46 - Contrepartie de services	3 700	19.3400	8 088
Galaxy Entertainment Inc. as Trustee	PI		O	2010-03-24	I	46 - Contrepartie de services	7 400		11 094
Hughes, Scott	5		O	2010-03-24	D	46 - Contrepartie de services	3 290	19.3400	8 122
Galaxy Entertainment Inc. as Trustee	PI		O	2010-03-24	I	46 - Contrepartie de services	6 580		9 746
Jacob, Ellis	5		O	2010-03-24	D	46 - Contrepartie de services	31 249	19.3400	98 750
Galaxy Entertainment Inc., as trustee	PI		O	2010-03-24	I	46 - Contrepartie de services	62 498		102 603
Kennedy, Michael	5		O	2010-03-24	D	46 - Contrepartie de services	8 223	19.3400	60 841
Galaxy Entertainment Inc., as Trustee	PI		O	2010-03-24	I	46 - Contrepartie de services	16 446		29 111
Kent, Jeff	5		O	2010-03-24	D	46 - Contrepartie de services	9 868	19.3400	43 248
Galaxy Entertainment Inc., as trustee	PI		O	2010-03-24	I	46 - Contrepartie de services	19 736		32 401
LaDouceur, Bradley	5		O	2010-03-24	D	46 - Contrepartie de services	3 290	19.3400	3 290
Galaxy Entertainment Inc., as trustee	PI		O	2010-03-24	I	46 - Contrepartie de services	6 580		10 802
Mandryk, Suzanna	5		O	2010-03-24	D	46 - Contrepartie de services	6 990	19.3400	26 630
Galaxy Entertainment Inc., as Trustee	PI		O	2010-03-24	I	46 - Contrepartie de services	13 980		22 951
Marshall, Patricia Dawn	5		O	2010-03-24	D	46 - Contrepartie de services	4 112	19.3400	22 213
Galaxy Entertainment Inc., as trustee	PI		O	2010-03-24	I	46 - Contrepartie de services	8 224		13 501
McGrath, Daniel F.	5		O	2010-03-24	D	46 - Contrepartie de services	13 157	19.3400	46 372
Galaxy Entertainment Inc., as trustee	PI		O	2010-03-24	I	46 - Contrepartie de services	26 314		43 200
Nelson, Gordon	5		O	2010-03-24	D	46 - Contrepartie de services	13 157	19.3400	62 449
Galaxy Entertainment Inc., as trustee	PI		O	2010-03-24	I	46 - Contrepartie de services	26 314		43 200

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<b>Cine Mining Corporation</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Pinetree Capital Ltd.	3								
Pinetree Resource Partnership	PI		O	2010-03-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 000 000)	1.5500	12 500 000
Tkachuk, David George	4		O	2010-03-24	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	200 000		200 000*
			O	2010-03-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(70 000)		130 000*
			O	2010-03-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(45 000)		85 000*
<i>Options</i>									
Tkachuk, David George	4		O	2010-03-24	D	51 - Exercice d'options	(200 000)	0.2200	700 000*
<b>CML Healthcare Income Fund</b>									
<i>Parts</i>									
Waddell, Rebecca	5		O	2008-09-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	782	12.7800	782
<b>Compagnie D'Assurance Générale Co-operators</b>									
<i>Actions privilégiées Class A Series B</i>									
Daniel, Kevin	7		O	2010-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1	100.0000	585
Feeney, Mark	5		O	2010-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	3	100.0000	377
MacDonald, James	7		O	2010-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2	100.0000	996
Reiner, Janice	7, 5		O	2010-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1	100.0000	804
<b>Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Canadian National Railway Company	1		O	2010-03-01	D	38 - Rachat ou annulation	75 000	53.7366USD	175 000
			O	2010-03-01	D	38 - Rachat ou annulation	(75 000)		
			M	2010-03-04	D	38 - Rachat ou annulation	(75 000)		100 000
			O	2010-03-02	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	54.6981USD	175 000
			O	2010-03-05	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		100 000
			O	2010-03-03	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	55.1734USD	175 000
			O	2010-03-08	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		100 000
			O	2010-03-04	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	55.1020USD	150 000
			O	2010-03-09	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		125 000
			O	2010-03-05	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	56.0442USD	150 000

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2010-03-10	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		125 000
			O	2010-03-08	D	38 - Rachat ou annulation	75 000	55.8590USD	175 000
			O	2010-03-11	D	38 - Rachat ou annulation	(75 000)		125 000
			O	2010-03-09	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	56.3133USD	175 000
			O	2010-03-12	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		125 000
			O	2010-03-10	D	38 - Rachat ou annulation	75 000	56.0128USD	200 000
			O	2010-03-15	D	38 - Rachat ou annulation	(75 000)		100 000
			O	2010-03-11	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	56.4541USD	175 000
			O	2010-03-16	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		100 000
			O	2010-03-12	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	57.2359USD	175 000
			O	2010-03-17	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		100 000
			O	2010-03-15	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	57.1190USD	150 000
			O	2010-03-18	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		100 000
			O	2010-03-16	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	57.7297	150 000
			O	2010-03-19	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		100 000
			O	2010-03-17	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	58.4968USD	150 000
			O	2010-03-22	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		100 000
			O	2010-03-18	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	58.4565USD	150 000
			O	2010-03-23	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		100 000
			O	2010-03-19	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	58.9340USD	150 000
			O	2010-03-24	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		100 000
			O	2010-03-22	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	59.1561USD	150 000
			O	2010-03-25	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		100 000
			O	2010-03-23	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	59.1267USD	150 000
			O	2010-03-26	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		60 000
			O	2010-03-24	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	58.7774USD	150 000
			O	2010-03-29	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		25 000
			O	2010-03-25	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	59.7713USD	110 000
			O	2010-03-30	D	38 - Rachat ou annulation	(10 000)		15 000
			O	2010-03-26	D	38 - Rachat ou annulation	15 000	59.9112USD	75 000
			O	2010-03-31	D	38 - Rachat ou annulation	(15 000)		0
Gonta, Andrew J.	5		O	2010-03-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	60.6172	
			M	2010-03-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	60.6172USD	11 654
Kaitlin Gonta	PI		O	2010-03-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	60.5739	
			M	2010-03-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	60.5739USD	0
Megan Gonta	PI		O	2010-03-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	60.6181	
			M	2010-03-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	60.6181USD	0
<b>COMPASS Income Fund</b>									
<i>Droits</i>									
Jestley, W. Garth	4, 5		O	2003-11-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 972		2 972
Orrico, Dean	5		O	2003-11-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 008		2 008
<i>Parts de fiducie</i>									
COMPASS Income Fund	1		O	2010-03-17	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	10.4500	24 560 811
			O	2010-03-18	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	10.2600	24 565 811
			O	2010-03-19	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	10.2100	24 568 811

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2010-03-22	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	10.2100	24 571 811
			O	2010-03-23	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	10.0100	24 575 811
			O	2010-03-24	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	9.9900	24 579 811
			O	2010-03-25	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	9.9300	24 583 811
			O	2010-03-26	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	9.8900	24 588 811
			O	2010-03-29	D	38 - Rachat ou annulation	30 000	9.7000	24 618 811
			O	2010-03-30	D	38 - Rachat ou annulation	15 000	9.7000	24 633 811
			O	2010-03-31	D	38 - Rachat ou annulation	45 000	9.6900	24 678 811
			O	2010-04-01	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	9.7200	24 682 811
<b>Connacher Oil and Gas Limited</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Kines, Richard Robert Joseph	5		O	2010-03-29	D	51 - Exercice d'options	25 000	0.8900	61 371
			O	2010-03-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 000)	1.6000	36 371
			O	2010-04-05	D	51 - Exercice d'options	107 000	0.8900	143 371
			O	2010-04-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(64 201)	1.6100	79 170
<i>Options</i>									
Kines, Richard Robert Joseph	5		O	2010-03-29	D	51 - Exercice d'options	(25 000)	0.8900	1 185 000
			O	2010-04-05	D	51 - Exercice d'options	(107 000)	0.8900	1 078 000
Sametz, Peter D.	4		O	2010-03-24	D	52 - Expiration d'options	(174 000)	0.8900	1 857 001
<b>Constellation Software Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Miller, Mark Robert	5								
CIBC Wood Gundy	PI		O	2010-03-22	I	90 - Changements relatifs à la propriété	21 000		21 000
			O	2010-04-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 000)	43.0000	14 000
RBC Dominion RSP	PI		O	2006-05-12	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-12-10	I	90 - Changements relatifs à la propriété	720		720
RBC Dominion Securities	PI		O	2009-12-10	I	90 - Changements relatifs à la propriété	194 929		194 929
			O	2010-03-22	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(21 000)		173 929
TD Waterhouse	PI		O	2009-12-10	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(194 929)		7 000
TD Waterhouse RSP	PI		O	2009-12-10	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(720)		0
<b>Corporation Cameco</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Goddard, Grant James	5		O	2010-04-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			457
<i>Options</i>									
Goddard, Grant James	5		O	2010-04-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			12 600
<b>Corporation de Capital de Risque Nevado</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Brassard, Bertrand	4, 3		O	2010-04-01	D	45 - Contrepartie d'un bien	510 000	0.4100	2 185 000
<b>Corporation Minière Golden Share</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Giaro, Philippe	4, 5		O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	0.1100	798 636
<b>Corporation Minière Nord Abitibi</b>									
<i>Bons de souscription</i>									
Difley, Shari Lynn	5		O	2010-04-02	D	55 - Expiration de bons de souscription	(32 258)	0.2300	0
Jutras, Jean Pierre	4, 5								
RRSP	PI		O	2010-04-02	I	55 - Expiration de bons de souscription	(161 538)	0.2300	0
O'Neill, Barbara Michele	5								

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
ITF Alexander O'Neill	PI		O	2010-04-02	C	55 - Expiration de bons de souscription	(32 300)	0.2300	25 000
<b>Corporation Minière Osisko</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Wares, Robert	4, 5		O	2010-04-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(30 000)	9.1900	1 716 500*
<b>Corporation Vector Aérospatiale</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Moniz, Elvis	7		O	2010-03-29	D	51 - Exercice d'options	8 000	2.0000	8 000
			O	2010-03-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 000	6.1800	16 000
<i>Options</i>									
Moniz, Elvis	7		O	2010-03-29	D	51 - Exercice d'options	8 000	2.0000	
			M	2010-03-29	D	51 - Exercice d'options	(8 000)	2.0000	18 629
<b>Corridor Resources Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Martel, Albert Thomas	5		O	2009-01-13	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	7 069	2.7300	
			M	2009-01-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 069	2.7300	
			M'	2009-01-13	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	7 069	2.7300	169 757*
		R	O	2009-01-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 888	5.7069	
			M	2009-01-12	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 888	5.7069	162 688
		R	O	2009-01-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	280	2.4500	
			M	2009-01-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	280	2.4500	170 037
		R	O	2009-02-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	299	2.2900	
			M	2009-02-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	299	2.2900	170 336
		R	O	2009-02-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	354	1.9400	
			M	2009-02-19	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	354	1.9400	170 690
		R	O	2009-03-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	490	1.4000	
			M	2009-03-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	490	1.4000	171 180
		R	O	2009-03-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	422	1.6200	
			M	2009-03-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	422	1.6200	171 602
		R	O	2009-04-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	354	1.9400	
			M	2009-04-03	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	354	1.9400	171 956
		R	O	2009-04-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	328	2.0100	
			M	2009-04-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	328	2.0100	172 284
		R	O	2009-05-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	298	2.2900	
			M	2009-05-05	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	298	2.2900	172 582
		R	O	2009-05-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	317	2.1600	
			M	2009-05-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	317	2.1600	172 899
		R	O	2009-06-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	319	2.1500	
			M	2009-06-03	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	319	2.1500	173 218
		R	O	2009-06-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	260	2.6400	
			M	2009-06-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	260	2.6400	173 478
		R	O	2009-07-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	253	2.7100	
			M	2009-07-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	253	2.7100	173 731
		R	O	2009-07-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	259	2.6400	
			M	2009-07-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	259	2.6400	173 990
		R	O	2009-08-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	233	2.9400	
			M	2009-08-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	233	2.9400	174 223
		R	O	2009-08-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	242	2.8300	



Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			M	2009-08-19	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	242	2.8300	174 465
		R	O	2009-09-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	270	2.5400	
			M	2009-09-03	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	270	2.5400	174 735
		R	O	2009-09-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	208	3.2800	
			M	2009-09-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	208	3.2800	174 943
		R	O	2009-10-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	209	3.2800	
			M	2009-10-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	209	3.2800	175 152
		R	O	2009-10-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	187	3.6600	
			M	2009-10-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	187	3.6600	175 339
		R	O	2009-11-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	209	3.2800	
			M	2009-11-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	209	3.2800	175 548
		R	O	2009-11-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	221	3.1000	
			M	2009-11-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	221	3.1000	175 769
		R	O	2009-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	165	4.1400	
			M	2009-12-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	165	4.1400	175 934
		R	O	2009-12-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	133	5.1400	
			M	2009-12-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	133	5.1400	167 767
		R	O	2010-01-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	127	5.3700	
			M	2010-01-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	127	5.3700	147 894
<b>Crew Energy Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Truscott, Kenneth	5		O	2010-03-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	40 000	17.5300	
			M	2010-03-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(40 000)	17.5300	14 500
			O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	30 000	17.5000	44 500
<i>Options</i>									
Truscott, Kenneth	5		O	2010-03-31	D	51 - Exercice d'options	(30 000)	10.6200	466 000
<b>Cyberplex Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Lobo, Vernon	4, 6		O	2010-03-30	D	51 - Exercice d'options	15 000	0.2600	492 333
<i>Options</i>									
Lobo, Vernon	4, 6		O	2010-03-30	D	51 - Exercice d'options	(15 000)	0.2600	358 000
<b>DDJ High Yield Fund</b>									
<i>Parts</i>									
DDJ High Yield Fund	1		O	2010-03-12	D	38 - Rachat ou annulation	2 500	9.0100	2 500
			O	2010-03-12	D	38 - Rachat ou annulation	(2 500)		0
			O	2010-03-26	D	38 - Rachat ou annulation	1 700	9.1800	1 700
			O	2010-03-26	D	38 - Rachat ou annulation	(1 700)		0
<b>DDS Wireless International Inc.</b>									
<i>Options</i>									
Scheuing, Matthias M	5		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	50 000	1.6500	200 000
<b>DELPHI ENERGY CORP.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Angelidis, Tony	4, 5								
RRSP Account	PI		O	2010-04-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(90 000)	2.6500	58 200
Kohlhammer, Brian	5		O	2010-04-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)	2.7200	139 070
<b>Denison Mines Corp. (formerly International Uranium Corporation)</b>									

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
<i>Actions ordinaires</i>									
Frydenlund, David C.	5		O	2010-04-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 000)	1.6000USD	349 000
<b>DHX Media Ltd.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Wright, Donald Arthur	4		O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	190 000	1.3000	325 135
<b>DiagnoCure Inc.</b>									
<i>Options</i>									
BOIVIN, FREDERIC	5		O	2010-03-30	D	50 - Attribution d'options	50 000	1.2300	70 000
De Blois, Paule	5		O	2010-03-30	D	50 - Attribution d'options	100 000	1.2300	220 000
Fradet, Yves	4		O	2010-03-30	D	50 - Attribution d'options	200 000	1.2300	541 306
			O	2010-03-30	D	50 - Attribution d'options	100 000	1.2300	641 306
			O	2010-04-07	D	52 - Expiration d'options	(100 000)	3.5000	541 306
<b>Diagnos Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Larente, André	4		O	2010-04-01	D	51 - Exercice d'options	100 000	0.2300	250 000
			O	2010-04-01	D	51 - Exercice d'options	100 000	0.2600	350 000
<i>Options</i>									
Larente, André	4		O	2010-04-01	D	51 - Exercice d'options	(100 000)	0.2300	1 949 684
			O	2010-04-01	D	51 - Exercice d'options	(100 000)	0.2600	1 849 684
<b>DPF India Opportunities Fund</b>									
<i>Parts de fiducie</i>									
DPF India Opportunities Fund, DPF India Opportunities Fund	1		O	2010-03-01	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	4.1500	2 000
			O	2010-03-05	D	38 - Rachat ou annulation	500	4.4200	500
			O	2010-03-08	D	38 - Rachat ou annulation	12 500	4.4960	12 500
			O	2010-03-10	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	4.4900	1 400
			O	2010-03-17	D	38 - Rachat ou annulation	4 200	4.6750	4 200
			O	2010-03-19	D	38 - Rachat ou annulation	9 100	4.6100	9 100
			O	2010-03-24	D	38 - Rachat ou annulation	22 300	4.7340	22 300
			O	2010-03-25	D	38 - Rachat ou annulation	500	4.6500	600
			O	2010-03-30	D	38 - Rachat ou annulation	3 100	4.6200	3 200
			O	2010-03-31	D	38 - Rachat ou annulation	7 100	4.6000	7 200
			O	2010-03-31	D	38 - Rachat ou annulation	(7 100)	4.6000	100
			O	2010-03-30	D	38 - Rachat ou annulation	(3 100)	4.6200	100
			O	2010-03-25	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	4.6500	100
			O	2010-03-24	D	38 - Rachat ou annulation	(22 200)	4.7340	100
			O	2010-03-19	D	38 - Rachat ou annulation	(9 100)	4.6100	0
			O	2010-03-17	D	38 - Rachat ou annulation	(4 200)	4.6750	0
			O	2010-03-10	D	38 - Rachat ou annulation	(1 400)	4.4900	0
			O	2010-03-08	D	38 - Rachat ou annulation	(12 500)	4.4960	0
			O	2010-03-05	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	4.4200	0
			O	2010-03-01	D	38 - Rachat ou annulation	(2 000)	4.1500	0
<b>Dumont Nickel Inc.</b>									
<i>Bons de souscription</i>									
clement, denis arthur	4		O	2010-03-31	D	55 - Expiration de bons de souscription	(1 000 000)	0.0500	440 000*
<b>Dundee Corporation</b>									
<i>Actions à droit de vote subalterne Class A</i>									
Panneton, John E.	7		O	2008-09-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			M	2008-09-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			60 000
<b>Dundee Precious Metals Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Beauchamp, Normand	3		O	2010-04-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 100	3.3700	27 500
<b>DundeeWealth Inc. (formerly Dundee Wealth Management Inc.)</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Dalphon, Claude	4, 6, 5		O	2010-03-31	D	51 - Exercice d'options	15 000	9.1500	17 000
			O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	14.8600	7 000
Panneton, John E.	7		O	2010-04-01	D	51 - Exercice d'options	200 000	8.0000	208 125
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(16 000)	14.9000	192 125
			O	2010-04-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(57 200)	14.9800	134 925
			O	2010-04-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(26 800)	15.0100	108 125
Pereira, John Paul	7		O	2010-04-06	D	51 - Exercice d'options	10 000	8.0000	65 498
		R	O	2009-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	119	8.7400	52 164
Sellars, Robert	7		O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 300)	15.1424	70 370
			O	2010-04-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(16 400)	14.9762	53 970
			O	2010-04-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 300)	15.0087	43 670
			O	2010-04-06	D	51 - Exercice d'options	75 000	8.0000	118 670
<i>Droits Deferred Share Units</i>									
Beallor, Morley	4								
DSUP	PI		O	2010-04-01	I	56 - Attribution de droits de souscription	31	14.9500	21 022
Brooks, Robert Leslie	4		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	5	14.9500	5 317
Dalphon, Claude	4, 6, 5								
Deferred Share Unit Plan	PI		O	2010-04-01	I	56 - Attribution de droits de souscription	38	14.9500	29 133
Ferstman, Joanne Shari	5		O	2010-03-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	63 649	14.2400	169 123
Goodman, David Jason	4, 5		O	2010-03-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	102 190	14.2400	554 383
Goodman, Ned	4, 6, 5								
Deferred Share Unit Plan	PI		O	2010-04-01	I	56 - Attribution de droits de souscription	318	14.9500	197 164
Gordon, Harold P.	6								
Deferred Share Unit Plan	PI		O	2010-04-01	I	56 - Attribution de droits de souscription	131	14.9500	79 397
MacRae, Garth A. C.	4, 6		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	10	14.9500	7 309
McLeish, Robert	4								
Deferred Share Unit Plan	PI		O	2010-04-01	I	56 - Attribution de droits de souscription	74	14.9500	51 249
Molson, Andrew	4								
DSU Plan	PI		O	2010-04-01	I	56 - Attribution de droits de souscription	1	14.9500	650
Orr-Gaucher, Nancy	4		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	36	14.9500	26 209
Presot, Lucie	6, 5		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	29	14.9500	18 410
<i>Options</i>									
Bates, Kristina Heidi	7		O	2010-02-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Chilcott, Jordy Warren	5		O	2007-01-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-26	D	50 - Attribution d'options	75 000		75 000
Dalphon, Claude	4, 6, 5		O	2010-03-31	D	51 - Exercice d'options	(15 000)	9.1500	0
McIntyre, Richard	7		O	2008-10-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-26	D	50 - Attribution d'options	75 000		75 000
Panneton, John E.	7		O	2008-09-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			200 000
			O	2010-04-01	D	51 - Exercice d'options	(200 000)	8.0000	0
Pereira, John Paul	7		O	2004-02-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			M	2004-02-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			10 000
			O	2010-04-06	D	51 - Exercice d'options	(10 000)	8.0000	150 000
<i>Restricted Share Awards</i>									
Bates, Kristina Heidi	7		O	2010-02-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-26	D	56 - Attribution de droits de souscription	50 000		50 000
Chilcott, Jordy Warren	5		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 014	14.9800	17 413
McIntyre, Richard	7		O	2008-10-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 345	14.9800	8 345
Pattillo, Robert	5		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 237	14.9800	23 802
Pereira, John Paul	7		O	2007-06-27	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	30 135	16.5900	
			O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 240	14.9800	39 038
1360219 Ontario Ltd.	PI		M	2007-06-27	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	30 135	16.5900	30 135
Satov, Amy Joy	7		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 901	14.9800	50 896*
Thibault, Jean-Francois	5		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 458	14.9800	53 114
Whyte, David Alfred	7		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	21 698	14.9800	224 460
<b>easyhome Ltd.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Johnson, Donald Kenneth	4, 3	R	O	2010-03-24	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(214 262)		74 607
Anna Gwendolyn Johnson	PI		O	2010-03-26	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 300)		
			M	2010-03-26	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 300)	7.2500	0
BMO Nesbitt Burns ITF Donald Johnson	PI	R	O	2010-03-24	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	214 262		385 634
<i>Deferred Share Unit Plan</i>									
Johnson, Donald Kenneth	4, 3		O	2010-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 572	7.2900	31 047
			O	2010-03-31	D	38 - Rachat ou annulation	(535)	9.3400	30 512
			O	2010-03-31	D	38 - Rachat ou annulation	(572)	8.7400	29 940
			O	2010-03-31	D	38 - Rachat ou annulation	(552)	9.0700	29 388
			O	2010-03-31	D	38 - Rachat ou annulation	(596)	8.3900	28 792
Lataille-Graham, Nancie	4		O	2010-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(2 024)	7.2900	8 362
Lewis, David Andrew	4		O	2010-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(2 024)	7.2900	10 019
<b>Electrovaya Inc.</b>									
<i>Options</i>									
LaSorda, Thomas William	4		O	2010-03-22	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-26	D	50 - Attribution d'options	470 000		470 000
<b>Ember Resources Inc.</b>									
<i>Options</i>									
Balderston, Dennis Blair	4		O	2010-04-06	D	50 - Attribution d'options	5 250	0.7100	69 750
Beitel, Paul	4		O	2010-04-06	D	50 - Attribution d'options	5 250	0.7100	61 750
Boyer, Colin D	4		O	2010-04-06	D	50 - Attribution d'options	5 250		69 750
Dafoe, Douglas Allan	4, 5		O	2010-04-06	D	50 - Attribution d'options	75 000	0.7100	600 000
Drolet, Thomas Stanley	4		O	2010-04-06	D	50 - Attribution d'options	5 250	0.7100	69 750
KERN Partners Ltd.	3		O	2007-03-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Kufeldt, Kent Douglas	5		O	2010-04-06	D	50 - Attribution d'options	5 250		37 750
Nelson, Donald J.	4		O	2010-04-06	D	50 - Attribution d'options	5 250	0.7100	61 750
van Steenberg, Jeff	4		O	2010-04-06	D	50 - Attribution d'options	5 250		69 750
<b>Endeavour Silver Corp.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Cooke, Bradford	4, 5		O	2010-03-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 500)	3.3700	

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			M	2010-03-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 500)	3.3700	1 246 550
			O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 400)	3.3300	
			M	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 400)	3.3300	1 240 150
		R	O	2009-12-23	D	97 - Autre	25 000	3.9800	1 279 350
<b>Enghouse Systems Limited</b>									
<i>Options Employee Stock Option</i>									
Stoyan, Paul James	4		O	2010-04-06	D	50 - Attribution d'options	10 000		50 000
<b>Ensign Energy Services Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Edwards, Norman Murray	4, 5, 3		O	2010-03-31	D	46 - Contrepartie de services	400	14.7500	19 768 740
Howe, James Brian	4		O	2010-03-31	D	46 - Contrepartie de services	400	14.7500	107 800*
Kangas, Leonard	4		O	2010-03-31	D	46 - Contrepartie de services	400	15.2300	
			M	2010-03-31	D	46 - Contrepartie de services	400	14.7500	76 466*
Skirka, Kenneth John	5		O	2010-03-31	D	46 - Contrepartie de services	400	15.2300	
			M	2010-03-31	D	46 - Contrepartie de services	400	14.7500	12 510*
Surkan, Gail Donelda	4		O	2010-03-31	D	46 - Contrepartie de services	400	15.2300	
			M	2010-03-31	D	46 - Contrepartie de services	400	14.7500	8 663*
Whitham, Barth Edward	4		O	2010-03-31	D	46 - Contrepartie de services	400	15.2300	
			M	2010-03-31	D	46 - Contrepartie de services	400	14.7500	
			M'	2010-03-31	D	46 - Contrepartie de services	400	14.7500	10 200*
<b>Equinox Minerals Limited</b>									
<i>Deferred Share Unit</i>									
TOMSETT, PETER WILLIAM	4		O	2010-04-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	20 161	3.7200	300 333
<b>Erdene Resource Development Corporation</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Frazer, Diane Suzan	5		O	2009-02-27	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(111 111)		30 439
			O	2006-07-14	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(10 000)		131 550
			O	2006-06-15	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	9 900	1.8200	129 900
			O	2006-06-15	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	1 650	3.0300	131 550
Investorco ITF RRSP #7J32185	PI		O	2003-03-14	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2009-02-27	I	90 - Changements relatifs à la propriété	111 111		130 911
			O	2006-06-15	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	16 500	1.8200	16 500
			O	2006-06-15	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	3 300	3.0300	19 800
Investorco RESP #8Q1866V	PI		O	2003-03-14	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2006-06-15	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	1 650	3.0300	1 650
NBCN Clearing ITF D. Suzan Frazer	PI		O	2003-03-14	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2006-07-14	I	90 - Changements relatifs à la propriété	10 000		10 000
<i>Options</i>									
Frazer, Diane Suzan	5	R	O	2004-04-06	D	50 - Attribution d'options	25 000	0.8500	35 000
		R	O	2008-03-17	D	50 - Attribution d'options	50 000	0.9400	235 000
		R	O	2009-06-25	D	50 - Attribution d'options	50 000	0.3000	250 000
			O	2008-11-18	D	52 - Expiration d'options	10 000		
			M	2008-11-18	D	52 - Expiration d'options	(10 000)		225 000

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2009-04-06	D	52 - Expiration d'options	(25 000)		200 000
			O	2010-03-30	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)	0.8500	200 000
			O	2010-03-30	D	38 - Rachat ou annulation	(100 000)	1.3500	100 000
			O	2010-03-30	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)	0.9400	50 000
<b>Esperanza Silver Corporation</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bartos, Paul	5		O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 000)	1.4600USD	100 800
Casswell, Kim Charisse	5		O	2010-03-30	D	51 - Exercice d'options	15 000	15000.0000	24 600
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15 000)	1.5136	9 600
Halvorson, Michael Henreid	4		O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(16 800)	1.4600	500 700
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(11 700)	1.4700	489 000
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 500)	1.4800	482 500
			O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 000)	1.4700	514 500
			O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(29 700)	1.4600	484 800
			O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 300)	1.4500	477 500
			O	2010-03-30	D	51 - Exercice d'options	35 000	0.4000	517 500
			O	2010-03-31	D	51 - Exercice d'options	40 000	0.4000	517 500
Ristorcelli, Steven	4		O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 000)	1.5100	88 000
			O	2010-03-31	D	51 - Exercice d'options	50 000	0.4000	138 000
<i>Options</i>									
Casswell, Kim Charisse	5		O	2010-03-30	D	51 - Exercice d'options	(15 000)	0.6900	127 100
Halvorson, Michael Henreid	4		O	2010-03-30	D	51 - Exercice d'options	(35 000)	0.4000	240 000
			O	2010-03-31	D	51 - Exercice d'options	(40 000)	0.4000	200 000
Ristorcelli, Steven	4		O	2010-03-31	D	51 - Exercice d'options	(50 000)	0.4000	275 000
<b>European Goldfields Limited</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Dimitriadis, Dimitris	5		O	2010-03-31	D	57 - Exercice de droits de souscription	22 601		22 601
Forward, Patrick William	5		O	2010-03-31	D	57 - Exercice de droits de souscription	13 830		32 750
Konig, Martyn	4, 5		O	2010-03-31	D	57 - Exercice de droits de souscription	12 372		266 457
			O	2010-03-31	D	57 - Exercice de droits de souscription	118 000		384 457
Laxton, Heather Anne	5		O	2010-03-31	D	57 - Exercice de droits de souscription	4 085	4085.0000	5 085
Morgan-Wynne, Timothy	4, 5		O	2010-03-31	D	57 - Exercice de droits de souscription	37 848	37848.0000	231 689
Rachovides, Mark	4, 5		O	2010-03-31	D	57 - Exercice de droits de souscription	27 854		138 898
<i>Droits Restricted Share Units</i>									
Dimitriadis, Dimitris	5		O	2009-11-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2009-11-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			11 105
			O	2010-03-31	D	57 - Exercice de droits de souscription	(11 105)		36 496
			O	2010-03-31	D	57 - Exercice de droits de souscription	(11 496)		25 000
Forward, Patrick William	5		O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	25 000		48 441
			O	2010-03-31	D	57 - Exercice de droits de souscription	(23 441)		25 000
Konig, Martyn	4, 5		O	2010-03-31	D	57 - Exercice de droits de souscription	(20 969)		400 000
			O	2010-03-31	D	57 - Exercice de droits de souscription	(200 000)		200 000
Laxton, Heather Anne	5		O	2010-03-31	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 085)		0
Morgan-Wynne, Timothy	4, 5		O	2010-03-31	D	57 - Exercice de droits de souscription	(37 784)		176 365
			O	2010-03-31	D	57 - Exercice de droits de souscription	(26 365)		150 000
Rachovides, Mark	4, 5		O	2010-03-31	D	57 - Exercice de droits de souscription	(18 087)		179 124
			O	2010-03-31	D	57 - Exercice de droits de souscription	(29 124)		150 000

Émetteur	Relation	Retard	État opération	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<b>Options</b>									
Forward, Patrick William	5		O	2009-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			150 000
<b>Evertz Technologies Limited</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Fankhauser, Eric	7, 5		O	2010-04-01	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(1 500 000)		1 500 000
ECF Holdings Inc.	PI		O	2006-06-23	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-04-01	I	90 - Changements relatifs à la propriété	1 500 000		1 500 000
<b>Exploration Dia Bras inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Boltz, Karl J.	5		O	2010-03-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 000)	0.1740USD	143 120
<b>Exploration Knick inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Brunelle, Jacques	4, 5		O	2010-04-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	0.2500	204 910
			O	2010-04-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.2450	209 910
			O	2010-04-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	0.2650	212 910
<b>Exploration Puma Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Robillard, Marcel	4		O	2010-04-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 000	0.0780	245 500
<b>Fairfax Financial Holdings Limited</b>									
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>									
Christiansen, Jan	7		O	2009-10-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			164
			O	2010-04-01	D	97 - Autre	1 337		1 501
<b>FairWest Energy Corporation</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Fauth, Sean Conrad	4		O	2010-04-05	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	200 000	0.0500	440 700
Fauth, Vernon Ray	4, 5		O	2010-04-05	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	78 949	0.0537	1 926 835
Kelcher, David	4								
Lindsay Kelcher	PI		O	2009-05-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-04-05	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	100 000	0.0500	100 000
Mackie, Marion Dorothea	5		O	2010-04-05	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	85 634	0.0500	455 422
ZECK, Darlene J.	5		O	2010-04-05	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	96 494	0.0537	508 892
Sesen Investments Inc.	PI		O	2005-08-19	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-04-05	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	150 000	0.0500	150 000
<b>Fiducie de sables bitumineux et de mega-projets energetiques</b>									
<i>Parts</i>									
Oil Sands and Energy Mega-Projects Trust	1		O	2010-03-04	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	7.1708	4 000
			O	2010-03-04	D	38 - Rachat ou annulation	(4 000)	7.1708	0
			O	2010-03-11	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	7.3180	4 000
			O	2010-03-11	D	38 - Rachat ou annulation	(4 000)	7.3180	0
			O	2010-03-18	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	7.3405	4 000
			O	2010-03-18	D	38 - Rachat ou annulation	(4 000)	7.3405	0
			O	2010-03-25	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	7.3693	4 000
			O	2010-03-25	D	38 - Rachat ou annulation	(4 000)	7.3693	0
			O	2010-03-26	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	7.3705	2 000
			O	2010-03-26	D	38 - Rachat ou annulation	(2 000)	7.3705	0
<b>Financière Sun Life inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<b>Finning International Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Tatlow, Kevin Lee	5		O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(800)	18.2600	(365)
<b>First Capital Realty Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Weaver, Karen H.	5		O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900)	22.1100	10 754
			O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 254)	22.1000	8 500
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	22.1800	7 900
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	22.1700	7 400
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	22.1400	7 100
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	22.1200	6 900
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	22.0300	6 600
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 200)	22.0200	5 400
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	22.1500	5 300
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	22.1300	5 100
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	22.0300	4 900
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(430)	22.0000	4 470
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	22.0400	4 270
<b>First National AlarmCap Income Fund</b>									
<i>Parts de fiducie Class A</i>									
CAMPBELL, JOHN BELL	5		O	2010-04-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	3.3500	18 600*
			O	2010-04-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	3.3500	
			M	2010-04-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	3.3500	18 400*
<b>First Quantum Minerals Ltd</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Adams, Andrew Bell	4		O	2010-03-30	D	51 - Exercice d'options	15 000	86.0000	29 146
Rowley, Martin	4, 5		O	2010-03-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	92.0000	11 001
<i>Options</i>									
Adams, Andrew Bell	4		O	2010-03-30	D	51 - Exercice d'options	(15 000)		0



Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
<b>Flaherty &amp; Crumrine Investment Grade Fixed Income Fund</b>									
<i>Bons de souscription</i>									
Kikuchi, Craig	5								
Scotia RRSP	PI		O	2010-04-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(919)	0.3800	0
<i>Parts de fiducie</i>									
Flaherty & Crumrine Investment Grade Fixed Income Fund	1		O	2010-03-17	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.3000	3 000
			O	2010-03-17	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	9.3000	0
			O	2010-03-18	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.3000	3 000
			O	2010-03-18	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	9.3000	0
			O	2010-03-19	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.3000	3 000
			O	2010-03-19	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	9.3000	0
			O	2010-03-22	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.3000	3 000
			O	2010-03-22	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	9.3000	0
			O	2010-03-29	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.3300	3 000
			O	2010-03-29	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	9.3300	0
<b>Fonds de croissance et de revenu BRIC-Plus O'Leary</b>									
<i>Parts</i>									
O'Leary, Terence Kevin	4		O	2010-02-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2010-03-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	13 000	12.0000	13 000
		R	O	2010-03-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 300	12.0000	21 300
<b>Fonds de placement immobilier BTB</b>									
<i>Parts de fiducie</i>									
AM TOTAL INVESTMENTS (GP)	3		O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	0.7580	6 618 701
			O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(40 000)	0.7412	6 578 701
			O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	0.7735	6 568 701
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 500)	0.7000	6 560 201
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	0.7270	6 550 201
			O	2010-04-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(114 000)	0.7250	6 436 201
<b>Fonds de placement immobilier Cominar</b>									
<i>Options</i>									
Gingras, Pierre	4		O	2010-04-01	D	51 - Exercice d'options	(15 000)	14.0000	0
<i>Parts de fiducie</i>									
Gingras, Pierre	4		O	2010-04-01	D	51 - Exercice d'options	15 000	14.0000	98 500
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	19.2500	88 500
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	19.2400	83 500
<b>Fonds de placement immobilier d'immeubles résidentiels Canadien</b>									
<i>Parts de fiducie</i>									
Schwartz, Thomas	4, 5		O	2010-02-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	193	13.7432	374 227
			O	2010-03-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	738	13.7432	
			M	2010-02-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	738	13.7432	374 965
			O	2010-02-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	197	13.5812	
			M	2010-03-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	197	13.5812	375 162
			O	2010-03-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	752	135812.0000	375 914
1115915 Ontario Inc.	PI		O	2010-02-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	359	13.7432	55 290
			O	2010-03-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	366	13.5812	55 656
806638 Ontario Limited	PI		O	2010-02-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 491	13.7432	229 252

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Jasland Developments Ltd.	PI		O	2010-03-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 519	13.5812	230 771
			O	2010-02-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 624	13.7432	249 704
			O	2010-03-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 654	13.5812	251 358
Megaview Diversified Holdings Inc.	PI		O	2010-02-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 601	13.7432	249 418
			O	2010-02-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	21	13.7433	249 439
			O	2010-03-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 630	13.5813	251 069
			O	2010-03-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	22	13.5813	251 091
<b>Fonds de Revenu Macquarie Énergie et Infrastructure</b>									
<i>Parts de fiducie</i>									
Brown, Derek	4, 5		O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 090	7.2724	56 356
<b>Foraco International SA</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Foraco International SA	1		O	2010-03-01	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	2.5700	976 900
			O	2010-03-02	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	2.5500	977 900
			O	2010-03-03	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	2.6700	978 900
			O	2010-03-04	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	2.6700	979 900
			O	2010-03-05	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	2.7220	980 900
			O	2010-03-08	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	2.7700	981 900
			O	2010-03-09	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	2.7500	982 900
			O	2010-03-10	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	2.8500	983 900
			O	2010-03-11	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	2.8700	984 900
			O	2010-03-12	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	2.9700	985 900
			O	2010-03-15	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	3.0000	986 900
			O	2010-03-16	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	2.9900	987 900
			O	2010-03-17	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	2.9900	988 900
			O	2010-03-18	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	2.9100	989 900
			O	2010-03-19	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	2.9110	990 900
			O	2010-03-22	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	2.9200	991 900
			O	2010-03-23	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	2.9200	992 900
			O	2010-03-24	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	2.9000	993 900
			O	2010-03-25	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	2.8000	994 900
			O	2010-03-26	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	2.8000	995 900
			O	2010-03-29	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	2.6800	996 900
			O	2010-03-30	D	38 - Rachat ou annulation	600	2.7100	997 500
			O	2010-03-31	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	2.7500	998 500
<b>Freehold Royalty Trust</b>									
<i>Deferred Trust Units</i>									
blades, douglas nolan	4		O	2010-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	415		17 209
CAMPBELL, HARRY SINCLAIR	4		O	2010-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	345		13 832
CEDRASCHI, TULLIO	4		O	2010-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	154		6 576
HARRISON, PETER T	4		O	2010-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	310		11 809
MAHER, P MICHAEL	4		O	2010-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	345		13 832
SANDMEYER, DAVID JAMES	4, 5		O	2010-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	62		3 039
Tourigny, Rodger	4		O	2010-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	44		2 363
<i>Trust Units</i>									
Canadian National Railway Company, Administrator of the CN T	3								
Rife Resources Ltd.	PI		O	2010-03-31	I	46 - Contrepartie de services	41 924		2 542 061

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
<b>Gabriel Resources Ltd.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Girard, Raphael Arthur	4		O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 176	4.2500	9 656
Pascal Doucet-Girard	PI		O	2010-03-30	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	18	4.2500	1 218
Raphael Girard & Sylvie Doucet	PI		O	2010-03-30	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 176	4.2500	
Sylvie Doucet	PI		M	2010-03-30	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 176	4.2500	1 176
			O	2005-04-19	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
<i>Droits DSUs</i>									
Girard, Raphael Arthur	4		O	2010-03-31	D	50 - Attribution d'options	2 506	4.3400	41 966
Thomas, Alan Richard	4		O	2010-03-31	D	50 - Attribution d'options	1 152	4.3400	29 743
<b>Gastem Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Kelafant, Jonathan Robert	4		O	2010-03-29	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	583 332	0.8000	583 332
<b>Genesis Worldwide Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Muzzo, Alexander Gerald	6, 3								
Muzzo Brothers Group Inc.	PI		O	2007-07-03	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 777 437		
		R	M	2010-03-22	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	2 777 437		2 777 437
MUZZO, MARC ANTHONY	6, 3								
Muzzo Brothers Group Inc.	PI		O	2007-07-03	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 777 437		
		R	M	2010-03-22	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	2 777 437		2 777 437
<b>George Weston Limitee</b>									
<i>Droits -Deferred Share Units</i>									
Bachand, Stephen Eugene	4								
Deferred Share Units	PI		O	2010-04-01	I	56 - Attribution de droits de souscription	32		6 091
Baillie, A. Charles	4								
Deferred Share Units	PI		O	2010-04-01	I	56 - Attribution de droits de souscription	574		13 625
Dart, Robert John	6								
Deferred Share Units	PI		O	2010-04-01	I	56 - Attribution de droits de souscription	386		7 744
Eby, Peter	4								
Deferred Share Unit	PI		O	2010-04-01	I	56 - Attribution de droits de souscription	591		15 994
Fraser, Anne Louise	4								
Deferred Share Units	PI		O	2010-04-01	I	56 - Attribution de droits de souscription	182		3 814
Graham, Anthony R.	4								
Deferred Share Units	PI		O	2010-04-01	I	56 - Attribution de droits de souscription	461		12 882
Lacey, John Stewart	7								
Deferred Share Units	PI		O	2010-04-01	I	56 - Attribution de droits de souscription	269		1 440
Marcoux, Isabelle	4								
Deferred Share Units	PI		O	2010-04-01	I	56 - Attribution de droits de souscription	364		5 643
Prichard, John Robert Stobo	4								
Deferred Share Units	PI		O	2010-04-01	I	56 - Attribution de droits de souscription	439		12 562
Rahilly, Thomas Francis	4								
Deferred Share Units	PI		O	2010-04-01	I	56 - Attribution de droits de souscription	489		7 961

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
<b>Gitennes Exploration Inc.</b>									
<i>Options</i>									
booth, kenneth david	4		O	2010-04-01	D	52 - Expiration d'options	(100 000)	0.4700	0*
Fernandez-Baca, Alvaro	7		O	2010-04-01	D	52 - Expiration d'options	(80 000)	0.4700	124 500*
		R	O	2000-11-10	D	50 - Attribution d'options	40 000	0.3000	100 000
		R	O	2002-10-02	D	50 - Attribution d'options	50 000	0.1500	150 000
		R	O	2003-05-04	D	50 - Attribution d'options	50 000	0.1300	200 000
Kimura, Edmund Tsuneo	4		O	2010-04-01	D	52 - Expiration d'options	(100 000)	0.4700	200 000
Spong, Kerry Melbourne	5		O	2010-03-31	D	52 - Expiration d'options	(100 000)	0.4700	250 000*
<b>Global Uranium Fund Inc.</b>									
<i>Bons de souscription Class C</i>									
Kikuchi, Craig	5		O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	0.0250	0
MacKay, Moyra E.	5		O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 000)	0.0400	800
<i>Equity Share</i>									
Global Uranium Fund Inc.	1		O	2010-03-05	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	2.3000	3 000
			O	2010-03-05	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	2.3000	0
			O	2010-03-08	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	2.3000	3 000
			O	2010-03-08	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	2.3000	0
			O	2010-03-09	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	2.3500	3 000
			O	2010-03-09	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	2.3500	0
			O	2010-03-10	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	2.3000	3 000
			O	2010-03-10	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	2.3000	0
			O	2010-03-11	D	38 - Rachat ou annulation	1 900	2.3500	1 900
			O	2010-03-11	D	38 - Rachat ou annulation	(1 900)	2.3500	0
			O	2010-03-12	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	2.3500	3 000
			O	2010-03-12	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	2.3500	0
			O	2010-03-15	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	2.3000	3 000
			O	2010-03-15	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	2.3000	0
			O	2010-03-16	D	38 - Rachat ou annulation	2 600	2.3000	2 600
			O	2010-03-16	D	38 - Rachat ou annulation	(2 600)	2.3000	0
			O	2010-03-17	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	2.3000	1 200
			O	2010-03-17	D	38 - Rachat ou annulation	(1 200)	2.3000	0
			O	2010-03-18	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	2.3000	3 000
			O	2010-03-18	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	2.3000	0
			O	2010-03-19	D	38 - Rachat ou annulation	1 800	2.2500	1 800
			O	2010-03-19	D	38 - Rachat ou annulation	(1 800)	2.2500	0
			O	2010-03-22	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	2.3000	3 000
			O	2010-03-22	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	2.3000	0
			O	2010-03-23	D	38 - Rachat ou annulation	2 900	2.2500	2 900
			O	2010-03-23	D	38 - Rachat ou annulation	(2 900)	2.2500	0
			O	2010-03-25	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	2.2500	3 000
			O	2010-03-25	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	2.2500	0
<b>Globestar Mining Corporation</b>									
<i>Options</i>									
Ciccarelli, Larry	4, 6, 5		O	2010-03-29	D	50 - Attribution d'options	125 000	0.9900	700 000*
Feiner, Stuart Franklin	4		O	2010-03-29	D	50 - Attribution d'options	100 000	0.9900	762 500
Iannozzi, John	4		O	2010-03-29	D	50 - Attribution d'options	100 000	0.9900	512 500*

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit Olson, Arnt Eric	5		O	2010-03-29	D	50 - Attribution d'options	100 000	0.9900	650 000
<b>GMP Capital Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
James Richardson & Sons, Limited	3		O	2010-03-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	35 400	13.9300	9 685 382
			O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 300	14.3900	9 687 682
			O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	109 200	14.4100	9 796 882
			O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	700	14.3900	9 797 582
			O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	14.3880	9 797 682
			O	2010-04-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	82 200	14.4000	9 879 882
<b>Gold Reserve Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires Class A Common Shares</i>									
Geyer, James	4, 5		O	2010-04-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)	1.1065USD	221 655*
<i>Droits Unvested Restricted Shares</i>									
COLEMAN, James Hayward	4		O	2010-04-07	D	56 - Attribution de droits de souscription	36 000		36 000
McChesney, Patrick	4		O	2010-04-07	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 000		9 000*
			O	2010-04-07	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 000		18 000*
			O	2010-04-07	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 000		27 000*
			O	2010-04-07	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 000		36 000*
Mikkelsen, Chris	4		O	2010-04-07	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 000		9 000*
			O	2010-04-07	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 000		18 000*
			O	2010-04-07	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 000		27 000*
			O	2010-04-07	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 000		36 000*
<b>Goldcorp Inc.</b>									
<i>Options d'achat hors bourse (et celles négociées privément)</i>									
Reifel, P. Randy	4								
Beggar Pacific Holding Corp.	PI		O	2010-04-05	I	73 - Expiration d'un dérivé émis par un tiers	(1 000)		2 000
Grim Estates Ltd.	PI		O	2010-04-05	I	73 - Expiration d'un dérivé émis par un tiers	(1 000)		0
<b>GOLDEN HOPE MINES LIMITED</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Hoel, Louis P	4		O	2010-03-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 000)	0.2150	169 500
<b>Great Canadian Gaming Corporation</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Blank, Howard	5		O	2010-01-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	136	8.4100	9 161
			O	2010-01-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	37	8.2400	8 198
			O	2010-02-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	40	7.7600	15 238
			O	2010-02-23	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	41	7.5200	3 279
			O	2010-03-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	42	7.3200	3 321
			O	2010-03-17	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	39	7.8300	3 360
Egli, Brian	7		O	2010-01-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	177	8.4100	35 940
			O	2010-01-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	49	8.2400	10 989
			O	2010-02-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	52	7.7600	11 041
			O	2010-02-23	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	53	7.5200	11 094
			O	2010-03-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	55	7.3200	11 149
			O	2010-03-17	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	307	7.8300	11 456
Goudron, Peter	7		O	2010-01-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	131	8.4100	7 160
			O	2010-01-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	43	8.2400	7 203
			O	2010-02-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	45	7.7600	7 248

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2010-02-23	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	47	7.5200	7 295
			O	2010-03-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	48	7.3200	7 343
			O	2010-03-17	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	301	7.8300	7 644
Woensdregt, Milton	5		O	2010-01-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	255	8.4100	20 493
			O	2010-01-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	60	8.2400	20 553
			O	2010-02-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	64	7.7600	20 617
			O	2010-02-23	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	66	7.5200	20 683
			O	2010-03-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	68	7.3200	20 751
			O	2010-03-17	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	702	7.8300	21 453
<b>Groupe Aecon Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Balfour, Scott Carlyle	4, 5		O	2010-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	7 599	13.7200	399 974
Beck, John Michael	4, 5		O	2010-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	4 099	13.7200	289 494
Berg, Jacob Theodor	5		O	2010-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	479	13.7200	2 934
Dautovich, Robert Daniel	5, 2		O	2010-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	319	13.6100	4 869
Kelly, Gerard Anthony	5		O	2010-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	939		13 161
			O	2010-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 754	13.7200	14 915
Koenderman, Paul	5		O	2010-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 046	13.7200	156 434
Kramer, George Donald	5		O	2010-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	265	13.7200	7 831
McKibbon, Terrance Lloyd	5		O	2010-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	544	13.7200	8 539
Nackan, Steven Neil	5		O	2010-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	14	13.7200	5 916
Pastirik, Paul Douglas	5		O	2010-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 100	13.7200	9 283
Turnbull, Ian Richard	5		O	2010-03-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	45	13.9300	1 135
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 135)	13.9300	0
<b>Groupe BMTC Inc.</b>									
<i>Actions à droit de vote multiple</i>									
Crépeau, Gilles	4, 6								
Bertrand Crépeau - Fils Inc.	PI		O	2010-04-06	I	37 - Division ou regroupement d'actions	2 314 670		4 629 340
Des Groseillers, Yves	4, 7, 6, 5								
A. Bélanger (Détail) Ltée	PI		O	2010-04-06	I	37 - Division ou regroupement d'actions	5 140 000		10 280 000
			O	2010-04-07	I	36 - Conversion ou échange	(80 000)		10 200 000
Ouimet, Pierre	4, 7, 6								
9072-1762 Québec Inc.	PI		O	2010-04-06	I	37 - Division ou regroupement d'actions	1 700 000		3 400 000
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>									
Bérard, André	4		O	2010-04-06	D	37 - Division ou regroupement d'actions	21 849		43 698
			O	2010-04-07	D	97 - Autre	1 900	19.7000	45 598
Bouchard, Lucien	4		O	2010-04-06	D	37 - Division ou regroupement d'actions	13 849		27 698
			O	2010-04-07	D	97 - Autre	1 900	19.7000	29 598
Des Groseillers, Charles	4		O	2010-04-06	D	37 - Division ou regroupement d'actions	10 000		20 000
Des Groseillers, Marie-Berthe	4, 5		O	2010-04-06	D	37 - Division ou regroupement d'actions	10 000		20 000
Des Groseillers, Yves	4, 7, 6, 5		O	2010-04-06	D	37 - Division ou regroupement d'actions	54 666		109 332
A. Bélanger (Détail) Ltée	PI		O	2010-04-06	I	37 - Division ou regroupement d'actions	5 414 408		10 828 816
			O	2010-04-07	I	36 - Conversion ou échange	80 000		10 908 816
Labrecque, Michel	7		O	2010-04-06	D	37 - Division ou regroupement d'actions	24 023		48 046
Ouimet, Pierre	4, 7, 6								

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
9072-1762 Québec Inc.	PI		O	2010-04-06	I	37 - Division ou regroupement d'actions	3 056		6 112
Paré, Robert	4		O	2010-04-06	D	37 - Division ou regroupement d'actions	21 849		43 698
			O	2010-04-07	D	97 - Autre	1 900	19.7000	45 598
Saucier, Serge	4		O	2010-04-06	D	37 - Division ou regroupement d'actions	11 599		23 198
			O	2010-04-07	D	97 - Autre	1 900	19.7000	25 098
Tanguay, Jacques	7		O	2010-04-06	D	37 - Division ou regroupement d'actions	19 491		38 982
<i>Options</i>									
Bérard, André	4		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	5 475		69 475
			O	2010-04-06	D	37 - Division ou regroupement d'actions	69 475		
			M	2010-04-06	D	37 - Division ou regroupement d'actions	69 475		138 950
Bouchard, Lucien	4		O	2004-04-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	5 475		5 475
			O	2010-04-06	D	37 - Division ou regroupement d'actions	5 475		
			M	2010-04-06	D	37 - Division ou regroupement d'actions	5 475		10 950
Crépeau, Gilles	4, 6		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	5 475		69 475
			O	2010-04-06	D	37 - Division ou regroupement d'actions	69 475		
			M	2010-04-06	D	37 - Division ou regroupement d'actions	69 475		138 950
Des Groseillers, Charles	4		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	5 475		69 475
			O	2010-04-06	D	37 - Division ou regroupement d'actions	69 475		
			M	2010-04-06	D	37 - Division ou regroupement d'actions	69 475		138 950
Des Groseillers, Marie-Berthe	4, 5		O	2005-04-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	5 475		5 475
			O	2010-04-06	D	37 - Division ou regroupement d'actions	5 475		
			M	2010-04-06	D	37 - Division ou regroupement d'actions	5 475		10 950
Des Groseillers, Yves	4, 7, 6, 5		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	65 700		521 642
			O	2010-04-06	D	37 - Division ou regroupement d'actions	521 642		
			M	2010-04-06	D	37 - Division ou regroupement d'actions	521 642		1 043 284
Labrecque, Michel	7		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	10 950		74 950
			O	2010-04-06	D	37 - Division ou regroupement d'actions	74 950		
			M	2010-04-06	D	37 - Division ou regroupement d'actions	74 950		149 900
Ouimet, Pierre	4, 7, 6		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	5 475		69 475
			O	2010-04-06	D	37 - Division ou regroupement d'actions	69 475		
			M	2010-04-06	D	37 - Division ou regroupement d'actions	69 475		138 950
Paré, Robert	4		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	5 475		69 475
			O	2010-04-06	D	37 - Division ou regroupement d'actions	69 475		
			M	2010-04-06	D	37 - Division ou regroupement d'actions	69 475		138 950
Saucier, Serge	4		O	2004-04-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	5 475		5 475
			O	2010-04-06	D	37 - Division ou regroupement d'actions	5 475		
			M	2010-04-06	D	37 - Division ou regroupement d'actions	5 475		10 950
Tanguay, Jacques	7		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	10 950		74 950
			O	2010-04-06	D	37 - Division ou regroupement d'actions	74 950		
			M	2010-04-06	D	37 - Division ou regroupement d'actions	74 950		149 900
<b>Groupe CGI inc.</b>									
<i>Actions à droit de vote subalterne Classe A</i>									
Godin, Serge	5								

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Sun Life - RAA	PI		O	2010-04-05	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	163	15.2856	84 614
Imbeau, André	5								
Sun Life - RAA	PI		O	2010-04-05	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	104	15.2856	22 530
<b>Groupe CVTech inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Sniger, Leo	7		O	2010-03-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			2 291 883
The Leo M. Sniger GRAT	PI		O	2010-03-26	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			213 909
<b>Groupe SNC-Lavalin Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Groupe SNC-Lavalin inc.	1		O	2010-03-12	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	51.9200	5 000
			O	2010-03-12	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	51.9200	0
			O	2010-03-15	D	38 - Rachat ou annulation	500	51.9800	500
			O	2010-03-15	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	51.9800	0
			O	2010-03-18	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	51.7500	10 000
			O	2010-03-18	D	38 - Rachat ou annulation	(10 000)	51.7500	0
			O	2010-03-19	D	38 - Rachat ou annulation	17 100	50.9800	17 100
			O	2010-03-19	D	38 - Rachat ou annulation	(17 100)	50.9800	0
			O	2010-03-22	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	50.8000	10 000
			O	2010-03-22	D	38 - Rachat ou annulation	(10 000)	50.8000	0
			O	2010-03-23	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	50.9100	10 000
			O	2010-03-23	D	38 - Rachat ou annulation	(10 000)	50.9100	0
			O	2010-03-24	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	50.4200	10 000
			O	2010-03-24	D	38 - Rachat ou annulation	(10 000)	50.4200	0
			O	2010-03-25	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	50.9100	5 000
			O	2010-03-25	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	50.9100	0
			O	2010-03-26	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	50.2000	5 000
			O	2010-03-26	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	50.2000	0
			O	2010-03-29	D	38 - Rachat ou annulation	9 700	49.9800	9 700
			O	2010-03-29	D	38 - Rachat ou annulation	(9 700)	49.9800	0
			O	2010-03-31	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	49.5600	10 000
			O	2010-03-31	D	38 - Rachat ou annulation	(10 000)	49.5600	0
MALKHASSIAN, Adam	5		O	2010-03-09	D	90 - Changements relatifs à la propriété	4 000		8 082
		R	O	2010-03-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	95	52.4100	8 177
			O	2010-04-01	D	35 - Dividende en actions	145		8 322
Régime d'actionariat des employés	PI		O	2010-03-09	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(4 000)		3 312
			O	2010-04-01	I	35 - Dividende en actions	71		3 383
RRSP for Adam Malkhassian	PI		O	2003-01-27	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2010-03-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	250	52.2500	250
RRSP for Tina Malkhassian	PI		O	2003-01-27	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2010-03-11	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	52.2000	200
Tina Malkhassian	PI	R	O	2010-03-11	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	99	52.3300	299
			O	2010-04-01	I	35 - Dividende en actions	9		308
MERCILLE, Patric	5		O	2010-03-30	D	51 - Exercice d'options	4 500	16.6633	6 500
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	50.0200	6 100
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	50.1080	6 000
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(950)	50.0600	5 050
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	50.0500	4 750



Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	50.0700	4 550
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	50.0800	4 350
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	50.1000	4 250
MISIR, Kris	5								
Employee Share Ownership Plan	PI		O	2010-04-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 820
<i>Options</i>									
MERCILLE, Patric	5		O	2010-03-30	D	51 - Exercice d'options	(4 500)		25 000
MISIR, Kris	5		O	2010-04-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			14 667
<b>GSI Group Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bellantuoni, Anthony J.	5		O	2007-08-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-10-22	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	41 400		
			M	2007-10-22	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	12 500		
			M'	2007-10-22	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	15 000		15 000
			O	2008-02-22	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	13 200		28 200
			O	2008-03-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	34 500		
			M	2008-03-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	12 500		40 700
			R	2009-03-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 742)	0.7103USD	38 958
			R	2009-03-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 057)	0.8292USD	34 901
Webb, Stephen	5		O	2008-03-17	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	29 750		
			M	2008-03-17	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	34 500		
			M'	2008-03-17	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	12 500		72 460
			R	2009-03-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 048)	0.5799USD	70 412
			R	2009-03-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 802)	0.7406USD	68 610
			R	2009-03-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 922)	0.8292USD	65 688
			R	2010-03-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 603)	1.8200USD	64 085
<b>Hanfeng Evergreen Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Yu, Haiying	5		O	2010-03-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	8.0000	70 200*
<b>HANWEI ENERGY SERVICES CORP.</b>									
<i>Deferred Share Units</i>									
Cooke, William Lyall	4		O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 514		23 887
Paine, William George	4		O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 514		23 887
Smallbone, Sidney Randall	4		O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 514		23 887
Yan, Joanne	6		O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 514		23 887
<b>Hartco Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Hartco Inc.	1		O	2010-03-01	D	38 - Rachat ou annulation	(1 400)		11 600
			O	2010-03-01	D	38 - Rachat ou annulation	(6 000)		5 600
			O	2010-03-04	D	38 - Rachat ou annulation	(1 400)		8 400
			O	2010-03-04	D	38 - Rachat ou annulation	(1 400)		7 000
			O	2010-03-05	D	38 - Rachat ou annulation	(1 400)		7 000
			O	2010-03-05	D	38 - Rachat ou annulation	(1 400)		5 600
			O	2010-03-01	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	3.4700	7 000
			O	2010-03-02	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	3.4400	8 400
			O	2010-03-03	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	3.4200	9 800
			O	2010-03-04	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	3.4400	8 400

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2010-03-05	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	3.3500	7 000
			O	2010-03-08	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	3.3000	8 100
			O	2010-03-09	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	3.3700	9 500
			O	2010-03-10	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	3.3500	6 700
			O	2010-03-11	D	38 - Rachat ou annulation	700	3.3000	7 400
			O	2010-03-12	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	3.3000	8 800
			O	2010-03-15	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	3.2500	7 400
			O	2010-03-16	D	38 - Rachat ou annulation	200	3.1300	6 500
			O	2010-03-17	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	3.1400	7 900
			O	2010-03-18	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	3.1300	3 000
			O	2010-03-22	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	3.1400	4 400
			O	2010-03-23	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	3.2000	5 800
			O	2010-03-24	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	3.1900	7 200
			O	2010-03-26	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	3.2000	5 600
			O	2010-03-29	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	3.2000	4 200
			O	2010-03-30	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	3.2000	5 600
			O	2010-03-30	D	38 - Rachat ou annulation	3 100	3.2000	8 700
			O	2010-03-31	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	3.1700	10 100
			O	2010-03-09	D	38 - Rachat ou annulation	(1 400)		8 100
			O	2010-03-09	D	38 - Rachat ou annulation	(1 400)		6 700
			O	2010-03-09	D	38 - Rachat ou annulation	(1 400)		5 300
			O	2010-03-12	D	38 - Rachat ou annulation	(1 400)		7 400
			O	2010-03-12	D	38 - Rachat ou annulation	(1 400)		6 000
			O	2010-03-15	D	38 - Rachat ou annulation	(1 100)		6 300
			O	2010-03-17	D	38 - Rachat ou annulation	(1 400)		6 500
			O	2010-03-17	D	38 - Rachat ou annulation	(1 400)		5 100
			O	2010-03-17	D	38 - Rachat ou annulation	(700)		4 400
			O	2010-03-17	D	38 - Rachat ou annulation	(1 400)		3 000
			O	2010-03-17	D	38 - Rachat ou annulation	(1 400)		1 600
			O	2010-03-25	D	38 - Rachat ou annulation	(200)		7 000
			O	2010-03-25	D	38 - Rachat ou annulation	(1 400)		5 600
			O	2010-03-25	D	38 - Rachat ou annulation	(1 400)		4 200
			O	2010-03-26	D	38 - Rachat ou annulation	(1 400)		4 200
			O	2010-03-26	D	38 - Rachat ou annulation	(1 400)		2 800
			O	2010-03-31	D	38 - Rachat ou annulation	(1 400)		8 700
<b>Harvest Banks &amp; Buildings Income Fund</b>									
<i>Parts de fiducie</i>									
Kovacs, Michael	4, 5		O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	11.8000	6 900
			O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	11.7500	7 100
<b>Home Capital Group Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Home Capital Group Inc.	1		O	2010-03-30	D	38 - Rachat ou annulation	600	43.4500	600
			O	2010-03-30	D	38 - Rachat ou annulation	(600)	43.4500	0
			O	2010-03-30	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	43.5000	3 000
			O	2010-03-30	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	43.5000	0
<b>HOMEQ Corporation</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Bandler, Gregory	5		O	2010-04-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 700		27 253
Cameron, Scott	5		O	2010-04-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 134		15 097
Cuthbertson, Celia	5		O	2010-04-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 617		8 387
Dryden, Wendy	5		O	2010-04-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 033		50 200
Krikler, Gary	5		O	2010-04-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 700		27 236
Laplante, Keith	5		O	2010-04-07	D	58 - Expiration de droits de souscription	2 433		3 967
Ranson, Steven	4, 5		O	2010-04-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	14 067		115 064
Sider, Neil	5		O	2010-04-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 100		43 657
<i>Restricted Share Units</i>									
Bandler, Gregory	5		O	2010-04-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 700)		11 500
Cameron, Scott	5		O	2010-04-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 134)		5 133
Cuthbertson, Celia	5		O	2010-04-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 617)		4 933
Dryden, Wendy	5		O	2010-04-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 033)		5 133
Krikler, Gary	5		O	2010-04-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 700)		11 500
Laplante, Keith	5		O	2010-04-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 433)		5 333
Ranson, Steven	4, 5		O	2010-04-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	(14 067)		25 666
Sider, Neil	5		O	2010-04-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 100)		5 167
<b>HUSKY ENERGY INC.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Warnock, Roy Clifford	2								
Janeen RRSP	PI		O	2010-04-01	I	35 - Dividende en actions	192	27.6060	17 930
RBC Investments 68690822-12 ITF Roy Warnock	PI		O	2010-04-01	I	35 - Dividende en actions	696	27.6060	64 805
<b>IAMGOLD Corporation</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bullock, Derek	4		O	2010-03-31	D	46 - Contrepartie de services	500	13.5000	20 500
Caldwell, John Edward	4		O	2010-03-31	D	46 - Contrepartie de services	500	13.5000	
			M	2010-03-31	D	46 - Contrepartie de services	500	13.5000	7 720
Naik, Mahendra	4		O	2010-04-05	D	46 - Contrepartie de services	500	13.5000	472 600*
Shaw, John Thomas	4		O	2010-03-31	D	46 - Contrepartie de services	500	13.5000	8 000
<i>Options</i>									
Adams, Renaud	5		O	2010-03-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			18 750
Banducci, Carol	5		O	2010-03-25	D	50 - Attribution d'options	63 950	13.8000	267 700
chandler, brian	5		O	2010-03-25	D	50 - Attribution d'options	42 450	13.8000	142 450
Donnelly, Michael	5		O	2010-03-25	D	50 - Attribution d'options	38 500	13.8000	233 500
Gallinger, Ross Douglas	5		O	2010-03-25	D	50 - Attribution d'options	21 050	13.8000	236 050
Olmsted, Paul Burton	5	R	O	2010-02-25	D	50 - Attribution d'options	28 250		313 250
Phillips, Larry	5		O	2010-03-25	D	50 - Attribution d'options	26 250	13.8000	528 000
Stothart, Peter Gordon	5		O	2010-03-25	D	50 - Attribution d'options	83 250	13.8000	313 250
trnkus, brian jonathan	5		O	2010-03-25	D	50 - Attribution d'options	18 438	13.8000	64 438
		R	O	2010-02-22	D	50 - Attribution d'options	10 000	15.6100	46 000
Zangari, Lisa Michelina	5		O	2010-03-25	D	50 - Attribution d'options	10 600	13.8000	70 600*
<b>Immunotec Inc. (anciennement Magistral Biotech Inc.)</b>									
<i>Options Régime d'options</i>									
Beer, Dieter Erich	4, 3		O	2010-03-31	D	50 - Attribution d'options	25 000	0.3750	50 000
Konigsberg, Alex	4		O	2010-03-31	D	50 - Attribution d'options	25 000	0.3750	550 000
La Couture, Jean	4		M	2009-03-25	D	50 - Attribution d'options	25 000		50 000
			M	2010-03-31	D	50 - Attribution d'options	25 000		75 000

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
9150-6626 QUÉBEC INC.	PI		O	2009-03-25	I	50 - Attribution d'options	25 000		
			O	2010-03-31	I	50 - Attribution d'options	25 000		
Orr, Charles Lee	4		O	2010-03-31	D	50 - Attribution d'options	25 000		75 000
Roberts, Charles Howell	4, 5, 3		O	2006-12-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-31	D	50 - Attribution d'options	25 000	0.3750	25 000
<b>Imperial Metals Corporation</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
McAndless, Patrick Michael	5		O	2010-04-01	D	51 - Exercice d'options	300	6.6000	7 972*
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	20.0400	7 672*
			O	2010-04-01	D	51 - Exercice d'options	9 700	6.6000	17 372*
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 700)	20.0000	7 672*
<i>Options</i>									
McAndless, Patrick Michael	5		O	2010-04-01	D	51 - Exercice d'options	(300)	6.6000	72 700*
			O	2010-04-01	D	51 - Exercice d'options	(9 700)	6.6000	63 000*
<b>Indexplus Income Fund</b>									
<i>Parts de fiducie</i>									
IndexPlus Income Fund	1		O	2010-03-18	D	38 - Rachat ou annulation	700	10.6500	27 217 279
			O	2010-03-24	D	38 - Rachat ou annulation	700	10.6000	27 217 979
			O	2010-03-26	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	10.6000	27 219 379
			O	2010-03-29	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	10.5500	27 220 779
			O	2010-03-31	D	38 - Rachat ou annulation	3 300	10.6500	27 224 079
<b>Indigo Books &amp; Music Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Flynn, Kathleen	5		O	2010-03-30	D	51 - Exercice d'options	7 500	8.2500	8 500
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 500)	17.9039	1 000
<i>Options</i>									
Flynn, Kathleen	5		O	2010-03-30	D	51 - Exercice d'options	(7 500)	8.2500	26 400
<b>Intact Corporation financière</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Intact Financial Corporation	1		O	2010-03-01	D	38 - Rachat ou annulation	77 800	42.0845	503 000
			O	2010-03-02	D	38 - Rachat ou annulation	78 700	42.4358	581 700
			O	2010-03-03	D	38 - Rachat ou annulation	79 000	43.1637	660 700
			O	2010-03-04	D	38 - Rachat ou annulation	79 000	42.8338	739 700
			O	2010-03-05	D	38 - Rachat ou annulation	627 400	44.2354	1 367 100
			O	2010-03-08	D	38 - Rachat ou annulation	78 500	43.9697	1 445 600
			O	2010-03-09	D	38 - Rachat ou annulation	77 300	43.5988	1 522 900
			O	2010-03-10	D	38 - Rachat ou annulation	269 400	43.2821	1 792 300
			O	2010-03-11	D	38 - Rachat ou annulation	79 000	42.5354	1 871 300
			O	2010-03-12	D	38 - Rachat ou annulation	79 000	42.5039	1 950 300
			O	2010-03-15	D	38 - Rachat ou annulation	79 000	42.4470	2 029 300
			O	2010-03-16	D	38 - Rachat ou annulation	78 900	42.7628	2 108 200
			O	2010-03-17	D	38 - Rachat ou annulation	79 000	42.7187	2 187 200
			O	2010-03-18	D	38 - Rachat ou annulation	364 500	42.7635	2 551 700
			O	2010-03-19	D	38 - Rachat ou annulation	79 000	43.1004	2 630 700
			O	2010-03-22	D	38 - Rachat ou annulation	79 000	42.5990	2 709 700
			O	2010-03-23	D	38 - Rachat ou annulation	78 700	42.8053	2 788 400
			O	2010-03-24	D	38 - Rachat ou annulation	656 384	42.7506	3 444 784

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2010-03-25	D	38 - Rachat ou annulation	78 200	43.6665	3 522 984
			O	2010-03-26	D	38 - Rachat ou annulation	79 000	43.7804	3 601 984
			O	2010-03-29	D	38 - Rachat ou annulation	79 000	44.0234	3 680 984
			O	2010-03-30	D	38 - Rachat ou annulation	40 000	44.6826	3 720 984
			O	2010-03-31	D	38 - Rachat ou annulation	40 000	44.4969	3 760 984
			O	2010-03-31	D	38 - Rachat ou annulation	(3 401 984)		359 000
			O	2010-03-31	D	38 - Rachat ou annulation	(200 000)		159 000
<b>ISEE3D Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Ghetler, Allan	5								
3139816 Canada Inc.	PI		O	2010-03-24	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 000)	0.6700	62 375
<b>Isotechnika Pharma Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Mallet, Colin Roger	4		O	2010-04-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(80 000)	3.6091	39 000
<b>Ivanhoe Energy Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Martin, David	4, 5		O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 000)	3.3400USD	2 540 168
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 000)	3.3300USD	2 515 168
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 000)	3.3200USD	2 490 168
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 200)	3.3200USD	2 480 968
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 580)	3.3100USD	2 470 388
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 220)	3.3200USD	2 465 168
Pirraglia, Robert A.	4	R	O	2010-03-19	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	68 478	3.6800USD	278 874
<i>Options</i>									
Pirraglia, Robert A.	4	R	O	2010-03-19	D	51 - Exercice d'options	(200 000)	2.4200USD	200 000
		R	O	2010-03-19	D	51 - Exercice d'options	(200 000)	2.4200USD	0
<b>Ivanhoe Mines Ltd.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Kirwin, Douglas	5		O	2010-04-05	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(3 021)	17.4600	48 365
<b>Just Energy Income Fund (formerly Energy Savings Income Fund)</b>									
<i>Droits Deferred Units</i>									
Brussa, John Albert	4		O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	410		7 058
GIBSON, BRUCE	4		O	2010-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	263		263
Giffin, Gordon D.	4		O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 052		27 767
KIRBY, MICHAEL	4		O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	417		7 375
McMurtry, Roy	4		O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	338		3 748
Segal, Hugh David	4		O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	425		7 321
SMITH, BRIAN	4		O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 685		30 233
<b>Katanga Mining Limited</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Berber, Rafael	4		O	2010-04-02	D	97 - Autre	2 886		
			M	2010-04-02	D	97 - Autre	2 886	0.7500	5 773
Line Trust Corporation Limited, in its capacity as Trustee o	3								
Breton Global Limited	PI		O	2010-03-25	I	71 - Exercice d'un dérivé émis par un tiers	(41 599 240)		57 188 461
Ellesmere Global Limited	PI		O	2010-03-25	I	71 - Exercice d'un dérivé émis par un tiers	(58 400 760)		0

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Oke, Stephen Douglas	4		O	2010-04-02	D	97 - Autre	2 886		
			M	2010-04-02	D	97 - Autre	2 886	0.7500	5 773
Robinson, Terry John	4		O	2010-04-02	D	97 - Autre	2 886		
			M	2010-04-02	D	97 - Autre	2 886	0.7500	7 524
Stoyell, Eric Hugh John	4, 5		O	2010-04-02	D	97 - Autre	2 886		
			M	2010-04-02	D	97 - Autre	2 886	0.7500	41 524
<i>Guarantee secured by pledge, matures June 30, 2010</i>									
Line Trust Corporation Limited, in its capacity as Trustee o	3								
Breton Global Limited	PI		O	2010-03-25	I	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		0
<i>Loan secured by pledge, repayment dated June 30, 2010</i>									
Line Trust Corporation Limited, in its capacity as Trustee o	3								
Ellesmere Global Limited	PI		O	2010-03-25	I	71 - Exercice d'un dérivé émis par un tiers	1		0
<i>Options d'achat hors bourse (et celles négociées privément) Call Option (Common Shares)</i>									
Line Trust Corporation Limited, in its capacity as Trustee o	3								
Ellesmere Global Limited	PI		O	2009-10-13	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-25	I	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1	0.9074USD	1
<i>Restricted Share Unit</i>									
Berber, Rafael	4		O	2010-04-02	D	97 - Autre	(2 886)		
			M	2010-04-02	D	97 - Autre	(2 886)		2 887
Oke, Stephen Douglas	4		O	2010-04-02	D	97 - Autre	(2 886)		
			M	2010-04-02	D	97 - Autre	(2 886)		2 887
Robinson, Terry John	4		O	2010-04-02	D	97 - Autre	(2 886)		
			M	2010-04-02	D	97 - Autre	(2 886)		2 887
Stoyell, Eric Hugh John	4, 5		O	2010-04-02	D	97 - Autre	(2 886)		
			M	2010-04-02	D	97 - Autre	(2 886)		2 887
<b>Keystone North America Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Baker, Gary Philip	5		O	2010-03-26	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(2 605)	8.0700	0
Byrne, Robert Henry	4								
Robert Byrne and Sharon Byrne	PI		O	2010-03-26	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(4 000)	8.0700	0
Sharon Byrne	PI		O	2010-03-26	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(2 000)	8.0700	0
Cerrone, Frank	4								
Carmine Cerrone - RESP	PI		O	2010-03-26	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(200)	8.0700	0
Daniela Cerrone - RESP	PI		O	2010-03-26	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(200)	8.0700	0
Michael Cerrone - RESP	PI		O	2010-03-26	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(200)	8.0700	0
Heen, John Henry	7		O	2010-03-26	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(13 658)	8.0700	0
Loftis, Ervin	5		O	2010-03-26	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(1 122)	8.0700	0
Naegelin, Daniel Anthony	5		O	2010-03-26	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(1 114)	8.0700	0

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
						regroupement ou acquisition			
Pierce, Robert Leon	7		O	2010-03-26	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(45 951)	8.0700	0
Price, James	5		O	2010-03-26	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(66 491)	8.0700	0
SCI Alliance Acquisition Corporation	3		O	2010-03-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			23 748 302
Shaffer, Stephen, M	5		O	2010-03-26	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(66 125)	8.0700	0
Noah Alexander Shaffer	PI		O	2010-03-26	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(200)	8.0700	0
Starks, James	5		O	2010-03-26	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(13 125)	8.0700	0
Thomley, Christopher David	5		O	2010-03-26	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(13 275)	8.0700	0
Tidwell, A. Steven	5		O	2010-03-26	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(224 501)	8.0700	0
Townsend, William Henry	5		O	2010-03-26	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(2 914)	8.0700	0
Von Horn, Brent	5		O	2010-03-26	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(7 158)	8.0700	0
Waisberg, Lorie	4								
L. Waisberg - RRSP	PI		O	2010-03-26	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(8 500)	8.0700	0
<i>Deferred Share Units</i>									
Byrne, Robert Henry	4		O	2010-03-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	173	8.0700	13 433
			O	2010-03-26	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(13 433)	8.0700	0
Cerrone, Frank	4		O	2010-03-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	844	8.0700	14 001
			O	2010-03-26	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(14 001)	8.0700	0
Heen, John Henry	7		O	2010-03-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	312	8.0700	9 255
			O	2010-03-26	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(9 255)	8.0700	0
Pierce, Robert Leon	7		O	2010-03-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 687	8.0700	32 731
			O	2010-03-26	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(32 731)	8.0700	0
Waisberg, Lorie	4		O	2010-03-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	469	8.0700	9 638
			O	2010-03-26	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(9 638)	8.0700	0
<i>Droits LTIP</i>									
Baker, Gary Philip	5		O	2010-03-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	609		4 853
			O	2010-03-26	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(4 853)		0
Loftis, Ervin	5		O	2010-03-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	740		5 893
			O	2010-03-26	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(5 893)	8.0700	0
Price, James	5		O	2010-03-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	3 220		25 651
			O	2010-03-26	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(25 651)	8.0700	0
Shaffer, Stephen, M	5		O	2010-03-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	3 568		28 424

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2010-03-26	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(28 424)	8.0700	0
Starks, James	5		O	2010-03-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	696		5 546
			O	2010-03-26	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(5 546)	8.0700	0
Thomley, Christopher David	5		O	2010-03-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	687 263		693 326
			O	2010-03-26	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(693 326)		0
Tidwell, A. Steven	5		O	2010-03-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	3 916		31 196
			O	2010-03-26	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(31 196)		0
Von Horn, Brent	5		O	2008-05-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	609		609
			O	2010-03-26	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(609)		0
WALSH, BRIAN	5		O	2010-03-26	D	59 - Exercice au comptant	(4 244)		0
<b>La Banque de Nouvelle - Ecosse</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Fraser, Andrew John	5		O	2010-04-05	D	51 - Exercice d'options	6 124	24.6750	30 715*
			O	2010-04-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 124)	50.6392	24 591*
hayward, Timothy Paul	5		O	2010-03-29	D	51 - Exercice d'options	30 000	21.0250	97 005
			O	2010-03-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(30 000)	50.9112	67 005*
Heath, Jeffrey Charles	5		O	2010-04-01	D	51 - Exercice d'options	7 000	21.0250	74 995
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 500)	50.4700	73 495
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 300)	50.4800	70 195
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 200)	50.4900	67 995
			O	2010-04-01	D	51 - Exercice d'options	3 000	21.0250	70 995
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 000)	50.5400	67 995
Piller-Tahy, Sebastien	5		O	2009-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	131		505
Scali, John	5		O	2010-04-05	D	51 - Exercice d'options	848	50.6800	848
			O	2010-04-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(848)	50.6800	0
<i>Actions ordinaires ESOP</i>									
Power, Stephen Frederick	5		O	2009-11-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2009-11-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			539
			O	2009-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	125		664
<i>Options</i>									
Fraser, Andrew John	5		O	2010-04-05	D	51 - Exercice d'options	(6 124)		21 351*
Grond, Robert Henri	5		O	2010-04-07	D	51 - Exercice d'options	(5 000)	21.0250	30 052*
hayward, Timothy Paul	5		O	2010-03-29	D	51 - Exercice d'options	(30 000)		379 316*
Heath, Jeffrey Charles	5		O	2010-04-01	D	51 - Exercice d'options	(7 000)		184 850
			O	2010-04-01	D	51 - Exercice d'options	(3 000)		181 850
Power, Stephen Frederick	5		O	2010-03-24	D	51 - Exercice d'options	(4 000)		10 096
Scali, John	5		O	2010-04-05	D	51 - Exercice d'options	(848)	50.6800	6 536
<i>Share Units</i>									
Power, Stephen Frederick	5		O	2010-03-24	D	51 - Exercice d'options	4 000	14.1750	9 126
		R	O	2010-03-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 000)	51.4288	5 126
<b>La Banque Toronto-Dominion</b>									
<i>Actions ordinaires CUSIP 891160 50 9</i>									



Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
<i>Initié</i>									
<i>Porteur inscrit</i>									
Clark, William Edmund	4								
TD Waterhouse Canada Inc - ASDP	PI		O	2010-04-05	I	47 - Acquisition ou aliénation par don	(6 826)	75.1000	0
Copley, Michael	5		O	2008-11-03	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			341
			O	2009-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	14	51.1000	355
de Witte, Erik	5								
de Witte (RESP)	PI	R	O	2010-03-23	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)		0
Erik de Witte (RRSP)	PI		O	2010-04-07	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 000)		0
Hanson, Joseph	7		O	2010-03-31	D	51 - Exercice d'options	313	59.4800USD	3 313
			O	2010-03-31	D	51 - Exercice d'options	3 126	58.5800USD	6 439
			O	2010-03-31	D	51 - Exercice d'options	6 252	54.2300USD	12 691
			O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 691)	74.4300USD	3 000
Kaposi, Katy Marion Graham	5								
The Canada Trust Company	PI		O	2009-03-10	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			269
			O	2009-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	110	58.4800	379
KWONG, HENRY	5		O	2009-04-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			903
			O	2009-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	232	51.4000	1 135
Reikman, Lisa Anneli	5		O	2010-03-24	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	6 792	40.9200	23 661*
			O	2010-03-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 792)	76.1100	16 869*
Russell, Jane	5		O	2010-03-29	D	51 - Exercice d'options	340	40.9200	5 851
			O	2010-03-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(340)	75.5300	5 511
Sampson, Catherine Patricia	5		O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	75.4200	7 294
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	17	75.4500	7 311
Schreiber, Edward P	7		O	2010-03-30	D	51 - Exercice d'options	462	49.0400USD	1 053
			O	2010-03-30	D	51 - Exercice d'options	3 079	43.6600USD	4 132
			O	2010-03-30	D	51 - Exercice d'options	7 199	58.5800USD	11 331
			O	2010-03-30	D	51 - Exercice d'options	1 929	46.1700USD	13 260
			O	2010-03-30	D	51 - Exercice d'options	9 647	52.8800USD	22 907
			O	2010-03-30	D	51 - Exercice d'options	14 399	54.2300USD	37 306
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(36 715)	74.3000USD	591
Struthers, Ian Bruce	5		O	2010-03-30	D	51 - Exercice d'options	7 400	40.9800	56 851
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 400)	75.7500	49 451
Whitehead, Paul Charles, Jr.	5		O	2010-03-23	D	51 - Exercice d'options	1 812	40.9200	2 196
			O	2010-03-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 812)	76.0000	384
			O	2010-03-23	D	51 - Exercice d'options	2 400	41.7000	2 784
		R	O	2010-03-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 400)	76.0000	384
<i>Options</i>									
BACKMAN, CATHY LAURA	5		O	2010-04-01	D	51 - Exercice d'options	(850)	40.9800	41 782
			O	2010-04-01	D	51 - Exercice d'options	850	40.9800	42 632
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(850)	40.9800	41 782
coccimiglio, james e.	5		O	2010-04-06	D	59 - Exercice au comptant	(3 500)		34 664
Hanson, Joseph	7		O	2010-03-31	D	51 - Exercice d'options	(313)		16 962
			O	2010-03-31	D	51 - Exercice d'options	(3 126)		13 836
			O	2010-03-31	D	51 - Exercice d'options	(6 252)		7 584
MARCHILDON, Christine	5	R	O	2010-03-17	D	51 - Exercice d'options	(3 648)	60.0200	18 028
		R	O	2010-03-17	D	51 - Exercice d'options	3 648	60.0200	21 676
		R	O	2010-03-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 648)	74.2900	18 028
		R	O	2010-03-17	D	51 - Exercice d'options	(1 569)	42.5000	16 459

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
		R	O	2010-03-17	D	51 - Exercice d'options	1 569	42.5000	18 028
		R	O	2010-03-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 569)	74.2900	16 459
Reikman, Lisa Anneli	5		O	2010-03-24	D	51 - Exercice d'options	(6 792)	40.9200	66 924*
Russell, Jane	5		O	2010-03-29	D	51 - Exercice d'options	(340)	40.9200	17 040
Schreiber, Edward P	7		O	2010-03-30	D	51 - Exercice d'options	(462)		52 745
			O	2010-03-30	D	51 - Exercice d'options	(3 079)		49 666
			O	2010-03-30	D	51 - Exercice d'options	(7 199)		42 467
			O	2010-03-30	D	51 - Exercice d'options	(1 929)		40 538
			O	2010-03-30	D	51 - Exercice d'options	(9 647)		30 891
			O	2010-03-30	D	51 - Exercice d'options	(14 399)		16 492
Struthers, Ian Bruce	5		O	2010-03-30	D	51 - Exercice d'options	(7 400)	40.9800	52 924
Whitehead, Paul Charles, Jr.	5		O	2010-03-23	D	51 - Exercice d'options	(1 812)	40.9200	32 720
			O	2010-03-23	D	51 - Exercice d'options	(2 400)	41.7000	30 320
<b>La Societe Canadian Tire Limitee</b>									
<i>Actions sans droit de vote Class A</i>									
Collver, Robyn Anne	5, 3								
Trustees of Deferred Profit Sharing Plan	PI		O	2010-03-30	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 800)	55.3200	915 388
			O	2010-03-30	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(14)	55.1700	915 374
			O	2010-03-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	55.1800	914 374
			O	2010-03-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	55.2000	913 374
			O	2010-03-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	55.2000	913 174
			O	2010-03-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	55.2200	912 174
			O	2010-03-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	55.3500	911 674
Pasternak, Stanley William	7, 5, 3								
Trustees of Deferred Profit Sharing Plan	PI		O	2010-03-30	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 800)	55.3200	915 388
			O	2010-03-30	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(14)	55.1700	915 374
			O	2010-03-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	55.1800	914 374
			O	2010-03-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	55.2000	913 374
			O	2010-03-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	55.2000	913 174
			O	2010-03-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	55.2200	912 174
			O	2010-03-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	55.3500	911 674
Peters, William Lee	3		O	2010-03-24	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(136)		0
Scotia McLeod	PI		O	2003-01-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-24	I	90 - Changements relatifs à la propriété	136		136
			O	2010-03-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(136)	54.7760	0
Sun Life Financial	PI		O	2010-03-24	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	33	54.6800	224
			O	2010-03-25	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(192)	54.9782	32
Trustees of Deferred Profit Sharing Plan	PI		O	2010-03-30	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 800)	55.3200	915 388
			O	2010-03-30	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 800)	55.1700	915 374
			O	2010-03-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	55.1800	914 374
			O	2010-03-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	55.2000	913 374
			O	2010-03-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	55.2000	913 174
			O	2010-03-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	55.2200	912 174
			O	2010-03-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	55.3500	911 674
Sabia, Maureen Joanne	4, 7								
RBC Dominion Securities for Maureen J. Sabia -RRSP	PI		O	2010-03-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	108	55.2614	5 626
<b>La Societe de Gestioin AGF Limitee</b>									

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<b>Titre</b>									
<b>Initié</b>									
<b>Porteur inscrit</b>									
<i>Actions ordinaires ESOP - Cash</i>									
Causarano, Mario	7		O	2009-07-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 868	13.7500	
			M	2009-07-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 686	13.7500	9 706
			O	2010-03-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(9 705)	18.5300	
			M	2010-03-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(9 705)	18.5300	1
<b>La Société minière Louvem inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Jémus, Raymond	3		O	2010-03-31	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 173 250
Francine Jémus	PI		O	2010-03-31	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 670 650
<b>Leisureworld Senior Care Corporation</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Coffey, Ellen	5		O	2010-03-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			2 000
DesLauriers, Josephine Antonia Jonita	6		O	2010-03-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			700
Egan, Lisa Ann	5		O	2010-03-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			100
Farhadi, Winnifred	5		O	2010-03-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			100
Jones, Tracy Elizabeth	5		O	2010-03-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 000
Lipton, Candy	5		O	2010-03-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 000
Toni, Margaret Ann	5		O	2010-03-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			500
<b>les aliments High Liner incorporee</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Demone, Henry	4, 5		O	2010-04-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	11.0352	190 044
<i>Options</i>									
Shea, Robert Edward	4		O	2010-03-31	D	52 - Expiration d'options	(3 000)	10.9900	19 500
<b>Les Compagnies Loblaw Limitee</b>									
<i>Droits - Deferred Share Units</i>									
Bachand, Stephen Eugene	6								
Deferred Share Units	PI		O	2010-04-01	I	56 - Attribution de droits de souscription	677		2 563
Beeston, Paul	4								
Deferred Share Units	PI		O	2010-04-01	I	56 - Attribution de droits de souscription	888		15 046
Binning, Paviter Singh	7, 6								
Deferred Share Units	PI		O	2010-04-01	I	56 - Attribution de droits de souscription	688		2 529
Dalglish, Camilla H.	4								
Deferred Share Units	PI		O	2010-04-01	I	56 - Attribution de droits de souscription	704		16 080
Fell, Anthony S.	4								
Deferred Share Units	PI		O	2010-04-01	I	56 - Attribution de droits de souscription	895		19 913
Graham, Anthony R.	4								
Deferred Share Units	PI		O	2010-04-01	I	56 - Attribution de droits de souscription	845		18 059
Lacey, John Stewart	4								
Deferred Share Units	PI		O	2010-04-01	I	56 - Attribution de droits de souscription	582		8 277
Lockhart, Nancy	4								
Deferred Share Units	PI		O	2010-04-01	I	56 - Attribution de droits de souscription	848		14 956
O'Neill, Thomas Charles	4								
Deferred Share Units	PI		O	2010-04-01	I	56 - Attribution de droits de souscription	468		8 931
Radford, Karen	4								
Deferred Share Units	PI		O	2010-04-01	I	56 - Attribution de droits de souscription	648		6 193
Wetmore, John Donald	4								
Deferred Share Units	PI		O	2010-04-01	I	56 - Attribution de droits de souscription	406		5 398

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<b>Les Industries Avcorp Inc.</b>									
<i>Actions privilégiées convertibles</i>									
Growth Works Capital Ltd. & Affiliates (venture capital unit Working Opportunity Fund (EVCC) Ltd.	3								
	PI		O	2009-06-30	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-31	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	1 778 500	10.0000	
			M	2010-03-31	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	177 850	10.0000	177 850
WORKING OPPORTUNITY FUND (EVCC) LTD.	3		O	2010-03-31	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	1 778 500	10.0000	
			M	2010-03-31	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	177 850	10.0000	177 850
<b>Les Industries Dorel Inc.</b>									
<i>Actions à droit de vote subalterne Class B</i>									
Braunstein, Norman	4		O	2009-12-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-26	D	51 - Exercice d'options	5 000	32.6600	5 000
<i>Droits Deferred Share Units</i>									
Baird, Robert	5		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	18		4 241
Benedetti, Alain	4	R	O	2010-03-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	47		11 251
			O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	520		11 771
Cohen, Dian	4		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	18		8 493
			O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	206		8 699
Duchesne, Rupert	4		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	6		1 384
			O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	397		1 781
Gordon, Harold P.	4		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	56		13 475
			O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	550		14 025
Markee, Richard Lemoine	4		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	11		2 533
			O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	397		2 930
Tousson, Maurice	4		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	62		14 903
			O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	681		15 584
<i>Droits Executive Deferred Share Units</i>									
Basile, Hani	5		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	23		5 322
Braunstein, Norman	4		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	14		3 459
Rana, Franco	5		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	23		5 322
Schwartz, Jeffrey	4, 5, 3		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	23		5 322
Segel, Jeffrey	4, 5, 3		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	23		5 322
<i>Options</i>									
Braunstein, Norman	4		O	2010-03-26	D	50 - Attribution d'options	(5 000)		
			M	2010-03-26	D	51 - Exercice d'options	(5 000)		75 000
<b>Les Mines J.A.G. Ltée</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Boisselle, Yvon	4, 5		O	2010-04-07	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	100 000	0.1400	1 115 200
Desmarais, Achille Eugène	4		O	2009-08-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-04-07	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	75 000	0.1400	75 000
Duquenne, Andre	4		O	2010-04-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	0.1400	80 250
Gévry, Pierre	4, 5								
Groupe Géthé inc	PI		O	2010-04-07	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	100 000	0.1400	1 608 656
Vachon, Jean-Claude	4								
Gestion JCV inc.	PI		O	2010-04-07	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	100 000	0.1400	410 000

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<b>Bons de souscription</b>									
Boisselle, Yvon	4, 5		O	2010-04-07	D	53 - Attribution de bons de souscription	100 000	0.2000	292 500
Desmarais, Achille Eugène	4		O	2009-08-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-04-07	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	75 000	0.2000	75 000
Duquenne, Andre	4		O	2010-04-06	D	53 - Attribution de bons de souscription	25 000	0.2000	40 000
Gévry, Pierre	4, 5								
Groupe Géthé inc	PI		O	2010-04-07	I	53 - Attribution de bons de souscription	100 000		100 000
Vachon, Jean-Claude	4								
Gestion JCV inc.	PI		O	1999-07-29	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-04-07	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	100 000	0.2000	100 000*
<b>L'Excellence Compagnie d'Assurance-vie</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Arsenault, Yvon	4		O	2010-03-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10		20
Garcia, Claude	4		O	2007-11-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-26	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	10		10
Parent, Jacques	4, 6		O	2010-03-26	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(10)		0
Sirard, Jean-Pierre	4		O	2007-11-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10		10
<b>LIONS GATE ENTERTAINMENT CORP.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Rachesky, Dr. Mark H.	4, 6, 3		O	2009-09-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
<b>Logistec Corporation</b>									
<i>Actions à droit de vote subalterne Class B</i>									
LOGISTEC CORPORATION	1		O	2010-04-01	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	15.0000	1 000
			O	2010-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	15.0000	2 000
			O	2010-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	400	15.0000	2 400
			O	2010-04-08	D	38 - Rachat ou annulation	900	15.0000	3 300
<b>Lucara Diamond Corp.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Gurney, John Joseph	4		O	2010-03-31	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	144 879	0.6100	218 564
<i>Options</i>									
Gurney, John Joseph	4		O	2010-03-31	D	51 - Exercice d'options	(67 912)	0.7200	276 967
			O	2010-03-31	D	51 - Exercice d'options	(67 912)	0.5400	209 055
			O	2010-03-31	D	51 - Exercice d'options	(9 055)	0.2400	200 000
<b>Lunetterie New Look Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires Class A</i>									
Pearson, Charles Emmett	5		O	2010-03-29	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(30 000)		74 840*
CEP RRSP	PI		O	2010-03-29	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	15 000		130 000*
Judith Alice Pearson RRSP	PI		O	2010-03-29	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	15 000		130 000*
<b>MacDonald, Dettwiler and Associates Ltd.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Clark, Bernie	5		O	2010-03-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	37.5900	25 912
			O	2010-03-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	37.5200	25 312
			O	2010-03-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	37.5800	24 912
			O	2010-03-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	37.6200	24 712
			O	2010-03-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 800)	37.5100	22 912

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2010-03-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 326)	37.5000	14 586
			O	2010-03-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	37.4800	14 386
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	37.5000	12 386
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	37.7000	12 286
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	37.5100	11 886
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	37.6000	11 286
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 100)	37.6000	10 186
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	37.4600	9 986
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	37.4500	9 486
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	37.5500	8 986
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	37.6400	8 886
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	37.6500	8 386
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 900)	37.7500	6 486
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	37.9500	6 386
			O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	37.5400	6 186
			O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	37.5000	5 886
			O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	37.6100	5 786
			O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	37.6000	5 386
			O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	37.6500	4 886
			O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	37.7000	4 386
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	37.8000	3 886
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	37.7500	3 786
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900)	37.5000	2 886
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	37.6000	1 886
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	37.6500	1 686
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	37.6100	1 486
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	37.6600	1 386
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	37.5800	886
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	37.6400	686
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	37.6200	586
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	37.5900	386
<b>Manitoba Telecom Services Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Everett, N. Ashleigh	4		O	2010-04-05	D	51 - Exercice d'options	2 000	26.6400	3 000
			O	2010-04-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 500)	32.6900	1 500
			O	2010-04-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	32.7000	1 000
Schellenberg, David Samuel	4		O	2010-03-30	D	51 - Exercice d'options	2 000	26.6400	3 500
<i>Droits Performance Share Units</i>									
DeMerlis, James	7		O	2010-04-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 404
<i>Droits Restricted Share Units</i>									
DeMerlis, James	7		O	2010-04-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			9 916
<i>Options</i>									
Everett, N. Ashleigh	4		O	2010-04-05	D	51 - Exercice d'options	(2 000)	26.6400	4 200
Schellenberg, David Samuel	4		O	2010-03-30	D	51 - Exercice d'options	(2 000)	26.6400	4 200
<b>March Networks Corporation</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
PORTALURI, LUIGI	5		O	2010-03-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
<i>Options</i>									
PORTALURI, LUIGI	5		O	2010-03-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
<b>MAYA OR &amp; ARGENT INC.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Goulet, Guy	4		O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(51 000)	0.2300	735 500
			O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(33 000)	0.2300	702 500
			O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(43 000)	0.2300	659 500
<b>MDS Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
MDS Inc.	1		O	2010-04-01	D	38 - Rachat ou annulation	52 941 176	8.5000USD	52 941 176
			O	2010-04-01	D	38 - Rachat ou annulation	(52 941 176)		0
VA Partners I, LLC	3								
ValueAct Capital Master Fund, L.P.	PI		O	2010-03-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 500 000)	8.2300USD	17 607 700
			O	2010-03-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(526 300)	8.1600	17 081 400
			O	2010-03-29	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 100 000)	8.0100	14 981 400
			O	2010-03-29	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000 000)	8.0200	13 981 400
			O	2010-03-29	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(950 000)	8.0100USD	13 031 400
			O	2010-03-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100 000)	7.9600USD	12 931 400
			O	2010-03-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(377 200)	7.9500	12 554 200
			O	2010-03-31	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600 000)	8.1900	11 954 200
			O	2010-03-31	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000 000)	8.1900USD	10 954 200
			O	2010-03-31	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 220 500)	8.1400	9 733 700
			O	2010-04-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 405 900)	8.1600	8 327 800
			O	2010-04-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(205 100)	8.1900	8 122 700
			O	2010-04-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(677 900)	8.1700USD	7 444 800
<b>MEGA Brands Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Fairfax Financial Holdings Limited	3								
Commonwealth Insurance	PI		O	2010-03-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-30	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	3 700 000	0.5000	3 700 000
Fairfax Financial Holdings Limited	PI		O	2010-03-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-30	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	8 258 000	0.5000	8 258 000
			O	2010-03-30	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(8 258 000)	0.5000	0
Fairfax Master Pension Plan	PI		O	2010-03-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-30	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	1 400 000	0.5000	1 400 000
Federated Insurance	PI		O	2010-03-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-30	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	1 500 000	0.5000	1 500 000
Lombard General Insurance	PI		O	2010-03-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-30	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	9 500 000	9500000.0000	9 500 000
Markel Insurance	PI		O	2010-03-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-30	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	2 700 000	0.5000	2 700 000
Odyssey America Reinsurance Corporation	PI		O	2010-03-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-30	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	24 552 000	0.5000	24 552 000
Ferrante, Peter	5		O	2010-03-30	D	36 - Conversion ou échange	20 000	0.5000	22 190
Ranson, Sharon Margaret	4		O	2009-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-30	D	36 - Conversion ou échange	60 000	0.5000	60 000

Bons de souscription Warrants 1

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Fairfax Financial Holdings Limited Commonwealth Insurance	3 PI		O	2010-03-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-30	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	3 700 000		3 700 000
Fairfax Financial Holdings Limited	PI		O	2010-03-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-30	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	8 258 000		8 258 000
			O	2010-03-30	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(8 258 000)		0
Fairfax Master Pension Plan	PI		O	2010-03-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-30	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	1 400 000		1 400 000
Federated Insurance	PI		O	2010-03-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-30	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	1 500 000		1 500 000
Lombard General Insurance	PI		O	2010-03-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-30	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	9 500 000		9 500 000
Markel Insurance	PI		O	2010-03-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-30	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	2 700 000		2 700 000
nSpire Re Limited	PI		O	2010-03-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-30	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	24 552 000		24 552 000
Ferrante, Peter	5		O	2002-05-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-30	D	36 - Conversion ou échange	20 000		20 000
Ranson, Sharon Margaret	4		O	2009-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-30	D	36 - Conversion ou échange	48 000		48 000
<i>Débitures 10 senior secured debenture in the principal amt of \$1000</i>									
Ferrante, Peter	5		O	2002-05-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-30	D	36 - Conversion ou échange	\$ 10 000.00	1000.0000	\$ 10 000.00
Ranson, Sharon Margaret	4		O	2009-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-30	D	36 - Conversion ou échange	\$ 15.00	1000.0000	
			M	2010-03-30	D	36 - Conversion ou échange	\$ 15 000.00	1000.0000	\$ 15 000.00
<i>Droits de souscription Class A</i>									
Ferrante, Peter	5		O	2010-01-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10	1000.0000	
			M	2010-01-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10	1000.0000	10
Ranson, Sharon Margaret	4		O	2010-01-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15	1000.0000	
			M	2010-01-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15	1000.0000	
			M'	2010-01-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15	1000.0000	15
			O	2010-03-30	D	36 - Conversion ou échange	(15)		0
<i>Droits de souscription Class B</i>									
Ferrante, Peter	5		O	2010-01-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	100.0000	
			M	2010-01-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	100.0000	100
Ranson, Sharon Margaret	4		O	2010-01-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	100.0000	
			M	2010-01-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	100.0000	300
			O	2010-03-30	D	36 - Conversion ou échange	(300)		0
<b>Methanex Corporation</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Choquette, Pierre	4		O	2010-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	89	24.8300	14 482
RRSP Account	PI		O	2010-03-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	81	24.8300	13 196
<b>Metro inc.</b>									
<i>Actions à droit de vote subalterne catégorie A</i>									
Metro inc.	1		O	2010-03-01	D	38 - Rachat ou annulation	500	40.6860	500



Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2010-03-01	D	38 - Rachat ou annulation	600	40.7300	1 100
			O	2010-03-01	D	38 - Rachat ou annulation	700	40.8200	1 800
			O	2010-03-01	D	38 - Rachat ou annulation	900	40.8300	2 700
			O	2010-03-01	D	38 - Rachat ou annulation	800	40.8500	3 500
			O	2010-03-01	D	38 - Rachat ou annulation	8 000	40.8800	11 500
			O	2010-03-01	D	38 - Rachat ou annulation	100	40.8900	11 600
			O	2010-03-01	D	38 - Rachat ou annulation	12 300	40.9000	23 900
			O	2010-03-01	D	38 - Rachat ou annulation	400	40.9100	24 300
			O	2010-03-01	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	40.9200	34 300
			O	2010-03-01	D	38 - Rachat ou annulation	8 100	40.9300	42 400
			O	2010-03-01	D	38 - Rachat ou annulation	100	40.9400	42 500
			O	2010-03-01	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	40.9600	43 500
			O	2010-03-01	D	38 - Rachat ou annulation	4 100	40.9800	47 600
			O	2010-03-01	D	38 - Rachat ou annulation	2 400	41.0000	50 000
			O	2010-03-01	D	38 - Rachat ou annulation	5 100	40.5990	
			M	2010-03-02	D	38 - Rachat ou annulation	5 100	40.5990	55 100
			O	2010-03-02	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	40.6400	57 100
			O	2010-03-02	D	38 - Rachat ou annulation	6 000	40.6500	63 100
			O	2010-03-02	D	38 - Rachat ou annulation	14 900	40.6600	78 000
			O	2010-03-02	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	40.7000	80 000
			O	2010-03-02	D	38 - Rachat ou annulation	4 800	40.7100	84 800
			O	2010-03-02	D	38 - Rachat ou annulation	3 200	40.7400	88 000
			O	2010-03-02	D	38 - Rachat ou annulation	5 200	40.7500	93 200
			O	2010-03-02	D	38 - Rachat ou annulation	400	40.8300	93 600
			O	2010-03-02	D	38 - Rachat ou annulation	6 400	40.8400	100 000
			O	2010-03-02	D	38 - Rachat ou annulation	7 200	40.8500	107 200
			O	2010-03-02	D	38 - Rachat ou annulation	2 800	40.8600	110 000
			O	2010-03-03	D	38 - Rachat ou annulation	300	40.8100	110 300
			O	2010-03-03	D	38 - Rachat ou annulation	5 300	40.8400	115 600
			O	2010-03-03	D	38 - Rachat ou annulation	4 400	40.8500	120 000
			O	2010-03-03	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	40.9000	125 000
			O	2010-03-03	D	38 - Rachat ou annulation	15 000	40.9100	140 000
			O	2010-03-03	D	38 - Rachat ou annulation	14 200	40.9400	154 200
			O	2010-03-03	D	38 - Rachat ou annulation	5 100	40.9500	159 300
			O	2010-03-03	D	38 - Rachat ou annulation	9 900	40.9800	169 200
			O	2010-03-03	D	38 - Rachat ou annulation	800	40.9900	170 000
			O	2010-03-04	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	40.8600	175 000
			O	2010-03-04	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	40.9000	180 000
			O	2010-03-04	D	38 - Rachat ou annulation	4 800	41.0500	184 800
			O	2010-03-04	D	38 - Rachat ou annulation	100	41.1990	184 900
			O	2010-03-04	D	38 - Rachat ou annulation	100	41.2100	185 000
			O	2010-03-04	D	38 - Rachat ou annulation	700	41.3200	185 700
			O	2010-03-04	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	41.3400	186 900
			O	2010-03-04	D	38 - Rachat ou annulation	2 400	41.5000	189 300
			O	2010-03-08	D	38 - Rachat ou annulation	100	41.4440	139 400
			O	2010-03-08	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	41.4500	140 400
			O	2010-03-08	D	38 - Rachat ou annulation	100	41.4660	140 500

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2010-03-08	D	38 - Rachat ou annulation	2 500	41.4700	143 000
			O	2010-03-08	D	38 - Rachat ou annulation	100	41.4860	143 100
			O	2010-03-08	D	38 - Rachat ou annulation	2 600	41.4900	145 700
			O	2010-03-08	D	38 - Rachat ou annulation	2 500	41.6000	148 200
			O	2010-03-08	D	38 - Rachat ou annulation	1 600	41.6600	149 800
			O	2010-03-08	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	41.6700	150 900
			O	2010-03-08	D	38 - Rachat ou annulation	25 500	41.7120	176 400
			O	2010-03-08	D	38 - Rachat ou annulation	3 600	41.7200	180 000
			O	2010-03-08	D	38 - Rachat ou annulation	200	41.7280	180 200
			O	2010-03-08	D	38 - Rachat ou annulation	1 800	41.7300	182 000
			O	2010-03-08	D	38 - Rachat ou annulation	7 500	41.7340	189 500
			O	2010-03-08	D	38 - Rachat ou annulation	800	41.7500	190 300
			O	2010-03-08	D	38 - Rachat ou annulation	100	41.7580	190 400
			O	2010-03-08	D	38 - Rachat ou annulation	8 900	41.7600	199 300
			O	2010-03-08	D	38 - Rachat ou annulation	100	41.7680	199 400
			O	2010-03-08	D	38 - Rachat ou annulation	2 400	41.7700	201 800
			O	2010-03-08	D	38 - Rachat ou annulation	100	41.8280	201 900
			O	2010-03-08	D	38 - Rachat ou annulation	1 600	41.8300	203 500
			O	2010-03-08	D	38 - Rachat ou annulation	300	41.8400	203 800
			O	2010-03-05	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		139 300
			O	2010-03-08	D	38 - Rachat ou annulation	(60 000)		143 800
			O	2010-03-09	D	38 - Rachat ou annulation	(60 000)		83 800
			O	2010-03-10	D	38 - Rachat ou annulation	(19 300)		64 500
			O	2010-03-12	D	38 - Rachat ou annulation	(64 500)		63 900
			O	2010-03-10	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	42.4700	65 500
			O	2010-03-10	D	38 - Rachat ou annulation	500	42.4800	66 000
			O	2010-03-10	D	38 - Rachat ou annulation	700	42.5000	66 700
			O	2010-03-10	D	38 - Rachat ou annulation	800	42.5800	67 500
			O	2010-03-10	D	38 - Rachat ou annulation	700	42.8800	68 200
			O	2010-03-10	D	38 - Rachat ou annulation	500	42.9100	68 700
			O	2010-03-11	D	38 - Rachat ou annulation	100	43.0000	68 800
			O	2010-03-11	D	38 - Rachat ou annulation	200	43.1260	69 000
			O	2010-03-11	D	38 - Rachat ou annulation	500	43.1300	69 500
			O	2010-03-11	D	38 - Rachat ou annulation	100	43.2200	69 600
			O	2010-03-11	D	38 - Rachat ou annulation	12 800	43.2500	82 400
			O	2010-03-11	D	38 - Rachat ou annulation	300	43.2580	82 700
			O	2010-03-11	D	38 - Rachat ou annulation	1 600	43.2600	84 300
			O	2010-03-11	D	38 - Rachat ou annulation	2 100	43.2700	86 400
			O	2010-03-11	D	38 - Rachat ou annulation	500	43.3200	86 900
			O	2010-03-11	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	43.3500	88 900
			O	2010-03-11	D	38 - Rachat ou annulation	16 700	43.3600	105 600
			O	2010-03-11	D	38 - Rachat ou annulation	200	43.3680	105 800
			O	2010-03-11	D	38 - Rachat ou annulation	1 900	43.3700	107 700
			O	2010-03-11	D	38 - Rachat ou annulation	500	43.3780	108 200
			O	2010-03-11	D	38 - Rachat ou annulation	1 800	43.3800	110 000
			O	2010-03-11	D	38 - Rachat ou annulation	200	43.3960	110 200
			O	2010-03-11	D	38 - Rachat ou annulation	400	43.3980	110 600

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2010-03-11	D	38 - Rachat ou annulation	11 700	43.4000	122 300
			O	2010-03-11	D	38 - Rachat ou annulation	300	43.4160	122 600
			O	2010-03-11	D	38 - Rachat ou annulation	5 800	43.4200	128 400
			O	2010-03-16	D	38 - Rachat ou annulation	(4 200)		149 700
			O	2010-03-17	D	38 - Rachat ou annulation	(59 700)		97 900
			O	2010-03-12	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	42.4000	73 900
			O	2010-03-12	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	42.4500	83 900
			O	2010-03-12	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	42.5900	88 900
			O	2010-03-12	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	42.7300	93 900
			O	2010-03-12	D	38 - Rachat ou annulation	6 000	42.7800	99 900
			O	2010-03-12	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	42.8300	101 300
			O	2010-03-12	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	42.8500	102 800
			O	2010-03-12	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	42.9100	103 900
			O	2010-03-12	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	42.9200	153 900
			O	2010-03-16	D	38 - Rachat ou annulation	300	41.9300	150 000
			O	2010-03-16	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	42.0800	152 000
			O	2010-03-16	D	38 - Rachat ou annulation	5 600	42.1000	157 600
			O	2010-03-17	D	38 - Rachat ou annulation	6 000	42.3000	103 900
			O	2010-03-17	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	42.3800	113 900
			O	2010-03-17	D	38 - Rachat ou annulation	100	42.4460	114 000
			O	2010-03-17	D	38 - Rachat ou annulation	5 200	42.4500	119 200
			O	2010-03-17	D	38 - Rachat ou annulation	700	42.4900	119 900
			O	2010-03-17	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	42.5000	122 900
			O	2010-03-17	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	42.5400	132 900
			O	2010-03-17	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	42.5800	142 900
			O	2010-03-17	D	38 - Rachat ou annulation	100	42.6440	143 000
			O	2010-03-17	D	38 - Rachat ou annulation	4 900	42.6500	147 900
			O	2010-03-22	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	41.9400	58 900
			O	2010-03-22	D	38 - Rachat ou annulation	200	41.9980	59 100
			O	2010-03-22	D	38 - Rachat ou annulation	8 800	42.0000	67 900
			O	2010-03-20	D	38 - Rachat ou annulation	(90 000)		57 900
			O	2010-03-22	D	38 - Rachat ou annulation	(7 900)		60 000
			O	2010-03-23	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		10 000
			O	2010-03-26	D	38 - Rachat ou annulation	(10 000)		0
			O	2010-03-26	D	38 - Rachat ou annulation	8 000	41.9000	8 000
			O	2010-03-26	D	38 - Rachat ou annulation	500	41.9200	8 500
			O	2010-03-26	D	38 - Rachat ou annulation	2 500	41.9400	11 000
			O	2010-03-26	D	38 - Rachat ou annulation	14 200	41.9600	25 200
			O	2010-03-26	D	38 - Rachat ou annulation	300	41.9800	25 500
			O	2010-03-26	D	38 - Rachat ou annulation	500	42.0000	26 000
			O	2010-03-29	D	38 - Rachat ou annulation	300	41.6500	26 300
			O	2010-03-29	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	41.8200	27 300
			O	2010-03-29	D	38 - Rachat ou annulation	2 500	41.8500	29 800
			O	2010-03-29	D	38 - Rachat ou annulation	700	41.8600	30 500
			O	2010-03-29	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	41.8800	31 600
			O	2010-03-29	D	38 - Rachat ou annulation	13 000	41.8900	44 600
			O	2010-03-29	D	38 - Rachat ou annulation	4 300	41.9000	48 900

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2010-03-29	D	38 - Rachat ou annulation	4 100	41.9200	53 000
			O	2010-03-29	D	38 - Rachat ou annulation	2 100	41.9500	55 100
			O	2010-03-29	D	38 - Rachat ou annulation	900	42.0000	56 000
			O	2010-03-31	D	38 - Rachat ou annulation	4 200	41.2500	60 200
			O	2010-03-31	D	38 - Rachat ou annulation	4 800	41.2600	65 000
			O	2010-03-31	D	38 - Rachat ou annulation	3 200	41.2800	68 200
			O	2010-03-31	D	38 - Rachat ou annulation	5 800	41.3000	74 000
			O	2010-03-31	D	38 - Rachat ou annulation	100	41.3340	74 100
			O	2010-03-31	D	38 - Rachat ou annulation	500	41.3400	74 600
			O	2010-03-31	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	41.4900	76 000
			O	2010-03-31	D	38 - Rachat ou annulation	6 200	41.5500	82 200
			O	2010-03-31	D	38 - Rachat ou annulation	200	41.5800	82 400
			O	2010-03-31	D	38 - Rachat ou annulation	3 600	41.7100	86 000
			O	2010-03-31	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	41.7200	87 400
			O	2010-03-31	D	38 - Rachat ou annulation	200	41.7300	87 600
			O	2010-03-31	D	38 - Rachat ou annulation	7 400	41.7500	95 000
			O	2010-03-31	D	38 - Rachat ou annulation	600	41.7700	95 600
<b>Midway Energy Ltd.</b>									
<i>Actions ordinaires New</i>									
Brussa, John Albert	4		O	2010-03-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	3 492	3.3400	644 174
Frankiw, Kenneth E.	4, 5								
Midway ERSP	PI		O	2010-03-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	4 889	3.3400	13 458
Ratushny, M. Scott	4, 5								
Midway ERSP	PI		O	2010-03-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	4 889	3.3400	16 236
Shaunessy, Robert Martin	4								
Midway ERSP	PI		O	2010-03-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	3 492	3.3400	11 150
Smith, Douglas Kevin	5								
Midway ERSP	PI		O	2010-03-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	4 586	3.3400	13 502
Smith, James Cameron	4								
Midway ERSP	PI		O	2009-10-06	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	506	3.3000	506
<b>Milk Capital Corp.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Addie, Gordon Alexander	4								
0723404 B.C. Ltd.	PI		O	2010-03-30	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	277 777	0.0900	277 777*
levy, marc evan	4		O	2010-03-30	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	27 222	0.0900	1 072 223
RIVERA, NILDA	5		O	2008-08-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			65 000
			O	2010-03-30	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	65 000	0.0900	130 000*
<i>Bons de souscription</i>									
Addie, Gordon Alexander	4								
0723404 B.C. Ltd.	PI		O	2010-03-30	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	277 777	0.1200	277 777*
levy, marc evan	4		O	2010-03-30	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	27 222	0.1200	27 222
<i>Bons de souscription common shares</i>									

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
RIVERA, NILDA	5		O	2008-08-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-30	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	65 000	0.1200	65 000*
<b>Minéraux Maudore Ltée</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Anglo Pacific Group Plc	3		O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	3.3200	3 396 100
			O	2010-04-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	3.9000	3 395 600
<b>Mines Aurizon Ltée</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Brousseau, Gilles	5		O	2010-03-29	D	51 - Exercice d'options	5 000	2.3800	5 000
			O	2010-03-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 500)	4.7700	2 500
			O	2010-03-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 500)	4.8000	0
			O	2010-03-31	D	51 - Exercice d'options	7 500	2.3800	7 500
			O	2010-03-31	D	51 - Exercice d'options	2 500	2.3800	10 000
			O	2010-03-30	D	51 - Exercice d'options	2 500	2.3800	2 500
			O	2010-04-01	D	51 - Exercice d'options	5 000	2.3800	5 000
			O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 500)	4.7400	7 500
			O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 500)	4.8000	5 000
			O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 500)	4.8400	2 500
			O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 500)	4.8900	0
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 500)	4.8000	0
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 500)	4.8800	2 500
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 500)	4.9400	0
Faucher, Richard Regis	4		O	2010-04-01	D	51 - Exercice d'options	40 000	2.9500	60 000
			O	2010-04-05	D	51 - Exercice d'options	10 000	2.9500	30 000
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(13 000)	4.9400	47 000
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(12 000)	4.9500	35 000
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 000)	4.9600	27 000
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	4.9300	22 000
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	4.9200	20 000
			O	2010-04-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	4.9500	20 000
HALL, DAVID POLSON	4, 5		O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	4.9500	813 042
<i>Options Incentive</i>									
Brousseau, Gilles	5		O	2010-03-29	D	51 - Exercice d'options	(2 500)	2.3800	
			M	2010-03-29	D	51 - Exercice d'options	(5 000)	2.3800	364 500
			O	2010-03-31	D	51 - Exercice d'options	(7 500)	2.3800	354 500
			O	2010-03-30	D	51 - Exercice d'options	(2 500)	2.3800	362 000
			O	2010-03-31	D	51 - Exercice d'options	(2 500)	2.3800	352 000
			O	2010-04-01	D	51 - Exercice d'options	(5 000)	2.3800	347 000
Faucher, Richard Regis	4		O	2010-04-01	D	51 - Exercice d'options	(40 000)	2.9500	320 000
			O	2010-04-05	D	51 - Exercice d'options	(10 000)	2.9500	310 000
<b>Mines d'Or Dynacor Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Branchaud, René	4		O	2010-04-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	16 500	0.2150	24 105
			O	2010-04-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.2200	29 105
			O	2010-04-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.2250	34 105
			O	2010-04-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 500	0.2300	54 605

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<b>Monet, Pierre</b>									
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Monet, Pierre	5		O	2010-04-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	26 000	0.2000	76 000
			O	2010-04-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	74 000	0.2150	150 000
<b>Monterey Exploration Ltd.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Manuel, Patrick	5		O	2010-04-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 000	3.7000	721 883
Pandila, Amar	5		O	2010-04-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	3.6500	632 825
			O	2010-04-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	3.6400	633 825
<b>Morguard Corporation</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Morguard Corporation	1		O	2010-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	265 000	46.0000	265 000
			O	2010-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	(265 000)		0
<b>MRF 2010 Resource Limited Partnership</b>									
<i>Parts de société en commandite</i>									
Da Silva, Dennis	5		O	2010-03-31	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-31	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	4 000	25.0000	4 000
<b>NCE Diversified Flow-Through (10) Limited Partnership</b>									
<i>Parts de société en commandite</i>									
MacLean, Kevin	5		O	2010-03-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-30	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	4 000	25.0000	4 000
McIntyre, James Alexander	5		O	2010-03-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			2 000
<b>New Gold Inc.</b>									
<i>Options</i>									
Lassonde, Pierre	4		O	2008-07-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2008-07-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M'	2008-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M''	2008-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			300 000
<b>Newfoundland Capital Corporation Limited</b>									
<i>Actions à droit de vote subalterne Class A</i>									
Jones, Steven A	5		O	2010-04-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 000)		802
<b>Niocan Inc.</b>									
<i>Options</i>									
Johansson, Lars-Eric	4		O	2010-04-06	D	50 - Attribution d'options	30 000		414 000
Mancini, Remo	4		O	2010-04-06	D	50 - Attribution d'options	30 000		384 000
Marleau, Hubert	4		O	2010-04-06	D	50 - Attribution d'options	30 000		530 000
Ortslan, Terence Srab	4		O	2010-04-06	D	50 - Attribution d'options	30 000		250 000
<b>Norbord Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Lampard, Robin E.A.	5		O	2010-03-30	D	51 - Exercice d'options	20 000	6.5000	29 279
			O	2010-03-30	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	(20 000)	16.7000	9 279
<i>Options</i>									
Lampard, Robin E.A.	5		O	2010-03-30	D	51 - Exercice d'options	(20 000)	6.5000	190 020
Shinerton, Barrie	5		O	2010-03-30	D	51 - Exercice d'options	(300 000)	6.5000	543 900
<b>North American Energy Partners Inc.</b>									
<i>Deferred Share Unit (Common Shares)</i>									
Brokaw, George R.	4		O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 243		27 632*
Brussa, John Albert	4		O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 997	9.1400	21 017
Dodd, Peter	5		O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 079		12 207*

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<b>North American Palladium Ltd.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Hawkins, John D.	4		O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 573		31 888*
McIntosh, Ronald A	4		O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 003		39 732*
Oehmig, William C.	4		O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 065		43 582*
Sello, Allen	4		O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 243		20 223*
Turner, K. Rick	4		O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 079		20 133*
<i>Actions ordinaires</i>									
Biggar, William John	4, 5								
SunLife	PI		O	2008-10-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-04-07	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	305	4.1200	305
Mell, Trent Charles Arthur	5								
SunLife	PI		O	2010-04-07	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 213	4.1200	4 793
Passfield, David	5								
SunLife - Krista Marie Passfield (Spouse)	PI		O	2009-10-22	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	416	3.0000	
			M	2009-10-22	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	416	3.0000	3 229
			O	2010-04-07	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 213	4.1200	4 442
Swinoga, Jeffrey Anthony	5								
SunLife	PI		O	2009-07-20	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-04-07	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 213	4.1200	1 213
<b>Northern Financial Corporation</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Alboini, Victor Philip Michael	4, 7, 5		O	2010-03-30	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	601 272	0.3300	2 001 232
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	601 272	0.3300	2 602 504
Stature Inc.	PI		O	2010-03-30	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	601 272	0.3300	2 735 813
			O	2010-03-30	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	4 788	0.3300	2 740 601
Wells, Robert Kyler Passmore	5		O	2010-03-30	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	30 300	0.3300	107 783
<i>Bons de souscription</i>									
Alboini, Victor Philip Michael	4, 7, 5		O	2003-06-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-30	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	300 636		300 636
			O	2010-03-30	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	(255 636)		45 000
			O	2010-03-30	D	38 - Rachat ou annulation	(45 000)		0
Stature Inc.	PI		O	2003-06-12	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-30	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	303 030		303 030
Wells, Robert Kyler Passmore	5		O	2008-01-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-30	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	15 150		15 150
<b>Northern Property Real Estate Investment Trust</b>									
<i>Parts de fiducie</i>									
Jivraj, Kabir	4								
Hestia Group of Companies Inc.	PI		O	2010-03-31	I	36 - Conversion ou échange	43 636		43 636
<i>Parts de société en commandite</i>									

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Jivraj, Kabir	4								
Hestia Group of Companies Inc.	PI		O	2010-03-31	I	36 - Conversion ou échange	(43 636)		0
<b>Northern Shield Resources Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Anglo Pacific Group Plc	3		O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(292 500)	0.1750	5 253 500
			O	2010-04-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(254 000)	0.2200	4 999 500
<b>Northern Star Mining Corp.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Awde, Jonathan Charles Timothy	5		O	2010-03-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 500	0.2800	1 772 300
			O	2010-03-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.2900	1 777 300
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.2850	1 782 300
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.2950	1 787 300
Silas, Richard	4								
Universal Solutions Inc.	PI		O	2010-03-31	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.2900	227 000
			O	2010-03-31	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	0.2950	252 000
			O	2010-03-31	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.3000	253 000
<b>NorthWest Healthcare Properties Real Estate Investment Trust</b>									
<i>Class B Limited Partnership Units</i>									
Dalla Lana, Paul	4, 5								
Northwest Operating Trust	PI		O	2010-03-17	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-25	C	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	7 749 772		7 749 772
Northwest Operating Trust	3		O	2010-03-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-25	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	7 749 772		7 749 772
<i>Parts de fiducie</i>									
Baron, Robert	4		O	2010-03-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	10.0000	5 000
Birt, Glenna	5		O	2010-03-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-25	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	18 234	10.0000	18 234
Brady, Michael	5		O	2010-03-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-25	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	91 005	10.0000	91 005
in trust	PI		O	2010-03-17	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-02-25	C	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	2 500	10.0000	2 500
Chande, Shailen	4		O	2010-03-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-25	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	10 000	10.0000	10 000
Krizan, Jan	4		O	2010-03-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-25	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	7 500	10.0000	7 500
MacLeod, Lauchie	5		O	2010-03-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-25	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	43 992	10.0000	43 992
			O	2010-03-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	675	10.2500	44 667
Man, Sabrena	4		O	2010-03-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-25	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	36 383	10.0000	36 383
Paquin, Michel	5		O	2010-03-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-25	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	43 849	10.0000	43 849
Phillips, Austin	5		O	2010-03-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-25	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	38 862	10.0000	38 862
Riggin, Peter	5								
PWL Capital	PI		O	2010-03-17	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			



Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<b>Titre</b>									
<b>Initié</b>									
<b>Porteur inscrit</b>									
			O	2010-03-25	C	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	91 575	10.0000	91 575
Roos, Richard	5		O	2010-03-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-25	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	42 881	10.0000	42 881
Spraggs, Ernst	5		O	2010-03-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-25	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	5 000	10.0000	5 000
<b>Special Voting Units</b>									
Dalla Lana, Paul	4, 5								
Northwest Operating Trust	PI		O	2010-03-17	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-25	C	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	7 749 772		7 749 772
Northwest Operating Trust	3		O	2010-03-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-25	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	7 749 772		7 749 772
<b>Novadaq Technologies Inc.</b>									
<b>Options</b>									
Baggs, Mary Kay	5		O	2010-04-02	D	50 - Attribution d'options	30 000	2.7500	135 986
Deck, Roger	5		O	2010-04-02	D	50 - Attribution d'options	30 000	2.7500	203 271
Menawat, Dr., Arun	4, 5		O	2010-04-02	D	50 - Attribution d'options	50 000	2.7500	632 713
Purcell, Stephen	5		O	2010-04-02	D	50 - Attribution d'options	30 000	2.7500	80 000
<b>NovaGold Resources Inc.</b>									
<b>Actions ordinaires</b>									
Iley, Sacha Amela	1		O	2010-03-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	83	7.2300	6 600
			O	2010-04-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	79	7.5200	6 679
Sanders, Elaine	5		O	2010-04-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	176	7.3900	7 282
<b>NOVUS GOLD CORP.</b>									
<b>Actions ordinaires</b>									
Roehlig, Axel Gunther Ruediger	4, 5		O	2010-04-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	0.3100	828 000
			O	2010-04-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 000	0.3200	835 000
<b>Nstein Technologies inc.</b>									
<b>Actions ordinaires</b>									
Benoit, Stéphanie	5		O	2010-04-01	D	36 - Conversion ou échange	(47 756)	0.6500	0
REER	PI		O	2010-04-01	I	36 - Conversion ou échange	(400)	0.6500	0
Courtemanche, Andre	4								
VIAVAR Capital	PI		O	2010-04-01	C	36 - Conversion ou échange	(1 084 615)	0.6500	0
Donaldson, Pierre	4								
J. L. Albright IV Parallel Venture Fund L.P.	PI		O	2010-04-01	I	36 - Conversion ou échange	(1 224 194)	0.6500	0
J. L. Albright IV Venture Fund L.P.	PI		O	2010-04-01	I	36 - Conversion ou échange	(5 808 531)	0.6500	0
J.L. Albright IV Parallel II Venture Fund	PI		O	2010-04-01	I	36 - Conversion ou échange	(49 628)	0.6500	0
Lavigne, A. Michel	4		O	2010-04-01	D	36 - Conversion ou échange	(100 000)	0.6500	0
Lozeau, Michel	4		O	2010-04-01	D	36 - Conversion ou échange	(307 692)	0.6500	0
Martel, Bruno	5		O	2010-04-01	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(750)	0.6500	0
Cibc Mellon - compte reer	PI		O	2010-04-01	I	36 - Conversion ou échange	(57 409)	0.6500	0
<b>Bons de souscription</b>									
Benoit, Stéphanie	5		O	2010-04-01	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)		0
Martel, Bruno	5		O	2010-04-01	D	38 - Rachat ou annulation	(23 530)		0
<b>Options</b>									
Benoit, Stéphanie	5		O	2010-04-01	D	59 - Exercice au comptant	(50 000)	0.2900	50 000
			O	2010-04-01	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		0
Martel, Bruno	5		O	2010-04-01	D	59 - Exercice au comptant	(115 000)	0.4000	225 000

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2010-04-01	D	59 - Exercice au comptant	(100 000)	0.2900	125 000
			O	2010-04-01	D	59 - Exercice au comptant	(50 000)	0.2800	75 000
			O	2010-04-01	D	38 - Rachat ou annulation	(75 000)		0
<b>NUVISTA ENERGY LTD.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
MacPhail, Keith A.J.	4, 5		O	2010-03-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(13 700)	12.3500	2 253 520
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15 000)	11.9400	2 238 520
<b>NUVOLT CORPORATION INC.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
GUILBAULT, Jean	4		O	2010-03-31	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	1 000 000	0.1500	1 066 667
Gestion Jean Guilbault inc.	PI		O	2010-03-31	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	333 333	0.1500	1 146 667
<i>Bons de souscription</i>									
GUILBAULT, Jean	4		O	2010-03-31	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	1 000 000		1 000 000
Gestion Jean Guilbault inc.	PI		O	2010-03-31	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	333 333		3 333 333
<b>Oil Sands Sector Fund</b>									
<i>Parts de fiducie</i>									
Oil Sands Sector Fund	1		O	2010-03-01	D	38 - Rachat ou annulation	500	6.0100	500
			O	2010-03-01	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	6.0100	0
			O	2010-03-03	D	38 - Rachat ou annulation	500	6.0900	500
			O	2010-03-03	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	6.0900	0
			O	2010-03-04	D	38 - Rachat ou annulation	500	6.1000	500
			O	2010-03-04	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	6.1000	0
			O	2010-03-08	D	38 - Rachat ou annulation	500	6.1400	500
			O	2010-03-08	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	6.1400	0
			O	2010-03-09	D	38 - Rachat ou annulation	500	6.1080	500
			O	2010-03-09	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	6.1080	0
			O	2010-03-11	D	38 - Rachat ou annulation	400	6.1000	400
			O	2010-03-11	D	38 - Rachat ou annulation	(400)	6.1000	0
			O	2010-03-12	D	38 - Rachat ou annulation	500	6.0800	500
			O	2010-03-12	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	6.0800	0
			O	2010-03-15	D	38 - Rachat ou annulation	500	6.0700	500
			O	2010-03-15	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	6.0700	0
			O	2010-03-17	D	38 - Rachat ou annulation	500	6.1300	500
			O	2010-03-17	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	6.1300	0
			O	2010-03-19	D	38 - Rachat ou annulation	500	6.1300	500
			O	2010-03-19	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	6.1300	0
			O	2010-03-23	D	38 - Rachat ou annulation	500	6.0500	500
			O	2010-03-23	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	6.0500	0
			O	2010-03-24	D	38 - Rachat ou annulation	500	6.0500	500
			O	2010-03-24	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	6.0500	0
			O	2010-03-25	D	38 - Rachat ou annulation	500	6.0200	500
			O	2010-03-25	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	6.0200	0
			O	2010-03-30	D	38 - Rachat ou annulation	500	6.0100	500
			O	2010-03-30	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	6.0100	0

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2010-03-31	D	38 - Rachat ou annulation	500	6.1000	500
			O	2010-03-31	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	6.1000	0
<b>Olympus Pacific Minerals Inc.</b>									
<i>Options</i>									
Montpellier, Louis George	5		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	350 000	0.4200	800 000
			O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	350 000	0.6000	1 150 000
Willock, Thomas Douglas	4		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	750 000	0.4200	1 409 000
			O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	750 000	0.6000	2 159 000
<b>Or Gammon Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Marion, Rene Luis Joseph	5		O	2010-01-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	10.0000	
			M	2010-01-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(36 500)	10.0000	123 781
<b>Orezone Gold Corporation</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Gill, James Wendell	4		O	2009-07-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			100 000
<b>Pain Canada Compagnie, Limitee</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
McLean, Barry	5		O	2002-05-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			3 000
<b>Pan Global Resources Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Baxter, Robert William	4, 5		O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 500	0.2700	534 500
			O	2010-04-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	0.2700	536 500
			O	2010-04-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 000	0.2700	548 500
<b>Paramount Energy Trust</b>									
<i>Parts de fiducie</i>									
Maitland, Robert A.	4								
Maitland Family Foundation	PI		O	2010-04-01	I	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	45 000	4.7500	199 852
Riddell Rose, Susan	4		O	2010-04-01	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	50 000	4.7500	504 436
<b>Patheon Inc.</b>									
<i>Options</i>									
Evans, Eric	5	R	O	2010-03-17	D	50 - Attribution d'options	110 000	2.5900	410 000
Fathallah, Doaa	5	R	O	2010-03-17	D	50 - Attribution d'options	90 000	2.5900	190 000
Glass, Geoffrey M.	5	R	O	2010-03-17	D	50 - Attribution d'options	90 000	2.5900	240 000
Horton, Warren	5	R	O	2010-03-17	D	50 - Attribution d'options	40 000	2.5900	49 000
Maduri, Livia	7		O	2010-03-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			5 000
Mancuso, Antonella	7	R	O	2010-03-17	D	50 - Attribution d'options	70 000	2.5900	169 748
Minchom, Colin	5	R	O	2010-03-17	D	50 - Attribution d'options	40 000	2.5900	135 526*
			O	2010-02-28	D	52 - Expiration d'options	(2 500)	9.0200	95 526
Stockmans, Richard	7, 5	R	O	2010-03-17	D	50 - Attribution d'options	40 000	2.5900	55 000
Wheeler, Wesley Potter	7, 5	R	O	2010-03-17	D	50 - Attribution d'options	385 000	2.5900	2 115 000
Wilson, Dean	5	R	O	2010-03-17	D	50 - Attribution d'options	40 000	2.5900	55 000
<b>Pathfinder Convertible Debenture Fund</b>									
<i>Parts de fiducie</i>									
Brasseur, Murray	4, 5								
Middlefield Realty Limited	PI		O	2009-11-20	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-30	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 500	11.9991	5 500
			O	2010-03-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 500	11.9756	10 000

Émetteur	Relation	Retard	État opérationnel	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<b>PEAK ENERGY SERVICES TRUST</b>									
<i>Parts de fiducie</i>									
Huber, Matthew	5		O	2010-03-25	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(35 500)		58 990*
RESP Matt Huber	PI		O	2010-03-25	I	90 - Changements relatifs à la propriété	35 500		48 000*
<b>Penn West Energy Trust</b>									
<i>Droits</i>									
Curran, Jeffery Alexander	7		O	2010-04-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	(30 000)		245 000
Fitzgerald, Mark	7		O	2010-04-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	(41 667)		408 333
Wendt, Sherry Ann	7		O	2010-04-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(9 000)		53 840
<i>Parts de fiducie</i>									
Curran, Jeffery Alexander	7		O	2010-04-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	30 000	12.2000	35 056
			O	2010-04-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(30 000)	21.9000	5 056
Fitzgerald, Mark	7		O	2010-04-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	41 667	12.2000	75 794
			O	2010-04-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	21.9300	75 694
			O	2010-04-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 600)	21.9000	74 094
			O	2010-04-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	21.8900	73 494
			O	2010-04-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	21.8800	72 794
			O	2010-04-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 567)	21.8700	62 227
			O	2010-04-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 500)	21.8600	58 727
			O	2010-04-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 500)	21.8500	56 227
			O	2010-04-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	21.8400	55 827
			O	2010-04-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 700)	21.8300	52 127
			O	2010-04-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 600)	21.8000	48 527
			O	2010-04-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	21.7800	43 527
			O	2010-04-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	21.7400	42 527
			O	2010-04-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	21.7200	41 827
			O	2010-04-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 700)	21.7100	40 127
Wendt, Sherry Ann	7		O	2010-04-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	9 000	12.2000	9 000
			O	2010-04-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 000)	22.0000	0
<b>PetroBakken Energy Ltd.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Kanters, William	5		O	2010-03-18	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	2 365		5 992
Petrobank Energy and Resources Ltd.	2, 3		O	2009-10-01	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	94 835 642		
			M	2009-10-01	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	94 835 642		
			M'	2009-10-01	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	94 835 642		94 835 642
Ruttan, Corey Christopher	4, 5		O	2009-10-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-04-01	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	4 843		4 843
Scheidt, Doreen Marie	5		O	2010-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	76	28.5200	333
<i>Droits DCS</i>									
Bulmer, Mary Ann	5		O	2009-10-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Hawkes, Peter Norman	5		O	2009-10-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-04-07	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 634	0.0500	3 634

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
LaPrade, Rene	5		O	2009-11-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-04-07	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 451	0.0500	5 451
Press, Richard	5		O	2009-10-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-04-07	D	56 - Attribution de droits de souscription	727	0.0500	727
Scheidt, Doreen Marie	5		O	2009-10-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-04-07	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 817	0.0500	1 817
Smith, Richard Gregg	5		O	2009-10-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-04-07	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 176	0.0500	8 176
<b>Petrobank Energy and Resources Ltd.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Knight, Allen Edward Albert	5		O	2010-04-05	D	51 - Exercice d'options	5 000	19.6000	5 434
			O	2010-04-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	58.0700	434
<i>Options</i>									
Knight, Allen Edward Albert	5		O	2010-04-05	D	51 - Exercice d'options	(5 000)		146 250
<b>Petrolympic Ltd.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Ekstein, Brocha	3		O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 000	0.2650	11 577 607
			O	2010-04-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	0.2500	11 580 107
			O	2010-04-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	0.2800	11 582 607
<b>Pinetree Capital Ltd.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Inwentash, Sheldon	4, 5		O	2010-04-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	1.9000	4 278 144
			O	2010-04-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	19 400	1.9000	4 297 544
			O	2010-04-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	56 000	1.9300	4 353 544
			O	2010-04-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	1.9300	4 373 544
Moore, Kent	4								
Self Directed RRSP of Kent Moore	PI		O	2010-04-05	I	51 - Exercice d'options	80 000		104 136
<i>Options</i>									
Inwentash, Sheldon	4, 5		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	250 000		5 750 000
Moore, Kent	4		O	2010-04-05	D	51 - Exercice d'options	(80 000)	0.5300	300 000
<b>Polaris Minerals Corporation</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Benner, Colin Keith	4		O	2010-04-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 500)		41 500*
<i>Bons de souscription</i>									
Benner, Colin Keith	4		O	2010-04-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 000)		0
<i>Options</i>									
Martineau, Eugene Paul	4		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	50 000	1.8000	50 000
<b>Power Corporation du Canada</b>									
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>									
Kruyt, Peter	5		O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	30.9200	524 600
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15 900)	30.9000	508 700
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(16 100)	30.9400	492 600
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 900)	30.9300	487 700
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 700)	30.9100	481 000
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	30.9100	480 000
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 300)	30.9300	478 700
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 200)	30.9000	475 500

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	30.9400	475 000
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	30.9800	474 800
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 200)	30.9300	472 600
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	30.9200	472 200
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	30.9100	470 200
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 300)	30.9000	466 900
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	30.9400	466 200
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	30.9800	466 100
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	30.9700	465 800
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 200)	30.9700	463 600
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	30.9700	463 200
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	30.9220	463 100
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	30.9340	463 000
<b>Precious Metals and Mining Trust</b>									
<i>Bons de souscription (expire on July 23, 2010)</i>									
Potter, Frank	4		O	2008-03-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-30	D	53 - Attribution de bons de souscription	2 862		2 862
scott, simon bernard	4								
Royal Trust	PI		O	2008-02-21	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-30	I	53 - Attribution de bons de souscription	3 500		3 500
Tucker, Bruce	5								
RRSP	PI		O	2008-10-27	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-30	I	53 - Attribution de bons de souscription	200		200
Worth, Donald	4								
Patricia D. Worth	PI		O	2006-06-20	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-30	C	53 - Attribution de bons de souscription	2 770		2 770
<i>Parts</i>									
Potter, Frank	4		O	2009-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	761	5.8000	2 761
<b>Precious Metals Bullion Trust</b>									
<i>Parts</i>									
Precious Metals Bullion Trust	1		O	2010-03-17	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	12.2000	3 000
			O	2010-03-17	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	12.2000	0
			O	2010-03-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	12.1000	
			M	2010-03-19	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	12.1000	3 000
			O	2010-03-19	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	12.1000	0
<b>Premier Gold Mines Limited</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Seaman, John	4, 5		O	2010-03-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200 000)	4.4230	180 180
<b>Premier Value Income Trust</b>									
<i>Parts de fiducie</i>									
Premier Value Income Fund	1		O	2010-03-04	D	38 - Rachat ou annulation	6 000	7.7200	6 000
			O	2010-03-04	D	38 - Rachat ou annulation	(6 000)	7.7200	0
			O	2010-03-18	D	38 - Rachat ou annulation	4 400	7.8200	4 400
			O	2010-03-18	D	38 - Rachat ou annulation	(4 400)	7.8200	0
			O	2010-03-25	D	38 - Rachat ou annulation	3 100	7.8623	3 100
			O	2010-03-25	D	38 - Rachat ou annulation	(3 100)	7.8623	0
			O	2010-03-26	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	7.9100	1 000

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2010-03-26	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	7.9100	0
<b>Primary Corp.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Pollock, Robert	4, 5		O	2010-03-29	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(3 402 740)	0.7300	1 080 960
Self - RRSP	PI		O	2010-03-29	I	90 - Changements relatifs à la propriété	3 402 740	0.7300	4 196 990
<b>Progress Energy Resources Corp. (formerly ProEx Energy Ltd.)</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Brussa, John Albert	4		O	2010-03-31	D	36 - Conversion ou échange	15 000		212 526
Canada Pension Plan Investment Board	3		O	2010-03-31	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			3 050 372
			O	2010-03-31	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	27 780 000	12.6000	30 830 372
McLachlan, Brian	4		O	2010-03-31	D	36 - Conversion ou échange	8 000	12.6000	155 686
<i>Subscription Receipts</i>									
Brussa, John Albert	4		O	2010-03-31	D	36 - Conversion ou échange	(15 000)		0
McLachlan, Brian	4		O	2004-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-02-26	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	8 000	12.6000	8 000
			O	2010-03-31	D	36 - Conversion ou échange	(8 000)	12.6000	0
<b>QLT Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Butchofsky, Robert	5								
Brock Family Living Trust	PI		O	2003-06-01	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2008-07-23	C	48 - Acquisition par héritage ou aliénation par legs	1 400		1 400
QLT Inc.	1		O	2010-03-11	D	38 - Rachat ou annulation	18 600	4.8718USD	18 600
			O	2010-03-11	D	38 - Rachat ou annulation	(18 600)		0
			O	2010-03-12	D	38 - Rachat ou annulation	17 400	4.9590USD	17 400
			O	2010-03-12	D	38 - Rachat ou annulation	(17 400)		0
			O	2010-03-15	D	38 - Rachat ou annulation	24 000	4.9482USD	24 000
			O	2010-03-15	D	38 - Rachat ou annulation	(24 000)		0
			O	2010-03-16	D	38 - Rachat ou annulation	24 000	4.9857USD	24 000
			O	2010-03-16	D	38 - Rachat ou annulation	(24 000)		0
			O	2010-03-17	D	38 - Rachat ou annulation	24 000	5.0828USD	24 000
			O	2010-03-17	D	38 - Rachat ou annulation	(24 000)		0
			O	2010-03-18	D	38 - Rachat ou annulation	24 000	5.0991USD	24 000
			O	2010-03-18	D	38 - Rachat ou annulation	(24 000)		0
			O	2010-03-22	D	38 - Rachat ou annulation	34 000	5.1474USD	34 000
			O	2010-03-22	D	38 - Rachat ou annulation	(34 000)		0
			O	2010-03-23	D	38 - Rachat ou annulation	34 000	5.1906USD	34 000
			O	2010-03-23	D	38 - Rachat ou annulation	(34 000)		0
			O	2010-03-24	D	38 - Rachat ou annulation	100	5.2500USD	100
			O	2010-03-24	D	38 - Rachat ou annulation	(100)		0
			O	2010-03-26	D	38 - Rachat ou annulation	29 000	5.2302USD	29 000
			O	2010-03-26	D	38 - Rachat ou annulation	(29 000)		0
<i>Options</i>									
BREEZE, JENNIFER ROBERTA	5		O	2010-03-08	D	52 - Expiration d'options	(1 500)		76 500
Butchofsky, Robert	5		O	2010-03-08	D	52 - Expiration d'options	(20 000)		1 450 000
Hayes, Therese	5		O	2010-03-08	D	52 - Expiration d'options	(15 000)		160 000
Levy, Julia	5		O	2010-03-08	D	52 - Expiration d'options	(11 000)		196 500
Lupini, Linda	5		O	2010-03-08	D	52 - Expiration d'options	(20 000)		425 000

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Nelson, Cameron	5		O	2010-03-08	D	52 - Expiration d'options	(15 000)		490 000
<b>Quincaillerie Richelieu Ltée</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Grenier, Guy	5		O	2010-04-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 700)	23.5000	37 992
			O	2010-04-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 300)	23.5000	36 692
<b>Rainmaker Entertainment Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Chou Associates Management Inc.	3								
Chou Bond Fund	PI		O	2010-03-29	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(191 000)	0.3500	0
Chou RRSP Fund	PI		O	2010-03-29	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	191 000	0.3500	2 536 800*
<b>RDM Corporation</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Newman, Douglas	4		O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.8400	222 800
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.8800	232 800
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	26 500	0.8500	259 300
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.9000	269 300
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	0.8700	272 300
			O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	29 000	0.9000	301 300
<i>Options</i>									
DiGiacomo, Thomas Anthony	4		O	2010-03-29	D	50 - Attribution d'options	25 000	0.7900	150 000
Kivenko, Ken	4		O	2010-03-29	D	50 - Attribution d'options	20 000	0.7900	100 000
Nally, Robert	4		O	2010-03-29	D	50 - Attribution d'options	20 000	0.7900	92 500
Noelting, Jean	4		O	2010-03-29	D	50 - Attribution d'options	20 000	0.7900	120 000
Williams, Peter Haig	4		O	2010-03-29	D	50 - Attribution d'options	20 000	0.7900	120 000
<b>Research In Motion Limited</b>									
<i>Options</i>									
Tobin, James Eric	5		O	2010-01-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
<i>Restricted Share Units</i>									
Tobin, James Eric	5		O	2010-01-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
<b>RESSOURCES ARMISTICE CORP.</b>									
<i>Options</i>									
Gannon, Thomas Patrick	5	R	O	2010-01-04	D	50 - Attribution d'options	100 000		
			M	2010-01-04	D	50 - Attribution d'options	100 000		200 000
<b>Ressources Beaufield Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Eskelund-Hansen, Jens	4, 5		O	2010-03-26	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(100 000)		4 199 000
<b>Ressources Canaco Itée</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Lock, Brian	4	R	O	2010-03-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	0.4500	953 200
			O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)	0.4500	933 200
			O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	0.4550	928 200
			O	2010-04-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 000)	0.4500	903 200
			O	2010-04-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	0.4600	898 200
			O	2010-04-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	0.4650	893 200
			O	2010-04-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	0.4750	888 200
			O	2010-04-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	0.4700	883 200
			O	2010-04-06	D	54 - Exercice de bons de souscription	68 750	0.3500	951 950



Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
<i>Bons de souscription</i>									
Lock, Brian	4		O	2010-04-06	D	54 - Exercice de bons de souscription	(68 750)	0.3500	221 700
<b>Ressources d'Ariane Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Belisle, Denis	4		O	2010-03-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	35 000	0.1500	149 700
			O	2010-03-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 500	0.1550	160 200
<b>Ressources Métanor Inc.</b>									
<i>Options</i>									
BOURNIVAL, DIANE	5		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	75 000	0.7000	165 000
Bryce, Robert	4		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	100 000	0.7000	200 000
Coffin, Tristram	4		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	250 000	0.7000	350 000
Couture, Raymond	4		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	150 000	0.7000	350 000
Morin, Ghislain	5		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	600 000	0.7000	1 940 000
Perry, Ronald	4		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	350 000	0.7000	700 000
Roy, Serge	4		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	600 000	0.7000	1 630 000
<b>RESSOURCES MINIÈRES AUGVA INC</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Paulin, Lynda	5								
CDS	PI		O	2010-03-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15 000)	0.2550	2 818 760
<i>Bons de souscription</i>									
Gagnon, Georges-Yvan	4, 5		O	2008-04-15	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	544 000		
			M	2008-04-15	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	544 000		544 000
			O	2008-04-15	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	544 000		
			M	2008-04-15	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	544 000		1 088 000
Paulin, Lynda	5		O	2008-04-15	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	250 000		
			M	2008-04-15	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	250 000		250 000
			O	2008-04-15	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	250 000		
			M	2008-04-15	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	250 000		500 000
<b>Ressources Robex Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Alarie, GABRIEL	4								
9160-6426 Quebec inc.	PI		O	2010-04-07	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	222 222	0.0900	
			M	2010-03-31	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	222 222	0.0900	1 058 222
<i>Bons de souscription</i>									
Alarie, GABRIEL	4								
9160-6426 Quebec inc.	PI		O	2010-04-07	I	56 - Attribution de droits de souscription	222 222	0.1300	
			M	2010-03-31	I	56 - Attribution de droits de souscription	222 222	0.1300	722 222
<b>Ressources Strateco inc.</b>									
<i>Actions ordinaires 122695906 en circulation au 8 décembre 2009</i>									
Goodman, Ned	3								

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Ned Goodman Investment Counsel Limited	PI		O	2010-03-30	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	60 000	0.7000	14 601 565
			O	2010-04-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	40 500	0.7000	14 642 065
<b>Ressources Teck Limitée</b>									
<i>Class B Subordinate Voting Shares</i>									
Andres, Dale Edwin	5		O	2010-03-29	D	51 - Exercice d'options	6 500	4.1500	7 500
			O	2010-03-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 600)	42.6500	3 900
			O	2010-03-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 900)	42.6400	1 000
Caisse de dépôt et placement du Québec	3		O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 700	44.2300	2 942 166
Utley, Jim	5		O	2010-03-30	D	51 - Exercice d'options	12 000	22.6400	12 000
			O	2010-03-30	D	51 - Exercice d'options	(900)	44.0600	11 100
			O	2010-03-30	D	51 - Exercice d'options	(1 400)	44.0700	9 700
			O	2010-03-30	D	51 - Exercice d'options	(6 900)	44.0800	2 800
			O	2010-03-30	D	51 - Exercice d'options	(2 300)	44.0900	500
			O	2010-03-30	D	51 - Exercice d'options	(500)	44.1000	0
<i>Options</i>									
Andres, Dale Edwin	5		O	2010-03-29	D	51 - Exercice d'options	(6 500)	4.1500	80 500
Utley, Jim	5		O	2010-03-30	D	51 - Exercice d'options	(12 000)	22.6400	75 000
<b>Revelt Minerals Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Alford, Tony	4		O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	58 140	0.4300	8 777 387
Lindsey, Timothy	4		O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	174 419	0.4300	1 174 419
Rife, Carson James	7, 5		O	2010-03-30	D	46 - Contrepartie de services	117 829		137 328
Shanahan, John Gerard	4		O	2010-03-29	D	46 - Contrepartie de services	232 558	0.4300USD	1 853 961
Ward, Douglas Andrew	7, 5		O	2010-03-30	D	46 - Contrepartie de services	99 225		99 225
<i>Options</i>									
Lindsey, Timothy	4		O	2010-03-30	D	50 - Attribution d'options	150 000	0.4300	425 000
Rife, Carson James	7, 5		O	2010-03-30	D	50 - Attribution d'options	100 000	0.4300	550 000
Shanahan, John Gerard	4		O	2010-03-29	D	46 - Contrepartie de services	150 000	0.4300USD	350 000
			O	2005-01-25	D	52 - Expiration d'options	25 000	0.7500USD	25 000
Ward, Douglas Andrew	7, 5		O	2010-03-30	D	50 - Attribution d'options	50 000	0.4300	395 000
<b>RIOCAN REAL ESTATE INVESTMENT TRUST</b>									
<i>Parts de fiducie</i>									
Siegel, Kenneth	5								
Susan Siegel	PI		O	2010-04-07	I	99 - Correction d'information	(1 112)		241
			O	2010-04-07	I	99 - Correction d'information	(241)		0
Susan Siegel RRSP	PI		O	2008-02-11	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 112
			O	2010-03-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	241		1 353
<b>Rogers Communications Inc.</b>									
<i>Billets 5.38 Senior Notes due 2019</i>									
Besse, Ronald D.	4		O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(\$ 66 000.00)	103.0580	\$ 0.00
<i>Billets 5.80 Senior Notes due 2016</i>									
Besse, Ronald D.	4	R	O	2010-03-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(\$ 63 000.00)	109.5610	\$ 0.00
<b>Rogers Sugar Income Fund</b>									
<i>Débetures convertibles fourth series 5.7 (RSI.DB.C)</i>									
Rogers Sugar Income Fund	1		O	2009-03-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-04-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 750.00	100.0000	\$ 750.00
<b>Route1 Inc.</b>									

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Options</i>									
Doolan, Michael Frederick	4	R	O	2010-03-24	D	50 - Attribution d'options	300 000	0.1300	2 400 146*
<b>Royal Host Real Estate Investment Trust</b>									
<i>Débetures convertibles Series C 6.25</i>									
Armoyn, George	4								
Geosam Capital Inc.	PI		O	2010-04-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(\$ 189 000.00)	84.2381	\$ 168 000.00
			O	2010-04-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(\$ 168 000.00)	84.0000	\$ 0.00
<b>Saputo Inc.</b>									
<i>Options</i>									
Addona, Roberto	5		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	4 093	29.3200	12 164
Arbour, Frédéric	5		O	2008-01-21	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	27 097	29.3200	27 097
Brockman, Terry	5		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	44 765	29.3200	251 294
Canuto, Gianfranco	5		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	8 953	29.3200	45 330
Carrière, Louis-Philippe	5		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	49 028	29.3200	320 548
Dello Sbarba, Dino	5		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	55 423	29.3200	469 311
Dryer, R. Gregory	5		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	13 557	29.3200	69 965
Ettedgui, Lionel	5		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	26 859	29.3200	61 906
Lamarre, Michel	5		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	9 771	29.3200	75 720
Leroux, Pierre	5		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	49 028	29.3200	413 660
Matte, Kempton	5		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	15 399	29.3200	195 886
Palombaro, Gabriel	5		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	10 232	29.3200	52 981
Pinard, Claude	5		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	22 169	29.3200	124 454
Rolland, Nathalie	5		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	4 570	29.3200	18 465
Sicotte, Michelle	5		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	4 434	29.3200	32 525
St-Jean, Louise	5		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	10 232	29.3200	36 946
Therrien, Maxime	5		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	11 818	29.3200	77 448
Viger, Isabelle	5		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	13 046	29.3200	73 356
<b>Savaria Corporation</b>									
<i>Options</i>									
Chapdelaine, Jean-Louis	4		O	2009-05-21	D	50 - Attribution d'options	25 000	0.6400	
			M	2009-05-21	D	50 - Attribution d'options	25 000	0.6400	100 000
			O	2010-03-30	D	50 - Attribution d'options	25 000	1.1700	125 000
			O	2010-03-31	D	52 - Expiration d'options	(25 000)	1.9600	100 000
<b>Scorpio Mining Corporation</b>									
<i>Options</i>									
Comtois, Gilbert	5		O	2010-04-05	D	50 - Attribution d'options	500 000	0.6900	800 000
HAWLEY, PETER JUDE	4, 5		O	2010-04-05	D	50 - Attribution d'options	1 200 000	0.6900	3 710 000
Henderson, James Gilbert	4		O	2010-04-05	D	50 - Attribution d'options	400 000	0.6900	1 500 000
Horbulyk, Janet Lee	5		O	2010-04-05	D	50 - Attribution d'options	150 000	0.6900	275 000
Riley, Lisa Kathleen	4		O	2010-04-05	D	50 - Attribution d'options	400 000	0.6900	1 500 000
Scammell, David Roger	4		O	2010-04-05	D	50 - Attribution d'options	400 000	0.6900	1 500 000
Seldon, Neil	4		O	2010-04-05	D	50 - Attribution d'options	400 000	0.6900	800 000
<b>Sentry Select Commodities Income Trust</b>									
<i>Parts de fiducie</i>									
Sentry Select Commodities Income Trust	1		O	2010-03-04	D	38 - Rachat ou annulation	2 800	8.2996	2 800
			O	2010-03-04	D	38 - Rachat ou annulation	(2 800)	8.2996	0

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2010-03-11	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	8.3925	4 000
			O	2010-03-11	D	38 - Rachat ou annulation	(4 000)	8.3925	0
			O	2010-03-18	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	8.4900	4 000
			O	2010-03-18	D	38 - Rachat ou annulation	(4 000)	8.4900	0
			O	2010-03-25	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	8.5595	4 000
			O	2010-03-25	D	38 - Rachat ou annulation	(4 000)	8.5595	0
			O	2010-03-26	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	8.4600	2 000
			O	2010-03-26	D	38 - Rachat ou annulation	(2 000)	8.4600	0
<b>Sentry Select Primary Metals Corp.</b>									
<i>Class A Shares</i>									
Sentry Select Primary Metals Corp.	1		O	2010-03-04	D	38 - Rachat ou annulation	7 100	7.4200	7 100
			O	2010-03-04	D	38 - Rachat ou annulation	(7 100)	7.4200	0
			O	2010-03-11	D	38 - Rachat ou annulation	15 000	7.7400	15 000
			O	2010-03-11	D	38 - Rachat ou annulation	(15 000)	7.7400	0
			O	2010-03-18	D	38 - Rachat ou annulation	12 000	7.6755	12 000
			O	2010-03-18	D	38 - Rachat ou annulation	(12 000)	7.6755	0
			O	2010-03-25	D	38 - Rachat ou annulation	15 000	7.5955	15 000
			O	2010-03-25	D	38 - Rachat ou annulation	(15 000)	7.5955	0
Weiss Asset Management LP	3								
Brookdale Global Opportunity Fund	PI		O	2010-03-26	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 090	7.6935	854 102
			O	2010-03-29	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 490	7.8436	856 592
			O	2010-03-30	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	900	7.8500	857 492
			O	2010-03-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(665)	7.9025	856 827
			O	2010-04-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 320	7.9469	861 147
Brookdale International Partners, LP	PI		O	2010-03-26	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 210	7.6935	1 712 198
			O	2010-03-29	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 810	7.8436	1 718 008
			O	2010-03-30	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 100	7.8500	1 720 108
			O	2010-03-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 335)	7.9025	1 718 773
			O	2010-04-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 080	7.9469	1 728 853
<b>SHAW COMMUNICATIONS INC.</b>									
<i>Actions sans droit de vote Class "B"</i>									
Shaw, Jim	4, 5		O	2010-03-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	117	20.2900	906
Shaw, JR	4, 5, 3		O	2010-03-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 167	20.2900	601 801
Heather Shaw	PI		O	2010-03-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	533	20.2900	135 699
Heather Shaw (RRSP)	PI		O	2010-03-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	94	20.2900	26 250
James Cole Emanuel Shaw-Antonio	PI		O	2010-03-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	37	20.2900	436
Keeley Jae Shaw-Antonio	PI		O	2010-03-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	37	20.2900	436
MacKenzie Taylor Mantler	PI		O	2010-03-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	19	20.2900	181
Madison Carol Mantler	PI		O	2010-03-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	19	20.2900	181
Montana Marie Shaw-Antonio	PI		O	2010-03-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	37	20.2900	436
Shaw, Julie	5		O	2010-03-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	23	20.2900	3 944
RRSP (Julie Shaw)	PI		O	2010-03-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	28	20.2900	7 823
<b>ShawCor Ltee</b>									
<i>Deferred Share Unit</i>									
Baldwin, John Trewren	4		O	2010-03-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	443		443
Derrick, James	4		O	2007-08-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	443		443
Gallina, Federico	5		O	2009-03-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 293		1 293
Hutchison, Leslie	8		O	2002-05-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	443		443
Hyland, Geoffrey	4, 5		O	2003-03-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	443		443
Petch, John Frank	4		O	2005-03-03	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	443		443
Robinson, Paul Geoffrey	4		O	2001-08-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	443		443
Shaw, Virginia L.	4		O	1990-02-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	443		443
Simo, Zoltan D.	4		O	1987-08-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	443		443
valiquette, evelyn charlene	4		O	2005-03-03	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	443		443
Vaughn, Donald Charles	4		O	2004-03-21	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	443		443
<i>Employee Share Unit</i>									
Dunn, Ronald Joseph	5		O	1997-03-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	690		
		R	M	2010-03-22	D	56 - Attribution de droits de souscription	690		690
Hutchings, Frederick	5		O	2009-03-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			38 000
			O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	904		38 904
<i>Options Class A</i>									
Dunn, Ronald Joseph	5	R	O	2010-03-22	D	50 - Attribution d'options	3 500	27.4900	105 900
<b>Shermag Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Groupe Bermex Inc.	3		O	2010-03-25	D	36 - Conversion ou échange	(44 279 567)		0
			O	2010-03-25	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	100	1.0000	100
<i>Actions privilégiées Catégorie B</i>									
Groupe Bermex Inc.	3		O	2009-03-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-25	D	36 - Conversion ou échange	44 279 567		44 279 567
			O	2010-03-25	D	38 - Rachat ou annulation	(44 279 567)		0
<b>Sierra Wireless, Inc.</b>									
<i>Options</i>									
Aasen, Gregory D.	4	R	O	2010-02-16	D	50 - Attribution d'options	6 932	9.1100	40 985
Ardelan, Michael James	7	R	O	2010-02-16	D	50 - Attribution d'options	6 066	8.7100	30 617
Baichtal, James Rz	7	R	O	2010-02-16	D	50 - Attribution d'options	6 932	8.7100USD	35 864
Berman, Andrew Jay	7	R	O	2010-02-16	D	50 - Attribution d'options	11 265	8.7100USD	111 695
Burrington, Steven L.	5	R	O	2010-02-16	D	50 - Attribution d'options	6 932	8.7100USD	26 059
Cataford, Paul G.	4	R	O	2010-02-16	D	50 - Attribution d'options	6 932	9.1100	35 568
Chang, Jocelyn Anita	5	R	O	2010-02-16	D	50 - Attribution d'options	6 932	9.1100	42 008
Cohenour, Jason W.	4, 5	R	O	2010-02-16	D	50 - Attribution d'options	76 863	8.7100USD	394 530
Davis, Scott Gerald	7	R	O	2010-02-16	D	50 - Attribution d'options	6 066	8.7100USD	33 211
Dehmer, Manfred	5		O	2010-02-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
		R	O	2010-02-16	D	50 - Attribution d'options	11 698	9.1100	11 698
Dodson, Bill Gary	5	R	O	2010-02-16	D	50 - Attribution d'options	11 265	9.1100	141 695
Guillemette, Philippe Frederic Joel Rene	5		O	2009-02-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2010-02-26	D	50 - Attribution d'options	5 633	8.2900USD	5 633
Hoyt, Riley Steven	5	R	O	2010-02-16	D	50 - Attribution d'options	6 932	9.1100	27 676
Jones, Evan	7	R	O	2010-02-16	D	50 - Attribution d'options	6 932	8.7100USD	32 389
Kielsznia, Jean-Philippe Christian	5	R	O	2010-02-16	D	50 - Attribution d'options	6 932	8.7100USD	27 599
Kirkpatrick, James	7	R	O	2010-02-16	D	50 - Attribution d'options	12 392	8.7100USD	158 695
Krause, Jason Lawrence	5	R	O	2010-02-16	D	50 - Attribution d'options	6 932	9.1100	24 386
Lahey, James L.	7	R	O	2010-02-16	D	50 - Attribution d'options	6 066	8.7100USD	24 030
Levine, Charles E.	4	R	O	2010-02-16	D	50 - Attribution d'options	6 932	8.7100USD	50 985
McLennan, David Gordon	5	R	O	2010-02-16	D	50 - Attribution d'options	23 484	9.1100	164 426
O'Brien, Michael Darren	7	R	O	2010-02-16	D	50 - Attribution d'options	6 066	8.7100USD	30 842
Pak, Jin Ho	7	R	O	2010-02-16	D	50 - Attribution d'options	6 066	9.1100	24 262
Piver, Pierre	5		O	2009-02-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2010-02-26	D	50 - Attribution d'options	3 466	8.2900USD	3 466
Rowe, S. Jane	4	R	O	2010-02-16	D	50 - Attribution d'options	6 932	9.1100	40 985
Schieler, August Daniel	7	R	O	2010-02-16	D	50 - Attribution d'options	11 265	9.1100	105 653
Schmid, Justin Otto	7	R	O	2010-02-16	D	50 - Attribution d'options	6 932	8.7100USD	31 864
Shyu, Archie Ruen	5	R	O	2010-02-16	D	50 - Attribution d'options	6 932	8.7100USD	17 511
Speakman, Gregory Joseph	5	R	O	2010-02-16	D	50 - Attribution d'options	6 932	9.1100	29 481
Sutcliffe, David B.	4	R	O	2010-02-16	D	50 - Attribution d'options	6 932	9.1100	40 985
Teysier, Pierre Jean Benoit	5		O	2009-02-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2010-02-16	D	50 - Attribution d'options	11 265	9.1100	11 265
Thexton, Kent Paul	4		O	2010-03-11	D	52 - Expiration d'options	(16 000)	9.9900	30 985
		R	O	2010-02-16	D	50 - Attribution d'options	6 932	9.1100	46 985
Walckenaer, Emmanuel	5		O	2009-02-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2010-02-26	D	50 - Attribution d'options	11 265	8.2900USD	11 265
Watson, Patricia Eileen	5	R	O	2010-02-16	D	50 - Attribution d'options	6 932	9.1100	34 893
Winters, Richard	7	R	O	2010-02-16	D	50 - Attribution d'options	6 932	8.7100USD	30 758
<b>Silver Standard Resources Inc.</b>									
<i>Deferred Share Unit</i>									
ANGLIN, Mike Arthur E.	4, 5		O	2010-04-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 612	17.8400	9 876
Brodie, Derek John Robert	4		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 114	17.8400	7 398*
Campbell, Richard Cunningham	4		O	2010-04-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 261	17.8400	8 656
Davis, R.E. Gordon	4, 5		O	2010-04-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 261	17.8400	8 742
Johnston, David L.	4		O	2010-04-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 226	17.8400	9 502
Paterson, Richard	4		O	2010-04-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 682	17.8400	11 445
TOMSETT, PETER WILLIAM	4		O	2010-04-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	3 223	17.8400	24 180
<b>Silver Wheaton Corp.</b>									
<i>Options</i>									
Charpentier, Bettina Joan	5		O	2010-04-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	100 000	15.9500	100 000
<b>Slam Exploration Ltd.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Hansuld, John Alexander	4, 5		O	2010-04-01	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	134 000	0.0750	234 000
Taylor, Michael R.	4, 5		O	2010-03-31	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	200 000	0.0750	2 069 000*

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Bons de souscription</i>									
Hansuld, John Alexander	4, 5		O	2004-04-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-04-01	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	67 000	0.1000	67 000*
Taylor, Michael R.	4, 5		O	2010-03-31	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	100 000	0.1000	250 000*
<b>Societe Aurifere Barrick</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Ball, Richard David	5		O	2010-03-31	D	51 - Exercice d'options	500	23.8000USD	500
			O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	38.3719USD	0
<i>Options Stock Option Plan (2004)</i>									
Ball, Richard David	5		O	2010-03-31	D	51 - Exercice d'options	(500)	23.8000USD	67 648
<b>Societe d'energie Talisman Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
ROONEY, ROBERT ROSS	5		O	2009-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	4 008	16.6000	14 594
<i>Droits Restricted Share Units</i>									
ROONEY, ROBERT ROSS	5		O	2009-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	286		23 199
<i>Options Employee Plan</i>									
Aggarwala, Anil	5		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	10 400	17.2950	48 605
BLAKELEY, Alexander Paul	5		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	132 000	17.2950	761 590
DOLAN, Philip David	5		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	44 250	17.2950	646 080
EVREN, Lisa Ann	5		O	2010-01-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	34 190	17.2950	34 190
Fraser, James Berkeley	5		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	44 250	17.2950	375 400
Herbert, Richard	5		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	132 000	17.2950	597 200
LAWSON, LESLIE ANN	5		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	1 590	17.2950	9 460
MacEachern, Daryn	5		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	1 590	17.2950	2 190
Manzoni, John Alexander	4, 7, 5		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	379 150	17.2950	2 278 070
McLeod, Lyle Theodore	5		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	26 530	7.2950	292 560
Ohta, Christine Tamiko	5		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	11 300	17.2950	76 380
ROONEY, ROBERT ROSS	5		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	121 360	17.2950	712 700
Smith, Paul Robert	5		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	134 130	17.2950	601 205
Stash, Sandra M.	5		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	44 250	17.2950	161 870
Thomson, Scott	5		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	134 130	17.2950	570 680
Walker, Nicholas John Robert	5		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	121 360	17.2950	669 070
WESLEY, HELEN JUNE	5		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	95 810	17.2950	178 660
Wright, Jonathan Andrew	5		O	2010-04-01	D	50 - Attribution d'options	44 250	17.2950	534 385
<i>Performance Share Units</i>									
Aggarwala, Anil	5		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 285		10 870
AINSLEY, Nicholas Wilhelm	7		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 853		13 498
BLAKELEY, Alexander Paul	5		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	54 386		124 640
Brunsmann, Nico Arnoud	7		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 853		10 287
DOLAN, Philip David	5		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	18 232		56 302
EVREN, Lisa Ann	5		O	2010-01-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	14 087		14 087
FORREST, John Eason	7		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 495		23 577
Fraser, James Berkeley	5		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	18 232		53 734
Herbert, Richard	5		O	2009-03-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	54 386		54 386

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<b>Porteur inscrit</b>									
Heslop, David Owen	7		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 066		14 193
Lane, Andrew John	7		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 066		15 037
LAWSON, LESLIE ANN	5		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	654		1 365
LOWSON, Gillian	7		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	836		1 717
MacEachern, Daryn	5		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	654		914
Manzoni, John Alexander	4, 7, 5		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	156 211		374 475
McLeod, Lyle Theodore	5		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 929		27 660
MURRAY, Alan George	7		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 508		6 736
Ohta, Christine Tamiko	5		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 658		12 008
RAMSAY, Norrie Carson	7		O	2010-03-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 976		7 976
ROONEY, ROBERT ROSS	5		O	2009-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	410		72 153
			O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	50 000		122 153
Smith, Paul Robert	5		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	55 263		56 079
Stash, Sandra M.	5		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	18 232		39 064
Thomson, Scott	5		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	55 263		135 011
Walker, Nicholas John Robert	5		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	50 000		102 171
WALTERS, Sarah Jane	7		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 511		2 627
WESLEY, HELEN JUNE	5		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	39 474		74 989
Wright, Jonathan Andrew	5		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	18 232		41 159
<b>Softchoice Corporation</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Wengle, Nicole	5	R	O	2010-03-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	8.5200	38 410
			O	2008-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	800	2.8900	39 850
			O	2008-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 200	2.9900	48 050
			O	2008-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	60	3.0000	48 110
			O	2009-01-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	2.9800	48 510
			O	2009-01-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	2.9900	49 510
			O	2009-01-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 100	3.0000	52 610
			O	2009-01-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	2.2000	54 610
<i>Droits Deferred Share Units</i>									
Francis, Allan Kevin	4		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	750		17 017
Lamoureux, Gilles	4		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	750		12 258
Linton, William	4		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	750		17 017
Luba, Robert Walter	4		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	750		17 017
Reesor, Allan James	4		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	750		17 017
Robinson, William Peter	4		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	750		17 017
Tapp, Lawrence G.	4		O	2010-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 250		28 364
<b>SouthGobi Energy Resources Ltd.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
China Investment Corporation	3								
Land Breeze II S.a.r.l.	PI		O	2010-03-29	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			24 642 611
Flood, Raymond Edward	4, 6		O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	33 334	6.0000	33 334
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	16 667	4.8100	50 001
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50 001)	16.4900	0
Gosse, Richard	5		O	2010-03-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	16.7500	67 200
Hanson, Robert	7		O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	2.3000	42 500



Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 500)	16.2700	40 000
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 100)	16.2800	37 900
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 500)	16.3000	35 400
			O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(800)	16.4000	34 600
			O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	23 000	2.3000	40 500
			O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(18 000)	16.0000	22 500
			O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	16.0500	17 500
			O	2010-04-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	17 100	2.3000	51 700
			O	2010-04-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 500)	16.4000	49 200
			O	2010-04-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 500)	16.4500	46 700
			O	2010-04-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 500)	16.5200	45 200
			O	2010-04-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	16.5000	40 200
			O	2010-04-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 500)	16.6000	37 700
			O	2010-04-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 500)	16.5500	35 200
Price, Lori	5		O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	16.5200	34 600
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	16.4700	5 000
<i>Débetures convertibles</i>									
China Investment Corporation	3								
Land Breeze II S.a.r.l.	PI		O	2010-03-29	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2010-03-29	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			\$ 250 000 000.00
<i>Options</i>									
Flood, Raymond Edward	4, 6		O	2010-04-01	D	51 - Exercice d'options	(33 334)	6.0000	96 667
			O	2010-04-01	D	51 - Exercice d'options	(16 667)	4.8100	80 000
Hanson, Robert	7		O	2010-04-01	D	51 - Exercice d'options	(25 000)	2.3000	80 000
			O	2010-03-31	D	51 - Exercice d'options	(23 000)	2.3000	105 000
			O	2010-04-05	D	51 - Exercice d'options	(17 100)	2.3000	62 900
Price, Lori	5		O	2010-03-30	D	51 - Exercice d'options	(5 000)	2.8500	79 000
<b>Stantec Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Gomes, Robert	4, 7, 5		O	2010-04-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 450	26.8100	50 426
Ruste, Ivor Melvin	4		O	2010-04-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	26.7100	2 000
			O	2010-04-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	26.8000	2 500
Sears, Cathy Jean	7								
Sun Life Financial - B	PI		O	2009-12-31	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	411	26.4800	5 791
<b>Stella-Jones Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Stella Jones International S.A.	3		O	2010-04-01	D	36 - Conversion ou échange	600 000	25.0000	8 187 909
<i>Subscription Receipts</i>									
Stella Jones International S.A.	3		O	2010-04-01	D	36 - Conversion ou échange	(600 000)	25.0000	0
<b>Suncor Energie Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Huff, John Rossman	4		O	2010-03-31	D	51 - Exercice d'options	16 000	7.9900	56 000
			O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(16 000)	33.0300	40 000
<i>Options Key Contributor/Executive Stock Options</i>									
Huff, John Rossman	4		O	2010-03-31	D	51 - Exercice d'options	(16 000)	7.9900	80 000

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
<b>Superior Plus Corp.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
McMaster, Heather	5		O	2010-04-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	14.1900	0
<b>Taseko Mines Limited</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Hallbauer, Russell Edward	4, 5		O	2010-03-24	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	21 998	5.0200	652 498
Joan Hallbauer	PI		O	2010-03-24	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	65 994	5.0200	174 494
<b>Technologies 20-20 Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Labelle, Christine	5		O	2010-03-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	300	3.5144	2 253
Perrone, Steve	5		O	2010-03-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	85	3.5144	2 865*
<b>Technologies D-Box Inc.</b>									
<i>Options</i>									
Bouchard, Karine	5		O	2010-03-26	D	50 - Attribution d'options	30 000	0.4200	
			M	2010-03-26	D	50 - Attribution d'options	30 000	0.4200	92 500
Trottier, Sylvain	5		O	2010-03-25	D	50 - Attribution d'options	140 000	0.4200	
			M	2010-03-25	D	50 - Attribution d'options	140 000	0.4200	
			M'	2010-03-25	D	50 - Attribution d'options	140 000	0.4200	390 000
<b>TECHNOLOGIES IBEX INC.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Baehr, Paul	4, 5		O	2010-04-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200 000	0.3000	2 014 977
Heft, Robert	4		O	2010-04-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200 000)	0.3000	0
<i>Options</i>									
Baehr, Paul	4, 5		O	2009-12-19	D	50 - Attribution d'options	300 000		
			M	2009-12-19	D	50 - Attribution d'options	300 000	0.2300	300 000
Bergeron, Claire	5		O	2009-12-19	D	50 - Attribution d'options	50 000		
			M	2009-12-19	D	50 - Attribution d'options	50 000	0.2300	198 530
Bisson, Nancy	8		O	2009-12-19	D	50 - Attribution d'options	50 000		
			M	2009-12-19	D	50 - Attribution d'options	50 000	0.2300	75 000
DeLuccia, Robert	4		O	2009-12-19	D	50 - Attribution d'options	50 000		
			M	2009-12-19	D	50 - Attribution d'options	50 000	0.2300	228 000
Heft, Robert	4		O	2009-12-19	D	50 - Attribution d'options	50 000		
			M	2009-12-19	D	50 - Attribution d'options	50 000	0.2300	120 000
Netto, Danilo	4		O	2009-12-19	D	50 - Attribution d'options	50 000		
			M	2009-12-19	D	50 - Attribution d'options	50 000	0.2300	85 000
Patriacca, Bernard	5		O	2009-12-19	D	50 - Attribution d'options	50 000		
			M	2009-12-19	D	50 - Attribution d'options	50 000	0.2300	50 000
Poulin, Catherine	8		O	2009-12-19	D	50 - Attribution d'options	50 000		
			M	2009-12-19	D	50 - Attribution d'options	50 000	0.2300	157 120
<b>Technologies Interactives Mediagrif Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Anglaret, Stéphane	5		O	2010-04-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	75		8 673
Bonneau, Robert	5		O	2010-04-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	226		50 732
Hallak, Hélène	5		O	2010-04-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	227		5 465
Mercier, Suzanne	5		O	2010-04-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	226		4 443
Saunders, Paul	7		O	2010-04-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	226		14 616
Simon, Andréanne	5		O	2010-04-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	247		7 276

Émetteur	Relation	Retard	État opérationnel	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Technologies Interactives Mediagrif Inc.	1		O	2010-03-15	D	38 - Rachat ou annulation	2 438		2 438
			O	2010-03-15	D	38 - Rachat ou annulation	(2 438)		0
			O	2010-03-17	D	38 - Rachat ou annulation	100		100
			O	2010-03-17	D	38 - Rachat ou annulation	(100)		0
			O	2010-03-24	D	38 - Rachat ou annulation	2 400		2 400
			O	2010-03-24	D	38 - Rachat ou annulation	(2 400)		0
			O	2010-03-25	D	38 - Rachat ou annulation	1 100		1 100
			O	2010-03-25	D	38 - Rachat ou annulation	(1 100)		0
			O	2010-03-26	D	38 - Rachat ou annulation	500		500
			O	2010-03-26	D	38 - Rachat ou annulation	(500)		0
			O	2010-03-29	D	38 - Rachat ou annulation	700		700
			O	2010-03-29	D	38 - Rachat ou annulation	(700)		0
			O	2010-03-30	D	38 - Rachat ou annulation	2 400		2 400
			O	2010-03-30	D	38 - Rachat ou annulation	(2 400)		0
<b>TECSYS Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
TECSYS	1		O	2010-03-01	D	38 - Rachat ou annulation	100	2.0500	17 500
			O	2010-03-04	D	38 - Rachat ou annulation	1 900	2.0500	19 400
			O	2010-03-04	D	38 - Rachat ou annulation	42 500	2.0500	61 900
			O	2010-03-05	D	38 - Rachat ou annulation	200	2.0500	44 700
			O	2010-03-09	D	38 - Rachat ou annulation	1 900	2.0500	46 600
			O	2010-03-10	D	38 - Rachat ou annulation	1 900	2.0500	48 500
			O	2010-03-12	D	38 - Rachat ou annulation	1 900	2.0500	50 400
			O	2010-03-16	D	38 - Rachat ou annulation	1 917	2.0500	52 317
			O	2010-03-22	D	38 - Rachat ou annulation	1 917	2.0000	54 234
			O	2010-03-23	D	38 - Rachat ou annulation	1 917	2.0000	56 151
			O	2010-03-24	D	38 - Rachat ou annulation	1 183	2.0000	57 334
			O	2010-03-25	D	38 - Rachat ou annulation	1 900	2.0000	59 234
			O	2010-03-25	D	38 - Rachat ou annulation	7 117	1.9500	66 351
			O	2010-03-29	D	38 - Rachat ou annulation	1 917	1.9500	68 268
<b>TerraVest Income Fund</b>									
<i>Restricted Trust Units</i>									
Wallace, Murray	4		O	2005-05-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-04-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	23 224		23 224
Zaozirny, John Brian	4		O	2004-07-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-04-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	23 224		23 224
<b>The Westaim Corporation</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Delaney, Ian William	4, 5								
Brant Investments	PI		O	2010-03-29	I	36 - Conversion ou échange	6 000 000		6 008 960
Goodwood Fund	3		O	2010-03-29	D	36 - Conversion ou échange	5 678 800		15 534 700
Goodwood Inc.	3								
Various Funds controlled by Goodwood Inc.	PI		O	2010-03-29	I	36 - Conversion ou échange	9 139 400		27 886 400
MacDonald, J. Cameron	4, 3		O	2008-12-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-29	D	36 - Conversion ou échange	500 000		500 000
RRSP	PI		O	2008-12-19	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-29	I	36 - Conversion ou échange	100 000		100 000

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Various funds controlled by Goodwood Inc. Owen, Daniel	PI		O	2010-03-29	C	36 - Conversion ou échange	9 139 400		27 886 400
Molin Holdings Limited Puccetti, Peter H.	PI		O	2010-03-29	C	36 - Conversion ou échange	1 120 000		1 246 900
	4, 3		O	2008-12-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-29	D	36 - Conversion ou échange	400 000		400 000
RESP	PI		O	2008-12-19	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-29	I	36 - Conversion ou échange	11 600		11 600
RRSP	PI		O	2008-12-19	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-29	I	36 - Conversion ou échange	360 000		360 000
Various Funds Controlled by Goodwood Inc. Sarfin, Jeffrey Alan	PI		O	2010-03-29	C	36 - Conversion ou échange	9 139 400		27 886 400
	5		O	2009-04-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-29	D	36 - Conversion ou échange	150 000		150 000
Walter, Bruce V.	4		O	2010-03-29	D	36 - Conversion ou échange	2 000 000		2 907 300
<b>Droits de souscription Common Shares</b>									
Delaney, Ian William	4, 5								
Brant Investments Owen, Daniel	PI		O	2010-03-29	I	36 - Conversion ou échange	(6 000 000)		0
Molin Holdings Limited	PI		O	2010-03-29	C	36 - Conversion ou échange	(1 120 000)		0
<b>Subscription Receipt</b>									
Walter, Bruce V.	4		O	2010-03-29	D	36 - Conversion ou échange	(2 000 000)		0
<b>Subscription Receipts</b>									
Goodwood Fund	3		O	2010-03-29	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(5 678 800)		0
Goodwood Inc.	3								
Various Funds controlled by Goodwood Inc. MacDonald, J. Cameron	PI		O	2010-03-29	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(9 139 400)		0
	4, 3		O	2010-03-29	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(500 000)		0
RRSP	PI		O	2010-03-29	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(100 000)		0
Various funds controlled by Goodwood Inc.	PI		O	2010-03-29	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(9 139 400)		0
Puccetti, Peter H.	4, 3		O	2010-03-29	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(400 000)		0
RESP	PI		O	2010-03-29	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(11 600)		0
RRSP	PI		O	2010-03-29	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(360 000)		0
Various Funds Controlled by Goodwood Inc. Sarfin, Jeffrey Alan	PI		O	2010-03-29	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(9 139 400)		0
	5		O	2010-03-29	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(150 000)		0
<b>Thomson Reuters Corporation</b>									
<b>Actions ordinaires</b>									
Walker, Linda	7, 5	R	O	2010-03-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 600)	36.5800USD	
			M	2010-03-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 600)	36.5800USD	1 162
<b>Tonbridge Power Inc.</b>									
<b>Actions ordinaires</b>									
Wiebe, John	4		O	2010-03-29	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	2 399	1.7000	47 670
<b>Total Energy Services Inc.</b>									
<b>Actions ordinaires</b>									
KEARL, MARK ANTHONY	5		O	2009-05-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-24	D	51 - Exercice d'options	65 000	4.6600	65 000
			O	2010-03-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(55 900)	8.9000	9 100
			O	2010-03-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 600)	8.9000	7 500
			O	2010-03-30	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(7 500)	8.5600	0
RRSP	PI		O	2010-03-30	I	90 - Changements relatifs à la propriété	7 500	8.5600	21 028

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Options</i>									
KEARL, MARK ANTHONY	5		O	2010-03-24	D	51 - Exercice d'options	(65 000)	4.6600	235 000
<b>Transat A.T. inc.</b>									
<i>Action à droit de vote de catégorie B</i>									
Fonds de solidarité FTQ	3		O	2010-04-06	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	60 500	12.6000	3 913 526
<b>TransForce Inc.</b>									
<i>Deferred Share Units</i>									
Saputo, Emanuele	6								
Jolina Capital inc.	PI		O	2010-03-31	I	56 - Attribution de droits de souscription	1 315	9.8800	10 584
Saputo, Joey	4								
Gestion Soplajoey inc.	PI		O	2010-03-31	I	56 - Attribution de droits de souscription	1 616	9.8800	6 859
<b>TransGaming Inc.</b>									
<i>Options</i>									
DeCristofaro, Anthony	4	R	O	2010-03-11	D	51 - Exercice d'options	140 000	0.2000	382 500
<b>Tree Island Wire Income Fund</b>									
<i>Débetures convertibles - 10 second lien convertible debentures</i>									
Bull, Peter Morris	3								
Arbutus Distributors Ltd.	PI	R	O	2010-03-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 10.00	105.0000	\$ 35 494.00*
<b>Trident Performance Corp.</b>									
<i>Class A Warrants</i>									
Trident Performance Corp.	1		O	2010-03-10	D	38 - Rachat ou annulation	7 000	0.7000	
			M	2010-03-22	D	38 - Rachat ou annulation	21 500	0.7000	21 500
			O	2010-03-22	D	38 - Rachat ou annulation	(21 500)		0
			O	2010-03-24	D	38 - Rachat ou annulation	140 500	0.7000	140 500
			O	2010-03-24	D	38 - Rachat ou annulation	(140 500)		0
			O	2010-03-24	D	38 - Rachat ou annulation	113 500	0.7000	113 500
			O	2010-03-24	D	38 - Rachat ou annulation	(113 500)		0
			O	2010-03-26	D	38 - Rachat ou annulation	6 000	0.7000	6 000
			O	2010-03-26	D	38 - Rachat ou annulation	(6 000)		0
			O	2010-03-29	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	0.7000	1 500
			O	2010-03-29	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)		0
			O	2010-03-30	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	0.7000	4 000
			O	2010-03-30	D	38 - Rachat ou annulation	(4 000)		0
<b>TSO3 inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Boisjoli, Marc	5		O	2010-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	247	1.6600	58 151
Robitaille, Simon	4, 5								
REER	PI		O	2010-03-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	309	1.6600	56 713
<b>Tuscany Energy Ltd.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
TUSCANY ENERGY LTD., TUSCANY ENERGY LTD.	1		O	2010-03-18	D	38 - Rachat ou annulation	25 000	0.1700	25 000
			O	2010-03-18	D	38 - Rachat ou annulation	(25 000)	0.1700	0
<b>TVI Pacific Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Perez, Yulo	7		O	2009-11-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-31	D	51 - Exercice d'options	250 000	250000.0000	250 000
<i>Options</i>									

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Perez, Yulo	7		O	2010-03-31	D	51 - Exercice d'options	(250 000)		1 250 000
<b>Twin Butte Energy Ltd.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Ogilvy, Colin, Foster	5		O	2010-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	4 963	1.3200	168 214*
<i>Options</i>									
Brown, Robert James	4		O	2010-04-05	D	50 - Attribution d'options	50 000	1.3100	150 000
<b>Uranium Participation Corporation</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Hochstein, Ronald F.	5		O	2009-05-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2010-03-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 200	5.9500	4 200
<b>UTS Energy Corporation</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Roane, Glen Dawson	4		O	2010-04-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	2.6000	146 900
<b>Vaaldiam Mining Inc. (formerly Tiomin Resources Inc.)</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Barker, Alan Lee	4		O	2010-03-23	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	1 472		
			M	2010-03-23	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	71 742		71 742*
<i>Options employee stock option</i>									
Barker, Alan Lee	4		O	2010-03-23	D	50 - Attribution d'options	40 000	0.5000	
			M	2010-03-23	D	50 - Attribution d'options	40 000	0.5000	46 000*
Bojtos, Peter	4		O	2010-03-23	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	40 000	0.5000	
			M	2010-03-23	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	40 000	0.5000	46 000
Johnson, Kenneth	5		O	2010-03-23	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	48 000	0.5000	
			M	2010-03-23	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	48 000	0.5000	62 000
Kwong, Frances	5		O	2010-03-23	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	40 000	0.5000	
			M	2010-03-23	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	40 000	0.5000	45 750
Randazzo, Sebastiano	4		O	2010-03-23	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	40 000	0.5000	
			M	2010-03-23	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	40 000	0.5000	44 000
<b>Vitran Corporation Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
TRICHILO, ANTHONY	5		O	2010-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	12.2000USD	9 000
<i>Deferred Share Unit</i>									
Deluce, William	4		O	2010-03-31	D	97 - Autre	208		3 593
Gaetz, Richard	4, 7, 5		O	2010-03-31	D	97 - Autre	208		3 593
Gossling, John Richard	4		O	2010-03-31	D	97 - Autre	208		3 342
Griffiths, Anthony Frear	4		O	2010-03-31	D	97 - Autre	208		3 593
Hébert, Georges	4		O	2010-03-31	D	97 - Autre	208		3 593
McGraw, Richard	4		O	2010-03-31	D	97 - Autre	208		3 593
<i>Deferred Share Unit[B]</i>									

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Gaetz, Richard	4, 7, 5		O	2010-03-31	D	97 - Autre	425		6 955
Washchuk, Sean	5		O	2010-03-31	D	97 - Autre	393		5 062
<b>Volta Resources Inc.</b>									
<i>Options</i>									
King, Victor John	4, 5		O	2010-04-05	D	50 - Attribution d'options	220 000	1.5300	635 386
			O	2010-01-14	D	52 - Expiration d'options	(192 308)	1.1400	607 694
			O	2010-03-05	D	52 - Expiration d'options	(192 308)	1.4600	415 386
Lawrick, Victor Lewis	4		O	2010-04-05	D	50 - Attribution d'options	85 000	1.5300	350 385
			O	2010-04-06	D	52 - Expiration d'options	(57 692)	0.6100	
			M	2010-04-06	D	52 - Expiration d'options	(57 692)	1.1500	292 693
Simoneau, Denis	4		O	2010-04-05	D	50 - Attribution d'options	85 000	1.5300	377 309
Whittall, Robert Francis	4, 5		O	2003-10-22	D	52 - Expiration d'options	40 000	0.7500	
			M	2003-10-22	D	52 - Expiration d'options	(40 000)	0.7500	299 999
			O	2010-04-05	D	50 - Attribution d'options	85 000	1.5300	788 333
			O	2009-04-13	D	52 - Expiration d'options	(56 667)	1.3650	503 333
<b>Wajax Income Fund</b>									
<i>Droits TDUP Rights</i>									
Barrett, Edward Malcolm	4		O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	358	26.8900	13 762
Bourne, Ian Alexander	4		O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	348	26.8900	5 687
Carty, Douglas	4		O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	295	26.8900	1 208
Dexter, Robert P.	4		O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	716	26.8900	30 089
Duvar, Ivan E. H.	4		O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	362	26.8900	11 155
Eby, John Clifford	4		O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	290	26.8900	6 156
Gagne, Paul Ernest	4		O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	674	26.8900	18 226
Hole, James Douglas	4		O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	716	26.8900	10 317
Nielsen, Valerie Anne Abernethy	4		O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	446	26.8900	26 453
Taylor, Alexander S.	4		O	2010-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	358	26.8900	1 271
<b>Wesdome Gold Mines Ltd. (formerly River Gold Mines Ltd.)</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Laplante, Benoit	5		O	2010-03-29	D	40 - Vente à découvert	(2 000)	2.0900	(10 000)
			O	2010-03-29	D	40 - Vente à découvert	(2 000)	2.1300	(12 000)
			O	2010-03-30	D	40 - Vente à découvert	(2 000)	2.0800	(14 000)
			O	2010-03-30	D	40 - Vente à découvert	(2 000)	2.0900	(16 000)
<b>Western Copper Corporation</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
WATSON, IAN	4		O	2010-03-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			100 000
IAN WATSON INSURANCE TRUST	PI		O	2010-03-26	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			650 000
<i>Bons de souscription</i>									
WATSON, IAN	4		O	2010-03-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			100 000
<b>Westport Innovations Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Beaulieu, John Arthur	4		O	2010-04-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 712		11 365
B-Max Inc.	PI		O	2010-03-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 700)		385
Douglas, Kevin	3								
Douglas Family Trust	PI	R	O	2010-03-15	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 200	16.7000USD	807 880
			O	2010-03-26	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 647	16.0000USD	814 527
			O	2010-03-29	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 403	16.3800USD	818 930

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2010-03-30	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	11 730	16.3900USD	830 660
			O	2010-03-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	28 220	16.7200USD	858 880
			O	2010-04-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	16 490	16.5100USD	875 370
			O	2010-04-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	32 810	17.2100USD	908 180
			O	2010-04-06	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	17 000	17.7600USD	925 180
Douglas Irrevocable Descendants Trust	PI	R	O	2010-03-15	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	19 800	16.7000USD	1 568 238
			O	2010-03-26	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 903	16.0000USD	1 581 141
			O	2010-03-29	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 547	16.3800USD	1 589 688
			O	2010-03-30	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	22 770	16.3900USD	1 612 458
			O	2010-03-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	54 780	16.7200USD	1 667 238
			O	2010-04-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	32 010	16.5100USD	1 699 248
			O	2010-04-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	63 690	17.2100USD	1 762 938
			O	2010-04-06	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	33 000	17.7600USD	1 795 938
James E. Douglas III	PI	R	O	2010-03-15	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 000	16.7000USD	475 225
			O	2010-03-26	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 910	16.0000USD	479 135
			O	2010-03-29	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 590	16.3800USD	481 725
			O	2010-03-30	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 900	16.3900USD	488 625
			O	2010-03-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	16 600	16.7200USD	505 225
			O	2010-04-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 700	16.5100USD	514 925
			O	2010-04-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	19 300	17.2100USD	534 225
			O	2010-04-06	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	17.7600USD	544 225
K&M Douglas Trust	PI	R	O	2010-03-15	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	24 000	16.7000USD	1 900 902
			O	2010-03-26	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 640	16.0000USD	1 916 542
			O	2010-03-29	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 360	16.3800USD	1 926 902
			O	2010-03-30	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	27 600	16.3900USD	1 954 502
			O	2010-03-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	66 400	16.7200USD	2 020 902
			O	2010-04-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	38 800	16.5100USD	2 059 702
			O	2010-04-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	77 200	17.2100USD	2 136 902
			O	2010-04-06	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	40 000	17.7600USD	2 176 902
<i>Options</i>									
Beaulieu, John Arthur	4		O	2010-04-01	D	51 - Exercice d'options	(5 712)		17 855
<b>Williams Creek Explorations Limited</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Balazsi, Anthony Gordon	3		O	2010-03-24	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	10 000 000	0.0500	10 000 000
Black, Hans	4, 3		O	2010-03-24	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	5 000 000	0.0500	5 000 000
Janet Black	PI		O	2010-03-24	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	5 000 000	0.0500	5 000 000
Laverdure, Robert Raymond	3		O	2010-03-24	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	10 000 000	0.0500	10 000 000
Sonnenreich, Michael	4, 5, 3		O	2010-03-24	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	10 000 000	0.0500	10 000 000
Wyant, James Andrew	4, 3		O	2010-03-24	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	10 000 000	0.0500	10 000 000
<b>Yieldplus Income Fund</b>									
<i>Parts de fiducie</i>									
Yieldplus Income Fund	1		O	2010-03-19	D	38 - Rachat ou annulation	700	6.4500	36 269 598
			O	2010-03-29	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	6.3900	36 279 931
			O	2010-03-30	D	38 - Rachat ou annulation	700	6.4000	36 280 631
			O	2010-03-31	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	6.3700	36 282 131
			O	2010-03-19	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	6.4400	36 274 598
			O	2010-03-31	D	38 - Rachat ou annulation	22 500	6.4000	36 304 631



Émetteur	Relation	Retard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2010-03-19	D	38 - Rachat ou annulation	3 333	6.2200	36 277 931
<b>ZARGON ENERGY TRUST</b>									
<i>Parts de fiducie</i>									
Hansen, Craig Henry	4, 5		O	2010-03-29	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(73 732)		12 661
			O	2010-03-29	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(10 400)		2 261
CH Hansen RRSP	PI		O	2010-03-29	I	90 - Changements relatifs à la propriété	73 732		419 372
LL Hansen (spouse)	PI		O	2010-03-29	I	90 - Changements relatifs à la propriété	10 400		123 000
<b>ZCL Composites Inc.</b>									
<i>Actions ordinaires</i>									
ZCL Composites Inc.	7		O	2010-01-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2010-01-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M'	2010-01-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M''	2010-01-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 427 576

**ANNEXE 3 LISTE DES OPÉRATIONS D'INITIÉS DÉCLARÉES HORS DÉLAI (FORMAT ÉLECTRONIQUE - SEDI)**

Vous trouverez, sous la présente annexe, une liste des opérations d'initiés déclarées hors délai dans le Système électronique de déclaration des initiés (SEDI). Il s'agit de la liste des initiés qui n'ont pas déclaré leur emprise ou une modification à leur emprise à l'intérieur des délais prescrits par la Loi. Cette liste est publiée chaque semaine, mais les opérations déclarées hors délai n'y apparaissent qu'une seule fois.

Le détail des opérations déposées en retard est publié à l'Annexe B1 (Déclarations d'initiés SEDI). Ces opérations sont codifiées « R ».

L'information publiée dans cette annexe est tirée du rapport hebdomadaire produit par le Système électronique de déclaration des initiés (SEDI).

Les initiés ou leurs agents autorisés sont responsables des informations entrées dans le système et, par conséquent, de celles contenues dans le présent rapport. L'information entrée directement dans SEDI prévaut toutefois sur celle présentée ci-dessous. Certaines informations entrées par les initiés ou leurs agents, qui ne sont pas automatiquement traduites par le système, peuvent être publiées en français ou en anglais.

Le personnel rappelle aux initiés qu'ils doivent, en vertu de la Loi sur les valeurs mobilières (LVM), déclarer leur emprise ou une modification à leur emprise sur les titres d'un émetteur assujetti au Québec de façon exacte et claire et ce, dans un délai de dix jours, sauf dans certains cas précis.

L'initié qui ne déclare pas, dans les délais requis, toute modification à son emprise sur les titres de l'émetteur à l'égard duquel il est initié peut être tenu au paiement d'une sanction administrative pécuniaire ou être passible d'une amende à la suite d'une poursuite pénale.

La sanction administrative pécuniaire est prévue à l'article 274.1 LVM et à l'article 271.14 du Règlement sur les valeurs mobilières (RVM). Cette sanction administrative pécuniaire est imposée aux initiés des émetteurs assujettis pour lesquels le Québec agit à titre d'autorité principale. Afin de bien les identifier, les opérations de ces initiés apparaissent en caractère gras dans la présente Annexe. Cette sanction administrative pécuniaire est de 100 \$ par omission de déclarer pour chaque jour au cours duquel il est en défaut, jusqu'à concurrence d'une somme maximale de 5 000 \$.

L'infraction pouvant faire l'objet d'une poursuite pénale est prévue à l'article 202 LVM, avec référence à l'article 97 LVM et à l'article 174 RVM. Une telle infraction rend l'initié passible d'une amende de 1 000 \$ à 20 000 \$ dans le cas d'une personne physique et d'une amende de 1 000 \$ à 50 000 \$ dans les autres cas. Pour informations, veuillez communiquer avec l'Autorité des marchés financiers.

## Opérations d'initiés déclarées hors délai

Initié	Émetteur	Date de l'opération	Date de réception	Autorité principale
<b>Aasen, Gregory D.</b>	Sierra Wireless, Inc.	2010-02-16	2010-04-01	BC
<b>Adams, Brian Frank</b>	Apella Resources Inc.	2010-03-26	2010-04-07	BC
<b>Ardelan, Michael James</b>	Sierra Wireless, Inc.	2010-02-16	2010-04-01	BC
<b>Baichtal, James Rz</b>	Sierra Wireless, Inc.	2010-02-16	2010-04-01	BC
<b>Bellantuoni, Anthony J.</b>	GSI Group Inc.	2009-03-14	2010-04-02	NB
	GSI Group Inc.	2009-03-26	2010-04-02	NB
<b>Benedetti, Alain</b>	<b>Les Industries Dorel Inc.</b>	<b>2010-03-01</b>	<b>2010-04-03</b>	<b>QC</b>
<b>Berman, Andrew Jay</b>	Sierra Wireless, Inc.	2010-02-16	2010-04-01	BC
<b>Besse, Ronald D.</b>	Rogers Communications Inc.	2010-03-22	2010-04-06	ON
<b>Bull, Peter Morris</b>	Tree Island Wire Income Fund	2010-03-18	2010-04-05	BC
<b>Burrington, Steven L.</b>	Sierra Wireless, Inc.	2010-02-16	2010-04-01	BC
<b>Butchofsky, Robert</b>	QLT Inc.	2008-07-23	2010-04-07	BC
<b>Cataford, Paul G.</b>	Sierra Wireless, Inc.	2010-02-16	2010-04-01	BC
<b>Chang, Jocelyn Anita</b>	Sierra Wireless, Inc.	2010-02-16	2010-04-01	BC
<b>Cohenour, Jason W.</b>	Sierra Wireless, Inc.	2010-02-16	2010-04-01	BC
<b>Cooke, Bradford</b>	Endeavour Silver Corp.	2009-12-23	2010-04-06	BC
<b>Cross, Lindsay</b>	Canadian Oil Recovery & Remediation Enterprises Ltd.	2010-03-23	2010-04-06	ON
<b>Davis, Scott Gerald</b>	Sierra Wireless, Inc.	2010-02-16	2010-04-01	BC
<b>de Witte, Erik</b>	La Banque Toronto-Dominion	2010-03-23	2010-04-08	ON

## Opérations d'initiés déclarées hors délai

Initié	Émetteur	Date de l'opération	Date de réception	Autorité principale
<b>DeCristofaro, Anthony</b>	TransGaming Inc.	2010-03-11	2010-04-06	ON
<b>Dehmer, Manfred</b>	Sierra Wireless, Inc.	2010-02-16	2010-04-01	BC
<b>Dodson, Bill Gary</b>	Sierra Wireless, Inc.	2010-02-16	2010-04-01	BC
<b>Doolan, Michael Frederick</b>	Route1 Inc.	2010-03-24	2010-04-04	ON
<b>Douglas, Kevin</b>	Westport Innovations Inc.	2010-03-15	2010-04-06	BC
	Westport Innovations Inc.	2010-03-15	2010-04-06	BC
	Westport Innovations Inc.	2010-03-15	2010-04-06	BC
	Westport Innovations Inc.	2010-03-15	2010-04-06	BC
<b>Dunn, Ronald Joseph</b>	ShawCor Ltee	2010-03-22	2010-04-05	ON
	ShawCor Ltee	2010-03-22	2010-04-05	ON
<b>Evans, Aeron Thomsley</b>	Canaccord Financial Inc.	2010-03-24	2010-04-05	BC
<b>Evans, Eric</b>	Patheon Inc.	2010-03-17	2010-04-02	ON
<b>Fathallah, Doaa</b>	Patheon Inc.	2010-03-17	2010-04-03	ON
<b>Fernandez-Baca, Alvaro</b>	Gitennes Exploration Inc.	2000-11-10	2010-04-07	BC
	Gitennes Exploration Inc.	2002-10-02	2010-04-07	BC
	Gitennes Exploration Inc.	2003-05-04	2010-04-07	BC
<b>Frazer, Diane Suzan</b>	Erdene Resource Development Corporation	2004-04-06	2010-04-07	ON
	Erdene Resource Development Corporation	2008-03-17	2010-04-07	ON
	Erdene Resource Development Corporation	2009-06-25	2010-04-07	ON
<b>Glass, Geoffrey M.</b>	Patheon Inc.	2010-03-17	2010-04-04	ON
<b>Goodisman, Adrian Howard</b>	Alberta Oilsands Inc.	2009-12-03	2010-04-05	AB
	Alberta Oilsands Inc.	2009-12-04	2010-04-05	AB
	Alberta Oilsands Inc.	2009-12-07	2010-04-05	AB
	Alberta Oilsands Inc.	2010-01-04	2010-04-05	AB
<b>Guillemette, Philippe Frederic Joel Rene</b>	Sierra Wireless, Inc.	2010-02-26	2010-04-01	BC

## Opérations d'initiés déclarées hors délai

Initié	Émetteur	Date de l'opération	Date de réception	Autorité principale
<b>Horton, Warren</b>	Patheon Inc.	2010-03-17	2010-04-05	ON
<b>Hoyt, Riley Steven</b>	Sierra Wireless, Inc.	2010-02-16	2010-04-01	BC
<b>Johnson, Donald Kenneth</b>	easyhome Ltd.	2010-03-24	2010-04-06	AB
	easyhome Ltd.	2010-03-24	2010-04-06	AB
<b>Jones, Evan</b>	Sierra Wireless, Inc.	2010-02-16	2010-04-01	BC
<b>Kielsznia, Jean-Philippe Christian</b>	Sierra Wireless, Inc.	2010-02-16	2010-04-01	BC
<b>Kirkpatrick, James</b>	Sierra Wireless, Inc.	2010-02-16	2010-04-01	BC
<b>Krause, Jason Lawrence</b>	Sierra Wireless, Inc.	2010-02-16	2010-04-01	BC
<b>Lahey, James L.</b>	Sierra Wireless, Inc.	2010-02-16	2010-04-01	BC
<b>Levine, Charles E.</b>	Sierra Wireless, Inc.	2010-02-16	2010-04-01	BC
<b>Lock, Brian</b>	Ressources Canaco ltée	2010-03-25	2010-04-08	BC
<b>MALKHASSIAN, Adam</b>	<b>Groupe SNC-Lavalin Inc.</b>	<b>2010-03-08</b>	<b>2010-04-07</b>	<b>QC</b>
	<b>Groupe SNC-Lavalin Inc.</b>	<b>2010-03-11</b>	<b>2010-04-07</b>	<b>QC</b>
	<b>Groupe SNC-Lavalin Inc.</b>	<b>2010-03-11</b>	<b>2010-04-07</b>	<b>QC</b>
	<b>Groupe SNC-Lavalin Inc.</b>	<b>2010-03-11</b>	<b>2010-04-07</b>	<b>QC</b>
<b>Mancuso, Antonella</b>	Patheon Inc.	2010-03-17	2010-04-06	ON
<b>MARCHILDON, Christine</b>	La Banque Toronto-Dominion	2010-03-17	2010-04-07	ON
	La Banque Toronto-Dominion	2010-03-17	2010-04-07	ON
	La Banque Toronto-Dominion	2010-03-17	2010-04-07	ON
	La Banque Toronto-Dominion	2010-03-17	2010-04-07	ON
	La Banque Toronto-Dominion	2010-03-17	2010-04-07	ON
	La Banque Toronto-Dominion	2010-03-17	2010-04-07	ON
<b>McLennan, David Gordon</b>	Sierra Wireless, Inc.	2010-02-16	2010-04-01	BC
<b>Melone, Martin</b>	Canwel Holdings Corporation	2010-03-26	2010-04-07	BC

## Opérations d'initiés déclarées hors délai

Initié	Émetteur	Date de l'opération	Date de réception	Autorité principale
<b>Minchom, Colin</b>	Patheon Inc.	2010-03-17	2010-04-05	ON
<b>Muzzo, Alexander Gerald</b>	Genesis Worldwide Inc.	2010-03-22	2010-04-06	ON
<b>MUZZO, MARC ANTHONY</b>	Genesis Worldwide Inc.	2010-03-22	2010-04-06	ON
<b>O'Brien, Michael Darren</b>	Sierra Wireless, Inc.	2010-02-16	2010-04-01	BC
<b>O'Leary, Terence Kevin</b>	<b>Fonds de croissance et de revenu BRIC-Plus O'Leary</b>	<b>2010-03-19</b>	<b>2010-04-08</b>	<b>QC</b>
	<b>Fonds de croissance et de revenu BRIC-Plus O'Leary</b>	<b>2010-03-19</b>	<b>2010-04-08</b>	<b>QC</b>
<b>Olmsted, Paul Burton</b>	IAMGOLD Corporation	2010-02-25	2010-04-04	ON
<b>Pak, Jin Ho</b>	Sierra Wireless, Inc.	2010-02-16	2010-04-01	BC
<b>Payne, Frederick Bruce</b>	Calfrac Well Services Ltd.	2009-05-01	2010-04-06	AB
<b>Pereira, John Paul</b>	DundeeWealth Inc. (formerly Dundee Wealth Management Inc.)	2009-07-02	2010-04-08	ON
<b>Pirraglia, Robert A.</b>	Ivanhoe Energy Inc.	2010-03-19	2010-04-01	BC
	Ivanhoe Energy Inc.	2010-03-19	2010-04-01	BC
	Ivanhoe Energy Inc.	2010-03-19	2010-04-01	BC
<b>Piver, Pierre</b>	Sierra Wireless, Inc.	2010-02-26	2010-04-01	BC
<b>Power, Stephen Frederick</b>	La Banque de Nouvelle - Ecosse	2010-03-24	2010-04-07	ON
<b>Rowe, S. Jane</b>	Sierra Wireless, Inc.	2010-02-16	2010-04-01	BC
<b>Schieler, August Daniel</b>	Sierra Wireless, Inc.	2010-02-16	2010-04-01	BC
<b>Schmid, Justin Otto</b>	Sierra Wireless, Inc.	2010-02-16	2010-04-01	BC
<b>Scholaert, Hugues Sebastien Bernard</b>	Aastra Technologies Limited	2010-03-08	2010-04-07	ON
<b>Shyu, Archie Rueen</b>	Sierra Wireless, Inc.	2010-02-16	2010-04-01	BC
<b>Speakman, Gregory Joseph</b>	Sierra Wireless, Inc.	2010-02-16	2010-04-01	BC

## Opérations d'initiés déclarées hors délai

Initié	Émetteur	Date de l'opération	Date de réception	Autorité principale
<b>Stockmans, Richard</b>	Patheon Inc.	2010-03-17	2010-04-03	ON
<b>Sutcliffe, David B.</b>	Sierra Wireless, Inc.	2010-02-16	2010-04-01	BC
<b>Teyssier, Pierre Jean Benoit</b>	Sierra Wireless, Inc.	2010-02-16	2010-04-01	BC
<b>Thexton, Kent Paul</b>	Sierra Wireless, Inc.	2010-02-16	2010-04-01	BC
<b>trnkus, brian jonathan</b>	IAMGOLD Corporation	2010-02-22	2010-04-04	ON
<b>Walckenaer, Emmanuel</b>	Sierra Wireless, Inc.	2010-02-26	2010-04-01	BC
<b>Watson, Patricia Eileen</b>	Sierra Wireless, Inc.	2010-02-16	2010-04-01	BC
<b>Webb, Stephen</b>	GSI Group Inc.	2009-03-10	2010-04-02	NB
	GSI Group Inc.	2009-03-14	2010-04-02	NB
	GSI Group Inc.	2009-03-26	2010-04-02	NB
	GSI Group Inc.	2010-03-14	2010-04-02	NB
<b>Wengle, Nicole</b>	Softchoice Corporation	2010-03-02	2010-04-07	ON
<b>Wheeler, Wesley Potter</b>	Patheon Inc.	2010-03-17	2010-04-03	ON
<b>Whitehead, Paul Charles, Jr.</b>	La Banque Toronto-Dominion	2010-03-23	2010-04-05	ON
<b>Wilson, Dean</b>	Patheon Inc.	2010-03-17	2010-04-05	ON
<b>Winters, Richard</b>	Sierra Wireless, Inc.	2010-02-16	2010-04-01	BC

## ANNEXE 4 - LISTE DES SOCIÉTÉS ADMISSIBLES AU RÉGIME D'ÉPARGNE-ACTIONS II

Dénomination	Mode de placement	Date du placement ou de la décision anticipée	Titres	Date maximale d'admissibilité
AAER inc.	Prospectus	2009-05-14	Actions ordinaires des unités A	2012-12-31
AEterna Zentaris Inc.	Actions inscrites	2009-08-05	Actions ordinaires	2012-12-31
Art Recherches et Technologies Avancées inc.	Actions inscrites	2007-05-07	Actions ordinaires	2010-12-31
Arura Pharma Inc.	Actions inscrites	2007-09-14	Actions ordinaires	2010-12-31
BV! Media Inc.	Actions inscrites	2009-07-27	Actions ordinaires	2012-12-31
Corporation Datacom Wireless	Prospectus	2007-05-30	Actions ordinaires	2010-12-31
Corporation Groupe Mercator Transport	Actions inscrites	2008-05-05	Actions ordinaires	2011-12-31
Corporation Pourvoyeurs Mondiaux Safari Nordik	Prospectus	2007-07-17	Actions ordinaires	2010-12-31
Corporation Technologies Wanted	Actions inscrites	2009-07-22	Actions ordinaires	2012-12-31
DEQ Systèmes Corp.	Actions inscrites	2010-03-26	Actions ordinaires	2013-12-31
Groupe ADF Inc.	Prospectus	2007-06-13	Actions à droit de vote subalterne	2010-12-31
Groupe Bikini Village inc.	Actions inscrites	2009-08-18	Actions ordinaires	2012-12-31
Groupe Biotanika Santé Inc.	Prospectus	2009-05-15	Actions ordinaires	2012-12-31
Groupe CVTech inc	Placement privé	2009-06-16	Actions ordinaires	2012-12-31
Groupe d'Alimentation MTY Inc.	Actions inscrites	2009-11-12	Actions ordinaires	2012-12-31
Groupe GDG Environnement Itée	Actions inscrites	2009-07-24	Actions ordinaires	2012-12-31
Groupe iWeb inc.	Prospectus	2007-11-21	Actions ordinaires	2010-12-31
Groupe Opmedic Inc.	Actions inscrites	2009-07-20	Actions ordinaires	2012-12-31
H <sub>2</sub> O Innovation inc.	Placement privé	2009-06-16	Actions ordinaires	2012-12-31



Dénomination	Mode de placement	Date du placement ou de la décision anticipée	Titres	Date maximale d'admissibilité
Imaflex Inc.	Placement privé	2008-12-15	Actions ordinaires	2011-12-31
Intema Solutions Inc.	Actions inscrites	2009-10-22	Actions ordinaires	2012-12-31
Junex inc.	Placement privé	2008-06-09	Actions ordinaires	2011-12-31
Kangourou Média Inc.	Placement privé	2007-06-19	Actions ordinaires	2010-12-31
Labopharm inc.	Actions inscrites	2009-08-05	Actions ordinaires	2012-12-31
Laboratoires Paladin	Actions inscrites	2009-09-03	Actions ordinaires	2012-12-31
Neptune Technologies & Bioressources Inc.	Actions inscrites	2010-03-01	Actions ordinaires	2013-12-31
Noveko International inc.	Actions inscrites	2009-10-20	Actions ordinaires	2012-12-31
Novik inc.	Actions inscrites	2010-01-14	Actions ordinaires	2013-12-31
Nstein Technologies Inc.	Actions inscrites	2009-07-27	Actions ordinaires	2012-12-31
Opsens Inc.	Actions inscrites	2009-12-22	Actions ordinaires	2012-12-31
Pétrolia Inc.	Actions inscrites	2009-10-29	Actions ordinaires	2012-12-31
Pixman Média Nomade inc.	Placement privé	2008-11-13	Actions ordinaires	2011-12-31
Prestige Telecom inc.	Placement privé	2007-09-26	Actions ordinaires	2010-12-31
Prosep Inc.	Actions inscrites	2010-04-06	Actions ordinaires	2013-12-31
Roctest Ltée	Actions inscrites	2009-07-20	Actions ordinaires	2012-12-31
Sofame Technologies Inc.	Placement privé	2009-03-24	Actions ordinaires	2012-12-31
Technologies 20-20 Inc.	Actions inscrites	2009-12-11	Actions ordinaires	2012-12-31
Technologies D-Box inc.	Placement privé	2009-07-02	Actions ordinaires	2012-12-31
TECSYS Inc.	Actions inscrites	2007-02-13	Actions ordinaires	2010-12-31
Theratechnologies inc.	Actions inscrites	2009-07-22	Actions ordinaires	2012-12-31
TSO <sub>3</sub> inc.	Actions inscrites	2009-08-14	Actions ordinaires	2012-12-31
Victhom Bionique Humaine inc.	Prospectus	2007-03-08	Actions ordinaires	2010-12-31
Warnex Inc.	Actions inscrites	2009-07-20	Actions ordinaires	2012-12-31

# 7.

## Bourses, chambres de compensation, organismes d'autorégulation et autres entités réglementées

---

- 7.1 Avis et communiqués
  - 7.2 Réglementation de l'Autorité
  - 7.3 Réglementation des bourses, des chambres de compensation, des OAR et d'autres entités réglementées
  - 7.4 Autres consultations
  - 7.5 Autres décisions
-

## 7.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

## 7.2. RÉGLEMENTATION DE L'AUTORITÉ

### 7.2.1. Consultation

Aucune information.

### 7.2.2. Publication

#### Règlements concordants au Règlement 23-102 sur l'emploi des courtages

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») publie les textes révisés, en versions anglaise et française, des règlements suivants :

- *Règlement modifiant le Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus;*
- *Règlement modifiant le Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif.*

Au Québec, les règlements seront pris en vertu de l'article 331.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières* et seront approuvés, avec ou sans modification, par le ministre des Finances. Les règlements entreront en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'ils indiquent.

#### Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Serge Boisvert  
Analyste en réglementation  
Autorité des marchés financiers  
Téléphone : 514-395-0337, poste 4358  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337  
Courriel : [Serge.Boisvert@lautorite.qc.ca](mailto:Serge.Boisvert@lautorite.qc.ca)

Jacques Doyon  
Analyste en fonds d'investissement  
Autorité des marchés financiers  
Téléphone : 514-395-0337, poste 4474  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337  
Courriel : [Jacques.Doyon@lautorite.qc.ca](mailto:Jacques.Doyon@lautorite.qc.ca)

**Le 9 avril 2010**

## Règlements concordants au Règlement 23-102 sur l'emploi des courtages

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») publie les textes révisés, en versions anglaise et française, des règlements suivants :

- *Règlement modifiant le Règlement sur les instruments dérivés.*

Au Québec, les règlements seront pris en vertu de l'article 331.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières* et seront approuvés, avec ou sans modification, par le ministre des Finances. Les règlements entreront en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'ils indiquent.

### Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Serge Boisvert  
Analyste en réglementation  
Autorité des marchés financiers  
Téléphone : 514-395-0337, poste 4358  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337  
Courriel : [Serge.Boisvert@lautorite.qc.ca](mailto:Serge.Boisvert@lautorite.qc.ca)

Suzanne Mercure  
Avocate  
Autorité des marchés financiers  
514-395-0337, poste 2544  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337  
Courriel : [suzanne.mercure@lautorite.qc.ca](mailto:suzanne.mercure@lautorite.qc.ca)

**Le 9 avril 2010**

## Avis de publication

### ***Règlement modifiant le Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif***

### ***Règlement modifiant le Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus***

#### **I. Introduction**

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les « ACVM » ou « nous ») ont modifié les textes suivants relatifs au régime de prospectus des fonds d'investissement (les « annexes ») :

*a) le Formulaire 81-101F2, Contenu d'une notice annuelle, du Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif;*

*b) l'Annexe 41-101A2, Information à fournir dans le prospectus du fonds d'investissement, du Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus;*

(collectivement, les « modifications »).

Les modifications sont corrélatives au *Règlement 23-102 sur l'emploi des courtages* (le « Règlement 23-102 »), qui entrera en vigueur le 30 juin 2010.

Le texte définitif des modifications est publié avec le présent avis et peut être consulté sur le site Web de divers membres des ACVM.

En Ontario, les modifications et les autres documents requis ont été remis au ministre des Finances le 2 avril 2010. Le ministre peut approuver ou rejeter les modifications, ou encore les retourner pour réexamen. S'il les approuve ou ne prend aucune autre mesure, elles entreront en vigueur le 30 juin 2010.

#### **II. Contexte**

Le 9 octobre 2009, les ACVM ont publié les modifications pour une période de consultation de 90 jours. Elles n'ont reçu aucun commentaire.

#### **III. Objet des modifications**

Les modifications ont pour objet d'assurer la concordance entre les obligations d'information incombant aux conseillers en vertu du Règlement 23-102 relativement aux courtages et les obligations d'information similaires qui sont faites aux fonds d'investissement en vertu des annexes.

L'information à communiquer vise à procurer aux investisseurs des fonds d'investissement de l'information qualitative pertinente sur l'obtention de biens et de services autres que l'exécution d'ordres relativement à des courtages payés sur les opérations de portefeuille des fonds.

Le texte définitif des modifications comporte des changements mineurs. Nous avons supprimé le sous-paragraphe *a* du paragraphe 2 de la rubrique 10.4 du projet de modification du Formulaire 81-101F2 ainsi que le sous-paragraphe *i* du paragraphe *b* de la rubrique 19.2.1 du projet de modification de l'Annexe 41-101A2. L'information qu'ils devaient exiger était la même que l'information à fournir conformément aux projets de paragraphe 1 de la rubrique 10.4 du Formulaire 81-101F2 et de paragraphe *a* de la rubrique 19.2.1 de l'Annexe 41-101A1. Le texte définitif des modifications demeure par ailleurs identique à celui de la publication pour consultation.

#### **IV. Questions**

Pour toute question, prière de s'adresser à l'une des personnes suivantes :

Serge Boisvert  
Analyste en réglementation  
Autorité des marchés financiers  
Téléphone : 514-395-0337, poste 4358  
Courriel : Serge.Boisvert@lautorite.qc.ca

Jacques Doyon  
Analyste en fonds d'investissement  
Autorité des marchés financiers  
Téléphone : 514-395-0337, poste 4474  
Courriel : Jacques.Doyon@lautorite.qc.ca

Susan Thomas  
Legal Counsel, Investment Funds  
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario  
Téléphone : 416-593-8076  
Courriel : sthomas@osc.gov.on.ca

Chantal Mainville  
Senior Legal Counsel, Investment Funds  
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario  
Téléphone : 416-593-8168  
Courriel : cmainville@osc.gov.on.ca

Vera Nunes  
Assistant Manager, Investment funds  
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario  
Téléphone : 416-593-2311  
Courriel : vnunes@osc.gov.on.ca

Meg Tassie  
Senior Advisor  
British Columbia Securities Commission  
Téléphone : 604-899-6819  
Courriel : MTassie@bcsc.bc.ca

Ian Kerr  
Senior Legal Counsel  
Alberta Securities Commission  
Téléphone : 403-297-4225  
Courriel : ian.kerr@asc.ca

Dean Murrison  
Deputy Director, Legal & Registration  
Saskatchewan Financial Services Commission  
Téléphone : 306-787-5879  
Courriel : dean.murrison@gov.sk.ca

Bob Bouchard  
Director and Chief Administration Officer  
Commission des valeurs mobilières du Manitoba  
Téléphone : 204-945-2555  
Courriel : Bob.Bouchard@gov.mb.ca

Jason Alcorn  
Conseiller juridique  
Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick  
Téléphone : 506-643-7857  
Courriel : jason.alcorn@nbsc-cvmnb.ca

Shirley Lee  
Director, Policy and Market Regulation  
Nova Scotia Securities Commission  
Téléphone : 902-424-5441  
Courriel : leesp@gov.ns.ca



## RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 41-101 SUR LES OBLIGATIONS GÉNÉRALES RELATIVES AU PROSPECTUS\*

Loi sur les valeurs mobilières

(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 6°, 8°, 16°, 17°, 20° et 34°)

**1.** L'article 1.1 du Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus est modifié :

1° par le remplacement, dans la définition de « option de surallocation », des mots « preneurs fermes » par le mot « placeurs »;

2° par la suppression, dans la phrase introductive de la définition de « période intermédiaire » et après le mot « sens », du mot « de »;

3° par l'insertion, à la fin de la définition de « prospectus ordinaire », de « ou à l'Annexe 41-101A2 »;

4° par la suppression, dans la définition de « territoire étranger visé » et après le mot « acceptables », des mots « sur les principes comptables, normes de vérification et monnaies de présentation acceptables ».

**2.** L'article 1.3 de ce règlement est modifié par le remplacement de « Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières, ont été spécifiquement attribuées approuvé par l'arrêté ministériel n° 2005-15 du 2 août 2005 » par « Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières approuvé par l'arrêté ministériel n° 2005-15 du 2 août 2005, ont été spécifiquement attribuées ».

**3.** L'article 9.2 de ce règlement est modifié, dans le paragraphe *a* :

1° par le remplacement du sous-paragraphe *iii* par le suivant :

« *iii*) un exemplaire de tout contrat important qui doit être déposé en vertu de l'article 9.3 et qui ne l'a pas été en vertu du sous-paragraphe *iii* du paragraphe *a* de l'article 9.1; »;

2° par le remplacement, dans la disposition A du sous-paragraphe *xi*, de « (5<sup>e</sup> supp.) » par « (5<sup>e</sup> supp.) ».

**4.** L'article 10.1 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans le sous-paragraphe *e* du paragraphe 1, du mot « extraites » par le mot « extraits ».

**5.** L'article 11.2 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans le paragraphe *a*, des mots « preneurs fermes » par le mot « placeurs ».

**6.** L'article 14.1 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 1, du mot « fond » par le mot « fonds ».

**7.** L'article 15.1 de ce règlement est modifié par le remplacement de « bourse » par « bourses ».

**8.** L'article 16.1 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans le paragraphe *b*, du mot « tient » par le mot « tenir ».

\* Les seules modifications au Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus, approuvé par l'arrêté ministériel n° 2008-05 du 4 mars 2008 (2008, *G.O.* 2, 1081), ont été apportées par le règlement modifiant ce règlement approuvé par l'arrêté ministériel n° 2008-13 du 22 août 2008 (2008, *G.O.* 2, 5010).

**9.** L'Appendice 1 de l'Annexe A de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement, dans le premier alinéa, de « Règlement 44-101 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus simplifié sur le placement de titres au moyen d'un prospectus simplifié » par « Règlement 44-101 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus simplifié »;

2° dans la partie intitulée « DÉFINITIONS » :

a) par l'insertion, après l'intitulé, de la définition suivante :

« « autorité en valeurs mobilières » s'entend d'un organisme créé par une loi, dans un territoire ou un territoire étranger, en vue de l'administration de la loi, des règlements et des instructions en matière de valeurs mobilières (par exemple, une commission de valeurs mobilières), mais ne comprend pas une bourse ni un autre organisme d'autoréglementation ou ordre professionnel. »;

b) par le remplacement, dans la définition de « infraction », de « « *infraction* » » par « « infraction » »;

c) par la suppression, après la définition de « organisme d'autoréglementation ou ordre professionnel », de la définition de « autorité en valeurs mobilières »;

3° par le remplacement, dans la rangée *ii* du tableau B de la rubrique 2, de « question 2B » par « question 2B *i* ».

**10.** L'Annexe B de ce règlement est modifiée par le remplacement, dans la partie intitulée « MANDATAIRE », de « Signature de l'émetteur » par « Signature du mandataire ».

**11.** L'Annexe 41-101A1 de ce règlement est modifiée :

1° par la suppression, dans la rubrique 1.8, du mot « provisoire »;

2° par l'insertion, dans les instructions de la rubrique 1.11 et après le mot « préciser », de « , dans une note accompagnant le tableau, »;

3° par le remplacement, dans le paragraphe 3 de la rubrique 7.1, des mots « la société » par les mots « l'émetteur » et des mots « si elle » par les mots « s'il »;

4° dans la rubrique 8.2 :

a) par le remplacement, à la fin du sous-paragraphe *b* du paragraphe 1, de « ; » par « . »;

b) par l'insertion, à la fin du paragraphe 2, des mots « de l'émetteur inclus dans le prospectus en vertu de la rubrique 32 »;

5° dans le paragraphe 1 de la rubrique 8.8 :

a) par la suppression, dans la phrase introductive, du mot « assujetti »;

b) par le remplacement, dans le sous-paragraphe *b*, des mots « l'émetteur assujetti dans le bénéfice; » par les mots « l'émetteur dans le bénéfice. »;

6° dans le paragraphe 6 des instructions de la rubrique 9.1 :

*a)* par le remplacement, dans la phrase introductive, des mots « couverture par le bénéfice » par les mots « couverture par les bénéfices »;

*b)* par la suppression, dans la mention introduite, des mots « des dividendes et »;

7° par le remplacement, dans le sous-paragraphe *e* du paragraphe 1 de la rubrique 15.1, des mots « aux paragraphes » par les mots « au sous-paragraphe »;

8° dans la rubrique 22.1 :

*a)* par l'ajout, à la fin de la disposition *i* du sous-paragraphe *d* du paragraphe 1, de « ; »;

*b)* dans le paragraphe 4 :

*i)* par le remplacement, dans le sous-paragraphe *a*, de « , chef de la direction ou chef des finances » par les mots « ou membre de la haute direction » et des mots « ou bien un séquestre » par les mots « ou à l'égard de laquelle un séquestre »;

*ii)* par la suppression, dans le sous-paragraphe *b*, du mot « si »;

9° par le remplacement, dans les instructions de la rubrique 23.1, des mots « à la connaissance l'émetteur » par les mots « à la connaissance de l'émetteur »;

10° par le remplacement, dans le sous-paragraphe *ii* du paragraphe *d* de la rubrique 32.4, des mots « l'émetteur inclut les états financiers d'une période comptable » par les mots « l'émetteur inclut les états financiers vérifiés d'une période comptable »;

11° par la suppression, dans le sous-paragraphe *e* du paragraphe 2 de la rubrique 35.3, des mots « annuels vérifiés »;

12° dans la rubrique 35.4 :

*a)* par le remplacement de l'intitulé par le suivant :

**« Consolidation des résultats dans les états financiers de l'émetteur »;**

*b)* par le remplacement des mots « l'entreprise acquise » par les mots « une entreprise acquise »;

13° dans la rubrique 35.5 :

*a)* par le remplacement, dans le sous-paragraphe *b* du paragraphe 1, du mot « et » par le mot « ou »;

*b)* par l'insertion, dans le sous-paragraphe *b* du paragraphe 2 et après les mots « entreprises reliées », du mot « acquises »;

14° dans la rubrique 35.6 :

*a)* par le remplacement, dans le paragraphe 1, des mots « d'une ou de plusieurs entreprises reliées » par les mots « d'une entreprise ou d'entreprises reliées »;

*b)* dans le paragraphe 2 :

*i)* par le remplacement, dans la phrase introductive, des mots « d'une ou de plusieurs entreprises reliées » par les mots « d'une entreprise ou d'entreprises reliées »;

*ii)* par l'insertion, dans le sous-paragraphe *b* et après les mots « entreprises reliées », du mot « acquises »;

*c)* par le remplacement, dans le paragraphe 3, des mots « d'une ou de plusieurs entreprises reliées » par les mots « d'une entreprise ou d'entreprises reliées »;

15° par le remplacement, dans le paragraphe *b* de la rubrique 35.7, des mots « dont les » par les mots « pour lequel des ».

**12.** L'Annexe 41-101A2 de ce règlement est modifiée :

1° par le remplacement, dans la mention introduite par le paragraphe 3 de la rubrique 1.9, des mots « Se reporter à la rubrique **Facteurs de risque** » par « Se reporter à la rubrique « **Facteurs de risque** » »;

2° par le remplacement, dans la mention introduite par la rubrique 1.14, des mots « exécuter contre elle » par les mots « exécuter contre lui »;

3° par le remplacement, dans le sous-paragraphe *g* du paragraphe 1 de la rubrique 3.3, du mot « risques » par le mot « risque »;

4° dans le paragraphe 2 de la rubrique 3.5 :

*a)* par le remplacement, dans la phrase introductive, des mots « s'est engagé » par les mots « s'est engagé »;

*b)* par le remplacement, dans la mention, des mots « Mode de placement » par « « Mode de placement » »;

5° par le remplacement, dans le deuxième alinéa du paragraphe 3 de la rubrique 3.6, du mot « **bourse** » par le mot « **bourses** »;

6° par le remplacement, dans le paragraphe 3 de la rubrique 8.1, du mot « importantes » par le mot « importante »;

7° dans la rubrique 19.1 :

*a)* dans le paragraphe 4 :

*i)* par le remplacement, dans le sous-paragraphe *a*, des mots « ou si un séquestre » par les mots « ou à l'égard duquel un séquestre »;

*ii)* par le remplacement, dans le sous-paragraphe *b*, du mot « exercices » par le mot « années »;

*b)* par le remplacement, dans le paragraphe 1 des instructions, de « au paragraphe 2 » par « aux paragraphes 2 et 4 »;

8° par l'insertion, après la rubrique 19.2, de la suivante :

**« 19.2.1. Accords relatifs aux courtages**

Sous le titre « Accords relatifs aux courtages », fournir l'information suivante :

*a)* lorsque la réalisation d'une opération entraînant des courtages pour le fonds d'investissement a été ou pourrait être confiée à un courtier en échange de biens ou de services, autres que l'exécution d'ordres, fournis par le courtier ou un tiers, indiquer ce qui suit :

*i)* le processus de sélection des courtiers en vue de réaliser des opérations sur titres pour le fonds d'investissement, en indiquant les facteurs pris en considération à cette fin, en précisant notamment si l'obtention de biens ou de services en sus de l'exécution d'ordres est un facteur et si le processus peut différer dans le cas des courtiers qui sont des entités du même groupe, et en exposant les différences, le cas échéant;

*ii)* la nature des accords en vertu desquels des biens et services relatifs à l'exécution d'ordres ou des biens et services relatifs à la recherche peuvent être fournis;

*iii)* chaque type de bien ou de service, autre que l'exécution d'ordres, qui peut être fourni;

*iv)* la méthode par laquelle le conseiller en valeurs établit de bonne foi que le fonds d'investissement, au nom duquel il confie à un courtier la réalisation d'une opération entraînant des courtages en échange de biens et services relatifs à l'exécution d'ordres ou de biens et services relatifs à la recherche fournis par le courtier ou un tiers, reçoit un avantage raisonnable par rapport à l'utilisation qui est faite des biens ou des services et aux courtages payés;

*b)* lorsque la réalisation d'une opération entraînant des courtages pour le fonds d'investissement a été ou pourrait être confiée à un courtier en échange de biens ou de services, autres que l'exécution d'ordres, fournis par le courtier ou un tiers, depuis la date du dernier prospectus ou de la dernière notice annuelle du fonds d'investissement, selon celle qui est la plus récente, indiquer ce qui suit :

*i)* chaque type de bien ou de service, autre que l'exécution d'ordres, qui a été fourni au gestionnaire ou au conseiller en valeurs du fonds d'investissement;

*ii)* le nom de toute entité du même groupe qui a fourni des biens ou des services visés au sous-paragraphe *i*, en indiquant séparément chacune de ces entités et chaque type de bien ou de service qu'elle a fourni;

*c)* lorsque la réalisation d'une opération entraînant des courtages pour le fonds d'investissement a été ou pourrait être confiée à un courtier en échange de biens ou de services, autres que l'exécution d'ordres, fournis par le courtier ou un tiers, indiquer que le nom de tout autre courtier ou tiers ayant fourni un bien ou un service visé au sous-paragraphe *i* du paragraphe *b* qui n'a pas été communiqué en vertu du sous-paragraphe *ii* de ce paragraphe sera fourni sur demande en communiquant avec le fonds d'investissement ou la famille de fonds d'investissement par téléphone au [indiquer le numéro de téléphone] ou par courriel au [indiquer l'adresse électronique du fonds d'investissement ou de la famille de fonds d'investissement].

#### INSTRUCTIONS

*Les expressions employées dans la présente rubrique et définies par le Règlement 23-102 sur l'emploi des courtages approuvé par l'arrêté ministériel n° 2010-02 du 31 janvier 2010 (2010, G.O. 2, 766) s'entendent au sens de ce règlement. »;*

9° dans la rubrique 19.9 :

*a)* par le remplacement, dans le sous-paragraphe *c* du paragraphe 1, des mots « y compris les numéraire » par les mots « y compris les espèces »;

*b)* dans le sous-paragraphe *a* du paragraphe 4, par le remplacement des mots « cessation de ses fonctions, fait faillite » par les mots « cessation de ses fonctions, a

fait faillite » et par le remplacement des mots « ou bien un séquestre » par les mots « ou à l'égard de laquelle un séquestre »;

10° par l'insertion, à la fin du paragraphe *a* de la rubrique 21.1, des mots « ou aux distributions »;

11° dans la rubrique 27.1 :

*a)* par le remplacement, dans le sous-paragraphe *e* du paragraphe 1, des mots « de l'émetteur » par les mots « du fonds d'investissement »;

*b)* par le remplacement, dans le paragraphe 2 des instructions, des mots « Pour l'application » par les mots « Pour l'application du »;

12° dans le paragraphe 1 de la rubrique 28.1 :

*a)* par le remplacement, dans la phrase introductive, des mots « de l'émetteur » par les mots « du fonds d'investissement »;

*b)* par la suppression, dans le sous-paragraphe *c*, du mot « vendeur »;

*c)* par le remplacement, dans le sous-paragraphe *e*, des mots « aux paragraphes » par les mots « au sous-paragraphe »;

13° par l'insertion, dans le paragraphe 2 des instructions de la rubrique 31.1 et après « la contrepartie prévue, », de « les dispositions de résiliation, »;

14° par le remplacement, dans la mention introduite par la rubrique 36.2, des mots « toute modification de celui-ci dans » par les mots « toute modification de celui-ci ou dans » et par la suppression, dans cette mention, des mots « ou à l'acquéreur »;

15° par la suppression, dans la phrase introductive de la rubrique 37.1, de « 1) » et par le remplacement, dans cette phrase, du mot « bourse » par le mot « bourses »;

16° par le remplacement, dans la rubrique 37.2, du mot « bourse » par le mot « bourses ».

**13.** Le présent règlement entre en vigueur le 30 juin 2010.

## RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 81-101 SUR LE RÉGIME DE PROSPECTUS DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF\*

Loi sur les valeurs mobilières

(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 6°, 8°, 16°, 17°, 20° et 34°)

1. L'article 2.1 du Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif est modifié par le remplacement du paragraphe *e* par le suivant :

« *e*) il ne doit pas déposer de prospectus plus de 90 jours après la date du visa du prospectus provisoire qui se rapporte au prospectus. ».

2. Le Formulaire 81-101F2 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement, dans le paragraphe *c* de la rubrique 10.1, des mots « les dispositions de courtage » par les mots « la conclusion des accords relatifs aux courtages »;

2° par le remplacement de la rubrique 10.4 et des directives connexes par les suivantes :

### « 10.4. Accords relatifs aux courtages

1) Lorsque la réalisation d'une opération entraînant des courtages pour l'OPC a été ou pourrait être confiée à un courtier en échange de biens ou de services, autres que l'exécution d'ordres, fournis par le courtier ou un tiers, indiquer ce qui suit :

*a)* le processus de sélection des courtiers en vue de réaliser des opérations sur titres pour l'OPC, en indiquant les facteurs pris en considération à cette fin, en précisant notamment si l'obtention de biens ou de services en sus de l'exécution d'ordres est un facteur et si le processus peut différer dans le cas des courtiers qui sont des entités du même groupe, et en exposant les différences, le cas échéant;

*b)* la nature des accords en vertu desquels des biens et services relatifs à l'exécution d'ordres ou des biens et services relatifs à la recherche peuvent être fournis;

*c)* chaque type de bien ou de service, autre que l'exécution d'ordres, qui peut être fourni;

*d)* la méthode par laquelle le conseiller en valeurs établit de bonne foi que l'OPC, au nom duquel il confie à un courtier la réalisation d'une opération entraînant des courtages en échange de biens et services relatifs à l'exécution d'ordres ou de biens et services relatifs à la recherche fournis par le courtier ou un tiers, reçoit un avantage raisonnable par rapport à l'utilisation qui est faite des biens ou des services et aux courtages payés.

2) Lorsque la réalisation d'une opération entraînant des courtages pour l'OPC a été ou pourrait être confiée à un courtier en échange de biens ou de services, autres que l'exécution d'ordres, fournis par le courtier ou un tiers, depuis la date de la dernière notice annuelle, indiquer ce qui suit :

*a)* chaque type de bien ou de service, autre que l'exécution d'ordres, qui a été fourni au gestionnaire ou au conseiller en valeurs de l'OPC;

*b)* le nom de toute entité du même groupe qui a fourni des biens ou des services visés au sous-paragraphe *a*, en indiquant séparément chacune de ces entités et chaque type de bien ou de service qu'elle a fourni.

\* Les modifications au Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif, adopté par la décision n° 2001-C-0283 du 12 juin 2001 (Bulletin hebdomadaire vol. 32, n° 26 du 29 juin 2001), ont été apportées par les règlements modifiant ce règlement et approuvés par les arrêtés ministériels n° 2005-06 du 19 mai 2005 (2005, G.O. 2, 2368), n° 2006-03 du 31 octobre 2006 (2006, G.O. 2, 5142), n° 2008-06 du 4 mars 2008 (2008, G.O. 2, 1185) et n° 2008-13 du 22 août 2008 (2008, G.O. 2, 5010).

3) Lorsque la réalisation d'une opération entraînant des courtages pour l'OPC a été ou pourrait être confiée à un courtier en échange de biens ou de services, autres que l'exécution d'ordres, fournis par le courtier ou un tiers, indiquer que le nom de tout autre courtier ou tiers ayant fourni un bien ou un service visé au sous-paragraphe *a* du paragraphe 2 qui n'a pas été communiqué en vertu du sous-paragraphe *b* de ce paragraphe sera fourni sur demande en communiquant avec l'OPC ou la famille d'OPC par téléphone au [indiquer le numéro de téléphone] ou par courriel au [indiquer l'adresse électronique de l'OPC ou de la famille d'OPC].

*DIRECTIVES*

*Les expressions employées dans la présente rubrique et définies par le Règlement 23-102 sur l'emploi des courtages approuvé par l'arrêté ministériel n° 2010-02 du 31 janvier 2010 (2010, G.O. 2, 766) s'entendent au sens de ce règlement. ».*

**3.** Le présent règlement entre en vigueur le 30 juin 2010.



**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES INSTRUMENTS DÉRIVÉS\***

Loi sur les instruments dérivés

(L.R.Q., c. I-14.01, a. 175, 1<sup>er</sup> al., par. 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 11<sup>o</sup>, 12<sup>o</sup>, 13<sup>o</sup> et 29<sup>o</sup>)

**1.** Le Règlement sur les instruments dérivés est modifié par l'insertion, après la section II.1, de la suivante :

« **SECTION II.2**  
« COURTAGES

« **11.22.** Le Règlement 23-102 sur l'emploi des courtages approuvé par l'arrêté ministériel n<sup>o</sup> 2010-02 du 31 janvier 2010 (2010, G.O. 2, 766) s'applique, compte tenu des adaptations nécessaires, aux courtiers et aux conseillers visés par la Loi. »

**2.** Le présent règlement entre en vigueur le 30 juin 2010.

---

\* Les seules modifications au Règlement sur les instruments dérivés, approuvé par l'arrêté ministériel n<sup>o</sup> 2009-01 du 15 janvier 2009 (2009, G.O. 2, 67A), ont été apportées par le Règlement modifiant le Règlement sur les instruments dérivés approuvé par l'arrêté ministériel n<sup>o</sup> 2009-07 du 9 septembre 2009 (2009, G.O. 2, 5171A)

## Concordant Regulations to Regulation 23-102 respecting Use of Client Brokerage Commissions

The *Autorité des marchés financiers* (the “Authority”) is publishing amended texts, in English and French, of the following Regulations:

- *Regulation to amend Regulation 41-101 respecting General Prospectus Requirements;*
- *Regulation to amend Regulation 81-101 respecting Mutual Fund Prospectus Disclosure.*

In Québec, the Regulations will be made under section 331.1 of the *Securities Act* and will be submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment. The Regulations will come into force on the date of their publication in the *Gazette officielle du Québec* or on a later date indicated in the Regulations. The Policy Statements will be adopted as policies and will take effect concomitantly with the Regulations.

### Additional information

Further information is available from:

Serge Boisvert  
Analyste en réglementation  
Autorité des marchés financiers  
Phone: 514-395-0337 ext. 4358  
Toll-free: 1 877 525-0337  
Email: [Serge.Boisvert@lautorite.qc.ca](mailto:Serge.Boisvert@lautorite.qc.ca)

Jacques Doyon  
Senior Investment Funds Analyst  
Autorité des marchés financiers  
Phone: 514-395-0337 ext. 4474  
Toll-free: 1 877 525-0337  
Email: [Jacques.Doyon@lautorite.qc.ca](mailto:Jacques.Doyon@lautorite.qc.ca)

**April 9, 2010**

## **Concordant Regulation to Regulation 23-102 respecting Use of Client Brokerage Commissions**

The Autorité des marchés financiers (the "Authority") is publishing amended texts, in English and French, of the following Regulations:

- *Regulation to amend the Derivatives Regulation.*

In Québec, the Regulations will be made under section 331.1 of the Securities Act and will be submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment. The Regulations will come into force on the date of their publication in the Gazette officielle du Québec or on a later date indicated in the Regulations. The Policy Statements will be adopted as policies and will take effect concomitantly with the Regulations.

### **Additional information**

Further information is available from:

Serge Boisvert  
Analyste en réglementation  
Autorité des marchés financiers  
Phone: 514-395-0337 ext. 4358  
Toll-free: 1 877 525-0337  
Email: [Serge.Boisvert@lautorite.qc.ca](mailto:Serge.Boisvert@lautorite.qc.ca)

Suzanne Mercure  
Lawyer  
Autorité des marchés financiers  
514-395-0337, ext. 2544  
Toll-free: 1 877 525-0337  
Email: [suzanne.mercure@lautorite.qc.ca](mailto:suzanne.mercure@lautorite.qc.ca)

**April 9, 2010**

## Notice of Amendments

### *Regulation to amend Regulation 81-101 respecting Mutual Fund Prospectus Disclosure*

### *Regulation to amend Regulation 41-101 respecting General Prospectus Requirements*

#### **I. Introduction**

The Canadian Securities Administrators (the CSA or we) have made amendments to the following investment fund prospectus disclosure forms (the Forms):

(a) *Form 81-101F2 Contents of Annual Information Form* under *Regulation 81-101 respecting Mutual Fund Prospectus Disclosure*, and

(b) *Form 41-101F2 Information Required in an Investment Fund Prospectus* under *Regulation 41-101 respecting General Prospectus Requirements* (collectively, the Amendments).

The Amendments are consequential to the coming into force of *Regulation 23-102 respecting Use of Client Brokerage Commissions* (Regulation 23-102) on June 30, 2010.

The final text of the Amendments is being published with this Notice and can also be obtained on the websites of various CSA members.

In Ontario, the Amendments and other required materials were delivered to the Minister of Finance on April 2, 2010. The Minister may approve or reject the Amendments or return them for further consideration. If the Minister approves the Amendments or does not take any further action, the Amendments will come into force on June 30, 2010.

#### **II. Background**

On October 9, 2009, the CSA published the Amendments for a 90-day comment period. No comments were received.

#### **III. Substance and Purpose of the Amendments**

The substance and purpose of the Amendments is to ensure consistency between the disclosure requirements for advisers under Regulation 23-102 relating to client brokerage commissions and similar disclosure prescribed for investment funds in the Forms.

The disclosure is intended to provide investment fund investors with relevant qualitative information concerning goods and services other than order execution obtained in connection with client brokerage commissions paid on an investment fund's portfolio transactions.

The final text of the Amendments contains non-material changes. We deleted item 10.4(2)(a) of the proposed amendments to Form 81-101F2 and item 19.2.1(b)(i) of the proposed amendments to Form 41-101F2. The disclosure they proposed duplicated the disclosure required under proposed items 10.4(1) of Form 81-101F2 and 19.2.1(a) of Form 41-101F2. The final text of the Amendments otherwise remains unchanged from first publication.

#### **IV. Questions**

Please refer your questions to any of:

Serge Boisvert  
Analyste en réglementation  
Autorité des marchés financiers  
Phone: 514-395-0337 ext. 4358  
Email: [Serge.Boisvert@lautorite.qc.ca](mailto:Serge.Boisvert@lautorite.qc.ca)

Jacques Doyon  
Senior Investment Funds Analyst  
Autorité des marchés financiers  
Phone: 514-395-0337 ext. 4474  
Email: [Jacques.Doyon@lautorite.qc.ca](mailto:Jacques.Doyon@lautorite.qc.ca)

Susan Thomas  
Legal Counsel, Investment Funds  
Ontario Securities Commission  
Phone: 416-593-8076  
Email: [stthomas@osc.gov.on.ca](mailto:stthomas@osc.gov.on.ca)

Chantal Mainville  
Senior Legal Counsel, Investment Funds  
Ontario Securities Commission  
Phone: 416-593-8168  
Email: [cmainville@osc.gov.on.ca](mailto:cmainville@osc.gov.on.ca)

Vera Nunes  
Assistant Manager, Investment funds  
Ontario Securities Commission  
Phone: 416-593-2311  
Email: [vnunes@osc.gov.on.ca](mailto:vnunes@osc.gov.on.ca)

Meg Tassie  
Senior Advisor  
British Columbia Securities Commission  
Phone: 604-899-6819  
Email: [MTassie@bcsc.bc.ca](mailto:MTassie@bcsc.bc.ca)

Ian Kerr  
Senior Legal Counsel  
Alberta Securities Commission  
Phone: 403-297-4225  
Email: [ian.kerr@asc.ca](mailto:ian.kerr@asc.ca)

Dean Murrison  
Deputy Director, Legal & Registration  
Saskatchewan Financial Services Commission  
Phone: 306-787-5879  
Email: [dean.murrison@gov.sk.ca](mailto:dean.murrison@gov.sk.ca)

Bob Bouchard  
Director and Chief Administration Officer  
Manitoba Securities Commission  
Phone: 204-945-2555  
Email: [Bob.Bouchard@gov.mb.ca](mailto:Bob.Bouchard@gov.mb.ca)

Jason Alcorn  
Legal Counsel  
New Brunswick Securities Commission  
Phone: 506-643-7857  
Email: [jason.alcorn@nbsc-cvmnb.ca](mailto:jason.alcorn@nbsc-cvmnb.ca)

Shirley Lee  
Director, Policy and Market Regulation  
Nova Scotia Securities Commission  
Phone: 902-424-5441  
Email: [leesp@gov.ns.ca](mailto:leesp@gov.ns.ca)

## REGULATION TO AMEND REGULATION 41-101 RESPECTING GENERAL PROSPECTUS REQUIREMENTS\*

### Securities Act

(R.S.Q., c. V-1.1, s. 331.1, par. (1), (6), (8), (16), (17), (20) and (34))

**1.** Section 1.1 of Regulation 41-101 respecting General Prospectus Requirements is amended, in the French text:

(1) by replacing, in the definition of “option de surallocation”, the words “preneurs fermes” with the words “placeurs”;

(2) by deleting, in the introductory sentence of the definition of “période intermédiaire” and after the word “sens”, the word “de”;

(3) by inserting, at the end of the definition of “prospectus ordinaire”, “ou à l'Annexe 41-101A2”;

(4) by deleting, in the definition of “territoire étranger visé” and after the word “acceptables”, the words “sur les principes comptables, normes de vérification et monnaies de présentation acceptables”.

**2.** Section 1.3 of the Regulation is amended, in the French text, by replacing “Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières, ont été spécifiquement attribuées approuvé par l'arrêté ministériel n° 2005-15 du 2 août 2005” with “Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières approuvé par l'arrêté ministériel n° 2005-15 du 2 août 2005, ont été spécifiquement attribuées”.

**3.** Section 9.2 of the Regulation is amended, in the French text of paragraph (a):

(1) by replacing subparagraph (iii) with the following:

“*iii*) un exemplaire de tout contrat important qui doit être déposé en vertu de l'article 9.3 et qui ne l'a pas été en vertu du sous-paragraphe *iii* du paragraphe *a* de l'article 9.1.”;

(2) by replacing, in subparagraph (A) of subparagraph (xi), “(5<sup>e</sup> supp.)” with “(5<sup>e</sup> supp.)”.

**4.** Section 10.1 of the Regulation is amended by replacing, in the French text of subparagraph (e) of paragraph (1), the word “extraites” with the word “extraits”.

**5.** Section 11.2 of the Regulation is amended by replacing, in the French text of paragraph (a), the words “preneurs fermes” with the word “placeurs”.

**6.** Section 14.1 of the Regulation is amended by replacing, in the French text of paragraph (1), the word “fond” with the word “fonds”.

**7.** Section 15.1 of the Regulation is amended, in the French text, by replacing the word “bourse” with the word “bourses”.

**8.** Section 16.1 of the Regulation is amended by replacing, in the French text of paragraph (b), the word “tient” with the word “tenir”.

\* Regulation 41-101 respecting General Prospectus Requirements, approved by Ministerial Order No. 2008-05 dated March 4, 2008 (2008, *G.O.* 2, 810), was amended solely by the regulation to amend that Regulation approved by Ministerial Order No. 2008-13 dated August 22, 2008 (2008, *G.O.* 2, 4556).

**9.** Schedule 1 of Appendix A of the Regulation is amended, in the French text:

(1) by replacing, in the first paragraph, “Règlement 44-101 sur le placement de titres au moyen d’un prospectus simplifié sur le placement de titres au moyen d’un prospectus simplifié” with “Règlement 44-101 sur le placement de titres au moyen d’un prospectus simplifié”;

(2) in the part under the heading “DÉFINITIONS”:

(a) by inserting, after the heading, the following definition:

“ « autorité en valeurs mobilières » s’entend d’un organisme créé par une loi, dans un territoire ou un territoire étranger, en vue de l’administration de la loi, des règlements et des instructions en matière de valeurs mobilières (par exemple, une commission de valeurs mobilières), mais ne comprend pas une bourse ni un autre organisme d’autoréglementation ou ordre professionnel.”;

(b) by replacing, in the definition of “infraction”, “ « *infraction* » ” with “ « infraction » ”;

(c) by deleting, after the definition of “organisme d’autoréglementation ou ordre professionnel”, the definition of “autorité en valeurs mobilières”;

(3) by replacing, in row (ii) of table B of item 2, “question 2B” with “question 2B i)”.

**10.** Appendix B of the Regulation is amended by replacing, in the French text of the part under the heading “MANDATAIRE”, the words “Signature de l’émetteur” with the words “Signature du mandataire”.

**11.** Form 41-101A1 of the Regulation is amended, in the French text:

(1) by deleting, in item 1.8, the word “provisoire”;

(2) by inserting, in the instructions of item 1.11 and after the word “*préciser*”, “, dans une note accompagnant le tableau,”;

(3) by replacing, in paragraph (3) of item 7.1, the words “la société” with the words “l’émetteur” and the words “si elle” with the words “s’il”;

(4) in item 8.2:

(a) by replacing, at the end of subparagraph (b) of paragraph (1), “;” with “.”;

(b) by inserting, at the end of paragraph (2), the words “de l’émetteur inclus dans le prospectus en vertu de la rubrique 32”;

(5) in paragraph (1) of item 8.8:

(a) by deleting, in the introductory sentence, the word “assujetti”;

(b) by replacing, in subparagraph (b), the words “l’émetteur assujetti dans le bénéfice;” with the words “l’émetteur dans le bénéfice.”;

(6) in paragraph (6) of the instructions of item 9.1:

(a) by replacing, in the introductory sentence, the words “couverture par le bénéfice” with the words “couverture par les bénéfices”;

(b) by deleting, in the introduced reference, the words “des dividendes et”;

(7) by replacing, in subparagraph (e) of paragraph (1) of item 15.1, the words “aux paragraphes” with the words “au sous-paragraph”;

(8) in item 22.1:

(a) by adding, at the end of subparagraph (i) of subparagraph (d) of paragraph (1), “;”;

(b) in paragraph (4):

(i) by replacing, in subparagraph (a), “, chef de la direction ou chef des finances” with the words “ou membre de la haute direction” and the words “ou bien un séquestre” with the words “ou à l’égard de laquelle un séquestre”;

(ii) by deleting, in subparagraph (b), the word “si”;

(9) by replacing, in the instructions of item 23.1, the words “à la connaissance l’émetteur” with the words “à la connaissance de l’émetteur”;

(10) by replacing, in subparagraph (ii) of paragraph (d) of item 32.4, the words “l’émetteur inclut les états financiers d’une période comptable” with the words “l’émetteur inclut les états financiers vérifiés d’une période comptable”;

(11) by deleting, in subparagraph (e) of paragraph (2) of item 35.3, the words “annuels vérifiés”;

(12) in item 35.4:

(a) by replacing the heading with the following:

*“Consolidation des résultats dans les états financiers de l’émetteur”;*

(b) by replacing the words “l’entreprise acquise” with the words “une entreprise acquise”;

(13) in item 35.5:

(a) by replacing, in subparagraph (b) of paragraph (1), the word “et” with the word “ou”;

(b) by inserting, in subparagraph (b) of paragraph (2) and after the words “entreprises reliées”, the word “acquises”;

(14) in item 35.6:

(a) by replacing, in paragraph (1), the words “d’une ou de plusieurs entreprises reliées” with the words “d’une entreprise ou d’entreprises reliées”;

(b) in paragraph (2):

(i) by replacing, in the introductory sentence, the words “d’une ou de plusieurs entreprises reliées” with the words “d’une entreprise ou d’entreprises reliées”;

(ii) by inserting, in subparagraph (b) and after the words “entreprises reliées”, the word “acquises”;



(c) by replacing, in paragraph (3), the words “d’une ou de plusieurs entreprises reliées” with the words “d’une entreprise ou d’entreprises reliées”;

(15) by replacing, in paragraph (b) of item 35.7, the words “dont les” with the words “pour lequel des”.

**12.** Form 41-101A2 of the Regulation is amended:

(1) by replacing, in the French text of the reference introduced by paragraph (3) of item 1.9, the words “**Se reporter à la rubrique Facteurs de risque**” with “**Se reporter à la rubrique « Facteurs de risque »**”;

(2) by replacing, in the French text of the reference introduced by item 1.14, the words “executer contre elle” with the words “executer contre lui”;

(3) by replacing, in the French text of subparagraph (g) of paragraph (1) of item 3.3, the word “risques” with the word “risque”;

(4) in the French text of paragraph (2) of item 3.5:

(a) by replacing, in the introductory sentence, the words “s’est engagé” with the words “s’est engagé”;

(a) by replacing, in the reference, the words “Mode de placement” with “« Mode de placement »”;

(5) by replacing, in the French text of the second paragraph of paragraph (3) of item 3.6, the word “**bourse**” with the word “**bourses**”;

(6) by replacing, in the French text of paragraph (3) of item 8.1, the word “importantes” with the word “importante”;

(7) in the French text of item 19.1:

(a) in paragraph (4):

(i) by replacing, in subparagraph (a), the words “ou si un séquestre” with the words “ou à l’égard duquel un séquestre”;

(ii) by replacing, in subparagraph (b), the word “exercices” with the word “années”;

(b) by replacing, in paragraph (1) of the instructions, “au paragraphe 2” with “aux paragraphes 2 et 4”;

(8) by inserting, after item 19.2, the following:

**« 19.2.1. Brokerage Arrangements**

Under the sub-heading “Brokerage Arrangements”,

(a) If any brokerage transactions involving the client brokerage commissions of the investment fund have been or might be directed to a dealer in return for the provision of any good or service, by the dealer or a third party, other than order execution, state

(i) the process for, and factors considered in, selecting a dealer to effect securities transactions for the investment fund, including whether receiving goods or services in addition to order execution is a factor, and whether and how the process may differ for a dealer that is an affiliated entity;

(ii) the nature of the arrangements under which order execution goods and services or research goods and services might be provided;

(iii) each type of good or service, other than order execution, that might be provided; and

(iv) the method by which the portfolio adviser makes a good faith determination that the investment fund, on whose behalf the portfolio adviser directs any brokerage transactions involving client brokerage commissions to a dealer in return for the provision of any order execution goods and services or research goods and services, by the dealer or a third party, receives reasonable benefit considering both the use of the goods or services and the amount of client brokerage commissions paid;

(b) If any brokerage transactions involving the client brokerage commissions of the investment fund have been or might be directed to a dealer in return for the provision of any good or service, by the dealer or a third party, other than order execution, since the date of the investment fund's last prospectus or last annual information form, whichever one is the most recent, state

(i) each type of good or service, other than order execution, that has been provided to the manager or the portfolio adviser of the investment fund; and

(ii) the name of any affiliated entity that provided any good or service referred to in subparagraph (i), separately identifying each affiliated entity and each type of good or service provided by each affiliated entity; and

(c) If any brokerage transactions involving the client brokerage commissions of the investment fund have been or might be directed to a dealer in return for the provision of any good or service, by the dealer or a third party, other than order execution, state that the name of any other dealer or third party that provided a good or service referred to in paragraph (b)(i), that was not disclosed under paragraph (b)(ii), will be provided upon request by contacting the investment fund or investment fund family at [insert telephone number] or at [insert investment fund or investment fund family e-mail address].

#### INSTRUCTIONS:

*Terms defined in Regulation 23-102 respecting Use of Client Brokerage Commissions approved by Ministerial Order No. 2010-02 dated January 31, 2010 (2010, G.O. 2, 582) have the same meaning where used in this Item.”;*

(9) in the French text of item 19.9:

(a) by replacing, in subparagraph (c) of paragraph (1), the words “y compris les numéraire” with the words “y compris les espèces”;

(b) in subparagraph (a) of paragraph (4), by replacing the words “cessation de ses fonctions, fait faillite” with the words “cessation de ses fonctions, a fait faillite” and by replacing the words “ou bien un séquestre” with the words “ou à l’égard de laquelle un séquestre”;

(10) by inserting, at the end of the French text of paragraph (a) of item 21.1, the words “ou aux distributions”;

(11) in the French text of item 27.1:

(a) by replacing, in subparagraph (e) of paragraph (1), the words “de l’émetteur” with the words “du fonds d’investissement”;

(b) by replacing, in paragraph (2) of the instructions, the words “Pour l’application” with the words “Pour l’application du”;

(12) in the French text of paragraph (1) of item 28.1:

(a) by replacing, in the introductory sentence, the words “de l’émetteur” with the words “du fonds d’investissement”;

(b) by deleting, in subparagraph (c), the word “vendeur”;

(c) by replacing, in subparagraph (e), the words “aux paragraphes” with the words “au sous-paragraphe”;

(13) by inserting, in the French text of paragraph (2) of the instructions of item 31.1 and after “la contrepartie prévue,”, “les dispositions de résiliation,”;

(14) by replacing, in the French text of the reference introduced by item 36.2, the words “toute modification de celui-ci dans” with the words “toute modification de celui-ci ou dans” and by deleting, in that reference, the words “ou à l’acquéreur”;

(15) by deleting, in the French text of the introductory sentence of item 37.1, “1)” and by replacing, in the French text of that sentence, the word “bourse” with the word “bourses”;

(16) by replacing, in item 37.2, the word “bourse” with the word “bourses”.

**13.** This Regulation comes into force on June 30, 2010.

## REGULATION TO AMEND REGULATION 81-101 RESPECTING MUTUAL FUND PROSPECTUS DISCLOSURE\*

Securities Act

(R.S.Q., c. V-1.1, s. 331.1, par. (1), (6), (8), (16), (17), (20) and (34))

1. Section 2.1 of Regulation 81-101 respecting Mutual Fund Prospectus Disclosure is amended by replacing the French text of paragraph (e) with the following:

“e) il ne doit pas déposer de prospectus plus de 90 jours après la date du visa du prospectus provisoire qui se rapporte au prospectus.”.

2. Form 81-101F2 of the Regulation is amended:

(1) by replacing, in the French text of paragraph (c) of item 10.1, the words “les dispositions de courtage” with the words “la conclusion des accords relatifs aux courtages”;

(2) by replacing item 10.4 and the related instructions with the following :

### “10.4. Brokerage Arrangements

(1) If any brokerage transactions involving the client brokerage commissions of the mutual fund have been or might be directed to a dealer in return for the provision of any good or service, by the dealer or a third party, other than order execution, state

(a) the process for, and factors considered in, selecting a dealer to effect securities transactions for the mutual fund, including whether receiving goods or services in addition to order execution is a factor, and whether and how the process may differ for a dealer that is an affiliated entity;

(b) the nature of the arrangements under which order execution goods and services or research goods and services might be provided;

(c) each type of good or service, other than order execution, that might be provided; and

(d) the method by which the portfolio adviser makes a good faith determination that the mutual fund, on whose behalf the portfolio adviser directs any brokerage transactions involving client brokerage commissions to a dealer in return for the provision of any order execution goods and services or research goods and services, by the dealer or a third party, receives reasonable benefit considering both the use of the goods or services and the amount of client brokerage commissions paid.

(2) Since the date of the last annual information form, if any brokerage transactions involving the client brokerage commissions of the mutual fund have been or might be directed to a dealer in return for the provision of any good or service, by the dealer or third party, other than order execution, state

(a) each type of good or service, other than order execution, that has been provided to the manager or the portfolio adviser of the mutual fund; and

(b) the name of any affiliated entity that provided any good or service referred to in paragraph (a), separately identifying each affiliated entity and each type of good or service provided by each affiliated entity.

(3) If any brokerage transactions involving the client brokerage commissions of the mutual fund have been or might be directed to a dealer in return for the provision of any

\* Regulation 81-101 respecting Mutual Fund Prospectus Disclosure, adopted pursuant to decision No. 2001-C-0283 dated June 12, 2001 (*Bulletin hebdomadaire*, Vol. 32, No. 26 dated June 29, 2001), was amended by the regulations to amend that Regulation approved by Ministerial Orders No. 2005-06 dated May 19, 2005 (2005, *G.O.* 2, 1500), No. 2006-03 dated October 31, 2006 (2006, *G.O.* 2, 3586), No. 2008-06 dated March 4, 2008 (2008, *G.O.* 2, 726) and No. 2008-13 dated August 22, 2008 (2008, *G.O.* 2, 4556).

good or service, by the dealer or a third party, other than order execution, state that the name of any other dealer or third party that provided a good or service referred to in paragraph (2)(a), that was not disclosed under paragraph (2)(b), will be provided upon request by contacting the mutual fund or mutual fund family at [insert telephone number] or at [insert mutual fund or mutual fund family e-mail address].

*INSTRUCTIONS:*

*Terms defined in Regulation 23-102 respecting Use of Client Brokerage Commissions approved by Ministerial Order No. 2010-02 dated January 31, 2010 (2010, G.O. 2, 582) have the same meaning where used in this Item.”*

3. This Regulation comes into force on June 30, 2010.

**REGULATION TO AMEND THE DERIVATIVES REGULATION\***

## Derivatives Act

(R.S.Q., c. I-14.01, s. 175, par. 1, subpars. (1), (2), (3), (11), (12), (13) and (29))

1. The Derivatives Regulation is amended by adding the following after Division II.1:

**"DIVISION II.2****"CLIENT BROKERAGE COMMISSIONS**

**"11.22.** Regulation 23-102 respecting Use of Client Brokerage Commissions, approved by Ministerial Order No. 2010-02 dated January 31, 2010 (2010, G.O. 2, 582), applies, with the necessary modifications, to dealers and advisers governed by the Act."

2. This Regulation comes into force on June 30, 2010.

---

\* The Derivatives Regulation, which was approved by Ministerial Order No. 2009-01 dated January 15, 2009 (2009, G.O. 2, 33A), was amended solely by the Regulation to amend the Derivatives Regulation, which was approved by Ministerial Order No. 2009-07 dated September 9, 2009 (2009, G.O. 2, 3690A).

### 7.3. RÉGLEMENTATION DES BOURSES, DES CHAMBRES DE COMPENSATION, DES OAR ET D'AUTRES ENTITÉS RÉGLEMENTÉES

#### 7.3.1 Consultation

##### **Bourse de Montréal Inc. (la « Bourse ») – Modifications des Procédures relatives à l'exécution d'opérations en bloc – Nouveau seuil de quantité minimale pour les opérations en bloc**

L'Autorité des marchés financiers publie le projet de modifications, déposé par la Bourse, portant sur les Procédures relatives à l'exécution d'opérations en bloc. Ces modifications visent à réduire le seuil de quantité minimale pour les opérations en bloc sur contrats à terme sur obligations du gouvernement du Canada de 10 ans (« CGB ») de 2000 contrats à 1500 contrats.

(Les textes sont reproduits ci-après).

##### **Commentaires**

Les personnes intéressées à soumettre des commentaires peuvent en transmettre une copie, au plus tard le 30 avril 2010, à :

M<sup>e</sup> Anne-Marie Beaudoin  
Secrétaire de l'Autorité  
Autorité des marchés financiers  
800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Télécopieur : 514.864.6381  
Courrier électronique : [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

##### **Information complémentaire**

Pour de plus amples renseignements, on peut s'adresser à :

Normand Bergeron  
Analyste  
Direction de la supervision des OAR  
Autorité des marchés financiers  
Téléphone : 514.395.0337, poste 4321  
Numéro sans frais : 514.877.525.0337, poste 4321  
Télécopieur : 514.873.7455  
Courrier électronique : [normand.bergeron@lautorite.qc.ca](mailto:normand.bergeron@lautorite.qc.ca)

##### **Bourse de Montréal Inc. (la « Bourse ») – Modifications à l'article 6801 de la Règle Six et aux articles 15613 et 15619 de la Règle Quinze – Modifications aux caractéristiques pour les contrats à terme sur obligations du gouvernement du Canada de deux ans (« CGZ »)**

L'Autorité des marchés financiers publie le projet de modifications, déposé par la Bourse, portant sur les modifications à l'article 6801 de la Règle Six et aux articles 15613 et 15619 de la Règle Quinze. Les modifications visent à accroître le taux du coupon notionnel de 4 % à 6 % et à exclure les obligations de 5 ans et de 10 ans du panier des obligations livrables.

(Les textes sont reproduits ci-après).

### **Commentaires**

Les personnes intéressées à soumettre des commentaires peuvent en transmettre une copie, au plus tard le 6 mai 2010, à :

M<sup>e</sup> Anne-Marie Beaudoin  
Secrétaire de l'Autorité  
Autorité des marchés financiers  
800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Télécopieur : 514.864.6381  
Courrier électronique : [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

### **Information complémentaire**

Pour de plus amples renseignements, on peut s'adresser à :

Normand Bergeron  
Analyste  
Direction de la supervision des OAR  
Autorité des marchés financiers  
Téléphone : 514.395.0337, poste 4321  
Numéro sans frais : 514.877.525.0337, poste 4321  
Télécopieur : 514.873.7455  
Courrier électronique : [normand.bergeron@lautorite.qc.ca](mailto:normand.bergeron@lautorite.qc.ca)

### **Bourse de Montréal Inc. (la « Bourse ») – Modifications à l'article 5.3 des Procédures applicables à l'annulation d'opérations - Modification des incréments relatifs aux contrats à terme et aux options sur contrats à terme sur obligations du gouvernement du Canada pour les fins du calcul de la fourchette de non annulation**

L'Autorité des marchés financiers publie le projet de modifications, déposé par la Bourse, portant sur les modifications à l'article 5.3 des Procédures applicables à l'annulation d'opérations. Les modifications visent à augmenter les incréments relatifs aux contrats à terme et aux options sur contrats à terme sur obligations du gouvernement du Canada (« CGB ») de 20 à 40 points de base.

(Les textes sont reproduits ci-après).

### **Commentaires**

Les personnes intéressées à soumettre des commentaires peuvent en transmettre une copie, au plus tard le 6 mai 2010, à :

M<sup>e</sup> Anne-Marie Beaudoin  
Secrétaire de l'Autorité  
Autorité des marchés financiers  
800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Télécopieur : 514.864.6381  
Courrier électronique : [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)



**Information complémentaire**

Pour de plus amples renseignements, on peut s'adresser à :

Normand Bergeron  
Analyste  
Direction de la supervision des OAR  
Autorité des marchés financiers  
Téléphone : 514.395.0337, poste 4321  
Numéro sans frais : 514.877.525.0337, poste 4321  
Télécopieur : 514.873.7455  
Courrier électronique : [normand.bergeron@lautorite.qc.ca](mailto:normand.bergeron@lautorite.qc.ca)

**Bourse de Montréal Inc. (la « Bourse ») – Modifications aux procédures reliées à l'introduction d'options sur contrats à terme sur acceptations bancaires canadiennes de trois mois dans le segment moyen de la courbe des taux**

L'Autorité des marchés financiers publie le projet de modifications, déposé par la Bourse, portant sur ses procédures. Les modifications permettront d'introduire des options sur contrats à terme sur acceptations bancaires canadiennes de trois mois dans le segment moyen de la courbe des taux dont l'échéance ne correspond pas avec la date d'échéance du contrat à terme BAX sous-jacent.

(Les textes sont reproduits ci-après).

**Commentaires**

Les personnes intéressées à soumettre des commentaires peuvent en transmettre une copie, au plus tard le 8 mai 2010, à :

M<sup>e</sup> Anne-Marie Beaudoin  
Secrétaire de l'Autorité  
Autorité des marchés financiers  
800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Télécopieur : 514.864.6381  
Courrier électronique : [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

**Information complémentaire**

Pour de plus amples renseignements, on peut s'adresser à :

Claude Gatien  
Analyste en produits dérivés  
Direction de la supervision des OAR  
Autorité des marchés financiers  
Téléphone : 514.395.0337, poste 4365  
Numéro sans frais : 514.877.525.0337, poste 4365  
Télécopieur : 514.873.7455  
Courrier électronique : [claudio.gatien@lautorite.qc.ca](mailto:claudio.gatien@lautorite.qc.ca)

**Corporation canadienne de compensation de produits dérivés (la «CDCC») – Modifications à l'article C-1602 de la Règle C-16 – Modifications des caractéristiques du contrat à terme sur obligations du gouvernement du Canada – 2 ans**

L'Autorité des marchés financiers publie le projet de modifications, déposé par la CDCC, portant sur les modifications sur l'article C-1602 de la Règle C-16. L'objectif des modifications est de hausser le taux du coupon notionnel du contrat CGZ de 4 % à 6 %, et d'exclure les obligations 5 ans et 10 ans du panier d'obligations livrables.

(Les textes sont reproduits ci-après).

**Commentaires**

Les personnes intéressées à soumettre des commentaires peuvent en transmettre une copie, au plus tard le 10 mai 2010, à :

M<sup>e</sup> Anne-Marie Beaudoin  
Secrétaire de l'Autorité  
Autorité des marchés financiers  
800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Télécopieur : 514.864.6381  
Courrier électronique : [consultation-en-cours@lautorite.gc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.gc.ca)

**Information complémentaire**

Pour de plus amples renseignements, on peut s'adresser à :

Normand Bergeron  
Analyste  
Direction de la supervision des OAR  
Autorité des marchés financiers  
Téléphone : 514.395.0337, poste 4321  
Numéro sans frais : 514.877.525.0337, poste 4321  
Télécopieur : 514.873.7455  
Courrier électronique : [normand.bergeron@lautorite.gc.ca](mailto:normand.bergeron@lautorite.gc.ca)

**Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (l'« OCRCVM ») – Obligations relatives à l'appariement et aux avis d'exécution**

L'Autorité des marchés financiers publie le projet de modifications, déposé par l'OCRCVM, portant sur les obligations relatives à l'appariement et aux avis d'exécution. Le projet de modifications a pour objectifs principaux de promouvoir des pratiques d'appariement des opérations conformes et d'éliminer l'envoi en double de correspondance sur les opérations aux clients.

(Les textes sont reproduits ci-après).

**Commentaires**

Malgré les informations présentées aux textes publiés, les personnes intéressées à soumettre des commentaires doivent en transmettre une copie, au plus tard le 8 juin 2010, à :

M<sup>e</sup> Anne-Marie Beaudoin  
Secrétaire de l'Autorité  
Autorité des marchés financiers  
800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Télécopieur : 514.864.6381  
Courrier électronique : [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

### **Information complémentaire**

Pour de plus amples renseignements, on peut s'adresser à :

Emmanuelle Létourneau  
Analyste  
Direction de la supervision des OAR  
Autorité des marchés financiers  
Téléphone : 514.395.0337, poste 4355  
Numéro sans frais : 1.877.525.0337, poste 4355  
Télécopieur : 514.873.7455  
Courrier électronique : [emmanuelle.letourneau@lautorite.qc.ca](mailto:emmanuelle.letourneau@lautorite.qc.ca)

### **Services de dépôt et de compensation CDS inc. (la « CDS ») – Modifications importantes apportées aux Procédés et méthodes – Émission de valeurs du marché monétaire**

L'Autorité des marchés financiers publie le projet, déposé par la CDS, de modifications importantes aux Procédés et méthodes concernant l'émission de valeurs du marché monétaire. Les modifications proposées visent principalement la définition des rôles et des responsabilités de l'adhérent relativement aux valeurs admissibles, ainsi que l'imposition de conditions aux fins de mesures de contrôle interne adéquates et de la ségrégation des tâches au sein des activités post-marché des adhérents qui assument de tels rôles.

(Les textes sont reproduits ci-après).

### **Commentaires**

Les personnes intéressées à soumettre des commentaires peuvent en transmettre une copie, au plus tard le 10 mai 2010, à :

M<sup>e</sup> Anne-Marie Beaudoin  
Secrétaire de l'Autorité  
Autorité des marchés financiers  
800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Télécopieur : 514.864.6381  
Courrier électronique : [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

**Information complémentaire**

Pour de plus amples renseignements, on peut s'adresser à :

Emmanuelle Létourneau

Analyste

Direction de la supervision des OAR

Autorité des marchés financiers

Téléphone : 514.395.0337, poste 4355

Numéro sans frais : 1.877.525.0337, poste 4355

Télécopieur : 514.873.7455

Courrier électronique : [emmanuelle.letourneau@lautorite.gc.ca](mailto:emmanuelle.letourneau@lautorite.gc.ca)



<input checked="" type="checkbox"/> Négociation - Dérivés sur taux d'intérêt	<input type="checkbox"/> Back-office - Options
<input checked="" type="checkbox"/> Négociation - Dérivés sur actions et indices	<input checked="" type="checkbox"/> Technologie
<input checked="" type="checkbox"/> Back-office - Contrats à terme	<input checked="" type="checkbox"/> Réglementation
	<input type="checkbox"/> MCeX

**CIRCULAIRE**  
Le 1<sup>er</sup> avril 2010

## SOLLICITATION DE COMMENTAIRES

### CONTRATS À TERME SUR OBLIGATIONS DU GOUVERNEMENT DU CANADA DE DIX ANS (CGB) : NOUVEAU SEUIL DE QUANTITÉ MINIMALE POUR LES OPÉRATIONS EN BLOC

#### MODIFICATIONS AUX PROCÉDURES RELATIVES À L'EXÉCUTION D'OPÉRATIONS EN BLOC

Le Comité de règles et politiques de Bourse de Montréal Inc. (la Bourse) a approuvé des modifications aux Procédures relatives à l'exécution d'opérations en bloc (Procédures). Les modifications permettront de réduire le seuil de quantité minimale pour les opérations en bloc sur contrats à terme sur obligations du gouvernement du Canada de dix ans (CGB) de 2 000 contrats à 1 500 contrats. La Bourse prévoit réduire le seuil de quantité minimale au courant du mois de mai 2010.

Les commentaires relatifs aux modifications proposées doivent nous être présentés dans les 30 jours suivant la date de publication du présent avis, soit au plus tard le **30 avril 2010**. Prière de soumettre ces commentaires à :

Monsieur François Gilbert  
Vice-président, Affaires juridiques, produits dérivés  
Bourse de Montréal Inc.  
Tour de la Bourse  
C.P. 61, 800, square Victoria  
Montréal (Québec) H4Z 1A9  
Courriel : legal@m-x.ca

Circulaire no. : 034-2010

**Tour de la Bourse**  
C. P. 61, 800, square Victoria, Montréal (Québec) H4Z 1A9  
Téléphone : (514) 871-2424  
Sans frais au Canada et aux États-Unis : 1 800 361-5353  
Site Internet : www.m-x.ca

Ces commentaires devront également être transmis à l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) à l'attention de :

Madame Anne-Marie Beaudoin  
Directrice du secrétariat de l'Autorité  
Autorité des marchés financiers  
800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, Tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Courriel : [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

### **Annexes**

Les personnes intéressées trouveront en annexe le document d'analyse des modifications proposées de même que les Procédures modifiées. La date d'entrée en vigueur des modifications proposées sera déterminée par la Bourse, conformément au processus d'autocertification, tel que prévu par la Loi sur les instruments dérivés (L.R.Q., chapitre I-14.01).

### **Processus d'établissement de règles**

La Bourse est autorisée à exercer l'activité de bourse et est reconnue à titre d'organisme d'autoréglementation (OAR) par l'Autorité. Le Conseil d'administration de la Bourse a délégué au Comité de Règles et Politiques l'approbation des Règles et Procédures. Les Règles de la Bourse sont soumises à l'Autorité conformément au processus d'autocertification, tel que prévu par la Loi sur les instruments dérivés (L.R.Q., chapitre I-14.01).

À titre d'OAR, la Bourse assume des responsabilités de réglementation de marché et d'encadrement des participants agréés. L'encadrement du marché et des participants agréés relève de la Division de la réglementation de la Bourse (la Division). La Division exerce ses activités de façon autonome par rapport à la Bourse, ayant une structure administrative distincte.

La Division est sous l'autorité d'un Comité spécial nommé par le Conseil d'administration de la Bourse. Le Comité spécial a le pouvoir de recommander au Conseil d'administration de la Bourse d'adopter ou de modifier les Règles de la Bourse concernant certains aspects de l'encadrement des participants agréés de la Bourse dont, entre autres, les Règles ayant trait aux exigences de marge et de capital. Le Conseil d'administration de la Bourse a délégué au Comité de Règles et Politiques de la Bourse le pouvoir d'adopter ou de modifier ces Règles sur recommandation du Comité spécial.



**CONTRATS À TERME SUR OBLIGATIONS DU  
GOUVERNEMENT DU CANADA DE DIX ANS (CGB)**

**NOUVEAU SEUIL DE QUANTITÉ MINIMALE  
POUR LES OPÉRATIONS EN BLOC**

**MODIFICATIONS AUX PROCÉDURES DE BOURSE DE MONTRÉAL INC.  
RELATIVES  
À L'EXÉCUTION D'OPÉRATIONS EN BLOC**

Depuis le début de la crise du crédit (juillet 2007), il y a eu une baisse importante du volume sur les dérivés sur taux d'intérêt négociés en bourse, les participants au marché ayant subi les effets négatifs du désendettement et de la limitation du crédit. Ainsi, les participants au marché ont grandement réduit leur exposition aux dérivés sur taux d'intérêt. Depuis avril 2009, le contexte des taux d'intérêt réduits a davantage fait baisser le volume des produits dérivés sur taux d'intérêt.

A la mesure du volume de négociation significativement réduit sur toutes les bourses de dérivés dans le monde, le volume des dérivés sur taux d'intérêt à la Bourse de Montréal Inc. (la Bourse) a aussi beaucoup diminué.

En conséquence, la Bourse envisage que le seuil de quantité minimale pour les opérations en bloc sur dérivés sur taux d'intérêt soit baissé. Le volume sur les opérations en bloc était élevé avant le début de la crise du crédit; il représentait 7 % du volume mensuel du CGB. Depuis que le seuil de quantité minimale pour les opérations en bloc sur le CGB est passé de 1 500 à 2 000, la tendance dans le volume du CGB est à la baisse – en phase avec le déclin de la proportion d'opérations en bloc par rapport au volume total du CGB. Le graphique présenté en annexe (à la section VIII) illustre le déclin du volume mensuel du CGB ainsi que le déclin de la proportion d'opérations en bloc.

## **I. RÉSUMÉ**

### **a) Modifications proposées aux procédures de la Bourse**

La Bourse propose de modifier ses Procédures relatives à l'exécution d'opérations en bloc afin de réduire le seuil de quantité minimale pour les opérations en bloc sur le CGB de 2 000 contrats à 1 500 contrats. La Bourse propose cette modification afin que le nouveau seuil de quantité minimale reflète plus adéquatement les conditions de marché actuelles de volume réduit sur le contrat CGB.

## II. ARGUMENTAIRE

- Le seuil de quantité minimale pour les contrats CGB est passé de 1 500 à 2 000 contrats en juillet 2007. Ce changement est survenu au début de la crise du crédit (juillet 2007) qui a entraîné une baisse marquée du volume sur dérivés sur taux d'intérêt partout dans le monde, incluant les contrats CGB inscrits à la Bourse.
- Pour les périodes de juillet 2007 à juin 2008 et juillet 2008 à juin 2009, un rapport d'analyse sur les opérations en bloc montre que les opérations en bloc ont un impact sur le prix au marché et le volume, les seuils de quantité minimale étant trop élevés comparativement au faible volume d'activité sur les contrats CGB. Ainsi, pour environ 90% des opérations en bloc analysées, le marché ne peut absorber la taille de l'opération en bloc sans provoquer les perturbations de marché suivantes : un prix de l'opération en bloc à l'extérieur des cours acheteur-vendeur et/ou une augmentation significative du volume d'activité au moment où l'opération en bloc est exécutée/déclarée.
- Une nouvelle étude, dont la méthodologie et les résultats se trouvent en annexe (à la section VIII), montre que, pour les dix premiers mois de 2009, une opération de taille moyenne de 1 513 contrats perturbe significativement le prix au marché et/ou le volume d'opérations sur les contrats CGB. Cette étude suggère qu'en fixant le seuil de quantité minimale d'une opération en bloc à 1 500 contrats (un sondage auprès des participants au marché le fixe à 1 500), le nouveau seuil de quantité minimale reflétera de façon plus juste les conditions de marché actuelles du volume réduit du contrat CGB.
- L'intérêt en cours du CGB a approché le seuil critique de 100 000 contrats en juillet 2009. Bien que l'intérêt en cours du CGB ait rebondi à 158 000 en novembre 2009, le contrat CGB est encore à risque. La facilité d'opérations en bloc n'est pas facilement accessible aux participants du marché parce que le seuil est trop élevé si l'on considère la dynamique du marché du CGB (volume bas et taille des opérations réduite à 3 contrats en moyenne). En abaissant le seuil, on rendra la facilité d'opérations en bloc plus accessible aux participants du marché, stimulant l'intérêt en cours et la liquidité du contrat.

## III. SOMMAIRE DES MODIFICATIONS PROPOSÉES AUX PROCÉDURES DE LA BOURSE

### Procédures relatives à l'exécution d'opérations en bloc

La Bourse propose de modifier les Procédures relatives à l'exécution d'opérations en bloc afin de réduire le seuil de quantité minimale pour les opérations en bloc sur le CGB de 2 000 à 1 500 contrats.

Suite au changement rapide de l'environnement de marché, la Bourse propose de revoir annuellement le seuil de quantité minimal des opérations en bloc. La revue sera basée sur le critère proposé par l'AMF qui évalue l'impact des opérations en bloc sur le prix des contrats. La Bourse s'assurera que les opérations en bloc ne dépasseront pas 10% du volume total du CGB.

## IV. OBJECTIF DES MODIFICATIONS PROPOSÉES AUX PROCÉDURES DE LA BOURSE

Le but des modifications proposées aux Procédures relatives à l'exécution d'opérations en bloc est de réduire le seuil de quantité minimale pour les opérations en bloc sur le



CGB de 2 000 à 1 500 contrats afin de refléter de façon plus juste les conditions de marché actuelles de volume réduit sur les contrats CGB.

## V. INTÉRÊT PUBLIC

Les modifications aux Procédures relatives à l'exécution d'opérations en bloc sont proposées afin de rendre l'utilisation du contrat CGB plus efficiente pour les participants au marché qui ont exprimé leur appui pour que le seuil de quantité minimale soit abaissé dans le but d'améliorer leurs stratégies de négociation et/ou de gestion de risque.

## VI. PROCESSUS

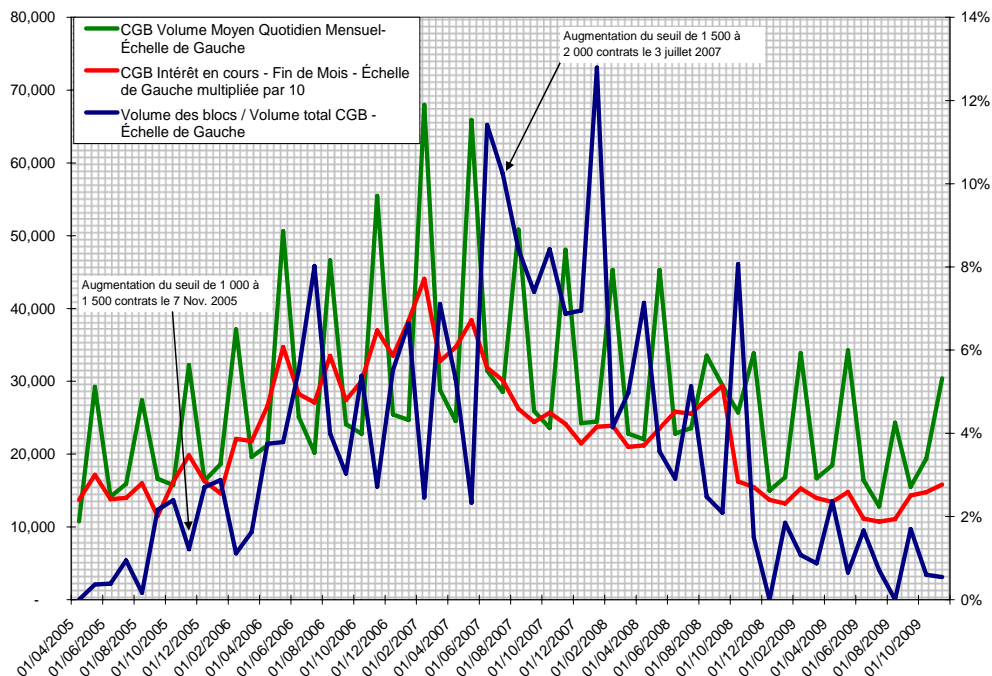
Les modifications proposées sont soumises au Comité de règles et politiques de la Bourse pour approbation. Une fois cette approbation obtenue, elles seront ensuite transmises à l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité), conformément au processus d'autocertification, et à la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (CVMO) à titre informatif. Les modifications proposées seront aussi publiées pour une période de consultation de trente (30) jours.

## VII. DOCUMENTS EN ANNEXE

- Procédures relatives à l'exécution d'opérations en bloc

## VIII. ANNEXE

### VOLUME MOYEN QUOTIDIEN MENSUEL SUR LE CONTRAT À TERME CGB (ÉCHELLE À GAUCHE) ET PROPORTION DES OPÉRATIONS EN BLOC SUR LE VOLUME TOTAL (ÉCHELLE DE DROITE) POUR LA PÉRIODE D'AVRIL 2005 À NOVEMBRE 2009



La méthodologie suivante démontre de quelle façon nous avons déterminé de façon quantitative le nouveau seuil de quantité minimale.

### MÉTHODOLOGIE

- Nous avons analysé l'activité mensuelle du CGB de janvier à octobre 2009 à partir des fichiers d'opérations des CGB (*Times & Sales*).
- Les opérations, incluant les opérations en bloc, ont été classées par taille décroissante.
- De la plus grande à la plus petite taille d'opération (la plus petite correspondant au niveau auquel la taille de l'opération n'a pas d'effet significatif sur le marché), nous avons calculé :
  - À partir du fichier de données (*tick-data*) : le cours acheteur à l'heure de l'opération, le cours vendeur à l'heure de l'opération, le cours acheteur minimal à +/- 5 minutes de l'heure de l'opération, le cours vendeur maximal à +/- 5 minutes de l'heure de l'opération;
  - À partir des fichiers d'opérations des CGB (*Times & Sales*): la taille moyenne d'une opération 15 minutes avant, la taille moyenne d'une opération 15 minutes après et finalement, la taille moyenne mensuelle d'une opération.
- Nous avons vérifié si le prix de l'opération était à l'intérieur de l'écart acheteur-vendeur.
- Nous avons vérifié si le prix de l'opération était à l'intérieur de l'écart acheteur minimum-vendeur maximum pour une période de 5 minutes précédant et suivant l'heure de l'opération. L'écart acheteur minimum-vendeur maximum pour une période de 5 minutes précédant et suivant l'heure de l'opération nous indiquera aussi s'il y a une variation de prix à l'intérieur de cette période de temps, c'est-à-dire si l'opération en bloc peut faire bouger les prix au marché.
- Si la taille moyenne des opérations dans les 15 minutes précédant ou suivant l'opération est significativement plus élevée que la taille moyenne mensuelle, nous pouvons conclure que l'opération a eu un effet significatif sur le marché en terme de volume.
- Pour un mois donné, la limite supérieure correspond à l'opération de la plus petite taille pour laquelle le prix se situera à l'extérieur de l'écart acheteur-vendeur. La limite inférieure correspond à l'opération de la plus petite taille pour laquelle le prix se situera à l'intérieur de l'écart acheteur-vendeur (critères de rejet : 1) toute opération de taille supérieure à une opération en bloc pendant un mois donné; 2) toute opération en bloc dont le prix se situera à l'intérieur de l'écart acheteur-vendeur).
- Nous calculons la moyenne mensuelle des limites supérieure et inférieure. La limite supérieure correspond au seuil optimal pour les opérations en bloc.
- Dans le but d'évaluer l'impact des opérations en bloc sur le volume du marché, nous appliquons la méthode de l'AMF (décision 2004-SMV-0191) : nous comparons le volume cumulé moyen avant l'opération en bloc (15 minutes), le volume cumulé moyen avant divulgation (15 minutes), le volume cumulé moyen après divulgation (15 minutes), et le volume cumulé moyen par période de 15 minutes excluant les opérations en bloc. Voir les résultats au tableau 2 ci-dessous. Pour la période 2008-2009, nous avons choisi un échantillon, le mois d'avril 2009, lors duquel nous avons observé 4 opérations en bloc.

## RÉSULTATS

- À partir du Tableau 1 ci-dessous, nous obtenons une borne supérieure de 1 513 contrats et une borne inférieure de 1 129 contrats.
- À partir d'un sondage auprès du marché, la majorité des participants au marché ont suggéré que le seuil optimal de quantité minimale pour les opérations en bloc devrait être établi à 1 500 contrats.
- En conclusion, l'approche qualitative suggère un chiffre de 1 500 contrats. L'approche quantitative confirme ce seuil de 1,500 contrats. Rappelons que la précédente augmentation du seuil a été faite en deux étapes, de 1 000 à 1 500 et de 1 500 à 2 000. La diminution devrait se faire par étape identique de 500 contrats, soit de 2 000 à 1 500 contrats.
- L'analyse de l'impact des opérations en bloc sur le volume illustré au tableau 2 ci-dessous suggère qu'il existe une activité significativement plus élevée lors de l'exécution des opérations en bloc (volume cumulé moyen de 1 015 pour avril 2009), avant (788) et après (765) divulgation des opérations en bloc comparativement au volume cumulé moyen par période de 15 minutes excluant les opérations en bloc (438). Ceci illustre la recrudescence d'activité de couverture autour de l'opération en bloc. C'est un bon argument en faveur des opérations en bloc. Les courtiers impliqués dans les opérations en bloc ont besoin de couvrir leur position sur le marché électronique: les opérations en bloc apportent indirectement de la liquidité au marché.

**TABLEAU 1 : OPÉRATIONS DE TAILLE IMPORTANTE SUR LE CGB EN ORDRE DÉCROISSANT POUR LA PÉRIODE DE JANV.-SEPT. 2009 ET LEUR RÉSULTAT CORRESPONDANT**  
**LES CHIFFRES SURLIGNÉS EN JAUNE INDIQUENT QUE LE MARCHÉ A ÉTÉ PERTURBÉ**

Date	Time	Trade Volume	External Symbol	Transaction Price	Bid Price at transaction time	Ask Price at transaction time	Min Bid Price +/- 5 minutes	Max Ask Price +/- 5 minutes	Average Transaction Size 15 minutes before	Average Transaction Size 15 minutes after	Monthly Average Transaction Size
20091023	140015	8848	CGBZ09	119.82	119.83	119.85	119.82	119.85	14.61	1.87	3.35
20091005	160252	5000	CGBZ09	121.95	121.92	122.1	120.7	122.75	1	N/A	3.35
20091007	152312	5000	CGBZ09	121.87	121.85	121.89	120.7	122.75	8.26	14	3.35
20091030	161228	4424	CGBZ09	120.55	120.45	120.5	120.45	120.5	4	N/A	3.35
20091021	91247	2442	CGBZ09	120.11	120.12	120.13	120.08	120.15	2.56	2.26	3.35
20091007	163144	1270	CGBZ09	121.8	121.78	121.82	121.78	121.82	1	N/A	3.35
20090917	121928	3539	CGBZ09	120.37	120.40	120.41	120.38	120.46	5.95	6.81	3.45
20090903	120446	2000	CGBZ09	120.71	120.69	120.70	120.67	120.72	2.28	2.75	3.45
20090918	85027	761	CGBZ09	120.54	120.54	120.58	120.48	120.61	1.89	2.54	3.45
20090820	151046	1764	CGBU09	121.35	121.50	121.53	121.44	121.55	2.93	24.80	3.27
20090824	122752	1764	CGBU09	120.75	121.04	121.05	121.00	121.07	4.44	25.70	3.27
20090824	122909	1764	CGBU09	120.75	121.02	121.04	121.00	121.07	15.06	12.73	3.27
20090818	115156	1144	CGBU09	121.29	121.22	121.24	121.21	121.28	1.86	2.37	3.27
20090806	134510	882	CGBU09	119.54	119.73	119.75	119.71	119.78	2.46	8.28	3.27
20090807	120231	882	CGBU09	119.30	119.11	119.12	119.07	119.16	6.48	19.93	3.27
20090807	120319	882	CGBU09	119.30	119.11	119.12	119.08	119.16	15.06	5.40	3.27
20090814	123723	882	CGBU09	120.81	120.72	120.78	120.63	120.85	7.46	1.34	3.27
20090825	112325	784	CGBU09	121.40	121.42	121.43	121.41	121.44	14.18	12.13	3.27
20090826	123604	662	CGBU09	121.62	121.31	121.32	121.29	121.45	4.37	4.15	3.27
20090824	122959	662	CGBU09	120.85	121.03	121.04	121.00	121.07	22.59	13.00	3.27
20090821	120602	655	CGBU09	121.10	120.97	121.00	120.93	121.05	2.60	1.79	3.27
20090812	162159	543	CGBU09	120.10	120.10	120.16	120.10	120.16	132.00	N/A	3.27
20090708	105731	2000	CGBU09	121.60	121.55	121.56	121.51	121.70	3.44	2.50	3.14
20090728	124406	1014	CGBU09	119.70	119.76	119.77	119.74	119.85	34.00	4.27	3.14
20090723	153607	906	CGBU09	119.49	119.52	119.58	119.51	119.59	47.50	14.33	3.14
20090717	131419	883	CGBU09	120.03	120.15	120.19	120.01	120.28	8.01	8.02	3.14
20090724	105404	882	CGBU09	119.57	119.55	119.59	119.52	119.61	5.30	8.39	3.14
20090616	95556	2000	CGBU09	119.88	119.89	119.90	119.78	120.02	2.63	1.64	3.01
20090616	122335	2000	CGBU09	120.22	120.29	120.30	120.20	120.33	1.56	1.83	3.01
20090623	92719	2000	CGBU09	120.35	120.44	120.45	120.37	120.46	1.91	1.89	3.01
20090609	134656	1764	CGBU09	119.40	119.31	119.33	119.29	119.39	1.50	2.43	3.01
20090616	161347	1764	CGBU09	119.80	120.35	120.50	120.05	120.50	29.66	N/A	3.01
20090622	111626	1374	CGBU09	120.00	119.97	120.00	119.95	120.02	2.81	2.63	3.01
20090506	85533	2300	CGBM09	124.10	124.11	124.13	124.06	124.19	3.43	3.55	5.37
20090514	85900	2168	CGBM09	124.08	124.06	124.08	124.03	124.17	2.13	2.43	5.37
20090508	104020	1312	CGBM09	122.55	122.92	122.93	122.85	123.05	3.16	5.13	5.37
20090506	141522	1003	CGBM09	124.20	124.00	124.03	124.00	124.20	2.55	1.90	5.37
20090526	115117	968	CGBU09	121.22	121.22	121.28	121.22	121.34	2.83	2.98	5.37
20090403	91617	2582	CGBM09	125.72	125.84	125.85	125.79	125.89	3.88	3.47	3.84
20090420	131840	2501	CGBM09	125.92	125.83	125.85	125.69	125.90	5.53	5.75	3.84
20090416	151537	2405	CGBM09	125.25	125.11	125.20	125.10	125.25	37.66	188.80	3.84
20090422	124838	2186	CGBM09	125.30	125.77	125.80	125.73	125.85	3.57	3.29	3.84
20090422	160925	2186	CGBM09	125.25	125.40	125.47	125.40	125.47	7.63	3.31	3.84
20090421	111442	2095	CGBM09	126.10	126.13	126.17	126.10	126.21	3.04	5.20	3.84
20090428	104704	2000	CGBM09	124.48	124.53	124.54	124.51	124.60	4.12	4.38	3.84
20090420	104925	1714	CGBM09	124.17	124.23	124.26	124.22	124.32	6.37	3.16	3.84
20090420	154959	1312	CGBM09	126.00	125.97	126.01	125.82	126.03	5.93	33.52	3.84
20090306	95123	3205	CGBM09	125.82	125.83	125.89	125.71	125.95	5.64	2.74	3.84
20090331	141306	2879	CGBM09	126.48	126.66	126.70	126.62	126.71	2.95	10.29	3.84
20090313	140540	1836	CGBM09	125.70	126.31	126.36	126.21	126.37	34.38	3.03	3.84
20090327	120200	1748	CGBM09	125.55	125.52	125.55	125.48	125.58	8.35	4.57	3.84
20090209	91129	2478	CGBH09	124.00	123.92	123.95	123.92	124.01	3.95	3.03	3.15
20090220	85217	2390	CGBH09	126.38	126.31	126.33	126.25	126.41	6.17	5.76	3.15
20090220	104852	2056	CGBH09	126.16	126.16	126.17	126.01	126.21	3.16	7.50	3.15
20090225	130816	1307	CGBH09	125.94	125.31	125.36	125.18	125.47	5.62	7.16	3.15
20090205	124758	1307	CGBH09	124.07	123.96	123.98	123.92	124.14	2.80	2.00	3.15
20090206	133123	1122	CGBH09	124.31	124.31	124.41	124.08	124.48	1.96	2.48	3.15
20090106	124644	2250	CGBH09	124.90	124.88	124.92	124.77	124.93	6.12	5.31	3.99
20090114	85631	2236	CGBH09	127.05	127.27	127.30	127.15	127.34	4.15	3.33	3.99
20090113	100836	2041	CGBH09	126.30	126.21	126.23	126.19	126.34	3.81	5.07	3.99
20090123	124903	1835	CGBH09	126.38	125.59	125.61	125.50	125.69	3.97	37.76	3.99
20090123	125131	1742	CGBH09	125.70	125.55	125.59	125.48	125.66	29.08	6.90	3.99
20090130	120628	1525	CGBH09	124.43	124.27	124.30	124.16	124.31	11.17	2.00	3.99
20090130	153006	1307	CGBH09	124.11	124.01	124.16	123.86	124.20	89.28	13.40	3.99

Upper limit: 1513  
Lower limit: 1129

Legend:      = Impact on Price or Volume

TABLEAU 2: IMPACT SUR LE VOLUME

CGB	Volume moyen des blocs	Volume cumulé moyen avant le bloc (15 min.)	Volume cumulé moyen avant la divulgation (15 min.)	Volume cumulé moyen après la divulgation (15 min.)	Volume cumulé moyen par période de 15 min. (excluant blocs)
Moyenne Avril 2009	2 295	1 015	788	765	438
Moyenne 2007-2008	3 065	1 546	1 941	1 497	827
Moyenne 2006-2007	2 466	1 076	1 339	1 333	895
Moyenne 2005-2006	1 312	766	691	823	692
	<b>2007-2008</b>	<b>2006-2007</b>	<b>Avril 2009</b>		
Volume total des blocs	548 620	384 704	9 178		
Volume total des séances ayant eu des blocs incluant blocs	6 827 838	3 056 595	19 847		
Volume total	8 013 942	9 176 722	387 586		
% Volume des blocs / volume total des séances avec bloc	8%	13%	46%		
% volume des blocs / volume total	7%	4%	2%		



## PROCÉDURES RELATIVES À L'EXÉCUTION D'OPÉRATIONS EN BLOC

- a) Une fois que l'opération en bloc a été conclue en conformité avec le seuil de quantité minimale établi et publié par la Bourse, les détails de l'opération doivent être rapportés à la Bourse en communiquant avec un officiel de marché au service de Pilotage du Marché de la Bourse au 1-888-693-6366 ou au (514) 871-7871 à l'intérieur de la période de temps prescrite par la Bourse.
- b) Les participants agréés représentant l'acheteur et le vendeur doivent compléter et soumettre le formulaire de rapport d'opérations en bloc (Tableau I) ou tout autre avis prescrit par la Bourse à l'officiel de marché au service de Pilotage du Marché de la Bourse, pour validation.
- c) Un officiel de marché vérifiera la validité des détails de l'opération en bloc soumis par le(s) participant(s) agréé(s).
- d) La confirmation d'une opération en bloc par un officiel du marché n'empêchera pas la Bourse d'initier des procédures disciplinaires dans le cas où il est par la suite constaté que l'opération a été effectuée de façon non conforme aux Règles.
- e) Une fois que l'opération en bloc a été validée, l'information suivante, concernant l'opération en bloc, sera diffusée par la Bourse:
  - i) date et heure de la transaction
  - ii) valeurs mobilières ou instruments dérivés et mois d'échéance du(des) contrat(s);
  - iii) prix pour chaque mois d'échéance et prix de levée (si applicable); et
  - iv) volume des contrats pour chaque mois d'échéance.
- f) À la demande de la Bourse, le participant agréé qui effectue une opération en bloc, doit démontrer de façon satisfaisante que l'opération en bloc a été conclue en conformité avec les Règles de la Bourse. Le défaut de fournir des preuves satisfaisantes de conformité aux Règles pourra entraîner le déclenchement d'une action disciplinaire.

Tel que le prévoit l'article 6380 des règles de Bourse de Montréal Inc. (la « Bourse »), voici les valeurs mobilières et les instruments dérivés éligibles, les délais prescrits pour chacun ainsi que les seuils de quantité minimale pour l'exécution d'opérations en bloc.

VALEURS MOBILIÈRES ET INSTRUMENTS DÉRIVÉS ÉLIGIBLES	DÉLAI PRESCRIT	SEUIL DE QUANTITÉ MINIMALE
	(Dès que possible, à l'intérieur du délai suivant)	
<b>Contrat à terme trente jours sur taux « repo » à un jour (ONX)</b>	15 minutes	1 000 contrats
<b>Contrat à terme sur obligations du gouvernement du Canada de dix ans (CGB)</b>	15 minutes	<del>2 01</del> 500 contrats
<b>Contrat à terme sur obligations du gouvernement du Canada de deux ans (CGZ)</b>	15 minutes	500 contrats
<b>Contrat à terme sur obligations du gouvernement du Canada de trente ans (LGB)</b>	15 minutes	500 contrats
<b>Contrat à terme sur obligations du gouvernement du Canada de cinq ans (CGF)</b>	15 minutes	500 contrats
<b>Options sur contrat à terme sur acceptations bancaires canadiennes de trois mois (OBX)</b>	15 minutes	2 000 contrats



## TABLEAU I

**Formulaire de rapport d'opérations en bloc**

Les participants agréés doivent compléter clairement et précisément toutes les sections de ce formulaire.

Ce formulaire doit être complété et transmis par télécopieur au service de Pilotage du Marché au (514) 871-3592.

Un officiel de marché peut être contacté au 1-888-639-6366 ou au (514) 871-7871.

<b>HEURE ET DATE DE L'OPÉRATION:</b>	
<b>NOM ET NUMÉRO D'IDENTIFICATION DU PARTICIPANT AGRÉÉ (ACHETEUR):</b>	
<b>NOM ET NUMÉRO D'IDENTIFICATION DU MEMBRE COMPENSATEUR (ACHETEUR):</b>	
<b>NOM ET NUMÉRO D'IDENTIFICATION DU PARTICIPANT AGRÉE (VENDEUR):</b>	
<b>NOM ET NUMÉRO D'IDENTIFICATION DU MEMBRE COMPENSATEUR (VENDEUR):</b>	
<b>NUMÉRO DE TÉLÉPHONE:</b>	
<b>NUMÉRO DE TÉLÉCOPIEUR OU COURRIEL:</b>	

Instruments Dérivés	Contrat à terme/ Option d'achat/ Option de vente	Mois d'échéance	Prix de levée de l'option (si applicable)	Nombre de Contrats	Prix	Type de stratégie* (si applicable)

Pour le personnel de la Bourse de Montréal seulement:

**Date et heure de réception:**

\_\_\_\_\_

**Signature autorisée de la Bourse de Montréal:**

\_\_\_\_\_

Les détails de ce formulaire sont acceptés par la Bourse de Montréal sur la stricte entente que la Bourse de Montréal n'assume aucune responsabilité quant à l'exactitude ou à l'intégralité des informations fournies par le participant agréé.

\* Chaque patte de la stratégie de négociation doit être inscrite séparément.

[00.00.00](#)

Page 3 de 3





<input checked="" type="checkbox"/> Négociation - Dérivés sur taux d'intérêt	<input checked="" type="checkbox"/> Back-office - Options
<input checked="" type="checkbox"/> Négociation - Dérivés sur actions et indices	<input checked="" type="checkbox"/> Technologie
<input checked="" type="checkbox"/> Back-office - Contrats à terme	<input checked="" type="checkbox"/> Réglementation
	<input type="checkbox"/> MCEX

**CIRCULAIRE**  
**Le 7 avril 2010**

## **SOLLICITATION DE COMMENTAIRES**

### **MODIFICATIONS AUX CARACTÉRISTIQUES**

#### **CONTRATS À TERME SUR OBLIGATIONS DU GOUVERNEMENT DU CANADA DE DEUX ANS (CGZ)**

#### **MODIFICATIONS À L'ARTICLE 6801 DE LA RÈGLE SIX ET AUX ARTICLES 15613 ET 15619 DE LA RÈGLE QUINZE DE BOURSE DE MONTRÉAL INC.**

Le Comité de règles et politiques de Bourse de Montréal Inc. (la « Bourse ») a approuvé des modifications à l'article 6801 de la Règle Six et aux articles 15613 et 15619 de la Règle Quinze de la Bourse pour le contrat à terme sur obligations du gouvernement du Canada de deux ans (« CGZ »). Les modifications visent à changer le taux du coupon notionnel de 4 % à 6 % et à exclure les obligations de 5 ans et de 10 ans du panier des obligations livrables.

Les commentaires relatifs aux modifications proposées doivent nous être présentés dans les 30 jours suivant la date de publication du présent avis, soit au plus tard le **6 mai 2010**. Prière de soumettre ces commentaires à :

Monsieur François Gilbert  
Vice-président, Affaires juridiques, produits dérivés  
Bourse de Montréal Inc.  
Tour de la Bourse  
C.P. 61, 800, square Victoria  
Montréal (Québec) H4Z 1A9  
Courriel : [legal@m-x.ca](mailto:legal@m-x.ca)

Ces commentaires devront également être transmis à l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) à l'attention de :

Madame Anne-Marie Beaudoin  
Directrice du secrétariat de l'Autorité  
Autorité des marchés financiers  
800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, Tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Courriel : [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

Circulaire no. : 040-2010

**Tour de la Bourse**  
C. P. 61, 800, square Victoria, Montréal (Québec) H4Z 1A9  
Téléphone : (514) 871-2424  
Sans frais au Canada et aux États-Unis : 1 800 361-5353  
Site Internet : [www.m-x.ca](http://www.m-x.ca)

**Annexes**

Les personnes intéressées trouveront en annexe le document d'analyse des modifications proposées de même que les Procédures modifiées. La date d'entrée en vigueur des modifications proposées sera déterminée par la Bourse, conformément au processus d'autocertification, tel que prévu par la Loi sur les instruments dérivés (L.R.Q., chapitre I-14.01).

**Processus d'établissement de règles**

La Bourse est autorisée à exercer l'activité de bourse et est reconnue à titre d'organisme d'autoréglementation (OAR) par l'Autorité. Le Conseil d'administration de la Bourse a délégué au Comité de Règles et Politiques l'approbation des Règles et Procédures. Les Règles de la Bourse sont soumises à l'Autorité conformément au processus d'autocertification, tel que prévu par la Loi sur les instruments dérivés (L.R.Q., chapitre I-14.01).

À titre d'OAR, la Bourse assume des responsabilités de réglementation de marché et d'encadrement des participants agréés. L'encadrement du marché et des participants agréés relève de la Division de la réglementation de la Bourse (la Division). La Division exerce ses activités de façon autonome par rapport à la Bourse, ayant une structure administrative distincte.

La Division est sous l'autorité d'un Comité spécial nommé par le Conseil d'administration de la Bourse. Le Comité spécial a le pouvoir de recommander au Conseil d'administration de la Bourse d'adopter ou de modifier les Règles de la Bourse concernant certains aspects de l'encadrement des participants agréés de la Bourse dont, entre autres, les Règles ayant trait aux exigences de marge et de capital. Le Conseil d'administration de la Bourse a délégué au Comité de Règles et Politiques de la Bourse le pouvoir d'adopter ou de modifier ces Règles sur recommandation du Comité spécial.



## MODIFICATIONS AUX CARACTÉRISTIQUES

### CONTRATS À TERME SUR OBLIGATIONS DU GOUVERNEMENT DU CANADA DE DEUX ANS (CGZ)

#### MODIFICATIONS À L'ARTICLE 6801 DE LA RÈGLE SIX ET AUX ARTICLES 15613 ET 15619 DE LA RÈGLE QUINZE DE BOURSE DE MONTRÉAL INC.

Le contrat à terme sur obligations du gouvernement du Canada de deux ans (CGZ) a été inscrit à la cote de Bourse de Montréal Inc. (la Bourse) le 3 mai 2004. À ce moment-là, la taille du contrat CGZ était de 100 000 \$CAN avec un coupon notionnel de 6 %. Le CGZ a été introduit afin d'accroître l'offre de produits de la Bourse sur la courbe de rendement du gouvernement du Canada (GdC), procurant ainsi aux participants une plus grande gamme d'opérations sur écart.

Le 17 novembre 2004, la Bourse a modifié les normes de livraison 1. En incluant au panier des obligations livrables des obligations du gouvernement du Canada émises à l'origine lors d'adjudications de 10 ans, du fait du nombre limité d'obligations du GdC de 2 ans en circulation et 2. En réduisant l'unité de fluctuation minimale de 0,01 \$CAN à 0,005 \$CAN.

Le 24 juillet 2006, la Bourse a modifié la taille du contrat de 100 000 \$CAN à 200 000 \$CAN pour une utilisation plus efficace et pour harmoniser la taille du contrat avec celle de contrats similaires ailleurs dans le monde (CBOT). Le coupon notionnel a été réduit de 6 % à 4 % et l'encours minimal des obligations du GdC requis pour inclusion au panier des obligations livrables a été réduit de 3,5 milliards de dollars canadiens à 2,4 milliards de dollars canadiens.

À la suite d'une démarche consultative auprès des participants au marché et afin de s'adapter aux nouvelles conditions de marché, la Bourse propose :

- A. de modifier le taux du coupon notionnel du contrat CGZ de 4 % à 6 %;
- B. d'exclure les obligations du GdC de 5 ans et de 10 ans du panier des obligations livrables.

Ces changements s'appuient sur les considérations suivantes :

- A. Augmentation du taux du coupon du contrat CGZ de 4 % à 6 % dans le but d':
  - 1 harmoniser le coupon notionnel à 6% du contrat CGZ avec celui des autres contrats sur obligations du GdC de la Bourse (CGF, CGB, LGB);
  - 2 harmoniser le contrat CGZ avec les principaux contrats similaires négociés dans le monde;
  - 3 de réduire l'optionalité (à la demande des clients côté acheteur et des mainteneurs de marché) en anticipation d'une augmentation des taux d'intérêt;
  - 4 de faciliter l'évaluation du contrat.

B. Exclusion des obligations du GdC de 5 ans et de 10 ans du panier des obligations livrables :

- 1 retrait des émissions non liquides (5 ans et 10 ans), surtout quand elles sont les obligations les moins chères à livrer étant donné que ces obligations sont difficiles à acquérir sur le marché au comptant;
- 2 facilitation des opérations sur la base.

## I. RÉSUMÉ

### a) Modifications réglementaires proposées

Afin de:

- i) changer le taux du coupon notionnel de 4 % à 6 %,
- ii) d'exclure les obligations de 5 ans et de 10 ans du panier des obligations livrables,

La Bourse propose de modifier l'article 6801 de la Règle Six et les articles 15613 et 15619 de la Règle Quinze de la Bourse pour le contrat CGZ. La Bourse souhaite que les changements proposés entrent en vigueur pour le mois d'échéance (**échéance du contrat à déterminer**) du contrat à terme CGZ. Par ces modifications, la Bourse vise à augmenter l'utilisation du contrat CGZ.

Les changements proposés permettront à la Bourse d'être mieux positionnée pour réagir et s'adapter rapidement aux conditions de marché changeantes du marché au comptant sous-jacent.

La Bourse souhaite que les changements proposés entrent en vigueur pour le mois d'échéance (**échéance du contrat à déterminer**) du contrat à terme CGZ et les contrats suivants. Par ces modifications, la Bourse vise à augmenter l'utilisation du contrat CGZ et l'efficacité de son marché.

## II. ARGUMENTAIRE

### A. Modification du taux du coupon notionnel de 4 % à 6 %.

À la suite d'une démarche consultative auprès de participants au marché, la Bourse propose d'augmenter le taux du coupon notionnel du contrat CGZ de 4 % à 6 %.

Plusieurs facteurs motivent la modification du taux du coupon notionnel :

- a) **Harmoniser avec le coupon notionnel de 6 % des contrats à terme sur obligations du GdC de 5 ans (CGF), contrats à terme sur obligations du GdC de 10 ans (CGB), contrats à terme sur obligations du GdC de 30 ans (LGB).**

Le fait d'harmoniser le taux du coupon notionnel à 6 % pour tous les contrats à terme sur obligations du GdC facilitera les opérations mixtes intermarché (ou *intermarket spreads*) entre les contrats CGZ, CGF, CGB et LGB en utilisant le mécanisme de négociation d'écarts implicites (*implied spreads*) pour les contrats à terme sur taux d'intérêt.

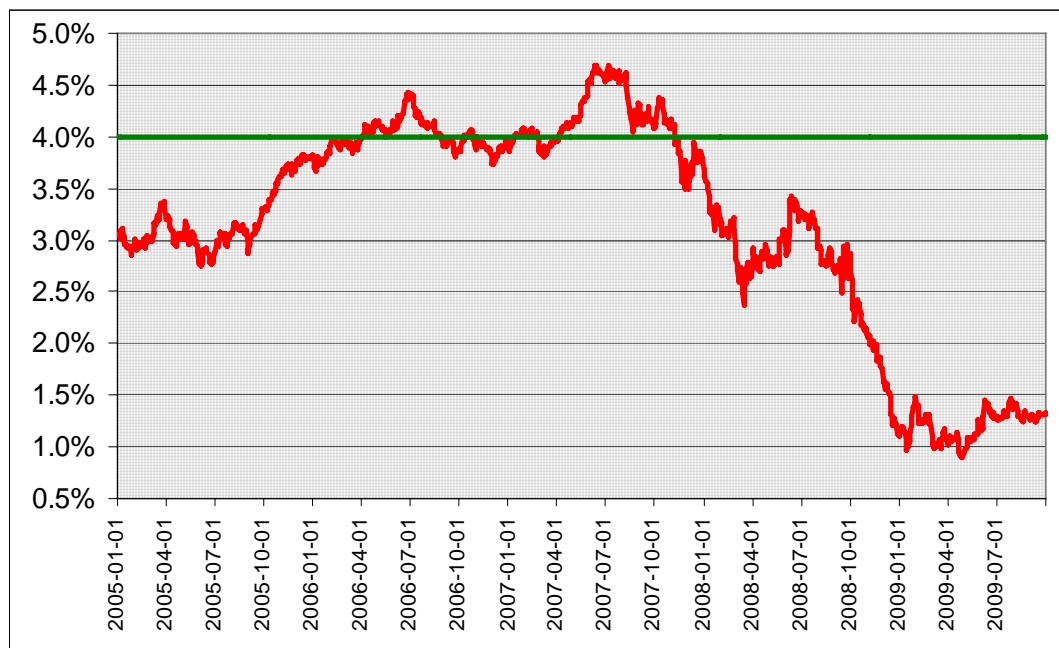
- b) **Harmoniser avec le coupon notionnel de 6 % des contrats similaires négociés ailleurs dans le monde.**

Le fait d'harmoniser le coupon notionnel de 6 % pour les contrats à terme internationaux sur obligations gouvernementales de 2 ans facilitera les opérations mixtes intermarché (*intermarket spreads*) avec les contrats à terme Schatz (EUREX) et les contrats à terme sur obligations du Trésor américain de 2 ans (CBOT).

### c) Problème d'optionnalité et d'évaluation du contrat

Il y a eu trop de changements dans l'obligation la moins chère à livrer, soit trop d'optionnalité du CGZ quand les taux du gouvernement du Canada de 2 ans se sont stabilisés autour de 4% entre mars 2006 et novembre 2007 (voir graphique 1 ci-dessous).

**Graphique 1 : Rendements des obligations du GdC de 2 ans  
Aucun coupon de janvier 2005 à décembre 2009**



Source : Banque du Canada

Étant donné qu'entre mars 2006 et novembre 2007, les rendements des obligations du GdC de 2 ans (actuellement autour de 1,3 %) étaient trop près du taux du coupon notionnel de 4 % du contrat CGZ, le statut d'obligation la moins chère à livrer passait plus fréquemment d'une obligation à l'autre (augmentation de l'optionnalité) à la suite d'une petite variation dans les rendements des obligations du GdC de 2 ans. Cette situation a eu une incidence défavorable sur les opérateurs en couverture. Des changements fréquents de l'obligation la moins chère à livrer signifient que ces opérateurs doivent réajuster régulièrement leurs ratios de couverture à cause de changements dans la durée de l'obligation la moins chère à livrer – ce qui augmente les coûts. Ainsi, cela a eu pour effet sur les opérateurs en couverture de ne pas avoir utilisé le contrat CGZ.

Lorsque les taux d'intérêt commenceront à monter (les taux d'intérêt suivent un processus de retour à la moyenne), mais tant que les rendements des obligations du GdC de 2 ans ne seront pas plus élevés que 6 %, l'augmentation proposée à 6 % du

taux du coupon notionnel du contrat CGZ favorisera les obligations de plus courte durée et positionnera l'obligation du GdC de 2 ans anciennement émise (*off-the run*) comme l'obligation la moins chère à livrer. Un taux de coupon notionnel de 6 % réduira grandement la probabilité que l'obligation la moins chère à livrer change, ce qui profitera aux opérateurs en couverture puisqu'ils devront réajuster beaucoup moins fréquemment leur ratio de couverture. Le contrat CGZ sera alors beaucoup plus efficace à utiliser pour ces opérateurs.

**Le contrat est trop difficile à évaluer** avec un coupon actuel de 4 % lorsque le taux du 2 ans s'approche du seuil de 4 %.

Lorsque les taux du marché sont près du taux du coupon notionnel du contrat CGZ, il y a une incertitude liée à l'obligation qui deviendra la moins chère à livrer. Cette incertitude rend le contrat plus difficile à évaluer (c'est-à-dire, de déterminer un juste prix). Ainsi, avec des rendements d'obligations du GdC de 2 ans autour de 4 %, les participants du marché sont réticents à négocier le contrat CGZ puisqu'il est plus difficile d'en déterminer la juste valeur.

Conséquemment, dès que les participants du marché croient que l'obligation la moins chère à livrer est sur le point de changer, il devient plus difficile pour les mainteneurs de marché d'afficher des cours acheteur et vendeur à la juste valeur, ce qui entraîne l'inactivité des participants du marché côté acheteur qui renoncent à la négociation du contrat CGZ.

## **B. Exclusion des obligations de 5 ans et de 10 ans du panier des obligations livrables.**

Après une démarche consultative auprès des participants au marché, la Bourse recommande de changer les normes de livraison du contrat CGZ en retirant du panier des obligations livrables les obligations qui ont été à l'origine émises lors adjudications d'obligations du GdC de 5 ans et de 10 ans.

Plusieurs facteurs justifient la modification des normes de livraison du contrat CGZ.

### **a. Problème de liquidité des obligations livrables du panier du CGZ, qui ont été à l'origine émises lors d'adjudications d'obligations du GdC de 5 ans et de 10 ans.**

Le panier des obligations livrables du contrat CGZ contient des obligations qui ont été à l'origine émises lors d'adjudication d'obligations du GdC de 5 ans et de 10 ans. Malgré l'important encours total, de vieilles obligations du GdC de 5 ans et de 10 ans qui font partie du panier des livrables du CGZ ne sont pas activement négociées sur le marché au comptant étant donné qu'elles ont été achetées par des investisseurs institutionnels dans le but de les détenir jusqu'à maturité. Ainsi, une grande proportion de ces émissions n'est pas facilement disponible sur le marché; il est alors plus difficile pour les participants d'obtenir ces obligations dans le but d'exécuter des opérations de base ou des opérations au comptant avec le contrat CGZ.

Pour illustrer la situation, le Tableau 1 montre la liste du panier des obligations livrables pour le contrat à terme CGZ incluant seulement les obligations du GdC de 2 ans qui satisfont aux nouvelles normes de livraison. Ce tableau est une projection basée sur des émissions passées. Nous constatons que le panier inclut seulement des émissions de 2 ans. L'encours total varie entre 12,5 et 20 milliards de dollars.

**Tableau 1: Panier d'obligations livrables du CGZ contenant seulement des obligations du GdC de 2 ans – Proposition**

Échéance	Déc. 2010	Mars 2011	Juin 2011	Sept. 2011	Déc. 2011	Mars 2012
Sept-2012	10,5					
Mars-2013	3,2	9	9			
Juin-2013		3,5	10	10		
Sept-2013				10	10	
Déc-2013					9,5	9,5
Mars-2014						9
Total du montant en cours (milliards de \$CAN)	13,7	12,5	19	20	19,5	18,5

Source : Département de recherche de la Bourse de Montréal – prévisions basées sur des émissions de 2009 (source Banque du Canada)

**b. L'obligation la moins chère à livrer est souvent une vieille obligation de 5 ans ou de 10 ans qui a des problèmes de liquidité.**

Étant donné les conditions de marché actuelles où les rendements des obligations du GdC de 2 ans (1,28 % en date du 11 janvier 2010) sont très en deçà du taux du coupon notionnel de 6 %, les obligations à plus courte maturité sont favorisées pour être l'obligation la moins chère à livrer pour le contrat CGZ.

Ainsi, l'obligation la moins chère à livrer est fréquemment une vieille obligation du GdC de 5 ans ou de 10 ans qui n'est pas activement négociée sur le marché au comptant – ce qui réduit l'efficacité du contrat, comme il est illustré dans le Tableau 2 où une obligation émise à l'origine lors d'une adjudication de 5 ans (c'est-à-dire CAN 3,75 % 9/11) est l'obligation la moins chère à livrer.

**Tableau 2 : Situation actuelle du panier des obligations livrables pour le mois d'échéance mars 2010**

Cheapest to Deliver				Trade 1/11/10				Dlv 3/31/10			
CAN 2YR BOND FUT Mar10 CVHO 103.910				Set 1/13/10				Cheapest IRP= .60			
Order	DR	re-sort?	Y	(Mid) Price	Source	Conv. Yield	C.Factor	DECIMAL Gross Basis	77 Days Act/365 Implied Repo%	Actual Repo%	DECIMAL Net Basis
MASTER :											
1)	CAN	3 3/4	09/01/11	104.210	RBCS	1.135	.996400	.674	.60	.42	-.039
2)	CAN	1	09/01/11	99.767	RBCS	1.145	.956700	.356	-.67	.42	.230
3)	CAN	1 1/4	12/01/11	99.890	RBCS	1.309	.953900	.770	-2.40	.42	.596
4)	CAN	5 1/4	06/01/12	108.527	RBCS	1.587	1.026600	1.853	-3.24	.42	.843
5)	CAN	1 1/2	03/01/12	100.054	RBCS	1.474	.952400	1.090	-3.66	.42	.863
6)	CAN	3 3/4	06/01/12	105.014	RBCS	1.596	.994600	1.665	-3.93	.42	.968
7)	CAN	2	09/01/12	100.598	RBCS	1.766	.952900	1.582	-5.41	.42	1.242

Source : Bloomberg L.P

**c. L'offre d'obligations du GdC de 2 ans est suffisante pour créer un panier d'obligations livrables sans y inclure les vieilles obligations du GdC de 5 ans et de 10 ans.**

Le gouvernement du Canada a augmenté de façon importante les émissions d'obligations dans le cadre de son programme de gestion de la dette 2010-2011 afin de financer les besoins financiers prévus de plus de 100 milliards de dollars canadiens; il y a ainsi une hausse considérable de l'offre d'obligations du GdC pour chaque segment de la courbe.

Le niveau des émissions brutes d'obligations du GdC atteindra 25 % de plus que les 82 milliards de dollars annoncés dans la Stratégie de gestion de la dette 2009-2010. Cela dépasse les 75 milliards de dollars émis en 2008-2009, et les 34 milliards de dollars en 2007-2008.

En 2009-2010, des maturités additionnelles de mars et septembre ont été ajoutées dans le segment des obligations du GdC de 2 ans.

Comme la taille cible des émissions d'obligations de référence de 2 ans du GdC se maintiendra entre 7 milliards et 10 milliards de dollars, le panier des obligations livrables du CGZ sera suffisant s'il est conçu pour inclure seulement des obligations du GdC qui ont été à l'origine émises à des adjudications de d'obligations de 2 ans. On exclue ainsi les vieilles obligations du GdC de 5 ans et de 10 ans. Veuillez vous référer au Tableau 1.

### **III. SOMMAIRE DES MODIFICATIONS PROPOSÉES AUX RÈGLES DE LA BOURSE**

#### **Article 6801 de la Règle Six**

La Bourse propose de modifier le paragraphe d) de l'article 6801 intitulé « Unité de négociation standard » de la Règle Six en supprimant le sous-paragraphe i), en le remplaçant par le sous-paragraphe ii) modifié et en créant un nouveau sous-paragraphe ii), afin de changer le taux du coupon notionnel du contrat CGZ de 4 % à 6 %.

Nous profitons de l'occasion pour retirer de l'article 6801, les dispositions faisant référence aux spécifications des contrats qui prévalaient avant décembre 2006 étant donné que ces dispositions sont désuètes.

#### **Articles 15613 et 15619 de la Règle Quinze**

La Bourse propose de modifier les articles 15613 de la Règle Quinze en supprimant la paragraphe c), en le remplaçant par le paragraphe d) modifié, et en ajoutant le paragraphe d), et de modifier le sous-paragraphe b) ii) de l'article 15619, afin de changer le taux du coupon notionnel du contrat CGZ de 4 % à 6 % et de permettre à la Bourse d'exclure du panier des obligations livrables les obligations qui ont été à l'origine émises à des adjudications d'obligations du GdC de 5 ans et de 10 ans.

Nous profitons de l'occasion pour retirer de l'article 15613, les dispositions faisant référence aux spécifications des contrats qui prévalaient avant décembre 2006 étant donné que ces dispositions sont désuètes.

En ce qui concerne l'article 15613, le paragraphe g) contient également des références à des spécifications qui sont désuètes depuis 2006 et que nous proposons de retirer.



#### **IV. OBJECTIFS DES MODIFICATIONS PROPOSÉES AUX RÈGLES DE LA BOURSE**

Le but des modifications proposées par la modification de l'article 6801 de la Règle Six et des articles 15613 et 15619 de la Règle Quinze de la Bourse est de permettre à la Bourse de pouvoir changer le taux du coupon notionnel du contrat CGZ de 4 % à 6 % et d'exclure du panier des obligations livrables du contrat CGZ les obligations non liquides qui ont été à l'origine émises à des adjudications d'obligations du GdC de 5 ans et de 10 ans afin de rendre le contrat CGZ plus efficient pour les participants du marché.

#### **V. INTÉRÊT DU PUBLIC**

Les modifications aux Règles de la Bourse sont proposées afin de rendre l'utilisation du contrat CGZ plus efficiente pour les participants du marché qui ont exprimé leur appui pour changer le taux du coupon notionnel de 4 % à 6 % et pour exclure du panier des obligations livrables du contrat CGZ les obligations non liquides qui ont été à l'origine émises lors d'adjudications d'obligations du GdC de 5 ans et de 10 ans dans le but d'améliorer leurs stratégies de négociation et/ou de gestion de risque.

#### **VI. PROCESSUS**

Les modifications proposées aux Règles Six et Quinze seront présentées pour approbation au Comité des Règles et Politiques de la Bourse. Les modifications proposées seront ensuite soumises à l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) aux fins du processus d'autocertification. Ces modifications seront également transmises à la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (CVMO) pour information. Elles seront aussi publiées par la Bourse pour une période de sollicitation de commentaires de 30 jours.

## VII. DOCUMENTS EN ANNEXE

- 1 Règle Six : modifications de l'article 6801
- 2 Règle Quinze : modifications des articles 15613 et 15619
- 3 Pour information : caractéristiques du contrat CGZ

**6801 Unité de négociation standard**

(24.01.86, 22.04.88, 08.09.89, 16.04.92, 19.01.95, 07.09.99, 31.01.01, 29.04.02, 14.06.02, 03.05.04, 24.07.06, 16.11.07, 30.05.08, 15.05.09, 00.00.00)

Seuls peuvent être négociés à la Bourse les contrats à terme ayant des conditions standards et émis par la corporation de compensation désignée en collaboration avec la Bourse.

A moins que la Bourse en décide autrement, l'unité de négociation sera composée comme suit :

- a) dans le cas des contrats à terme 30 jours sur le taux «repo» à un jour :

5 000 000 \$ CAN de valeur nominale.

- b) dans le cas des contrats à terme sur acceptations bancaires canadiennes de 1 mois :

3 000 000 \$ CAN de valeur nominale d'acceptations bancaires canadiennes de 1 mois.

- c) dans le cas des contrats à terme sur acceptations bancaires canadiennes de 3 mois :

1 000 000 \$ CAN de valeur nominale d'acceptations bancaires canadiennes de 3 mois.

- d) ~~i) Dans le cas des contrats à terme sur obligations du gouvernement du Canada de 2 ans :~~

~~100 000 \$ CAN de valeur nominale d'une obligation notionnelle du gouvernement du Canada et portant un coupon de 6 %;~~

- ~~ii) dans le cas des contrats à terme sur obligations du gouvernement du Canada de 2 ans échéant avant (échéance du contrat à déterminer) en décembre 2006 et les mois subséquents :~~

~~200 000 \$ CAN de valeur nominale d'une obligation notionnelle du gouvernement du Canada et portant un coupon de 4 %.~~

- ii) dans le cas des contrats à terme sur obligations du gouvernement du Canada de 2 ans échéant en (échéance du contrat à déterminer) et les mois subséquents :

200 000 \$ CAN de valeur nominale d'une obligation notionnelle du gouvernement du Canada et portant un coupon de 6 %.

- e) dans le cas des contrats à terme sur obligations du gouvernement du Canada de 5 ans :

100 000 \$ CAN de valeur nominale d'une obligation notionnelle du gouvernement du Canada et portant un coupon de 6 %.

- f) dans le cas des contrats à terme sur obligations du gouvernement du Canada de 10 ans :

100 000 \$ CAN de valeur nominale d'une obligation notionnelle du gouvernement du Canada et portant un coupon de 6 %.

- g) dans le cas des contrats à terme sur obligations du gouvernement du Canada de 30 ans :

100 000 \$ CAN de valeur nominale d'une obligation notionnelle du gouvernement du Canada et portant un coupon de 4 %.

- h) dans le cas des contrats à terme sur l'indice S&P/TSX 60 :

200 \$CAN X le niveau du contrat à terme sur l'indice S&P/TSX 60.

- i) dans le cas des contrats à terme mini sur l'indice composé S&P/TSX:

5 \$CAN X le niveau du contrat à terme mini sur l'indice composé S&P/TSX.

- j) dans le cas des contrats à terme sur indices sectoriels S&P/TSX désignés :

La Bourse, après avoir consulté la Corporation canadienne de compensation de produits dérivés, fixe la quotité de négociation pour chacun des contrats à terme admis à la négociation.

- k) dans le cas des contrats à terme sur actions canadiennes et internationales :

La Bourse, après avoir consulté la Corporation canadienne de compensation de produits dérivés, fixe la quotité de négociation pour chacun des contrats à terme admis à la négociation.

- l) dans le cas des contrats à terme sur unités d'équivalent en dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>e) avec règlement physique:

100 unités d'équivalent en dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>e). Chaque unité permet l'émission d'une tonne métrique d'équivalent en dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>e).

- m) dans le cas des contrats à terme sur unités d'équivalent en dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>e) avec règlement en espèces :

100 unités d'équivalent en dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>e). Chaque unité permet l'émission d'une tonne métrique d'équivalent en dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>e).

**15613 Normes de livraison**

(08.09.89, 20.11.89, 05.03.90, 01.07.92, 01.10.92, 12.07.94, 19.01.95, 05.08.97, 06.11.97, 22.12.99, 03.05.04, 17.11.04, 24.07.06, 16.11.07, [00.00.00](#))

- a) Pour le contrat à terme sur obligations du gouvernement du Canada de 10 ans, seules peuvent faire l'objet d'une livraison les obligations du gouvernement du Canada qui :
- i) ont un terme à courir entre 8 ans et 10½ ans, à partir du premier jour du mois de livraison (dans le but de déterminer l'échéance d'une obligation livrable et pour les fins de règlement, le temps à courir à l'échéance d'une émission donnée est calculé en périodes entières de trois mois en arrondissant au trimestre entier le plus rapproché, par ex., 10 ans et sept mois sera considéré comme étant 10½ ans, à partir du premier jour du mois de livraison) ;
  - ii) ont un montant nominal en cours, déduction faite de tout rachat possible par le gouvernement du Canada d'au moins 3,5 milliards de dollars jusqu'à la fin de la période durant laquelle l'obligation est livrable ;
  - iii) sont à l'origine vendues par adjudication comme des émissions à 10 ans (une obligation n'ayant pas été adjugée comme une émission à 10 ans et respectant par ailleurs toutes les autres normes de livraison de la présente règle est réputée livrable, si, au cours des 12 derniers mois précédant la première journée à laquelle un avis de livraison est soumis pour un mois de livraison, le montant total de ses réouvertures est d'au moins 3,5 milliards de dollars) ;
  - iv) sont émises et livrées le ou avant le 15<sup>e</sup> jour précédant la première journée à laquelle un avis de livraison est soumis pour un mois de livraison ;
  - v) ont une valeur nominale à l'échéance en multiples de 100 000 \$ CAN ; et
  - vi) ont un coupon de 6 %. Toutefois, au gré du vendeur, une émission d'obligations du gouvernement du Canada ayant un coupon autre que 6 % peut être livrée. Le montant de prime ou d'escompte à l'égard de chaque émission livrable est calculé en fonction d'un rendement équivalent à celui d'une obligation du gouvernement du Canada portant un intérêt de 6 % se vendant au pair.
- b) Pour le contrat à terme sur obligations du gouvernement du Canada de 5 ans, seules peuvent faire l'objet d'une livraison les obligations du gouvernement du Canada qui :
- i) ont un terme à courir entre 3 ans 6 mois et 5 ans 3 mois, à partir du premier jour du mois de livraison (dans le but de déterminer l'échéance d'une obligation livrable et pour les fins de règlement, le temps à courir à l'échéance d'une émission donnée est calculé en périodes entières d'un mois en arrondissant au mois le plus rapproché, par ex., 4 ans et 5 mois et 14 jours sera considéré comme étant 4 ans et 5 mois, à partir du premier jour du mois de livraison) ;
  - ii) ont un montant nominal en cours d'au moins 3,5 milliards de dollars (déduction faite de tout rachat possible par le gouvernement du Canada jusqu'à la fin de la période durant laquelle l'obligation est livrable) ;
  - iii) ont une échéance originale d'au plus 5 ans et 9 mois (une émission ayant une échéance originale de plus de 5 ans et 9 mois et respectant par ailleurs toutes les autres normes de livraison de la présente règle est réputée livrable, si, au cours des 12 derniers mois

précédant la première journée à laquelle un avis de livraison est soumis pour un mois de livraison, le montant total de ses réouvertures est d'au moins 3,5 milliards de dollars, ou si l'émission était livrable pour le contrat à terme sur obligations du gouvernement du Canada de 10 ans) ;

- iv) sont émises et livrées le ou avant le 15<sup>e</sup> jour précédant la première journée à laquelle un avis de livraison est soumis pour un mois de livraison ;
- v) ont une valeur nominale à l'échéance en multiples de 100 000 \$ CAN ; et
- vi) ont un coupon de 6 %. Toutefois, au gré du vendeur, une émission d'obligations du gouvernement du Canada ayant un coupon autre que 6 % peut être livrée. Le montant de prime ou d'escompte à l'égard de chaque émission livrable est calculé en fonction d'un rendement équivalent à celui d'une obligation du gouvernement du Canada portant un intérêt de 6 % se vendant au pair.

~~e) Pour le contrat à terme sur obligations du gouvernement du Canada de 2 ans, seules peuvent faire l'objet d'une livraison les obligations du gouvernement du Canada qui :~~

- ~~i) ont un terme à courir entre 1 an 6 mois et 2 ans 6 mois, à partir du premier jour du mois de livraison (dans le but de déterminer l'échéance d'une obligation livrable et pour les fins de règlement, le temps à courir à l'échéance d'une émission donnée est calculé en périodes entières d'un mois en arrondissant au mois le plus rapproché, par ex., 2 ans et 1 mois et 14 jours sera considéré comme étant 2 ans et 1 mois, à partir du premier jour du mois de livraison) ;~~
- ~~ii) ont un montant nominal en cours d'au moins 3,5 milliards de dollars (déduction faite de tout rachat possible par le gouvernement du Canada jusqu'à la fin de la période durant laquelle l'obligation est livrable) ;~~
- ~~iii) ont été initialement émises à des adjudications d'obligations du gouvernement du Canada de 2 ans, de 5 ans ou de 10 ans (une obligation qui n'a pas été initialement émise à une adjudication d'obligations du gouvernement du Canada de 2 ans, de 5 ans ou de 10 ans et respectant par ailleurs toutes les autres normes de livraison de la présente règle est réputée livrable, si, au cours des 12 derniers mois précédant la première journée à laquelle un avis de livraison est soumis pour un mois de livraison, le montant total de ses réouvertures est d'au moins 3,5 milliards de dollars) ;~~
- ~~iv) sont émises et livrées le ou avant le 15<sup>e</sup> jour précédant la première journée à laquelle un avis de livraison est soumis pour un mois de livraison ;~~
- ~~v) ont une valeur nominale à l'échéance en multiples de 100 000 \$ CAN ; et~~
- ~~vi) ont un coupon de 6 %. Toutefois, au gré du vendeur, une émission d'obligations du gouvernement du Canada ayant un coupon autre que 6% peut être livrée. Le montant de prime ou d'escompte à l'égard de chaque émission livrable est calculé en fonction d'un rendement équivalent à celui d'une obligation du gouvernement du Canada portant un intérêt de 6 % se vendant au pair.~~

~~c<sup>d</sup>) Pour le contrat à terme sur obligations du gouvernement du Canada de 2 ans échéant avant (échéance du contrat à déterminer) en décembre 2006 et les mois subséquents, seules peuvent faire l'objet d'une livraison les obligations du gouvernement du Canada qui :~~

- i) ont un terme à courir entre 1 an 6 mois et 2 ans 6 mois, à partir du premier jour du mois de livraison (dans le but de déterminer l'échéance d'une obligation livrable et pour les fins de règlement, le temps à courir à l'échéance d'une émission donnée est calculé en périodes entières d'un mois en arrondissant au mois le plus rapproché, par ex., 2 ans et 1 mois et 14 jours sera considéré comme étant 2 ans et 1 mois, à partir du premier jour du mois de livraison) ;
- ii) ont un montant nominal en cours d'au moins 2,4 milliards de dollars (déduction faite de tout rachat possible par le gouvernement du Canada jusqu'à la fin de la période durant laquelle l'obligation est livrable) ;
- iii) ont été initialement émises à des adjudications d'obligations du gouvernement du Canada de 2 ans, de 5 ans ou de 10 ans (une obligation qui n'a pas été initialement émise à une adjudication d'obligations du gouvernement du Canada de 2 ans, de 5 ans ou de 10 ans et respectant par ailleurs toutes les autres normes de livraison de la présente règle est réputée livrable, si, au cours des 12 derniers mois précédant la première journée à laquelle un avis de livraison est soumis pour un mois de livraison, le montant total de ses réouvertures est d'au moins 2,4 milliards de dollars);
- iv) sont émises et livrées le ou avant le 15<sup>e</sup> jour précédant la première journée à laquelle un avis de livraison est soumis pour un mois de livraison ;
- v) ont une valeur nominale à l'échéance en multiples de 200 000 \$ CAN ; et
- vi) ont un coupon de 4%. Toutefois, au gré du vendeur, une émission d'obligations du gouvernement du Canada ayant un coupon autre que 4% peut être livrée. Le montant de prime ou d'escompte à l'égard de chaque émission livrable est calculé en fonction d'un rendement équivalent à celui d'une obligation du gouvernement du Canada portant un intérêt de 4% se vendant au pair.

de) Pour le contrat à terme sur obligations du gouvernement du Canada de 2 ans échéant en (échéance du contrat à déterminer) et les mois subséquents, seules peuvent faire l'objet d'une livraison les obligations du gouvernement du Canada qui :

- i) ont un terme à courir entre 1 an 6 mois et 2 ans 6 mois, à partir du premier jour du mois de livraison (dans le but de déterminer l'échéance d'une obligation livrable et pour les fins de règlement, le temps à courir à l'échéance d'une émission donnée est calculé en périodes entières d'un mois en arrondissant au mois le plus rapproché, par ex., 2 ans et 1 mois et 14 jours sera considéré comme étant 2 ans et 1 mois, à partir du premier jour du mois de livraison) ;
- ii) ont un montant nominal en cours d'au moins 2,4 milliards de dollars (déduction faite de tout rachat possible par le gouvernement du Canada jusqu'à la fin de la période durant laquelle l'obligation est livrable) ;
- iii) ont été initialement émises à des adjudications d'obligations du gouvernement du Canada de 2 ans (une obligation qui n'a pas été initialement émise à une adjudication d'obligations du gouvernement du Canada de 2 ans et respectant par ailleurs toutes les autres normes de livraison de la présente règle est réputée livrable, si, au cours des 12 derniers mois précédant la première journée à laquelle un avis de livraison est soumis pour un mois de livraison, le montant total de ses réouvertures est d'au moins 2,4 milliards de dollars);

iv) sont émises et livrées le ou avant le 15e jour précédant la première journée à laquelle un avis de livraison est soumis pour un mois de livraison ;

v) ont une valeur nominale à l'échéance en multiples de 2+00 000 \$ CAN ; et

vi) ont un coupon de 6%. Toutefois, au gré du vendeur, une émission d'obligations du gouvernement du Canada ayant un coupon autre que 6% peut être livrée. Le montant de prime ou d'escompte à l'égard de chaque émission livrable est calculé en fonction d'un rendement équivalent à celui d'une obligation du gouvernement du Canada portant un intérêt de 6% se vendant au pair.

e) Pour le contrat à terme sur obligations du gouvernement du Canada de 30 ans, seules peuvent faire l'objet d'une livraison les obligations du gouvernement du Canada qui :

i) ont un terme à courir entre 21 ans et 33 ans, à partir du premier jour du mois de livraison (dans le but de déterminer l'échéance d'une obligation livrable et pour les fins de règlement, le temps à courir à l'échéance d'une émission donnée est calculé en périodes entières de trois mois en arrondissant au trimestre entier le plus rapproché, par ex., 30 ans et sept mois sera considéré comme étant 30½ ans, à partir du premier jour du mois de livraison) ;

ii) ont un montant nominal en cours d'au moins 3,5 milliards de dollars (déduction faite de tout rachat possible par le gouvernement du Canada jusqu'à la fin de la période durant laquelle l'obligation est livrable) ;

iii) sont à l'origine vendues par adjudication comme des émissions à 30 ans (une obligation n'ayant pas été adjugée comme une émission à 30 ans et respectant par ailleurs toutes les autres normes de livraison de la présente règle est réputée livrable, si, au cours des 12 derniers mois précédant la première journée à laquelle un avis de livraison est soumis pour un mois de livraison, le montant total de ses réouvertures est d'au moins 3,5 milliards de dollars) ;

iv) sont émises et livrées le ou avant le 15e jour précédant la première journée à laquelle un avis de livraison est soumis pour un mois de livraison ;

v) ont une valeur nominale à l'échéance en multiples de 100 000 \$ CAN ; et

vi) ont un coupon de 4 %. Toutefois, au gré du vendeur, une émission d'obligations du gouvernement du Canada ayant un coupon autre que 4 % peut être livrée. Le montant de prime ou d'escompte à l'égard de chaque émission livrable est calculé en fonction d'un rendement équivalent à celui d'une obligation du gouvernement du Canada portant un intérêt de 4 % se vendant au pair.

f) Le prix d'une obligation du gouvernement du Canada livrable sera déterminé selon les tables de facteurs de concordance publiées par la Bourse.

Le facteur de concordance est la valeur actualisée au taux notionnel du contrat à terme de l'obligation livrable considérée au premier jour du mois de livraison, moins l'intérêt couru, jusqu'au jour de livraison.

g) Le montant de règlement à la livraison est de ~~1 000 \$ (2 000 \$ pour le contrat à terme sur obligations du gouvernement du Canada de 2 ans échéant en décembre 2006 et les mois subséquents)~~ multiplié par le facteur de concordance de l'émission d'obligations qui est livrée



et par le prix de règlement de ladite série de contrats à terme et additionné des intérêts courus jusqu'au jour de livraison. L'intérêt couru est à la charge du participant agréé qui prend livraison.

- h) Toutes les obligations du gouvernement du Canada livrées en vertu d'un contrat doivent faire partie de la même émission.
- i) Avant qu'un contrat soit inscrit pour négociation, la Bourse a le droit d'exclure toute émission livrable, même si elle est conforme aux normes stipulées dans la présente Règle.

**15619 Urgences, forces majeures, actions des gouvernements**

(08.09.89, 19.01.95, 05.08.97, 22.12.99, 03.05.04, 16.11.07, 00.00.00)

- a) Dans le cas où une opération de livraison ne peut s'effectuer, due à une grève, un incendie, un accident, une action d'un gouvernement, une force majeure ou autre situation d'urgence, le détenteur de positions acheteurs ou de positions vendeurs devra immédiatement avertir la Bourse et la corporation de compensation. Si la Bourse ou la corporation de compensation détermine qu'une action urgente est nécessaire, une réunion spéciale du Conseil d'administration sera convoquée à ce sujet et toute décision prise dans les circonstances liera toutes les parties aux contrats à terme. Si le Conseil d'administration juge, de son propre chef, qu'une situation urgente est en cours, il prendra toutes les mesures nécessaires dans les circonstances et sa décision liera toutes les parties aux contrats à terme. Le Conseil d'administration pourra, par exemple, prolonger la période de livraison ou désigner des endroits différents pour les opérations de livraison.
- b) Dans le cas où le Conseil d'administration détermine qu'il existe ou qu'il peut exister une pénurie d'obligations du gouvernement du Canada livrables, il pourra à sa discrétion prendre action afin de corriger ou prévenir la situation. Le Conseil d'administration pourra, par exemple :
  - i) désigner comme obligation livrable, toute autre obligation du gouvernement du Canada qui ne satisfait pas aux caractéristiques et aux conditions établies à la Règle ;
  - ii) en plus des procédures normales de livraison, déterminer un règlement au comptant basé sur la valeur au comptant d'une obligation du gouvernement du Canada portant ~~un~~ intérêt au taux spécifié dans les caractéristiques ~~de 6% dans le cas~~ des contrats à terme sur obligations du gouvernement du Canada de 2 ans, 5 ans ~~30 ans, de 10 ans et de 5 ans ou et de 230 ans~~ désignés ~~et de 4% pour les contrats à terme sur obligations du gouvernement du Canada de 2 ans et de 30 ans désignés~~, tel qu'il sera déterminé en utilisant la courbe de rendement des obligations du gouvernement du Canada le dernier jour de négociation.

**CGZ - Contrat à terme sur obligations du gouvernement du Canada de deux ans****Caractéristiques**

<b>Unité de négociation</b>	200,000 \$ CA de valeur nominale d'une obligation du gouvernement du Canada avec un coupon notionnel de 46%.
<b>Mois d'échéance</b>	Mars, juin, septembre et décembre.
<b>Cotation des prix</b>	Cotés sur une base nominale de 100 points ou 1 point est équivalent à 2 000 \$ CA.
<b>Dernier jour de négociation / Échéance</b>	La négociation se termine à 13 h (HE) le 7 <sup>e</sup> jour ouvrable précédant le dernier jour ouvrable du mois de livraison.
<b>Type de contrat</b>	Livraison physique d'obligations gouvernementales canadiennes admissibles.
<b>Avis de livraison</b>	Les avis de livraison devront être soumis avant 17 h 30 ou avant l'heure limite prescrite par la chambre de compensation lors de tout jour ouvrable, à partir du 3 <sup>e</sup> jour ouvrable précédant le premier jour ouvrable du mois de livraison, jusqu'au et incluant le 3 <sup>e</sup> jour ouvrable précédant le dernier jour ouvrable du mois de livraison.
<b>Jour de livraison</b>	La livraison doit s'effectuer le 3 <sup>e</sup> jour ouvrable suivant le dépôt de l'avis de livraison par le membre détenant la position vendeur, ou lors de tout autre jour tel que déterminer par la chambre de compensation. La livraison doit avoir lieu au plus tard le dernier jour ouvrable du mois de livraison.
<b>Unité de fluctuation minimale des prix</b>	0,005 = 10\$ CA par contrat.
<b>Seuil de déclaration</b>	250 contrats.
<b>Limites de position</b>	Les renseignements sur les limites de position sont disponibles à la Bourse, étant donné qu'elles sont sujettes à des changements périodiques.
<b>Marge minimale par contrat</b>	Les renseignements sur la marge minimale par contrat sont disponibles à la Bourse, étant donné qu'elle est sujette à des changements périodiques.
<b>Normes de livraison</b>	Les obligations du gouvernement du Canada qui : <ul style="list-style-type: none"> <li>ont un terme à courir entre 1½ an et 2½ ans, à partir du premier jour du mois de livraison, calculé en arrondissant au mois entier le plus rapproché;</li> <li>ont montant nominal en cours d'au moins 2,4 milliards de dollars canadiens;</li> <li>sont à l'origine vendues par adjudication comme des émissions d'obligations du gouvernement du Canada de 2 ans, <del>de 5 ans ou de 10 ans</del>;</li> <li>sont émises et livrées le ou avant le 15<sup>e</sup> jour précédant la première journée à laquelle un avis de livraison est soumis pour un mois de livraison.</li> </ul>
<b>Limite quotidienne de variation des cours</b>	Aucune
<b>Heures de négociation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Séance initiale : 6 h 00 à 8 h 05 (HE)</li> <li>Séance régulière : 8 h 20 à 15 h 00 (HE)</li> <li>Séance prolongée* : 15 h 06 à 16h (HE)</li> </ul> <p>* Il n'y a aucune séance prolongée le dernier jour de négociation du mois d'échéance d'un contrat.</p> <p>Note : Lors des jours de fermeture hâtive, la séance régulière se termine à 13 h, heure à laquelle le prix de règlement quotidien est établi. Dans ces circonstances, la séance prolongée débute à 13 h 06 jusqu'à 13 h 30.</p>
<b>Corporation de compensation</b>	Corporation canadienne de compensation de produits dérivés (CDCC).
<b>Symbole au téléscripneur</b>	CGZ

00.00.00



<input checked="" type="checkbox"/> Négociation - Dérivés sur taux d'intérêt	<input checked="" type="checkbox"/> Back-office - Options
<input checked="" type="checkbox"/> Négociation - Dérivés sur actions et indices	<input checked="" type="checkbox"/> Technologie
<input checked="" type="checkbox"/> Back-office - Contrats à terme	<input checked="" type="checkbox"/> Réglementation
	<input type="checkbox"/> MCeX

**CIRCULAIRE**  
**Le 7 avril 2010**

## SOLLICITATION DE COMMENTAIRES

### MODIFICATION DES INCRÉMENTS RELATIFS AUX CONTRATS À TERME ET AUX OPTIONS SUR CONTRATS À TERME SUR OBLIGATIONS DU GOUVERNEMENT DU CANADA POUR LES FINS DU CALCUL DE LA FOURCHETTE DE NON ANNULATION

#### MODIFICATIONS À L'ARTICLE 5.3 DES PROCÉDURES APPLICABLES À L'ANNULATION D'OPÉRATIONS

Le Comité de règles et politiques de Bourse de Montréal Inc. (la « Bourse ») a approuvé des modifications aux Procédures applicables à l'annulation d'opérations (les « Procédures »). Les modifications visent à augmenter les incréments relatifs aux contrats à terme et aux options sur contrats à terme sur obligations du gouvernement du Canada (« CGB ») prévus au paragraphe 5.3(3) des Procédures de 20 à 40 points de base.

Les commentaires relatifs aux modifications proposées doivent nous être présentés dans les 30 jours suivant la date de publication du présent avis, soit au plus tard le **6 mai 2010**. Prière de soumettre ces commentaires à :

Monsieur François Gilbert  
Vice-président, Affaires juridiques, produits dérivés  
Bourse de Montréal Inc.  
Tour de la Bourse  
C.P. 61, 800, square Victoria  
Montréal (Québec) H4Z 1A9  
Courriel : legal@m-x.ca

Circulaire no. : 039-2010

**Tour de la Bourse**  
C. P. 61, 800, square Victoria, Montréal (Québec) H4Z 1A9  
Téléphone : (514) 871-2424  
Sans frais au Canada et aux États-Unis : 1 800 361-5353  
Site Internet : www.m-x.ca

Ces commentaires devront également être transmis à l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) à l'attention de :

Madame Anne-Marie Beaudoin  
Directrice du secrétariat de l'Autorité  
Autorité des marchés financiers  
800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, Tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Courriel : [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

### **Annexes**

Les personnes intéressées trouveront en annexe le document d'analyse des modifications proposées de même que les Procédures modifiées. La date d'entrée en vigueur des modifications proposées sera déterminée par la Bourse, conformément au processus d'autocertification, tel que prévu par la Loi sur les instruments dérivés (L.R.Q., chapitre I-14.01).

### **Processus d'établissement de règles**

La Bourse est autorisée à exercer l'activité de bourse et est reconnue à titre d'organisme d'autoréglementation (OAR) par l'Autorité. Le Conseil d'administration de la Bourse a délégué au Comité de Règles et Politiques l'approbation des Règles et Procédures. Les Règles de la Bourse sont soumises à l'Autorité conformément au processus d'autocertification, tel que prévu par la Loi sur les instruments dérivés (L.R.Q., chapitre I-14.01).

À titre d'OAR, la Bourse assume des responsabilités de réglementation de marché et d'encadrement des participants agréés. L'encadrement du marché et des participants agréés relève de la Division de la réglementation de la Bourse (la Division). La Division exerce ses activités de façon autonome par rapport à la Bourse, ayant une structure administrative distincte.

La Division est sous l'autorité d'un Comité spécial nommé par le Conseil d'administration de la Bourse. Le Comité spécial a le pouvoir de recommander au Conseil d'administration de la Bourse d'adopter ou de modifier les Règles de la Bourse concernant certains aspects de l'encadrement des participants agréés de la Bourse dont, entre autres, les Règles ayant trait aux exigences de marge et de capital. Le Conseil d'administration de la Bourse a délégué au Comité de Règles et Politiques de la Bourse le pouvoir d'adopter ou de modifier ces Règles sur recommandation du Comité spécial.



## **MODIFICATION DES INCRÉMENTS RELATIFS AUX CONTRATS À TERME ET AUX OPTIONS SUR CONTRATS À TERME SUR OBLIGATIONS DU GOUVERNEMENT DU CANADA POUR LES FINS DU CALCUL DE LA FOURCHETTE DE NON ANNULATION**

### **MODIFICATIONS À L'ARTICLE 5.3 DES PROCÉDURES APPLICABLES À L'ANNULATION D'OPÉRATIONS**

#### **Introduction**

Les Procédures applicables à l'annulation d'opérations (les « Procédures ») de la Bourse de Montréal inc. (la « Bourse ») ont pour objectif d'assurer que toutes les opérations soient exécutées à un prix approprié, compte tenu de la conjoncture du marché, et d'assurer que les erreurs de saisie puissent être corrigées.

À cette fin, l'article 5.3 des Procédures prévoit qu'aussitôt qu'une opération à l'extérieur de la fourchette de non annulation est identifiée par les superviseurs du marché, les parties impliquées dans l'opération sont contactées dans un délai raisonnable par le service des opérations de marché de la Bourse pour ajuster le prix de l'opération à l'intérieur de la fourchette de non annulation.

Lorsqu'une opération qui pourrait comporter une erreur de saisie est portée à l'attention d'un superviseur de marché par un participant au marché, le superviseur de marché détermine si le prix de l'opération se situe dans la fourchette de non annulation pour l'instrument dérivé concerné.

La fourchette de non annulation est définie comme étant l'intervalle de prix à l'intérieur duquel une opération ne peut être annulée. Pour établir la fourchette de non annulation, les superviseurs de marché :

- déterminent, conformément à l'article 6383 de la Règle Six de la Bourse, quel était le prix repère pour l'instrument dérivé avant l'opération. Pour ce faire, le superviseur de marché tient compte de toute l'information pertinente, y compris le dernier prix négocié, un meilleur cours acheteur ou cours vendeur, un prix plus récent pour un instrument dérivé connexe (par exemple, un mois d'échéance différent) et les prix d'instruments dérivés semblables qui se négocient sur d'autres marchés; et
- appliquent les incréments prévus au paragraphe 5.3(3) des Procédures (ajouts et déductions) au prix repère.

Afin de s'adapter aux nouvelles conditions du marché, la Bourse propose de modifier certains incréments prévus aux Procédures.

## I. Modifications proposées

La Bourse propose de modifier les incréments relatifs aux contrats à terme et aux options sur contrats à terme sur obligations du gouvernement du Canada (« CGB ») prévus au paragraphe 5.3(3) des Procédures de 20 à 40 points de base.

Les modifications proposées tiennent compte de la volatilité des prix et de la liquidité des produits visés ainsi que des incréments relatifs aux produits similaires fixés par les autres bourses.

## II. Argumentation

L'article 5.5 des Procédures prévoit que lorsque le superviseur de marché détermine que le prix de l'opération erronée se situe à l'extérieur de la fourchette de non annulation, celui-ci avise toutes les parties impliquées de la situation.

Si toutes les parties impliquées acceptent, l'opération est annulée.

Si l'une des parties impliquées refuse, l'opération est ajustée à l'extrémité de la fourchette de non annulation. Dans un tel cas, le prix est alors ajusté à l'extrémité inférieure de la fourchette si l'opération a été saisie à un prix inférieur à la limite inférieure de la fourchette ou à l'extrémité supérieure de la fourchette si l'opération a été saisie à un prix supérieur à la limite supérieure de la fourchette.

Cet article prévoit en outre que l'objectif principal lors de l'ajustement d'opérations erronées est de minimiser l'impact pour tous les participants agréés impliqués dans l'opération erronée, particulièrement pour ceux qui avaient un ordre régulier dans le carnet d'ordres.

Toutefois, dans le cas des contrats à terme et des options sur contrats à terme sur CGB, la grande volatilité des prix et la liquidité réduite empêchent la Bourse de remplir cet objectif compte tenu des incréments actuellement prévus au paragraphe 5.3(3) des Procédures.

À titre d'exemple :

Le 4 novembre 2009, un négociateur a vendu par erreur 140 contrats à terme sur CGB à un prix de 119,15. Ce prix se situait à l'extérieur de la limite inférieure de la fourchette de non annulation car le prix repère du contrat à terme sur CGB, tel que déterminé conformément aux dispositions du paragraphe 5.3(3) des Procédures, était alors de 119,96 et la limite inférieure de la fourchette de non annulation était donc de 119,76, (soit le prix repère moins 20 points de base)..

Suivant les dispositions des Procédures, la Bourse a contacté toutes les parties impliquées. Or, pendant les 20 minutes qui se sont écoulées avant que le dernier participant soit joint, la valeur du contrat visé a baissé et ce dernier se négociait alors à 119,80. Les opérations ayant été ajustées à la limite inférieure de la fourchette, soit à 119,76, l'intervention de la Bourse laissa une très mince marge de manoeuvre aux participants qui avaient un ordre régulier et qui souhaitaient couvrir leur position non désirée en revendant leur contrat à la suite de l'intervention de la Bourse.

Si l'incrément relatif aux contrats à terme avait été de 40 points de base, tel que proposé par les présentes, la Bourse aurait ajusté les opérations à 119,56 (soit le prix repère de 119,96 moins 40 points de base) ce qui aurait offert une marge de manoeuvre plus raisonnable aux participants qui

avaient un ordre régulier et qui souhaitaient couvrir leur position non désirée en revendant leur contrat à la suite de l'intervention de la Bourse.

Tel qu'illustré par l'exemple ci-dessus, dans un environnement où les contrats à terme sur CGB sont très volatiles, l'ajustement à 20 points de base ne permet pas de minimiser l'impact pour tous les participants agréés impliqués dans l'opération erronée, particulièrement pour ceux qui avaient un ordre régulier dans le carnet d'ordres, car ceux-ci se retrouvent avec une marge de manœuvre insuffisante.

### III. Contrats similaires négociés ailleurs dans le monde

#### États-Unis

La Règle 588.G du Manuel des Règles de la Chicago Mercantile Exchange prévoit un incrément de  $\frac{30}{32}$ , soit 93,75 points de base, relativement au contrat à terme sur obligations du Trésor américain (10 ans).

L'Appendice 1 du Manuel des Règles opérationnelles de la NYSE Euronext prévoit un incrément de 15 points de base relativement au *Long Gilt* et au contrat à terme sur obligations du gouvernement japonais.

#### Australie

Les Politiques opérationnelles de la Sydney Futures Exchange prévoient un incrément de 50 points de base relativement au contrat à terme sur obligations du Trésor australien (10 ans).

#### Comparaison

Parmi les contrats similaires susmentionnés, le contrat australien est celui qui présente la plus forte similitude avec le contrat à terme sur CGB de la Bourse aux plans de la volatilité et de la liquidité. Les modifications proposées tiennent donc compte de l'incrément de 50 points de base prévu aux Politiques opérationnelles de la Sydney Futures Exchange.

### IV. Résumé des modifications proposées aux Règles de la Bourse

#### Paragraphe 5.3(3) des Procédures applicable à l'annulation d'opérations

La Bourse propose de modifier les incréments relatifs aux contrats à terme et aux options sur contrats à terme sur CGB de 20 à 40 points de base.

### V. Objectif des modifications proposées

En modifiant les incréments relatifs aux contrats à terme et aux options sur CGB de 20 à 40 points de base, la Bourse cherche à offrir une marge de manœuvre suffisante aux parties impliquées dans les opérations erronées dont le prix se situe à l'extérieur de la fourchette de non annulation compte tenu de la volatilité des prix et de la liquidité de ces produits.

Le but susmentionné permet d'atteindre l'objectif principal de l'ajustement d'opérations erronées prévu à l'article 5.5 des Procédures, à savoir de minimiser l'impact pour tous les participants agréés impliqués dans l'opération erronée, particulièrement pour ceux qui avaient un ordre régulier dans le carnet d'ordres.

## **VI. Intérêt du public**

La Bourse estime que les modifications proposées ne sont pas contraire à l'intérêt public puisqu'elles permettront à cette dernière de remplir l'objectif visé par les Procédures tel que prévu à l'article 3 de celles-ci, à savoir d'assurer que toutes les opérations soient exécutées à un prix approprié, compte tenu de la conjoncture du marché, et d'assurer que les erreurs de saisie puissent être corrigées.

## **VII. Processus**

Les modifications proposées aux Procédures seront présentées pour approbation au Comité Règles et Politiques de la Bourse. Les modifications proposées seront ensuite soumises à l'Autorité des marchés financiers aux fins du processus d'autocertification. Ces modifications seront également transmises à la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario pour information. Elles seront aussi publiées par la Bourse pour une période de sollicitation de commentaires de 30 jours.

## **VIII. Références**

- Règle 588.G du Manuel des Règles de la Chicago Mercantile Exchange  
<http://www.cmegroup.com/rulebook/CME/I/5/>
- Appendice 1 du Manuel des Règles opérationnelles de la NYSE Euronext  
<http://www.euronext.com/fic/000/027/347/273472.pdf>
- Politiques opérationnelles de la Sydney Futures Exchange  
[http://www.asx.com.au/supervision/pdf/sfe\\_operating\\_rules/sfe\\_operational\\_policies.pdf](http://www.asx.com.au/supervision/pdf/sfe_operating_rules/sfe_operational_policies.pdf)

## **IX. Documents en annexe**

Procédures applicables à l'annulation d'opérations.





## PROCÉDURES APPLICABLES À L'ANNULATION D'OPÉRATIONS

### 1. RÈGLES APPLICABLES

Les procédures ci-après sont en cohérence et réfèrent aux articles suivants de la Règle Six de la Bourse :

- 6303 - Validation, modification ou annulation d'une opération
- 6381 - Annulation d'opérations
- 6383 - Prix repère
- 6384 - Décision du superviseur de marché de la Bourse
- 6385 - Délais de décision et notifications

### 2. SOMMAIRE DES ARTICLES RELIÉS

Afin de préserver un marché juste et équitable, des opérations peuvent être annulées par un vice-président ou un vice-président principal de la Bourse si ces opérations nuisent au bon déroulement ou à la qualité du marché ou dans toute autre circonstance jugée appropriée compte tenu de la conjoncture du marché au moment de ces opérations ou lorsque les parties sont d'un commun accord.

### 3. OBJECTIF

Les procédures décrites aux présentes visent l'objectif suivant :

- S'assurer que toutes les opérations sont exécutées à un prix approprié, compte tenu de la conjoncture du marché (intégrité), et s'assurer que les erreurs de saisie peuvent être corrigées.

### 4. LIMITE DES PROCÉDURES

Les procédures ci-après ont une application limitée dans le cas d'une séance de négociation durant laquelle les produits boursiers sous-jacents ne sont pas offerts pour la négociation. Dans le cas d'opérations erronées durant une telle séance, le département des Opérations de marché de la Bourse n'établira pas de fourchette de non annulation. En conséquence, de telles opérations ne seront pas ajustées par le service des Opérations de marché de la Bourse et seront maintenues au niveau du prix négocié à moins d'un consentement mutuel entre les deux parties pour annuler l'opération erronée. Dans un tel cas, l'opération sera annulée par le département des Opérations de marché de la Bourse.

Pour les séances de négociation durant lesquelles les instruments boursiers sous-jacents ne sont pas offerts pour la négociation, une fourchette de négociation (basé sur le prix de règlement de la journée précédente) sera établie par la Bourse. La négociation sera permise seulement à l'intérieur de cette fourchette pour cette séance donnée (les ordres à l'extérieur de la fourchette de négociation ne seront pas acceptés dans le système). Dans le cas où soit le haut ou le bas de cette fourchette sont atteints, la négociation sera permise seulement à ce niveau limite jusqu'à ce que le marché soit réaligné à l'intérieur de la fourchette de négociation.

## 5. DESCRIPTION

### 5.1 DÉTECTION ET DÉLAIS

Les participants du marché ont la responsabilité d'identifier sans délai les opérations erronées. Dès qu'une opération erronée résultant d'une erreur de saisie est décelée, le participant agréé doit signaler cette opération à un superviseur de marché de la Bourse en appelant le service des opérations de marché de la Bourse au 514 871-7871 ou 1 888 693-6366. Un superviseur de marché communiquera alors avec les contreparties à l'opération en vue d'en arriver à une entente dans les quinze minutes qui suivent l'exécution de l'opération, conformément à l'article 6381 des Règles de la Bourse.

### 5.2 ORDRES IMPLICITES SUR OPÉRATIONS MIXTES

« **Ordres réguliers** » : Ordres acheminés par les participants agréés au système de négociation de la Bourse.

« **Ordres implicites** » : Ordres générés par l'algorithme d'établissement de prix implicites (en utilisant des ordres réguliers) et enregistrés dans le registre des ordres par l'engin de négociation.

Une opération mixte (« spread ») résultant d'un ordre implicite sur une opération mixte est en réalité constituée de l'ordre régulier de chacune des pattes individuelles. Pour les fins de la présente procédure, une opération erronée sur un ordre implicite d'opération mixte sera traitée comme si l'opération mixte avait été exécutée au moyen d'ordres réguliers distincts sur chaque patte individuelle.

Par conséquent, l'incrément prescrit utilisé pour établir la fourchette de non annulation afin d'ajuster les opérations mixtes erronées résultant d'un ordre implicite sur une opération mixte sera égal au minimum à l'incrément d'une des pattes individuelles (5 points de base) et au maximum à la somme des incréments de chaque patte individuelle (10 points de base).

### 5.3 VALIDATION – FOURCHETTE DE NON-ANNULATION

Afin de maintenir l'intégrité du marché, aussitôt qu'une opération à l'extérieur de la fourchette de non annulation est identifiée par les superviseurs du marché, les parties impliquées dans l'opération seront contactées dans un délai raisonnable par le service des opérations de marché de la Bourse pour ajuster le prix de l'opération à l'intérieur de la fourchette de non annulation.

Lorsqu'une opération qui pourrait comporter une erreur de saisie est portée à l'attention d'un superviseur de marché par un participant au marché, le superviseur de marché déterminera si le prix de l'opération se situe dans la fourchette de non-annulation pour l'instrument dérivé concerné.

La fourchette de non-annulation est définie comme étant l'intervalle de prix à l'intérieur duquel une opération ne peut être annulée. Pour établir la fourchette de non-annulation, les superviseurs de marché :

- déterminent, conformément à l'article 6383 des Règles, quel était le prix repère pour l'instrument dérivé avant l'opération. Pour ce faire, le superviseur de marché tiendra compte de toute l'information pertinente, y compris le dernier prix négocié, un meilleur

cours acheteur ou cours vendeur, un prix plus récent pour un instrument dérivé connexe (par exemple, un mois d'échéance différent) et les prix d'instruments dérivés semblables qui se négocient sur d'autres marchés;

- appliquent les incréments suivants (ajouts et déductions) au prix repère :

INSTRUMENT DÉRIVÉ	INCRÉMENT
Contrats à terme sur acceptations bancaires canadiennes de trois mois – BAX (tous les mois trimestriels et à échéance rapprochée)	5 points de base
Contrats à terme sur acceptations bancaires canadiennes de trois mois – BAX – OPÉRATIONS MIXTES (SPREADS) - Ordres réguliers sur opérations mixtes - Ordres implicites sur opérations mixtes	5 points de base 5 à 10 points de base; somme des incréments des pattes individuelles d'une opération mixte.
Options sur contrats à terme sur acceptations bancaires canadiennes de trois mois - OBX	5 points de base
Contrats à terme sur obligations du gouvernement du Canada	<del>40</del> 20 points de base
Options sur contrats à terme sur obligations du gouvernement du Canada	<del>40</del> 20 points de base
Contrats à terme sur indices S&P/TSX	1% du prix repère de ces contrats à terme
Options sur indices S&P/TSX Trois premiers mois à échéance rapprochée	0,5 point d'indice
Options sur indices S&P/TSX Deux mois trimestriels suivants	1 point d'indice
OPTIONS SUR ACTIONS INTERVALLES DE PRIX : 0,00 \$ à 5,00 \$ 5,01 \$ à 10,00 \$ 10,01 \$ à 20,00 \$ 20,00 \$ et plus	0,10 \$ 0,25 \$ 0,50 \$ 0,75 \$
OPTIONS COMMANDITÉES INTERVALLES DE PRIX : 0,001 \$ à 0,99 \$ 1,00 \$ et plus	0,25 \$ 0,50 \$
CONTRATS À TERME SUR ACTIONS INDIVIDUELLES	2,00 \$

#### 5.4 PRIX DE L'OPÉRATION À L'INTÉRIEUR DE LA FOURCHETTE DE NON-ANNULATION

Si le superviseur de marché détermine que le prix de l'opération erronée qui lui a été signalée se situe à l'intérieur de la fourchette de non-annulation, l'opération sera alors maintenue et aucune autre mesure ne sera prise à moins que la contrepartie à l'opération erronée n'ait accepté de l'annuler.

Toute opération erronée, pour laquelle il y a eu un commun accord d'annulation entre les parties, pourra être annulée à l'intérieur de la séance de négociation (initiale, régulière ou prolongée) durant laquelle elle est survenue.

## **5.5 PRIX DE L'OPÉRATION À L'EXTÉRIEUR DE LA FOURCHETTE DE NON-ANNULATION**

Si le superviseur de marché détermine que le prix de l'opération erronée se situe à l'extérieur de la fourchette de non-annulation, toutes les parties à l'opération seront contactées et avisées de la situation.

L'opération sera annulée si toutes les parties impliquées sont d'accord.

L'opération ne sera pas annulée si l'une des parties impliquées le refuse. Les opérations résiduelles (celles non annulées) seront réajustées à l'extrémité de la fourchette de non annulation. Dans un tel cas, si l'opération impliquait un ordre implicite lié, l'initiateur de l'opération erronée originale prendra la responsabilité du résultat. L'initiateur de l'erreur pourrait donc devoir prendre possession de positions dans le marché pour les opérations directement résultantes dans les autres contrats liés.

Le service des opérations de marché de la Bourse ajustera les opérations erronées de la meilleure façon possible. L'objectif principal lors de l'ajustement d'opérations erronées est de minimiser l'impact pour tous les participants agréés impliqués dans l'opération erronée et tout particulièrement ceux qui avaient un ordre régulier dans le carnet d'ordres.

## **5.6 AUTRES CAS JUSTIFIANT L'ANNULATION D'OPÉRATIONS**

Le service des opérations de marché de la Bourse examinera toutes les circonstances d'une opération en vue de déterminer si celle-ci est conforme à la réglementation de la Bourse. Il sera tenu compte, notamment, des facteurs suivants : la conjoncture du marché immédiatement avant et après l'exécution de l'opération; la volatilité du marché; les prix des instruments connexes sur d'autres marchés et le fait qu'une ou plusieurs parties à l'opération jugent que celle-ci a été exécutée à un prix valide.

En cas de panne de fonctionnement du système, il se peut que le système automatisé de négociation de la Bourse gèle et que les ordres s'accumulent en attente de traitement. Une fois que le problème aura été résolu, il y aura une séance de pré-ouverture au cours de laquelle les activités de négociation sur chaque instrument dérivé seront interrompues en vue de modifier les paramètres relatifs à l'heure d'ouverture. Cette séance de pré-ouverture permettra aux participants du marché de modifier des ordres et de s'assurer que la panne de système n'a eu aucune conséquence sur l'intégrité du marché. Toutefois, lorsque le système n'est pas gelé, les ordres en attente de traitement pourraient être exécutés avant que la Bourse ne puisse interrompre les activités sur les instruments dérivés. En de telles circonstances, les superviseurs de marché pourraient devoir annuler des opérations résultant de telles exécutions.

## **5.7 OPÉRATIONS MULTIPLES DES MAINTENEURS DU MARCHÉ DES OPTIONS SUR ACTIONS ET SUR INDICES.**

Un superviseur de marché peut aussi annuler des opérations dans les circonstances suivantes :

1. Des opérations consécutives multiples peuvent être annulées si elles consistent en au moins quatre (4) opérations contre un même mainteneur de marché, en autant que :
  - toutes les opérations aient été exécutées dans un intervalle de une (1) seconde;
  - un ou plusieurs mainteneurs de marché sont du côté opposé des opérations.

2. Le mainteneur de marché impliqué dans les quatre opérations (ou plus) a communiqué avec un superviseur de marché au 514 871-7877 ou 1 866 576-8836 dans la minute qui suit l'exécution des opérations consécutives multiples en vue d'en demander l'annulation.

## 5.8 DÉCISION

Le superviseur de marché rendra sa décision d'annuler ou de refuser d'annuler dans les 30 minutes qui suivent la demande d'annulation.

Si le superviseur de marché décide d'annuler l'opération, il radiera l'opération des registres. De plus, si des ordres « stop » ont été déclenchés et, par conséquent, exécutés en raison des opérations annulées, ces opérations « stop » seront également annulées et les ordres « stop » devront être rétablis dans le registre des ordres par les initiateurs de ces ordres. Des messages faisant état de l'annulation des opérations seront diffusés.

Lorsqu'une opération est annulée; si elle provenait d'un ordre régulier affiché dans le carnet d'ordres, la priorité originale temps/prix (FIFO) ne sera pas maintenue si l'initiateur de l'ordre original désire rétablir son ordre après l'annulation. L'ordre annulé devra donc être saisi à nouveau dans le système de négociation par l'initiateur de l'ordre original. Ce nouveau temps de saisie de l'ordre sera le temps officiel de saisie de l'ordre rétabli.

Si le superviseur de marché décide de ne pas annuler l'opération, les parties à cette opération ne peuvent de leur propre chef décider de l'annuler en ayant recours à un transfert de position par l'intermédiaire de la Corporation canadienne de compensation de produits dérivés.



<input checked="" type="checkbox"/> Négociation - Dérivés sur taux d'intérêt	<input type="checkbox"/> Back-office - Options
<input type="checkbox"/> Négociation - Dérivés sur actions et indices	<input checked="" type="checkbox"/> Technologie
<input checked="" type="checkbox"/> Back-office - Contrats à terme	<input checked="" type="checkbox"/> Réglementation
	<input type="checkbox"/> MCeX

**CIRCULAIRE**  
**Le 8 avril 2010**

## SOLLICITATION DE COMMENTAIRES

### INTRODUCTION D'OPTIONS SUR CONTRATS À TERME SUR ACCEPTATIONS BANCAIRES CANADIENNES DE TROIS MOIS DANS LE SEGMENT MOYEN DE LA COURBE DES TAUX (*MID-CURVE*)

#### MODIFICATIONS AUX PROCÉDURES PERTINENTES DE LA BOURSE DE MONTRÉAL INC.

Le Comité de règles et politiques de Bourse de Montréal Inc. (la Bourse) a approuvé les modifications aux procédures suivantes :

- Procédures applicables aux prix de règlement quotidien des contrats à terme et des options sur contrats à terme;
- Procédures relatives à l'exécution d'applications et à l'exécution d'opérations pré-arrangées;
- Procédures relatives à l'exécution d'opérations en bloc;
- Procédures applicables à l'annulation d'opérations.

Les modifications permettront d'introduire des options sur contrats à terme sur acceptations bancaires canadiennes de trois mois (le contrat à terme BAX) dans le segment moyen de la courbe des taux (les options sur segment moyen) dont l'échéance ne correspond pas avec la date d'échéance du contrat à terme BAX sous-jacent. La Bourse prévoit introduire les options sur segment moyen au courant du mois de mai 2010.

Les commentaires relatifs aux modifications proposées doivent nous être présentés dans les 30 jours suivant la date de publication du présent avis, soit au plus tard le **8 mai 2010**. Prière de soumettre ces commentaires à :

Monsieur François Gilbert  
Vice-président, Affaires juridiques, produits dérivés  
Bourse de Montréal Inc.  
Tour de la Bourse  
C.P. 61, 800, square Victoria  
Montréal (Québec) H4Z 1A9  
Courriel : legal@m-x.ca

Circulaire no. : 2010-042

**Tour de la Bourse**  
C. P. 61, 800, square Victoria, Montréal (Québec) H4Z 1A9  
Téléphone : (514) 871-2424  
Sans frais au Canada et aux États-Unis : 1 800 361-5353  
Site Internet : www.m-x.ca

Ces commentaires devront également être transmis à l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) à l'attention de :

Madame Anne-Marie Beaudoin  
Directrice du secrétariat de l'Autorité  
Autorité des marchés financiers  
800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, Tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Courriel : [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

### **Annexes**

Les personnes intéressées trouveront en annexe le document d'analyse des modifications proposées de même que les Procédures modifiées. La date d'entrée en vigueur des modifications proposées sera déterminée par la Bourse, conformément au processus d'autocertification, tel que prévu par la Loi sur les instruments dérivés (L.R.Q., chapitre I-14.01).

### **Processus d'établissement de règles**

La Bourse est autorisée à exercer l'activité de bourse et est reconnue à titre d'organisme d'autoréglementation (OAR) par l'Autorité. Le Conseil d'administration de la Bourse a délégué au Comité de Règles et Politiques l'approbation des Règles et Procédures. Les Règles de la Bourse sont soumises à l'Autorité conformément au processus d'autocertification, tel que prévu par la Loi sur les instruments dérivés (L.R.Q., chapitre I-14.01).

À titre d'OAR, la Bourse assume des responsabilités de réglementation de marché et d'encadrement des participants agréés. L'encadrement du marché et des participants agréés relève de la Division de la réglementation de la Bourse (la Division). La Division exerce ses activités de façon autonome par rapport à la Bourse, ayant une structure administrative distincte.

La Division est sous l'autorité d'un Comité spécial nommé par le Conseil d'administration de la Bourse. Le Comité spécial a le pouvoir de recommander au Conseil d'administration de la Bourse d'adopter ou de modifier les Règles de la Bourse concernant certains aspects de l'encadrement des participants agréés de la Bourse dont, entre autres, les Règles ayant trait aux exigences de marge et de capital. Le Conseil d'administration de la Bourse a délégué au Comité de Règles et Politiques de la Bourse le pouvoir d'adopter ou de modifier ces Règles sur recommandation du Comité spécial.



**INTRODUCTION D'OPTIONS SUR CONTRATS À TERME SUR ACCEPTATIONS BANCAIRES  
CANADIENNES DE TROIS MOIS  
DANS LE SEGMENT MOYEN DE LA COURBE DES TAUX (*MID-CURVE*)**

**MODIFICATIONS AUX PROCÉDURES APPLICABLES AUX PRIX DE RÈGLEMENT QUOTIDIEN  
DES CONTRATS À TERME ET DES OPTIONS SUR CONTRATS À TERME, AUX PROCÉDURES  
RELATIVES À L'EXÉCUTION D'APPLICATIONS ET À L'EXÉCUTION D'OPÉRATIONS PRÉ-  
ARRANGÉES, AUX PROCÉDURES RELATIVES À L'EXÉCUTION D'OPÉRATIONS EN BLOC ET  
AUX PROCÉDURES APPLICABLES À L'ANNULATION D'OPÉRATIONS**

## **I. INTRODUCTION**

Bourse de Montréal Inc. (la Bourse) propose d'introduire des options sur contrats à terme sur acceptations bancaires canadiennes de trois mois (le contrat à terme BAX) dans le segment moyen de la courbe des taux (les options sur segment moyen) dont l'échéance ne correspond pas avec la date d'échéance du contrat à terme BAX sous-jacent. Les options sur segment moyen auront pour sous-jacent un contrat à terme BAX dont la date d'échéance se situe à l'intérieure d'une période d'une à deux années suivant la date d'échéance des options sur segment moyen. En conséquence, ces options sur segment moyen offriront un moyen précis et peu dispendieux d'obtenir à court terme, une exposition aux variations anticipées des taux futurs de titres de créance à court terme, pour la période visée se situant entre une à deux années suivant la date d'échéance des options sur segment moyen.

Les options sur segment moyen se distinguent des options dont l'échéance correspond à la date d'échéance du contrat à terme BAX sous-jacent (les options OBX).

## **II. MODIFICATIONS PROPOSÉES AUX PROCÉDURES DE LA BOURSE**

La Bourse propose de modifier les procédures suivantes :

- Procédures applicables aux prix de règlement quotidien des contrats à terme et des options sur contrats à terme
- Procédures relatives à l'exécution d'applications et à l'exécution d'opérations pré-arrangées
- Procédures relatives à l'exécution d'opérations en bloc
- Procédures applicables à l'annulation d'opérations

## **III. ARGUMENTATION**

À la lumière de l'intérêt exprimé par les participants institutionnels du marché sur taux d'intérêt, la Bourse propose d'élargir sa gamme de produits d'options sur le BAX par l'introduction des options sur segment moyen.



Plusieurs éléments justifient l'introduction de cette nouvelle classe d'options sur contrats à terme :

- i) Permettre l'inscription à la cote d'options sur le BAX dont le dernier jour de négociation ne coïncide pas avec le dernier jour de négociation du contrat à terme sous-jacent.
- ii) Permettre aux participants du marché de gérer efficacement et à moindre coût leur exposition à court terme aux taux futurs de titres de créance à court terme. En effet, l'échéance plus rapprochée de l'option la rend moins dispendieuse (valeur-temps) qu'une option standard, ayant les mêmes caractéristiques, négociée sur le marché de gré à gré ou qu'une option OBX traditionnelle.
- iii) Développer la gamme d'options sur le BAX offertes par la Bourse de façon similaire à plusieurs autres bourses internationales offrant cette famille de contrats.

Le tableau suivant donne le volume d'activité d'options de segment moyen de la courbe des taux portant sur des contrats à terme sur taux d'intérêt court terme négociées sur d'autres bourses internationales.

Options sur contrats à terme sur taux à court terme	Bourse	Volume moyen quotidien Jan.-Déc. 2009	Volume moyen quotidien Jan.-Déc. 2008	Variation en %
<b>EURODOLLAR</b>	<b>CME</b>			
Options sur segment moyen		169 413	159 699	6,1 %
Options standards		459 194	731 849	-37,3 %
<b>EURIBOR</b>	<b>LIFFE</b>			
Options sur segment moyen		72 261	31 078	132,5 %
Options standards		475 048	416 916	13,9 %
<b>STERLING</b>	<b>LIFFE</b>			
Options sur segment moyen		47 302	50 759	-6,8 %
Options standards		147 955	230 779	-35,9 %

Sources : CME / NYSE LIFFE

Les bourses CME et NYSE/LIFFE inscrivent à leur cote des options de segment moyen de la courbe des taux sur les contrats Eurodollar, Euribor et Sterling à un an et à deux ans.

#### IV. PRODUIT PROPOSÉ

Le produit proposé est une option sur le contrat à terme sur acceptations bancaires canadiennes de trois mois dans le segment moyen de la courbe des taux dont l'échéance précède celle du contrat trimestriel BAX sous-jacent pour une période se situant entre un an et deux ans.

Plus spécifiquement, introduire en tout temps les échéances de contrats suivantes : 4 contrats trimestriels rapprochés dont l'échéance précède celle du sous-jacent d'un an, 4 contrats trimestriels rapprochés dont l'échéance précède celle du sous-jacent de deux ans et 2 contrats non trimestriels rapprochés (*serials*) dont l'échéance précède celle du sous-jacent d'un an suivant la date d'échéance du contrat trimestriel le plus rapproché. A titre d'exemple, voici les contrats qui seraient inscrits à la cote au mois de décembre 2009.

**SERIAL - NON TRIMESTRIELS RAPPROCHÉS**

Mois d'échéance	Dernier jour de négociation	Échéance du sous-jacent BAX
Janvier 2010	18 janvier 2010	Mars 2011
Février 2010	12 février 2010	Mars 2011

**TRIMESTRIELS RAPPROCHÉS (ÉCHÉANCE BAX UN AN)**

Mois d'échéance	Dernier jour de négociation	Échéance du sous-jacent BAX
Mars 2010	15 mars 2010	Mars 2011
Juin 2010	14 juin 2010	Juin 2011
Septembre 2010	13 septembre 2010	Septembre 2011
Décembre 2010	13 décembre 2010	Décembre 2011

**TRIMESTRIELS RAPPROCHÉS (ÉCHÉANCE BAX DEUX ANS)**

Mois d'échéance	Dernier jour de négociation	Échéance du sous-jacent BAX
Mars 2010	15 mars 2010	Mars 2012
Juin 2010	14 juin 2010	Juin 2012
Septembre 2010	13 septembre 2010	Septembre 2012
Décembre 2010	13 décembre 2010	Décembre 2012

**V. RÉSUMÉ DES MODIFICATIONS PROPOSÉES AUX PROCÉDURES DE LA BOURSE**

Les règles actuelles de la Bourse permettent l'inscription d'options sur contrats à terme sur acceptations bancaires canadiennes de trois mois dans le segment moyen de la courbe des taux. Par conséquent, aucune modification réglementaire n'est nécessaire afin d'inscrire à la cote les options sur segment moyen. Ces contrats sont en effet une extension de la gamme d'options sur contrats à terme sur acceptations bancaires canadiennes de trois mois. Les options sur segment moyen seront ainsi visées par la Règle Six - Négociation (la Règle Six) de la Bourse. Les articles 6751 à 6770 de la Règle Six traitent précisément des options sur contrats à terme sur acceptations bancaires canadiennes de trois mois. Il est à noter que l'article 6757 - Dernier jour de négociation tient compte de la particularité de ces options de segment moyen de la courbe des taux dont l'échéance ne coïncide pas, contrairement aux contrats OBX standards, avec celle du contrat à terme sous-jacent. Ainsi, tel que stipulé dans l'article 6757, le dernier jour de négociation sera indiqué dans les fiches caractéristiques du contrat.

Plusieurs procédures doivent toutefois être modifiées afin de les normaliser pour cette famille d'instruments (options OBX standards et options sur segment moyen). En effet, la mention explicite du symbole OBX dans ces procédures doit être supprimée puisque les options sur segment moyen porteront un symbole de négociation différent de celui attribué aux options OBX standards. Les procédures suivantes ont par conséquent été modifiées :

- Procédures applicables aux prix de règlement quotidien des contrats à terme et des options sur contrats à terme

- Procédures relatives à l'exécution d'applications et à l'exécution d'opérations pré-arrangées
- Procédures relatives à l'exécution d'opérations en bloc
- Procédures applicables à l'annulation d'opérations

## **VI. PROCESSUS**

Les modifications proposées sont soumises au Comité de règles et politiques de la Bourse pour approbation. Une fois cette approbation obtenue, elles seront ensuite transmises à l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité), conformément au processus d'autocertification, et à la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (CVMO) à titre informatif. Les modifications proposées seront aussi publiées pour une période de consultation de trente (30) jours.

## **VII. DOCUMENTS EN ANNEXE**

- Caractéristiques des options sur contrat à terme sur acceptations bancaires canadiennes de trois mois
- Procédures applicables aux prix de règlement quotidien des contrats à terme et des options sur contrats à terme
- Procédures relatives à l'exécution d'applications et à l'exécution d'opérations pré-arrangées
- Procédures relatives à l'exécution d'opérations en bloc
- Procédures applicables à l'annulation d'opérations

## Options sur contrat à terme sur acceptations bancaires canadiennes de trois mois

Caractéristiques

<b>Unité de négociation</b>	Un contrat à terme sur acceptations bancaires canadiennes de trois mois (BAX).
<b>Contrat à terme sous-jacent</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Pour les options OBX standards</b>, le contrat à terme sous-jacent BAX est le contrat à terme qui expire le mois où l'option expire.</li> <li>▪ <b>Pour les options <i>mid-curve</i> non trimestriel (serial)</b>, le contrat à terme sous-jacent BAX est le contrat à terme qui expire une année suivant le prochain mois trimestriel qui est le plus rapproché de l'échéance de l'option. Par exemple, le contrat à terme sous-jacent BAX pour l'option <i>mid-curve</i> de un an qui expire en janvier ou février est le contrat de mars de l'année suivante.</li> <li>▪ <b>Pour les options <i>mid-curve</i> trimestriels d'un an et de deux ans</b>, le contrat à terme sous-jacent BAX est le contrat à terme trimestriel correspondant qui expire, respectivement, un an et deux ans après l'expiration de l'option. Par exemple, le contrat à terme sous-jacent BAX pour l'option <i>mid-curve</i> trimestriel de un an qui expire en juin est le contrat de juin de l'année suivante.</li> </ul>
<b>Mois d'échéance</b>	Trimestriel: mars, juin, septembre, décembre Non trimestriels (serial): janvier, février, avril, mai, juillet, août, octobre, novembre.
<b>Cotation des prix</b>	Cotés en point où chaque 0,01 point (1 point de base) représente 25 \$CAN.  Par exemple, un prix coté de 0,465 représente une prime d'option totale de 1 162,50 \$CAN (c.-à-d. 46,5 points de base X 25 \$CAN).

---

**Dernier jour de négociation**

- **Pour les options OBX standards** : la négociation se termine à 10 h (heure de Montréal) le 2<sup>e</sup> jour ouvrable bancaire de Londres (Grande-Bretagne), précédant le 3<sup>e</sup> mercredi du mois d'échéance. Si le jour fixé est un jour férié pour la Bourse ou pour les banques à Montréal ou à Toronto, la négociation se terminera le jour ouvrable bancaire précédent.
- **For toutes les options mid-curve** : la négociation se termine à 10 h (heure de Montréal) le vendredi précédant le 3<sup>e</sup> mercredi du mois d'échéance. Si le jour fixé est un jour férié pour la Bourse ou pour les banques à Montréal ou à Toronto, la négociation se terminera le jour ouvrable bancaire précédent.

---

**Type de contrat**

Style américain

---

**Unité de fluctuation des prix**

- 0,005 = 12,50 \$CAN par contrat.
- 0,001 point = 2,50 \$CAN par contrat (options profondément en dehors du cours).

---

**Seuil de déclaration**

300 contrats d'options ou le nombre équivalent en contrats à terme.

Aux fins du calcul de ce seuil, les positions d'options sont combinées avec les positions portant sur le contrat à terme sous-jacent. À cette fin, un contrat d'option équivaut à un contrat à terme.

---

**Limites de position**

Les renseignements sur les limites de position sont disponibles à la Bourse, étant donné qu'elles sont sujettes à des changements périodiques

---

**Prix de levée**

Les prix de levée seront inscrites dans des intervalles de 0,125 point (12,5 points de base) pour un écart de prix de 150 points de base au-dessus et 150 points de base au-dessous du prix de levée le plus proche du prix de règlement de la journée précédente du contrat à terme sous-jacent.

Les prix de levée seront inscrites dans des intervalles de 0,25 point (25 points de base) pour un écart de prix de 550 points de base au-dessus et 550 points de base au-dessous du prix de levée le plus proche du prix de règlement de la journée précédente du contrat à terme sous-jacent.

---

**Exigences de marge**

Les renseignements sur les exigences de marge requises sont disponibles à la Bourse, étant donné qu'elles sont sujettes à des changements périodiques

---

**Limite quotidienne de variation des cours**

Aucune

---

**Heures de négociation (heure de Montréal)**

- Séance initiale : 6 h à 7 h 45
- Séance régulière : 8 h à 15 h
- Séance prolongée\* : 15 h 09 à 16 h

\* Il n'y a aucune séance prolongée le dernier jour de négociation du mois d'échéance d'un contrat.

Note : Lors des jours de fermeture hâtive, la séance régulière se termine à 13 h, heure à laquelle le prix de règlement quotidien est établi. Dans ces circonstances, la séance prolongée débute à 13 h 09 jusqu'à 13 h 30.

---

**Chambre de compensation**

Corporation canadienne de compensation de produits dérivés (CDCC).

---

**Symbole**

---

- Pour les options **OBX standards** : OBX
- Pour les options *mid-curve* : à déterminer



## PROCÉDURES RELATIVES À L'EXÉCUTION D'APPLICATIONS ET À L'EXÉCUTION D'OPÉRATIONS PRÉ-ARRANGÉES

Conformément aux dispositions de l'article 6380 des Règles de Bourse de Montréal Inc. (la Bourse) concernant les applications et opérations pré-arrangées, les produits admissibles, les délais prescrits entre la saisie de deux ordres et les seuils de quantité minimale sont les suivants.

PRODUITS ADMISSIBLES	DÉLAI PRESCRIT	SEUIL DE QUANTITÉ MINIMALE
----------------------	----------------	----------------------------

### **Contrats à terme sur acceptations bancaires canadiennes de trois mois (BAX) :**

Quatre premiers mois d'échéance du cycle trimestriel, sans compter les mois d'échéance rapprochés	5 secondes	Pas de seuil
Autres mois d'échéance et stratégies	15 secondes	Pas de seuil

### **Contrats à terme 30 jours sur le taux « repo » à un jour (ONX) :**

Mois initial	5 secondes	Pas de seuil
Autres mois d'échéance et stratégies	15 secondes	Pas de seuil

### **Contrats à terme sur obligations du gouvernement du Canada :**

Tous mois d'échéance et stratégies	5 secondes	Pas de seuil
------------------------------------	------------	--------------

### **Contrats à terme sur indices S&P/TSX :**

Tous mois d'échéance	0 seconde	≥ 100 contrats
Tous mois d'échéance et stratégies	5 secondes	< 100 contrats

### **Contrats à terme sur unités d'équivalent en dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>e) :**

Tous mois d'échéance et stratégies	5 secondes	Pas de seuil
------------------------------------	------------	--------------

### **Options sur contrats à terme sur acceptations bancaires canadiennes de trois mois ~~(OBX)~~ :**

Tous mois d'échéance et stratégies	0 seconde	≥ 250 contrats
Tous mois d'échéance et stratégies	5 secondes	< 250 contrats

PRODUITS ADMISSIBLES	DÉLAI PRESCRIT	SEUIL DE QUANTITÉ MINIMALE
----------------------	----------------	----------------------------

### **Options sur actions et devises**

Tous mois d'échéance	0 seconde	≥ 100 contrats
Tous mois d'échéance	5 secondes	< 100 contrats

### **Options sur indices boursiers**

Tous mois d'échéance	0 seconde	≥ 50 contrats
Tous mois d'échéance	5 secondes	< 50 contrats

La priorité chronologique des ordres doit être respectée en ce qui a trait à la saisie de l'ordre initial en premier lors de l'exécution d'une application ou d'une opération pré-arrangée.

Le participant au marché doit s'assurer que tous les ordres au registre central des ordres, quelque soit leur type, qui sont à des prix limites meilleurs ou égaux au prix de l'application ou de l'opération pré-arrangée soient exécutés avant de conclure ladite opération.

### **CONTRATS D'OPTIONS SUR ACTIONS, D'OPTIONS SUR INDICES BOURSIERS ET D'OPTIONS SUR DEVISES**

Les applications et les opérations pré-arrangées ne peuvent être exécutées que selon l'une des procédures ci-dessous:

#### **Procédure avec délai prescrit pour les quantités inférieures au seuil de quantité minimale**

Un participant au marché qui désire effectuer une application ou une opération pré-arrangée doit saisir l'ordre dans le système de négociation pour la quantité totale de l'opération envisagée. Par la suite, le participant doit respecter un délai égal au délai prescrit avant d'exécuter une opération de sens inverse pour la quantité résiduelle.

La **quantité résiduelle** est la portion de la quantité originale qui reste une fois que les ordres entrés au registre des ordres avec un prix limite plus avantageux ou égal au prix de l'opération envisagée ont été exécutés. S'il n'y a aucun ordre exécuté, la quantité résiduelle est égale à la quantité originale de l'opération envisagée.

#### **Procédure sans délai prescrit pour les quantités égales ou supérieures au seuil de quantité minimale**

Si le participant au marché désire exécuter une application ou une opération pré-arrangée à l'intérieur des cours acheteur et vendeur :

- le participant peut utiliser une fonction système particulière pour entrer l'application ou l'opération pré-arrangée sans délai d'affichage; ou
- le participant peut saisir un côté de l'ordre et négocier immédiatement contre ce dernier s'il désire qu'il soit exécuté directement dans le marché (avec la possibilité de risque d'exécution).

Note : Il n'est pas permis de cumuler des ordres pour atteindre le seuil de quantité minimale admissible.

#### **Opération avec garantie d'exécution d'au moins 50%**

Si un participant au marché désire exécuter une application ou une opération pré-arrangée sur une stratégie, il doit communiquer avec un officiel du marché et donner les détails de l'opération envisagée soit : la quantité totale, le prix et le ou les côtés de l'opération sur le(s)quel(s) le participant au marché est tenu d'accorder une priorité.

Les mainteneurs de marché pourront participer à l'opération jusqu'à concurrence de 50 % de la quantité visée par ladite opération.

Le participant au marché pourra exécuter l'opération sur la quantité qui reste (au moins 50 % de la quantité plus toute quantité non prise sur le 50 % qui avait été offert aux mainteneurs de marché).



**DIVERS**

Les produits admissibles, leur seuil de quantité minimale et délais respectifs seront modifiés de temps à autre pour tenir compte de l'évolution de l'environnement de négociation et des pratiques opérationnelles de la Bourse. Une circulaire sera diffusée par la Bourse chaque fois qu'une modification ou une révision est apportée à l'un ou l'autre de ces deux critères.



## PROCÉDURES APPLICABLES À L'ANNULATION D'OPÉRATIONS

### 1. RÈGLES APPLICABLES

Les procédures ci-après sont en cohérence et réfèrent aux articles suivants de la Règle Six de la Bourse :

- 6303 - Validation, modification ou annulation d'une opération
- 6381 - Annulation d'opérations
- 6383 - Prix repère
- 6384 - Décision du superviseur de marché de la Bourse
- 6385 - Délais de décision et notifications

### 2. SOMMAIRE DES ARTICLES RELIÉS

Afin de préserver un marché juste et équitable, des opérations peuvent être annulées par un vice-président ou un vice-président principal de la Bourse si ces opérations nuisent au bon déroulement ou à la qualité du marché ou dans toute autre circonstance jugée appropriée compte tenu de la conjoncture du marché au moment de ces opérations ou lorsque les parties sont d'un commun accord.

### 3. OBJECTIF

Les procédures décrites aux présentes visent l'objectif suivant :

- S'assurer que toutes les opérations sont exécutées à un prix approprié, compte tenu de la conjoncture du marché (intégrité), et s'assurer que les erreurs de saisie peuvent être corrigées.

### 4. DESCRIPTION

#### 4.1 DÉTECTION ET DÉLAIS

Les participants du marché ont la responsabilité d'identifier sans délai les opérations erronées. Dès qu'une opération erronée résultant d'une erreur de saisie est décelée, le participant agréé doit signaler cette opération à un superviseur de marché de la Bourse en appelant le service des opérations de marché de la Bourse au 514 871-7871 ou 1 888 693-6366. Un superviseur de marché communiquera alors avec les contreparties à l'opération en vue d'en arriver à une entente dans les quinze minutes qui suivent l'exécution de l'opération, conformément à l'article 6381 des Règles de la Bourse.

#### 4.2 ORDRES IMPLICITES SUR OPÉRATIONS MIXTES

« **Ordres réguliers** » : Ordres acheminés par les participants agréés au système de négociation de la Bourse.

« **Ordres implicites** » : Ordres générés par l'algorithme d'établissement de prix implicites (en utilisant des ordres réguliers) et enregistrés dans le registre des ordres par l'engin de négociation.

Une opération mixte (« spread ») résultant d'un ordre implicite sur une opération mixte est en réalité constituée de l'ordre régulier de chacune des pattes individuelles. Pour les fins de la présente procédure, une opération erronée sur un ordre implicite d'opération mixte sera traitée comme si l'opération mixte avait été exécutée au moyen d'ordres réguliers distincts sur chaque patte individuelle.

Par conséquent, l'incrément prescrit utilisé pour établir la fourchette de non annulation afin d'ajuster les opérations mixtes erronées résultant d'un ordre implicite sur une opération mixte sera égal au minimum à l'incrément d'une des pattes individuelles (5 points de base) et au maximum à la somme des incréments de chaque patte individuelle (10 points de base).

#### 4.3. VALIDATION – FOURCHETTE DE NON-ANNULATION

Afin de maintenir l'intégrité du marché, aussitôt qu'une opération à l'extérieur de la fourchette de non annulation est identifiée par les superviseurs du marché, les parties impliquées dans l'opération seront contactées dans un délai raisonnable par le service des opérations de marché de la Bourse pour ajuster le prix de l'opération à l'intérieur de la fourchette de non annulation.

Lorsqu'une opération qui pourrait comporter une erreur de saisie est portée à l'attention d'un superviseur de marché par un participant au marché, le superviseur de marché déterminera si le prix de l'opération se situe dans la fourchette de non-annulation pour l'instrument dérivé concerné.

La fourchette de non-annulation est définie comme étant l'intervalle de prix à l'intérieur duquel une opération ne peut être annulée. Pour établir la fourchette de non-annulation, les superviseurs de marché :

- Déterminent, conformément à l'article 6383 des Règles, quel était le prix repère pour l'instrument dérivé avant l'opération. Pour ce faire, le superviseur de marché tiendra compte de toute l'information pertinente, y compris le dernier prix négocié, un meilleur cours acheteur ou cours vendeur, un prix plus récent pour un instrument dérivé connexe (par exemple, un mois d'échéance différent) et les prix d'instruments dérivés semblables qui se négocient sur d'autres marchés;
- Appliquent les incréments suivants (ajouts et déductions) au prix repère :

INSTRUMENT DÉRIVÉ	INCRÉMENT
Contrats à terme sur acceptations bancaires canadiennes de trois mois – BAX (tous les mois trimestriels et à échéance rapprochée)	5 points de base
Contrats à terme sur acceptations bancaires canadiennes de trois mois – BAX – OPÉRATIONS MIXTES (SPREADS) - Ordres réguliers sur opérations mixtes - Ordres implicites sur opérations mixtes	5 points de base 5 à 10 points de base; somme des incréments des pattes individuelles d'une opération mixte.
Options sur contrats à terme sur acceptations bancaires canadiennes de trois mois – <del>OBX</del>	5 points de base
Contrats à terme sur obligations du gouvernement du Canada	20 points de base

INSTRUMENT DÉRIVÉ	INCRÉMENT
Options sur contrats à terme sur obligations du gouvernement du Canada	20 points de base
Contrats à terme sur indices S&P/TSX	1% du prix repère de ces contrats à terme
Options sur indices S&P/TSX Trois premiers mois à échéance rapprochée	0,5 point d'indice
Options sur indices S&P/TSX Deux mois trimestriels suivants	1 point d'indice
OPTIONS SUR ACTIONS INTERVALLES DE PRIX : 0,00 \$ à 5,00 \$	0,10 \$
5,01 \$ à 10,00 \$	0,25 \$
10,01 \$ à 20,00 \$	0,50 \$
20,00 \$ et plus	0,75 \$
OPTIONS COMMANDITÉES INTERVALLES DE PRIX : 0,001 \$ à 0,99 \$	0,25 \$
1,00 \$ et plus	0,50 \$
CONTRATS À TERME SUR ACTIONS INDIVIDUELLES	2,00 \$

#### 4.4. PRIX DE L'OPÉRATION À L'INTÉRIEUR DE LA FOURCHETTE DE NON-ANNULATION

Si le superviseur de marché détermine que le prix de l'opération erronée qui lui a été signalée se situe à l'intérieur de la fourchette de non-annulation, l'opération sera alors maintenue et aucune autre mesure ne sera prise à moins que la contrepartie à l'opération erronée n'ait accepté de l'annuler.

Toute opération erronée, pour laquelle il y a eu un commun accord d'annulation entre les parties, pourra être annulée à l'intérieur de la séance de négociation (initiale, régulière ou prolongée) durant laquelle elle est survenue.

#### 4.5. PRIX DE L'OPÉRATION À L'EXTÉRIEUR DE LA FOURCHETTE DE NON-ANNULATION

Si le superviseur de marché détermine que le prix de l'opération erronée se situe à l'extérieur de la fourchette de non-annulation, toutes les parties à l'opération seront contactées et avisées de la situation.

L'opération sera annulée si toutes les parties impliquées sont d'accord.

L'opération ne sera pas annulée si l'une des parties impliquées le refuse. Les opérations résiduelles (celles non annulées) seront réajustées à l'extrémité de la fourchette de non annulation. Dans un tel cas, si l'opération impliquait un ordre implicite lié, l'initiateur de l'opération erronée originale prendra la responsabilité du résultat. L'initiateur de l'erreur pourrait donc devoir prendre possession de positions dans le marché pour les opérations directement résultantes dans les autres contrats liés.

Le service des opérations de marché de la Bourse ajustera les opérations erronées de la meilleure façon possible. L'objectif principal lors de l'ajustement d'opérations erronées est de minimiser l'impact pour tous les participants agréés impliqués dans l'opération erronée et tout particulièrement ceux qui avaient un ordre régulier dans le carnet d'ordres.

#### 4.6. AUTRES CAS JUSTIFIANT L'ANNULATION D'OPÉRATIONS

Le service des opérations de marché de la Bourse examinera toutes les circonstances d'une opération en vue de déterminer si celle-ci est conforme à la réglementation de la Bourse. Il sera tenu compte, notamment, des facteurs suivants : la conjoncture du marché immédiatement avant et après l'exécution de l'opération; la volatilité du marché; les prix des instruments connexes sur d'autres marchés et le fait qu'une ou plusieurs parties à l'opération jugent que celle-ci a été exécutée à un prix valide.

En cas de panne de fonctionnement du système, il se peut que le système automatisé de négociation de la Bourse gèle et que les ordres s'accumulent en attente de traitement. Une fois que le problème aura été résolu, il y aura une séance de pré-ouverture au cours de laquelle les activités de négociation sur chaque instrument dérivé seront interrompues en vue de modifier les paramètres relatifs à l'heure d'ouverture. Cette séance de pré-ouverture permettra aux participants du marché de modifier des ordres et de s'assurer que la panne de système n'a eu aucune conséquence sur l'intégrité du marché. Toutefois, lorsque le système n'est pas gelé, les ordres en attente de traitement pourraient être exécutés avant que la Bourse ne puisse interrompre les activités sur les instruments dérivés. En de telles circonstances, les superviseurs de marché pourraient devoir annuler des opérations résultant de telles exécutions.

#### 4.7. OPÉRATIONS MULTIPLES DES MAINTENEURS DU MARCHÉ DES OPTIONS SUR ACTIONS ET SUR INDICES.

Un superviseur de marché peut aussi annuler des opérations dans les circonstances suivantes :

1. Des opérations consécutives multiples peuvent être annulées si elles consistent en au moins quatre (4) opérations contre un même mainteneur de marché, en autant que :
  - toutes les opérations aient été exécutées dans un intervalle de une (1) seconde;
  - un ou plusieurs mainteneurs de marché sont du côté opposé des opérations.
2. Le mainteneur de marché impliqué dans les quatre opérations (ou plus) a communiqué avec un superviseur de marché au 514 871-7877 ou 1 866 576-8836 dans la minute qui suit l'exécution des opérations consécutives multiples en vue d'en demander l'annulation.

#### 4.8. DÉCISION

Le superviseur de marché rendra sa décision d'annuler ou de refuser d'annuler dans les 30 minutes qui suivent la demande d'annulation.

Si le superviseur de marché décide d'annuler l'opération, il radiera l'opération des registres. De plus, si des ordres « stop » ont été déclenchés et, par conséquent, exécutés en raison des opérations annulées, ces opérations « stop » seront également annulées et les ordres « stop » devront être rétablis dans le registre des ordres par les initiateurs de ces ordres. Des messages faisant état de l'annulation des opérations seront diffusés.

Lorsqu'une opération est annulée; si elle provenait d'un ordre régulier affiché dans le carnet d'ordres, la priorité originale temps/prix (FIFO) ne sera pas maintenue si l'initiateur de l'ordre original désire rétablir son ordre après l'annulation. L'ordre annulé devra donc être saisi à nouveau dans le système de négociation par l'initiateur de l'ordre original. Ce nouveau temps de saisie de l'ordre sera le temps officiel de saisie de l'ordre rétabli.

Si le superviseur de marché décide de ne pas annuler l'opération, les parties à cette opération ne peuvent de leur propre chef décider de l'annuler en ayant recours à un transfert de position par l'intermédiaire de la Corporation canadienne de compensation de produits dérivés.



## **PROCÉDURES APPLICABLES AUX PRIX DE RÈGLEMENT QUOTIDIEN DES CONTRATS À TERME ET DES OPTIONS SUR CONTRATS À TERME**

### **1. RÈGLE**

L'article 6390 des Règles de Bourse de Montréal Inc. (la « Bourse ») se lit comme suit :

« Le prix de règlement ou la cotation de fermeture sont déterminés selon les procédures établies par la Bourse pour chaque instrument dérivé. »

### **2. SOMMAIRE**

#### **PRIX DE RÈGLEMENT QUOTIDIEN DES CONTRATS À TERME ET DES OPTIONS SUR CONTRATS À TERME**

- Ces marchés utilisent le prix moyen négocié au cours des dernières minutes de négociation en vue d'établir un prix de règlement unique. Ces calculs sont effectués manuellement par des officiels de marché ou, selon le cas, par un algorithme automatisé en utilisant des lignes directrices préétablies pour chaque produit.
- Les prix auxquels sont conclues les opérations en bloc, d'échange physique pour contrats (EFP), d'échange d'instruments dérivés hors bourse pour contrats (EFR) ou de substitution ne seront pas utilisés pour établir le prix d'ouverture, le haut, le bas ou le prix de règlement quotidien.

### **3. OBJECTIFS**

L'établissement de prix de règlement quotidien vise les objectifs suivants :

- S'assurer que la fermeture du marché et l'établissement des prix se font de façon équitable et ordonnée pour les participants agréés de sorte que ceux-ci soient en mesure d'évaluer correctement leurs positions sur le marché aux fins des calculs de marge et de traitement par le « back office », incluant la compensation et le règlement de leurs opérations;
- S'assurer que la Corporation canadienne de compensation de produits dérivés (la « CDCC ») et tous les participants au marché sont informés des prix de règlement quotidien.

### **4. DESCRIPTION**

#### **4.1 CONTRATS À TERME SUR ACCEPTATIONS BANCAIRES CANADIENNES DE TROIS MOIS (BAX)**

La procédure applicable au règlement quotidien du contrat à terme sur acceptations bancaires canadiennes de trois mois (BAX) est exécutée par un algorithme d'évaluation automatisé qui utilise les paramètres décrits aux sections 4.1.1, 4.1.2 et 4.1.3 afin de garantir l'exactitude du processus.

**DÉFINITIONS :**

« **Ordres réguliers** » : Ordres acheminés par les participants agréés au système de négociation de la Bourse.

« **Ordres implicites** » : Ordres générés par l'algorithme d'établissement de prix implicites (en utilisant des ordres réguliers) et enregistrés dans le registre des ordres par l'engin de négociation.

**4.1.1 IDENTIFICATION DU MOIS D'ÉCHÉANCE TRIMESTRIELLE LE PLUS RAPPROCHÉ**

L'algorithme d'évaluation automatisé du prix de règlement quotidien identifie le mois d'échéance trimestrielle le plus rapproché parmi les deux premiers mois d'échéance trimestrielle. Le mois d'échéance trimestrielle le plus rapproché est celui des deux mois d'échéance trimestrielle les plus rapprochés ayant l'intérêt en cours le plus élevé et des informations de marché nécessaires. En l'absence d'une combinaison de ces deux critères, le mois d'échéance trimestrielle le plus rapproché sera déterminé par les officiels de marché en fonction des informations de marché dont ils disposent.

**4.1.2 ALGORITHME UTILISÉ POUR LA DÉTERMINATION DU PRIX DE RÈGLEMENT QUOTIDIEN DU MOIS D'ÉCHÉANCE TRIMESTRIELLE LE PLUS RAPPROCHÉ**

Une fois le mois d'échéance trimestrielle le plus rapproché identifié, l'algorithme d'évaluation automatisé du prix de règlement quotidien déterminera le prix de règlement de ce mois selon les priorités suivantes : d'abord, il utilisera le prix moyen pondéré des opérations cumulées pour un total d'au moins 50 contrats exécutés sur ce mois d'échéance au cours des trois dernières minutes; si un tel prix moyen n'est pas disponible, il utilisera alors le prix moyen pondéré des opérations cumulées pour un total d'au moins 50 contrats sur ce mois d'échéance exécutés au cours des 30 dernières minutes. Les opérations résultant des ordres réguliers et implicites seront considérées lors de ce processus. Si un tel prix moyen n'est toujours pas disponible, le cours qui, entre le cours acheteur et le cours vendeur qui ne découle pas d'ordres implicites, montre le plus petit écart par rapport au prix de règlement du jour précédent sera utilisé.

Dès que le prix de règlement quotidien pour le mois d'échéance trimestrielle le plus rapproché est établi, il sera comparé aux ordres enregistrés et s'il existe un meilleur cours acheteur ou vendeur qui ne découle pas d'ordres implicites, ce dernier aura préséance sur le prix de règlement quotidien calculé selon le paragraphe ci-dessus.

**4.1.3 PROCÉDURE APPLICABLE POUR DÉTERMINER LE PRIX DE RÈGLEMENT QUOTIDIEN DES MOIS D'ÉCHÉANCE RESTANTS DU CONTRAT BAX**

Dès que les étapes susmentionnées sont complétées, l'algorithme d'évaluation automatisé du prix de règlement quotidien établira de façon séquentielle les prix de règlement pour tous les mois d'échéance restants du contrat BAX. Les prix de règlement quotidiens pour les mois d'échéance restants du contrat BAX seront d'abord déterminés à partir d'une moyenne pondérée des opérations (résultantes



des ordres réguliers et implicites) négociées et stratégies négociées au cours des trois dernières minutes de négociation ou, si aucun prix moyen pondéré ne peut être déterminé de cette façon, à partir du plus petit écart par rapport au cours acheteur ou au cours vendeur pour les ordres enregistrés.

#### 4.1.4 PROCÉDURE CONNEXE

En l'absence des éléments requis pour appliquer la procédure ci haut mentionnée, les officiels de marché établiront le prix de règlement en fonction des informations de marché dont ils disposent. De plus, ils pourront ne pas tenir compte de tout événement (une transaction, un cours acheteur ou un cours vendeur) qui se présente vers la fin de la séance de négociation régulière et qui peut être incompatible avec un prix de règlement donné.

Dans ce cas, les officiels de marché maintiendront les données des critères utilisés pour établir le prix de règlement quotidien.

## 4.2 CONTRATS À TERME SUR INDICES S&P/TSX

Le prix de règlement sera la moyenne pondérée de tous les prix négociés au cours de la période de fermeture. La période de fermeture est définie comme étant la dernière minute de la séance de négociation pour tous les mois d'échéance.

### 4.2.1 PROCÉDURE PRINCIPALE

- **Ordres enregistrés**

Si un ordre à un cours acheteur supérieur ou à un cours vendeur inférieur au prix de règlement n'est pas exécuté pour un mois donné, ce cours acheteur ou ce cours vendeur sera retenu en priorité sur le prix de règlement calculé en fonction de la moyenne pondérée. L'ordre doit avoir été affiché pendant un délai d'au moins 20 secondes avant la fermeture et il doit porter sur au moins 10 contrats.

- **Dernière transaction**

S'il n'y a pas de transaction au cours de la dernière minute de négociation, la dernière transaction sera alors prise en compte tout en respectant les cours acheteurs et les cours vendeurs affichés sur le marché.

### 4.2.2 PREMIÈRE PROCÉDURE CONNEXE

Lorsque deux mois d'échéance et l'instrument mixte (spread) sont négociés en même temps (roulement trimestriel), la procédure connexe prévue au présent alinéa s'appliquera.

- Le mois le plus rapproché doit être réglé en premier (le mois le plus rapproché est déterminé en fonction du mois comportant l'intérêt en cours le plus élevé).
- L'instrument mixte (spread) doit ensuite être réglé en tenant compte du prix moyen au cours de la dernière minute de négociation et en examinant les transactions exécutées au cours des 10 minutes précédentes.

- Le prix de règlement du dernier mois, soit le mois le plus éloigné, correspond à la différence entre le prix de règlement du mois le plus rapproché et la valeur de l'instrument mixte (spread).

#### 4.2.3 DEUXIÈME PROCÉDURE CONNEXE

En l'absence des éléments requis pour appliquer la procédure principale dont il est question à l'alinéa 4.2.1 et la procédure connexe dont il est question à l'alinéa 4.2.2, la procédure connexe prévue ci-après s'appliquera.

Les officiels de marché afficheront un prix de règlement qui reflète le même écart que celui qui existait le jour précédent. Le prix de règlement sera rajusté en conséquence, en vue de respecter le prix de règlement précédent de ce contrat.

#### 4.2.4 TROISIÈME PROCÉDURE CONNEXE

En l'absence des éléments requis pour appliquer la procédure principale dont il est question à l'alinéa 4.2.1 et les procédures connexes dont il est question aux alinéas 4.2.2 et 4.2.3, la procédure connexe prévue ci-après s'appliquera.

Dans ce cas, les officiels de marché établiront le prix de règlement en fonction des informations de marché dont ils disposent. De plus, ils pourront ne pas tenir compte de tout événement (une transaction, un cours acheteur ou un cours vendeur) qui se présente vers la fin de la séance de négociation régulière et qui peut être incompatible avec un prix de règlement donné.

Dans ce cas, les officiels de marché maintiendront les données des critères utilisés pour établir le prix de règlement quotidien.

### 4.3 CONTRATS À TERME SUR OBLIGATIONS DU GOUVERNEMENT DU CANADA

#### 4.3.1 PROCÉDURE PRINCIPALE

Le prix de règlement est la moyenne pondérée de tous les prix négociés au cours de la période de fermeture. La période de fermeture est définie comme étant la dernière minute de la séance de négociation pour tous les mois de livraison.

- **Ordres enregistrés**

Si un ordre à un cours acheteur supérieur ou à un cours vendeur inférieur au prix de règlement n'est pas exécuté pour un mois donné, ce cours acheteur ou ce cours vendeur sera retenu en priorité sur le prix de règlement calculé en fonction de la moyenne pondérée. L'ordre doit avoir été affiché pendant un délai d'au moins 20 secondes avant la fermeture et il doit porter sur au moins 10 contrats.

- **Dernière transaction**

S'il n'y a pas de transaction au cours de la dernière minute de négociation, la dernière transaction sera alors prise en compte tout en respectant les cours acheteurs et les cours vendeurs affichés sur le marché.

#### 4.3.2 PREMIÈRE PROCÉDURE CONNEXE

Lorsque deux mois de livraison et l'instrument mixte (spread) sont négociés en même temps (roulement trimestriel), la procédure connexe suivante s'appliquera.

- Le mois le plus rapproché doit être réglé en premier (le mois le plus rapproché est celui ayant l'intérêt en cours le plus élevé).
- L'instrument mixte (spread) doit ensuite être réglé en tenant compte du prix moyen au cours de la dernière minute et en examinant les transactions exécutées au cours des 10 minutes précédentes.
- Le prix de règlement du dernier mois, soit le mois le plus éloigné, correspond à la différence entre le prix de règlement du mois le plus rapproché et la valeur de l'instrument mixte (spread).

#### 4.3.3 DEUXIÈME PROCÉDURE CONNEXE

En l'absence des éléments requis pour appliquer la procédure principale dont il est question à l'alinéa 4.3.1 et la procédure connexe dont il est question à l'alinéa 4.3.2, la procédure connexe suivante s'appliquera.

Les officiels de marché afficheront un prix de règlement qui reflètera le même écart que celui qui existait le jour ouvrable précédent. Le prix de règlement sera rajusté en conséquence afin de respecter le prix de règlement précédent de ce contrat.

#### 4.3.4 TROISIÈME PROCÉDURE CONNEXE

En l'absence des éléments requis pour appliquer la procédure principale dont il est question à l'alinéa 4.3.1 et les procédures connexes dont il est question aux alinéas 4.3.2 et 4.3.3, la procédure connexe suivante s'appliquera.

Dans ce cas, les officiels de marché établiront le prix de règlement en fonction des informations de marché dont ils disposent. De plus, ils pourront ne pas tenir compte de tout événement (une transaction, un cours acheteur ou un cours vendeur) qui se présente vers la fin de la séance de négociation régulière et qui peut être incompatible avec un prix de règlement donné.

Dans ce cas, les officiels de marché maintiendront les données des critères utilisés pour établir le prix de règlement quotidien.

#### 4.4 OPTIONS SUR CONTRATS À TERME SUR ACCEPTATIONS BANCAIRES CANADIENNES DE TROIS MOIS (~~OBX~~)

##### 4.4.1 PROCÉDURE PRINCIPALE

###### 4.4.1.1 Moyenne pondérée

Le prix de règlement est la moyenne pondérée des prix négociés au cours de la période de fermeture (soit la dernière minute de négociation). S'il existe à la fermeture un cours acheteur supérieur ou un cours vendeur inférieur au prix de règlement ainsi obtenu, ce cours acheteur ou ce cours vendeur sera le prix de règlement.

###### 4.4.1.2 Dernières transactions

S'il n'y a pas de transaction au cours de la période de fermeture, les officiels de marché tiendront compte des transactions exécutées au cours des 30 dernières minutes de négociation. De plus, pour être pris en considération, les ordres acheteurs et les ordres vendeurs doivent porter sur au moins 25 contrats et doivent avoir été affichés au moins une minute avant la fermeture.

S'il n'y a pas de transaction au cours de la période de fermeture (ou au cours des 30 dernières minutes de négociation), le prix de règlement sera le prix théorique calculé par la Bourse (comme il est indiqué à l'alinéa 4.4.2). S'il existe à la fermeture un cours acheteur supérieur ou un cours vendeur inférieur au prix de règlement ainsi obtenu, ce cours acheteur ou ce cours vendeur sera le prix de règlement.

##### 4.4.2 PROCÉDURE CONNEXE

En l'absence des éléments requis pour appliquer la procédure principale dont il est question à l'alinéa 4.4.1, la procédure connexe prévue au présent alinéa s'appliquera.

Le prix de règlement sera déterminé en incorporant les paramètres suivants dans un modèle normalisé d'établissement du prix des options (Black & Scholes) :

###### Prix de la valeur sous-jacente :

- La Bourse saisira le prix de règlement du contrat à terme BAX sous-jacent. Ce prix sera le prix de la valeur sous-jacente.

###### Taux d'intérêt :

- Le taux d'intérêt utilisé sera le taux établi en fonction du prix de règlement des contrats à terme BAX ayant l'échéance la plus rapprochée.

**Volatilité :**

- o La Bourse utilisera la volatilité implicite (par mois d'échéance, pour les options de vente et les options d'achat) obtenue auprès du mainteneur de marché responsable. La même volatilité sera appliquée aux options d'achat et aux options de vente.

D'autres paramètres, tels que le prix de levée de la série d'options et le délai à courir avant l'échéance, seront également incorporés au modèle.

Pour déterminer le prix de règlement, la Bourse tient compte de l'information relative au marché pour les stratégies affichées. Par exemple, si le cours acheteur de la combinaison (straddle) SEP 9200 s'élève à 98, le total des prix de règlement de ces deux séries d'options doit être au moins égal à 98.

**4.5 CONTRATS À TERME 30 JOURS SUR TAUX « REPO » À UN JOUR (ONX)****4.5.1 PROCÉDURE PRINCIPALE**

Le prix de règlement est la moyenne pondérée de tous les prix négociés au cours de la période de fermeture. La période de fermeture est définie comme étant les trois dernières minutes de la séance de négociation pour tous les mois d'échéance.

**4.5.1.1 Moyenne pondérée des prix négociés au cours de la période de fermeture**

La moyenne pondérée est calculée en fonction des prix négociés pour les mois d'échéance les plus rapprochés au cours de la période de fermeture. Le volume total négocié pour chacun des mois les plus rapprochés doit être d'au moins 25 contrats.

**4.5.1.2 Ordres enregistrés**

Si un ordre à un cours acheteur supérieur ou à un cours vendeur inférieur au prix de règlement n'est pas exécuté pour l'un des mois d'échéance les plus rapprochés, ce cours acheteur ou ce cours vendeur sera retenu en priorité sur le prix de règlement calculé en fonction de la moyenne pondérée. L'ordre doit avoir été affiché pendant un délai d'au moins 15 secondes précédant la clôture et il doit porter sur au moins 25 contrats pour chacun des mois d'échéance.

**4.5.1.3 Quantités restantes d'un ordre partiellement exécuté à la fermeture**

Dans le cas d'un ordre enregistré, tel que spécifié à l'alinéa 4.5.1.2 ci-dessus, qui serait exécuté en partie seulement, les transactions durant la période de fermeture ainsi que la quantité restante des ordres enregistrés seront pris en compte pour établir le prix de règlement.

Exemple 1 : S'il y a un ordre enregistré de 25 contrats ONX à 97,92 et que 15 de ces contrats sont exécutés, les 10 contrats restants, s'ils sont toujours présents sur le marché au même prix, seront pris en compte pour établir le minimum requis de 25 contrats.

Exemple 2 : S'il y a une transaction de 15 contrats ONX à 97,92 durant la période de fermeture et qu'il y a un ordre enregistré d'achat de 10 contrats ONX à 97,91 (respectant le laps de temps requis), l'ordre d'achat sera pris en considération avec les transactions durant la période de fermeture pour établir le prix de règlement.

#### 4.5.1.4 Transactions simultanées et transactions mixtes

Toutes les transactions et tous les ordres enregistrés mais inexécutés visant des opérations simultanées (strips) et des opérations mixtes (spread) pour tous les mois d'échéance seront ignorés.

### 4.5.2 PREMIÈRE PROCÉDURE CONNEXE

En l'absence des éléments requis pour appliquer la procédure principale dont il est question à l'alinéa 4.5.1, la procédure connexe prévue suivante s'appliquera.

#### 4.5.2.1 Moyenne pondérée des prix négociés à l'égard de stratégies

Le prix de règlement est la moyenne pondérée des prix négociés dans le cadre de stratégies au cours des cinq dernières minutes, pourvu que le volume négocié pour la stratégie prise en compte soit d'au moins 25 contrats.

#### 4.5.2.2 Ordres enregistrés

Si un ordre à un cours acheteur supérieur ou à un cours vendeur inférieur au prix de règlement n'a pas été exécuté, ce cours acheteur ou ce cours vendeur sera retenu en priorité sur le prix de règlement calculé en fonction de la moyenne pondérée conformément au sous-alinéa 4.5.2.1. L'ordre doit avoir été affiché pendant un délai d'au moins trois minutes avant la fermeture et il doit porter sur au moins 25 contrats.

### 4.5.3 DEUXIÈME PROCÉDURE CONNEXE

En l'absence des éléments requis pour appliquer la procédure principale dont il est question à l'alinéa 4.5.1 et la procédure connexe dont il est question à l'alinéa 4.5.2, la procédure connexe suivante s'appliquera.

#### 4.5.3.1 Écart calculé en fonction du prix de règlement du mois d'échéance précédent

Le prix de règlement sera défini en fonction d'un écart approprié par rapport au prix de règlement du mois d'échéance précédent, en commençant toujours avec le mois d'échéance le plus rapproché de l'échéance.

#### 4.5.3.2 Conflits entre transactions mixtes

Si deux opérations mixtes entrent en conflit, l'opération mixte applicable pour le mois de calendrier le plus rapproché de l'échéance aura la priorité.

#### 4.5.4 TROISIÈME PROCÉDURE CONNEXE

En l'absence des éléments requis pour appliquer la procédure principale dont il est question à l'alinéa 4.5.1 et les procédures connexes dont il est question aux alinéas 4.5.2 et 4.5.3, la procédure connexe suivante s'appliquera.

Dans ce cas, les officiels de marché établiront le prix de règlement en fonction des informations de marché dont ils disposent. De plus, ils pourront ne pas tenir compte de tout événement (une transaction, un cours acheteur ou un cours vendeur) qui se présente vers la fin de la séance de négociation régulière et qui peut être incompatible avec un prix de règlement donné.

Dans ce cas, les officiels de marché maintiendront les données des critères utilisés pour établir le prix de règlement quotidien.

#### 4.6 CONTRAT À TERME SUR UNITÉS D'ÉQUIVALENT EN DIOXYDE DE CARBONE (CO<sub>2</sub>e)

##### 4.6.1 PROCÉDURE PRINCIPALE

Le prix de règlement est la moyenne pondérée de tous les prix négociés au cours de la période de fermeture. La période de fermeture est définie comme étant les quinze dernières minutes de la séance de négociation pour toutes les échéances de contrats.

- **Ordres enregistrés**

Si un ordre à un cours acheteur supérieur ou à un cours vendeur inférieur au prix de règlement n'est pas exécuté pour une échéance donnée, ce cours acheteur ou ce cours vendeur sera retenu en priorité sur le prix de règlement calculé en fonction de la moyenne pondérée. L'ordre doit avoir été affiché pendant un délai d'au moins 20 secondes avant la fermeture et il doit porter sur au moins 10 contrats.

- **Dernière transaction**

S'il n'y a pas de transaction au cours des quinze dernières minutes de négociation, la dernière transaction sera alors prise en compte tout en respectant les cours acheteurs et les cours vendeurs affichés sur le marché.

##### 4.6.2 PREMIÈRE PROCÉDURE CONNEXE

Lorsque deux échéances de contrats et l'instrument mixte (spread) sont négociés en même temps (roulement), la procédure connexe suivante s'appliquera.

- Le contrat ayant l'échéance la plus rapprochée doit être réglé en premier.
- L'instrument mixte (spread) doit ensuite être réglé en tenant compte du prix moyen au cours des 15 dernières minutes de négociation et en examinant les transactions exécutées au cours des 30 minutes précédentes.

- Le prix de règlement des contrats dont l'échéance est plus éloignée correspond à la différence entre le prix de règlement du contrat ayant l'échéance la plus rapprochée et la valeur de l'instrument mixte (spread).

#### 4.6.3 DEUXIÈME PROCÉDURE CONNEXE

En l'absence des éléments requis pour appliquer la procédure principale dont il est question à l'alinéa 4.6.1 et la procédure connexe dont il est question à l'alinéa 4.6.2, la procédure connexe suivante s'appliquera.

Les officiels de marché afficheront un prix de règlement qui reflètera le même écart que celui qui existait le jour de négociation précédent. Le prix de règlement sera rajusté en conséquence afin de respecter le prix de règlement précédent de ce contrat.

#### 4.6.4 TROISIÈME PROCÉDURE CONNEXE

En l'absence des éléments requis pour appliquer la procédure principale dont il est question à l'alinéa 4.6.1 et les procédures connexes dont il est question aux alinéas 4.6.2 et 4.6.3, la procédure connexe suivante s'appliquera.

Dans ce cas, les officiels de marché établiront le prix de règlement en fonction des informations de marché dont ils disposent. De plus, ils pourront ne pas tenir compte de tout événement (une transaction, un cours acheteur ou un cours vendeur) qui se présente vers la fin de la séance de négociation régulière et qui s'avère incompatible avec un prix de règlement donné.

Dans ce cas, les officiels de marché maintiendront les données des critères utilisés pour établir le prix de règlement quotidien.





## PROCÉDURES RELATIVES À L'EXÉCUTION D'OPÉRATIONS EN BLOC

- a) Une fois que l'opération en bloc a été conclue en conformité avec le seuil de quantité minimale établi et publié par la Bourse, les détails de l'opération doivent être rapportés à la Bourse en communiquant avec un officiel de marché au service de Pilotage du Marché de la Bourse au 1-888-693-6366 ou au (514) 871-7871 à l'intérieur de la période de temps prescrite par la Bourse.
- b) Les participants agréés représentant l'acheteur et le vendeur doivent compléter et soumettre le formulaire de rapport d'opérations en bloc (Tableau I) ou tout autre avis prescrit par la Bourse à l'officiel de marché au service de Pilotage du Marché de la Bourse, pour validation.
- c) Un officiel de marché vérifiera la validité des détails de l'opération en bloc soumis par le(s) participant(s) agréé(s).
- d) La confirmation d'une opération en bloc par un officiel du marché n'empêchera pas la Bourse d'initier des procédures disciplinaires dans le cas où il est par la suite constaté que l'opération a été effectuée de façon non conforme aux Règles.
- e) Une fois que l'opération en bloc a été validée, l'information suivante, concernant l'opération en bloc, sera diffusée par la Bourse:
  - i) date et heure de la transaction
  - ii) valeurs mobilières ou instruments dérivés et mois d'échéance du(des) contrat(s);
  - iii) prix pour chaque mois d'échéance et prix de levée (si applicable); et
  - iv) volume des contrats pour chaque mois d'échéance.
- f) À la demande de la Bourse, le participant agréé qui effectue une opération en bloc, doit démontrer de façon satisfaisante que l'opération en bloc a été conclue en conformité avec les Règles de la Bourse. Le défaut de fournir des preuves satisfaisantes de conformité aux Règles pourra entraîner le déclenchement d'une action disciplinaire.

Tel que le prévoit l'article 6380 des règles de Bourse de Montréal Inc. (la « Bourse »), voici les valeurs mobilières et les instruments dérivés éligibles, les délais prescrits pour chacun ainsi que les seuils de quantité minimale pour l'exécution d'opérations en bloc.

VALEURS MOBILIÈRES ET INSTRUMENTS DÉRIVÉS ÉLIGIBLES	DÉLAI PRESCRIT	SEUIL DE QUANTITÉ MINIMALE
	(Dès que possible, à l'intérieur du délai suivant)	
<b>Contrat à terme trente jours sur taux « repo » à un jour (ONX)</b>	15 minutes	1 000 contrats
<b>Contrat à terme sur obligations du gouvernement du Canada de dix</b>	15 minutes	2 000 contrats

| [17.04.090000.00.00](#)

Page 1 de 3

VALEURS MOBILIÈRES ET INSTRUMENTS DÉRIVÉS ÉLIGIBLES	DÉLAI PRESCRIT	SEUIL DE QUANTITÉ MINIMALE
ans (CGB)		
Contrat à terme sur obligations du gouvernement du Canada de deux ans (CGZ)	15 minutes	500 contrats
Contrat à terme sur obligations du gouvernement du Canada de trente ans (LGB)	15 minutes	500 contrats
Contrat à terme sur obligations du gouvernement du Canada de cinq ans (CGF)	15 minutes	500 contrats
Options sur contrat à terme sur acceptations bancaires canadiennes de trois mois ( <del>OBX</del> )	15 minutes	2 000 contrats



## TABLEAU I

**Formulaire de rapport d'opérations en bloc**

Les participants agréés doivent compléter clairement et précisément toutes les sections de ce formulaire.

Ce formulaire doit être complété et transmis par télécopieur au service de Pilotage du Marché au (514) 871-3592.

Un officiel de marché peut être contacté au 1-888-639-6366 ou au (514) 871-7871.

<b>HEURE ET DATE DE L'OPÉRATION:</b>	
<b>NOM ET NUMÉRO D'IDENTIFICATION DU PARTICIPANT AGRÉÉ (ACHETEUR):</b>	
<b>NOM ET NUMÉRO D'IDENTIFICATION DU MEMBRE COMPENSATEUR (ACHETEUR):</b>	
<b>NOM ET NUMÉRO D'IDENTIFICATION DU PARTICIPANT AGRÉÉ (VENDEUR):</b>	
<b>NOM ET NUMÉRO D'IDENTIFICATION DU MEMBRE COMPENSATEUR (VENDEUR):</b>	
<b>NUMÉRO DE TÉLÉPHONE:</b>	
<b>NUMÉRO DE TÉLÉCOPIEUR OU COURRIEL:</b>	

Instruments Dérivés	Contrat à terme/ Option d'achat/ Option de vente	Mois d'échéance	Prix de levée de l'option (si applicable)	Nombre de Contrats	Prix	Type de stratégie* (si applicable)

Pour le personnel de la Bourse de Montréal seulement:

**Date et heure de réception:** \_\_\_\_\_

**Signature autorisée de la Bourse de Montréal:** \_\_\_\_\_

Les détails de ce formulaire sont acceptés par la Bourse de Montréal sur la stricte entente que la Bourse de Montréal n'assume aucune responsabilité quant à l'exactitude ou à l'intégralité des informations fournies par le participant agréé.

\* Chaque patte de la stratégie de négociation doit être inscrite séparément.

| 17.04.090000.00.00

Page 3 de 3



## AVIS AUX MEMBRES

N<sup>o</sup> 2010 – 024

Le 7 avril 2010

### SOLLICITATION DE COMMENTAIRES

#### MODIFICATIONS DES CARACTÉRISTIQUES DU CONTRAT À TERME SUR OBLIGATIONS DU CANADA — 2 ANS

#### MODIFICATIONS À L'ARTICLE C-1602 DE LA RÈGLE C-16 DE CDCC

#### Résumé

Le Conseil d'administration de la Corporation canadienne de compensation de produits dérivés (CDCC) a approuvé des modifications à l'article C-1602 de la Règle C-16 afin de pouvoir effectuer la compensation du contrat CGZ assorti d'un taux de coupon notionnel de 6 % et excluant les obligations 5 ans et 10 ans du panier d'obligations livrables.

Vous trouverez ci-joints le document d'analyse concernant les modifications réglementaires proposées de même que les textes réglementaires proposés.

#### Processus d'établissement de règles

CDCC est reconnue à titre d'organisme d'autoréglementation (OAR) par l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) et à ce titre, exerce des activités de chambre de compensation et d'OAR au Québec.

Le Conseil d'administration de CDCC a le pouvoir d'adopter ou de modifier les Règles de CDCC. Ces modifications sont présentées à l'Autorité pour approbation.

---

#### Corporation canadienne de compensation de produits dérivés

The Exchange Tower	800, square Victoria
130, rue King ouest, 5 <sup>ème</sup> étage	3 <sup>ème</sup> étage
Toronto, Ontario	Montréal (Québec)
M5X 1J2	H4Z 1A9
Tél. : 416-367-2463	Tél. : 514-871-3545
Télec. : 416-367-2473	Télec. : 514-871-3530

[www.cdcc.ca](http://www.cdcc.ca)

Les commentaires relatifs aux projets de modifications à la Règle C-16 des Règles de CDCC doivent nous être présentés dans les 30 jours suivant la date de publication du présent avis. Prière de soumettre ces commentaires à:

*Sharon C. Pel*  
*Secrétaire*  
*Corporation canadienne de compensation de produits dérivés*  
*Tour de la Bourse*  
*C.P. 61, 800 square Victoria*  
*Montréal (Québec) H4Z 1A9*  
*Courriel : [legal@m-x.ca](mailto:legal@m-x.ca)*

Ces commentaires devront également être transmis à l'Autorité à l'attention de :

*Anne-Marie Beaudoin*  
*Secrétaire de l'Autorité*  
*Autorité des marchés financiers*  
*Tour de la Bourse, C.P. 246*  
*800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage*  
*Montréal (Québec) H4Z 1G3*  
*Courriel : [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)*



## MODIFICATIONS DES CARACTÉRISTIQUES DU CONTRAT À TERME SUR OBLIGATIONS DU CANADA — 2 ANS

### MODIFICATIONS À L'ARTICLE C-1602 DE LA RÈGLE C-16

#### INTRODUCTION

Suite à une consultation des participants, Bourse de Montréal Inc. (ci-après nommée « la Bourse ») propose :

- A. D'augmenter de 4 % à 6 % le taux du coupon notionnel des contrats à terme sur obligations du Gouvernement du Canada de 2 ans (contrat CGZ).
- B. D'exclure les obligations 5 ans et 10 ans du panier d'obligations livrables.

Par conséquent, la Corporation canadienne de compensation de produits dérivés (CDCC) doit modifier ses Règles actuelles afin de tenir compte de la modification telle que proposée par la Bourse.

Le document d'analyse de la Bourse, intitulé « Modifications des caractéristiques du contrat à terme sur obligations du gouvernement du Canada de 2 ans (CGZ) », est joint afin de fournir des renseignements de base nécessaires à la compréhension de la modification proposée.

#### I. MODIFICATIONS RÉGLEMENTAIRES PROPOSÉES

La CDCC doit modifier l'article C-1602 de la Règle C-16 afin de pouvoir effectuer la compensation du contrat CGZ assorti d'un taux de coupon notionnel de 6 % et excluant les obligations 5 ans et 10 ans du panier d'obligations livrables. L'article C-1602 définit les termes « coupon notionnel » et « normes de livraison » qui sont propres au contrat CGZ.

Nous profitons de l'occasion pour retirer de l'article C-1602, les dispositions désuètes des paragraphes 1) et 2), ainsi que du paragraphe 3).

#### II. OBJECTIF DES MODIFICATIONS PROPOSÉES AUX RÈGLES DE LA CDCC

L'objectif des modifications proposées à l'article C-1602 de la Règle C-16 de la CDCC est d'augmenter le taux du coupon notionnel du contrat CGZ de 4 % à 6 %, et ce, afin de satisfaire à la demande des participants de la Bourse.

#### III. INTÉRÊT PUBLIC

Les modifications aux Règles de la CDCC ont pour but de permettre à la CDCC d'effectuer la compensation du contrat CGZ assorti d'un taux de coupon notionnel de 6 % et excluant les obligations 5 ans et 10 ans du panier d'obligations livrables.

#### IV. PROCESSUS

Les modifications réglementaires proposées sont soumises au conseil d'administration de la CDCC pour approbation. Une fois les modifications approuvées, elles seront transmises à l'Autorité des marchés financiers conformément au processus d'autocertification, de même qu'à la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (CVMO) pour information. La CDCC publiera les modifications réglementaires proposées ainsi que le document d'analyse pour une période de sollicitation de commentaires de 30 jours.

#### V. DOCUMENTS JOINTS

- Règle C-16 de la CDCC : modifications à l'article C-1602

- Document d'analyse de la Bourse «Modification des caractéristiques du contrat à terme sur obligations du gouvernement du Canada de 2 ans (CGZ) »
- Pour information : Fiche des caractéristiques du contrat CGZ modifiées



## MODIFICATIONS AUX CARACTÉRISTIQUES

### CONTRATS À TERME SUR OBLIGATIONS DU GOUVERNEMENT DU CANADA DE DEUX ANS (CGZ)

#### MODIFICATIONS À L'ARTICLE 6801 DE LA RÈGLE SIX ET AUX ARTICLES 15613 ET 15619 DE LA RÈGLE QUINZE DE BOURSE DE MONTRÉAL INC.

Le contrat à terme sur obligations du gouvernement du Canada de deux ans (CGZ) a été inscrit à la cote de Bourse de Montréal Inc. (la Bourse) le 3 mai 2004. À ce moment-là, la taille du contrat CGZ était de 100 000 \$CAN avec un coupon notionnel de 6 %. Le CGZ a été introduit afin d'accroître l'offre de produits de la Bourse sur la courbe de rendement du gouvernement du Canada (GdC), procurant ainsi aux participants une plus grande gamme d'opérations sur écart.

Le 17 novembre 2004, la Bourse a modifié les normes de livraison 1. En incluant au panier des obligations livrables des obligations du gouvernement du Canada émises à l'origine lors d'adjudications de 10 ans, du fait du nombre limité d'obligations du GdC de 2 ans en circulation et 2. En réduisant l'unité de fluctuation minimale de 0,01 \$CAN à 0,005 \$CAN.

Le 24 juillet 2006, la Bourse a modifié la taille du contrat de 100 000 \$CAN à 200 000 \$CAN pour une utilisation plus efficace et pour harmoniser la taille du contrat avec celle de contrats similaires ailleurs dans le monde (CBOT). Le coupon notionnel a été réduit de 6 % à 4 % et l'encours minimal des obligations du GdC requis pour inclusion au panier des obligations livrables a été réduit de 3,5 milliards de dollars canadiens à 2,4 milliards de dollars canadiens.

À la suite d'une démarche consultative auprès des participants au marché et afin de s'adapter aux nouvelles conditions de marché, la Bourse propose :

- A. de modifier le taux du coupon notionnel du contrat CGZ de 4 % à 6 %;
- B. d'exclure les obligations du GdC de 5 ans et de 10 ans du panier des obligations livrables.

Ces changements s'appuient sur les considérations suivantes :

- A. Augmentation du taux du coupon du contrat CGZ de 4 % à 6 % dans le but d':
  - 1 harmoniser le coupon notionnel à 6% du contrat CGZ avec celui des autres contrats sur obligations du GdC de la Bourse (CGF, CGB, LGB);
  - 2 harmoniser le contrat CGZ avec les principaux contrats similaires négociés dans le monde;
  - 3 de réduire l'optionalité (à la demande des clients côté acheteur et des mainteneurs de marché) en anticipation d'une augmentation des taux d'intérêt;
  - 4 de faciliter l'évaluation du contrat.



B. Exclusion des obligations du GdC de 5 ans et de 10 ans du panier des obligations livrables :

- 1 retrait des émissions non liquides (5 ans et 10 ans), surtout quand elles sont les obligations les moins chères à livrer étant donné que ces obligations sont difficiles à acquérir sur le marché au comptant;
- 2 facilitation des opérations sur la base.

## I. RÉSUMÉ

### a) Modifications réglementaires proposées

Afin de:

- i) changer le taux du coupon notionnel de 4 % à 6 %,
- ii) d'exclure les obligations de 5 ans et de 10 ans du panier des obligations livrables,

La Bourse propose de modifier l'article 6801 de la Règle Six et les articles 15613 et 15619 de la Règle Quinze de la Bourse pour le contrat CGZ. La Bourse souhaite que les changements proposés entrent en vigueur pour le mois d'échéance (**échéance du contrat à déterminer**) du contrat à terme CGZ. Par ces modifications, la Bourse vise à augmenter l'utilisation du contrat CGZ.

Les changements proposés permettront à la Bourse d'être mieux positionnée pour réagir et s'adapter rapidement aux conditions de marché changeantes du marché au comptant sous-jacent.

La Bourse souhaite que les changements proposés entrent en vigueur pour le mois d'échéance (**échéance du contrat à déterminer**) du contrat à terme CGZ et les contrats suivants. Par ces modifications, la Bourse vise à augmenter l'utilisation du contrat CGZ et l'efficacité de son marché.

## II. ARGUMENTAIRE

### A. Modification du taux du coupon notionnel de 4 % à 6 %.

À la suite d'une démarche consultative auprès de participants au marché, la Bourse propose d'augmenter le taux du coupon notionnel du contrat CGZ de 4 % à 6 %.

Plusieurs facteurs motivent la modification du taux du coupon notionnel :

- a) **Harmoniser avec le coupon notionnel de 6 % des contrats à terme sur obligations du GdC de 5 ans (CGF), contrats à terme sur obligations du GdC de 10 ans (CGB), contrats à terme sur obligations du GdC de 30 ans (LGB).**

Le fait d'harmoniser le taux du coupon notionnel à 6 % pour tous les contrats à terme sur obligations du GdC facilitera les opérations mixtes intermarché (ou *intermarket spreads*) entre les contrats CGZ, CGF, CGB et LGB en utilisant le mécanisme de négociation d'écart implicites (*implied spreads*) pour les contrats à terme sur taux d'intérêt.

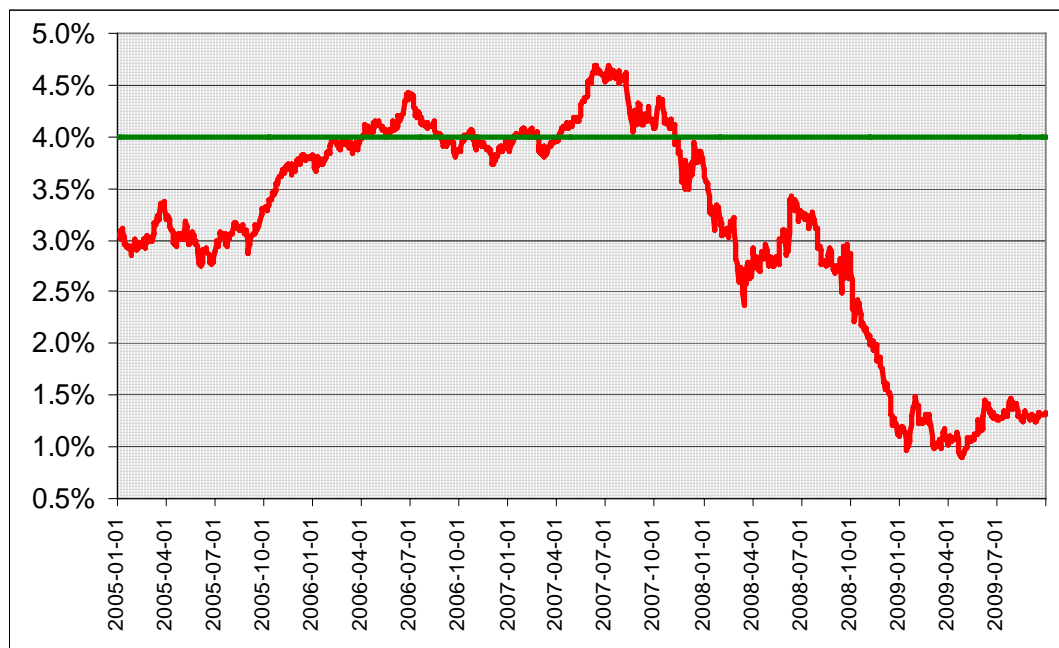
- b) **Harmoniser avec le coupon notionnel de 6 % des contrats similaires négociés ailleurs dans le monde.**

Le fait d'harmoniser le coupon notionnel de 6 % pour les contrats à terme internationaux sur obligations gouvernementales de 2 ans facilitera les opérations mixtes intermarché (*intermarket spreads*) avec les contrats à terme Schatz (EUREX) et les contrats à terme sur obligations du Trésor américain de 2 ans (CBOT).

### c) Problème d'optionnalité et d'évaluation du contrat

Il y a eu trop de changements dans l'obligation la moins chère à livrer, soit trop d'optionnalité du CGZ quand les taux du gouvernement du Canada de 2 ans se sont stabilisés autour de 4% entre mars 2006 et novembre 2007 (voir graphique 1 ci-dessous).

**Graphique 1 : Rendements des obligations du GdC de 2 ans  
Aucun coupon de janvier 2005 à décembre 2009**



Source : Banque du Canada

Étant donné qu'entre mars 2006 et novembre 2007, les rendements des obligations du GdC de 2 ans (actuellement autour de 1,3 %) étaient trop près du taux du coupon notionnel de 4 % du contrat CGZ, le statut d'obligation la moins chère à livrer passait plus fréquemment d'une obligation à l'autre (augmentation de l'optionnalité) à la suite d'une petite variation dans les rendements des obligations du GdC de 2 ans. Cette situation a eu une incidence défavorable sur les opérateurs en couverture. Des changements fréquents de l'obligation la moins chère à livrer signifient que ces opérateurs doivent réajuster régulièrement leurs ratios de couverture à cause de changements dans la durée de l'obligation la moins chère à livrer – ce qui augmente les coûts. Ainsi, cela a eu pour effet sur les opérateurs en couverture de ne pas avoir utilisé le contrat CGZ.

Lorsque les taux d'intérêt commenceront à monter (les taux d'intérêt suivent un processus de retour à la moyenne), mais tant que les rendements des obligations du GdC de 2 ans ne seront pas plus élevés que 6 %, l'augmentation proposée à 6% du

taux du coupon notionnel du contrat CGZ favorisera les obligations de plus courte durée et positionnera l'obligation du GdC de 2 ans anciennement émise (*off-the run*) comme l'obligation la moins chère à livrer. Un taux de coupon notionnel de 6 % réduira grandement la probabilité que l'obligation la moins chère à livrer change, ce qui profitera aux opérateurs en couverture puisqu'ils devront réajuster beaucoup moins fréquemment leur ratio de couverture. Le contrat CGZ sera alors beaucoup plus efficace à utiliser pour ces opérateurs.

**Le contrat est trop difficile à évaluer** avec un coupon actuel de 4 % lorsque le taux du 2 ans s'approche du seuil de 4 %.

Lorsque les taux du marché sont près du taux du coupon notionnel du contrat CGZ, il y a une incertitude liée à l'obligation qui deviendra la moins chère à livrer. Cette incertitude rend le contrat plus difficile à évaluer (c'est-à-dire, de déterminer un juste prix). Ainsi, avec des rendements d'obligations du GdC de 2 ans autour de 4 %, les participants du marché sont réticents à négocier le contrat CGZ puisqu'il est plus difficile d'en déterminer la juste valeur.

Conséquemment, dès que les participants du marché croient que l'obligation la moins chère à livrer est sur le point de changer, il devient plus difficile pour les mainteneurs de marché d'afficher des cours acheteur et vendeur à la juste valeur, ce qui entraîne l'inactivité des participants du marché côté acheteur qui renoncent à la négociation du contrat CGZ.

## **B. Exclusion des obligations de 5 ans et de 10 ans du panier des obligations livrables.**

Après une démarche consultative auprès des participants au marché, la Bourse recommande de changer les normes de livraison du contrat CGZ en retirant du panier des obligations livrables les obligations qui ont été à l'origine émises lors adjudications d'obligations du GdC de 5 ans et de 10 ans.

Plusieurs facteurs justifient la modification des normes de livraison du contrat CGZ.

### **a. Problème de liquidité des obligations livrables du panier du CGZ, qui ont été à l'origine émises lors d'adjudications d'obligations du GdC de 5 ans et de 10 ans.**

Le panier des obligations livrables du contrat CGZ contient des obligations qui ont été à l'origine émises lors d'adjudication d'obligations du GdC de 5 ans et de 10 ans. Malgré l'important encours total, de vieilles obligations du GdC de 5 ans et de 10 ans qui font partie du panier des livrables du CGZ ne sont pas activement négociées sur le marché au comptant étant donné qu'elles ont été achetées par des investisseurs institutionnels dans le but de les détenir jusqu'à maturité. Ainsi, une grande proportion de ces émissions n'est pas facilement disponible sur le marché; il est alors plus difficile pour les participants d'obtenir ces obligations dans le but d'exécuter des opérations de base ou des opérations au comptant avec le contrat CGZ.

Pour illustrer la situation, le Tableau 1 montre la liste du panier des obligations livrables pour le contrat à terme CGZ incluant seulement les obligations du GdC de 2 ans qui satisfont aux nouvelles normes de livraison. Ce tableau est une projection basée sur des émissions passées. Nous constatons que le panier inclut seulement des émissions de 2 ans. L'encours total varie entre 12,5 et 20 milliards de dollars.

**Tableau 1: Panier d'obligations livrables du CGZ contenant seulement des obligations du GdC de 2 ans – Proposition**

Échéance	Déc. 2010	Mars 2011	Juin 2011	Sept. 2011	Déc. 2011	Mars 2012
Sept-2012	10,5					
Mars-2013	3,2	9	9			
Juin-2013		3,5	10	10		
Sept-2013				10	10	
Déc-2013					9,5	9,5
Mars-2014						9
Total du montant en cours (milliards de \$CAN)	13,7	12,5	19	20	19,5	18,5

Source : Département de recherche de la Bourse de Montréal – prévisions basées sur des émissions de 2009 (source Banque du Canada)

**b. L'obligation la moins chère à livrer est souvent une vieille obligation de 5 ans ou de 10 ans qui a des problèmes de liquidité.**

Étant donné les conditions de marché actuelles où les rendements des obligations du GdC de 2 ans (1,28 % en date du 11 janvier 2010) sont très en deçà du taux du coupon notionnel de 6 %, les obligations à plus courte maturité sont favorisées pour être l'obligation la moins chère à livrer pour le contrat CGZ.

Ainsi, l'obligation la moins chère à livrer est fréquemment une vieille obligation du GdC de 5 ans ou de 10 ans qui n'est pas activement négociée sur le marché au comptant – ce qui réduit l'efficacité du contrat, comme il est illustré dans le Tableau 2 où une obligation émise à l'origine lors d'une adjudication de 5 ans (c'est-à-dire CAN 3,75 % 9/11) est l'obligation la moins chère à livrer.

**Tableau 2 : Situation actuelle du panier des obligations livrables pour le mois d'échéance mars 2010**

Cheapest to Deliver				Trade 1/11/10				Dlv 3/31/10			
CAN 2YR BOND FUT Mar10 CVHO 103.910				Set 1/13/10				Cheapest IRP= .60			
Order	DR	re-sort?	Y	(Mid) Price	Source	Conv. Yield	C.Factor	DECIMAL Gross Basis	77 Days Act/365 Implied Repo%	Actual Repo%	DECIMAL Net Basis
MASTER :											
1)	CAN	3 3/4	09/01/11	104.210	RBCS	1.135	.996400	.674	.60	.42	-.039
2)	CAN	1	09/01/11	99.767	RBCS	1.145	.956700	.356	-.67	.42	.230
3)	CAN	1 1/4	12/01/11	99.890	RBCS	1.309	.953900	.770	-2.40	.42	.596
4)	CAN	5 1/4	06/01/12	108.527	RBCS	1.587	1.026600	1.853	-3.24	.42	.843
5)	CAN	1 1/2	03/01/12	100.054	RBCS	1.474	.952400	1.090	-3.66	.42	.863
6)	CAN	3 3/4	06/01/12	105.014	RBCS	1.596	.994600	1.665	-3.93	.42	.968
7)	CAN	2	09/01/12	100.598	RBCS	1.766	.952900	1.582	-5.41	.42	1.242

Source : Bloomberg L.P

**c. L'offre d'obligations du GdC de 2 ans est suffisante pour créer un panier d'obligations livrables sans y inclure les vieilles obligations du GdC de 5 ans et de 10 ans.**

Le gouvernement du Canada a augmenté de façon importante les émissions d'obligations dans le cadre de son programme de gestion de la dette 2010-2011 afin de financer les besoins financiers prévus de plus de 100 milliards de dollars canadiens; il y a ainsi une hausse considérable de l'offre d'obligations du GdC pour chaque segment de la courbe.

Le niveau des émissions brutes d'obligations du GdC atteindra 25 % de plus que les 82 milliards de dollars annoncés dans la Stratégie de gestion de la dette 2009-2010. Cela dépasse les 75 milliards de dollars émis en 2008-2009, et les 34 milliards de dollars en 2007-2008.

En 2009-2010, des maturités additionnelles de mars et septembre ont été ajoutées dans le segment des obligations du GdC de 2 ans.

Comme la taille cible des émissions d'obligations de référence de 2 ans du GdC se maintiendra entre 7 milliards et 10 milliards de dollars, le panier des obligations livrables du CGZ sera suffisant s'il est conçu pour inclure seulement des obligations du GdC qui ont été à l'origine émises à des adjudications de d'obligations de 2 ans. On exclue ainsi les vieilles obligations du GdC de 5 ans et de 10 ans. Veuillez vous référer au Tableau 1.

### **III. SOMMAIRE DES MODIFICATIONS PROPOSÉES AUX RÈGLES DE LA BOURSE**

#### **Article 6801 de la Règle Six**

La Bourse propose de modifier le paragraphe d) de l'article 6801 intitulé « Unité de négociation standard » de la Règle Six en supprimant le sous-paragraphe i), en le remplaçant par le sous-paragraphe ii) modifié et en créant un nouveau sous-paragraphe ii), afin de changer le taux du coupon notionnel du contrat CGZ de 4 % à 6 %.

Nous profitons de l'occasion pour retirer de l'article 6801, les dispositions faisant référence aux spécifications des contrats qui prévalaient avant décembre 2006 étant donné que ces dispositions sont désuètes.

#### **Articles 15613 et 15619 de la Règle Quinze**

La Bourse propose de modifier les articles 15613 de la Règle Quinze en supprimant la paragraphe c), en le remplaçant par le paragraphe d) modifié, et en ajoutant le paragraphe d), et de modifier le sous-paragraphe b) ii) de l'article 15619, afin de changer le taux du coupon notionnel du contrat CGZ de 4 % à 6 % et de permettre à la Bourse d'exclure du panier des obligations livrables les obligations qui ont été à l'origine émises à des adjudications d'obligations du GdC de 5 ans et de 10 ans.

Nous profitons de l'occasion pour retirer de l'article 15613, les dispositions faisant référence aux spécifications des contrats qui prévalaient avant décembre 2006 étant donné que ces dispositions sont désuètes.

En ce qui concerne l'article 15613, le paragraphe g) contient également des références à des spécifications qui sont désuètes depuis 2006 et que nous proposons de retirer.

#### **IV. OBJECTIFS DES MODIFICATIONS PROPOSÉES AUX RÈGLES DE LA BOURSE**

Le but des modifications proposées par la modification de l'article 6801 de la Règle Six et des articles 15613 et 15619 de la Règle Quinze de la Bourse est de permettre à la Bourse de pouvoir changer le taux du coupon notionnel du contrat CGZ de 4 % à 6 % et d'exclure du panier des obligations livrables du contrat CGZ les obligations non liquides qui ont été à l'origine émises à des adjudications d'obligations du GdC de 5 ans et de 10 ans afin de rendre le contrat CGZ plus efficient pour les participants du marché.

#### **V. INTÉRÊT DU PUBLIC**

Les modifications aux Règles de la Bourse sont proposées afin de rendre l'utilisation du contrat CGZ plus efficiente pour les participants du marché qui ont exprimé leur appui pour changer le taux du coupon notionnel de 4 % à 6 % et pour exclure du panier des obligations livrables du contrat CGZ les obligations non liquides qui ont été à l'origine émises lors d'adjudications d'obligations du GdC de 5 ans et de 10 ans dans le but d'améliorer leurs stratégies de négociation et/ou de gestion de risque.

#### **VI. PROCESSUS**

Les modifications proposées aux Règles Six et Quinze seront présentées pour approbation au Comité des Règles et Politiques de la Bourse. Les modifications proposées seront ensuite soumises à l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) aux fins du processus d'autocertification. Ces modifications seront également transmises à la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (CVMO) pour information. Elles seront aussi publiées par la Bourse pour une période de sollicitation de commentaires de 30 jours.

## VII. DOCUMENTS EN ANNEXE

- 1 Règle Six : modifications de l'article 6801
- 2 Règle Quinze : modifications des articles 15613 et 15619
- 3 Pour information : caractéristiques du contrat CGZ

**CGZ - Contrat à terme sur obligations du gouvernement du Canada de deux ans****Caractéristiques**

<b>Unité de négociation</b>	200,000 \$ CA de valeur nominale d'une obligation du gouvernement du Canada avec un coupon notionnel de 4,6%.
<b>Mois d'échéance</b>	Mars, juin, septembre et décembre.
<b>Cotation des prix</b>	Cotés sur une base nominale de 100 points ou 1 point est équivalent à 2 000 \$ CA.
<b>Dernier jour de négociation / Échéance</b>	La négociation se termine à 13 h (HE) le 7 <sup>e</sup> jour ouvrable précédant le dernier jour ouvrable du mois de livraison.
<b>Type de contrat</b>	Livraison physique d'obligations gouvernementales canadiennes admissibles.
<b>Avis de livraison</b>	Les avis de livraison devront être soumis avant 17 h 30 ou avant l'heure limite prescrite par la chambre de compensation lors de tout jour ouvrable, à partir du 3 <sup>e</sup> jour ouvrable précédant le premier jour ouvrable du mois de livraison, jusqu'au et incluant le 3 <sup>e</sup> jour ouvrable précédant le dernier jour ouvrable du mois de livraison.
<b>Jour de livraison</b>	La livraison doit s'effectuer le 3 <sup>e</sup> jour ouvrable suivant le dépôt de l'avis de livraison par le membre détenant la position vendeur, ou lors de tout autre jour tel que déterminer par la chambre de compensation. La livraison doit avoir lieu au plus tard le dernier jour ouvrable du mois de livraison.
<b>Unité de fluctuation minimale des prix</b>	0,005 = 10\$ CA par contrat.
<b>Seuil de déclaration</b>	250 contrats.
<b>Limites de position</b>	Les renseignements sur les limites de position sont disponibles à la Bourse, étant donné qu'elles sont sujettes à des changements périodiques.
<b>Marge minimale par contrat</b>	Les renseignements sur la marge minimale par contrat sont disponibles à la Bourse, étant donné qu'elle est sujette à des changements périodiques.
<b>Normes de livraison</b>	Les obligations du gouvernement du Canada qui : <ul style="list-style-type: none"> <li>ont un terme à courir entre 1½ an et 2½ ans, à partir du premier jour du mois de livraison, calculé en arrondissant au mois entier le plus rapproché;</li> <li>ont montant nominal en cours d'au moins 2,4 milliards de dollars canadiens;</li> <li>sont à l'origine vendues par adjudication comme des émissions d'obligations du gouvernement du Canada de 2 ans, <del>de 5 ans ou de 10 ans</del>;</li> <li>sont émises et livrées le ou avant le 15<sup>e</sup> jour précédant la première journée à laquelle un avis de livraison est soumis pour un mois de livraison.</li> </ul>
<b>Limite quotidienne de variation des cours</b>	Aucune
<b>Heures de négociation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Séance initiale : 6 h 00 à 8 h 05 (HE)</li> <li>Séance régulière : 8 h 20 à 15 h 00 (HE)</li> <li>Séance prolongée* : 15 h 06 à 16h (HE)</li> </ul> <p>* Il n'y a aucune séance prolongée le dernier jour de négociation du mois d'échéance d'un contrat.</p> <p>Note : Lors des jours de fermeture hâtive, la séance régulière se termine à 13 h, heure à laquelle le prix de règlement quotidien est établi. Dans ces circonstances, la séance prolongée débute à 13 h 06 jusqu'à 13 h 30.</p>
<b>Corporation de compensation</b>	Corporation canadienne de compensation de produits dérivés (CDCC).
<b>Symbole au téléscripateur</b>	CGZ

.00.00.00



## RÈGLE C-16 CONTRATS À TERME SUR OBLIGATIONS DU CANADA — 2 ANS (SYMBOLE - CGZ)

Les articles de la présente règle C-16 s'appliquent uniquement aux contrats à terme dont le bien sous-jacent porte sur des obligations du gouvernement du Canada définies à l'article C-1602, appelés aux présentes « contrats à terme sur obligations du Canada - 2 ans ».

### Article C-1601 Définitions

Malgré l'article A-102, les expressions suivantes relatives aux contrats à terme sur obligations du Canada — 2 ans sont définies comme suit :

« bien sous-jacent » — obligations du gouvernement du Canada qui respectent les critères établis à l'article C-1602 de la présente règle.

« fichier assignation » — fichier informatique conçu de manière que les avis de livraison soient assignés selon la méthode du premier entré, premier sorti, conformément à l'article C-1605.

### Article C-1602 Normes de livraison

~~i) — La quotité de livraison en exécution de contrats à terme sur obligations du Canada — 2 ans consiste en des obligations du gouvernement du Canada qui n'échoient pas et qui ne peuvent être rachetables avant au moins un an et six mois et au plus deux ans et six mois à partir du premier jour du mois de livraison; qui comportent un coupon au taux de 6 %, une valeur nominale globale de 100 000 \$ à l'échéance et une valeur nominale en circulation, déduction faite de tous les achats possibles du gouvernement du Canada d'ici la fin de la période de livraison du mois de livraison correspondant, d'au moins 3,5 milliards de dollars; qui sont émises et livrées au plus tard le quinzième jour civil précédant la première date de soumission correspondant au mois de livraison du contrat; et qui ont été originalement émises à des adjudications d'obligations du gouvernement du Canada de 2 ans, de 5 ans ou de 10 ans. Toutes les obligations d'une quotité de livraison doivent être de la même émission.~~

1) ~~ii) —~~ La quotité de livraison en exécution de contrats à terme sur obligations du Canada - 2 ans échéant avant (échéance du contrat à déterminer) en décembre 2006 et les mois subséquents consiste en des obligations du gouvernement du Canada qui n'échoient pas et qui ne peuvent être rachetables avant au moins un an et six mois et au plus deux ans et six mois à partir du premier jour du mois de livraison; qui comportent un coupon au taux de 4 %, une valeur nominale globale de 200 000 \$ à l'échéance et une valeur nominale en circulation, déduction faite de tous les achats possibles du gouvernement du Canada d'ici la fin de la période de livraison du mois de livraison correspondant, d'au moins 2,4 milliards de dollars; qui sont émises et livrées au plus tard le quinzième jour civil précédant la première date de soumission correspondant au mois de livraison du contrat; et qui ont été originalement émises à des adjudications d'obligations du gouvernement du Canada de 2 ans, de 5 ans ou de 10 ans. Toutes les obligations d'une quotité de livraison doivent être de la même émission.

ii) La quotité de livraison en exécution de contrats à terme sur obligations du Canada - 2 ans échéant en (échéance du contrat à déterminer) et les mois subséquents consiste en des obligations du gouvernement du Canada qui n'échoient pas et qui ne peuvent être rachetables avant au moins un an et six mois et au plus deux ans et six mois à partir du premier jour du mois de livraison; qui comportent un coupon au taux de 6 %, une valeur nominale globale de 200 000 \$

à l'échéance et une valeur nominale en circulation, déduction faite de tous les achats possibles du gouvernement du Canada d'ici la fin de la période de livraison du mois de livraison correspondant, d'au moins 2,4 milliards de dollars; qui sont émises et livrées au plus tard le quinzième jour civil précédant la première date de soumission correspondant au mois de livraison du contrat; et qui ont été originalement émises à des adjudications d'obligations du gouvernement du Canada de 2 ans. Toutes les obligations d'une quotité de livraison doivent être de la même émission.

- 2) i) ~~Substitution — au gré du membre de la Société qui détient la position vendeur, les obligations dont les coupons sont à un taux autre que 6 % sont livrables, avec escompte pour ce qui est des obligations avec coupons de moins de 6 % et avec prime pour ce qui est des obligations avec coupons de plus de 6 %. Le montant de la prime ou de l'escompte à l'égard de chaque émission livrable différente est déterminé en fonction d'un rendement équivalent à celui d'une obligation portant un intérêt de 6 % et qui se vend à sa valeur au pair. Le prix auquel une obligation comportant une date d'échéance et un taux de coupon donnés rapportera 6 % sera déterminé selon les facteurs de concordance établis par la Bourse où le contrat à terme se négocie. Le montant de règlement de la quotité de livraison est de 1 000 \$ multiplié par le produit de ce prix et le prix de règlement de la série de contrats à terme sur obligations du Canada – 2 ans. L'intérêt couru sur les obligations est payé par le membre de la Société qui prend livraison de celles-ci.~~ Substitution — Pour les contrats à terme sur obligations du Canada – 2 ans échéant avant (échéance du contrat à déterminer), au gré du membre de la Société qui détient la position vendeur, les obligations dont les coupons sont à un taux autre que 4 % sont livrables, avec escompte pour ce qui est des obligations avec coupons de moins de 4 % et avec prime pour ce qui est des obligations avec coupons de plus de 4 %. Le montant de la prime ou de l'escompte à l'égard de chaque émission livrable différente est déterminé en fonction d'un rendement équivalent à celui d'une obligation portant un intérêt de 4 % et qui se vend à sa valeur au pair. Le prix auquel une obligation comportant une date d'échéance et un taux de coupon donnés rapportera 4 % sera déterminé selon les facteurs de concordance établis par la Bourse où le contrat à terme se négocie. Le montant de règlement de la quotité de livraison est de 2 000 \$ multiplié par le produit de ce prix et le prix de règlement de la série de contrats à terme sur obligations du Canada - 2 ans. L'intérêt couru sur les obligations est payé par le membre de la Société qui prend livraison de celles-ci.
- ii) ~~Substitution — Pour les contrats à terme sur obligations du Canada – 2 ans échéant en (échéance du contrat à déterminer) et les mois subséquents, au gré du membre de la Société qui détient la position vendeur, les obligations dont les coupons sont à un taux autre que 6 % sont livrables, avec escompte pour ce qui est des obligations avec coupons de moins de 6 % et avec prime pour ce qui est des obligations avec coupons de plus de 6 %. Le montant de la prime ou de l'escompte à l'égard de chaque émission livrable différente est déterminé en fonction d'un rendement équivalent à celui d'une obligation portant un intérêt de 6 % et qui se vend à sa valeur au pair. Le prix auquel une obligation comportant une date d'échéance et un taux de coupon donnés rapportera 6 % sera déterminé selon les facteurs de concordance établis par la Bourse où le contrat à terme se négocie. Le montant de règlement de la quotité de livraison est de 2 000 \$ multiplié par le produit de ce prix et le prix de règlement de la série de contrats à terme sur obligations du Canada - 2 ans. L'intérêt couru sur les obligations est payé par le membre de la Société qui prend livraison de celles-ci.~~ Substitution — Pour les contrats à terme sur obligations

~~du Canada — 2 ans échéant en décembre 2006 et les mois subséquents, au gré du membre de la Société qui détient la position vendeur, les obligations dont les coupons sont à un taux autre que 4 % sont livrables, avec escompte pour ce qui est des obligations avec coupons de moins de 4 % et avec prime pour ce qui est des obligations avec coupons de plus de 4 %. Le montant de la prime ou de l'escompte à l'égard de chaque émission livrable différente est déterminé en fonction d'un rendement équivalent à celui d'une obligation portant un intérêt de 4 % et qui se vend à sa valeur au pair. Le prix auquel une obligation comportant une date d'échéance et un taux de coupon donnés rapportera 4 % sera déterminé selon les facteurs de concordance établis par la Bourse où le contrat à terme se négocie. Le montant de règlement de la quotité de livraison est de 2 000 \$ multiplié par le produit de ce prix et le prix de règlement de la série de contrats à terme sur obligations du Canada — 2 ans. L'intérêt couru sur les obligations est payé par le membre de la Société qui prend livraison de celles-ci.~~

- 3) La Bourse où se négocie le contrat à terme doit publier une liste d'émissions livrables avant chaque mois de livraison. L'échéance d'une émission est calculée en périodes entières de un mois, (en arrondissant à la baisse au mois entier le plus rapproché) à partir du premier jour civil du mois de livraison. Les nouvelles émissions d'obligations du gouvernement du Canada qui sont conformes aux normes précisées dans le présent article doivent être ajoutées à la liste d'émissions livrables au fur et à mesure qu'elles sont émises par le gouvernement du Canada. Dans le cas où, lors de toute émission ou adjudication habituelle, le gouvernement du Canada ouvre à nouveau une émission existante qui n'a pas été émise à une adjudication de 2 ans, ~~de 5 ans ou de 10 ans~~ mais qui, par ailleurs, respecte les normes de la présente règle, de sorte que l'on ne puisse distinguer l'émission existante de la nouvelle émission, l'émission existante est réputée conforme aux normes de la présente règle et pourra être livrée dans la mesure où la réouverture d'une telle émission existante conserve une valeur nominale minimale de :

~~i) — 3,5 milliards de dollars pendant les 12 mois qui précèdent la date de la première soumission d'un avis de livraison pour un mois contractuel. La Bourse a le droit d'exclure toute nouvelle émission de sa liste d'émissions livrables ou de ne pas juger acceptable aux fins de livraison des émissions en circulation, qu'elles soient conformes ou non en tout autre point aux normes stipulées dans le présent article;~~

~~ii) — 2,4 milliards de dollars pendant les 12 mois qui précèdent la date de la première soumission d'un avis de livraison pour un mois contractuel — pour les contrats à terme sur obligations du Canada — 2 ans échéant en décembre 2006 et les mois subséquents. La Bourse a le droit d'exclure toute nouvelle émission de sa liste d'émissions livrables ou de ne pas juger acceptable aux fins de livraison des émissions en circulation, qu'elles soient conformes ou non en tout autre point aux normes stipulées dans le présent article.~~

- 4) Dans l'éventualité où la Société juge qu'il y a une pénurie d'émissions d'obligations du gouvernement du Canada pouvant être livrées, elle peut désigner toute autre émission d'obligations du gouvernement du Canada qu'elle juge acceptable aux fins de la livraison prévue en vertu des contrats à terme sur obligations du Canada à 2 ans, et elle peut annoncer tout rajustement du montant de règlement qu'elle considère approprié et équitable.

Modifiée 11/04, 07/06

### **Article C-1603 Présentation d'avis de livraison**

- 1) Un membre de la Société qui détient une position vendeur sur la série actuellement livrable et qui désire effectuer la livraison peut le faire en présentant un avis de livraison à la Société au plus tard à l'heure fixée par la Société n'importe quel jour ouvrable, à partir du deuxième jour ouvrable précédant le premier jour ouvrable du mois de livraison, jusqu'au deuxième jour ouvrable précédant le dernier jour ouvrable du mois de livraison inclusivement et y indiquer l'échéance des obligations du gouvernement du Canada devant être livrées.
- 2) Un membre de la Société qui détient une position vendeur sur des contrats de la série actuellement livrable au moment où la négociation des contrats a pris fin doit soumettre un avis de livraison à la Société et y indiquer l'échéance des obligations du gouvernement du Canada devant être livrées. Un tel avis doit être soumis au plus tard le deuxième jour ouvrable précédant le dernier jour ouvrable du mois de livraison.
- 3) Le membre de la Société auquel un avis de livraison a été assigné doit confirmer à la Société que la livraison a été effectuée.

Le présent article C-1603 complète l'article C-502.

### **Article C-1604 Livraison par l'entremise de la Société**

- 1) Jour de livraison — la livraison d'obligations du gouvernement du Canada conformément à la présente règle doit être effectuée par le membre de la Société le deuxième jour ouvrable suivant la présentation d'un avis de livraison, ou tout autre jour déterminé par la Société. La livraison doit avoir lieu au plus tard le dernier jour ouvrable du mois de livraison.
- 2) Moment de livraison — chaque membre de la Société qui doit effectuer une livraison ou prendre livraison d'obligations du gouvernement du Canada doit le faire moyennant le paiement de fonds certifiés ou sur réception de ceux-ci, selon le cas, au plus tard à 14 h 45 le jour de livraison.
- 3) Si, d'ici le moment prévu à l'alinéa C-1604 2), le membre livreur n'a pas effectué la livraison du bien sous-jacent ou le membre assigné n'en a pas effectué le paiement, ce membre de la Société devient un membre non conforme et il doit aviser la Société de ce défaut, par téléphone, au plus tard à 15 h le jour de livraison et lui en envoyer un avis écrit par télécopieur le plus tôt possible.

### **Article C-1605 Assignation d'un avis de livraison**

- 1) Les avis de livraison acceptés par la Société sont assignés, à la fin de chaque jour ouvrable au cours duquel, selon les conditions du contrat, des avis de livraison peuvent être présentés, aux membres de la Société ayant des positions acheteurs en cours à la clôture des négociations, le jour où l'avis de livraison est présenté. Les avis de livraison seront assignés au contrat en cours le plus ancien (méthode du premier entré, premier sorti), conformément aux procédures prévues à cette fin par la Société.
- 2) Un avis de livraison ne doit être assigné à aucun membre non conforme qui a fait l'objet d'une suspension pour manquement à ses engagements ou insolvabilité. Un avis de livraison assigné à

un membre de la Société qui fait par la suite l'objet d'une suspension sera retiré et assigné à un autre membre de la Société conformément au présent article.

Le présent article C-1605 remplace l'article C-505.

#### **Article C-1606 Procédures relatives au fichier assignation**

Les règles suivantes s'appliquent à la compilation du fichier assignation.

- 1) Le sixième jour ouvrable précédant le premier jour ouvrable du mois de livraison, chaque membre de la Société qui détient des positions acheteur sur la série pertinente de contrats à terme doit inscrire au fichier assignation dans le système informatique de la Société toutes ses positions acheteur sur cette série de contrats à terme par ordre chronologique.
- 2) Avant l'heure de fermeture des bureaux, chaque jour ouvrable suivant jusqu'à l'avant-dernier jour ouvrable où des avis de livraison peuvent être soumis, inclusivement, chaque membre de la Société doit accéder au fichier assignation et, soit apporter des modifications qui reflètent l'ordre chronologique réel de toutes les positions acheteur sur la série de contrats à terme, soit confirmer l'exactitude des données figurant au fichier assignation.
- 3) Chaque membre de la Société doit s'assurer que le représentant autorisé peut être rejoint au téléphone à la Société jusqu'à l'heure de fermeture des bureaux, chaque jour où une modification peut être apportée au fichier assignation.
- 4) Il revient à chaque membre de la Société de réviser quotidiennement les relevés pertinents disponibles sur le système informatique de la Société.
- 5) Le défaut d'accéder au fichier assignation et de maintenir quotidiennement l'ordre chronologique réel de toutes les positions acheteur d'un membre de la Société sur la série de contrats à terme pertinente ou de s'assurer qu'un représentant autorisé peut être rejoint au téléphone est réputé constituer une violation des procédures de la Société et doit faire l'objet de mesures disciplinaires conformément aux règles.



## AVIS DE L'OCRCVM

### **Avis sur les règles** **Appel à commentaires** Règles des courtiers membres

*Destinataires à l'interne :*  
Affaires juridiques et conformité  
Haute direction  
Institutions  
Opérations

*Personnes-ressources :*

Angie F. Foggia  
Avocate aux politiques, Politique de réglementation des  
membres  
416 646-7203  
[afoggia@iiroc.ca](mailto:afoggia@iiroc.ca)

Answerd Ramcharan  
Spécialiste de la politique de réglementation des  
membres  
416 943-5850  
[aramcharan@iiroc.ca](mailto:aramcharan@iiroc.ca)

**10-0097**  
**Le 9 avril 2010**

## **Obligations relatives à l'appariement et aux avis d'exécution**

### **Résumé de la nature et de l'objet du projet de modifications**

Le 24 mars 2010, le Conseil d'administration (« le Conseil ») de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (« l'OCRCVM ») a approuvé la publication pour commentaires d'un projet de modifications de l'article 49 de la Règle 800 et du paragraphe 1(h) de la Règle 200 (« le projet de modifications »). Le projet de modifications a pour objectifs principaux de promouvoir des pratiques d'appariement des opérations conformes et d'éliminer l'envoi en double de correspondance sur les opérations aux clients. Plus spécifiquement, le projet de modification de l'article 49 de la Règle 800 vise à clarifier pour les courtiers membres leurs obligations de déclaration et d'appariement des opérations entre eux, tandis que les modifications proposées au paragraphe 1(h) de la Règle 200 visent à dispenser les courtiers membres des obligations relatives aux avis d'exécution qui y sont prévues, pourvu que certaines conditions soient remplies.



## Questions examinées et détails des modifications proposées

### **Historique pertinent**

#### Article 49 de la Règle 800 – Appariement des opérations entre courtiers

Atténuer le risque associé au règlement des opérations hors bourse et promouvoir l'efficacité du règlement entre les courtiers membres sont des priorités pour l'OCRCVM. Il est souhaitable de modifier l'article 49 de la Règle 800 afin de clarifier pour les courtiers membres leurs obligations de déclaration et d'appariement des opérations entre eux.

#### Paragraphe 1(h) de la Règle 200 – Obligations relatives aux avis d'exécution

Étant donné que les modalités des opérations ont déjà été convenues dans le cadre du processus d'appariement des opérations décrit à l'article 49 de la Règle 800 et dans le Règlement 24-101 sur l'appariement et le règlement des opérations institutionnelles (« le Règlement 24-101 »), les courtiers membres et les clients ont exprimé le désir que soient éliminées les obligations relatives aux avis d'exécution prévues au paragraphe 1(h) de la Règle 200. À la lumière de ces demandes et des nombreuses exigences législatives et réglementaires qui assurent que les modalités des opérations ont été déclarées et affirmées par le client, il convient de modifier le paragraphe 1(h) de la Règle 200 de manière à dispenser les courtiers membres des obligations relatives aux avis d'exécution qui y sont prévues, sous réserve que certaines conditions soient remplies.

Les règles traitant de la déclaration obligatoire, dans l'avis d'exécution, des marchés sur lesquels sont exécutées les opérations, sont aussi mises à jour de manière à exiger la déclaration :

- de tous les marchés, et pas seulement des bourses; et
- des circonstances dans lesquelles une opération est exécutée sur plus d'un marché.

### **Règles actuelles**

#### Article 49 de la Règle 800 – Appariement des opérations entre courtiers

En vertu de l'article 49 de la Règle 800 dans sa forme actuelle, pour chaque opération hors bourse portant sur des titres admissibles à la CDS exécutée entre courtiers membres, chaque courtier membre doit :

- soit saisir l'opération dans un système d'appariement des opérations entre courtiers acceptable;
- soit accepter ou rejeter toute opération saisie par un autre courtier membre dans l'heure suivant l'exécution de l'opération.



L'article 49 de la Règle 800 vise à atténuer le risque lié au règlement des opérations hors bourse et promouvoir l'efficacité du règlement en assurant que les parties s'accordent plus rapidement sur les modalités d'une opération.

Paragraphe 1(h) de la Règle 200 – Obligations relatives aux avis d'exécution

Le paragraphe 1(h) de la Règle 200 exige que chaque courtier membre qui intervient comme contrepartiste ou mandataire dans une opération sur un titre envoie rapidement au titulaire du compte un avis d'exécution de la transaction, opération par opération. Conformément au paragraphe 1(h) de la Règle 200, l'avis doit indiquer, entre autres, les renseignements suivants :

1. le jour et la bourse de valeurs ou de contrats à terme sur marchandises où l'opération a eu lieu;
2. commission ou le courtage, le cas échéant, demandé relativement à l'opération;
3. les droits ou autres frais, le cas échéant, imposés par les organismes de réglementation des valeurs mobilières relativement à l'opération;
4. le nom du représentant, le cas échéant, qui a exécuté l'opération;
5. le nom du courtier, le cas échéant, que le courtier membre a mandaté pour effectuer l'opération.

En vertu des règles actuelles, les courtiers membres doivent aussi déclarer dans l'avis d'exécution « la bourse de valeurs ou de contrats à terme de marchandises » où l'opération a eu lieu.

**Règles proposées**

Article 49 de la Règle 800 - Appariement des opérations entre courtiers

Les modifications proposées de l'article 49 de la Règle 800 clarifient pour les courtiers membres leurs obligations de déclaration et d'appariement des opérations entre eux. En outre, elles sont conformes à l'esprit des modifications des obligations relatives aux opérations institutionnelles prévues dans le Règlement 24-101 proposées récemment. Les modifications proposées à l'article 49 de la Règle 800 :

1. porteront l'obligation de déclaration des opérations de la norme actuelle de « dans l'heure suivant l'exécution de l'opération » à « au plus tard à 18 h 00 le jour de l'opération »;
2. définiront l'expression « opération hors bourse »;





3. fourniront des orientations permettant aux courtiers membres de classer facilement les opérations comme conformes ou non conformes aux exigences de déclaration;
4. établiront un pourcentage minimum d'opérations conformes mensuel.

En ce qui concerne la révision proposée se rapportant au délai de déclaration des opérations, le personnel de l'OCRCVM a analysé les pourcentages actuels de conformité des courtiers membres et a déterminé que, au cours d'un mois donné, de 30 % à 40 % de toutes les opérations hors bourse entre courtiers ne sont pas déclarées, aux fins de l'appariement des opérations, dans l'heure suivant leur exécution tel que l'exige pourtant la règle actuelle. Il s'agit en grande partie d'une question de systèmes, dans la mesure où de nombreux courtiers membres n'ont pas de fonctionnalité automatisée de déclaration intrajournalière des opérations et effectuent plutôt l'appariement par lots « à la fin de la journée ». Compte tenu de cette réalité opérationnelle, et comme le passage au règlement des opérations dès le lendemain de leur réalisation n'est plus une priorité réglementaire au Canada ni à l'étranger, il est inutile de continuer à exiger que les opérations hors bourse entre courtiers soient déclarées dans l'heure suivant leur exécution aux fins de l'appariement. La modification proposée autoriserait donc les courtiers membres à déclarer les opérations sur la base de la fin de la journée (18 h 00), au moyen de systèmes de déclaration par lots. Cette souplesse réglerait les problèmes actuels liés aux systèmes sans introduire de retards importants dans l'appariement des opérations. L'OCRCVM croit qu'il en résultera une nette amélioration du taux de conformité aux exigences de déclaration des opérations, ce qui permettra aux courtiers membres et à l'OCRCVM de se concentrer sur les opérations non conformes résiduelles (c'est-à-dire celles pour lesquelles les modalités n'ont pas été convenues ou qui présentent des erreurs de déclaration récurrentes), qui présentent le plus grand risque de règlement.

En ce qui a trait à l'adoption proposée d'une définition de l'expression « opération hors bourse », le personnel de l'OCRCVM a déterminé qu'il y a confusion au sujet des opérations qui doivent être déclarées en vertu de la règle actuelle sur l'appariement des opérations et qu'il est donc nécessaire de définir précisément les opérations auxquelles la règle s'applique. La définition proposée codifie des orientations publiées antérieurement sur cette question.

Au sujet de la révision proposée se rapportant à la classification des opérations, le personnel de l'OCRCVM a inclus dans la règle un tableau qui indique chaque scénario de déclaration d'opération possible et définit chaque scénario comme étant une des opérations suivantes :

- i. une opération conforme;
- ii. une opération non conforme;
- iii. une opération dont le statut de conformité est inconnu.

La CDS et d'autres prestataires de services d'appariement utiliseront ces classifications pour calculer les taux de conformité à la règle applicable.



Le « pourcentage minimum d'opérations conformes » mensuel et les obligations de déclaration des anomalies qu'il est proposé d'introduire sont similaires aux exigences prévues au Règlement 24-101. Les courtiers membres qui n'atteignent pas le seuil mensuel d'opérations conformes seront tenus de communiquer rapidement par écrit à l'OCRCVM :

- leur pourcentage d'opérations conformes;
- leur plan d'action pour porter leur pourcentage d'opérations conforme au niveau minimum.

Les seuils proposés correspondent aux seuils d'opérations conformes contenus dans la version révisée du Règlement 24-101, à savoir :

- 85 % ou plus pour les mois terminés le 30 juin 2012 ou avant;
- 90 % ou plus à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2012.

Le non-respect du pourcentage d'opérations conformes minimum constituera un motif de sanctions. De plus, les courtiers membres en situation de non-conformité n'auront pas droit aux dispenses relatives aux avis d'exécution prévues dans le projet de modification du paragraphe 1(h) de la Règle 200. Le texte du projet de modification de l'article 49 de la Règle 800 est présenté à l'Annexe A.

Paragraphe 1(h) de la Règle 200 – Obligations relatives aux avis d'exécution

La question des obligations relatives aux avis d'exécution est aussi liée aux obligations de déclaration et d'appariement des opérations prévues à l'article 49 de la Règle 800 et au Règlement 24-101. Plus précisément :

1. *Pour les opérations auxquelles participent d'autres courtiers membres* : les courtiers membres doivent saisir ou accepter ou rejeter les détails des opérations hors bourse dans un système d'appariement des opérations acceptable tel que défini à l'article 49 de la Règle 800, conformément aux exigences de cet article;
2. *Pour les opérations de type « livraison contre paiement » et « réception contre paiement » (LCP/RCP) avec d'autres clients que des courtiers membres* : les détails des opérations doivent être appariés avec ceux du client ou de son dépositaire, conformément aux exigences du Règlement 24-101.

L'article 49 de la Règle 800 et le Règlement 24-101 obligent les courtiers membres à établir des processus et des procédures qui favorisent l'appariement des opérations dans les limites prescrites et assurent la conformité aux normes de rendement. Par exemple, dans le cadre du processus d'appariement des opérations, les données suivantes sur les opérations sont celles qui doivent être transmises et comparées et sur lesquelles il faut s'entendre par l'intermédiaire d'un système d'appariement des opérations acceptable :



- Identification des titres : identificateur numérique standard, monnaie, émetteur, type/catégorie/série, code de marché;
- Information sur l'ordre et l'opération : code du courtier, numéro d'identification du compte, type de compte, indicateur d'achat ou de vente, état de l'ordre, type d'ordre, prix unitaire/valeur nominale, nombre de titres/quantité, date/heure du message, type d'opération, commission, intérêts courus (revenu fixe), lieu de règlement du courtier, numéro de référence du bloc, montant net, type de règlement, numéro de référence de l'expéditeur de la répartition, dépositaire, indicateur de paiement, identification du compte ou portefeuille de GP, quantité répartie et conditions de règlement.

Au-delà des obligations d'appariement prévues au paragraphe 1(h) de la Règle 200, à l'article 49 de la Règle 800 et au Règlement 24-101, les exigences législatives et réglementaires relatives à la piste de vérification et aux relevés ainsi que les pratiques exemplaires et les normes du secteur devraient assurer que les données sur les opérations ont bien été déclarées et affirmées par le client. Par exemple :

1. *Exigences relatives à la piste de vérification* – La Partie 11 du Règlement 23-101 sur les règles de négociation (« le Règlement 23-101 ») oblige les courtiers membres à constituer une piste de vérification électronique comprenant des données sur les ordres, les cotations et les données de transactions. Plus précisément, les courtiers membres sont tenus de maintenir et de fournir aux clients sur demande des enregistrements détaillés sur : (a) la réception ou la création d'un ordre, (b) la transmission de l'ordre, (c) la modification, la correction ou l'annulation de l'ordre et (d) l'exécution de l'ordre. De plus, la Partie 11 du Règlement 23-101 prévoit des particularités additionnelles qui ne sont pas expressément prévues au paragraphe 1(h) de la Règle 200, telles que les identificateurs de l'ordre et du courtier, et si l'ordre a été annulé, corrigé ou modifié sur les instructions du client ou du courtier.
2. *Relevés* – Les courtiers membres sont tenus de fournir un relevé à chaque client conformément à l'article 14.14 du Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et au paragraphe 1(c) de la Règle 200.
3. *Pratiques exemplaires et normes du secteur* – Les courtiers membres doivent assurer leur conformité aux pratiques exemplaires et aux normes du secteur en ce qui concerne les données minimales nécessaires pour l'appariement des opérations, la déclaration et l'affirmation, la compensation et le règlement. Ils doivent être équipés d'outils électroniques permettant aux clients d'accéder en temps réel aux détails des opérations, par l'intermédiaire de systèmes de gestion de l'exécution appartenant aux courtiers membres.

Les exigences prescrites à l'article 49 de la Règle 800 et au Règlement 24-101, conjuguées aux obligations des courtiers membres de conserver des registres suffisants pour fins de



vérification et d'examen, de fournir des relevés mensuels et de promouvoir les pratiques exemplaires et les normes du secteur, créent un cadre législatif et réglementaire étendu qui assure que les modalités des opérations ont été déclarées et affirmées par le client. Compte tenu de ces exigences, le projet de modifications du paragraphe 1(h) de la Règle 200 a pour objet de faire bénéficier d'une dispense les courtiers membres qui remplissent leurs obligations de déclaration et d'appariement des opérations en vertu de l'article 49 de la Règle 800 ou du Règlement 24-101, qui respectent le pourcentage minimum d'opérations conformes, qui obtiennent du client une renonciation écrite à la réception des avis d'exécution, qui effectuent l'appariement des opérations par voie électronique et qui maintiennent une piste de vérification électronique des opérations appariées conformément au Règlement 23-101.

L'application du paragraphe 1(h) de la Règle 200 aux courtiers membres qui sont aussi assujettis à l'article 49 de la Règle 800 ou au Règlement 24-101 est par conséquent redondante et engendre une correspondance superflue avec le client dans la mesure où chacun des détails sur l'opération a déjà été déclaré ou affirmé par le client ou son dépositaire et que des instructions de livraison ont été données pour l'opération.

Le projet de modification du paragraphe 1(h) de la Règle 200 comprend aussi des mises à jour des exigences de déclaration des marchés sur lesquels sont exécutées les opérations. À l'heure actuelle, les avis d'exécution écrits doivent indiquer « la bourse de valeurs ou de contrats à terme de marchandises » où l'opération a eu lieu. Cette exigence n'englobe pas les opérations exécutées hors des bourses reconnues – sur des systèmes de cotation et de déclaration des opérations et des systèmes de négociation parallèle, par exemple – ni les circonstances dans lesquelles des opérations sont exécutées sur plus d'un marché. La modification proposée permettrait de prendre en compte tous les marchés et de même que les opérations exécutées sur plus d'un de ces marchés. Au-delà des modifications proposées des exigences de déclaration des marchés, le Service de la politique de réglementation des marchés publiera des orientations sur la formulation jugée acceptable par l'OCRCVM pour cette déclaration. Le texte du projet de modification du paragraphe 1(h) de la Règle 200 est présenté à l'Annexe B.

### **Problèmes et solutions de rechange envisagées**

Au cours de l'élaboration des modifications à l'article 49 de la Règle 800, on a aussi envisagé de prolonger de deux à trois heures le délai de déclaration actuel d'une heure, mais on a jugé que cela aurait été plus difficile à respecter et à mettre en application que l'heure limite de 18 h 00 fixée pour toutes les opérations.

La possibilité de laisser le paragraphe 1(h) de la Règle 200 inchangé a aussi été envisagée, mais elle a été rejetée vu l'insistance croissante des clients titulaires de comptes LCP/RCP pour que soit éliminée l'obligation relative aux avis d'exécution pour les opérations appariées.



### **Classification des modifications proposées**

Des explications ont déjà été données, accompagnées d'analyses, sur la nature et les effets des modifications proposées. Ces modifications ont pour objet :

- d'établir et de maintenir les règles nécessaires ou appropriées pour régir et réglementer tous les aspects des fonctions et des responsabilités de l'OCRCVM à titre d'organisme d'autoréglementation;
- d'assurer la conformité aux lois sur les valeurs mobilières;
- de promouvoir des principes d'équité dans le commerce et l'obligation d'agir de bonne foi, avec honnêteté et loyauté;
- de favoriser la collaboration et la coordination avec les entités engagées dans la réglementation, la compensation, le règlement, ainsi que le traitement des renseignements des valeurs mobilières et leur commerce en général.

Le Conseil a déterminé que le projet de modifications n'est pas préjudiciable à l'intérêt public.

Vu la portée et le caractère substantiel du projet de modifications, il a été classé comme justiciable de l'examen dans le cadre d'une consultation publique.

### **Incidence du projet de modifications sur la structure des marchés, les courtiers membres, les non-courtiers membres, la concurrence et les coûts de conformité**

Les modifications proposées n'auront aucun effet important sur les courtiers membres, les non-courtiers membres, la structure du marché ni la concurrence. Par ailleurs, on ne prévoit aucune augmentation importante des coûts de conformité par suite du projet de modifications.

Le projet de modifications n'impose pas de fardeau ou de contrainte à la concurrence ou à l'innovation qui ne serait pas nécessaire ou approprié en fonction des objectifs de réglementation de l'OCRCVM. Il n'impose pas de coûts ou de restrictions aux activités des participants du marché (y compris les courtiers membres et les non-courtiers membres) qui soient disproportionnés par rapport aux objectifs de réglementation visés.

### **Incidence technologique et plan de mise en œuvre**

Le projet de modifications n'aura aucune incidence sur les systèmes des courtiers membres. On compte donc le mettre en œuvre peu après son approbation par les autorités de reconnaissance de l'OCRCVM.



## Consultation publique

L'OCRCVM invite le public à formuler des commentaires sur le projet de modifications. Les commentaires doivent être formulés par écrit. Deux exemplaires de chaque lettre de commentaires doivent être transmises au plus tard le 8 juin 2010 (60 jours après la date de publication du présent avis). Une copie doit être adressée à l'attention de :

Angie F. Foggia  
 Avocate aux politiques, Politique de réglementation des membres  
 Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières  
 121, rue King Ouest, bureau 1600  
 Toronto (Ontario) M5H 3T9

La seconde copie doit être adressée à l'attention de :

Directeur de la Réglementation des marchés  
 Commission des valeurs mobilières de l'Ontario  
 19<sup>e</sup> étage, C.P. 55  
 20, rue Queen Ouest  
 Toronto (Ontario) M5H 3T9  
 marketregulation@osc.gov.on.ca

Les personnes qui présentent des lettres de commentaires doivent savoir qu'une copie sera mise à la disposition du public sur le site Internet de l'OCRCVM ([www.ocrcvm.ca](http://www.ocrcvm.ca), sous l'onglet « Réglementation des membres – Règles des courtiers membres – Propositions en matière de politique réglementaire et lettres de commentaires reçues »).

Les personnes qui ont des questions peuvent s'adresser à :

Angie F. Foggia  
 Avocate aux politiques, Politique de réglementation des membres  
 Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières  
 416 646-7203  
 afoggia@iiroc.ca

## Pièces jointes

[Annexe A – Projet de modifications à l'article 49 de la Règle 800 - Appariement des opérations hors bourse entre courtiers](#)

[Annexe B – Projet de modifications au paragraphe 1\(h\) de la Règle 200 – Obligations relatives aux avis d'exécution](#)



## ANNEXE A

**ORGANISME CANADIEN DE RÉGLEMENTATION DU COMMERCE DES VALEURS  
MOBILIÈRES**

**PROJET DE MODIFICATION DE L'ARTICLE 49 DE LA RÈGLE 800 DES COURTIERS  
MEMBRES – APPARIEMENT DES OPÉRATIONS HORS BOURSE ENTRE COURTIERS**

1. L'article 49 de la Règle 800 est abrogé et remplacé par le suivant :

**« 49. Appariement des opérations hors bourse entre courtiers**

**(1) Obligation d'appariement des opérations**

Pour chaque opération hors bourse portant sur des titres admissibles à la CDS exécutée entre courtiers membres, chaque courtier membre doit, au plus tard à 18 h 00 (heure de Toronto) le jour de l'exécution de l'opération :

- (i) soit saisir l'opération dans un système d'appariement des opérations entre courtiers acceptable,
- (ii) soit accepter ou rejeter toute opération saisie dans un système d'appariement des opérations entre courtiers acceptable par un autre courtier membre.

**(2) Définition d'opération hors bourse**

Pour l'application de la présente Règle, est définie comme une opération hors bourse toute opération sur un titre admissible à la CDS (sauf les opérations sur les nouveaux titres, les opérations de mise en pension et les opérations de prise en pension) entre deux courtiers membres qui n'a pas été soumise au CDSX, le service de règlement net continu de la CDS, par une bourse reconnue. La partie entre courtiers d'une opération jitney exécutée entre deux courtiers membres qui n'est pas déclarée par une bourse reconnue est une opération hors bourse.

**(3) Liste des services d'appariement acceptables**

La Société tient une liste des services d'appariement acceptables qu'elle publie de temps à autre.



					- Courtier membre :		- Courtier membre :	- Courtier membre
--	--	--	--	--	------------------------	--	------------------------	----------------------







Action du courtier membre		
Accepte après 18 h	- Courtier membre : non conforme - Autre courtier membre : conforme	- Courtier membre : non conforme - Autre courtier membre : non conforme
Refuse au plus tard à 18 h	- Courtier membre : statut inconnu - Autre courtier membre :	





## ANNEXE A

### (6) Détermination du pourcentage mensuel d'opérations conformes

Le pourcentage mensuel d'opérations conformes d'un courtier membre est calculé par la division de la somme des opérations conformes d'un mois (ce qui exclut les opérations au statut inconnu) par le nombre total d'opérations hors bourse que le courtier membre a exécutées pendant le mois avec d'autres courtiers membres.

Pour les mois terminés le 30 juin 2012 ou avant, un courtier membre doit aviser rapidement la Société si son pourcentage mensuel d'opérations conformes est inférieur à 85 % pour un mois donné, en incluant dans sa déclaration un plan d'action pour améliorer son pourcentage. L'incapacité du courtier membre de porter son pourcentage d'opérations conformes à au moins 85 % dans les trois mois suivant le premier rapport de non-conformité constituera pour la Société un motif de sanctions disciplinaires.

À partir du 1<sup>er</sup> juillet 2012, tout courtier membre doit aviser rapidement la Société si son pourcentage mensuel d'opérations conformes est inférieur à 90 % pour un mois donné, en incluant dans sa déclaration un plan d'action pour améliorer son pourcentage. L'incapacité du courtier membre de porter son pourcentage d'opérations conformes à au moins 90 % dans les trois mois suivant le premier rapport de non-conformité constituera pour la Société un motif de sanctions disciplinaires. »



## ANNEXE B

**ORGANISME CANADIEN DE RÉGLEMENTATION DU COMMERCE DES VALEURS  
MOBILIÈRES**

**PROJET DE MODIFICATION DU PARAGRAPHE 1(h) DE LA RÈGLE 200 DES  
COURTIERS MEMBRES – OBLIGATIONS RELATIVES AUX AVIS D'EXÉCUTION**

Le paragraphe 1(h) de la Règle 200 des courtiers membres est modifié par :

1. le remplacement de « la bourse de valeurs ou de contrats à terme de marchandises où l'opération a eu lieu », dans la deuxième phrase, par « le ou les marchés où l'opération a eu lieu ou une désignation de marché acceptable par la Société »; et
2. l'ajout de ce qui suit, directement à la fin du paragraphe 1(h) de la Règle 200 :

**« Dispense :**

Pour les opérations de livraison contre paiement/réception contre paiement (LCP/RCP), un courtier membre n'est pas tenu d'envoyer un avis d'exécution si toutes les conditions suivantes sont remplies :

- (i) l'opération est assujettie aux exigences d'appariement des opérations entre courtiers ou institutionnelles ou est appariée selon ces exigences, conformément aux Règles de la Société ou à la législation sur les valeurs mobilières;
- (ii) le courtier membre maintient une piste de vérification électronique de l'opération conformément aux Règles de la Société ou à la législation sur les valeurs mobilières;
- (iii) avant l'opération, le client a renoncé par écrit à recevoir des avis d'exécution du courtier membre;
- (iv) le client est :
  - (a) soit un autre courtier membre qui déclare ou confirme les détails de l'opération au moyen d'un système d'appariement des opérations entre courtiers acceptable conformément à l'article 49 de la Règle 800;
  - (b) soit un titulaire d'un compte LCP/RCP autre qu'un courtier membre qui effectue l'appariement des opérations (directement ou par l'intermédiaire d'un dépositaire) conformément au *Règlement 24-101 sur l'appariement et le règlement des opérations institutionnelles*;

**ANNEXE B**

- (v) le courtier membre a accès en temps réel à des informations détaillées sur l'opération qui sont similaires aux renseignements prescrits par le paragraphe 1(h) de la Règle 200 et il peut les télécharger dans son propre système à partir du système d'appariement des opérations entre courtiers acceptable ou dans le système d'appariement des opérations entre courtiers acceptable.
- (vi) le courtier membre satisfait aux exigences d'appariement applicables à l'opération conformément aux Règles de la Société ou à la législation sur les valeurs mobilières.

Un client peut révoquer sa renonciation aux avis d'exécution, mentionnée au sous-alinéa 1(h)(2)(iii) de la Règle 200, en le confirmant dans un avis écrit au courtier membre. L'avis de révocation prend effet lorsque le courtier membre le reçoit. »

**Avis et sollicitation de commentaires****Modifications importantes aux Procédés et méthodes de la CDS concernant l'émission de valeurs du marché monétaire****SERVICES DE DÉPÔT ET DE COMPENSATION CDS INC. (« CDS »<sup>MD</sup>)****MODIFICATIONS IMPORTANTES APPORTÉES AUX PROCÉDÉS ET MÉTHODES DE LA CDS****Émission de valeurs du marché monétaire****AVIS ET SOLLICITATION DE COMMENTAIRES****A. DESCRIPTION DES MODIFICATIONS PROPOSÉES PAR LA CDS**

Au cours de 2009, la société Services de dépôt et de compensation CDS inc. (« CDS »<sup>MD</sup>) a examiné le processus d'émission, de transfert et de garde de valeurs du marché monétaire au CDSX<sup>MD</sup>, ainsi que les rôles et les responsabilités des adhérents agissant à titre de mandataires de l'émetteur ou d'émetteurs à l'égard des valeurs du marché monétaire. La CDS a déterminé que les processus du système devaient être mis à jour, que des mesures de contrôle et des conditions supplémentaires devaient être imposées au niveau de ses processus internes et des adhérents mandataires de l'émetteur et des adhérents émetteurs, et que de nouvelles exigences devaient être appliquées pour assurer le respect de ces mesures de contrôle et conditions.

Le 20 janvier 2010, le Conseil d'administration de la CDS a approuvé des modifications aux Règles de la CDS (les « Règles concernant le marché monétaire ») qui visent le processus d'émission, de transfert et de garde des valeurs du marché monétaire au CDSX. Les Règles concernant le marché monétaire ont été publiées par la CDS, sur son site Web, aux fins d'examen et de sollicitation de commentaires auprès des adhérents. Elles ont également été publiées aux fins de sollicitation de commentaires auprès du public. Le 5 mars 2010, la CDS a publié, sur son site Web, les modifications à ses Procédés et méthodes (les « Procédés et méthodes concernant le marché monétaire ») visant les changements apportés au traitement des valeurs du marché monétaire. Puis, le 24 mars 2010, elle a publié un bulletin à l'intention des adhérents pour les informer que les Règles concernant le marché monétaire, de même que les Procédés et méthodes concernant le marché monétaire, entreraient en vigueur le 5 avril 2010. À cette date, les modifications ont été apportées au système, et les Règles concernant le marché monétaire ainsi que les Procédés et méthodes concernant le marché monétaire sont entrés en vigueur. Le présent avis est publié pour permettre aux adhérents et au public d'examiner et de commenter les Procédés et méthodes concernant le marché monétaire.

**B. NATURE ET OBJET DES MODIFICATIONS PROPOSÉES**

Le financement sur le marché monétaire est un volet très important du système financier canadien. En effet, les émetteurs des secteurs publics et privés ont recours au marché monétaire pour leurs emprunts à court terme; ces valeurs bien cotées sont prisées par les investisseurs et par les institutions financières, à la fois comme investissements directs et comme garanties au CDSX et pour un large éventail de transactions importantes relativement au système de paiement et au financement. L'infrastructure qui soutient le marché monétaire doit être, autant que possible, stable et protégée des risques. La mise en œuvre des améliorations à la fonctionnalité du CDSX, des Procédés et méthodes concernant le marché monétaire qui prévoient ces modifications, visent à atteindre ces objectifs. Les modifications proposées aux Procédés et méthodes concernant le marché monétaire visent principalement la définition des rôles et des responsabilités de l'adhérent relativement aux valeurs admissibles, ainsi que l'imposition de conditions aux fins de mesures de contrôle interne adéquates et de la ségrégation des tâches au sein des activités post-marché des adhérents qui assument de tels rôles.

Les Règles concernant le marché monétaire définissent les rôles et les responsabilités d'un adhérent approuvé du marché monétaire. Les Procédés et méthodes concernant le marché monétaire décrivent les fonctions et les activités qu'un adhérent du marché monétaire peut exercer, ainsi que les vérifications du système qui s'appliquent, selon le rôle qu'il assume. Les Procédés et méthodes concernant le marché monétaire expliquent comment un adhérent du marché monétaire effectue les tâches requises, de

## Avis et sollicitation de commentaires

### Modifications importantes aux Procédés et méthodes de la CDS concernant l'émission de valeurs du marché monétaire

l'établissement d'une émission de valeurs du marché monétaire, à l'échéance de celle-ci. Aux fins d'uniformisation avec les Règles concernant le marché monétaire, les définitions, les rôles, les responsabilités et la terminologie ont été modifiés dans les Procédés et méthodes concernant le marché monétaire.

Les Règles concernant le marché monétaire prévoient un seul critère uniforme de sélection pour tous les adhérents agissant à titre de mandataires de l'émetteur ou d'émetteurs à l'égard des valeurs admissibles au CDSX. Chaque adhérent qui désire agir à titre de mandataire de l'émetteur ou d'émetteur devra soumettre une demande à la CDS, y compris tout document démontrant qu'il répond aux critères. Une fois sa demande approuvée, la CDS fournira à l'adhérent un accès à la fonctionnalité relative à l'émission de valeurs du marché monétaire. Un nouvel indicateur d'admissibilité aux fonctions relatives au marché monétaire sera également ajouté au niveau de profil des adhérents de la CDS au CDSX. Cette demande permettra le suivi et la tenue de registres en ce qui concerne les adhérents de la CDS (actuels et futurs) qui agissent à titre de responsables de l'activation d'ISIN, de responsables de la validation de valeurs et de gardiens à l'égard de l'émission et du traitement de valeurs du marché monétaire. La CDS utilisera les renseignements de la demande pour procéder à l'examen périodique des adhérents qui assument ces rôles afin de s'assurer qu'ils continuent de satisfaire aux exigences et aux critères énoncés dans les Règles.

En lien avec les Procédés et méthodes concernant le marché monétaire, de nouvelles normes minimales de contrôle interne concernant les valeurs du marché monétaire ont été établies, et deux nouvelles attestations annuelles (l'une pour les adhérents mandataires de l'émetteur ou émetteurs du marché monétaire, et l'autre pour les gardiens) ont été créées. Celles-ci sont décrites dans les formulaires indiqués ci-après (les « formulaires concernant le marché monétaire »), qui font partie intégrante des Procédés et méthodes concernant le marché monétaire.

- *Normes minimales de contrôle interne pour l'émission de valeurs du marché monétaire*
- *Attestation annuelle par l'adhérent du marché monétaire*
- *Attestation annuelle par le gardien* (ainsi que les Lignes directrices régissant la conformité du gardien qui y sont jointes)

**Normes minimales de contrôle interne pour l'émission de valeurs du marché monétaire :** La CDS s'attend à ce que tous les adhérents qui agissent à titre de mandataires de l'émetteur ou d'émetteurs à l'égard des valeurs du marché monétaire au CDSX se conforment à des normes minimales de contrôle interne applicables à l'émission de valeurs du marché monétaire et au processus de dépôt, et effectuent des examens périodiques de manière à ce que leurs dirigeants puissent s'assurer de la conformité continue des mesures de contrôle interne.

**Attestation annuelle par l'adhérent du marché monétaire :** Chaque année, la CDS exigera des adhérents du marché monétaire qu'ils fournissent une attestation selon laquelle ils ont adopté, et continuent d'observer, les normes minimales de contrôle interne. Les adhérents doivent attester à la CDS qu'ils se sont conformés à toutes les exigences énumérées dans l'attestation, laquelle doit être signée par les cadres supérieurs responsables du contrôle interne, de la conformité et de l'exploitation de l'adhérent. Un adhérent qui n'est pas en mesure d'attester que toutes les exigences sont respectées doit identifier chaque faille, expliquer les raisons pour lesquelles une telle lacune est constatée, et proposer des correctifs pour remédier à la situation.

**Attestation annuelle par le gardien :** La CDS nomme une institution pour qu'elle soit son gardien de titres matériels. Par conséquent, la CDS exige du gardien qu'il fasse preuve, au minimum, du devoir de diligence prescrit par les Règles. Le gardien doit remettre à la CDS son attestation de conformité aux principes régissant le devoir de diligence. Il doit soumettre cette attestation annuelle à la CDS en même temps que son relevé de rapprochement des titres annuel. Sont jointes à ce formulaire d'attestation les lignes directrices décrivant le devoir de diligence du gardien à l'égard de la garde de certificats matériels de la CDS, et les exigences de la CDS au sujet du rapprochement annuel des certificats matériels dont il a la garde.



**Avis et sollicitation de commentaires****Modifications importantes aux Procédés et méthodes de la CDS concernant l'émission de valeurs du marché monétaire**

---

**C. INCIDENCE DES MODIFICATIONS PROPOSÉES AUX PROCÉDÉS ET MÉTHODES DE LA CDS**

Les Procédés et méthodes concernant le marché monétaire qui concernent le rôle des adhérents à titre de mandataires de l'émetteur ou d'émetteurs pour les valeurs du marché monétaire visent uniquement un petit groupe d'adhérents, au nombre de 14, qui agissent actuellement à titre de mandataires de l'émetteur ou d'émetteurs. Tous ses adhérents ont été consultés au cours de l'élaboration du nouveau processus et des conditions d'émission des valeurs du marché monétaire au moyen du CDSX. Les Procédés et méthodes concernant le marché monétaire ne devraient pas avoir de répercussions sur les autres institutions financières ou sur les titres et les marchés de capitaux en général.

**C.1 Concurrence**

Les Procédés et méthodes concernant le marché monétaire ne devraient avoir aucune incidence sur la concurrence.

**C.2 Risques et coûts d'observation**

Les nouveaux processus, les nouvelles conditions et la nouvelle surveillance visant l'émission de valeurs du marché monétaire renforcent les mécanismes de contrôle du risque au CDSX. La CDS a pris en charge les coûts de la mise en œuvre des modifications apportées au système et elle assumera ceux du contrôle et de la surveillance continus. Les modifications apportées au système réduisent également certains coûts de la CDS en automatisant les processus qui auraient auparavant nécessité une intervention manuelle. Les adhérents qui agissent à titre de mandataires de l'émetteur ou d'émetteurs peuvent encourir des coûts supplémentaires dans la mesure où les nouvelles conditions et les nouveaux critères de divulgation nécessitent des modifications au recrutement du personnel, aux systèmes et aux activités post-marché. La CDS a discuté avec chaque adhérent mandataire de l'émetteur ou chaque adhérent émetteur actuel des nouvelles conditions et elle n'a pas reçu de réponses négatives quant aux coûts et aux efforts requis.

**C.3 Comparaison avec les normes internationales**

Lors de l'élaboration de ses contrôles internes visant ses propres processus d'exploitation, la CDS a adopté les principes établis par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (« COSO »). Les lignes directrices pour les adhérents sont également établies en fonction des normes du COSO; la CDS reconnaît que chaque adhérent mandataire de l'émetteur ou adhérent émetteur, étant une institution financière réglementée, dispose également de normes du secteur précises pour ses propres contrôles internes.

**D. DESCRIPTION DU PROCESSUS DE RÉDACTION****D.1 Contexte d'élaboration**

Les valeurs du marché monétaire sont des valeurs relativement de grande valeur et à faible risque qui constituent un secteur important du marché canadien des capitaux et qui jouent également un rôle important dans les structures de contrôle du risque du CDSX. Les processus d'émission de valeurs du marché monétaire au moyen du CDSX doivent répondre aux normes les plus strictes en matière de fiabilité et de confinement du risque. Ces valeurs, outre le fait d'être négociées et mises en gage entre les adhérents, sont mises en gage aux fins de constitution de la garantie aux fonds commun de garantie et ont une valeur de garantie globale (VGG) relativement élevée afin de garantir les activités de règlement des adhérents. Afin de préserver l'intégrité du CDSX, des mesures de contrôle efficaces doivent exister pour s'assurer que l'adhérent mandataire de l'émetteur ou l'adhérent émetteur exécute convenablement ses rôles. Les améliorations au système appuyées par les Procédés et méthodes concernant le marché monétaire permettront de donner une assurance supplémentaire quant au dépôt et au traitement en bonne et due forme des valeurs du marché monétaire pour qu'elles puissent continuer à être négociées et utilisées aux fins de constitution de la garantie.

## Avis et sollicitation de commentaires

### Modifications importantes aux Procédés et méthodes de la CDS concernant l'émission de valeurs du marché monétaire

---

#### D.2 Processus de rédaction

Les modifications aux Procédés et méthodes de la CDS sont étudiées et approuvées par le Comité d'analyse du développement stratégique (« CADS ») de la CDS. Le CADS surveille et priorise les projets de développement des systèmes de la CDS et l'apport d'autres modifications proposées par les adhérents et la CDS. Ce comité compte, parmi ses membres, des représentants des adhérents de la CDS et il se réunit tous les mois. Les Procédés et méthodes concernant le marché monétaire ont été étudiés et approuvés par le CADS le 4 mars 2010.

Chaque modification apportée aux *Règles de la CDS à l'intention des adhérents* est revue par le groupe de rédaction des Règles de la CDS. Le groupe de rédaction des Règles est un comité composé de membres des secteurs juridique et financier des adhérents. Le mandat du groupe de rédaction des Règles est de conseiller les membres de la direction et du Conseil d'administration de la CDS sur les modifications apportées aux Règles et sur les autres questions juridiques afférentes aux services centralisés de dépôt et de compensation de valeurs, et ce, afin de s'assurer que ces services répondent aux besoins de la CDS, de ses adhérents et des intervenants du secteur des valeurs mobilières. Le groupe de rédaction des Règles a étudié le nouveau processus relatif aux effets du marché monétaire, mis en œuvre selon les Procédés et méthodes concernant le marché monétaire le 16 décembre 2009, et a étudié les Règles concernant le marché monétaire le 8 janvier 2010.

Les Procédés et méthodes concernant le marché monétaire ne visent que 14 adhérents, qui agissent à titre de mandataires de l'émetteur ou d'émetteurs pour les valeurs du marché monétaire. Les adhérents en question ont eu abondamment l'occasion de commenter ces documents pendant que la CDS les préparait, notamment lors de réunions individuelles entre le Service à la clientèle de la CDS et chaque adhérent mandataire de l'émetteur ou adhérent émetteur pendant lesquelles les documents ont été discutés en détail. Les adhérents mandataires de l'émetteur et les adhérents émetteurs sont au courant des nouvelles normes et des nouveaux processus, et ils ont procédé aux ajustements opérationnels nécessaires pour s'y conformer.

#### D.3 Questions prises en compte

La CDS avait pour principal objectif d'améliorer la fiabilité du processus d'émission, de transfert et de garde de valeurs du marché monétaire au CDSX. Lors de l'élaboration de sa réponse sur les déficiences perçues du système actuel, la CDS a également pris en compte l'efficacité du marché et l'importance de ne pas augmenter les coûts et le fardeau administratif pour les adhérents, ce qui aurait pu réduire le caractère concurrentiel de cet important secteur du marché canadien des capitaux.

#### D.4 Consultation

La CDS a consulté chaque adhérent qui agit à l'heure actuelle à titre de mandataire de l'émetteur ou d'émetteur à l'égard des valeurs du marché monétaire, et a revu avec eux le nouveau processus d'émission de valeurs au moyen du CDSX, les nouvelles conditions proposées pour les activités des adhérents, les exigences relatives aux mesures de contrôle interne et les nouveaux processus de divulgation et de surveillance. Les Procédés et méthodes concernant le marché monétaire permettent la mise en œuvre de ces changements.

#### D.5 Autres possibilités étudiées

Avant d'arriver à la décision visant un processus d'émission de valeurs du marché monétaire révisé, dont font état les Procédés et méthodes concernant le marché monétaire, la CDS a étudié une autre possibilité prévoyant le retrait de la fonction de l'adhérent mandataire de l'émetteur ou de l'adhérent émetteur et le traitement de la totalité des nouvelles émissions du marché monétaire à l'interne. Il a été convenu que cette autre possibilité n'était pas pratique, était très dispendieuse et était déstabilisante pour le marché canadien des capitaux. Il a été décidé que la combinaison fonction et délai nécessaire pour répondre aux demandes de souscription des émetteurs au sein du marché monétaire pouvait uniquement être réalisée si les processus étaient initiés par les adhérents agissant à titre de mandataire des émetteurs, et ne nécessitait pas d'intervention manuelle de la part de la CDS. La CDS a examiné un certain nombre de solutions possibles aux fins de traitement et a établi que le processus devait être aussi

## Avis et sollicitation de commentaires

### Modifications importantes aux Procédés et méthodes de la CDS concernant l'émission de valeurs du marché monétaire

---

automatisé que possible, en évitant toute intervention manuelle, afin d'améliorer l'efficacité et la certitude quant à l'imposition des mesures de contrôle et des conditions.

#### D.6 Plan de mise en œuvre

La CDS est reconnue à titre d'agence de compensation par la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario en vertu de l'article 21.2 de la *Loi sur les valeurs mobilières* de l'Ontario. L'Autorité des marchés financiers a autorisé la CDS à poursuivre les activités de compensation au Québec en vertu des articles 169 et 170 de la *Loi sur les valeurs mobilières* du Québec. De plus, la CDS est réputée être la chambre de compensation pour le CDSX, système de compensation et de règlement désigné par la Banque du Canada en vertu de l'article 4 de la *Loi sur la compensation et le règlement des paiements* du Canada. La Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, l'Autorité des marchés financiers et la Banque du Canada seront ci-après collectivement désignées par l'expression « autorités de reconnaissance ».

Selon le bulletin précédemment publié à l'intention des adhérents, les Procédés et méthodes concernant le marché monétaire sont actuellement en vigueur, et le demeureront jusqu'à la fin de la période d'examen par le public et de sollicitation de commentaires, et de la période d'examen par les organismes de reconnaissance à la suite de la publication de l'avis et de la sollicitation de commentaires auprès du public. La CDS répondra à tous les commentaires qu'elle recevra au cours de cette période. Au besoin, elle proposera des modifications aux Procédés et méthodes concernant le marché monétaire, en réponse à ces commentaires.

## E. INCIDENCE DES MODIFICATIONS PROPOSÉES SUR LES SYSTÈMES

### E.1 CDS

La CDS a ajouté plusieurs nouvelles caractéristiques à ses processus internes aux fins d'émission de valeurs du marché monétaire. Les processus internes, les procédures et les mesures de contrôle existants ont été mis à jour, notamment :

- un nouveau processus de demande d'adhésion pour les adhérents mandataires de l'émetteur ou les adhérents émetteurs;
- une confirmation du système des conditions d'utilisation de la fonction pour l'adhérent;
- des vérifications du système à l'égard de la ségrégation des tâches entre les différents utilisateurs pour les activités post-marché de l'adhérent;
- des rapports générés par le système à l'égard du traitement des exceptions;
- des vérifications du système à l'égard des diverses données saisies par les adhérents;
- des avertissements générés par le système précisant les données qui ne répondent pas aux paramètres standards (comme la date d'échéance et la quantité de valeur);
- une nouvelle collecte et analyse des données pour le Risk Management System du CDSX;
- un rapprochement entre les positions au registre du gardien et de l'émetteur.

Les améliorations au CDSX ont été mises en œuvre avec succès le 5 avril 2010. Depuis, la CDS et ses adhérents appliquent le processus modifié.

### E.2 Adhérents de la CDS

Le nouveau processus d'émission de valeurs du marché monétaire utilise des systèmes et des liaisons informatiques avec le CDSX. Par conséquent, il y aura des incidences mineures pour les systèmes des adhérents, et ce, uniquement pour ceux qui agissent à titre de mandataires de l'émetteur ou d'émetteurs. Des champs de données supplémentaires ont été ajoutés aux interfaces de la CDS et des adhérents, et des étapes de traitement supplémentaires ont été ajoutées afin de confirmer les données saisies. Les exigences concernant la ségrégation des tâches pourraient exiger que certains adhérents donnent accès aux fonctions du CDSX à des employés supplémentaires à titre d'utilisateurs.

Seuls les 14 adhérents qui agissent à titre de mandataires de l'émetteur ou d'émetteurs à l'égard de valeurs du marché monétaire ont été visés par la mise en œuvre des modifications au système et des Procédés et méthodes concernant le marché monétaire. Tous les adhérents mandataires de l'émetteur

**Avis et sollicitation de commentaires****Modifications importantes aux Procédés et méthodes de la CDS concernant l'émission de valeurs du marché monétaire**

ou adhérents émetteurs utilisent la fonction améliorée du CDSX depuis le 5 avril 2010, et ce, sans problème. Il n'y a pas de conséquences relatives au développement externe pour les autres adhérents de la CDS.

**E.3 Autres intervenants du marché**

Il n'y a pas de conséquences relatives au développement externe pour les autres intervenants du marché canadien des capitaux.

**F. COMPARAISON AVEC LES AUTRES AGENCES DE COMPENSATION**

Le nouveau processus d'émission de valeurs du marché monétaire ainsi que les Procédés et méthodes concernant le marché monétaire nécessaires à ce processus sont spécialement conçus pour les pratiques établies au sein du marché monétaire canadien et les lois régissant de telles valeurs (y compris la *Loi sur les lettres et billets de dépôt* fédérale, ainsi que les lois provinciales sur le transfert de valeurs mobilières). Par conséquent, il n'y a pas de comparaison directe avec les agences de compensation des autres territoires. Il n'est pas pertinent de tenir compte des pratiques des autres chambres de compensation, car les Procédés et méthodes concernant le marché monétaire régissent l'utilisation de la fonction du CDSX en particulier.

**G. ÉVALUATION DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL**

La CDS a déterminé que ces modifications proposées ne sont pas contraires à l'intérêt général. Le marché monétaire est un secteur très important du marché canadien des capitaux, lequel bénéficiera des conditions mises à jour d'émission de valeurs du marché monétaire au moyen du CDSX et de la surveillance accrue du respect de ces conditions.

**H. COMMENTAIRES**

Veillez faire parvenir vos commentaires écrits à l'égard des modifications proposées dans les 30 jours civils suivant la date de publication du présent avis dans le Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, aux coordonnées suivantes :

Services juridiques  
SERVICES DE DÉPÔT ET DE COMPENSATION CDS INC. (« CDS »<sup>MD</sup>)  
85, rue Richmond Ouest  
Toronto (Ontario) M5H 2C9  
Télécopieur : 416 365-1984  
Courriel : [attention@cds.ca](mailto:attention@cds.ca)

Veillez également faire parvenir un exemplaire de ces commentaires à l'Autorité des marchés financiers et à la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, aux personnes indiquées ci-après :

M<sup>e</sup> Anne-Marie Beaudoin  
Secrétaire de l'Autorité  
Autorité des marchés financiers  
800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3

Télécopieur : 514 864-6381  
Courriel : [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

Directrice, Réglementation du marché  
Division des marchés des capitaux  
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario  
20, rue Queen Ouest, bureau 1903  
C.P. 55  
Toronto (Ontario) M5H 3S8

Télécopieur : 416 595-8940  
Courriel : [marketregulation@osc.gov.on.ca](mailto:marketregulation@osc.gov.on.ca)

**Avis et sollicitation de commentaires****Modifications importantes aux Procédés et méthodes de la CDS concernant l'émission de valeurs du marché monétaire**

---

La CDS mettra à la disposition du public, sur demande, des exemplaires des commentaires reçus au cours de la période de sollicitation de commentaires.

**I. MODIFICATIONS PROPOSÉES AUX PROCÉDÉS ET MÉTHODES DE LA CDS**

Les formulaires concernant le marché monétaire sont présentés à l'annexe A :

- *Normes minimales de contrôle interne pour l'émission de valeurs du marché monétaire;*
- *Attestation annuelle par l'adhérent du marché monétaire;*
- *Attestation annuelle par le gardien* (ainsi que les Lignes directrices régissant la conformité du gardien qui y sont jointes).

Les Procédés et méthodes concernant le marché monétaire peuvent être consultés, avec marques de changement, à partir du site Web de la CDS, à l'adresse suivante :

<http://www.cds.ca/cdsclearinghome.nsf/Pages/-FR-modifications?Open>

**Avis et sollicitation de commentaires****Modifications importantes aux Procédés et méthodes de la CDS concernant l'émission de valeurs du marché monétaire**

---

**ANNEXE A  
FORMULAIRES CONCERNANT LE MARCHÉ MONÉTAIRE PROPOSÉS**

Tous les formulaires concernant le marché monétaire sont des ajouts aux Procédés et méthodes de la CDS. Ils ne comportent donc aucune marque de changement.

**Normes minimales de contrôle interne pour l'émission de valeurs du marché monétaire****Objectif**

Le présent document présente les normes minimales de contrôle interne que, selon la CDS, les adhérents devraient mettre en place dans leurs établissements à l'égard de l'émission et du traitement ultérieur de valeurs du marché monétaire.

**Avis de non-responsabilité : Aucune disposition des présentes normes ne devrait être interprétée comme un conseil d'ordre juridique.**

La CDS a adopté les principes des lignes directrices sur les mesures de contrôle interne du COSO (Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission) à l'égard de ses propres processus d'exploitation. Par conséquent, les normes figurant dans le présent document sont structurées de la même manière. La CDS reconnaît toutefois que les adhérents peuvent avoir structuré autrement leurs mesures de contrôle interne, ce qui est tout aussi acceptable. La CDS ne croit pas que des dispositions des présentes puissent entrer en contradiction avec les exigences de tout autre cadre conceptuel de contrôle interne.

Normes minimales de contrôle interne devant être adoptées par les organisations des adhérents du marché monétaire

L'adhérent remplit deux rôles distincts : à titre de mandataire de l'émetteur, il émet et distribue des valeurs du marché monétaire; à titre d'adhérent de la CDS, il a des responsabilités indépendantes envers la CDS et chacun des autres adhérents lorsqu'il s'acquitte de ses responsabilités à titre de responsable de l'activation d'ISIN, de responsable de la validation de valeurs et de gardien. Chaque adhérent autorisé à émettre des valeurs du marché monétaire admissibles au CDSX a obtenu l'accès aux fonctions appropriées du CDSX lui permettant d'établir, d'émettre et de traiter des valeurs du marché monétaire pour ses propres IDUC. Les normes minimales décrites dans les prochaines sections sont liées aux processus d'exploitation et de TI associés à ces fonctions.

La CDS s'attend à ce que tous les adhérents qui émettent des valeurs du marché monétaire au CDSX se conforment aux normes minimales de contrôle interne applicables à l'émission de valeurs du marché monétaire et au processus de dépôt, et effectuent des examens périodiques de manière à ce que leurs dirigeants puissent s'assurer de la conformité continue des mesures de contrôle interne. Les mesures de contrôle interne devant faire l'objet de ces examens devraient au moins comprendre les éléments suivants :

**Avis et sollicitation de commentaires****Modifications importantes aux Procédés et méthodes de la CDS concernant l'émission de valeurs du marché monétaire**

---

- Ségrégation des tâches
- Droits d'accès
- Personnel
- Rapprochement
- Anomalies
- Rôles et responsabilités
- Autorisation

En outre, ces mesures de contrôle interne devraient être assujetties à des mécanismes de surveillance appropriés au sein de l'organisation de l'adhérent. Les mécanismes de surveillance sont les suivants :

- Évaluation des mesures de contrôle
- Environnement de contrôle
- Activités de contrôle
- Surveillance et communication

Les prochaines sections du document présentent les attentes de la CDS quant aux normes minimales de contrôle interne, qui sont assujetties à chacun des mécanismes de surveillance.

La CDS s'attend à ce que les adhérents repèrent tous les manquements à l'égard des mesures de contrôle interne, et qu'ils mènent les enquêtes et apportent les correctifs appropriés. En outre, tous les détails concernant les manquements devraient être communiqués immédiatement à la CDS.

**Évaluation de contrôle**

La CDS s'attend à ce que les adhérents qui émettent des valeurs du marché monétaire au CDSX effectuent des examens périodiques officiels visant à repérer les failles dans les mesures de contrôle relatives aux processus d'émission et de dépôt de valeurs du marché monétaire au CDSX, et dans les procédures de garde des certificats matériels. Ces examens devraient permettre de déceler les lacunes de conception ou de contrôle opérationnel, qui seraient alors communiquées à la haute direction en vue d'une solution rapide.

**Environnement de contrôle**

La CDS s'attend à ce que les adhérents qui émettent des valeurs du marché monétaire au CDSX appliquent des principes et des politiques en matière d'environnement de contrôle à l'égard de l'émission, du dépôt et de la garde de valeurs du marché monétaire, et qu'ils les documentent. Ces principes et politiques devraient porter au moins sur les catégories de contrôle suivantes :

*Ségrégation des tâches*

La CDS s'attend à ce que le processus d'émission de valeurs du marché monétaire soit mené dans un cadre permettant la ségrégation des tâches. Le premier niveau de ségrégation des tâches se situe entre les principales fonctions du gestionnaire de l'accès aux services, qui procure des

**Avis et sollicitation de commentaires****Modifications importantes aux Procédés et méthodes de la CDS concernant l'émission de valeurs du marché monétaire**

---

droits d'accès individuels aux fonctions appropriées du CDSX, et le traitement (au moyen des fonctions du CDSX pour émettre et déposer des valeurs du marché monétaire). Les mesures de contrôle découlant de cette répartition doivent faire en sorte que la même personne ne puisse avoir à la fois des tâches de gestion de l'accès aux services et des tâches de traitement.

En outre, la CDS s'attend à ce que les fonctions relatives à l'émission et au dépôt soient elles aussi distinctes à l'intérieur des rôles de responsable de l'activation d'ISIN et de responsable de la validation de valeurs, et que ces deux fonctions soient exercées par des personnes différentes. La CDS s'attend à ce que les personnes qui remplissent les rôles de responsable de l'activation d'ISIN et de responsable de la validation de valeurs soient persuadées de façon indépendante de l'authenticité de la valeur émise, du caractère approprié du type de valeur et de l'exactitude des données saisies dans le CDSX à l'égard de la valeur. La CDS s'attend à ce que chacune de ces personnes ait obtenu les autorisations appropriées à ses fonctions de la part de l'organisation de l'adhérent et que ces personnes disposent des documents corroborants pertinents pour effectuer les contrôles préalables requis lorsqu'elles remplissent leurs fonctions au CDSX.

La CDS s'attend à ce que l'adhérent impose un cadre permettant la ségrégation des tâches entre le gestionnaire de l'accès aux services, le responsable de l'activation d'ISIN et le responsable de la validation de valeurs au moyen de l'attribution de fonctions appropriées au code d'utilisateur contrôlé par un mot de passe de chaque personne.

Les responsabilités du gardien consistent en la garde des certificats matériels, la tenue exacte de registres pour les valeurs dont il a la garde et la remise de rapports complets en temps utile à la CDS au sujet des certificats. La fonction de gardien devrait être séparée des fonctions de gestionnaire de l'accès aux services et de responsable de la validation de valeurs.

*Personnel*

La CDS s'attend à ce que les adhérents choisissent, pour l'exécution au CDSX des fonctions relatives à l'administration des valeurs ainsi que des fonctions de responsable de l'activation d'ISIN, de responsable de la validation de valeurs et de gardien, des personnes ayant les compétences, l'expérience et l'autorisation leur permettant de remplir ces tâches.

**Activités de contrôle**

La CDS s'attend à ce que les adhérents qui émettent des valeurs du marché monétaire au CDSX exercent des activités de contrôle précises à l'égard de l'émission, du dépôt et de la garde de valeurs du marché monétaire et qu'ils documentent ces activités. Les activités de contrôle devraient au moins porter sur les mesures de contrôle suivantes :

*Rôles et responsabilités*

Les personnes qui remplissent les rôles de responsable de l'activation d'ISIN et de responsable de la validation de valeurs à l'égard de nouvelles valeurs du marché monétaire ont la responsabilité de s'assurer que l'ISIN est approprié pour la valeur en question et que cette dernière est une valeur admissible et valide.



**Avis et sollicitation de commentaires****Modifications importantes aux Procédés et méthodes de la CDS concernant l'émission de valeurs du marché monétaire**

L'émission de valeurs du marché monétaire destinées à être déposées au CDSX doit être accompagnée de la documentation appropriée. La documentation doit contenir tous les détails requis sur l'émission afin de permettre aux autorisateurs de confirmer l'authenticité de l'émission et des dépôts au moyen des documents.

Le responsable de l'activation d'ISIN est expressément responsable de s'assurer que l'ISIN donné reflète correctement les caractéristiques de la valeur émise. La Règle 2.5.4 stipule ce qui suit :

*En confirmant l'ISIN d'une valeur, le responsable de l'activation d'ISIN déclare et garantit à la CDS et à l'ensemble des adhérents (i) que l'ISIN est représentatif des caractéristiques de la valeur identifiée par l'ISIN; (ii) que les renseignements relatifs à la valeur sont exacts; et (iii) si l'ISIN identifie un bloc de valeurs mises en commun, que de telles valeurs ont un débiteur commun primaire et qu'elles sont mises en commun de façon appropriée conformément à la Règle 6.10.2.*

Le responsable de la validation de valeurs est expressément responsable de s'assurer d'un certain nombre de caractéristiques pour chaque valeur déposée. Le responsable de la validation de valeurs est également le mandataire de l'émetteur de la valeur et a donc accès aux ressources nécessaires pour s'acquitter de sa responsabilité susmentionnée. La Règle 6.2.9 stipule ce qui suit :

*En confirmant le dépôt d'une valeur, le responsable de la validation de valeurs déclare et garantit à la CDS et à l'ensemble des adhérents :*

- (a) que les écritures décrivant la valeur sont exactes;*
- (b) que l'émetteur a dûment autorisé et émis la valeur;*
- (c) que, s'il s'agit d'un titre nominatif, le registre de l'émetteur se rapportant à une telle émission indique la CDS ou le nom de son propriétaire pour compte comme porteur inscrit du total des valeurs déposées;*
- (d) que, s'il s'agit de titres au porteur, le registre de l'émetteur correspond au total des valeurs déposées;*
- (e) que chaque certificat ou autre acte attestant l'existence d'une telle valeur a été dûment signé, livré et émis par l'émetteur;*
- (f) que chaque certificat ou autre acte attestant l'existence d'une telle valeur est authentique et en bonne et due forme;*
- (g) qu'il existe une loi afférente qui stipule que les transactions sur ces valeurs peuvent être traitées par inscription aux registres de la CDS; et*
- (h) que l'émetteur n'est pas libéré par le paiement, au responsable du traitement des droits et privilèges ou à l'agent payeur de l'émetteur, de son obligation de payer les droits et privilèges dus relativement à la valeur.*

Il est à noter que les lois afférentes qui valident les transactions sur valeurs d'une chambre de compensation comprennent la *Loi sur les lettres et billets de dépôt* et la *Loi de 2006 sur le transfert des valeurs mobilières* (Ontario).

**Avis et sollicitation de commentaires****Modifications importantes aux Procédés et méthodes de la CDS concernant l'émission de valeurs du marché monétaire**

---

Les valeurs du marché monétaire admissibles au CDSX sont classées dans les catégories suivantes :

Les valeurs habituellement émises aux termes de la *Loi sur les lettres et billets de dépôt* :

- Acceptation bancaire (BA)
- Billet de dépôt au porteur (BDN)
- Certificat de dépôt (CD)
- Papier commercial (CP)
- Papier commercial prorogeable (ECP)
- Certificat de placement garanti (GIC)

Les valeurs pouvant être émises aux termes de la *Loi sur les lettres et billets de dépôt*, ou sous une autre forme :

- Bon du Trésor canadien (CTBM)
- Billet municipal (MN)
- Bon du Trésor municipal (MTB)
- Billet provincial (PN)
- Bon du Trésor provincial (PTB)
- Bon du Trésor américain (UTB)

Des lignes directrices sur les formats suggérés pour les valeurs du marché monétaire émises par des sociétés sont jointes à l'annexe A.

*Autorisation*

La CDS s'attend à ce que les adhérents qui émettent des valeurs du marché monétaire au CDSX choisissent des personnes en fonction de leurs compétences, de leurs qualifications et de leur expérience, et autorisent officiellement ces personnes à exercer leurs fonctions de gestionnaire de l'accès aux services, de responsable de l'activation d'ISIN, de responsable de la validation de valeurs et de gardien, et que le processus d'autorisation fasse partie de la pratique normale de l'organisation de l'adhérent. La CDS s'attend à ce que les preuves d'autorisation puissent être vérifiées.

La CDS s'attend à ce que les personnes autorisées à exercer les fonctions de responsable de l'activation d'ISIN et de responsable de la validation de valeurs aient une connaissance approfondie des produits du marché monétaire leur permettant de s'assurer que seuls les produits du marché monétaire autorisés soient établis et déposés au CDSX.

La CDS s'attend également à ce que les personnes exerçant les fonctions de responsable de l'activation d'ISIN et de responsable de la validation de valeurs aient à leur disposition les documents standard appropriés qui renferment les détails sur les émissions ainsi que les autorisations requises du personnel du service des transactions ou du service du suivi de marché et des contreparties, qui confirment l'authenticité de l'émission et les détails de celle-ci. La CDS

**Avis et sollicitation de commentaires****Modifications importantes aux Procédés et méthodes de la CDS concernant l'émission de valeurs du marché monétaire**

---

accepte que certains de ces documents et certaines de ces validations se présentent dans un format électronique. La CDS s'attend à ce que chaque autorisation prévue dans le processus (soit celles fournies par le service du suivi de marché ou le service des transactions de l'organisation de l'adhérent, celles des contreparties ainsi que d'autres autorisations prévues dans le processus) et les documents connexes, tout particulièrement le document qui valide l'émission et les données connexes qui est utilisé pour la saisie des renseignements nécessaires au CDSX, contiennent des détails précis permettant d'identifier l'autorisateur. Le responsable de la validation de valeurs devrait valider le contenu et le format du certificat matériel avant la confirmation du dépôt au CDSX. La CDS s'attend à ce que les preuves d'autorisation puissent être vérifiées.

*Rapprochement*

À l'égard des valeurs du marché monétaire, l'adhérent remplit deux rôles distincts : à titre de mandataire de l'émetteur des valeurs, il tient les registres de l'émetteur (l'agent comptable des registres); à titre de mandataire de la CDS, il détient sous sa garde les certificats attestant l'existence des valeurs émises (le gardien).

La CDS s'attend à ce qu'un rapprochement quotidien soit effectué entre les registres de l'agent comptable des registres et les certificats matériels déposés sous la garde du gardien afin de s'assurer qu'il n'y a aucune différence entre les registres de l'agent comptable des registres et les documents sous la garde du gardien. La CDS s'attend à ce que toute différence révélée fasse l'objet d'une enquête, soit corrigée ou soit portée à l'attention des échelons supérieurs de l'organisation. Les différences non corrigées le jour suivant doivent être signalées à la CDS. Le rapprochement vise à s'assurer que les émissions de valeurs du marché monétaire créées au CDSX soient entièrement appuyées par les certificats des valeurs de même valeur que le gardien a sous sa garde et correspondent aux positions indiquées dans les registres de l'agent comptable des registres que le responsable de la validation de valeurs a communiquées à la CDS. Les rapprochements devraient être officiellement passés en revue et approuvés par la signature de représentants appropriés de l'agent comptable des registres (le responsable de la validation de valeurs) et du gardien responsable de la chambre forte.

En outre, la CDS s'attend également à ce que l'agent comptable des registres rapproche quotidiennement ses registres et ceux de la CDS et que toute différence révélée fasse l'objet d'une enquête et soit corrigée en temps utile ou soit portée à l'attention des échelons supérieurs de l'organisation si elle n'a toujours pas été corrigée le jour suivant.

La CDS exige que le gardien rapproche annuellement les certificats matériels dont il a la garde et les données des systèmes de l'agent comptable des registres, conformément aux lignes directrices établies par la CDS.

**Surveillance et communication**

La CDS s'attend à ce que les adhérents qui émettent des valeurs du marché monétaire au CDSX conçoivent et mettent en œuvre un système de surveillance périodique des activités d'émission, de traitement et de garde de valeurs du marché monétaire au moyen de rapports du système ou d'autres mesures appropriées visant à repérer les anomalies dans l'exécution des principales

**Avis et sollicitation de commentaires****Modifications importantes aux Procédés et méthodes de la CDS concernant l'émission de valeurs du marché monétaire**

---

mesures de contrôle et à porter ces anomalies à l'attention des supérieurs hiérarchiques appropriés de la direction. Si des manquements sont découverts à l'égard des mesures de contrôle, la CDS s'attend à ce que les adhérents qui émettent des valeurs du marché monétaire au CDSX prennent immédiatement des mesures pour les corriger et en informent la CDS. La CDS s'attend à ce que toutes les valeurs créées par les adhérents qui émettent des valeurs du marché monétaire au CDSX au cours de la période de surveillance pendant laquelle l'anomalie s'est produite feront l'objet d'un nouvel examen pour s'assurer que les valeurs créées pendant cette période sont valides, établies correctement et appuyées par la documentation appropriée.

La CDS s'attend à ce que les anomalies soient relevées au moins à l'égard des principales mesures de contrôle suivantes :

*Ségrégation des tâches*

Examen des codes d'utilisateur des utilisateurs de fonctions du marché monétaire afin de vérifier la conformité avec les normes applicables à la ségrégation des tâches.

*Personnel, rôles et responsabilités, et autorisation*

Examen des fonctions du marché monétaire attribuées aux utilisateurs afin de vérifier si le personnel a les qualifications et l'expérience appropriées pour remplir ses tâches et si ces personnes ont été officiellement autorisées par la direction à remplir ces tâches et à détenir les codes d'utilisateur au CDSX.

Examen de la documentation afin de s'assurer que les émissions et les dépôts de valeurs du marché monétaire créés sont appuyés par la documentation et les autorisations relatives aux transactions appropriées, conformément aux normes internes.

*Rapprochement*

Examen des rapprochements effectués afin de s'assurer que ceux-ci ont été adéquatement passés en revue et autorisés, et, au besoin, que les mesures à prendre à leur égard ont été prises et qu'ils ont été portés à l'attention des supérieurs hiérarchiques appropriés.

*Anomalies*

Examen d'extraits de données relatives à des anomalies, au moyen de critères déterminés, comme des échéances de plus de 13 mois, des valeurs dont la valeur est exceptionnellement élevée ou tout autre élément déclencheur potentiel pouvant permettre de repérer des dépôts de valeurs erronés ou frauduleux.

## Avis et sollicitation de commentaires

## Modifications importantes aux Procédés et méthodes de la CDS concernant l'émission de valeurs du marché monétaire

**Annexe A**  
**Lignes directrices sur le format des certificats de valeurs**  
**relativement aux valeurs du marché monétaire émises par des sociétés**

Les présentes lignes directrices sont conçues comme des conseils d'ordre général fondés sur un examen de modèles de certificat attestant des valeurs du marché monétaire émises par des sociétés au CDSX. À l'égard de chaque valeur, l'adhérent doit, à titre de responsable de la validation de valeurs, s'assurer que les certificats attestant la valeur sont conformes à toutes les exigences juridiques applicables, y compris les statuts de l'émetteur, la documentation concernant l'émission de la valeur et toute exigence légale ou réglementaire.

**Avis de non-responsabilité : Aucune disposition des présentes normes ne devrait être interprétée comme un conseil d'ordre juridique.** Les adhérents devraient consulter leurs propres conseillers juridiques pour s'assurer que les certificats de valeurs sont conformes aux modalités de chaque émission et qu'ils remplissent les exigences relatives à un dépôt au CDSX.

## GÉNÉRALITÉS

La CDS s'attend à ce que chaque valeur du marché monétaire remplisse les exigences énoncées ci-après. Les erreurs et incompatibilités potentielles sont énumérées afin d'aider les adhérents à les éviter.

- avec certificat
- inscrit au nom du propriétaire pour compte de la CDS
  - le certificat doit indiquer « payer à CDS & Co. » ou « payer à CDS & Co. ou à son ordre »
  - le certificat ne peut indiquer « payer au porteur » avec l'ajout « CDS & Co. »
- daté
  - date de valeur, date d'échéance ou date de paiement requise
  - la date d'émission constitue une pratique exemplaire
- dûment signé
  - le certificat doit être signé par l'émetteur
  - si la valeur est garantie par une autre partie, le garant doit signer
  - si la valeur est une acceptation bancaire, le client et la banque doivent signer
  - une signature additionnelle est requise si le certificat indique « le présent billet ne devient valide que lorsqu'il a été contresigné/authentifié/attesté à la main » ou comporte une mention équivalente
  - les adhérents ne devraient pas utiliser les anciens formats de certificat comportant des signatures reproduites mécaniquement ou préimprimées et périmées
- ISIN
  - l'inscription de l'ISIN sur le certificat constitue une « pratique exemplaire », utile aux fins de l'examen des titres sous garde
- libellé clair et complet

**Avis et sollicitation de commentaires****Modifications importantes aux Procédés et méthodes de la CDS concernant l'émission de valeurs du marché monétaire**

- si le libellé préimprimé est modifié, le libellé inapplicable doit être complètement biffé (exemples : formulaire unique pour des billets à escompte ou portant intérêt; les libellés français et anglais doivent correspondre)
- remplir tous les blancs (exemples : « [blanc] promet par les présentes de payer »; « en monnaie légale du [blanc], » avec l'intérêt sur cette somme au taux de [blanc] %)
- ne pas simplement écrire les renseignements par-dessus une autre partie du certificat
- libellé additionnel
  - les certificats (y compris les certificats aux termes de la LLBD) peuvent contenir les renseignements additionnels qui sont appropriés pour une valeur donnée
  - exemples : dessins, logos de la société ou l'une des mentions suivantes :
    - « sur présentation et remise du présent billet au [adresse] »
    - « sans délai »
    - « le présent effet ne constitue pas un dépôt assuré aux termes de la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada* »
    - « le présent billet ne devient valide que lorsqu'il a été contresigné à la main pour et au nom de [souscripteur] »
    - « le présent billet ne devient valide que lorsqu'il a été authentifié à la main »
    - « le présent billet doit être interprété et régi exclusivement en conformité avec les lois de la province d'Ontario et les lois fédérales du Canada qui s'y appliquent »
    - « le présent billet n'a pas été et ni ne sera inscrit aux termes de la loi américaine intitulée *Securities Act of 1933* »

**Loi sur les lettres et billets de dépôt**

Le format des valeurs du marché monétaire émises aux termes de la *Loi sur les lettres et billets de dépôt* (Canada) doit remplir les exigences de cette loi en plus de celles énoncées ci-dessus :

- mention
  - chaque certificat doit comporter la mention « Lettre de dépôt assujettie à la *Loi sur les lettres et billets de dépôt* » ou « Billet de dépôt assujetti à la *Loi sur les lettres et billets de dépôt*. »
  - en anglais, la mention exigée est « This is a depository bill subject to the *Depository Bills and Notes Act* » ou « This is a depository note subject to the *Depository Bills and Notes Act* »
  - cette mention doit figurer « dans le libellé ». Constitue une pratique exemplaire le fait de placer la mention après la promesse de payer et au-dessus des signatures
- somme d'argent précise
  - le capital payable doit être indiqué
  - si de l'intérêt est payable, le montant exact de celui-ci n'a pas à être indiqué, il suffit d'en indiquer le mode de calcul
- date fixe
  - indiquer soit la date exacte du paiement soit le mode d'établissement de la date (par exemple, en indiquant la date d'émission et en précisant que le paiement doit avoir lieu « X jours après l'émission »).

**Avis et sollicitation de commentaires****Modifications importantes aux Procédés et méthodes de la CDS concernant l'émission de valeurs du marché monétaire**

---

- mention
  - l'obligation doit être inconditionnelle
  - une déclaration indiquant que le fait que le paiement doit être fait sur l'actif d'une société de personnes, d'une association non dotée de la personnalité morale, d'une fiducie ou d'une succession ne constitue pas une condition
- absence de restriction
  - le libellé du certificat ne doit pas interdire la négociation, le transfert ou la cession de la valeur ou d'un droit s'y rattachant

Des modèles de certificat pour un simple billet de dépôt et une simple lettre de dépôt sont joints ci-après.

## Avis et sollicitation de commentaires

## Modifications importantes aux Procédés et méthodes de la CDS concernant l'émission de valeurs du marché monétaire

## MODÈLE DE BILLET DE DÉPÔT

{ISIN \_\_\_\_\_}  
 {Billet n° \_\_\_\_\_}  
 {Date d'échéance \_\_\_\_\_}  
 {Date d'émission \_\_\_\_\_}  
 {NOM DE LA SÉRIE DE BILLETS}  
 {exemple : Billet de dépôt}

[SOUSCRIPTEUR] {contre valeur reçue / en contrepartie d'un dépôt reçu}  
 promet de payer à {ou à l'ordre de} CDS & Co.  
 le [date de paiement] {ou « à la date d'échéance »}  
 la somme de \_\_\_\_\_ dollars  
 en monnaie légale du Canada / des États-Unis d'Amérique  
 {avec l'intérêt couru sur cette somme ...}

Billet de dépôt assujéti à la *Loi sur les lettres et billets de dépôt*.

[SOUSCRIPTEUR]\*  
 Par : \_\_\_\_\_  
 {Signataire autorisé}  
 Par : \_\_\_\_\_  
 {Signataire autorisé}

\* le souscripteur est l'émetteur

Note : l'utilisation des { } indique un libellé couramment utilisé mais facultatif.

## MODÈLE DE LETTRE DE DÉPÔT

{ISIN \_\_\_\_\_}  
 {n° \_\_\_\_\_}  
 {Date d'échéance \_\_\_\_\_}  
 {Date d'émission \_\_\_\_\_}

Destinataire [ACCEPTTEUR]  
 Le [date de paiement] {contre valeur reçue}  
 Paie à {ou à l'ordre de} CDS & CO.  
 La somme de \_\_\_\_\_ dollars  
 en monnaie légale du Canada / des États-Unis d'Amérique

Lettre de dépôt assujéti à la *Loi sur les lettres et billets de dépôt*.

[TIREUR]\*  
 Par : \_\_\_\_\_  
 {Signataire autorisé}  
 Par : \_\_\_\_\_  
 {Signataire autorisé}

ACCEPTÉE

{date \_\_\_\_\_}

[ACCEPTTEUR]\*\*

Par : \_\_\_\_\_

{Signataire autorisé}

Par : \_\_\_\_\_

{Signataire autorisé}

\* le tireur est le client de l'adhérent émetteur

\*\* l'accepteur est l'émetteur/adhérent

Note : l'utilisation des { } indique un libellé couramment utilisé mais facultatif.



**Avis et sollicitation de commentaires****Modifications importantes aux Procédés et méthodes de la CDS concernant l'émission de valeurs du marché monétaire****Attestation annuelle par l'adhérent du marché monétaire**

**Chaque adhérent doit fournir une lettre de confirmation dans une forme jugée acceptable par la CDS, qui reprend essentiellement la forme indiquée ci-après.**

À \_\_\_\_\_

La CDS s'attend à ce que tous les adhérents qui émettent des valeurs du marché monétaire au CDSX se conforment à des normes minimales de contrôle interne applicables à l'émission de valeurs du marché monétaire et au processus de dépôt, et effectuent des examens périodiques de manière à ce que leurs dirigeants puissent s'assurer de la conformité continue des mesures de contrôle interne. La CDS a publié un document intitulé *Normes minimales de contrôle interne pour l'émission de valeurs du marché monétaire* (les « normes »), qui décrit les attentes de la CDS quant aux normes minimales de contrôle interne que doivent adopter les organisations des adhérents. Le document intitulé *Normes minimales de contrôle interne pour l'émission de valeurs du marché monétaire* est affiché sur le site [www.cds.ca](http://www.cds.ca).

En tant qu'adhérent de la CDS ayant accès à la fonctionnalité relative au marché monétaire, vous devez fournir une attestation à l'égard des processus et des mesures de contrôle interne que vous avez mis en place relativement au marché monétaire. Vous devriez cocher chacun des points indiqués ci-après en guise d'attestation. La présente attestation vise l'année civile débutant le \_\_\_\_\_ (jj/mm/aaaa) et se terminant le \_\_\_\_\_ (jj/mm/aaaa). Les signataires indiqués à la fin de la liste des points visés par l'attestation devraient être des cadres supérieurs (ou l'équivalent) responsables des secteurs d'activités énoncés dans la section prévue pour les signatures.

Si vous n'êtes pas en mesure de fournir une attestation pour l'un ou l'autre des points énoncés ci-après, veuillez en préciser la cause, ainsi que les mesures que vous proposez pour corriger la situation).

L'adhérent atteste les points suivants :

**1. Admissibilité de l'adhérent**

1.1. L'adhérent, lorsqu'il agit à titre d'émetteur ou de mandataire des émetteurs de valeurs du marché monétaire inscrites au CDSX, déclare et garantit à la CDS et à l'ensemble des adhérents que ses actions ne débordent ni ses fonctions ni le mandat reçu des émetteurs).

1.2. L'adhérent qui agit à titre de responsable de l'activation d'ISIN, de responsable de la validation de valeurs et de gardien répond aux critères de sélection prévus aux *Règles de la CDS à l'intention des adhérents*.

**2. Évaluation de haut niveau des mesures de contrôle**

2.1. L'adhérent a effectué au moins un examen annuel visant à déceler les failles dans les mesures de contrôle afférentes aux rôles qu'il assume dans les processus liés au marché monétaire, et il n'a connaissance d'aucune faille n'ayant pas été corrigée dans le contrôle de ses processus liés au marché monétaire.

2.2. L'adhérent a signalé à sa direction tout problème décelé lors de l'évaluation de haut niveau des mesures de contrôle à des fins d'examen et de résolution, conformément à ses politiques et directives d'exploitation.

**3. Environnement de contrôle**

3.1. L'adhérent a établi des principes et des politiques en matière d'environnement de contrôle à l'égard des différents rôles qu'il assume dans ses processus liés au marché monétaire, et ceux-ci sont conformes aux normes.

\*\* Preuve supplémentaire — La CDS pourrait demander à l'adhérent de lui fournir une copie des principes et des politiques qui concernent ses processus liés au marché monétaire.

## Avis et sollicitation de commentaires

### Modifications importantes aux Procédés et méthodes de la CDS concernant l'émission de valeurs du marché monétaire

#### 4. Activités de contrôle

##### Rôles et responsabilités

4.1. L'adhérent a documenté les mesures de contrôle qui s'appliquent précisément à ses processus liés au marché monétaire, et ces mesures couvrent au moins les secteurs d'activités suivants (comme le décrivent les normes) : rôles et responsabilités, autorisation et rapprochement.

4.2. Les personnes qui, au sein des organisations des adhérents, assument le rôle de responsable de l'activation d'ISIN pour une valeur du marché monétaire s'assurent que l'ISIN donné s'applique à cette valeur, que l'ISIN donné qui est créé au CDSX est représentatif des caractéristiques de la valeur sous-jacente, et que les renseignements relatifs à la valeur saisis au CDSX sont exacts et complets.

4.3. Les personnes qui, au sein des organisations des adhérents, assument le rôle de responsable de la validation de valeurs s'assurent que les renseignements relatifs à la valeur sont exacts, que chaque certificat ou autre acte attestant l'existence d'une telle valeur a été dûment autorisé, signé et émis par l'émetteur de la valeur, et que chaque certificat ou autre acte attestant l'existence d'une telle valeur est authentique et en bonne et due forme.

##### Autorisation

4.4. L'adhérent a nommé des personnes précises pour l'exercice des différents rôles associés aux valeurs du marché monétaire, en tenant compte de leurs compétences, de leurs qualifications et de leur expérience en lien avec leurs rôles respectifs dans le cadre des processus et des mesures de contrôle liés au marché monétaire.

4.5. L'adhérent a dûment autorisé des personnes à exercer les fonctions de gestionnaire de l'accès aux services, de responsable de l'activation d'ISIN, de responsable de validation de valeurs et de gardien.

4.6. L'adhérent a assigné les tâches décrites au point 4.5 à certaines personnes dans le cadre de la pratique normale de son organisation.

##### Rapprochement

4.7. L'adhérent effectue quotidiennement le rapprochement entre les registres de son agent comptable des registres et les valeurs matérielles déposées dans la chambre forte du gardien. Toute différence fait l'objet d'une enquête, d'un processus d'escalade et de mesures correctives en temps opportun.

4.8. L'adhérent effectue quotidiennement le rapprochement entre les registres de son agent comptable des registres et ceux de la CDS. Toute différence est examinée et résolue en temps opportun. Si le problème n'est toujours pas résolu le jour suivant, la différence est portée par l'adhérent à l'attention des échelons supérieurs de son organisation.

\*\* Preuve supplémentaire —

a. La CDS peut demander à l'adhérent de lui fournir des échantillons démontrant l'existence de mesures de contrôle qui s'appliquent aux rôles et aux responsabilités.

b. La CDS peut demander à l'adhérent d'effectuer le rapprochement périodique entre les positions nominales des valeurs détenues dans ses chambres fortes et les registres de la CDS.

#### 5. Surveillance et communication

5.1. L'adhérent a élaboré et mis en œuvre un cadre de surveillance périodique des processus liés au marché monétaire visant à déceler les anomalies dans l'application des principales mesures de contrôle. L'adhérent doit également s'être doté de processus d'escalade des anomalies jusqu'au niveau hiérarchique interne approprié aux fins de résolution, et de processus de documentation des exceptions à l'interne et à la CDS. Le cadre de surveillance vise au moins les secteurs suivants (comme le décrivent les normes) : personnel, rôles et responsabilités, autorisation, rapprochement et anomalies.

**Avis et sollicitation de commentaires****Modifications importantes aux Procédés et méthodes de la CDS concernant l'émission de valeurs du marché monétaire**Ségrégation des tâches

5.2. L'adhérent procède à l'examen périodique des codes d'utilisateur du CDSX pour les personnes qui assument les rôles de gestionnaire de l'accès aux services, de responsable de l'activation d'ISIN, de responsable de validation de valeurs et de gardien afin de s'assurer qu'ils sont conformes aux normes.

Personnel, rôles et responsabilités, et autorisation

5.3. L'adhérent procède à l'examen périodique des qualifications et de l'expérience du personnel chargé des processus liés au marché monétaire. Dans le cadre de cet examen, l'adhérent doit vérifier que le personnel a été dûment autorisé par la direction à effectuer ces tâches et à confirmer les codes d'utilisateur au CDSX.

5.4. L'adhérent procède à l'examen périodique des émissions du marché monétaire et des dépôts au CDSX afin de vérifier que ceux-ci sont appuyés par la documentation et les autorisations relatives aux transactions appropriées, conformément à ses normes internes.

Rapprochement

5.5. L'adhérent procède à l'examen périodique de l'efficacité du rapprochement afin de vérifier que les rapprochements quotidiens ou périodiques effectués dans le cadre des activités de contrôle ont été dûment examinés et approuvés, que des mesures appropriées ont été prises et que les problèmes ont fait l'objet d'un processus d'escalade.

Anomalies

5.6. L'adhérent procède à l'extraction et à l'examen périodiques des données relatives aux anomalies selon les critères établis à l'interne permettant de déceler les dépôts erronés ou frauduleux de valeurs du marché monétaire.

Nom du signataire : \_\_\_\_\_ Titre du signataire : \_\_\_\_\_  
*Bureau de conformité*

Signature : \_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_

Nom du signataire : \_\_\_\_\_ Titre du signataire : \_\_\_\_\_  
*Vérification interne*

Signature : \_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_

Nom du signataire : \_\_\_\_\_ Titre du signataire : \_\_\_\_\_  
*Contrôle opérationnel*

Signature : \_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_

Nom du signataire : \_\_\_\_\_ Titre du signataire : \_\_\_\_\_  
*Fondé de pouvoir autorisé*

Signature : \_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_

**Avis et sollicitation de commentaires****Modifications importantes aux Procédés et méthodes de la CDS concernant l'émission de valeurs du marché monétaire****Attestation annuelle par le gardien**

**Chaque adhérent doit fournir une lettre de confirmation dans une forme jugée acceptable par la CDS, qui reprend essentiellement la forme indiquée ci-après.**

À \_\_\_\_\_

La CDS a nommé (dénomination sociale de l'institution) pour qu'elle soit son gardien de titres matériels. Par conséquent, la CDS exige du gardien qu'il fasse preuve, au minimum, du devoir de diligence prescrit par les *Règles de la CDS à l'intention des adhérents*. Le document intitulé *Lignes directrices régissant la conformité du gardien*, qui établit les obligations du devoir de diligence du gardien à l'égard des titres matériels de la CDS et les exigences de la CDS au sujet du rapprochement annuel des titres matériels, est joint au présent formulaire.

En votre qualité de gardien des titres matériels de la CDS, vous devez attester que vous êtes conforme :

1. aux principes régissant le devoir de diligence, tel qu'ils sont décrits ci-après;
2. aux normes de rapprochement annuel entre les titres matériels dont vous avez la garde et ceux des registres du registraire.

Vous devriez cocher chacun des points indiqués ci-après en guise d'attestation. La présente attestation vise l'année civile débutant le \_\_\_\_\_ (jj/mm/aaaa) et se terminant le \_\_\_\_\_ (jj/mm/aaaa). Les signataires indiqués à la fin de la liste des points visés par l'attestation devraient être des cadres supérieurs (ou l'équivalent) responsables des secteurs d'activités énoncés dans la section prévue pour les signatures.

Si vous n'êtes pas en mesure de fournir une attestation pour l'un ou l'autre des points énoncés ci-après, veuillez en préciser la cause, ainsi que les mesures que vous proposez pour corriger la situation).

Le gardien atteste les points suivants :

**Devoir de diligence**

Dans le traitement des titres de la CDS, le gardien applique en tout temps les mêmes normes de diligence que celles qu'il applique à ses propres titres. Le gardien conserve les titres de la CDS dans le même environnement et de façon aussi sécuritaire que les siens. De plus, la conservation des certificats de titres de la CDS est effectuée dans un environnement et selon un niveau de sécurité conformes aux normes nationales et internationales du secteur auxquelles on peut s'attendre d'un fournisseur professionnel d'un tel service.

Le gardien a mis en place des normes minimales en matière de forme et de contenu des certificats de titres, et ces normes sont conformes aux normes nationales et internationales du secteur ainsi qu'aux dispositions législatives en vigueur. De plus, ces normes minimales respectent les Règles et les Procédés et méthodes de la CDS applicables au gardien, le cas échéant.

Afin de garantir la conformité aux normes minimales, le gardien a mis en place des mesures de contrôle afin de s'assurer que les certificats remis à sa garde sont vérifiés par son personnel avant l'approbation. Les certificats qui ne respectent pas ces normes font immédiatement l'objet d'un rapport au responsable de la validation de valeurs et à la CDS. Avant d'accepter la garde d'un certificat, le gardien doit exercer la diligence raisonnable pour vérifier au moins :

- la forme du certificat — Le certificat est un exemplaire original et est signé et immatriculé au nom du propriétaire pour compte de la CDS (CDS & Co.);
- le contenu du certificat — L'ISIN du certificat, la dénomination sociale de l'émetteur et la quantité correspondent aux instructions de dépôt du responsable de la validation de valeurs.

**Avis et sollicitation de commentaires****Modifications importantes aux Procédés et méthodes de la CDS concernant l'émission de valeurs du marché monétaire****Processus de rapprochement annuel**

Le gardien atteste que le rapprochement annuel entre les titres matériels dont il a la garde et les registres du registraire en date du \_\_\_\_\_ (jj-mm-aaaa) est effectué et inscrit conformément aux normes de rapprochement suivantes :

Le service de la conformité ou le service de vérification du gardien a revu le processus de rapprochement (y compris les processus de comptage et d'enregistrement, et le processus interne de recours à la hiérarchie). À leur avis, le processus est adéquat aux fins visées aux présentes. Un comptage sans libellé explicatif (ou un autre processus approprié) a été utilisé pour garantir que les excédents et les déficits sont pris en compte. La procédure de comptage comportait également l'exercice d'une diligence raisonnable pour vérifier la forme du certificat de titre, comme décrit dans la section relative au devoir de diligence.

Le rapprochement est effectué au même moment chaque année.

Le relevé de rapprochement a été revu et approuvé par le service de la conformité ou par le service de vérification du gardien, ainsi que par le signataire autorisé. Des relevés de suivi de rapprochement seront envoyés à la CDS chaque semaine jusqu'à ce que tous les titres rapprochés soient entièrement décrits ou que toutes les exceptions soient compensées.

Le personnel du gardien chargé de la conformité ou de la vérification a revu, avec preuves à l'appui, que le relevé de rapprochement concorde avec les documents justificatifs (notamment, les feuilles de comptage et les registres du registraire), et que le relevé de rapprochement indique tous les ISIN en déséquilibre ainsi que les détails des mesures prises et suggérées.

Le dénombrement et son enregistrement ont été effectués sous la surveillance du service de la conformité ou du service de vérification du gardien.

Nom du signataire : \_\_\_\_\_ Titre du signataire : \_\_\_\_\_  
*Bureau de conformité*

Signature : \_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_

Nom du signataire : \_\_\_\_\_ Titre du signataire : \_\_\_\_\_  
*Vérification interne*

Signature : \_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_

Nom du signataire : \_\_\_\_\_ Titre du signataire : \_\_\_\_\_  
*Contrôle opérationnel*

Signature : \_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_

Nom du signataire : \_\_\_\_\_ Titre du signataire : \_\_\_\_\_  
*Fondé de pouvoir autorisé*

Signature : \_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_

## Avis et sollicitation de commentaires

### Modifications importantes aux Procédés et méthodes de la CDS concernant l'émission de valeurs du marché monétaire

#### Lignes directrices régissant la conformité du gardien

##### 1. Contexte

La CDS nomme une institution pour qu'elle soit son gardien de titres matériel. Par conséquent, la CDS exige du gardien qu'il fasse preuve, au minimum, du devoir de diligence prescrit par les *Règles de la CDS à l'intention des adhérents*. Le texte sur le devoir de diligence (Règle 6.4.4 (e)) et celui sur la responsabilité du gardien intérieur (Règle 6.4.4 (f)) sont joints à l'annexe du présent document.

##### 2. Attestation de conformité par le gardien aux principes du devoir de diligence

Le gardien doit remettre à la CDS son attestation de conformité aux principes régissant le devoir de diligence, en même temps qu'il lui soumet son relevé de rapprochement des titres annuel, comme il est décrit à l'article 3.

Certains principes clés régissent le devoir de diligence du gardien dont les suivants:

- Dans le traitement des titres de la CDS, le gardien doit appliquer les mêmes normes de diligence que celles qu'il applique à ses propres titres. Par conséquent, le gardien doit conserver les titres de la CDS dans le même environnement et de façon aussi sécuritaire que les siens. De plus, la conservation des certificats de titres de la CDS doit s'effectuer dans un environnement et selon un niveau de sécurité conformes aux normes nationales et internationales du secteur auxquelles on peut s'attendre d'un fournisseur professionnel d'un tel service.
- Le gardien doit s'assurer d'avoir défini des normes minimales en matière de forme et de contenu des certificats de titres, et que ces normes sont conformes aux normes nationales et internationales du secteur ainsi qu'aux dispositions législatives en vigueur. De plus, ces normes minimales doivent respecter les Règles et les Procédés et méthodes de la CDS applicables au gardien, le cas échéant.
- Afin de garantir la conformité aux normes minimales, le gardien doit mettre en place des mesures de contrôle afin de s'assurer que les certificats remis à sa garde sont vérifiés par son personnel avant l'approbation. Les certificats qui ne respectent pas ces normes font immédiatement l'objet d'un rapport au responsable de la validation de valeurs et à la CDS. Avant d'accepter la garde d'un certificat, le gardien doit exercer la diligence raisonnable pour vérifier au moins:
  - la forme du certificat — Le certificat est un exemplaire original et est signé et immatriculé au nom du propriétaire pour compte de la CDS (CDS & Co.);
  - le contenu du certificat — L'ISIN du certificat, la dénomination sociale de l'émetteur et la quantité correspondent aux instructions de dépôt du responsable de la validation de valeurs.

La CDS peut également exiger du gardien qu'il démontre que ses services de garde sont rendus en conformité des *Règles de la CDS à l'intention des adhérents*.

##### 3. Déclaration du gardien au sujet du rapprochement des titres matériels

Le gardien est tenu de procéder à un rapprochement annuel entre les titres matériels dont il a la garde et le registre du responsable de la validation de valeurs (*registre*) en conformité avec les normes de rapprochement (article 3.1). Le gardien et la CDS conviennent d'un commun accord de la date à établir pour le rapprochement. Lorsqu'il a terminé ce rapprochement annuel, le gardien doit remettre à la CDS les documents suivants :

1. L'attestation de sa conformité aux normes de rapprochement (article 3.1);
2. Le relevé de rapprochement (article 3.2).

##### 3.1 Normes à respecter pour le rapprochement annuel

- Le service de la conformité ou le service de vérification du gardien revoit le processus de rapprochement (y compris les processus de comptage et d'enregistrement, et le processus interne de

**Avis et sollicitation de commentaires****Modifications importantes aux Procédés et méthodes de la CDS concernant l'émission de valeurs du marché monétaire**

recours à la hiérarchie) et remet à la CDS une déclaration indiquant qu'à leur avis, le processus est adéquat aux fins visées aux présentes. Le comptage sans libellé explicatif est fortement recommandé pour garantir que les excédents et les déficits sont pris en compte. La procédure de comptage devrait également comporter l'exercice d'une diligence raisonnable pour vérifier la forme du certificat de titre, comme décrit dans les principes (article 2).

- Le rapprochement est effectué au même moment chaque année.
- Le relevé de rapprochement est revu et approuvé par le service de la conformité ou par le service de vérification du gardien, ainsi que par le signataire autorisé. Des relevés de suivi de rapprochement sont envoyés à la CDS chaque semaine jusqu'à ce que tous les titres rapprochés soient entièrement décrits ou que toutes les exceptions soient compensées.
- Le personnel du gardien chargé de la gestion de la conformité ou de la vérification revoit et confirme, avec preuves à l'appui, que le relevé de rapprochement concorde avec les documents justificatifs (notamment, les feuilles de comptage et le *registre*), et que le relevé de rapprochement indique tous les ISIN en déséquilibre ainsi que les détails des mesures prises et suggérées.
- Le dénombrement et son enregistrement sont effectués sous la surveillance du service de la conformité ou du service de vérification du gardien.

**3.2. Contenu minimum requis dans le relevé de rapprochement**

La CDS ne prescrit pas de forme spécifique pour le relevé de rapprochement. Toutefois, elle s'attend à ce qu'au moins le contenu du modèle reproduit ci-après figure dans le relevé de rapprochement :

Date de rapprochement : jj/mm/aaaa

- |   |    |
|---|----|
| 1. Solde (quantité) selon les bilans :  | XX |
| 2. Solde (quantité) selon le registre :   | YY |
| 3. Différence (1) – (2) :   | ZZ |
| 4. Ventilation détaillée de (3) :   |    |
| 4.1 Liste de tous les ISIN qui expliquent la différence, accompagnée des justifications et des mesures prises ou suggérées. |    |
| 5. Signature du signataire autorisé et du représentant de la gestion de la conformité ou de la vérification du gardien.     |    |

**4. Contrôle par la CDS de spécimens de titres détenus par le gardien**

Le présent article fait état des exigences de la CDS à l'égard de son contrôle diligent annuel des certificats de titres que détient le gardien. Ce contrôle peut s'effectuer en même temps que les procédures prévues aux articles 2 et 3 ou à une autre date dont auront convenu d'un commun accord la CDS et le gardien.

La CDS transmettra chaque année au gardien une liste d'ISIN, pour lesquels le gardien remettra à la CDS une copie de chaque certificat de titres. La sélection des spécimens par la CDS peut varier d'une année à l'autre et est fondée sur ses critères internes de sélection de spécimens.

La CDS examinera les copies des certificats de titres qu'elle aura reçues afin de s'assurer que les certificats sont conformes aux normes de diligence applicables à la forme et au contenu des certificats de titres décrits dans les principes (article 2).

Si, au moment d'un premier contrôle des titres, la CDS détermine que la qualité du ou des certificats examinés est insatisfaisante, elle peut exiger du gardien un autre spécimen ou peut décider qu'une autre méthode est nécessaire, telle une révision ou une vérification complète des procédés de garde du gardien et de sa fonction de contrôle.

**Avis et sollicitation de commentaires****Modifications importantes aux Procédés et méthodes de la CDS concernant l'émission de valeurs du marché monétaire**

---

**4.1. Exemple de directives pour la sélection des spécimens**

Veillez fournir, pour les ISIN énumérés ci-après, les photocopies des certificats de titres qui sont sous votre garde au nom de la CDS :

ISIN  
XXXXXXXXXX  
YYYYYYYYY  
ZZZZZZZZZZ

**Annexe***Article 6.4.4 des Règles de la CDS à l'intention des adhérents**(e) Devoir de diligence*

*Le gardien intérieur doit, dans l'exécution de ses obligations de gardien intérieur envers la CDS, faire preuve du même degré de diligence et de compétence qu'il appliquerait à ses propres biens de type et de valeur semblables. S'il assure ses propres biens similaires, il doit maintenir des polices d'assurance contre la perte, le vol, la disparition, les dommages, la destruction ou l'appropriation illicite d'un certificat ou d'un acte attestant l'existence d'une valeur en sa possession ou sous son contrôle pour les mêmes montants que les polices qu'il maintient à l'égard de ses propres biens similaires.*

*(f) Responsabilité du gardien intérieur*

*Le gardien intérieur est responsable envers la CDS et la tient indemne contre toute perte et tous dommages-intérêts qu'elle subit, toute réclamation qui lui est faite, toute poursuite engagée contre elle ou toute dépense, y compris les frais et dépens d'un conseiller juridique dont elle a retenu les services, découlant d'un acte de négligence ou d'un acte fautif du gardien intérieur ou de ses administrateurs, dirigeants ou employés commis dans l'exécution des tâches du gardien intérieur pour la CDS en vertu de la Règle 6.4.4. La nomination par le gardien intérieur d'un mandataire ou d'un sous-gardien ne limite pas la responsabilité du gardien intérieur envers la CDS; le gardien intérieur est responsable envers la CDS de tout acte et de tout défaut d'agir de son mandataire ou sous-gardien comme s'il s'agissait de ses propres actes ou de son propre défaut d'agir en cette qualité*



### 7.3.2 Publication

#### **Services de dépôt et de compensation CDS inc. - Modifications importantes apportées aux Procédés et méthodes de la CDS – Service de liaison avec New York**

Vu la demande complétée le 12 février 2010 par Services de dépôt et de compensation CDS inc. (« Compensation CDS »), filiale à part entière de La Caisse canadienne de dépôt de valeurs limitée (ensemble, la « CDS ») afin d'obtenir l'approbation par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») de modifications importantes apportées aux Procédés et méthodes de la CDS visant l'ajustement des heures limites imposées aux adhérents du Service de liaison avec New York (« SLNY ») utilisant le *National Securities Clearing Corporation* (« NSCC ») pour le dépôt de leur contribution en matière de garantie au fonds des adhérents de la NSCC (les « modifications »);

Vu la déclaration de la CDS à l'effet que les modifications ont été dûment approuvées par le comité d'analyse du développement stratégique de la CDS le 11 février 2010;

Vu l'article 74 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, L.R.Q., c. A-33.2 (la « Loi »);

Vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la Loi;

Vu la subdélégation de pouvoirs faite par Louis Morisset, surintendant des marchés de valeurs, en date du 6 avril 2010 en faveur de Jacinthe Bouffard, directrice de la supervision des OAR, laquelle est valable du 7 au 9 avril 2010 inclusivement;

Vu l'analyse effectuée par la Direction de la supervision des OAR et sa recommandation d'approuver les modifications du fait qu'elles contribueront à réduire les risques découlant d'opérations transfrontalières;

En conséquence :

L'Autorité approuve les modifications.

Fait à Montréal, le 7 avril 2010.

Jacinthe Bouffard, CA  
Directrice de la supervision des OAR

Décision n° 2010-OAR-0003



## AVIS DE CONFORMITÉ

EN VERTU DE L'ARTICLE 22 DE LA LOI SUR LES INSTRUMENTS DÉRIVÉS

**MODIFICATION AUX PROCÉDURES APPLICABLES À L'EXÉCUTION ET À LA  
DÉCLARATION D'OPÉRATIONS D'ÉCHANGES PHYSIQUES POUR CONTRATS,  
D'ÉCHANGES D'INSTRUMENTS DÉRIVÉS HORS BOURSE POUR  
CONTRATS ET DE SUBSTITUTIONS D'INSTRUMENTS DÉRIVÉS  
HORS BOURSE PAR DES CONTRATS À TERME**

Le soussigné confirme que les modifications et, s'il y a lieu, les ajouts et les abrogations aux Règles, Politiques et procédures de Bourse de Montréal Inc. ont été apportés conformément à la *Loi sur les instruments dérivés* (L.R.Q., chapitre I-14.01).

FAIT à MONTRÉAL le 1<sup>er</sup> avril 20 10.

*(s) François Gilbert*

---

François Gilbert  
Vice-président, Affaires juridiques (produits dérivés)  
BOURSE DE MONTRÉAL INC.

## 7.4 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

## 7.5 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.